



HAL
open science

LA COMBINAISON DES ANALYSES QUALITATIVE ET QUANTITATIVE POUR UNE ETUDE DES DYNAMIQUES DE PAUVRETE EN MILIEU RURAL MALGACHE

Claire Gondard-Delcroix

► **To cite this version:**

Claire Gondard-Delcroix. LA COMBINAISON DES ANALYSES QUALITATIVE ET QUANTITATIVE POUR UNE ETUDE DES DYNAMIQUES DE PAUVRETE EN MILIEU RURAL MALGACHE. Economies et finances. Université Montesquieu - Bordeaux IV, 2006. Français. NNT : . tel-00165502

HAL Id: tel-00165502

<https://theses.hal.science/tel-00165502>

Submitted on 26 Jul 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE MONTESQUIEU BORDEAUX IV

DROIT, SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES,
SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

**LA COMBINAISON DES ANALYSES
QUALITATIVE ET QUANTITATIVE
POUR UNE ETUDE DES DYNAMIQUES DE PAUVRETE
EN MILIEU RURAL MALGACHE**

Thèse pour le Doctorat en Sciences Économiques

présentée par

Claire GONDARD-DELCROIX

*et soutenue publiquement
le 20 Septembre 2006*

MEMBRES DU JURY

Marie-Claude BELIS-BERGOUIGNAN

Professeur des Universités en Sciences Économiques, Université Montesquieu-Bordeaux IV

Jacques CHARMES

Directeur de recherche, Institut de Recherche pour le Développement, **rapporteur**

Philippe DE VREYER

Professeur des Universités en Sciences Économiques, Université de Lille II.

Jean-Luc DUBOIS

Directeur de recherche, Institut de Recherche pour le Développement, Université Versailles Saint Quentin en Yvelines, **rapporteur**

Jean-Pierre LACHAUD

Professeur des Universités en Sciences Économiques, Université Montesquieu-Bordeaux IV,
directeur de thèse

– REMERCIEMENTS –

Au terme de ces années de recherche, jalonnées de grands doutes scientifiques et de petites victoires personnelles, la mise en cohérence finale du travail accompli procure une satisfaction certaine. Même si la curiosité intellectuelle, toujours renouvelée, est loin d'être assouvie, l'écriture de ces lignes marque la fin d'une période. Le temps des remerciements me donne l'occasion de me retourner sur ces années passées en thèse et de me remémorer les rencontres qui ont marqué ce parcours.

Mes premiers remerciements s'adressent à Jean-Pierre Lachaud, mon directeur de thèse, pour son soutien et ses conseils, la confiance qu'il m'a accordée et la grande liberté qu'il m'a laissée dans la réalisation de ce travail.

Je remercie Jacques Charmes, Directeur de Recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), et Jean-Luc Dubois, Directeur de Recherche à l'IRD, pour avoir accepté d'être rapporteurs de ce travail. Merci à Marie-Claude Bélis-Bergouignan, Professeur à l'Université de Bordeaux IV, et Philippe de Vreyer, Professeur à l'Université de Lille II, pour leur participation au jury de soutenance de cette thèse.

Ce travail de recherche n'aurait pu être mené à bien si je n'avais eu la possibilité de me rendre à Madagascar. Les deux missions que j'y ai effectuées en 2003 et 2005 ont été marquées par un important travail en équipe, débordant les rattachements institutionnels et les nationalités. La richesse des rencontres qu'elles ont occasionnée m'a permis de travailler dans des conditions idéales. Avant tout je voudrais citer les institutions et personnes qui ont rendu ces missions possibles et qui m'ont accueillie à Madagascar. Il s'agit de :

l'Unité Mixte de Recherche C3ED (Centre d' Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement, Unité mixte de recherche, IRD-Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines) et plus particulièrement le pôle DSD2 (Développement Socialement Durable), dirigé par Jean-Luc Dubois, pour les possibilités de financements qu'ils m'ont offertes ;

la mission IRD (Institut de Recherche pour le Développement) à Madagascar, sous la représentation de François Jarrige, ainsi que tout son personnel pour leur accueil et les aspects logistiques ainsi qu'administratifs relatifs à ces missions ;

le C3EDM (Pôle malgache du C3ED, Université d'Antananarivo) les journées que j'y ai passées m'ont permis d'échanger sur différents sujets d'étude et sur les expériences de terrain ; je tiens à remercier plus particulièrement Philippe Méral pour l'intérêt qu'il a accordé à ce travail et le Professeur Jeannot Ramiaramana, directeur du C3EDM ;

l'UPDR (Unité Pour le Développement Rural, rattachée au ministère malgache de l'agriculture et de la pêche) et l'Equipe Permanente de Pilotage/Plan d'Action pour le Développement Rural (EPP-PADR), successivement en charge du Réseau des Observatoires Ruraux depuis la fin du projet MADIO.

Par ailleurs j'adresse un salut enthousiaste à Isabelle Droy pour son « coaching » efficace et les possibilités de financement et de fonctionnements qu'elle m'a offertes lors de ces missions. Les contacts qu'elle a pu mobiliser ont été d'une aide précieuse quant à la réalisation de ces missions. De plus sa connaissance du pays et sa chaleureuse attention m'ont offert une acclimatation en douceur. Merci également pour son soutien et pour sa confiance qui ne se sont jamais démentis au cours de ces années de recherche.

Je remercie Haja Andrianjaka du PNUD Madagascar et Patrick Rasolovo, directeur des observatoires ruraux de Madagascar et de l'observatoire du riz, sans la disponibilité et la gentillesse desquels je n'aurais pu mener à bien ne serait-ce que le quart de ce que j'ai entrepris. La documentation à laquelle ils m'ont permis d'accéder et les contacts qu'ils m'ont permis d'établir ont été une source de réelle efficacité au cours de ces missions. Nos discussions et échanges ont été particulièrement enrichissants.

Je tiens à saluer également les enquêteurs avec lesquels j'ai travaillé. Irène Andrianorovelo qui m'a accompagnée dans la région d'Antsirabe ainsi que Andriantsoa Razafindrakoto et Hanitra Rabemanantsoa avec qui j'ai travaillé dans les régions de Manjakandriana puis d'Alaotra et enfin Tahiry Rabeandriamaro et Adolphe qui m'ont accompagnée sur le périmètre irrigué de Marovoay. Bien plus que de m'offrir des possibilités de communication en se chargeant de la mission de traducteurs, ils ont été pour moi de véritables guides en m'apportant des clés de compréhension sur chacune de ces zones.

Je remercie par ailleurs, l'ensemble de mes collègues et amis de l'IFREDE (Institut Fédératif de Recherche sur les Dynamiques Economiques) et du Centre d'Economie du Développement (CED). D'une façon générale j'ai pu profiter de conditions de travail d'une grande qualité tout au long de ces années de thèse. Les conditions nécessaires à une saine émulation scientifique sont également réunies dans ce centre de recherche. J'adresse un salut tout particulier à Frédéric Poulon pour son soutien, à Matthieu Clément pour les nombreux échanges que nous avons eu et les sérieux coups de pouce qu'il m'a donnés, à François Combarous pour la richesse de ses remarques et conseils, à Stéphanie Gautriaud qui, non contente de relire une bonne partie de ce travail, a également participé à l'harmonisation finale du document (la partie la plus terrible, autrement dit, l'harmonisation de la biblio...).

Chapeau bas à tous les relecteurs de tout ou partie de ce manuscrit, pour le temps et l'attention qu'ils y ont accordé et la qualité de leurs remarques. Merci donc à :

Eric Berr, Alexandre Bertin, Matthieu Clément, François Combarous,
Philippe Couty, Françoise Delcroix, Isabelle Droy, Ali Douai, Stéphanie
Geautriaud, Pierre Gondard, André Meunié, Chrystelle Grenier-Torrès.

Merci à Sophie Rousseau, avec qui j'ai découvert les écrits d'Amartya Sen, les joies du terrain et des colloques. Des pensées pleines de chaleur pour Mélanie, Gaël, Patricia, Solène, et Armelle.

Enfin, je ne saurais conclure le voyage dans ces années de recherche sans une pensée affectueuse pour les membres de ma tribu, les Gondard-Delcroix, François, Lucie, Thérèse, Pierre, Françoise, Marc et Eric. Merci pour votre affection, votre soutien toujours renouvelé.

A mon compagnon de chaque jour, Serge Creppy.

A vous tous, j'adresse de chaleureux remerciements.

Et, enfin, je peux vous dire : « Oui, j'ai fini ma thèse, et la route continue ! ».

– SOMMAIRE –

<i>INTRODUCTION GENERALE</i>	<i>1</i>
 PREMIERE PARTIE	
<i>LES METHODES QUALITATIVE ET QUANTITATIVE POUR L'ANALYSE DE LA PAUVRETE CONTINUTE OU RUPTURE ?</i>	<i>23</i>
CHAPITRE 1 - LES METHODES QUALITATIVE ET QUANTITATIVE	27
I. Divergence de méthodes, convergence d'intérêt	30
II. La combinaison des démarches qualitative et quantitative	52
CHAPITRE 2 - REPRESENTATIONS ET MESURES DE LA PAUVRETE : L'INSTAURATION D'UN DIALOGUE CONCEPTUEL	77
I. Concepts et mesures de la pauvreté : Les voies de la complémentarité entre qualitatif et quantitatif	80
II. Les représentations de la pauvreté en pays Merina Traits spécifiques, traits partagés	104
 DEUXIEME PARTIE	
<i>DYNAMIQUES DE PAUVRETE EN MILIEU RURAL MALGACHE L'ALLIANCE EMPIRIQUE DES METHODES QUALITATIVE ET QUANTITATIVE</i>	<i>139</i>
CHAPITRE 3 - LA PAUVRETE ET LE TEMPS	143
I. La pauvreté sur les observatoires d'Antsirabe et de Marovoay Des évolutions contrastées	146
II. Analyse intertemporelle des dynamiques de pauvreté	163
III. Pauvreté chronique et transitoire : des déterminants spécifiques ?	181
CHAPITRE 4 - LE PROCESSUS DE PAUVRETE	205
I. Le processus de pauvreté en théorie et en pratique	208
II. L'analyse quantitative, un mode de généralisation des résultats qualitatifs	238
 CONCLUSION GENERALE	 275
 <i>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</i>	 <i>287</i>
<i>ANNEXES</i>	<i>303</i>
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	<i>351</i>
<i>LISTE DES FIGURES</i>	<i>353</i>
<i>TABLE DES MATIERES</i>	<i>355</i>

The page features two overlapping rectangular frames. The inner frame is slightly offset to the right and down from the outer frame, creating a layered effect. The text is centered within the inner frame.

INTRODUCTION
GENERALE

Le XXI^{ème} siècle s'est ouvert sur une déclaration commune de l'ensemble des pays membres des Nations-Unies, s'engageant conjointement dans un programme d'éradication de la pauvreté¹. La préoccupation majeure vis-à-vis de ce fléau n'est pas nouvelle mais le rapport social à la pauvreté et, par suite, la conception des politiques publiques pour lutter contre le phénomène ont connu des réorientations successives. Plutarque affirmait que «*le déséquilibre entre les riches et les pauvres est la plus ancienne et la plus fatale des maladies des républiques*»². Reconnue comme une fatalité jusqu'à la période moderne, la pauvreté a eu pour seule réponse la charité. A partir de la fin du dix-neuvième siècle, la mise en place progressive des systèmes de sécurité sociale en Europe marque la reconnaissance d'un problème social auquel la société, dans son ensemble, se doit d'apporter une solution commune. Au cours des années 1950, avec la mise en place de la pensée sur le développement, le traitement du problème s'extirpe des frontières nationales. Dans un premier temps, l'objectif de réduction de pauvreté, sans être clairement énoncé, est implicitement pris en compte dans les politiques de développement, puisque selon Perroux, le sous-développement est un «*gaspillage de vies humaines*»³. Pourtant, les bouleversements consécutifs à la crise de l'endettement dans les pays du Sud et le constat de paupérisation et de diversification des formes de pauvreté malgré les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) posent avec une acuité nouvelle la question de la pauvreté. La recherche d'une stabilité structurelle, considérée au cours des années 1980 comme la condition de la croissance à long terme, s'est accompagnée de coûts humains élevés et fait apparaître la nécessité de penser la Dimension Sociale de l'Ajustement (DSA) puis de concevoir des politiques explicites de réduction de la pauvreté.

¹ Les huit objectifs fixés par la Déclaration du Millénaire sont : (i) Faire disparaître l'extrême pauvreté et la faim ; (ii) garantir à tous une éducation primaire ; (iii) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; (iv) réduire la mortalité des enfants ; (v) améliorer la santé maternelle ; (vi) combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ; (vii) assurer la durabilité des ressources environnementales ; (viii) mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

² Cité par Galbraith [2005 :1].

³ Cité par Assidon [2000 : 88].

La pauvreté, d'abord appréhendée de façon monétaire, est progressivement conceptualisée comme un phénomène multidimensionnel, mais on ne peut se contenter de considérer la pauvreté comme un état de privation, observé à un moment donné. Il s'agit d'un phénomène dynamique, résultante d'un cumul de privations qui se renforcent mutuellement, pour créer, dans son cas le plus extrême, une situation de pauvreté durable, génératrice de l'exclusion d'une part conséquente de la population. Ainsi, il importe d'étudier les dynamiques du phénomène pour pouvoir fixer des modalités d'actions opératoires.

D'une façon générale, l'Afrique sub-saharienne a particulièrement été touchée par la crise de l'endettement et la pauvreté y est particulièrement marquée. Pourtant Madagascar est un cas singulier. *« Si la décennie quatre-vingts fut, dans l'ensemble de l'Afrique tropicale, une période de crise, nulle part celle-ci ne fut aussi sévèrement ressentie qu'à Madagascar, aussi globalement synonyme d'appauvrissement mais surtout de désespérance. »* (Pélissier et Sautter [1994 :5]). La crise des années 1980 prend racine dans les déséquilibres politiques et économiques des années 1960 et ses répercussions sont encore sensibles aujourd'hui. A l'heure actuelle, le PIB réel par habitant de Madagascar atteint à peine plus de la moitié de celui qui prévalait au début des années 1970. Que ce soit en termes monétaires ou non monétaires, les indicateurs communément utilisés pour les comparaisons internationales soulignent la situation peu favorisée de la Grande Île au regard des autres pays. En effet, Madagascar fait partie du groupe des pays les moins avancés et de celui des pays à faible développement humain. En 2003, le pays est classé 170^{ème} sur 177 en termes de PIB réel par habitant, mesuré en Parité de Pouvoir d'Achat, et 146^{ème} par ordre décroissant de l'Indice de Développement Humain (IDH)⁴. Au cours des dernières décennies, le pays, engagé dans un processus de démocratisation et de réorientation progressive vers l'économie de marché, a connu de profondes mutations politiques et économiques. Dans les années 1990, Madagascar s'extrait d'une longue période d'atonie en termes de richesse créée. Toutefois, l'observation à l'échelle nationale masque des inégalités flagrantes entre milieu urbain et rural qui

⁴ Source : PNUD [2005]. L'Indice de Développement Humain est un indicateur composite publié par le PNUD depuis 1990 qui prend une valeur comprise entre 0 et 1, 1 reflétant le niveau le plus élevé de développement humain. Il est composé de trois indices intermédiaires : (i) l'indice de PIB, calculé sur la base du PIB réel par habitant en parité de pouvoir d'achat ; (ii) l'indice d'espérance de vie; (iii) l'indice de niveau d'instruction, qui dépend du taux d'alphabétisation des adultes et du taux brut de scolarisation. L'IDH dépasse donc la seule mesure de la croissance puisqu'il incorpore des données relatives aux conditions de vie : il capte, de façon indirecte, la qualité des systèmes de santé et d'éducation. Il reste cependant nettement influencé par l'indice de PIB et ne capte qu'une partie des éléments fondamentaux du développement humain. Des recherches sont en cours pour développer un indicateur mieux à même de restituer les inégalités socio-économiques, les libertés fondamentales des individus, la prise en compte de l'environnement naturel, etc. Aucun indice alternatif ne fait cependant l'objet d'un consensus à l'heure actuelle.

s'expliquent par la combinaison de blocages structurels inhérents au milieu rural et de choix de politiques de développement qui lui ont été, jusqu'à présent, peu favorables. Ces déséquilibres entre villes et campagnes se lisent notamment au travers de l'inégalité des conditions de vie des ménages selon leur zone de résidence. Les populations rurales représentent plus des deux tiers de la population totale et sont également les plus remarquablement touchées par la pauvreté.

L'analyse des dynamiques de pauvreté en milieu rural ne peut se départir d'un double ancrage, d'abord dans le contexte macro-économique des décennies récentes et ensuite dans l'histoire de la pensée relative à la pauvreté. Dans un premier temps, la présentation des évolutions macroéconomiques met en exergue la marginalisation relative des zones rurales. Dans un deuxième temps, il importe de présenter l'évolution du concept de pauvreté et l'émergence progressive de l'analyse qualitative du phénomène. Dans un troisième temps, l'articulation entre les problématiques factuelle et méthodologique retenues dans la thèse est explicitée.

1. Les zones rurales oubliées de la croissance

Après des décennies de marasme économique, la fin des années 1990 est marquée par le retour de la croissance. Cependant, cette embellie macroéconomique, essentiellement tirée par le développement des zones franches urbaines, ne s'accompagne pas d'une réduction des inégalités entre milieux urbain et rural.

La croissance retrouvée

En 1990, le PIB réel par habitant connaît sa première hausse depuis la fin des années 1970, mais il faudra attendre 1997 pour qu'il augmente à nouveau et, à l'heure actuelle, le niveau de 1971 (le PIB réel par tête s'élevait à 408 \$ aux prix de 1995) est toujours loin d'être rattrapé (en 2001, il atteignait 253 \$ aux prix de 1995)⁵.

Les années 1980 ont été marquées par une crise particulièrement sévère, notamment en raison de ses répercussions sur les conditions de vie de la population. La dégradation de la situation économique malgache, déjà perceptible au cours des années 1970, atteint son apogée

⁵ Source : *World Development Indicators*, Banque mondiale [2004]. L'évolution de longue période du PIB réel par habitant est présentée en annexes.

au début des années 1980. Les facteurs profonds de la crise ont des racines anciennes⁶ mais ils ont été ranimés par une explosion démographique tardive et des choix politiques aux lourdes conséquences économiques et financières (Pélissier et Sautter [1994]). Exacerbée par une politique d'emprunt massif, lancée en 1978-1979, au moment même où la conjoncture internationale était la plus défavorable, la dégradation économique s'est prolongée en raison d'investissements dans des entreprises publiques⁷ dans la plupart des cas peu efficaces, et par le recul de l'État vis-à-vis de ses fonctions de structuration spatiale, économique et sociale. La situation de faillite financière a conduit, dès le milieu des années 1980 et sous la pression des organismes internationaux et des bailleurs de fonds, à un changement de cap progressif vers la libéralisation de l'économie. Pourtant, la première phase du Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), centrée sur la stabilisation financière, bien qu'elle ait permis une certaine relance de l'offre, s'est également traduite par une forte réduction de la demande solvable. En outre, elle n'a pas entraîné de processus dynamique du système productif (Hugon [1987]). Au niveau des populations, la crise s'est traduite par la baisse marquée du pouvoir d'achat à la suite de politiques de dévaluation compétitive et du renchérissement du prix du riz, la denrée alimentaire de base (dislocation du système national d'encadrement de la collecte et de la commercialisation du riz). Par ailleurs, le recul de l'encadrement administratif et politique a eu des conséquences lourdes en termes d'insécurité, de dégradation des infrastructures hydrauliques et de transport. La deuxième phase du PAS, mise en œuvre au début des années 1990, a recherché un changement en profondeur du mode de régulation de l'économie. Elle a conduit à un programme de réformes profondes dans le but de promouvoir l'économie de marché. Parallèlement, le pays a conduit une transition politique, passant d'un régime socialiste (instauré en 1975) à un régime démocratique⁸. Toutefois, le début des années 1990 reste marqué par le marasme économique induit par une forte instabilité politique (Herrera et Roubaud [2003]).

C'est de cet état de crise profonde que Madagascar semble s'extraire aujourd'hui. Le dynamisme de la croissance ne semble d'ailleurs pas avoir été durablement enrayé par la crise

⁶ Selon Hugon [1987] les racines de la crise des années 1980 remontent aux années 1960 déjà marquées par la faiblesse des taux d'accumulation et de la stagnation de la productivité. Le blocage de l'accumulation provient de la forte dépendance extérieure du système productif, de la désarticulation spatiale et sectorielle interne, du poids élevé des activités tertiaires d'intermédiation par rapport aux secteurs directement productifs agricoles et industriels, ainsi que de blocages d'ordres gestionnaires et organisationnels.

⁷ Le pays s'est lancé dans une stratégie de développement par substitution aux importations.

⁸ L'instauration d'élections libres et de la liberté de la presse, notamment, ont conduit à l'émergence de la société civile.

politique de 2002⁹, puisque, selon l'Institut national de la statistique (INSTAT), le taux de croissance du PIB a chuté de 12,7% en 2002, mais atteint 9,8% en valeur réelle pour 2003 et s'établit ensuite à 5,4% en 2004 et 4,6% en 2005¹⁰. Cependant, le dynamisme de la croissance est essentiellement porté par la mise en place et le développement des zones franches urbaines qui ont su attirer un certain nombre d'entreprises nouvelles grâce à une politique de prix avantageux pour ces dernières (Herrera et Roubaud [2003]), et les conditions de transmissions de la croissance au monde rural ne sont pas remplies.

Le monde rural en marge de la croissance

On observe, sur le long terme, une faible augmentation de la production agricole, une quasi-stagnation de la productivité rizicole et du taux de croissance du secteur primaire¹¹. Par ailleurs, la part du secteur agricole dans la création de valeur nationale est particulièrement faible au regard de l'importance de son poids en termes d'occupation d'actifs. Alors que 80% des actifs malgaches travaillent dans le secteur agricole, ce dernier ne participe qu'à hauteur de 29,2 % à la richesse nationale¹². Le milieu rural malgache est marqué par des blocages majeurs qui grèvent ses opportunités de développement. Ces aspects négatifs ont été renforcés par des choix politiques peu favorables à l'agriculture et au milieu rural dans son ensemble.

A la fin des années 1970, la nationalisation de la collecte du riz et la politique d'encadrement du prix du riz¹³, ont créé les conditions d'un désordre sans précédent, pour partie à l'origine de la grande crise des années 1980 (Raison [1994]). En effet, les agents collecteurs, sous-motivés par des déplacements de longue durée, dans des conditions difficiles, ne s'aventuraient pas dans les zones les plus reculées ; les agriculteurs, payés en bons administratifs, honorés avec de longs délais, étaient réticents à livrer leur riz sur le marché officiel ; les responsables des services centraux achetaient le manque à gagner en riz sur les marchés internationaux. Aussi, une part importante des récoltes restait invendue

⁹ Suite aux résultats controversés du premier tour de l'élection présidentielle de décembre 2001, Madagascar s'est trouvée paralysée durant six mois. Marc Ravalomanana a été officiellement déclaré président le 29 avril 2002, marquant l'issue d'une crise politique, sociale et économique sans précédent. La crise a touché principalement les plus pauvres des ménages urbains (arrêt de la scolarisation des enfants, sous-nutrition, malnutrition, réduction drastique des dépenses de santé, etc.) mais n'a pas épargné les ménages ruraux suite à une baisse de 30 à 50 % des prix du riz au producteur (Blanc-Pamard et Ramiarantsoa [2003]).

¹⁰ A ce jour, les données fournies par l'INSTAT pour 2004 et 2005 sont provisoires.

¹¹ Les évolutions de longue période de la production rizicole (paddy) et de la population sont présentées en annexes.

¹² Ces données, obtenues pour l'année 2003 reflètent une situation de longue période.

¹³ L'encadrement du prix du riz visait à élever le prix d'achat au producteur tout en maintenant le prix à la consommation à un niveau peu élevé.

(Blanc-Pamard [1985]). Cette situation initiale, par une suite de réactions en chaîne, a eu un effet déstabilisateur majeur dans les campagnes (Raison [1994]). Les défaillances dans le contrôle du marché du riz ont encouragé les agriculteurs à se tourner vers d'autres cultures, moins surveillées, et à s'approvisionner en riz sur le marché officiel, au prix subventionné. Le marché parallèle, sur lequel le riz s'échangeait à prix prohibitif, s'est fortement développé. Les défaillances du système nationalisé de commercialisation contribuent largement à expliquer le fait que Madagascar soit passé du statut d'exportateur net de riz à celui d'importateur net depuis 1982¹⁴.

Les institutions internationales ont imputé la faible productivité agricole au caractère non incitatif des prix dans le régime encadré. Cependant, la libéralisation des prix, notamment rizicoles, a également généré des déséquilibres importants. Bien qu'il y ait eu, au moins dans un premier temps, un accroissement du prix réel du riz versé aux producteurs, ce mouvement s'est accompagné d'une augmentation de sa variabilité spatiale et temporelle (Barrett [1997]). Ce facteur d'insécurité économique majeure pour les exploitants participe au maintien d'une agriculture de subsistance, marquée par la polyculture et la pluriactivité. Par ailleurs, le secteur rizicole, essentiel à Madagascar puisque le riz est l'aliment de base, connaît des crises épisodiques majeures.

Sur le long terme, le milieu rural a fait l'objet d'un sous-investissement chronique (Robillard [2000]). Malgré les déclarations réitérées de Didier Ratsiraka¹⁵ en faveur du développement rural, on observe, entre 1964-68 et 1975-85, que la part de l'investissement dans le secteur agricole a chuté de près de 40%. Cela a conduit non seulement à la dégradation des infrastructures agricoles (réseaux d'irrigation notamment), mais aussi à la mise à l'écart de la recherche agronomique. L'ensemble de ces éléments concourt à l'explication de la faiblesse des rendements agricoles. Ce constat est particulièrement flagrant en ce qui concerne la riziculture où les rendements ne dépassent pas 2 tonnes à l'hectare, ce qui reste très en deçà des performances de l'Asie du Sud-Est¹⁶.

¹⁴ D'autres facteurs contribuent aux importations rizicoles importantes à partir de 1982. Notamment, la hausse de la production agricole n'a pas suivi l'accroissement démographique, l'absence de devises n'a pas permis aux agriculteurs d'utiliser des intrants agricoles.

¹⁵ Président de Madagascar de 1975 à 1993 puis de 1996 à 2001.

¹⁶ D'après l'annuaire de production de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organisation – FAO*), sur la période 1994-1996, les rendements rizicoles atteignent 2,6 t/ha au Laos, 3,1 t/ha en Malaisie, 3,6 t/ha au Vietnam, 4,4 t/ha en Indonésie.

Enfin, le milieu rural reste relativement enclavé. Malgré des efforts d'investissement depuis les années 1990, les infrastructures routières restent peu développées ce qui ne facilite pas les échanges et limite les effets d'entraînement permettant que la croissance urbaine se traduise par une amélioration des conditions de vie en milieu rural¹⁷. Par ailleurs, l'absence de mécanismes de redistribution des fruits de la croissance au niveau national laisse présager d'une augmentation des inégalités entre villes et campagnes.

Des inégalités socio-économiques persistantes entre populations rurales et urbaines

Les répercussions de la croissance sur les taux de pauvreté sont très nettement différenciées selon les milieux urbain et rural. Alors qu'au cours de la deuxième moitié des années 1990, on observe un net fléchissement des taux de pauvreté en milieu urbain¹⁸, ce phénomène n'est pas visible en milieu rural, où ils restent stables et élevés¹⁹.

En 1999, l'incidence de la pauvreté s'élève à 76,7% en milieu rural contre 52,1% en milieu urbain²⁰. Le rapport de la Banque mondiale [2005] confirme l'accroissement des différences de pauvreté puisqu'il indique que l'incidence de la pauvreté rurale a augmenté sur la récente période (jusqu'en 2004). Simultanément, l'intensité de la pauvreté, qui tient compte de l'écart relatif à la ligne de pauvreté, s'est creusée en zone rurale et s'est réduite en zone urbaine. En 2003, la population rurale connaît une incidence de la pauvreté de 80% alors que 52 % de la population urbaine est en dessous du seuil national de pauvreté (Banque mondiale [2005]). En 2005, pourtant, on observe un fléchissement de la pauvreté rurale (73,5%). Du point de vue des indicateurs de développement humain, le constat d'un écart entre milieux urbain et rural, à l'avantage du premier, est également particulièrement net. En 2000, l'Indicateur de Développement Humain (IDH) s'établit ainsi à 0,469 pour l'ensemble de la population, mais il atteint seulement 0,347 pour la population rurale, contre 0,508 pour

¹⁷ Bien qu'au cours de la dernière décennie l'étendue du réseau routier ait considérablement augmenté (la distance cumulée couverte par les routes carrossables est passée de 34 800 km en 1990 à 50 000 km en 2000), la part des routes goudronnées, et donc aisément praticables toute l'année, est passée de 15% à 12% environ sur la même période (*World Development Indicators* Banque mondiale [2004]).

¹⁸ Ce mouvement est particulièrement marqué pour Tananarive, la capitale.

¹⁹ L'ensemble des mesures de la pauvreté retenues dans le paragraphe suivant pour effectuer les comparaisons dans le temps et dans l'espace reposent sur une même méthodologie ce qui fonde la robustesse des comparaisons. Le bien-être économique des ménages est capté par la dépense par tête, l'estimation de la ligne de pauvreté, par la méthode du coût des besoins de base, retient le même panier de biens et services (pour plus de détails se référer à Razafindravonona *et al.* [2001]).

²⁰ L'évolution de l'incidence de la pauvreté à Madagascar au cours de la dernière décennie ainsi que la désagrégation entre milieux urbain et rural sont présentées en annexes.

la population urbaine. Les divergences incombent au différentiel de PIB par habitant et sont renforcées par des inégalités en termes d'espérance de vie à la naissance, de taux d'alphabétisation et de taux de scolarisation.

Malgré la croissance soutenue du PIB par tête au niveau national, les inégalités entre villes et campagnes se maintiennent, tant en termes de pauvreté monétaire que de développement humain. L'affirmation par la présidence malgache du développement rural comme axe prioritaire de développement pour l'année 2005 est une réponse à cet état de fait. L'intérêt central pour le développement rural était déjà inscrit, indirectement, dans le Plan Stratégique de Réduction de la Pauvreté (PSRP – document encadrant la politique de lutte contre la pauvreté pour la période 2003-2006²¹). En effet, étant données les inégalités criantes entre milieux urbain et rural et la forte concentration de la population malgache en zone rurale (69% de la population vit en zone rurale), la réalisation de l'objectif de croissance économique sur une base sociale élargie, inscrit au PSRP, passe nécessairement par le développement des campagnes²². En 2006, cette prise de position gouvernementale est réaffirmée par l'élaboration du Plan National de Développement Rural (PNDR) qui combine les objectifs de développement rural et de réduction de la pauvreté²³. Un des objectifs affichés est de s'attaquer aux problèmes structurels de l'agriculture et du milieu rural malgaches.

Dans ce contexte global, caractérisé par une exclusion relative des campagnes vis-à-vis de la relance de l'économie malgache, l'analyse des dynamiques de pauvreté est ciblée sur le milieu rural, de façon à contribuer à l'enrichissement de la compréhension des spécificités de ce dernier. Depuis les années 1970, l'étude de la pauvreté constitue un champ de recherche particulièrement actif, marqué par une évolution du concept ainsi que de ses méthodes d'analyse.

²¹ Les trois objectifs de PSRP sont : (i) restaurer un État de droit et assurer une bonne gouvernance ; (ii) promouvoir une croissance économique sur une base sociale élargie ; (iii) promouvoir le développement de systèmes d'accès aux services sociaux et aux ressources matérielles et étendre la sécurité sociale.

²² En outre, Mellor [2000] montre que dans les pays pauvres marqués par une forte concentration de la population en milieu rural, c'est la croissance agricole qui réduit la pauvreté rurale et non pas la croissance nationale.

²³ De ce fait, le PNDR propose également une mise en synergie explicite des différents acteurs du développement et de la réduction de la pauvreté à Madagascar. Il intègre, en un seul document de référence, les Objectifs du Millénaire pour le Développement, le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté, en les articulant à la politique générale de l'État. En conformité avec la politique de décentralisation, le PNDR instaure le niveau régional comme niveau d'action stratégique.

2. Le concept de pauvreté en mouvement

Alors que dans les années 1950 les questionnements relatifs à la pauvreté étaient inséparables de la pensée du développement, on a assisté, à partir des années 1970, à une réelle autonomisation de ceux-ci. L'intérêt majeur des organismes internationaux, notamment la Banque mondiale, pour la réduction de la pauvreté a profondément orienté la recherche sur la pauvreté vers les questions relatives à sa mesure, de façon à guider les politiques de réduction et à juger de leur efficacité. Cependant, cette période a également été marquée par un enrichissement progressif du concept de pauvreté. Le renouvellement conceptuel induit un renouvellement méthodologique passant, pour partie, par la recherche d'un travail en interdisciplinarité et visant à enrichir les approches quantitatives par des approches qualitatives.

L'autonomisation de la question de la pauvreté vis-à-vis de la pensée du développement

Bien que la gestion des personnes les plus démunies ne soit pas un problème nouveau, les années 1970 marquent un tournant dans la façon dont sont prises en compte les questions de pauvreté (Assidon [2000]). Le développement de nouvelles marginalités, notamment urbaines avec le grossissement des bidons-villes et l'accroissement des inégalités dans le Tiers Monde, assènent un premier coup à la croyance dans la réduction de la pauvreté par un mécanisme spontané de répartition des fruits de la croissance. En 1973, le discours de Robert McNamara, président de la Banque mondiale, est symptomatique de cet état d'esprit, soulignant pour la première fois l'objectif d'éradication de la pauvreté dans les pays en développement comme une fin en soi (McNamara [1973]). Pourtant, les politiques des années 1980 n'ont pas fait de la lutte contre la pauvreté un objectif prioritaire. En se basant sur les thèses de Kuznets [1955], selon lesquelles l'inégalité de la répartition des revenus diminue à partir d'un certain niveau de croissance, elles cherchaient à stimuler cette dernière, puisqu'il était attendu que la pauvreté se réduirait ensuite d'elle-même, par le jeu d'une redistribution naturelle. Cependant, de nombreux travaux empiriques montrent qu'il n'y a pas de lien universel entre répartition et croissance²⁴. Malgré les PAS, la réduction de la pauvreté est loin d'être systématique et on constate également l'apparition de nouvelles formes de pauvreté et de marginalité. La réponse opérationnelle de la Banque mondiale, associée au Programme des

²⁴ Voir, notamment, Anand et Kanbur [1993a et 1993b], Deiniger et Squire [1998].

Nations Unies pour le Développement (PNUD) et à la Banque Africaine de Développement (BAD), prend la forme des programmes de Dimension Sociale de l'Ajustement (DSA), dont l'objectif est d'apporter des mesures correctrices aux conséquences sociales négatives des PAS²⁵.

Au cours de la même période, l'approche par les besoins essentiels de la pauvreté et l'approche monétaire de la pauvreté se développent sous l'égide du Bureau International du Travail et de la Banque mondiale. Peu à peu, la question de la mesure tend à tenir le devant de la scène. Il s'agit de quantifier le phénomène de façon à identifier statistiquement les bénéficiaires potentiels, les populations cibles des politiques de réduction de la pauvreté. Kanbur [2002] situe également au milieu des années 1980 le début d'une nouvelle phase dans l'analyse de l'inégalité et de la pauvreté dans les pays en développement. Principalement marquée par des questions appliquées, elle succède, à partir du milieu des années 1980, à une phase d'avancée conceptuelle (de 1970 au milieu des années 1980)²⁶. La réflexion conceptuelle est loin d'avoir disparu, mais la littérature produite sur ce sujet est nettement moins abondante que celle relative à l'application des concepts et mesures développés dans la période précédente et celle ayant trait à l'efficacité des politiques économiques²⁷. L'instauration des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) accentue le phénomène. Le thème de la pauvreté est réactivé après la crise asiatique, avec la publication par la Banque mondiale du rapport *Attacking poverty* (Banque mondiale [2000]).

La projection sur le devant de la scène de la pauvreté s'effectue donc dans une période où la mondialisation a entraîné un accroissement de l'exclusion et l'accroissement probable

²⁵ Le Rapport sur le développement dans le monde est exclusivement consacré à la question de la pauvreté ce qui montre l'intérêt des organismes internationaux pour ce thème (Banque Mondiale [1990]).

²⁶ Selon Kanbur [2002], les principales avancées conceptuelles de la période concernent en premier lieu la formalisation des questions de mesure de la pauvreté et des inégalités. En deuxième lieu, la période est marquée par le débat sur l'utilitarisme, sous l'influence de la philosophie. Cela tient pour une grande part à la forte influence des travaux de Sen, notamment de son ouvrage *the standard of living* (Hawthorn et Sen [1985]). Mais il faut également compter avec les travaux de Rawls [1971] (principe du maximin, popularisé par Arrow) et ceux de Nozick. On lit cette influence de la philosophie dans la création de nouveaux journaux de philosophie économique. En troisième lieu, les problèmes relatifs au genre et aux dynamiques intra ménage sont développés (*family and food :sex biases in poverty* – Sen [1988]). En quatrième lieu, la période est marquée par la reconnaissance du rôle des interactions sociales dans l'explication de la pauvreté, comme le soulignent les travaux d'Akerlof, Spence et Stiglitz relatifs à l'imperfection des marchés et l'asymétrie d'information pour lesquels ils ont reçu le prix Nobel en 2001. Akerlof et Stiglitz y voient un moyen d'analyser le phénomène des classes inférieures dans les pays en développement et l'absence d'investissement dans le capital humain chez les pauvres.

²⁷ Cette nouvelle orientation de la recherche s'explique également par la disponibilité croissante des données statistiques sur les ménages. La première enquête représentative africaine a eu lieu en 1985 en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui de nombreux pays en sont dotés et les enquêtes à structure de panel sont de moins en moins rares.

des inégalités²⁸. En liaison avec l'expertise, toute une littérature se développe sur la mesure du phénomène, l'identification des groupes cible des politiques de réduction et l'évaluation des politiques mises en œuvre. Parallèlement, on observe toutefois un enrichissement progressif du concept de pauvreté, intégrant des dimensions de plus en plus larges, dépassant la seule mesure monétaire. En lien avec les analyses de la pauvreté humaine et les politiques de développement socialement durable, cette conception de la pauvreté s'intègre dans un retour vers une analyse unifiée des thématiques relatives au développement, à la pauvreté et à l'équité.

Élargissement du champ thématique de la pauvreté et renouvellement méthodologique

Avec l'échec des PAS en termes de réduction de la pauvreté, naît l'idée selon laquelle les aspects sociaux doivent être pris en compte conjointement aux aspects économiques, comme le soulignent les approches en termes de développement socialement durable. Ce dernier intègre les dimensions économiques, sociales, culturelles et éthiques, et vise à fonder l'ensemble des actions actuellement mises en œuvre (réduction de la pauvreté, lutte contre les inégalités, équité économique et sociale, etc.) dans un cadre unique de politique publique (Ballet *et al.* [2005]). La politique de développement socialement durable ne peut donc se réduire à une politique de réduction de la pauvreté. Cependant, l'intégration de cette dernière dans le cadre plus large des questionnements relatifs à la durabilité sociale, participe d'un nécessaire élargissement du concept de pauvreté et des méthodes d'analyse. Le cadre théorique des capacités²⁹ (Sen [1981, 1985, 2000]) est, dans une certaine mesure, un catalyseur des nouveaux questionnements. En proposant un cadre théorique complémentaire au cadre utilitariste, il participe au processus de long terme de la recherche caractérisé par l'alternance entre construction théorique et études empiriques.

Le mouvement progressif d'élargissement du champ thématique de la pauvreté s'amorce bien avant l'instauration du concept de développement socialement durable. Dès les années 1980, la pauvreté est considérée comme un phénomène profondément

²⁸ Aucune étude n'a cependant pu établir s'il y a eu accroissement ou diminution des inégalités depuis les années 1980.

²⁹ La traduction en français du concept de *capability* ne fait pas l'objet d'un consensus. Deux alternatives sont utilisées dans la littérature. Dans le cadre de ce travail, la traduction littérale, *capacité*, est préférée au néologisme *capabilité*, pourtant souvent retenu dans la littérature parce qu'il a le mérite de signifier clairement la rupture par rapport au sens commun du terme français de *capacité*.

multidimensionnel. Si l'approche monétaire, unidimensionnelle, se développe fortement, elle ne fait pas disparaître cette préoccupation essentielle de la recherche. Qui plus est, les limites de l'approche monétaire encouragent le développement d'approches alternatives. A la suite de Killick *et al.* [1999], Razafindrakoto et Roubaud [2005] retracent le mouvement d'enrichissement du concept de pauvreté au cours des trois dernières décennies³⁰. Initialement analysé comme un état de privation vis-à-vis d'un minimum physiologique (Rowntree [1901]), le concept de pauvreté intègre progressivement des dimensions plus larges, partant du fait que la satisfaction des besoins individuels et l'intégration à la société dépassent largement la seule satisfaction des besoins biologiques. Les approches en termes de besoins essentiels (Streeten *et al.* [1981]) s'appuient sur les travaux de Rawls [1971], pour mesurer l'accès à des biens et services de base dont l'importance est hiérarchisée (alimentation, éducation, santé, etc.). Dans le cadre de l'approche en termes de capacités, plutôt que les réalisations effectives (fonctionnements réalisés), c'est la liberté réelle des agents à mener un mode de vie souhaité qui est prise en considération. L'élargissement des libertés constitue alors une fin en soi, et non plus seulement un moyen, des politiques publiques de lutte contre la pauvreté.

A l'heure actuelle, la pauvreté est appréhendée comme un concept polymorphe qui recouvre de multiples dimensions et, selon la dimension prise en considération, ses contours varient³¹. Les travaux empiriques identifient ainsi différentes formes de pauvreté (pauvreté monétaire, pauvreté subjective, pauvreté des moyens d'existence, pauvreté de capacités) qui ne se recoupent que partiellement. Par ailleurs, sous l'influence des travaux de Sen, la pauvreté, jusque là analysée comme un état de privation, est peu à peu conceptualisée comme le résultat d'un processus dynamique, caractérisé par un cumul de handicaps qui se renforcent mutuellement. Plus précisément, la liberté réelle de faire et être (*beings and doings*), autrement dit les capacités d'une personne, dépend non seulement des ressources à sa disposition (biens premiers – Rawls [1971]), mais également de sa capacité à convertir celles-ci en capacités. Ce processus de conversion est contraint par les caractéristiques personnelles de l'agent (genre, âge, état de santé, etc.) et par ses opportunités socio-économiques, lesquelles sont influencées par l'ensemble des institutions formelles et informelles prévalant

³⁰ Une synthèse, sous forme graphique, est présentée en annexes.

³¹ Voir notamment les travaux de Lollivier et Verger [1997], Ruggeri, Laderchi, Saith and Stewart [2003], Razafindrakoto et Roubaud [2005], Balestrino [1996].

dans sa société d'appartenance³². Sous cette acception du phénomène, le mesurer est certes essentiel, mais il est également crucial de comprendre les forces socio-économiques sous-jacentes, en s'orientant vers la prise en compte des dynamiques de la pauvreté.

Les dynamiques de la pauvreté sont appréhendées selon deux orientations fondamentales. D'une part, la dimension temporelle de la pauvreté est abordée, que ce soit dans une optique préventive (analyse de la vulnérabilité) ou par la prise en compte du temps passé dans la pauvreté et de l'alternance de situations de pauvreté/non pauvreté (analyse de la pauvreté chronique et transitoire). D'autre part, dans le cadre d'une théorie de la justice, les analyses insistent sur la privation de moyens pour atteindre un niveau de vie suffisant. En cela les analyses de la pauvreté se rapprochent des analyses en termes d'exclusion sociale.

L'élargissement du concept de pauvreté implique une adaptation des méthodes mises en œuvre pour l'appréhender et des systèmes d'information (Dubois [1996]). En s'intéressant aux expériences vécues de la pauvreté, en se rapprochant d'approches plus sociologiques ou anthropologiques, l'analyse de la pauvreté tend à s'insérer dans une démarche menée en interdisciplinarité. Ce mouvement se traduit, sur le plan méthodologique, par la volonté de mettre en œuvre, conjointement, des méthodes qualitative et quantitative.

L'évolution du concept ouvre le champ à une analyse complexe, mobilisant des outils qu'il est nécessaire de clarifier et de rationaliser afin de les appliquer à l'analyse de la pauvreté rurale à Madagascar.

3. Problématique de recherche, système d'information et organisation générale de la thèse

Dans les années 1970, le groupe de recherche d'Amélioration des Méthodes d'Investigation et de Recherche Appliquée au développement (AMIRA) lance une réflexion méthodologique d'envergure, visant à proposer des systèmes d'investigation aptes à cerner les spécificités socio-économiques des pays en développement. L'idée sous-jacente est de fonder une démarche interdisciplinaire, combinant les approches anthropologiques, géographiques et économiques. Sur le plan des méthodes, un des thèmes mis en avant est la nécessaire combinaison des démarches qualitative et quantitative (Couty [1984], Winter [1984]). La thèse s'intègre dans cette réflexion, sans toutefois se réduire à une recherche purement

³² Le processus de conversion, appelé par Sen fonction de transformation (« *transforming function* ») dans *Capacities and commodities* (Sen [1985]) est repris, dans *Un nouveau modèle économique* (Sen [2000]).

méthodologique. On ne peut, en effet, penser précisément l'articulation des méthodes de recherche sans enraciner ces questionnements sur l'objet de recherche que constituent la pauvreté et les réalités du phénomène. C'est pourquoi nous retiendrons une double problématique, la problématique méthodologique venant s'articuler sur la problématique factuelle. La fin des années 1990, marquée par le retour de la croissance, reste caractérisée par un maintien, voire un accroissement, des inégalités entre milieux urbain et rural. L'analyse des dynamiques de pauvreté en milieu rural, menée sur la période charnière 1998-2002, s'interroge sur l'évolution des conditions de vie des ménages ruraux dans un cycle de croissance nationale. Les zones rurales, et plus précisément les personnes les plus démunies, profitent-elles de l'embellie conjoncturelle que connaît globalement l'île à partir du milieu des années 1990 ? Plus précisément, il s'agit d'analyser les dynamiques de pauvreté par la prise en considération du temps et des mécanismes qui favorisent la perpétuation de situations de pauvreté ou, au contraire, les mouvements d'entrée et de sortie dans/de la pauvreté. Dans ce travail, en effet, la pauvreté est appréhendée comme un processus dont il convient de comprendre les mécanismes socio-économiques au moyen d'analyses dynamiques.

La nature profondément dynamique de la pauvreté appelle un premier ensemble de questions de recherche lié à la prise en considération explicite du temps. A ce niveau, l'interrogation principale relève de la nature du phénomène. La pauvreté des ménages ruraux malgaches est-elle un phénomène structurel ou conjoncturel ? Pour répondre à cette question, deux approches sont prises en considération, dans une logique d'enrichissement progressive du questionnement. Une première analyse, en statique comparative, permet d'identifier les évolutions de pauvreté au cours de la période de référence et de les mettre en relation avec les évolutions macro-économiques mais aussi avec les chocs conjoncturels régionaux. L'enclavement relatif des zones rurales laisse en effet présumer de l'importance potentielle de ces derniers. Une deuxième analyse, mobilisant des données de panel, nous amènera à distinguer deux formes intertemporelles de pauvreté. La pauvreté chronique caractérise une situation de pauvreté durable, de nature structurelle. Elle est opposée à la pauvreté transitoire, plutôt liée à des facteurs conjoncturels, notamment la survenance de chocs grevant les conditions de vie des ménages.

Pourtant, les ménages ne subissent pas les chocs sans réagir. Ils emploient des ressources non négligeables pour réduire leur exposition au risque et se protéger des conséquences néfastes de chocs. Entre stratégie de survie, stratégie d'accumulation et stratégie de gestion des risques, quelle est la liberté réelle des ménages ruraux malgaches ?

Cette question renvoie à la logique du processus de conversion des ressources en capacités tel qu'il est établi par Sen. Le processus de conversion est mobilisé en tant que cadre synthétique de l'ensemble des mécanismes socio-économiques susceptibles d'expliquer les formes chronique et transitoire de la pauvreté. Aussi, les dynamiques de pauvreté sont également appréhendées sous cet angle, fondateur de ce que nous appellerons le processus de pauvreté. Il s'agit alors d'établir l'importance relative des opportunités socio-économiques, des caractéristiques personnelles et des stratégies des ménages dans l'explication des formes de pauvreté. Cette étude s'intéresse plus particulièrement au rôle joué par la diversification des activités (agricoles et non agricoles). En effet, le milieu rural n'est en aucun cas réductible au seul secteur agricole, et la génération des revenus en milieu rural ne tient pas uniquement à l'activité d'exploitation. L'artisanat, la pêche, le commerce, l'extraction et la transformation minière sont autant d'activités génératrices de revenus non négligeables ; elles stimulent, en outre, les rapports d'échange et de production et, par conséquent, la croissance d'autres activités productives (Bockel [2003]). D'une façon générale, les ménages ruraux malgaches sont engagés dans une multitude d'activités agricoles et non agricoles. Les structures d'organisations productives des ménages sont ainsi caractérisées par une pluriactivité marquée³³.

L'objectif de ce travail est d'explorer et de préciser les dynamiques de la pauvreté en milieu rural malgache, entre 1998 et 2002. Cette problématique factuelle s'appuie sur une réflexion d'ordre méthodologique. De ce point de vue, l'objet du travail est de tendre des passerelles entre analyses qualitative et analyse quantitative et de montrer en quoi la combinaison de ces méthodes enrichit l'analyse de la pauvreté. La problématique méthodologique est donc transversale à l'ensemble de la thèse.

Les seules méthodes quantitatives ne sont plus en mesure de couvrir l'ensemble du champ conceptuel de la pauvreté. L'extension radicale de cette dernière vers des dimensions dépassant les sphères monétaire et matérielle traduit la nature profondément multidimensionnelle du phénomène. En outre, le débat sur les dimensions pertinentes pour décrire la pauvreté suppose de dépasser une définition *a priori* et substantialiste. On ne peut se contenter de considérer la pauvreté comme étant définie en soi, puisqu'il existe, dans

³³ Cette caractéristique se renforce encore en période de crise. Au cours des années 1980 notamment, la crise a donné lieu à un dynamisme accru des ménages ruraux. Loin de constater un repli frileux sur l'autosubsistance, on observe la mise en place de stratégies visant à valoriser les productions agricoles et à générer des revenus extra-agricoles (Raison [1994]).

chaque société, un rapport social spécifique à la pauvreté, susceptible d'influer sur l'acception locale du phénomène (Paugam [2005]). La démarche profondément inductive des analyses qualitatives et l'intérêt qu'elles accordent au sens donné au phénomène par les personnes qui y sont confrontées sont donc d'un intérêt essentiel. La profonde complémentarité des deux approches fonde la volonté de les combiner pour enrichir le concept de pauvreté et affiner les analyses du phénomène, de façon à mieux informer les politiques d'éradication de la pauvreté. Il importe alors de mettre en lumière les spécificités, les forces et les manquements des deux approches pour que le recours à une méthode mixte crée une réelle synergie.

Le présent travail s'attache à caractériser la méthode qualitative et la méthode quantitative, puis, il mobilise cette spécification pour élaborer et mettre en œuvre des modalités de combinaison aptes à enrichir l'analyse économique de la pauvreté et de ses dynamiques. La thèse se propose de déterminer des modes d'articulation adaptés à chaque aspect de la problématique factuelle. Cet objectif ne peut se départir de la spécification préalable de ce que l'on entend par analyse qualitative et analyse quantitative. Bien que les analyses qualitatives aient été, dans un premier temps, peu mobilisées pour l'analyse économique de la pauvreté, elles sont, aujourd'hui, de plus en plus courantes. Cependant, elles recouvrent un ensemble hétérogène d'études, la dénomination d'étude qualitative renvoyant tantôt à la forme des données, tantôt à la méthodologie utilisée. Il s'agit alors d'organiser le paysage, parfois confus, des études qualitative et quantitative de la pauvreté. Il semble que ce clivage dans les techniques de recherche renvoie, plus profondément, à deux modalités d'appréhension du réel. Partant de là, est menée une réflexion méthodologique sur la complémentarité entre les deux approches, d'une part, et les modalités de combinaison des analyses qualitative et quantitative pour l'étude de la pauvreté et de ses dynamiques, d'autre part. A cette fin, il est nécessaire de penser les moyens de leur articulation aux niveaux épistémologique, méthodologique et pratique.

Outre la réflexion sur la spécification et la combinaison des méthodes qualitative et quantitative, la thèse s'appuie sur deux autres apports méthodologiques liés à l'utilisation de données statistiques produites par le Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar. La structure de ces dernières leur procure deux caractéristiques essentielles à même d'enrichir l'analyse des dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache : leur structure de panel et la modalité d'échantillonnage raisonné. Premièrement, la structure de panel des données du ROR, produites par des enquêtes auprès des ménages à passages répétés, permet d'affiner les questionnements relatifs à la prise en considération du temps dans l'analyse de la pauvreté.

Sans celle-ci, il aurait été impossible d'approfondir l'habituelle analyse des évolutions de la pauvreté par une analyse de ses dynamiques intertemporelles. Deuxièmement, la modalité de l'échantillonnage, de type raisonné, est à même d'illustrer la variété des zones rurales malgaches. L'utilisation de ce type de données rend possible le questionnement sur l'homogénéité ou, au contraire, l'hétérogénéité des dynamiques de pauvreté entre les différentes zones agro-économiques. La diversité de la topographie et des climats de l'île implique la variété des zones agroclimatiques et, par suite, des problématiques économiques ainsi que des conditions de vie des ménages ruraux (Droy et Dubois [2001]). Autant de spécificités qui ne peuvent être que très partiellement captées par les enquêtes nationales sur la pauvreté³⁴. En effet, ces dernières suivent les découpages administratifs, non forcément respectueux des ensembles agroclimatiques et des problématiques spécifiques qui leur sont associées. A ce titre, l'outil d'information statistique constitué par le Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar (ROR) offre des atouts indéniables.

Le ROR est un système d'information statistique sur les conditions de vie des ménages dans les campagnes malgaches. Créé en 1999, le ROR prend le relais du projet pilote MADIO (Madagascar DIAL INSTAT ORSTOM), tout en élargissant la couverture territoriale du système d'information³⁵. L'architecture particulière de l'échantillon statistique du ROR est la résultante du mode d'échantillonnage. La technique d'échantillonnage raisonné est retenue préférentiellement à la technique d'échantillonnage aléatoire, afin de sélectionner des sites (les futurs observatoires) caractéristiques des différents types de zones rurales. La typologie de référence est établie sur la base de travaux géographiques. Ainsi, chacun des observatoires retenus est illustratif d'un ensemble territorial homogène auquel sont associées des problématiques agro-économiques spécifiques (Droy et Dubois [2001], Droy *et al.* [2000]). La démarche d'extrapolation des résultats est donc basée sur une démarche comparative.

Le système d'information mobilisé dans la thèse est complété par la réalisation de deux vagues d'entretiens semi-dirigés, produisant le matériau de base pour l'analyse qualitative menée dans la thèse. La réalisation de ces entretiens répond à la volonté d'enrichir l'analyse quantitative en l'enracinant dans une étude compréhensive de la pauvreté. Elle reflète également un approfondissement de la logique illustrative du ROR en menant les entretiens

³⁴ A Madagascar, la première enquête prioritaire auprès des ménages menée conjointement par l'Institut National de la Statistique malgache (INSTAT) et la Banque mondiale est mise en œuvre en 1993.

³⁵ Le projet pilote MADIO a créé quatre observatoires, au sein des zones rurales d'Antahala, de Tuléar, d'Antsirabe et de Marovoay (observatoires « historiques »). Aujourd'hui le réseau est constitué de 20 observatoires.

auprès de ménages déjà enquêtés dans le cadre de ce dernier. Deux enquêtes se sont avérées nécessaires pour accompagner l'évolution de la réflexion au cours de la thèse. La première a été réalisée entre mars et juin 2003, la seconde en mai 2005. La démarche méthodologique de la thèse, à dominante inductive, a consisté en une alternance des analyses qualitative et quantitative, l'une venant enrichir, préciser ou réorienter les résultats établis grâce à l'autre.

L'architecture générale de la thèse restitue cette alternance méthodologique. Le travail est organisé en deux parties, constituées chacune de deux chapitres. La première partie est consacrée à la présentation approfondie des choix méthodologiques et conceptuels qui sont mobilisés, au cours de la seconde partie, pour explorer, de façon empirique, les dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache.

Face à la multitude d'acceptions des termes d'analyse qualitative et d'analyse quantitative, il semble essentiel de préciser les termes du débat avant de montrer l'intérêt de la combinaison de ces analyses pour l'étude de la pauvreté. Tel est l'objectif de la **première partie** de la thèse. *Le premier chapitre* est consacré à la spécification de chacune des deux approches. Cette clarification méthodologique est mobilisée, dans la suite du chapitre, pour asseoir la réflexion relative aux modalités de combinaison de ces deux types d'analyse dans le cadre de l'étude de la pauvreté. Enfin, la démarche méthodologique complète de la thèse est explicitée. Notamment, les raisons qui ont présidé au choix des observatoires retenus dans l'analyse empirique sont présentées en lien avec la problématique de recherche de la thèse. *Le deuxième chapitre* propose une première modalité de combinaison des analyses qualitative et quantitative, par la mise en résonance des deux démarches. En effet, l'analyse des évolutions de la pauvreté suppose une réflexion préalable sur le concept de pauvreté et les modalités de sa mesure. Celles-ci sont mises en regard de l'analyse de la première série d'entretiens semi-dirigés, orientés sur la façon dont les habitants des zones rurales malgaches perçoivent et entendent la pauvreté. Plus précisément, le chapitre a pour ambition d'instaurer un dialogue conceptuel entre les représentations sociales et les mesures de la pauvreté.

La deuxième partie de la thèse présente une application pratique du programme méthodologique exploré dans la partie précédente. En effet, la réflexion sur la méthodologie de recherche ne présente d'intérêt que dans la mesure où elle a vocation à alimenter la modélisation et l'étude de l'objet de recherche lui-même. La combinaison des démarches qualitative et quantitative est mise au service de l'analyse empirique des dynamiques de la pauvreté en milieu rural. *Le troisième chapitre* de la thèse précise les évolutions temporelles de la pauvreté sur la période de référence (courant de 1998 à 2002) sur la base d'une

comparaison dans le temps des données annuelles en coupe instantanée. Cette dernière est enrichie, grâce à la structure de panel des enquêtes, par l'observation des mouvements de pauvreté et des formes de pauvreté intertemporelle. Outre la caractérisation des zones d'études en termes de prédominance d'une forme de pauvreté intertemporelle plutôt qu'une autre, un intérêt majeur est accordé à la mise en évidence et à l'explication de leurs ressemblances et dissemblances. La recherche des déterminants des formes de pauvreté s'appuie notamment sur les spécificités géographiques des zones retenues. *Le quatrième chapitre* complète l'analyse des spécificités des zones d'étude en approfondissant la thématique relative aux types d'organisations productives des ménages et à la pluriactivité. L'analyse qualitative de la deuxième série d'entretiens semi-dirigés (réalisée en mai 2005), établit l'articulation entre le troisième et le quatrième chapitre. La grille d'entretien, construite en liaison avec les résultats du troisième chapitre, a pour vocation d'approfondir ces derniers. Par ailleurs, les résultats de l'analyse qualitative serviront d'hypothèses à l'analyse quantitative du processus de pauvreté et de la place de la diversification des activités des ménages dans ce dernier

Première partie

LES METHODES QUALITATIVE ET QUANTITATIVE
POUR L'ANALYSE DE LA PAUVRETE

CONTINUITE OU RUPTURE ?

Au cours des années quatre-vingt, le mythe d'une croissance bénéfique pour tous est remis en cause. Le constat de paupérisation et de diversification des formes de pauvreté dans les pays en développement soumis aux Programmes d'Ajustement Structurel pose, avec une acuité nouvelle, la question de la pauvreté (Dubois et Marniesse [1994]). Depuis la mise en place de la Dimension Sociale de l'Ajustement en 1987, les politiques de lutte contre la pauvreté ont connu plusieurs réorientations successives. Initialement conçues comme des mesures correctrices des PAS, menées de façon relativement autonomes, elles tendent, à l'heure actuelle à être intégrées dans un cadre unifié de politiques socio-économiques. L'intégration des actions de lutte contre la pauvreté dans le cadre plus large des politiques de développement socialement durable est à la fois cause et conséquence de l'évolution de la pensée sur la pauvreté.

Une des conséquences notables dans le champ d'analyse de la pauvreté se traduit par l'émergence, au sein des approches économiques, de la réflexion relative aux expériences vécues de la pauvreté, voire à la spécificité culturelle de cette dernière. Pour répondre à ces questionnements, le concept de pauvreté est élargi à des aspects qui, jusque là, étaient considérés comme ne faisant pas partie du domaine de réflexion de l'économie et, en tant que tels, relégués dans la boîte noire de l'économiste. Les travaux sur le ressenti des populations se sont fortement développés au cours de la dernière décennie. L'entrée des questions du type sondage d'opinion dans les enquêtes auprès des ménages et les recherches sur les aspects subjectifs de la pauvreté en sont symptomatiques. La prise en compte des aspects contextuels dans l'identification des dimensions pertinentes pour définir la pauvreté est également un des domaines en expansion au sein de l'approche en termes de capacités (Alkire [2002a] et Clark [2002, 2005]). Au renouvellement conceptuel répond un renouvellement méthodologique visant à prendre en compte des aspects rétifs aux méthodes standard d'enquête et de mesure de la pauvreté.

D'un point de vue tout à fait pragmatique, les méthodes quantitatives nécessitent au préalable de savoir quoi mesurer. Dans une période de reconnaissance de la complexité du phénomène et d'interrogation sur ses dimensions essentielles, il est nécessaire de se

confronter aux réalités vécues de la pauvreté pour enrichir le débat scientifique. Les méthodes qualitatives, en raison de leur démarche profondément inductive, sont particulièrement aptes à révéler une information à la fois riche et précise sur les dimensions localement valorisées. Parmi les méthodes qualitatives, l'approche compréhensive revêt un intérêt majeur puisque son objectif est de cerner le sens donné au phénomène par les personnes qui y sont quotidiennement confrontées.

Ces nouvelles orientations analytiques sont mises en œuvre dans une dynamique d'interdisciplinarité et de combinaison des méthodes qualitative et quantitative. Il ne s'agit pas de renvoyer dos à dos les deux méthodes mais, au contraire, de cerner leurs spécificités, leur richesse et leur faiblesse intrinsèques pour que leur combinaison crée une synergie à même d'enrichir l'analyse de la pauvreté et de ses dynamiques. Pourtant, la définition de ce que recouvrent les démarches qualitative et quantitative reste souvent confuse, la dénomination qualitative étant souvent utilisée pour désigner toute démarche alternative à l'analyse monétaire. L'élaboration de modalités de combinaison pertinentes ne peut donc se départir d'une réflexion de fond, nécessaire à la spécification des deux démarches. Par ailleurs, il est nécessaire de s'interroger sur l'apport de la combinaison des méthodes qualitative et quantitative pour une étude des dynamiques de pauvreté.

Le premier chapitre traite des questionnements méthodologiques sous-jacents à la volonté de combiner les analyses qualitative et quantitative. Il importe de définir précisément ce que nous entendons lorsque nous parlons de démarches qualitative et quantitative pour présenter les choix méthodologiques retenus pour analyser les dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache. Le deuxième chapitre, approfondit la question du concept de pauvreté et de ses dynamiques à travers la mise en résonance des mesures habituellement retenues et des représentations du phénomène, telles qu'elles émergent de l'analyse d'une enquête qualitative réalisée au printemps 2003 en milieu rural malgache. L'objectif est de montrer en quoi la mise en œuvre d'une approche mixte enrichit la compréhension de la pauvreté tout en s'interrogeant sur la modalité de combinaison la plus pertinente dans le cadre de ce travail.

Chapitre

1

LES METHODES
QUALITATIVE ET QUANTITATIVE

La pauvreté est un concept complexe, profondément multidimensionnel. Elle recouvre des aspects qui débordent largement le cadre de l'approche monétaire de la pauvreté. Par conséquent, s'engage une réflexion de fond sur des méthodes plus aptes à traiter des aspects rétifs aux analyses conventionnelles. Ainsi, au renouvellement des problématiques liées à la pauvreté correspond un renouvellement des méthodologies qui se traduit par la mise sur pied de systèmes alternatifs d'investigation s'efforçant de répondre à la nouvelle donne scientifique. Les approches qualitatives de la pauvreté proposent des méthodes innovantes en réponse aux nouveaux questionnements. Alors que la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle décrivent un état de privation vis-à-vis de certaines variables, ces approches alternatives s'attachent aux perceptions des individus, au rapport social à la pauvreté d'une société donnée et à la description du processus de la pauvreté tel qu'il est vécu. Cependant, l'engouement actuel pour les analyses qualitatives de la pauvreté impose un examen approfondi de leurs fondements et de leurs méthodes, afin de comprendre le domaine de validité de leurs résultats et l'intérêt réel qu'elles représentent. Cerner leurs spécificités méthodologiques est d'autant plus important que la recherche d'une compréhension plus riche de la pauvreté ainsi que l'élaboration de politiques efficaces président à la volonté d'opérer une synthèse entre approches qualitatives et quantitatives (Kanbur [2001]).

Après avoir dressé le panorama, parfois confus, des analyses de la pauvreté revendiquant une démarche qualitative, le chapitre s'interroge sur l'existence même d'une spécificité de l'analyse qualitative. On ne peut en effet, se contenter d'observer la forme des données mobilisées, ni même les techniques employées. Ces dernières sont des réponses pratiques à une prise de position quant au mode d'intelligibilité du réel retenu par le chercheur. La caractérisation des approches qualitatives et quantitatives doit donc s'enraciner dans le processus global de la recherche, articulé autour des pôles épistémologiques, méthodologiques et pratiques. L'interrogation sur les spécificités méthodologiques et épistémologiques des deux approches sous-tend la recherche de synergies potentielles entre qualitatif et quantitatif dans le cadre de l'analyse de la pauvreté. Finalement, le chapitre présente différentes modalités de combinaison et précise les choix méthodologiques retenus

dans le cadre de ce travail en lien avec la problématique de recherche et les spécificités du système d'information statistique du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar.

I. DIVERGENCE DE METHODES, CONVERGENCE D'INTERET

Comment comprendre et analyser les phénomènes sociaux ? Tel est l'enjeu qui sous-tend le débat entre approches qualitatives et quantitatives. Aujourd'hui la question se pose pour analyser la pauvreté, phénomène multidimensionnel, relevant non seulement d'une privation de moyens mais également d'une incapacité d'action et de l'exclusion économique de toute une frange de la population. L'enjeu des études sur la pauvreté est de fournir les éléments d'information et d'analyse nécessaires à la mise en œuvre de politiques de lutte contre la pauvreté appropriées. Ces études doivent permettre d'identifier les pauvres puis de comprendre pourquoi les plus démunis ne peuvent sortir d'une situation de pauvreté.

Afin de définir ce que nous entendons par analyse qualitative de la pauvreté et analyse quantitative de la pauvreté, la distinction est faite entre les techniques de recherche (données, outils de production et d'analyse des données) et l'orientation fondamentale de la recherche. Partant des pratiques qui se disent qualitatives, nous montrerons qu'une définition par les techniques de recherche est insuffisante et amène la confusion. Il est nécessaire d'asseoir la distinction entre étude qualitative et étude quantitative en amont du processus de la recherche puisque les techniques et outils mobilisés et leur articulation sont subordonnés aux questionnements fondamentaux de la recherche.

1. Les analyses qualitative et quantitative de la pauvreté : dichotomie ou continuum ?

Les études qualitatives seront dans un premier temps identifiées comme telles si elles recourent à des méthodes qualitatives pour la production des données ou si les données utilisées sont de type qualitatif. L'étude des pratiques de recherche revendiquant l'appellation d'analyse qualitative de la pauvreté souligne toutefois une hétérogénéité marquée. Nous serons donc amenés à nous demander si la forme des données et les techniques mobilisées pour les produire peuvent constituer un critère suffisant pour distinguer les analyses qualitatives des analyses quantitatives. La forme des données et les outils de production de

ces données constituent, en effet, les aspects techniques de la recherche et sont donc intimement dépendantes de l'ensemble du processus de recherche.

1.1. Analyse des pratiques : quelques études qualitatives de la pauvreté

Une analyse comparée des études sur la pauvreté menées au cours des années 1990, et qui revendiquent une démarche qualitative, met en évidence leur hétérogénéité. Il n'est pourtant pas question ici de recenser de façon exhaustive toutes les études, mais uniquement celles d'entre elles qui sont les plus communément discutées. On distinguera, selon leur objet, deux types de recherches produisant des données qualitatives ou utilisant des techniques qualitatives.

Les premières s'attèlent à *l'identification des personnes pauvres et aux caractéristiques de la pauvreté* par une remise en cause du concept de bien-être strictement économique tel qu'il est retenu dans l'approche monétaire de la pauvreté. Les secondes considèrent que la pauvreté n'est pas seulement un état à un moment donné mais le résultat d'un processus. Elles ont pour objectif de mettre en lumière puis de comprendre le processus de la pauvreté. Parmi celles-ci, nous nous intéresserons aux analyses des moyens d'existence. Elles s'intéressent à ce que l'on pourrait appeler le *processus de la pauvreté*. Leur propos est d'analyser l'ensemble complexe des ressources matérielles et immatérielles, économiques et sociales dont disposent les personnes, puis, de comprendre comment il permet ou non d'assurer la survie ou d'échapper à la pauvreté. Outre des objets de recherche divergents, les analyses dites qualitatives sont hétérogènes en raison de la diversité de leurs méthodes, de l'ensemble d'informations qu'elles traitent et des outils qu'elles utilisent. Cette deuxième distinction est consécutive à la première, les objets de recherche conditionnant en grande partie les techniques de recherche.

a- L'affirmation d'une rupture méthodologique vis-à-vis de l'analyse monétaire

L'analyse monétaire de la pauvreté, initiée par les travaux de Booth et Rowntree au XIX^{ème} siècle, s'appuie sur le concept de minimum vital³⁶. Ce dernier renvoie à la définition du seuil de pauvreté ou de la ligne de pauvreté : comprise initialement comme le seuil calorique journalier permettant la survie, elle est progressivement élargie pour prendre en

³⁶ L'approche monétaire de la pauvreté sera présentée en détail dans le deuxième chapitre mais nous pouvons dire, dès à présent, que la définition du minimum vital a nettement évolué depuis les travaux de Rowntree [1901].

compte l'accès à des dépenses non alimentaires essentielles. Une personne est considérée comme pauvre lorsqu'elle ne peut atteindre ce minimum vital. S'enracinant dans la critique des approches monétaires menée par Sen (voir notamment Sen [1983, 1997], Nussbaum et Sen [1993]), les analyses qualitatives de la pauvreté prennent ouvertement le contre-pied de la conception monétaire, insistant sur les multiples dimensions de la pauvreté et sur une analyse en termes de moyens plutôt qu'en termes de résultats. D'autres types d'approches de la pauvreté s'inscrivent dans cette dynamique, telles que l'analyse en termes de besoins essentiels (Streeten *et al.* [1981]) et l'analyse en termes de capacités. Le développement des approches qualitatives dans l'analyse de la pauvreté répond ainsi à un besoin croissant d'information lié à « *l'extension progressive du champ thématique des analyses de la pauvreté* » (Razafindrakoto et Roubaud [2005]). La spécificité des analyses qualitatives repose sur deux aspects essentiels : ne pas présupposer d'une définition ferme de la pauvreté et mobiliser des outils et techniques de type qualitatif de façon à dépasser la mesure des phénomènes.

Soulignant le fait que la perception du réel dépend du système social dans lequel nous sommes engagés, Jodha [1988] puis Chambers [1995] et de nombreux auteurs à leur suite refusent une définition *a priori* de la pauvreté. En effet, certains éléments déterminants dans la compréhension des significations, manifestations et causes de la pauvreté peuvent ne pas être intégrés dans les enquêtes standards de la pauvreté reposant sur une définition préconçue dans le cadre de référence des chercheurs³⁷. Ces éléments ne seront pas pris en compte, tout simplement car les chercheurs n'y auront pas songé lorsqu'ils élaborent leur enquête (Narayan *et al.* [2001]). C'est en ce sens que les tenants de l'approche qualitative de la pauvreté fustigent le paternalisme ou l'ethnocentrisme inhérents à l'approche monétaire : le concept de pauvreté retenu est totalement détaché du contexte dans lequel il est mis en œuvre. Une telle critique est également adressée à la définition de la liste des capacités humaines centrales (« *central human capabilities* ») proposée par Nussbaum³⁸ (Hulme et McKay [2005]). Dans chaque pays, il existe un rapport social à la pauvreté (Paugam [1996]). Analyser la pauvreté à travers l'étude des expériences vécues et du champ de compréhension propre à un contexte culturel et socio-économique permet d'identifier ce rapport social en soulignant les spécificités locales ou régionales.

³⁷ L'expression « enquêtes standard » fait référence aux enquêtes utilisées pour l'analyse monétaire de la pauvreté du type des enquêtes Living Standard Measurement Studies (LSMS) ou Enquêtes Prioritaires auprès des Ménages (EPM).

³⁸ Voir notamment dans Nussbaum et Sen [1993] et Nussbaum [2000].

En conséquence, un regain d'intérêt apparaît pour des techniques de recherche jusque là mobilisées par des disciplines telles que l'anthropologie ou la sociologie. Les enquêtes qualitatives deviennent incontournables pour définir la pauvreté en identifiant les dimensions pertinentes du point de vue des représentations et significations sociales. L'objet d'une analyse qualitative ou compréhensive de la pauvreté est alors de retracer les réalités vécues de la pauvreté, telles qu'elles sont localement exprimées. Par ailleurs, toutes les dimensions de la pauvreté ne peuvent pas être mesurées. Repartant de l'approche des capacités de Sen, un certain nombre de fonctionnements ne peuvent donner lieu à une quantification, comme par exemple, le fait d'être digne à ses propres yeux ou encore le fait d'être socialement reconnu. De même, s'intéressant au processus de la pauvreté dans le cadre d'une analyse des moyens dont disposent les individus, de nombreuses activités des ménages qui influent directement sur leur bien-être sont difficilement prises en compte dans le cadre des enquêtes standards et sont malaisément mesurables en termes monétaires. Il est donc nécessaire de recourir à des données de type qualitatif. Dans ce but, une méthodologie propre est développée. L'ensemble des informations de base est alors constitué par des données essentiellement subjectives, obtenues dans un processus de communication, d'échange entre enquêteur et enquêté.

Afin d'explorer plus précisément ce que représentent les techniques et données qualitatives, nous nous intéresserons dans un premier temps aux analyses qualitatives traitant du concept de pauvreté en lui-même, et, dans un deuxième temps, aux analyses qualitatives portant sur le processus de la pauvreté.

b- L'identification des dimensions de la pauvreté

L'objet des études dont nous traiterons ici est de comprendre « *les aspects multidimensionnels et conditionnés par la culture que présente la pauvreté* » (Narayan *et al.* [2001 : 16]). Une méthodologie d'identification des dimensions de la pauvreté et des individus les plus démunis a été développée à l'échelle mondiale par la Banque Mondiale dans le cadre de l'enquête « *Voices of the poor* »³⁹. Par ailleurs, au sein des études s'appuyant sur le cadre théorique des capacités, des chercheurs optent pour une enquête de type qualitatif afin de retenir les dimensions de la pauvreté identifiées comme essentielles par les acteurs

³⁹ L'étude *Voices of the poor* est composée de deux volumes : *Voices of the poor : Can anyone hear us* (Narayan *et al.* [2000a]) et *Voices of the poor : Crying out of change* (Narayan *et al.* [2000b]). Le premier synthétise 81 études participatives sur la pauvreté menée par la Banque Mondiale dans 50 pays. Le second s'appuie sur une nouvelle vague d'études menées dans 23 pays répondant à une méthodologie participative standardisée. Une présentation de la méthodologie retenue est faite par Shah et Narayan [1999].

locaux. Préalablement, il sera fait référence aux précurseurs de ces méthodes d'identification des dimensions de la pauvreté que sont Jodha [1988] et Chambers [1995]⁴⁰.

Jodha a défini, en collaboration avec certains des habitants de deux villages du Rajasthan, organisés en groupes de réflexion, leurs propres catégories et critères traduisant le bien-être. Trente-huit critères ont ainsi été établis. Ils relèvent notamment de l'indépendance de leur ménage vis-à-vis des autres ménages, de leur employeur, de leur capacité à résister aux aléas conjoncturels, du sentiment d'être respectés. Seul un de ces critères peut être rapproché de la conception monétaire du bien-être. Cette étude pionnière a montré le décalage entre le concept de bien-être monétaire et les conceptions locales du bien-être, en soulignant ce que l'on appelle le paradoxe de Jodha. En comparant ces critères avec les données monétaires de 1964-66 et 1982-84, on observe que les 36 ménages qui ont vu leur revenu réel par tête baisser de plus de 5%, ont connu une amélioration de leur situation pour 37 des 38 critères définis. Leur situation, bien que plus critique en termes de bien-être économique, s'est améliorée selon les critères que les villageois ont eux-mêmes définis. Ce résultat met en évidence l'intérêt de dépasser une approche unidimensionnelle de la pauvreté, l'analyse monétaire ne saisissant pas toutes les dimensions du bien-être.

Les études qualitatives ultérieures s'inscrivent dans cette lignée. L'ensemble des informations nécessaires à l'identification des dimensions de la pauvreté et des ménages pauvres est produit grâce à des techniques et outils qualitatifs : des entretiens ouverts ou semi-structurés, le travail en groupes (« *focus groups* »), les récits de vie et les études de cas. Au sein des « *focus groups* » s'organisent des réflexions communes sur le thème de la pauvreté, les groupes étant constitués de façon homogène (groupes de femmes par exemple) ou non. Les récits de vie et les études de cas sont également centraux pour comprendre, notamment, l'enchaînement des causes et effets de la pauvreté. L'ensemble de ces techniques peut être regroupé au sein d'une démarche participative.

Un point notable doit alors être souligné. Un des objectifs centraux des méthodes participatives est d'engager un transfert de pouvoir de l'agence extérieure, commanditaire ou réalisatrice de l'étude, vers les populations locales, en reconnaissant l'acuité et la pertinence du savoir local. Cet objectif a des conséquences profondes sur les méthodes de production de l'information et marque une rupture radicale vis-à-vis des enquêtes standards. En théorie,

⁴⁰ Dans ce chapitre, il ne sera fait référence qu'aux techniques d'enquêtes. Les résultats de ces études et les méthodologies précises retenues seront présentés dans le chapitre 2 consacré à la présentation des mesures de la pauvreté et des représentations locales de la pauvreté.

l'ensemble du processus d'information est organisé de façon à ce que les populations locales gardent la maîtrise de l'information et du projet de développement. Cela passe par la recherche d'une interaction entre le groupe des chercheurs et le groupe sur lequel porte l'étude : le processus d'information est donc le résultat d'un processus de communication, d'une mise en commun des savoirs et des connaissances. La réelle spécificité des enquêtes participatives est donc de s'apparenter à des méthodes de recherche-action : les institutions de développement, nationales et internationales, cherchent ainsi à impliquer les populations dans la planification et la réalisation des projets. En ce qui concerne la recherche participative (Participatory Rural Appraisal – PRA – devenue Participatory Learning and Action – PLA – et leur version française, la Méthode d'Analyse Rapide et de Planification Participative – MARP), la conception du travail de terrain et les méthodes de production des connaissances font partie intégrante d'une stratégie de développement local dont l'enjeu est de permettre aux populations de maîtriser le projet de développement dès la définition de ses ambitions (Lavigne-Delville *et al.* [1999]). La recherche participative s'oppose explicitement à la recherche extractive dans laquelle on se contente de recueillir des informations sur les populations locales : le processus de participation a, en effet, le but ultime de renforcer les capacités («*empowerment*») des populations locales (Chambers [1992] Pretty *et al.* [1993]). Cependant, toutes les études participatives n'affichent pas cet objectif avec la même force. On distingue ainsi les formes faibles des enquêtes participatives des formes fortes (caractérisant celles qui affichent expressément l'objectif de renforcement des capacités). Pretty [1999] identifie ainsi sept types de participation, allant de la participation passive à la participation interactive.

Dans le cadre des approches participatives menées par la Banque Mondiale (Évaluations Participatives de la Pauvreté – EPP), il s'agit d'examiner comment se définit la pauvreté pour une population donnée, à un moment donné, puis, sur la base de critères propres à ce groupe, de définir les ménages ou les individus pauvres par un système de classement⁴¹. Dans un premier temps, les dimensions vécues du mal-être et du bien-être sont identifiées par les différentes techniques précédemment citées (entretiens ouverts ou semi-dirigés, groupes de réflexion). Après avoir défini de façon interactive le bien-être, une liste de dimensions est établie. Sur cette base sont définies des catégories d'individus selon le niveau de bien-être dans les différentes dimensions. La méthode de classement par ordre de prospérité («*well-*

⁴¹ La présentation de la méthodologie s'appuie sur Shah et Narayan [1999].

being ranking ») permet d'ordonner les ménages au sein de la communauté des plus pauvres au moins pauvres, en pondérant les dimensions retenues du bien-être à travers un processus interactif. Le nombre d'individus par catégorie est ensuite déterminé grâce à la méthode du « *scoring* ». C'est une phase de comptage qui permet, par la suite, d'établir les proportions d'individus dans les différentes catégories. Après le décompte, on procède à l'analyse de tendance (« *trend analysis* »). Il s'agit de demander aux individus si des changements en termes de bien-être se sont produits au sein de la communauté au cours des dix dernières années. Ces changements peuvent concerner le nombre de catégories, le nombre d'individus dans chaque catégorie, le type de catégorie.

Toutes les études qualitatives de la pauvreté ne s'inscrivent pourtant pas dans le cadre d'un processus participatif. Certaines recourent uniquement à des entretiens ouverts ou semi-dirigés pour identifier les dimensions de la pauvreté. C'est le cas notamment de Clark [2003] et Clark et Qizilbash [2002]. Cette approche s'inscrit dans le cadre théorique des capacités. Les auteurs prennent le parti, à la suite de Alkire [2002a], de retenir les dimensions de la pauvreté, ou les fonctionnements⁴², identifiées comme prioritaires par les individus eux-mêmes. La prise en compte des aspects culturels dans l'identification des fonctionnements pertinents pour définir la pauvreté est en effet un des domaines en expansion au sein de l'approche par les capacités⁴³.

Si les techniques qualitatives sont adaptées pour identifier les dimensions de la pauvreté, elles peuvent également enrichir la compréhension des mécanismes participant du processus de la pauvreté. C'est pourquoi elles sont largement mobilisées au sein de l'analyse des moyens d'existences.

c- L'analyse des moyens d'existence

Dans le cadre d'analyse des moyens d'existence (« *livelihood analysis* »), un intérêt central est accordé à l'analyse des processus de la pauvreté. Qu'est-ce qui tend à maintenir un individu dans une situation de pauvreté malgré les stratégies qu'il met en place pour s'assurer des conditions d'existence viables ? L'objectif affiché par les analyses des moyens d'existence est de comprendre, à partir de l'observation des modes de vie et des stratégies de survie, mais aussi de l'environnement économique et social dans lequel les individus sont

⁴² Comme nous l'avons précisé en introduction, les fonctionnements définissent l'ensemble de ce que les personnes peuvent prétendre faire et être (*beings and doings*).

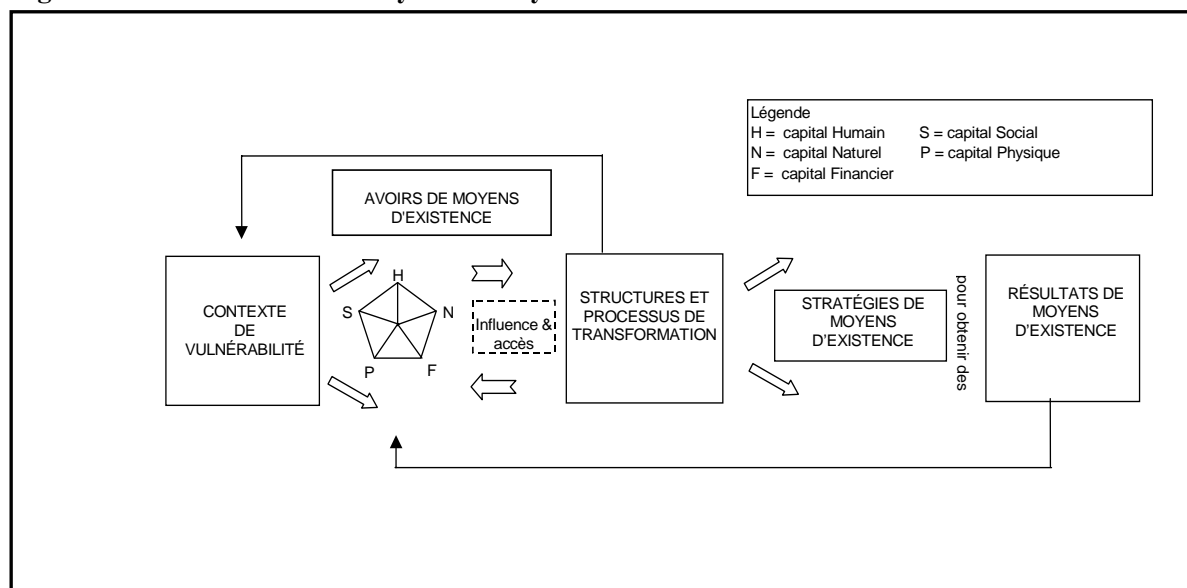
⁴³ Cet aspect sera développé dans le chapitre 2, intitulé mesures et représentations de la pauvreté.

engagés, les interactions déterminant la pauvreté ou la vulnérabilité. Il est nécessaire de comprendre l'ensemble du système qui permet à un individu de constituer ses moyens d'existence, système explicité par le cadre conceptuel de l'approche.

Le cadre conceptuel de l'analyse du processus de la pauvreté a initialement été présenté par Chambers et Conway [1992]. Les moyens d'existence englobent les capacités, les avoirs, c'est-à-dire les ressources matérielles et immatérielles, et les activités que les individus mettent en oeuvre afin d'assurer leur subsistance et faire face au risque. Les capacités renvoient à la définition proposée par Sen. Les ressources matérielles correspondent à l'ensemble des stocks et des dotations en capital dont disposent les individus (ressources environnementales, les stocks de nourriture, les liquidités et tous les biens qui constituent des réserves de valeur comme les bijoux). Les ressources immatérielles regroupent l'ensemble des droits et accès. Cette première présentation a été progressivement étoffée, les concepts ont été précisés pour former le cadre d'analyse des moyens d'existence tel qu'il est présenté dans la figure I.1.

Pour ce faire, ces analyses pointent la nécessité de produire des données qualitatives conjointement aux données quantitatives. Premièrement, leur acception « large » des ressources dont disposent les agents (qui sont économiques et sociales, matérielles et immatérielles) ne se prête pas systématiquement à la quantification. Deuxièmement, l'insistance sur les interrelations dynamiques entre les différents éléments du cadre conceptuel appelle la production d'entretiens de types qualitatifs, au cours desquels la personne peut raconter la façon dont elle organise ses moyens d'existence. Troisièmement, la place d'importance qui est octroyée au contexte économique et social peut favoriser le recours à des monographies. Pourtant, les documents de synthèse méthodologique, tel que le rapport du Department of International Development (DFID [2000]), ne donnent pas d'orientation ferme quant aux outils et techniques à employer, même si le recours à une démarche participative est mis en avant. L'ensemble des techniques de recherche susceptibles d'être mobilisés est extrêmement diversifié : toute la palette des outils quantitatifs et qualitatifs peut être utilisée. A travers la prise en compte des analyses en termes de niveau de vie soutenable, la perméabilité entre approches qualitatives et quantitatives apparaît. En ce qui concerne la définition du niveau de vie des individus, il est possible de se référer à une détermination participative des dimensions et des niveaux de bien-être, mais certaines études retiennent des indicateurs quantitatifs (mesure monétaire de la pauvreté).

Figure I.1 Le cadre d'analyse des moyens d'existence



Source : Source : DFID [2000 : 2]

De nombreuses études, à l'instar des analyses en termes de moyens d'existence, mobilisent à la fois des techniques qualitatives et des techniques quantitatives au sein d'un même processus de recherche, amenant à penser que la rupture entre les deux démarches est illusoire.

1.2. L'illusion de la rupture

Il n'existe pas, parmi les analystes de la pauvreté, de consensus quant à une caractéristique précise permettant de distinguer sans ambiguïté une analyse qualitative d'une analyse quantitative. Si l'on s'intéresse au langage utilisé au sein des études sur la pauvreté, l'opposition entre analyses qualitative et quantitative renvoie à « *un système de différences* » (Couty [1984 : 8]) alors même que dans les pratiques de recherche, les genres sont largement confondus.

a- Pratiques de recherche : Variables qualitatives, données qualitatives, analyse qualitative

On regroupe sous le terme d'approches qualitatives de la pauvreté un ensemble d'études qui répondent pourtant à des conceptions diverses de leur pratique de recherche. Les approches qualitatives de la pauvreté constituent un amalgame hétérogène de pratiques qui se posent comme une alternative aux approches monétaires. Elles sont hétérogènes de par leur objet de recherche, de par les méthodes et outils qu'elles mettent en œuvre et de par la façon

dont elles combinent ces outils. Ceci tient à ce qu'il n'existe pas de consensus absolu sur ce que désignent respectivement les études qualitative et quantitative. Certains auteurs, analysant les pratiques de recherche, en viennent alors à remettre en cause la rupture supposée entre approches qualitative et quantitative.

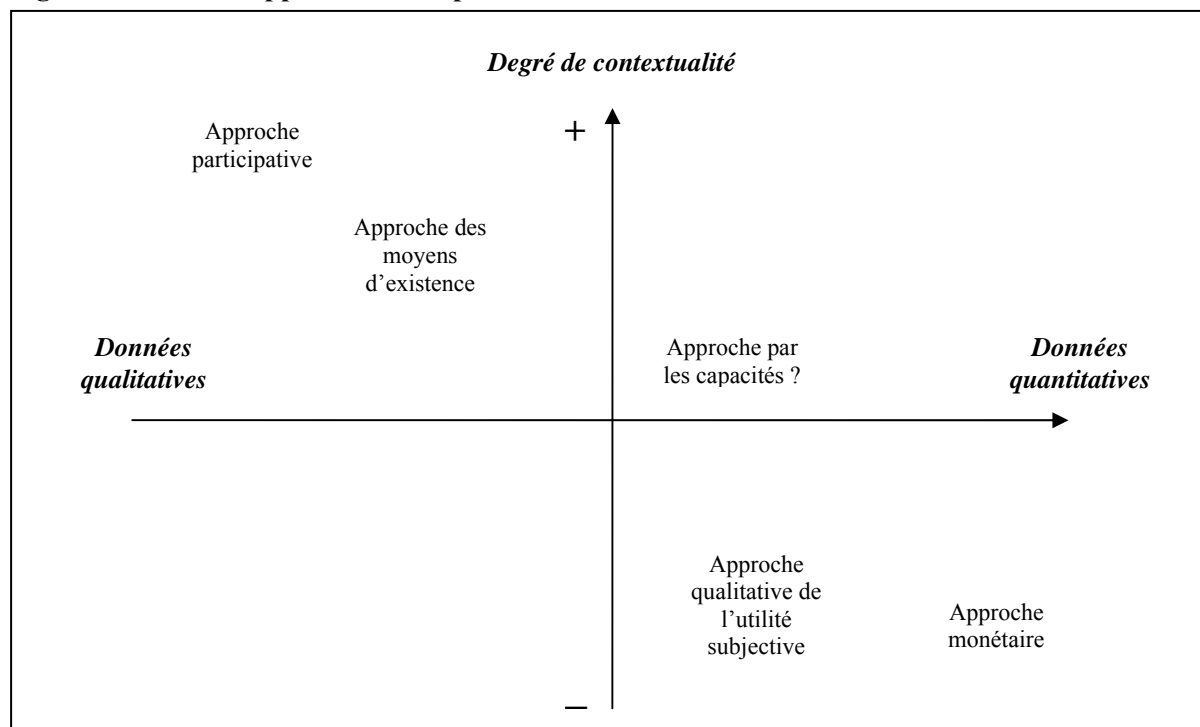
Dans la section précédente, deux types d'approches ont été présentés. Elles ont été retenues comme caractéristiques de l'approche qualitative parce qu'elles recourent à des techniques qualitatives et privilégient les données qualitatives. Cependant, elles sont loin d'affirmer le refus absolu de la numération. La quantification est courante dans le cadre des analyses participatives de la pauvreté (classement des ménages ou individus par ordre de prospérité) et les approches en termes de moyens d'existence utilisent parfois le bien-être tel qu'il est défini dans les approches monétaires de la pauvreté. Par ailleurs, une analyse quantitative ne peut se départir d'éléments qualitatifs (pour créer des stratifications pertinentes, pour donner du sens à un signe dans une régression économétrique, on a besoin d'éléments de qualification). La forme des données n'est donc pas un élément qui permette de caractériser de façon convaincante le type de démarche retenu.

L'analyse de la pauvreté sur la base de variables qualitatives est pourtant souvent assimilée à une analyse qualitative de la pauvreté. Les travaux de Ravallion et Lokshin [2001, 2002] s'inscrivent dans cette lignée. Optant pour une approche en termes de bien-être subjectif, ils créent une variable qualitative des déclarations subjectives des individus quant à leur bien-être. Les personnes enquêtées sont amenées à se classer elles-mêmes sur une échelle comportant neuf niveaux, allant de la satisfaction la plus faible à la satisfaction la plus élevée⁴⁴. Cette variable est ensuite intégrée dans un modèle économétrique. En fait, il est important de distinguer les *données* qualitatives, c'est-à-dire les données produites selon une démarche qualitative, des *variables* qualitatives.

S'intéressant à l'analyse des études empiriques et plus précisément aux méthodes de recueil des données, Hentschel [1999] nie toute opposition ferme entre les études qualitatives

⁴⁴ Les travaux sur le bien-être subjectif comme moyen de mesurer la pauvreté ont été développés par l'école de Leyden. Pradhan et Ravallion [2000] puis Ravallion et Lokshin [2001, 2002] proposent de recourir à une variable qualitative plutôt qu'à l'habituelle approche quantitative qui demande aux personnes enquêtées de définir le revenu minimum qui leur semble nécessaire pour vivre (« *Minimum Income Question* »). Remarquable que le concept de revenu est souvent déconnecté des préoccupations des ménages dans les pays en développement et plus particulièrement dans les zones rurales (Deaton [1997]), Pradhan et Ravallion puis Ravallion et Lokshin recourent à une échelle comportant 9 niveaux de satisfaction, allant du plus faible au plus élevé. La personne enquêtée est invitée à indiquer quelle est, selon elle, sa situation sur l'échelle.

Figure I.2 Les approches de la pauvreté



Source : *Source : Représentation adaptée de Hentschel [1999]*

et les études quantitatives ; pour lui, l'ensemble des approches de la pauvreté appartient à un espace homogène. Il est caractérisé par deux dimensions, le degré de contextualité de l'étude et le type des données recueillies⁴⁵.

Les approches contextuelles sont définies comme celles dont l'objectif est de comprendre le comportement humain, en relation avec son environnement géographique, culturel, politique et économique. Pour Hentschel, l'ensemble des études sur la pauvreté peut être ordonné en fonction de l'intensité avec laquelle elles prennent en compte le contexte. Par ailleurs, au cours d'une même étude, on recueille le plus souvent, dans des proportions variables, des données des deux types, qualitatif et quantitatif.

La figure I.2 représente l'espace des études de la pauvreté selon ces deux critères. L'approche monétaire standard est caractérisée par des données purement quantitatives et un degré de contextualité faible, elle est donc, dans le cadre de notre représentation, située à l'opposé des enquêtes participatives. Cependant, partant du fait que les méthodes qualitatives ne nient pas le recours à une certaine quantification, toute rupture franche est abolie. L'approche en termes de moyens d'existence et l'approche par les capacités, voisines dans

⁴⁵ Cette distinction est également retenue par Booth *et al.* [1999].

leur cadre théorique, restent proches dans l'espace défini par le degré de contextualité et le type de données. En ce qui concerne l'analyse de moyens d'existence, les méthodes restent délibérément vagues bien que le recours aux techniques qualitatives soit reconnu comme essentiel et que la prise en compte du contexte y est essentielle. Elles sont donc relativement proches des enquêtes participatives dans le repère considéré. Par contre, la méthodologie associée à la mise en œuvre empirique du cadre conceptuel de Sen est loin d'être fixée. Il est donc difficile de la situer précisément. L'approche retenue par Nussbaum (Nussbaum et Sen [1993]) a un degré de contextualité nul puisqu'elle fixe un certain nombre de fonctionnements universellement souhaitables, les capacités humaines centrales (*central human capabilities*). Alkire [2002a] et Clark [2003] préconisent cependant la mise en œuvre d'analyses qualitatives pour identifier les capacités. Parmi les études qui ont suivi cette voie, on peut signaler l'étude Clark et Qizilbash [2002]. Enfin, l'approche par l'utilité subjective et l'approche participative, utilisent l'une et l'autre des données dites qualitatives. Toutefois, pour la seconde, il s'agit de données qualitatives dans l'acception forte du terme (données produites par des techniques qualitatives), alors que, pour la première, les données sont dites qualitatives dans l'acception faible de *variable qualitative*, qui a, finalement, plus à voir avec la méthode quantitative. Ces deux approches s'opposent en outre du point de vue de la prise en compte du contexte. En effet la méthode de l'utilité subjective telle qu'elle est proposée par Pradhan et Ravallion [2000] n'en tient pas explicitement compte.

Revenant aux pratiques de la recherche, la confusion dans la dénomination quantitative ou qualitative provient également du fait que l'on peut faire un traitement quantitatif de données produites selon une démarche qualitative. Paillé [1996a : 180] précise qu'une recherche peut avoir amassé des données qualitatives (dans l'acception forte du terme) mais ne pas les traiter selon une analyse qualitative. Pour clarifier les choses, il établit une distinction entre l'analyse des données qualitatives, qui peut mobiliser une modalité de traitement qualitative ou quantitative et l'analyse qualitative des données (Paillé [1996b]). L'analyse qualitative renvoie à :

« Une démarche discursive et signifiante de reformulation, d'explication ou de théorisation d'un témoignage, d'une expérience ou d'un phénomène. [...] Le résultat n'est jamais une proportion ou une quantité ; c'est une qualité, une dimension, une extension, une conceptualisation de l'objet. » (Paillé [1996a : 180]).

Une analyse quantitative de données qualitatives passe par une analyse fréquentielle et statistique. En ce qui concerne les analyses de la pauvreté, on peut penser aux exemples des études biographiques, développées en démographie, et de l'analyse textuelle utilisée pour comprendre les représentations sociales de la pauvreté : elles s'appuient bien sur la production de matériaux dits qualitatifs par le moyen d'entretiens ouverts ou semi-dirigés mais en font un traitement quantitatif.

Le fait pour une analyse de la pauvreté de se revendiquer de l'approche qualitative provient soit des techniques retenues, soit des données retenues. Il apparaît ainsi essentiel de distinguer les *variables* qualitatives des *données* qualitatives et l'analyse qualitative des données de l'analyse des données qualitatives. L'emploi abusif de l'adjectif qualitatif en opposition à l'adjectif quantitatif est à l'origine d'une confusion quant à ce que recouvre l'analyse qualitative de la pauvreté. Ces oppositions systématiques construisent un réel système de différences.

b- Un système de différences

Le repérage *a priori* de l'orientation qualitative ou quantitative d'une étude, soit en fonction du type de données (données qualitatives ou quantitatives), soit en fonction du type d'enquête (entretiens fermés ou ouverts), tient d'une opposition forcée. On peut noter, à ce propos, que dès l'origine de leur utilisation dans le domaine scientifique, les termes d'analyse qualitative et analyse quantitative sont jumelés. Selon *Le Robert* [2004], l'adjectif qualitatif est utilisé pour la première fois au sein d'une discipline scientifique, en chimie, par Cournot (1851) dans l'expression *analyse qualitative* (« *analyse qui détermine la nature des éléments composant un corps sans tenir compte de leur proportion* »). L'expression est formée sur le modèle d'*analyse quantitative* (« *qui étudie, qui détermine la quantité* ») et s'y oppose expressément. En faisant référence à l'analyse qualitative et à l'analyse quantitative, nous serions en fait face à :

« Un système de différences opposant deux constellations de pratiques réelles ou supposées, avec leurs avantages et leurs inconvénients. Chacune de ces constellations constitue un ensemble ambigu, parfois contradictoire, de comportements, d'images, de symboles. On soupçonne que la connotation qualitative ou quantitative ne pourrait guère être justifiée objectivement, mais servir de signe de reconnaissance, de drapeau » (Couty [1984 : 8]).

Les approches qualitatives ne formeraient pas un système homogène mais seraient définies par opposition aux approches quantitatives et réciproquement. D'une façon générale, le quantitatif renvoie à l'idée de précision des résultats, alors que le qualitatif impliquerait l'imprécision. Le quantitatif serait objectif et le qualitatif subjectif. Le quantitatif appréhenderait la réalité de façon étroite puisque les variables nécessaires à l'analyse sont fixées *a priori*. Le qualitatif, en refusant le recours à des définitions externes au milieu d'investigation, fonderait une approche plus englobante. De cette dernière opposition naît également l'idée de la rigidité du quantitatif alors que le qualitatif sait s'adapter, fait preuve de souplesse par rapport au contexte de l'analyse. De plus, l'opposition entre utilisation de données qualitatives d'une part et quantitatives d'autre part est factice. Les dénominations des approches elles-mêmes soulignent donc l'idée d'une opposition forcée.

Pourtant, suivant le propos de Couty [1984 : 9], ce système de différences, « *ce clivage superficiel entre recherches qualitatives et recherches quantitatives trahit, en la déformant, une distinction entre deux directions prises par l'effort d'appréhension du réel* » ; il renvoie à deux domaines d'intelligibilité.

2. Deux domaines d'intelligibilité

Les démarches qualitative et quantitative répondent à deux orientations fondamentales dans la façon d'appréhender le réel. Pour les caractériser, on ne peut donc se contenter d'analyser les techniques de recherche ou la forme des données ; il faut faire référence au processus de la recherche dans son ensemble. C'est, en définitive, la façon dont on considère l'objet de la recherche qui fonde l'appellation qualitative de la démarche.

2.1. Le processus de la recherche

La forme des données est tributaire des choix méthodologiques, intimement liés à l'objet de la recherche et, au-delà, à l'ancrage épistémologique de la démarche. La démarche qualitative et la démarche quantitative renvoient l'une et l'autre à un ensemble de méthodes, organisées de façon cohérente dans le cadre du processus de recherche afin de penser et mettre en œuvre le rapport de la science au monde.

a- *Les données : une production scientifique, partie intégrante du processus de recherche*

La forme des données et les techniques employées ne suffisent pas à distinguer les approches qualitatives des approches quantitatives. Le terme de *donnée* en lui-même est pernicieux puisque la donnée est en fait construite et ce processus de production fait partie intégrante de la recherche. Ainsi, Erickson [1986] rejette une caractérisation des approches selon la forme qualitative ou quantitative des données puisqu'on peut avoir recours à des procédés de quantification au sein d'une démarche qualitative. Gauthier [1987 : 32] affirme également le besoin de recourir à une définition élargie du terme *qualitatif*. Il est primordial, selon lui, de dépasser une définition purement technique (l'engagement de ne pas recourir à la numération) pour insister sur la signification des données. Cette dernière est intimement tributaire de l'ensemble de la recherche. Afin de ne pas caractériser les approches qualitatives à partir d'une opposition entre qualitatif et quantitatif, ce qui fonderait la définition sur les aspects purement techniques de la recherche, Erickson préfère d'ailleurs recourir à la dénomination de recherche *interprétative* plutôt qu'à celle de recherche *qualitative* (Lessard-Hébert *et al.* [1997]). Il précise (Erickson [1986 : 120]) que le fait qu'une recherche puisse être qualifiée d'« *interprétative lui vient de son orientation fondamentale plutôt que de la procédure de recherche qu'elle utilise. Une technique de recherche ne peut constituer une méthode de recherche* »⁴⁶.

Lessard-Hébert, Goyette et Boutin [1997] s'inscrivent dans cette lignée. Pour définir la recherche qualitative, ils refusent de se contenter d'une description étroite des techniques scientifiques et situent leur analyse dans une vision globale de ce qu'ils appellent le *processus de recherche*. Pour cela, les auteurs s'appuient sur le modèle quadripolaire de compréhension de la pratique scientifique défini par De Bruyne, Herman et Schoutheete [1974]. La recherche scientifique est un processus dynamique articulé autour de quatre pôles : ce sont les pôles épistémologique, théorique, morphologique et technique. « *Le pôle technique met en relation la construction de l'objet scientifique et le monde des évènements* » (Lessard-Hébert *et al.* [1997 : 18]). Il correspond au temps de la production des données nécessaires à la recherche et regroupe l'ensemble des techniques de production des données scientifiques. Comme le rappelle Couty [1996 : 138], les données n'ont de sens que dans un cadre théorique. A la suite de Bachelard, il rappelle, en outre, que tout appareil d'observation,

⁴⁶ La mise en exergue des termes par changement de typographie suit les choix de l'auteur.

notamment le questionnaire et la grille d'entretien, est déjà une théorie (Couty [1996 : 198]). Autrement dit, les techniques et outils employés pour construire les données nécessaires à la recherche sont subordonnés aux trois autres pôles identifiés par De Bruyne *et al.*

Bien que les relations entre les quatre pôles ne soient pas forcément chronologiques ou linéaires, le pôle épistémologique est identifié comme le moteur de la recherche. Il est le lieu de la construction de l'objet scientifique et de la problématique de recherche. C'est en ce pôle que se détermine ce qu'Erickson appelle « *l'orientation fondamentale de la recherche* ». Les pôles théorique et morphologique pensent l'articulation logique entre les pôles épistémologique et technique. Le pôle théorique « *est le lieu de la formulation systématique des objets scientifiques. Ce pôle pose les règles d'interprétation des faits, de spécification et de définition des solutions provisoirement données aux problématiques* » (De Bruyne *et al.* [1974 : 35]). Le pôle morphologique revêt trois aspects : (i) il est le lieu de la construction de modèles scientifiques ; (ii) il définit la « *cohérence logique et/ou significative* [de la recherche et] *articule les faits scientifiques en une configuration opératoire* » (De Bruyne *et al.* [1974 : 158]) ; (iii) il pose la question de l'objectivation des résultats de recherche.

C'est donc bien au sein du pôle épistémologique, et non pas au sein du pôle technique, que l'on peut ancrer la spécification qualitative ou quantitative d'une démarche scientifique :

« [...] *le sens premier de ces approches* [les approches qualitatives] *se situe non pas sur le plan des procédures ou des techniques, mais sur celui de l'objet même de la recherche et des postulats qui s'y rattachent* » (Lessard-Hébert *et al.* [1997 : 22]).

Suivant cette logique, il y a une rupture épistémologique entre recherche qualitative et recherche quantitative.

b- La rupture épistémologique en question

Pour Erickson [1986], il existe ainsi une opposition fondamentale entre l'approche qualitative (ou interprétative) et l'approche positiviste. Le positivisme (Comte [1844]) postule la possibilité d'une connaissance positive du monde, c'est-à-dire une connaissance vraie et tout à fait objective. Dans le cadre d'une démarche qualitative, et plus particulièrement dans l'approche compréhensive, la parole est donnée aux individus pour avoir accès à leur

interprétation des phénomènes⁴⁷. Alors que « *le positivisme considère les faits sociaux comme « des choses » ou des faits relevant d'une réalité immédiate* » (Hermet et al. [1998 : 66]), analyser les phénomènes sociaux dans le cadre d'une démarche compréhensive, c'est appréhender la réalité par l'intermédiaire de la compréhension que l'individu a du monde qui l'entoure. Éclairer cette réalité, c'est comprendre le système dans lequel l'individu est engagé et qui, en lui fournissant un cadre de compréhension, lui permet d'interpréter le phénomène social. Un intérêt central est donc accordé à la signification donnée par l'acteur aux actions dans lesquelles il est engagé, partant du fait que les perceptions des individus sont inséparables de la culture, de l'histoire de l'individu.

On retrouve cette scission entre approches qualitative et quantitative lorsque l'on remonte à l'origine de la recherche qualitative que Pourtois et Desmet [1996a : 58] attribuent à Dithley (XIX^{ème} siècle). Dithley, en réaction au positivisme de A. Comte et J.S. Mill, émet le premier l'idée selon laquelle le but des sciences morales (sociales) n'est pas d'expliquer mais de comprendre « *le sens et la portée des gestes posés par les acteurs sociaux et historiques* », fondant ainsi une démarche *compréhensive*. Pour cela, il est nécessaire, selon Dithley de développer des méthodes propres aux sciences morales, en rupture avec les sciences de la nature. C'est dans les années soixante qu'un regain d'intérêt pour la recherche qualitative apparaît dans certaines disciplines des sciences humaines (sociologie, ethnologie, anthropologie).

« *Apparaît alors un intérêt nouveau pour la recherche qualitative dont les fondements phénoménologiques, interactionnistes symboliques et dialectiques vont susciter la mise en œuvre d'une démarche prenant en compte la complexité des situations, leurs contradictions, la dynamique des processus et les points de vue des acteurs* » (Pourtois et Desmet [1996a : 58]).

Cependant, à l'heure actuelle, et depuis les travaux de Bachelard et son fameux « *Rien n'est donné, tout est construit* » (Bachelard [1934 : 14]), l'opposition n'est plus aussi nette. L'approche constructiviste considère que « *la "réalité" étudiée par les sciences est une construction intellectuelle qui dépend des pré-requis conceptuels et théoriques pris comme référents* » (Mucchielli [2005 : 8]). D'une façon générale, le chercheur construit son champ d'intelligibilité du réel. Il n'y a donc pas de différence fondamentale dans la conception de la

⁴⁷ L'approche compréhensive, initiée par Weber, est un type particulier de démarche qualitative. La présentation insiste particulièrement sur la démarche compréhensive parce qu'elle sera mise en œuvre dans les deuxième et quatrième chapitres de la présente étude.

vérité selon les sciences ou selon les domaines de recherche. Eisner [1990]⁴⁸ rappelle que « *La vérité est en fin de compte un mirage parce que tous les mondes que nous connaissons sont fabriqués par nous-mêmes* ». Là ne peut donc reposer le fait distinctif des recherches qualitative et quantitative. Le programme de recherche, quelle que soit l'approche retenue, se déplace de la volonté d'expliquer (positivisme) au désir de comprendre, de rendre intelligible (constructivisme).

Pourtant, tout à fait en amont du processus de production des données, se pose la question du « rapport au monde ». Ce que le chercheur perçoit du monde qui l'entoure est le phénomène, c'est-à-dire la partie sensible du concept. Le phénomène relève du vécu empirique, il est différent de la chose en soi, il n'est que ce qui est perceptiblement connaissable (Bordeleau [2005 : 107]). Comment choisit-on de le percevoir ? Veut-on observer les régularités dans les manifestations du phénomène ou veut-on comprendre ce qu'il est, pourquoi il est ? Opte-t-on pour l'analyse des *régularités* ou l'analyse des *singularités* ? C'est la façon dont on s'intéresse au phénomène qui définit l'orientation d'une démarche qualitative ou quantitative : de cette question fondamentale, et selon la façon dont on y répond, découlera un ensemble de méthodes définissant l'analyse quantitative et l'analyse qualitative.

2.2. Caractérisation des approches qualitative et quantitative

La démarche qualitative et la démarche quantitative répondent à deux façons d'appréhender le réel, deux modes d'intelligibilité, deux ensembles de méthodes. Les recherches qualitatives et quantitatives sont des ensembles cohérents de méthodes orientées pour la première sur la mise en évidence des aspects singuliers du phénomène et pour la seconde sur les aspects réguliers. Chacune de ces alternatives induit une méthodologie de recherche adaptée, caractérisée par un système d'information, des méthodes de validation des données et des résultats ainsi que des principes de généralisation garantissant la scientificité de l'analyse.

a- Singulier, régulier

Chacune des approches renvoie à un domaine d'intelligibilité (Couty [1984]). La scission se fait lorsque le chercheur prend la décision de ce qu'il veut appréhender du

⁴⁸ Cité par Pretty [1999 : 33].

phénomène : ses régularités de manifestation dans le temps et dans l'espace comme moyen de le connaître ou bien ce qu'il révèle de singulier, comme moyen de le comprendre dans ses manifestations contingentes.

Dans le premier cas, le concept est verrouillé pour le temps de la recherche, tandis que dans le deuxième cas, le concept, construit au sein du pôle théorique, reste non totalement circonscrit. Il y a un intérêt central pour les représentations sociales du phénomène et un refus de définition *a priori*. Cependant, rappelle Mucchielli [1996 et 2005], le refus de tout cadre théorique préalable à l'observation, caractéristique de l'empirisme idéaliste (Ecole de Chicago dans les années 1920), n'est plus de mise dans la plupart des études en recherche qualitative. Il n'en reste pas moins que le cadre référentiel du chercheur qualitatif reste ouvert. Le concept est affiné au cours même de la recherche : une partie de son sens peut lui être donnée par l'analyse elle-même. Pour Mucchielli [2005 : 23 et 28] c'est une caractéristique fondamentale de la recherche qualitative.

Les analyses qualitatives ont en commun une démarche **illustrative et contextuelle**. Leur objet est de décoder, à partir du spécifique, les représentations et les comportements économiques en ce qu'ils sont enchâssés dans l'environnement culturel, politique, historique. Une recherche qualitative est un ensemble de méthodes dont l'objet est d'étudier le singulier, le contingent. Elle constitue une démarche illustrative dans le sens où elle raisonne sur l'exemplaire. Cette caractérisation des approches qualitative renvoie pourtant à une construction théorique. Dans les faits, la plupart des études s'inscrivent dans une voie intermédiaire. Ainsi, à part l'empirisme idéaliste de l'école de Chicago (années 1920), les approches qualitatives ont également pour objectif de mettre en exergue des tendances, et d'une façon générale, rares sont celles qui s'en tiennent à un catalogue de cas singuliers.

« *Le quantitatif relève de la prise en considération de relations stables entre entités opaques et closes* » (Couty [1984 : 11]). Il a pour objet le repérage et la mesure de ces relations. Dans le champ de l'analyse de la pauvreté, cela recouvre la mesure de l'influence de différentes variables sur le niveau de pauvreté. Le recours à l'analyse économétrique et statistique comme outil d'investigation est alors nécessaire, de façon à identifier les mécanismes censés régir les manifestations d'un phénomène.

Ces deux directions prises par l'effort d'appréhension du réel renvoient, selon Couty [1984 : 13], à deux modes d'induction, grâce auxquels les faits sont rendus intelligibles :

- « l'induction immédiate qui permet de construire à partir de cas singuliers des types idéaux résumant et ordonnant des perceptions séparées, voire contradictoires » ; il s'agit d'une « vision synthétique par laquelle on relie les faits, attitudes pour les installer dans un enchaînement créateur de sens » ;
- « l'induction amplifiante née de l'observation du nombreux, et dont l'extrapolation scientifique fondée sur le sondage aléatoire constitue une modalité particulièrement sûre ».

Pour Winter [1984 : 18], « l'une recherche le spécifique, le divers, l'original comme signe de complexité et source de cohérence, l'autre recherche l'homogène comme signe d'identité et source d'extrapolation. » Au-delà de la conception de l'objet, c'est bien l'ensemble du processus de recherche qui s'organise de façon cohérente pour proposer des solutions opératoires à ces programmes d'investigation.

b- Des méthodes et des données conditionnées par l'orientation de la recherche

Les approches qualitatives et quantitatives constituent deux méthodologies de recherche ; chacune recouvre un ensemble de méthodes organisé de façon cohérente selon la façon dont l'objet de recherche est appréhendé.

✦ **Les approches quantitatives**

Les approches quantitatives, pour analyser les régularités, ont développé un système d'investigation caractérisé avant tout par la recherche de la représentativité. La technique de production des données repose essentiellement sur des questionnaires, à la base d'entretiens fermés. En effet, pour analyser les régularités dans les manifestations d'un phénomène, il est nécessaire de le circonscrire dès le pôle théorique, le questionnaire ayant alors pour but de produire les données nécessaires pour le capter empiriquement. Les procédures de production des données sont alors (et doivent être) parfaitement reproductibles d'une observation à l'autre, d'un espace à l'autre, d'un chercheur à l'autre. Ceci assure la comparabilité statistique des résultats et fonde les possibilités d'agrégation et de généralisation. C'est pourquoi, dans la démarche quantitative, on recherche l'autonomisation de l'objet, de l'instrument étudié et des pratiques utilisées. En outre, cela autorise le recours à l'analyse statistique et économétrique, outil privilégié des méthodes quantitatives.

Par ailleurs, le processus de généralisation typique de l'analyse quantitative s'appuie sur des échantillons larges et représentatifs. L'échantillonnage retient des cas nombreux ; sans

qu'il y ait un seuil absolu, un nombre d'observations définitivement fixé, il est préférable que les observations soient suffisamment nombreuses pour garantir certaines propriétés statistiques. La loi des grands nombres indique en effet que, lorsque l'on fait un tirage aléatoire dans une série de grande taille, plus on augmente l'échantillon, plus les caractéristiques statistiques du tirage se rapprochent des caractéristiques statistiques de la population. La représentativité statistique d'études s'appuyant sur des échantillons larges permet de déterminer des mesures globales, grâce à un processus d'agrégation. En outre, elle permet l'extrapolation statistique des résultats. En effet, ceux-ci étant obtenus sur la base d'échantillons représentatifs, il est possible d'en étendre la portée à l'ensemble de la population au sein de laquelle le tirage aléatoire a été effectué. Afin d'élargir la portée d'un résultat dans le temps et dans l'espace, il est possible d'opter pour une démarche comparative d'études ayant adopté le même protocole de recherche. En outre, la précision des résultats est mesurable à travers la prise en compte de l'erreur d'échantillonnage. Ici se dessine une force des approches quantitatives : sans être plus précises que les approches qualitatives, elles permettent de mesurer leur degré de précision.

✦ **Les approches qualitatives**

Partant d'un cadre conceptuel large, les approches qualitatives se basent sur un travail d'observation qui permet le développement de concepts synthétisants. Ces concepts sont à la base des représentations théoriques du phénomène qui constituent, en partie, le résultat de l'analyse qualitative. Cette dernière consiste alors à mettre en cohérence des concepts-clé, ce en quoi elle offre un cadre privilégié pour la compréhension du processus de la pauvreté. Au cours du travail d'analyse qualitative des données, la logique à l'œuvre participe de la découverte, de la construction de sens (Paillé [1996a]).

Les outils de production des données privilégiés sont ceux qui sont aptes à considérer le singulier et à enrichir le concept en prenant en compte les significations sociales qui lui sont attachées. Il s'agit des études de cas, de l'observation directe, des entretiens ouverts ou semi-dirigés, autant d'outils répondant à un principe incontournable : « *leur non directivité sur le fond* » (Mucchielli [1996 : 183]). Dans les entretiens ouverts ou semi-dirigés, la grille d'entretien initiale, reprenant les thèmes d'importance tels qu'ils ont été identifiés dans la construction théorique de l'objet de recherche, est dotée de ce que l'on appelle une marge. La grille est révisée, ajustée, au cours du travail de production des entretiens : certains des thèmes initiaux pourront être supprimés, d'autres ajoutés ou réorientés en fonction de ce que les personnes enquêtées donnent à entendre. En cela, la technique de production des données

est un prolongement du chercheur lui-même. L'implication du chercheur est d'ailleurs la caractéristique du recueil technique des données dans l'analyse qualitative (Mucchielli [2005 : 23]). Il est donc particulièrement crucial d'avoir recours à des techniques de validation des résultats.

Le passage d'un énoncé de communication à une donnée scientifique, implique de se poser la question de la validité (Pourtois et Desmet [1996b]). Habermas [1987] présente trois prétentions à la validité : la prétention à la vérité (l'énoncé est-il validé par des observations directes complémentaires ?), à la justesse par rapport à la norme (l'énoncé traduit-il une acception sociale ?), à la sincérité des personnes (à quel registre l'énoncé renvoie-t-il – premier degré, deuxième degré, cynique, humoristique, etc. –?). D'autre part, la validité d'une donnée dépend intimement de son processus de production, il est donc indispensable de présenter les choix méthodologiques qui ont guidé ce processus (méthodes utilisées pour produire et interpréter les données). Ceci constitue une étape indispensable pour utiliser les méthodes de triangulation : pour valider les données et les résultats obtenus, il faut effectuer des recoupements logiques. Plusieurs techniques de triangulation existent, nous en présenterons trois :

- recouper les résultats obtenus avec des informations et observations complémentaires ;
- faire analyser les mêmes données par deux chercheurs (cas d'école) ;
- comparer les données et résultats à ceux produits par d'autres études sur le même thème mais menées dans un contexte différent (à une autre période du temps ou sur une autre aire géographique).

Ainsi, tout en se référant à la signification subjective de la pauvreté, la démarche qualitative est objective⁴⁹ : les données, les conclusions et les interprétations sont soumises à des vérifications contrôlées. De plus, ce système de validation de la recherche (et notamment la méthode de triangulation) joue un rôle actif dans les procédures de généralisation des résultats d'une étude qualitative.

Une des sources majeures d'incompréhension entre les tenants de l'analyse qualitative et ceux de l'analyse quantitative repose sur les modes de généralisation des résultats. Les

⁴⁹ Le débat quant à l'objectivité ou la subjectivité du chercheur est loin d'être clos. Pour certains, la subjectivité de l'analyste est l'essence même d'une démarche qualitative et en prenant précisément conscience de cette subjectivité, le chercheur est en mesure de la contrôler.

analyses qualitatives s'intéressent au spécifique, comment peuvent-elles alors étendre leurs résultats dans le temps et dans l'espace ? S'il est vrai que ces approches ne sont en aucune manière fondées sur la représentativité au sens statistique du terme et qu'elles ne peuvent donc prétendre à l'extrapolation de leurs résultats, elles répondent pourtant à un procédé de généralisation spécifique. Le pouvoir de généralisation est induit par « *l'emboîtement et le recoupement d'observations scrupuleuses qui valident à la fois ces observations et le cadre théorique de leur interprétation* » (Winter [1984 : 21]). Par ailleurs, le passage du particulier au général peut également être pensé, dans le cadre d'une logique illustrative, par la technique de l'échantillonnage raisonné. Par exemple, il s'agit de constituer des groupes d'observation qui soient illustratifs ou caractéristiques des multiples situations de vie. Les cas singuliers analysés au cours d'une démarche qualitative ne sont pas seulement des expériences de vie irréductibles les unes aux autres ; ils sont révélateurs, exemplaires d'une démarche générale qui organise, par exemple sous forme d'une typologie, ces multiples situations de vie (Grenier-Torres [2003]).

Combiner quantitatif et qualitatif est donc particulièrement pertinent si on respecte non seulement la représentativité des approches quantitatives mais aussi le pouvoir de compréhension des approches qualitatives. Non seulement la combinaison des approches est possible mais elle semble nécessaire : le quantitatif permet de cerner les évolutions relatives, d'identifier les *relations stables entre la pauvreté ou les formes de pauvreté et un certain nombre de variables* (capital et accès aux infrastructures) mais la connaissance des mécanismes de la pauvreté ne peut se départir de la compréhension des logiques qui sous-tendent l'action (*analyse qualitative*).

II. LA COMBINAISON DES DEMARCHES QUALITATIVE ET QUANTITATIVE

Loin de rendre les deux approches imperméables l'une à l'autre, le fait qu'elles renvoient à deux domaines d'intelligibilité fonde leur complémentarité (Couty [1984]). Winter [1984 : 1] partage ce point de vue lorsqu'il signale que l'une et l'autre constituent des « *méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires* ». On note d'ailleurs, au sein de la communauté scientifique, la volonté d'opérer une synthèse entre analyses qualitative et quantitative.

Toutefois, pour mettre en œuvre des systèmes d'investigation prenant en compte simultanément des méthodes qualitative et quantitative, il est nécessaire, au préalable,

d'identifier les enjeux méthodologiques sous-jacents, afin de penser un appariement qui conserve à chacune son identité propre. C'est à cette condition que la combinaison entre approches qualitatives et approches quantitatives permettra d'enrichir et d'affiner notre compréhension et ainsi d'informer, de façon plus pertinente, les politiques de lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, les modalités de la combinaison entre les deux types d'analyses dépendent de l'objet de recherche, et donc de l'information nécessaire. La dernière partie présentera donc la méthodologie de recherche retenue, et notamment les modalités de combinaison entre approche qualitative et approche quantitative, dans le cadre de l'étude de la pauvreté et de ses dynamiques en milieu rural malgache.

1. Complémentarité opérationnelle, enjeux méthodologiques

Alors que les récents débats sur la combinaison des approches, menés essentiellement par les chercheurs anglo-saxons des deux traditions, recherchent des modalités de combinaison favorisant l'efficacité de la recherche, la tradition de recherche française, s'appuyant sur les notions de système d'investigation et de système d'information, pense l'articulation des approches par la prise en compte d'échelles d'observation et de l'interdisciplinarité. A l'origine de cette réflexion, on trouve le groupe d'Amélioration des Méthodes d'Investigation et de Recherche Appliquée au développement (AMIRA⁵⁰). Il a été créé en 1975, pour dépasser, entre autres, l'opposition entre les démarches qualitative et quantitative et en penser la complémentarité. Lors de la rédaction d'une des notes de synthèse, Winter [1984 : 19] précise l'enjeu essentiel de la combinaison des approches : « *Au-delà de l'opposition factice entre qualitatif et quantitatif, ayant écarté l'illusion d'un "compromis hybride" entre deux modes d'enquête hétérogènes, il s'agit de promouvoir des systèmes d'investigation dans lesquels chaque mode d'approche, chaque type d'investigation, garde sa spécificité mais valide l'autre*⁵¹ ».

⁵⁰ Le groupe AMIRA se définit comme un réseau informel dont l'objectif est « *promouvoir recherches et débats scientifiques interdisciplinaires et inter fonctionnels (praticiens, chercheurs, enseignants) pour améliorer les méthodes d'investigation en référence aux politiques de développement. Y participent des personnes de tous pays ayant des expériences personnelles de ces problèmes* » (extrait de la présentation du groupe AMIRA, disponible en page I de toutes les notes AMIRA).

⁵¹ La mise en exergue des termes par changement de typographie ou utilisation de guillemets suit les choix de l'auteur.

1.1. Complémentarité opérationnelle

Depuis quelques années, les échanges entre les chercheurs étudiant la pauvreté dans les deux traditions, quantitative et qualitative, se sont multipliés. Ils ont donné lieu à deux séminaires de recherche internationaux⁵² au cours desquels a été entérinée la reconnaissance de la complémentarité entre les deux approches (Kanbur [2001]). Par ailleurs, les modalités de combinaison ont été explorées, notamment par la présentation d'études mobilisant conjointement démarches qualitative et quantitative.

Plusieurs articles présentent une typologie des modes de combinaison entre approches qualitative et quantitative pour l'analyse de la pauvreté. Le premier d'entre eux, auquel il est largement fait référence dans la littérature, coécrit par Carvalho et White [1997], distingue les types de combinaison selon leur but. En premier lieu, les deux auteurs regroupent les études qui, selon eux, favorisent une meilleure identification et une meilleure mesure de la pauvreté : le recours à des techniques combinées permet la production de données plus pertinentes et plus riches. En second lieu, ils identifient un groupe d'études qui donnent une meilleure assise à l'action politique en synthétisant les résultats issus des deux démarches. En troisième lieu, ils rassemblent les études qui combinent les différentes méthodes dans un processus analytique pour une meilleure compréhension des mécanismes régissant le phénomène. Marsland *et al.* [2004] distinguent les études qui combinent les outils des deux approches (au sein du pôle technique), les études qui mettent en séquence les deux approches et les études qui mixent les deux approches. Ravallion [2002], quant à lui, s'en tient aux deux derniers types identifiés par Marsland *et al.* ; il parle de mixage séquentiel (« *sequential mixing* ») et de mixage simultané (« *simultaneous mixing* »).

Nous effectuerons une synthèse de ces présentations tout en gardant à l'esprit les quatre pôles du processus de recherche et les domaines d'intelligibilité respectifs des démarches qualitatives et quantitatives. Outre l'utilisation d'outils de recherche qualitatifs et quantitatifs au sein du seul pôle technique, qui a déjà été mise en évidence précédemment⁵³, on peut

⁵² Le premier de ces séminaires a eu lieu en 2001 (les actes du séminaire sont disponibles sur le site : <http://www.arts.cornell.edu/poverty/kanbur/QQZ.pdf>). Il a donné lieu à un bilan des forces et faiblesses des deux approches par un examen critique des tenants des analyses qualitatives et des analyses quantitatives. Le deuxième séminaire, tenu en 2004, a essentiellement eu pour objet la présentation d'études combinant les deux approches pour l'analyse de la pauvreté (les actes du colloque sont disponibles sur le site www.utoronto.ca/mcis/q2).

⁵³ Voir la section I.1.2.a, intitulée « Pratiques de recherche : variables qualitatives, données qualitatives, analyse qualitative ».

retenir trois modalités de combinaison des démarches qualitatives et quantitatives pour l'analyse de la pauvreté : la construction d'une information synthétique, l'intégration de la « voix des pauvres » dans un questionnaire fermé classique, la mise en séquence cohérente des deux démarches.

a- *Effectuer une synthèse des résultats pour guider l'action publique*

Partant du fait qu'on ne capte pas les mêmes informations en conduisant une analyse qualitative et une analyse quantitative, il s'agit d'enrichir les habituelles recommandations de politique de lutte contre la pauvreté en construisant une information synthétique à partir des résultats des études pourtant menées indépendamment. Traditionnellement, les choix des politiques de lutte contre la pauvreté se sont appuyés sur les analyses quantitatives : elles permettent d'identifier au sein de la population les personnes les plus démunies et procurent donc une information apte à mener des politiques ciblées sur ces dernières (prestations sociales, allocations entre autres). Elles permettent également d'identifier les caractéristiques associées positivement ou négativement à la pauvreté et donc de mener des politiques sectorielles (alphabétisation, politique de santé, etc.). Parallèlement, l'analyse qualitative, véhiculant la « voix des pauvres », explicite les réalités vécues de la pauvreté, précise les dimensions perçues de la pauvreté, ce que les habitants eux-mêmes identifient comme des manques à leurs conditions de vie. Cela conduit à élargir considérablement le champ d'action habituel des politiques de lutte contre la pauvreté.

A ce propos, Minvielle *et al.* [2005] construisent leur étude de la pauvreté au Sénégal à partir des « avis d'experts » d'une part, et des réalités vécues de la pauvreté d'autre part. Ils soulignent d'ailleurs en conclusion de l'ouvrage qu'« *au-delà de ces approches globales [pauvreté monétaire et mesures de la pauvreté humaine], de ces "avis d'experts", il s'avère particulièrement instructif de considérer les conditions de vie réelles des pauvres et les dynamiques locales de pauvreté. Difficultés de logement et de transport, insalubrité et dangerosité de l'environnement, insuffisance criante des infrastructures de santé et d'éducation dessinent les contours de cette spirale infernale de la pauvreté dans laquelle, malgré les améliorations toutes théoriques des indicateurs macro-économiques dont se félicitent chaudement les technocrates nationaux et internationaux, s'engloutissent de plus en plus d'exclus au Sénégal ainsi que nous avons pu l'analyser dans les régions de Dakar et Kaolack* » (Minvielle *et al.* [2005 : 264]).

Les Programmes Stratégiques de Réduction de la Pauvreté s'inscrivent également dans cette logique : depuis le début de la décennie, les recommandations de politique de croissance et de réduction de la pauvreté s'appuient sur les résultats d'études quantitatives mais aussi qualitatives.

Au-delà de la mise en parallèle des études qualitative et quantitative, on assiste à une recherche d'intégration des deux approches, essentiellement par la prise en compte de la « voix des pauvres » ou des perceptions subjectives de la pauvreté au sein des questionnaires ménages habituels.

b- Intégrer les deux types d'approches au sein d'une même étude

Pour Ravallion [2001], les études quantitatives peuvent être considérablement enrichies par l'extension à des aspects subjectifs de l'éventail des questions posées dans les enquêtes ménages. Il précise que cela permet de répondre, au moins partiellement, à deux problèmes majeurs que l'on retrouve dans les enquêtes conventionnelles, aussi bonnes soient-elles : le problème d'identification et le problème de référencement. Le premier recouvre les questionnements relatifs au poids que l'on doit accorder aux aspects du bien-être individuels qui ne sont pas révélés par le marché et ne peuvent donc être captés de façon monétaire. Il fournit un certain nombre d'exemples tels que l'impact de la taille et de la composition du ménage auquel l'individu appartient, l'impact des biens publics, de l'exclusion sociale ou encore celui de l'insécurité. Le deuxième problème renvoie à l'ancrage de la ligne de pauvreté : quel est le niveau de bien-être socialement partagé en deçà duquel un individu est considéré comme pauvre ?

En révélant les préférences et les perceptions des individus, des questions subjectives peuvent éclairer les analystes sur ces deux points. Plusieurs auteurs ont ainsi exploré les perceptions des individus tout en conservant la structure représentative des enquêtes-ménages. L'étude de Razafindrakoto et Roubaud [2001] offre une illustration de cette méthode. Les questions qualitatives, sous forme de sondage d'opinion, sont standardisées dans des modules greffés à un questionnaire quantitatif classique. Les individus sont amenés à se prononcer sur leur perception de la pauvreté (définition, causes, etc.), leurs difficultés et besoins, les bonnes politiques pour satisfaire leurs besoins et répondre à leurs attentes. En outre, des modules qualitatifs spécifiques viennent compléter ces trois volets en s'intéressant à l'environnement culturel, social et politique. Ainsi, pour chaque individu, sont recueillies des données objectives et quantitatives (niveau de revenu ou de consommation, conditions de logement) et

des données qualitatives. Ces dernières sont en outre quantifiables puisqu'on peut établir la proportion d'individus partageant la même opinion. Par ailleurs, les opinions des individus peuvent être analysées en fonctions de leurs caractéristiques ce qui donne la possibilité de comparer, par exemple, le point de vue des plus démunis à celui du reste de la population. Les études qualitatives du bien-être subjectif, présentées précédemment, s'inscrivent également dans la volonté d'explorer les perceptions des individus conjointement à une enquête conventionnelle.

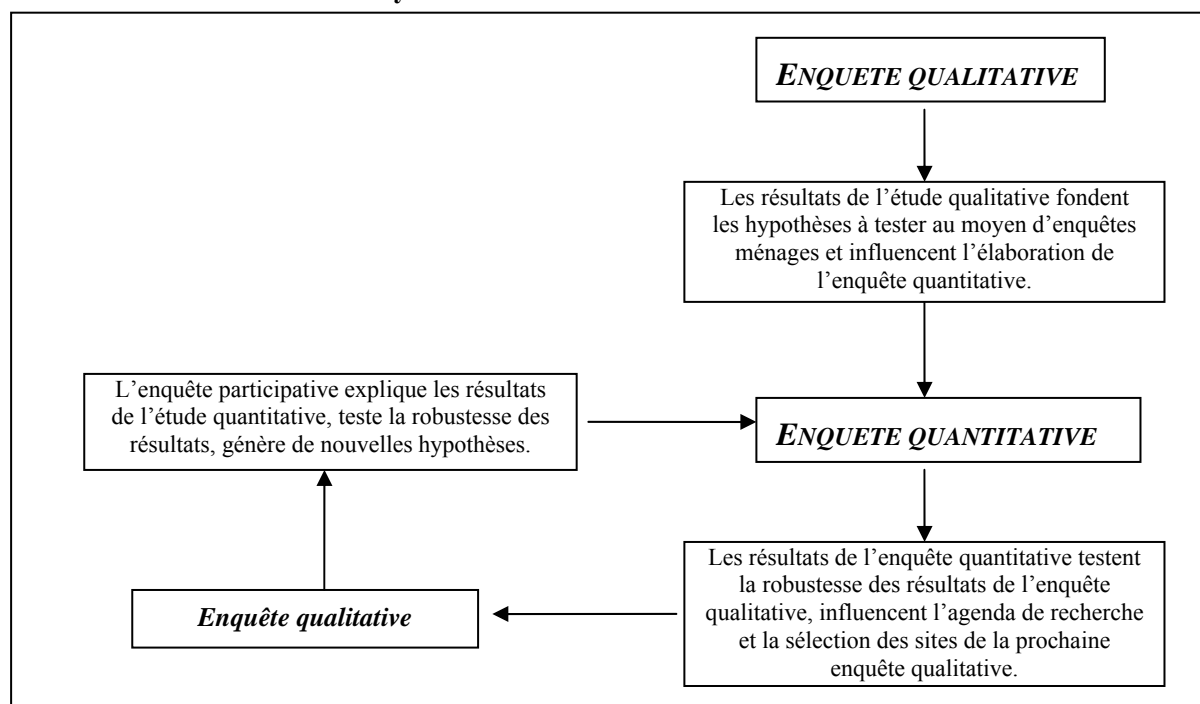
Pourtant, au sein de ces études, l'aspect qualitatif de la démarche est réduit à la portion congrue. Booth [2001] s'interroge sur les dangers inhérents à un mixage pur et simple des approches qui risque de travestir leurs soubassements méthodologiques respectifs et de limiter la portée de l'analyse. C'est pourquoi, la modalité de combinaison la plus développée relève d'une mise en séquence des deux démarches au sein du processus de recherche.

c- La mise en séquence des approches qualitative et quantitative

La complémentarité des domaines d'intelligibilité auxquels renvoient les deux approches est mobilisée pour guider et enrichir le processus de recherche. La démarche est alors séquentielle, les études qualitative et quantitative se succédant en un cycle (figure I.3) de façon à renforcer les concepts, les hypothèses et les résultats de la recherche.

Du point de vue de l'analyse, l'étude qualitative menée en préalable à une analyse quantitative inscrit les représentations sociales du phénomène dans le cadre conceptuel de la recherche. Elle participe, en conséquence, à la définition de variables pertinentes et d'hypothèses à tester, de stratifications adéquates ; elle guide donc l'élaboration du questionnaire. L'étude quantitative permet de confirmer ou d'infirmer certains des résultats, dans la mesure où ils sont traduisibles en hypothèses statistiquement réfutables. Ces derniers seront donc potentiellement extrapolables, l'étude quantitative étant menée sur des échantillons plus larges, parfois représentatifs. En aval de l'analyse quantitative, le qualitatif procure des possibilités d'interprétation plus riches en rendant les résultats signifiants. En effet, l'analyse qualitative établit des relations de causalité là où l'étude quantitative perçoit des corrélations ; elle peut participer à l'explication de résultats inattendus. Elle permet également de tester la pertinence des résultats et de préciser ou réorienter les hypothèses de recherche.

Figure I.3 **Combinaison d'études qualitatives et quantitatives
au cours d'un cycle de recherche**



Source : D'après Robb [1999 : 10]

Du point de vue des méthodes de recherche, il est intéressant de s'arrêter sur les questions relatives à la triangulation et à l'échantillonnage qui constituent l'interface entre études qualitative et quantitative. La triangulation des résultats des deux démarches participe à la scientificité de ce processus de recherche : elle peut mettre en évidence des tendances communes ou des divergences. Cependant, il faut manier la triangulation avec prudence puisque les deux démarches ne se situent pas dans le même champ d'intelligibilité. De plus, du point de vue des méthodes, et comme nous l'avons déjà noté, les résultats de l'analyse qualitative ne sont pas immédiatement transformables en variables statistiques. Par ailleurs, les résultats de l'analyse quantitative sont un guide efficace pour la détermination de l'échantillon d'observation de l'analyse qualitative. Dans certains cas, la constitution raisonnée de l'échantillon s'appuie sur une typologie formée par l'analyse quantitative ou sur les caractéristiques révélées par celles-ci. Cela permet de construire des échantillons équilibrés, tous les types étant représentés dans des proportions voisines, ou des échantillons ciblés, pour mettre l'accent sur un groupe particulier de la population, sur un mécanisme particulier.

En décryptant le séquençage et en s'interrogeant sur l'interface entre études qualitative et quantitative, nous voyons apparaître que, derrière le débat technique tel qu'il est proposé

par les auteurs anglo-saxons, se dessine, en filigrane, l'enjeu réel d'une démarche scientifique ayant la volonté de combiner une approche qualitative et une approche quantitative : on ne peut penser et produire une articulation cohérente des techniques sans construire un système d'investigation en relation étroite avec l'objet de la recherche.

1.2. Un système d'investigation cohérent

La notion de système d'investigation autorise à construire une combinaison des démarches qualitative et quantitative de telle façon que « *chaque type d'approche garde sa spécificité mais valide l'autre* » (Winter [1984 : 19]). Étroitement lié au système d'investigation, le système d'information est à la fois produit de la recherche et base de l'analyse. Nous présenterons ensuite un système d'information particulier, l'observatoire des sciences sociales puisqu'il sera par la suite mobilisé pour réaliser la présente étude.

a- *La notion de système d'investigation*

Un système d'investigation retrace le processus de recherche d'une étude particulière. Autrement dit, et pour reprendre la terminologie mobilisée dans la partie précédente, il reflète la façon dont une démarche de recherche répond de façon cohérente aux questions soulevées dans les quatre pôles du processus de recherche (pôle épistémologique, pôle théorique, pôle morphologique, pôle technique). Au sein d'un même système d'investigation, il n'est pas inhabituel de retrouver des disciplines de recherche différentes, œuvrant sur un même thème. Par ailleurs, le système d'investigation construit son propre système d'information, en combinant les échelles et les unités d'observation.

Les analyses régionales telles qu'elles ont été menées au Sénégal et en Côte d'Ivoire dans les années 1960 à 1980 par les chercheurs de l'ORSTOM (actuellement IRD) en sont un bon exemple. Elles « *font de l'analyse régionale beaucoup plus qu'une collection de recherches descriptives portant sur un même espace. Nous verrons que dans le cas sénégalais, cela a conduit à faire entrer les recherches des économistes dans un dispositif pluridisciplinaire fonctionnant à plusieurs échelles.* » (Couty et Lericollais [1982 : 11]). L'interdisciplinarité se caractérise par le fait que, sur un thème de recherche déterminé, chaque discipline formule ses propres questions de recherche et choisit son échelle pertinente d'observation. La recherche interdisciplinaire est cependant plus que la juxtaposition des questions de recherche : des questions spécifiques, des objets de recherche supplémentaires sont construits à l'interface des disciplines. Blanc-Pamard [2005 : 2] explicite ce que l'on

entend par les jeux d'échelle : « *C'est à la fois la transcription d'un espace sur une carte mais c'est aussi un niveau de prise en compte d'un phénomène* ». Cette question, à l'origine propre à la géographie, se pose lorsque l'on construit son information : à quelle échelle doit-on observer le phénomène? La réponse de Blanc-Pamard [2005 : 2] à cette question renvoie explicitement à la notion de système d'information : un seul niveau d'observation est insuffisant, il faut construire l'information et l'analyse en jouant sur le zoom. « *Je joue sur la mise en jeu d'échelles emboîtées que l'on resserre ou que l'on déploie selon les nécessités de l'explication pour restituer le tout à un niveau plus général* ».

Un système d'investigation est inévitablement amené à développer son propre système d'information, qu'il utilise des données et des informations déjà disponibles ou qu'il en produise lui-même certaines lorsque les données préexistantes sont fragmentaires, insuffisantes pour alimenter la recherche. « *Un système d'information résulte de la combinaison de différentes méthodes d'investigation, chacune cherchant à satisfaire un objectif particulier, appartenant à un domaine d'analyse précis, articulées dans le temps par la durée et dans l'espace par la représentativité* » (Dubois [1992 : 24]). En introduction du Cahier des Sciences Humaines consacré aux systèmes d'information, Minvielle [1996 : 735] précise la notion de système : elle « *se révèle sur différents plans : au plan interne par la combinaison d'approches multiples, au plan externe par l'intégration de plus en plus poussée entre offre et demande d'information, facilitée par la prise en considération de la durée, elle-même permise par la permanence de l'observation.* »

Dans le cadre du système d'investigation, l'interface entre approche qualitative et approche quantitative peut être pensée de façon souple, complémentaire et sans opposition factice, dans des voies similaires à la façon dont l'interdisciplinarité et les jeux d'échelles d'observation sont pris en compte.

b- Les Observatoires Ruraux de Madagascar : un système d'information

Le Réseau des Observatoires Ruraux (ROR) s'est mis en place en 1999 pour pallier le manque d'informations statistiques sur les campagnes malgaches. Il est une extension du projet pilote mené entre 1995 et 1999 sur 4 zones rurales (observatoires de Marovoay, d'Antsirabe, de Tuléar et d'Antalaha – figure I.5) dans le cadre du projet MADIO (Madagascar DIAL INSTAT ORSTOM). A l'heure actuelle, le Réseau des Observatoires Ruraux, géré par l'Unité de Politique de Développement Rural malgache (UPDR), a un

maillage territorial d'envergure : il permet la collecte des données dans quinze zones rurales⁵⁴. La carte des implantations pour l'année 2000 est présentée en figure I.4.

Les observatoires ruraux ont une problématique proprement économique, ciblée sur le monde rural ; cet outil est, en outre, essentiellement statistique. Il ne se substitue toutefois en aucune façon à une enquête agricole nationale mais lui est complémentaire, comme le met en évidence la présentation des méthodes retenues. Il se prête ainsi à l'analyse de thématiques de recherche qui échappent aux systèmes d'enquête plus conventionnels que sont les enquêtes agricoles mais aussi les enquêtes nationales sur la pauvreté (Enquêtes Prioritaires auprès des Ménages – EPM).

✦ L'emboîtement des échelles d'observation

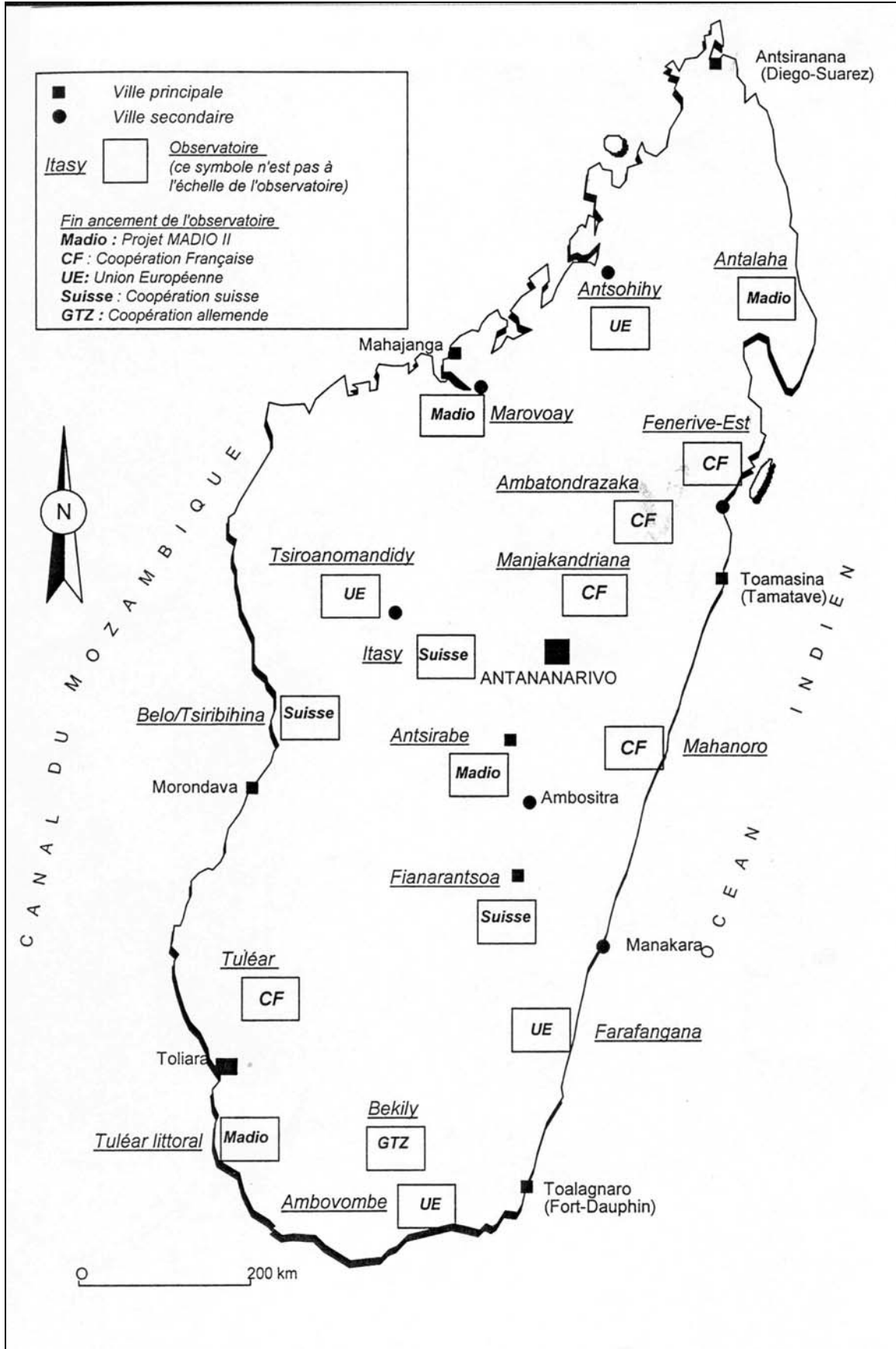
L'idée générale qui sous-tend le projet des observatoires ruraux est de proposer un système statistique apte à capter la diversité des problématiques de l'agriculture malgache (Droy et Dubois [2001]). En effet, « *Madagascar, par la diversité de ses reliefs et de ses climats, présente des situations agro-écologiques très variées. La répartition géographique de la population est aussi très inégale, ce qui conditionne des systèmes agricoles plus ou moins intensifs selon les régions. La prise en compte de cette diversité est indispensable pour la définition de politiques de développement rural adaptées* » (Droy, Ratovoarinony et Roubaud [2000 : 125-126]). Afin d'illustrer la variété des zones agro-climatiques malgaches et les conditions de vie contrastées des ménages ruraux, les enquêtes du ROR reposent sur un échantillonnage raisonné, étayé par une longue tradition de recherche.

Les lieux d'implantation des observatoires répondent à une problématique de recherche, qui fonde sa cohérence interne, mais que le découpage administratif du territoire⁵⁵ ne permet pas forcément d'illustrer. Chaque observatoire correspond, en effet, à une zone agro-climatique relativement homogène et à une problématique ciblée de compréhension des dynamiques économiques et sociales. Le choix des observatoires s'est attaché, d'une part, à illustrer des problématiques agro-climatiques et, d'autre part, à guider les politiques publiques en faisant le lien entre des problématiques macro ou méso-économiques et leurs conséquences

⁵⁴ Les implantations du réseau ont connu, depuis 1999, certaines variations. Après une phase d'extension jusqu'en 2000, année lors de laquelle le réseau comptait 20 observatoires, il s'est aujourd'hui stabilisé à 15 zones d'observation.

⁵⁵ Le niveau de la Province n'a par exemple pas beaucoup de sens autre qu'administratif : Madagascar est constitué de 6 provinces répondant chacune à des problématiques extrêmement diverses.

Figure I.4 Le Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar en 2000



Source : Droy, Ratovoarinony et Roubaud [2000 : 139]

sur les conditions de vie des ménages. L'observatoire de la vanille (observatoire d'Antalaha), par exemple, s'attache à analyser l'impact sur les producteurs de la libéralisation du commerce de la vanille.

Un observatoire est composé de quelques villages constituant les sites d'enquêtes. Le choix des sites a été fait de telle sorte qu'il soit possible d'agrèger les données au niveau de l'observatoire, même si les sites d'enquête, au sein de chaque observatoire, ont des caractéristiques propres. Par exemple, l'observatoire d'Antalaha est composé de quatre sites, sélectionnés pour refléter différents degrés d'enclavement et différentes qualités de la production de vanille. La question centrale est de déterminer à quel niveau on va accepter de traiter ensemble des choses différentes. On parle d'écarts acceptables et c'est le géographe qui est le mieux à même de penser l'homogénéité d'un territoire. Enfin, le ROR retient le ménage comme unité statistique de base (plus ou moins 500 ménages par observatoire sont annuellement enquêtés)⁵⁶.

Par ailleurs, une méthodologie commune fonde l'homogénéité de l'enquête : sur tous les observatoires, les questionnaires de l'enquête ménage sont identiques, le système d'information est en outre complété par une enquête communautaire pour chaque site (information au niveau méso-économique sur un certain nombre de structures telles que les écoles, les centres de santé, les marchés) et des relevés de prix mensuels pour suivre l'évolution des prix aux consommateurs (les prix aux producteurs pouvant être estimés directement à partir des enquêtes exploitation jointes aux enquêtes ménage).

Les caractéristiques de l'enquête du ROR que sont la production d'une information illustrative, une enquête à passages répétés, le ménage comme unité statistique de référence, en font une source d'information complémentaire à l'information produite par les enquêtes nationales.

➤ **Les voies de la complémentarité
entre le ROR et les enquêtes menées à l'échelon national**

L'information produite permet, contrairement aux enquêtes agricoles habituelles, d'analyser, notamment, les stratégies des ménages, les conditions de vie et la pauvreté, la pluriactivité rurale. En outre, à la différence d'enquêtes représentatives au niveau national (enquêtes agricoles et EPM), elle autorise l'analyse de problématiques, qui, si elles sont

⁵⁶ L'échantillon est composé soit de la population totale du site d'enquête, soit des ménages sélectionnés par tirage aléatoire simple, après dénombrement exhaustif des ménages.

essentielles au niveau de l'île, ne concernent qu'un nombre réduit de ménages producteurs. Enfin, la structure de panel de l'enquête, qui se traduit par une observation dans la durée (10 ans pour les observatoires « historiques »), est un atout majeur du ROR.

Le fait que le ménage plutôt que l'exploitation soit l'unité d'observation des enquêtes du ROR donne la possibilité de traiter des questions inaccessibles aux enquêtes agricoles classiques. Il en est ainsi de l'analyse de la pauvreté : la plupart des outils d'analyse de la pauvreté retiennent le ménage comme unité statistique. L'analyse de la pluriactivité rurale nécessite également que l'on puisse percevoir l'ensemble des activités du ménage et non pas seulement ses activités agricoles.

Par ailleurs, les enquêtes nationales sur la pauvreté (EPM) menées à Madagascar ne permettent pas de descendre en dessous de la région administrative ; elles ne permettent pas non plus d'aller plus loin que le clivage rural/urbain. La diversité des climats, des systèmes agraires et du peuplement des campagnes malgaches implique pourtant des questionnements socio-économiques spécifiques qui méritent un traitement propre, apte à comprendre les mécanismes de la pauvreté qui s'y nouent. Certaines de ces problématiques ne peuvent être traitées sur la base des informations produites par une enquête représentative au niveau national. Par exemple, la problématique de la vanille, essentielle dans le système productif et économique de la côte est, ne concerne finalement qu'un nombre relativement réduit d'exploitants⁵⁷ qui sont donc « dilués » dans un échantillon représentatif au niveau national.

Comme le souligne Minvielle [1996], la durée est le critère premier des observatoires. Le principe d'enquêtes à passages répétés constitue un atout indéniable du Réseau des Observatoires Ruraux : la rareté de données de panel est suffisamment saillante dans les pays du Sud pour que cette richesse d'information soit soulignée. L'enquête du ROR est la seule enquête rurale de ce type disponible à Madagascar. La structure de panel des données procure la possibilité d'analyser les dynamiques de pauvreté non plus seulement sur la base de comparaisons intertemporelles de données transversales, mais en suivant le parcours des ménages tout au long de la période d'observation.

Les Observatoires Ruraux de Madagascar constituent l'outil central sur lequel s'appuie la présente recherche. En eux-mêmes, ils forment déjà un système d'information d'une grande richesse qui sera complété, pour les besoins de l'analyse et de la méthode retenue, par des enquêtes complémentaires ponctuelles de type qualitatif.

⁵⁷ Ils représentent 1 à 2% des producteurs agricoles malgaches (Droy, Ratovoarinony et Roubaud [2000 : 134])

2. Les fondements d'une démarche illustrative et comparative : une méthodologie pour l'analyse des dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache

La méthodologie retenue s'articule sur la problématique de recherche tout en tenant compte des caractéristiques de l'outil statistique utilisé, le Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar. La forme des données statistiques implique une démarche illustrative, menée au niveau méso-économique. Il sera pourtant montré que des questionnements dépassant l'aire géographique des observatoires sélectionnés peuvent être pris en compte, même si la référence au contexte local est essentielle pour l'analyse (première section). Notamment, l'adoption d'une démarche comparative entre les aires géographiques retenues peut faire apparaître des tendances communes au-delà des spécificités locales. Ainsi, le pouvoir de généralisation de cet outil statistique, bien que ne reposant pas sur l'extrapolation statistique pure, n'est pas nul (deuxième section). Enfin, la combinaison des approches qualitatives et quantitatives approfondit la logique illustrative de la démarche tout en élargissant le champ d'information habituellement utilisé pour les analyses dynamiques de la pauvreté (troisième section).

2.1. Une démarche illustrative

Alors que les campagnes malgaches concentrent 80% de la population de l'île, elles sont exclues de la phase d'embellie économique que connaît Madagascar depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. La croissance est principalement tirée par les zones franches urbaines (installées en quasi-totalité à Antananarivo) et les conditions de transmission aux zones rurales ne semblent pas remplies. On assiste en effet à l'accroissement des inégalités entre milieux urbains et ruraux sur la récente période (Banque Mondiale [2005]). L'analyse de la pauvreté rurale sur la période 1998-2002, de ses évolutions et de ses mécanismes a pour objet de participer à la compréhension des facteurs de blocage.

Dans un premier temps il a été envisagé de choisir des observatoires relativement homogènes en termes de conditions agro-climatiques, de spécialisation économique et de formes d'organisations productives mais caractérisés par une intensité différenciée de liens avec la capitale de façon à expliciter les mécanismes de transmission. Pour des raisons de disponibilité des données, cette démarche n'a pu être mise en œuvre. Les deux observatoires finalement retenus pour l'analyse, l'observatoire du Vakinankaratra et l'observatoire du

périmètre irrigué de Marovoay, illustrent des logiques assez nettement différenciées, aptes à mettre en évidence l'importance relative du contexte local et du contexte macro-économique national dans l'explication des évolutions de pauvreté au tournant du vingt-et-unième siècle.

a- Analyse de la pauvreté en milieu rural

Dans un premier temps, deux zones d'observation ont été sélectionnés afin de tester l'impact de l'intensité des liens entre milieu rural et milieu urbain dans l'évolution de la pauvreté rurale. Il semblait essentiel de retenir des observatoires aux caractéristiques voisines ; le choix s'est donc porté sur des sites appartenant à un espace géographique relativement homogène, celui des Hautes Terres de Madagascar. Les deux premiers observatoires sélectionnés, celui de Manjakandriana et celui d'Antsirabe, sont, de plus, caractérisés par le fait que la forme d'organisation productive type est la petite polyculture familiale. Ils ont cependant des degrés divers d'éloignement à la capitale (voir figure I.4), ce qui permet de mettre en lumière l'impact de liens plus ou moins intenses entre milieux rural et urbain sur les opportunités des ménages, leurs conditions de vie et les stratégies qu'ils mettent en place. Lors d'une première mission, au printemps 2003, j'ai donc réalisé des entretiens semi-dirigés sur ces deux zones⁵⁸.

Pour des raisons de disponibilité des données, il n'a pourtant pas été possible de retenir l'un de ces observatoires. Les méthodes d'analyses quantitatives mobilisées pour observer les dynamiques de pauvreté nécessitent, en effet, l'utilisation de données de panel sur une période suffisamment longue. L'observatoire de Manjakandriana, créé en 1999, ne semblait pas fournir un recul suffisant. Par ailleurs, la pérennité des observatoires ruraux de Madagascar tient en grande partie à leur gestion en partie « décentralisée » : différents bailleurs assurent le financement (voir figure I.4), et, parfois, la mise en œuvre pratique de l'enquête. Si le protocole de recherche est identique pour tous les observatoires, il peut arriver, lors d'évolutions du protocole, que tous les observatoires ne soient pas immédiatement au diapason. Par exemple, la collecte systématique des prix à la consommation a été explicitement introduite dès 1999 dans le protocole commun d'enquête du réseau ; l'équipe travaillant sur l'observatoire de Manjakandriana, pour des raisons techniques, n'a pourtant pu produire ces données qu'à partir de l'année 2000, ce qui rend impossible l'évaluation de la

⁵⁸ La méthodologie d'enquête est exposée dans le chapitre 2.

ligne de pauvreté monétaire et les comparaisons intertemporelles des données monétaires produites pour 1999 avec celles produites pour les autres années⁵⁹.

Il semblait pourtant essentiel de travailler avec plus d'un observatoire de façon à produire une analyse comparative. A cette fin, l'observatoire de Marovoay, deuxième périmètre irrigué de Madagascar par la superficie, a été retenu. La modification de la zone d'étude a induit une réorientation partielle de la problématique de recherche. Plutôt que de retenir la distance à la capitale comme unique levier de compréhension des divergences entre zones rurales, ce sont les questions relatives à l'orientation économique des régions, en lien avec leurs spécificités géographiques (climat, relief) qui deviennent centrales.

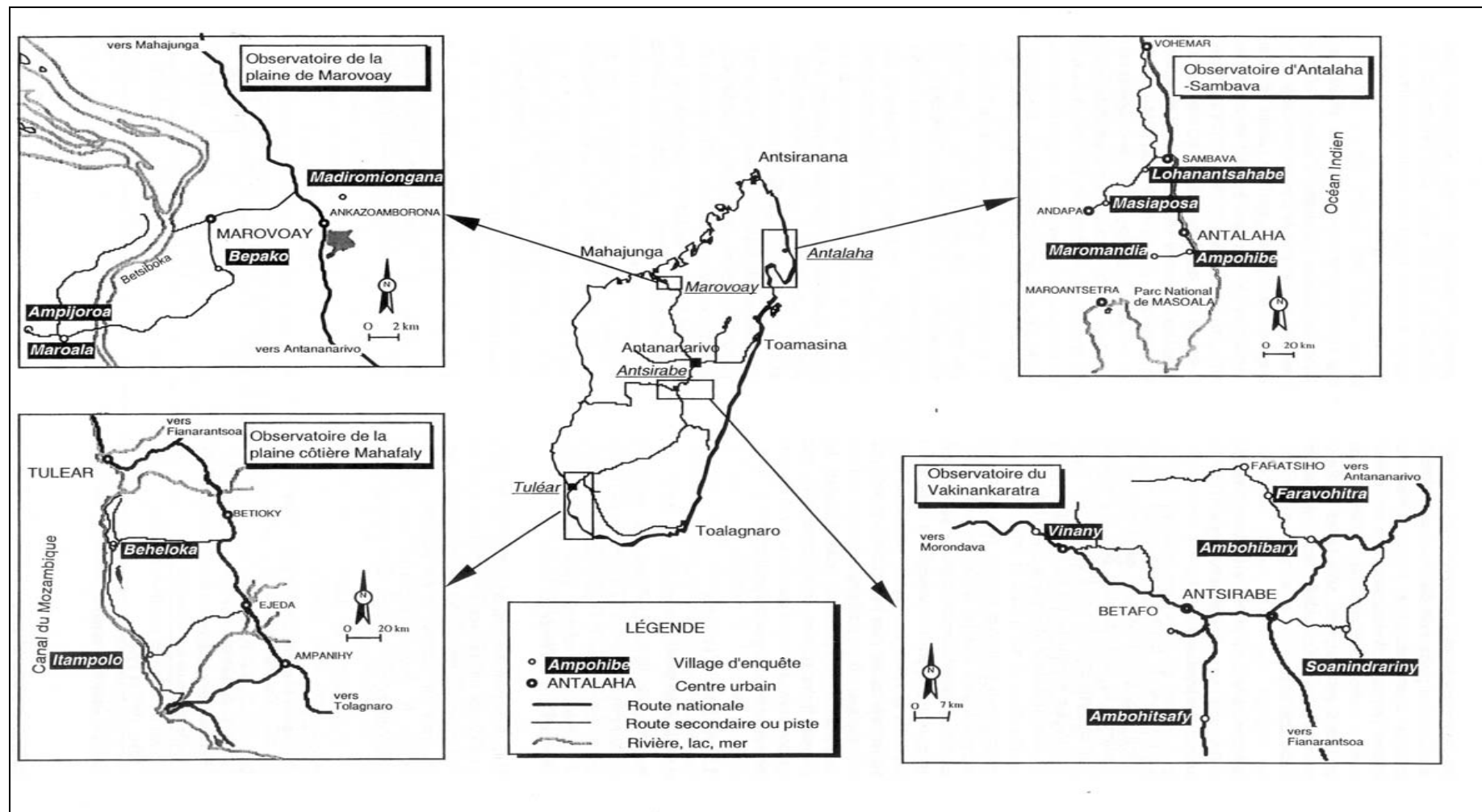
b- L'influence des contextes locaux et nationaux sur les dynamiques et les processus de pauvreté

Il y a un double intérêt à opter pour une analyse localisée des dynamiques de pauvreté et du processus de la pauvreté. D'une part, on introduit ainsi le questionnement relatif à l'influence des aspects contextuels nationaux et locaux sur les évolutions temporelles de la pauvreté. D'autre part, l'analyse de la décomposition de la pauvreté en pauvreté chronique, ou de long terme, et transitoire, ou de court terme, est enrichie par la prise en compte des structures locales. En outre, cela permet de préciser en quoi la structure économique et sociale des zones d'étude influe sur les opportunités des ménages et explicite donc le rôle des aspects structurels locaux dans le processus de pauvreté.

Les évolutions temporelles de la pauvreté peuvent être le fait de deux types d'aspects conjoncturels : les évolutions macro-économiques ou les chocs locaux. L'analyse des évolutions de pauvreté en regard des contextes sociaux-économiques des deux zones géographiques donne la possibilité de mettre en évidence l'influence des aspects conjoncturels locaux et d'établir s'ils sont prépondérants. Cela donnera en outre une indication sur la sensibilité des zones d'observation aux fluctuations de l'économie nationale.

⁵⁹ J'y ai réalisé une série de 18 entretiens en mai 2005. Cette deuxième étude qualitative, mise en œuvre avec plus de recul, a permis d'affiner la méthodologie initiale. Outre le fait que la grille d'entretien a été réorientée d'après les aspects émergents de l'analyse des dynamiques de la pauvreté (troisième chapitre), la logique illustrative de la démarche a été explicitement mise en œuvre (les personnes qui ont fait l'objet d'un entretien ont été choisies d'après leur caractéristiques socio-économiques pour illustrer la typologie des formes de pauvreté établie sur la base de l'analyse quantitative).

Figure I.5 Les observatoires de Marovoay et d'Antsirabe, parmi les quatre observatoires « historiques » du ROR



Source : Droy, Ratovoarinony et Roubaud [2000 : 127]

Par ailleurs, la prise en compte des aspects structurels locaux fournit des éléments de compréhension de la composante chronique de la pauvreté. Le suivi des ménages dans le temps et l'observation de leur trajectoire de pauvreté précisent, en effet, les formes de pauvreté, en distinguant la pauvreté chronique de la pauvreté transitoire. La première est généralement analysée comme la résultante d'aspects structurels, tant dans les dotations des ménages que dans les opportunités dont ils disposent. En outre, cette analyse sera prolongée par l'analyse, au niveau des ménages, des processus de pauvreté. Le recours à une analyse contextuelle locale peut nous permettre de souligner en quoi l'histoire et l'organisation des zones géographiques influence les formes d'organisation productives et les stratégies des ménages. Pour identifier les opportunités réelles des ménages et donc leurs conditions d'accès aux moyens nécessaires pour construire leurs moyens d'existence, il est nécessaire de présenter le contexte local des observatoires. La compréhension des évolutions de la pauvreté et du processus de la pauvreté, passe donc par la mise en évidence des logiques contextuelles et structurelles des territoires sur lesquels porte l'étude.

La production d'une analyse localisée est essentielle pour guider les politiques de réduction de la pauvreté à l'heure de la décentralisation partielle des politiques de développement. L'analyse tendra cependant à dépasser l'échelle d'observation locale en optant pour une démarche comparative qui permet de poser la question de l'uniformité de ces mécanismes sur les zones rurales retenues.

2.2. Une analyse contextuelle et comparative

La structure de l'enquête dont sont issues les données implique une analyse contextuelle au niveau local ; l'évolution de la pauvreté dans le temps et le processus de pauvreté sont en effet tributaires, du moins en partie, des spécificités locales. Par ailleurs, les organisations productives des deux zones, dont l'analyse permet de mieux comprendre le processus de pauvreté, sont la résultante d'adaptations au territoire, de ses caractéristiques topographiques, socio-économiques et de son histoire. Il est donc crucial d'enraciner l'analyse des dynamiques et processus de pauvreté dans le contexte des Hautes Terres malgaches (observatoire d'Antsirabe) d'une part, et du périmètre rizicole de la Basse Betsiboka (observatoire de Marovoay) d'autre part. Ce détour indispensable est fondateur d'une analyse comparée.

a- *Les contextes de l'étude*

Les deux zones rurales étudiées (figure I.5) sont relativement prospères mais compte tenu de dissemblances notables entre les territoires du Vakinankaratra et des grands périmètres rizicoles de Marovoay, il n'est pas étonnant que les organisations productives soient différenciées d'un observatoire à l'autre. La petite exploitation familiale des Hautes Terres, largement tournée vers l'agriculture de subsistance, s'oppose à la petite agriculture commerciale développée dans la plaine de la basse Betsiboka.

La topographie des Hautes Terres, au relief accidenté, et la densité de sa population impliquent une superficie moyenne des parcelles relativement réduite (tableau I.1). Les superficies exploitables disponibles par ménage sont donc non seulement plus étroites mais leur mise en valeur est également plus ardue que dans les plaines de la basse Betsiboka. Par ailleurs, l'organisation des cultures est plus faiblement créatrice de revenus : l'exploitation du riz est moins rentable en raison de conditions climatiques peu propices et la riziculture intensive pratiquées sur des terrasses irriguées laisse peu de temps pour pratiquer d'autres cultures. La culture du riz reste pourtant nécessaire : pour faire face à la volatilité importante du prix du riz, les ménages recherchent l'autosuffisance rizicole.

La donne est différente sur la zone de Marovoay. Les caractéristiques climatiques et topographiques propices (vastes plaines inondées et donc fertilisées annuellement par les crues de la Betsiboka, peu d'accidents climatiques) expliquent que la spécialisation rizicole y soit fortement marquée depuis la colonisation ; elle a été renforcée par la politique Étatique de développement des greniers à riz (Alaotra et Marovoay) et perdure aujourd'hui malgré la transformation profonde dans la gestion des périmètres.

Cependant, les espaces ruraux considérés ici sont loin d'être figés et repliés sur eux-mêmes. S'il est vrai que certains lieux d'enquête sont très enclavés, on n'observe pas de situation d'autarcie et l'apparition de débouchés pour de nouveaux produits a des répercussions marquées sur l'organisation du temps de travail et sur la gestion des parcelles. Le choix des spécialisations, influencées par l'histoire et le terroir, dépend également des débouchés possibles. Au cours des années 1980, le développement du maraîchage et de la production de produits laitiers dans la zone du Vakinankaratra (Ramamonjisoa [1994]) ou de la pêche dans le Boina (Rabearimanama [1994]) répond à une demande urbaine croissante pour ce type de produits. Comme le soulignent Pelissier et Sautter dans la préface des

Tableau I.1: Caractéristiques productives des observatoires de Marovoay et d'Antsirabe

	1998	1999	2000	2001	2002
Superficie moyenne des rizières (ares)					
<i>Antsirabe</i>	51,7	49,9	53,4	45,3	54,7
<i>Marovoay</i>	194,1	201,3	210,7	215,4	199,1
Classes superficie rizicole(%)					
<i>Antsirabe</i>					
Moins de 25 ares	34,1	33,5	34,5	41,0	30,0
Entre 25 et 50 ares	29,0	33,7	32,9	31,7	35,0
Entre 50 et 100 ares	25,1	21,7	20,3	18,4	22,2
Entre 100 et 200 ares	9,8	9,6	9,0	7,1	9,5
Plus de 200 ares	1,9	1,5	3,2	1,7	3,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>Marovoay</i>					
Moins de 50 ares	8,4	7,1	7,7	8,0	11,2
Entre 50 et 100 ares	21,3	19,4	19,4	21,1	21,7
Entre 100 et 200 ares	33,1	36,5	38,1	37,8	39,0
Entre 200 et 350 ares	18,5	17,5	16,8	16,9	15,9
Plus de 350 ares	18,5	19,4	18,0	16,2	12,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Part moyenne dans la production agricole totale¹					
<i>Antsirabe</i>					
Riz	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
Autre cultures	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Élevage et sous-produits de l'élevage	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
<i>Marovoay</i>					
Riz	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6
Autre cultures	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2
Élevage et sous-produits de l'élevage	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Total	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Part du revenu de l'exploitation dans le revenu disponible²					
<i>Antsirabe</i>	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
<i>Marovoay</i>	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5

Notes: (1) Données en valeur; (2) Le revenu d'exploitation correspond à la valeur monétaire de la production déduction faite des consommations intermédiaires et du coût salarial (voir, dans le chapitre 2, le tableau de méthodologie de calcul des indicateurs de revenu et de dépense).

Source : A partir des données des observatoires ruraux de Madagascar.

Paysanneries malgaches dans la crise (Pélissier et Sautter [1994]), les pyasans font preuve d'un grand dynamisme et recherchent de solutions innovantes pour faire face aux difficultés. Les individus multiplient les activités tant dans le secteur agricole que dans le secteur non agricole.

La place des revenus complémentaires provenant d'activités pratiquées à l'extérieur de l'exploitation a une importance majeure dans le revenu des ménages⁶⁰. A Antsirabe, les revenus hors exploitation représentent entre le tiers et le quart du revenu de ménage. A Marovoay, contrairement à ce que l'on attendait étant donnée la spécialisation rizicole massive de cette zone, ils représentent jusqu'à la moitié du revenu et cette proportion augmente tout au long de la période d'observation. Comme cela a déjà été souligné précédemment, le temps nécessaire à l'exploitation des rizières sur les Hautes Terres réduit le temps disponible pour des activités complémentaires⁶¹. Par ailleurs, les opportunités d'emplois y sont plus réduites et les salaires moins élevés. L'écart entre le revenu disponible brut moyen sur les observatoires d'Antsirabe et de Marovoay s'explique d'ailleurs principalement par le revenu hors exploitation agricole.

Chacun des deux observatoires retenus pour l'analyse est caractérisé par des spécificités en termes de structure d'exploitation (taille, spécialisation agricole) et, plus largement, en termes d'organisation économique. On s'attend ainsi à des différences notables dans l'évolution temporelle de la pauvreté sur les observatoires d'Antsirabe et de Marovoay. Les aspects structurels diffèrent largement et offrent des prises différenciées aux chocs conjoncturels.

b- La démarche comparative

Comme nous l'avons souligné précédemment, la construction méthodologique des observatoires ruraux s'est nourrie de l'interdisciplinarité, en combinant les compétences de géographes et d'économistes et en s'appuyant sur l'important corpus des travaux de différentes disciplines (économie, sociologie, anthropologie, géographie) menés à Madagascar, en partie par les chercheurs de l'Institut de Recherche pour le Développement

⁶⁰ La méthodologie de calcul du revenu est présentée en détail dans le chapitre 2. Le revenu est, en effet, un des indicateurs de bien-être économique potentiellement retenu pour mesurer la pauvreté monétaire objective. La présentation de cet indicateur sera effectuée en même temps que la discussion sur les mesures de la pauvreté.

⁶¹ Cependant, la contrainte de temps amène les exploitants à faire des arbitrages entre l'activité rizicole et les autres activités. Lorsque la rémunération attendue de la riziculture est faible relativement à celle d'autres activités, les exploitants ne donnent pas systématiquement la priorité à l'exploitation rizicole.

(IRD, ex-ORSTOM), depuis la fin des années soixante. La logique raisonnée de sélection des sites d'observation s'appuie, en effet, sur une analyse géographique visant à formuler des questionnements de recherche en lien avec un espace d'observation. L'économiste qui mobilise les données produites par ce système d'information ne peut pourtant pas négliger ces aspects de méthode qui sont essentiels pour comprendre la portée des résultats et pour conduire une analyse cohérente et scientifiquement valide. On pourrait, par exemple, être tenté d'utiliser les observatoires comme une enquête nationale, en agrégeant les données. Cependant, le choix des observatoires en lui-même reposant sur une logique illustrative, on en arriverait ainsi à noyer dans les résultats globaux des tendances fortes localement.

La connaissance des caractéristiques des sites et des problématiques illustrées par chacun de ceux-ci aide à trancher et à faire des choix cohérents quant au niveau d'agrégation des données qui doit être privilégié. Certains aspects particuliers de la recherche peuvent en effet être traités de façon pertinente en agrégeant les données de tous les observatoires ; il en va ainsi de la création de typologies. Par exemple, lorsque Louis Bockel [2003] crée une typologie des exploitations rizicoles à l'échelle nationale, il semble pertinent de joindre les données de tous les observatoires. Il est possible par la suite, qu'au sein de la typologie, on retrouve une correspondance entre un type d'exploitation et une zone d'observation s'il s'avère qu'un type d'exploitation est tout à fait spécifique à une région. En ce qui concerne l'analyse de la pauvreté, il est difficile de présupposer d'un niveau d'agrégation *a priori* pertinent. Compte tenu de la structure des données, il semble tout de même préférable de les traiter au niveau de l'observatoire⁶².

Au-delà de ces aspects techniques, l'analyse comparée des dynamiques et processus de pauvreté mis en évidence sur les deux zones, en identifiant les tendances spécifiques d'une part et les points de ressemblance d'autre part, est à la base d'une recherche de généralisation de certains résultats. Si l'analyse amène à repérer des tendances similaires dans des contextes pourtant divergents, on peut penser que ces tendances dépassent l'aire géographique couverte par chaque observatoire.

⁶² Par la suite, des tests économétriques seront mobilisés pour guider les choix relatifs au niveau d'agrégation. Les tests de stabilité structurelle comparent les résultats d'une modélisation contrainte (les coefficients sont identiques quelle que soit la zone d'analyse) à une modélisation non contrainte (on autorise la variation des coefficients selon les zones). Ils fournissent une mesure de la ressemblance ou de la dissemblance structurelle de modélisations produites sur des aires géographiques (ou des périodes temporelles, ou des groupes sociaux) différentes. Il s'agit essentiellement du test de Chow pour les modèles économétriques dont la variable endogène est quantitative et du test du rapport de vraisemblance lorsque la variable endogène est qualitative.

Par ailleurs, l'analyse est caractérisée par l'approfondissement de la démarche illustrative. Cela se traduit par le recours à des techniques qualitatives, adaptées à la prise en compte des représentations locales de la pauvreté, puis ciblées sur quelques ménages illustratifs des formes de pauvreté identifiées (chronique, transitoire).

2.3. Une combinaison réfléchie des deux modes d'investigation

Les modalités d'appariement et de combinaison des études qualitative et quantitative retenues pour cette recherche sont présentées, sans pour autant entrer de façon précise dans les détails techniques et méthodologiques de l'étude qui seront développés ultérieurement⁶³. La figure I.6 explicite graphiquement la mise en relation des approches qualitative et quantitative telle qu'elle a été retenue pour mener la recherche⁶⁴.

a- Enrichissement du système d'information : les enquêtes qualitatives

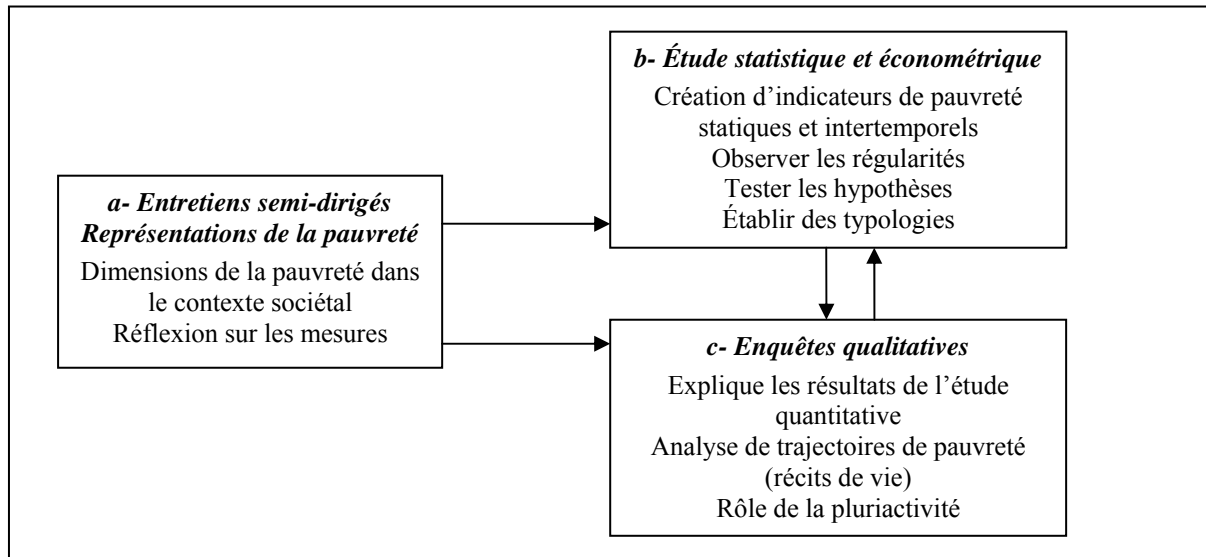
La première série d'études qualitatives, menée au printemps 2003, comporte deux objectifs. Une place centrale est accordée au recueil des représentations locales de la pauvreté. L'idée sous-jacente est de mettre en résonance les résultats de l'analyse de ces représentations avec les indicateurs monétaires de pauvreté⁶⁵. Par ailleurs, la notion de risque et les modalités de gestion des crises, mais aussi la notion de projet de vie, posent les bases d'une première incursion dans l'analyse des trajectoires de pauvreté et suggèrent des pistes de recherche pour l'analyse quantitative. Afin d'approfondir l'étude des trajectoires de pauvreté, une deuxième série d'entretiens semi-dirigés a été réalisée en mai 2005. Les thématiques de la grille d'entretien ont été réorientées en fonction des résultats de la première étude qualitative et ceux de l'analyse quantitative. Il s'agissait, notamment, d'observer les éléments explicatifs de dynamiques de pauvreté préalablement établies.

⁶³ Les résultats concernant les représentations de la pauvreté et leur technique de production sont présentés dans le chapitre 2. La deuxième étude qualitative est développée au cours du chapitre 4.

⁶⁴ Il faut cependant se garder de toute lecture linéaire, mécanique et figée de ce diagramme puisque il y a interaction permanente entre les différentes étapes et les différents outils de la recherche.

⁶⁵ Ces aspects seront développés dans les chapitres 2 et 4.

Figure I.6 **Combinaison d'études qualitatives et quantitatives pour l'étude des dynamiques de pauvreté à Madagascar**



Source : Auteur

b- Approfondissement de la démarche illustrative

Lors de cette deuxième étude qualitative, la méthode d'échantillonnage s'est expressément appuyée sur la typologie des formes de pauvreté et de pluriactivité réalisée sur la base du traitement quantitatif des données du ROR. Quelques ménages appartenant à chacun de ces groupes ont fait l'objet d'entretiens approfondis (entretiens semi-dirigés). Cela correspond à un approfondissement de la démarche illustrative déjà à la base de la méthodologie des observatoires ruraux. Les enquêtes qualitatives n'ont en aucune façon la prétention d'être statistiquement représentatives ; elles enrichissent pourtant considérablement l'analyse des dynamiques de pauvreté. L'analyse globale des entretiens rend possible, comme cela a déjà été souligné, la perception des relations de causalité là où l'analyse statistique et économétrique ne fait apparaître que des corrélations et l'enrichissement du champ d'informations en incorporant des données non mesurables ou non envisagées au moment de la réalisation de l'enquête statistique. Elle éclaire les dynamiques individuelles en termes de bien-être à partir des perceptions des individus et de leur gestion des chocs externes (soudure, crise politico-économique de 2002). Elle permet finalement de découvrir, derrière les catégories statistiques, des acteurs, c'est-à-dire des sujets possédant des ressources, capables d'initiatives, de projets, de stratégies (Groulx [1997 : 62]).

CONCLUSION

En raison de l'extension du champ thématique de la pauvreté, la recherche de modalités pertinentes de combinaison entre les méthodes qualitative et quantitative devient un enjeu analytique d'importance. Certes, les deux traditions de recherche renvoient à des orientations différentes en ce qui concerne la façon d'appréhender le réel et les moyens de la modéliser. Elles sont, toutefois, loin d'être irréconciliables. Au contraire, leur inscription dans deux domaines d'intelligibilité fonde leur complémentarité. L'élaboration de modalités opérationnelles pour leur combinaison ne peut cependant pas se passer de l'examen parcimonieux des spécificités de chacune, afin de permettre l'expression de leurs richesses analytiques propres.

Le système d'information construit au sein du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar offre un cadre expérimental privilégié. Le ROR est, en effet, par lui-même, une synthèse de la logique illustrative, habituellement caractéristique des méthodes qualitatives, et de la logique représentative, couramment associée aux méthodes quantitatives. Par un jeu de zoom, l'emboîtement des échelles d'observation permet une articulation en souplesse. En outre, le recours à une démarche comparative entre les observatoires offre une alternative à la traditionnelle logique de représentativité nationale retenue par la plupart des enquêtes sur la pauvreté.

L'extension thématique du champ d'analyse de la pauvreté, s'est traduite par un besoin informationnel relevant tant du domaine quantitatif que du domaine qualitatif. Si, à l'heure actuelle, ces champs de recherche restent encore relativement cloisonnés, le dialogue conceptuel se précise et s'enrichit. Quels sont les termes de ce dialogue conceptuel ?

Chapitre

2

REPRESENTATIONS ET MESURES

DE LA PAUVRETE :

L'INSTAURATION D'UN DIALOGUE CONCEPTUEL

La combinaison qualitatif/quantitatif cherche à intégrer au concept de pauvreté des éléments sociétaux de façon à dépasser une définition purement substantialiste, visant à définir la pauvreté en soi (Paugam [2005]). Plus précisément, l'objectif est d'affiner le concept de pauvreté en mobilisant la richesse d'informations obtenues par une analyse qualitative du sens donné à ce phénomène dans une société donnée (démarche compréhensive). La combinaison des méthodes peut passer par deux orientations méthodologiques distinctes. D'une part, par la mise en séquences des études, le qualitatif, en tant qu'étude exploratoire, permet d'enrichir le concept de pauvreté, de définir ses dimensions de façon contextuelle. L'analyse quantitative, menée ensuite, intègre les résultats de l'analyse qualitative, notamment dans la construction d'un indicateur de pauvreté. D'autre part, l'analyse qualitative des représentations sociales fournit des éléments de compréhension nécessaires à l'étude du processus de pauvreté, c'est-à-dire l'ensemble de mécanismes qui se cumulent pour produire des situations de pauvreté durables. L'analyse qualitative permet d'identifier les institutions formelles et informelles qui influent sur le processus. Elle permet également d'établir des relations de cause à effet lorsque le quantitatif ne peut dépasser le repérage de relations de causalité.

Alors que la première modalité a pour objectif essentiel une meilleure identification des personnes pauvres, la seconde propose une complémentarité analytique propre à informer les politiques publiques de lutte contre la pauvreté dans une optique de développement socialement durable. Conformément à l'approche en termes de capacités, la liberté d'être et de faire des personnes, si elle dépend des ressources à la disposition de ces dernières, est également contrainte par leurs caractéristiques propres et leurs opportunités socio-économiques (au sens large, accès aux biens publics, institutions sociales, etc.). La prise en compte des contextes sociaux et institutionnels, en lien avec les représentations de la pauvreté, renseigne sur les moyens de valorisation des ressources et donc sur les conditions d'efficacité des politiques de redistribution. Du point de vue des politiques de lutte contre la pauvreté, il ne s'agit plus seulement d'opérer une distribution égalitaire des ressources (politique de

redistribution avec ciblage de la population la plus démunie), mais d'assurer, parallèlement, la conversion des ressources supplémentaires en une extension des libertés réelles.

Dans un premier temps, le chapitre présente et questionne les deux modes d'articulation entre méthodes qualitative et quantitative. Notamment, l'objectif est d'analyser les enjeux méthodologiques sous-tendus par la construction d'un indicateur de pauvreté sur la base d'une analyse des représentations. A partir de cette analyse critique des pratiques, l'indicateur de pauvreté retenu pour l'analyse empirique des dynamiques de la pauvreté sera présenté. Dans un deuxième temps, le chapitre présente une étude qualitative de la pauvreté, menée à partir d'une série d'entretiens semi-dirigés, réalisés au printemps 2003, en milieu rural, auprès d'habitants de la zone relativement homogène des Hautes Terres de Madagascar. Ce travail d'incursion dans les représentations de la pauvreté sur les hautes terres malgache forme une grille de compréhension des éléments participant du processus de pauvreté.

I. CONCEPTS ET MESURES DE LA PAUVRETE :

LES VOIES DE LA COMPLEMENTARITE ENTRE QUALITATIF ET QUANTITATIF

Lorsque l'objectif de combinaison qualitatif-quantitatif est la construction d'un indicateur de pauvreté, l'analyse des représentations de la pauvreté permet d'appréhender le phénomène comme la non satisfaction de normes de bien-être qui sont socialement partagées. En cela, le recours à l'analyse qualitative est fondateur d'un changement de point de vue. L'enjeu essentiel, pour l'identification des personnes pauvres, se déplace de la question de la satisfaction des besoins essentiels (que l'on cherche à la capter de façon unidimensionnelle par le bien-être économique, ou multidimensionnelle par les moyens d'existence), définis de façon substantialiste, à la question de la satisfaction de normes sociales, se rapprochant ainsi des analyses en termes d'exclusion. L'effort de mise en articulation des études qualitatives et quantitatives est réalisé dans le but d'affiner les mesures de la pauvreté par l'identification des dimensions localement pertinentes. De façon pratique, cela se traduit par une mise en séquence, l'analyse qualitative étant menée préalablement à l'analyse quantitative. Nous dénommerons donc cette modalité de combinaison la *combinaison séquentielle*. Un autre moyen d'intégrer le qualitatif pour enrichir l'analyse de la pauvreté passe par un effort de compréhension du processus de pauvreté, autrement dit de l'ensemble des mécanismes cumulatifs à la base de l'explication des aspects structurels de la pauvreté. Il s'agit alors d'une *combinaison analytique*.

Dans un premier temps, nous nous proposons de présenter et de discuter ces deux modes de combinaison, en lien avec le concept de pauvreté. La discussion méthodologique et conceptuelle constitue le sous-bassement nécessaire à la présentation du cadre analytique construit pour l'étude des dynamiques de la pauvreté. Elle aboutira, dans un deuxième temps, à la présentation de l'indicateur de pauvreté retenu pour l'étude empirique.

1. Concept de pauvreté et modalités de combinaison entre méthodes qualitative et quantitative

La combinaison séquentielle des études qualitative et quantitative, dans le but de produire un indicateur de pauvreté contextuel, correspond au mode de complémentarité le plus intuitif. Cependant, il n'est pas sans soulever des difficultés méthodologiques complexes, liées aux différences intrinsèques des deux types d'analyse. D'une part, la façon dont le concept de pauvreté est appréhendé dans chacune des approches doit être questionnée. Dans le cas des analyses quantitatives la pauvreté est définie de façon substantialiste par la non satisfaction des besoins minimum (avec différentes modalités de définition des besoins minimum). Dans le cadre d'une démarche qualitative, c'est le rapport social à la pauvreté qui permet de comprendre les enjeux sociétaux qui se nouent autour du phénomène. Le choix d'un indicateur de pauvreté s'inscrit dans une série de questionnements connexes, liés à la définition de l'indicateur en lui-même et au concept de pauvreté qu'il appréhende. Nous étudierons les tensions inhérentes à la démarche qui consiste à créer des indicateurs de pauvreté sur la base d'une étude qualitative, en nous appuyant, au préalable, sur les différentes acceptions du concept de pauvreté.

1.1. Le concept de pauvreté en débat

A l'heure actuelle, deux grandes familles d'analyses économiques de la pauvreté coexistent : l'approche en termes monétaires et l'approche en termes de pauvreté humaine ou de moyens d'existence. Cependant, toutes deux ont retenu, initialement, une démarche substantialiste visant à définir la pauvreté en elle-même, comme un état de privation par rapport à un ou plusieurs seuils minimums, en deçà duquel la survie physique de la personne est en jeu. Il est cependant essentiel de s'intéresser également au processus, en amont, qui explique les mécanismes conduisant à un niveau de pauvreté donné. Cela sera fait en référence au processus de conversion des ressources en capacités (Sen [1985, 2000]).

a- *Les approches monétaires et non monétaires*

Historiquement, deux grandes visions de la pauvreté se sont opposées (Dubois et Marniesse [1994]) : d'une part, l'approche en termes monétaires, selon laquelle la pauvreté est liée à une insuffisance de revenu et une incapacité de consommer ; d'autre part, une vision de la pauvreté en termes de moyens d'existence. L'approche des besoins essentiels (Streeten *et al.* [1981]) définit la pauvreté comme un cumul de manques (accès à l'alimentation, à l'eau conditions d'habitat, accès à la santé ou encore à l'éducation), ne pouvant se résumer à la mesure monétaire⁶⁶. Dans les années 1990, le PNUD a ainsi défini un indicateur de pauvreté humaine qui combine, de façon synthétique ces différents aspects⁶⁷. Pourtant, les défenseurs de l'approche monétaire soutiennent que le revenu ou la dépense, retenus comme indicateurs de bien-être économique, sont suffisamment bien corrélés avec les autres dimensions pour que cette mesure unidimensionnelle soit retenue (Ravallion [1992]). Aujourd'hui, cependant, un consensus de plus en plus large se dégage en faveur de la complémentarité des indicateurs : ils n'identifient pas les mêmes populations et chaque approche permet de cerner un des aspects de la pauvreté⁶⁸. En termes d'identification des personnes pauvres, dans une optique de ciblage des populations bénéficiaires des politiques sociales de lutte contre la pauvreté, les différentes mesures sont complémentaires. Ce constat est d'autant plus saillant que, peu à peu, sont identifiées de nouvelles dimensions de pauvreté, dépassant la seule satisfaction des besoins vitaux. Il s'agit de dimensions éthiques ou psychologiques garantissant à l'individu la possibilité d'une participation active au sein de la société.

L'approche en termes de capacités a largement participé à ce mouvement en définissant la pauvreté comme la privation de la liberté.

⁶⁶ L'approche par les besoins essentiels insiste sur l'évaluation directe de l'accès à des biens et services alors que l'approche monétaire n'en fournit qu'une évaluation indirecte en estimant le montant de dépense ou de revenu nécessaire pour pouvoir les obtenir. Par ailleurs, ces biens et services publics sont mal captés par des mesures monétaires individuelles, en raison justement de leur statut de bien public.

⁶⁷ L'IPH-2 combine trois éléments: (i) l'espérance de vie (pourcentage de la population risquant de décéder avant 40 ans) ; (2) le niveau d'instruction (pourcentage de la population souffrant d'illettrisme) ; (3) le dénuement en termes de manque d'accès aux services procurés par l'économie dans son ensemble, cette variable étant représentée par trois critères (le pourcentage d'individus n'ayant pas accès aux services de santé, celui des personnes privées d'accès à l'eau potable et celui des enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale).

⁶⁸ En ce qui concerne la complémentarité entre mesures de la pauvreté objective et subjective et selon les moyens d'existence, se référer, notamment à Lollivier et Verger [1997], Ruggeri Laderchi, Saith and Stewart [2003] et pour une étude sur la capitale de Madagascar, Razfindrakoto et Roubaud [2005]. L'étude Balestrino [1996], menée dans le cadre d'analyse des capacités, souligne également que la population des personnes pauvres en termes de fonctionnements ne recouvre que partiellement la population des personnes pauvres identifiées par une approche monétaire et inversement.

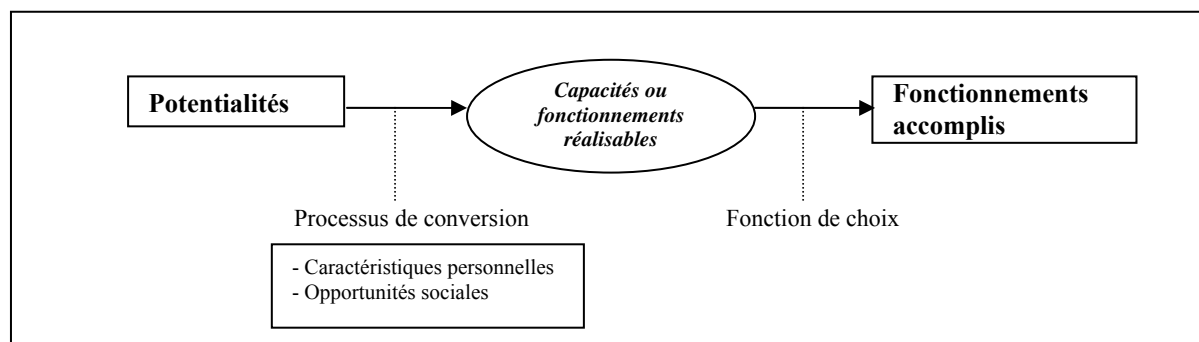
b- *Liberté réelle et processus de conversion*

L'analyse en termes de capacité accorde une place centrale à la notion de liberté. Cependant, pour Sen, la liberté ne constitue pas seulement un moyen, il lui accorde un « *rôle constitutif* », dans le sens où elle est un objectif en soi du développement (Bertin [2005]). Contrairement à l'analyse du bien-être en termes de ressources (théorie des biens premiers développée par John Rawls [1971] et analyse des besoins essentiels), le bien-être est analysé en fonction de la *liberté réelle* de choisir un mode de vie souhaité (Sen [2000]). Pour la définir, il faut alors prendre en compte non seulement les ressources ou, plus largement, les biens premiers détenus par l'agent, qui commandent sa *liberté formelle*, mais aussi ses caractéristiques propres et son environnement social, politique et économique puisqu'ils commandent la conversion des biens premiers en facultés personnelles de favoriser ses fins.

L'ensemble des capacités (*capability*) est ainsi défini par la liberté réelle, pour un agent, de poursuivre ses objectifs (Sen [1992]). Elles sont constituées par l'ensemble des fonctionnements (*functionings*) réalisables de l'agent, c'est-à-dire tout ce que l'agent considéré peut prétendre être et faire (*beings and doings*). Cette approche enrichit l'analyse du bien-être en portant l'attention non plus seulement sur le sous-ensemble des fonctionnements accomplis par l'agent (comme dans l'analyse monétaire de la pauvreté par exemple) mais, plus largement, sur l'ensemble des fonctionnements qu'il est en mesure de réaliser (Rousseau [2003]). Le bien-être de la personne dépend de sa liberté d'être et de faire et non de ce qu'il réalise effectivement. Par exemple, on ne peut assimiler les fonctionnements « jeûner » et « être réduit à la famine ». Avoir la possibilité de se nourrir donne, en effet, un sens particulier au jeûne, à savoir choisir de ne pas se nourrir quand on aurait pu le faire (Sen [2000]).

La capacité des individus à pouvoir choisir des fonctionnements particuliers, dépend non seulement des ressources de l'individu, mais aussi de sa capacité à convertir ses ressources en fonctionnements réalisables (figure II.1). On retrouve ici l'opposition entre libertés formelles et libertés réelles, ces dernières dépendent des droits de l'individu à contrôler ses ressources, qui conditionnent le processus de conversion des ressources en

Figure II.1 Potentialités, processus de conversion et capacités



Source : Gondard-Delcroix et Rousseau [2004]

capacités⁶⁹. On ne peut donc se contenter de prendre en compte les potentialités de l'individu (*potentiality*), c'est-à-dire l'ensemble de ses ressources, matérielles ou immatérielles. En effet, le processus de conversion est contraint par les caractéristiques personnelles de l'individu et les opportunités sociales qui lui permettent de tirer profit des potentialités et de les mettre en œuvre.

Les caractéristiques personnelles définissent ce qui est inhérent à chaque être humain et le distingue de tous les autres. Il s'agit notamment du sexe, de l'âge, de l'appartenance ethnique ou religieuse, des infirmités ou handicaps, ou encore des dispositions particulières de chacun. Les caractéristiques personnelles ont une influence directe sur la capacité de conversion d'un individu, soit en elles-mêmes (à ressources équivalentes, une personne handicapée n'aura pas la même liberté de déplacement qu'une autre), soit en interaction avec des phénomènes de discrimination. Par exemple, une femme qui, à niveau de formation égal à celui d'un homme, obtient une rémunération inférieure pour un poste équivalent, a une capacité moindre à valoriser son capital humain. Sa caractéristique de genre influe donc directement sur sa capacité de conversion.

Les opportunités sociales conditionnent également les capacités de conversion. Elles sont constituées de l'ensemble des règles formelles et informelles d'une société ainsi que des biens publics (hôpitaux, école, réseau routier...) puisqu'ils accroissent ou réduisent la liberté substantielle qu'ont les individus de mieux vivre, notamment en déterminant les possibilités d'accès à des besoins essentiels. Les opportunités sociales renvoient à l'ensemble des libertés

⁶⁹ Dès 1981, cette idée est sous-jacente à l'analyse de la famine. Sen [1981] montre que les situations de famine ne se produisent pas seulement en période pénurie alimentaire. En effet, certains groupes peuvent souffrir de la famine parce qu'ils ne possèdent pas les droits nécessaires pour acquérir de la nourriture. Bien que pourvu de ressources, ils ont une absence de contrôle sur leurs propres ressources.

politiques, des droits civiques, mais aussi aux conventions et usages en vigueur dans une société. Les caractéristiques personnelles et les opportunités sociales d'un individu définissent sa capacité de conversion des potentialités en capacités. Ainsi, deux personnes bien que pourvues de dotations initiales identiques ne pourront les valoriser de la même façon.

Dans ce cadre d'analyse, la pauvreté est conceptualisée comme la non réalisation de fonctionnements vitaux ou centraux (Sen [2000]). Les fonctionnements centraux sont constitués de certains éléments typiques de l'analyse en termes de besoins essentiels (par exemple le fait de pouvoir manger à sa faim, de pouvoir se loger convenablement) et prennent également en compte des dimensions plus complexes touchant aux sphères psychologiques et de satisfaction des normes sociales (le fait d'être digne à ses propres yeux, le fait de satisfaire aux conventions sociales)⁷⁰. Pourtant Sen refuse de définir l'espace des capacités par une liste exhaustive de fonctionnements. Selon lui, la spécification d'une telle liste doit faire l'objet d'un débat public au sein de l'ensemble de la communauté. Il reconnaît, simultanément, qu'il est incontournable, pour analyser la pauvreté dans l'espace des capacités, d'identifier les fonctionnements à retenir et de les hiérarchiser des plus essentiels ou vitaux aux plus accessoires (Sen [1993]). C'est pourquoi, à sa suite, plusieurs auteurs ont cherché à identifier les dimensions de la pauvreté, c'est-à-dire les fonctionnements dont la non possibilité de réalisation définit la pauvreté. A ce titre, Nussbaum a établi une liste de dix capacités universelles (Nussbaum [2000]⁷¹). Pourtant, Alkire [2002a] et Clark [2002, 2005] s'interrogent sur la validité de cette liste universelle. Ils rappellent que, selon les normes culturelles en vigueur au sein d'une société, la liste des fonctionnements essentiels peut sensiblement différer. Par ailleurs, le processus de conversion en lui-même est irrémédiablement lié au contexte sociétal puisqu'il dépend de l'organisation sociale, des normes et des valeurs en vigueur. Autrement dit, les moyens mis en œuvre pour favoriser les fonctionnements centraux doivent être adaptés au contexte d'étude.

La réflexion sur la combinaison qualitatif/quantitatif s'appuie sur les questionnements relatifs au concept de pauvreté. Quelles sont les modalités pratiques d'une telle combinaison ?

⁷⁰ Notamment dans Sen [1985 :199] et Sen [1992 : 39 et 110].

⁷¹ La liste des dix capacités universelles établie par Martha Nussbaum est présentée en annexes.

1.2. Représentations et indicateurs : résonances et dissonances

Le développement des analyses qualitatives pour identifier les dimensions de la pauvreté socialement pertinentes participe d'un mouvement progressif de réorientation du concept, les normes minimales n'étant plus seulement physiques ou physiologiques mais aussi psychologiques et sociales. Dans ce cadre, la modalité de combinaison entre études qualitative et quantitative se traduit par une mise en séquence : l'étude qualitative, menée préalablement, permet d'identifier les dimensions de la pauvreté qui seront, dans un deuxième temps, retenues pour construire un indicateur synthétique. Cependant, cette modalité de combinaison soulève des difficultés techniques certaines.

Après avoir présenté les résultats d'études qui ont utilisé cette combinaison séquentielle des méthodes, nous nous interrogerons sur la pertinence de la mettre en œuvre dans le cadre de ce travail, en précisant les difficultés techniques qui sous-tendent l'effort de construction d'un indicateur de pauvreté sur la base d'une analyse qualitative.

a- *La combinaison séquentielle :*

Identification des dimensions de la pauvreté à partir d'une enquête qualitative

La plupart des études qualitatives, qui se sont attelées à la définition des dimensions de la pauvreté telles qu'elles sont perçues localement (ou, pour adopter la terminologie du cadre analytique des capacités, des objets de valeur que les individus ont raison de valoriser), ont retenu une approche participative. C'est le cas de Chambers [1992], des études de la Banque mondiale synthétisées par Narayan *et al.* [2000a et 2000b], de Max-Neef [1993], et dans le cadre théorique des capacités, de l'étude Jasek-Rysdhal [2001] et de Alkire [2002b]⁷². Plus rares sont celles qui s'appuient sur des entretiens semi-dirigés. Parmi celles-ci, on trouve l'étude de Clark et Qizilbash [2002]. Pourtant, les groupes de discussions (*focus group*) sont soumis à des enjeux de pouvoir et le risque est grand de ne voir apparaître, au cours des

⁷² Les questions sous-jacentes à l'opérationnalisation de la théorie des capacités sont les suivantes. Quels fonctionnements retenir ? Comment hiérarchiser les fonctionnements ? Comment effectuer la mesure des fonctionnements ? Comment passer de la mesure des fonctionnements à la mesure de la capacité ? Le recours à une démarche qualitative pour opérationnaliser l'approche en termes de capacité, n'est toutefois pas la voie la plus développée. L'approche est essentiellement mise en œuvre de façon extérieure et quantitative, par la détermination d'un ensemble de capacités *a priori*, et le recours à une estimation par la méthode des ensembles flous (Chiappero Martinetti [2000]). Selon Farvaque [2003], toutefois, l'approche qualitative, en cours de développement, est porteuse car « située ». En d'autres termes, elle permet de traiter simultanément les questions d'identification des dimensions localement pertinentes et celle des moyens de l'action publique. Elle ne cherche pas à quantifier les objets de valeurs mais à les identifier et comprendre leurs interconnexions pour fonder une action publique efficace.

discussions, que des thèmes convenus ou mineurs (Blanc-Pamard et Fauroux [2004], Clark [2005]). Toujours est-il que l'ensemble de ces études identifie des dimensions de la pauvreté relativement proches⁷³, couvrant à la fois les aspects classiques du bien-être matériel (nourriture, travail, santé physique) et des éléments relevant du bien-être « social » (satisfaction des obligations sociales), du bien-être psychologique (estime de soi, prendre soin de sa famille, tranquillité d'esprit) de la liberté de choix et d'action. L'ensemble de ces dimensions est également présent dans la liste des capacités universelles établies par Nussbaum.

Pourtant, la volonté d'appuyer la mesure de la pauvreté à un concept forgé sur la base d'une démarche qualitative modifie les pratiques. La question n'est plus seulement de choisir entre une mesure unidimensionnelle et une mesure multidimensionnelle, (d'autant plus qu'un consensus se dégage aujourd'hui pour dire que ces approches sont complémentaires⁷⁴), mais plutôt de définir des indicateurs contextuels (socio-spécifiques), à même de refléter les normes socioculturelles en vigueur. Cela implique un changement de pratique, la pertinence de tels indicateurs étant subordonnée à son aire géographique de validité, autrement dit, l'espace sur lequel les normes identifiées sont partagées. Cette modalité de combinaison apparaît comme extrêmement complexe à réaliser.

*b- Construire un indicateur de pauvreté sur la base des représentations :
Une modalité de combinaison questionnée*

La création d'un indicateur sur la base d'une analyse préalable des dimensions de la pauvreté telles qu'elles sont localement exprimées suppose de transformer des éléments de discours en variables qualitatives ou quantitatives, puis de synthétiser ces informations disparates au sein d'un indicateur unique. C'est un exercice périlleux nécessitant une réduction de l'information, tout en préservant au maximum les nuances du discours qualitatif. Après avoir identifié les étapes d'une telle démarche et ses difficultés méthodologiques, nous nous interrogerons sur la pertinence et la faisabilité d'un tel cahier des charges dans le cadre de la présente étude.

⁷³ Un tableau synthétisant les résultats de Narayan *et al.* [2000a et 2000b] et Clark et Qizilbash [2003] est présenté en annexes.

⁷⁴ Voir notamment Lollivier et Verger [1997], Ruggeri Laderchi, Saith and Stewart [2003].

✦ Du discours à la mesure

Le passage des énoncés du discours à la construction d'un indicateur de pauvreté fidèle au discours nécessite de s'interroger sur les difficultés méthodologiques sous-jacentes à l'exercice. Premièrement, il s'agit de déterminer la structure des variables nécessaires et, par suite, la forme de l'indicateur à retenir. Deuxièmement, il est nécessaire de s'interroger sur l'aire de validité de l'indicateur contextuel ainsi construit pour identifier la pertinence de la démarche.

Bien qu'il semble, *a priori*, possible de concrétiser cette piste en retenant une analyse monétaire ou une analyse non monétaire, l'indicateur multidimensionnel, non monétaire, semble être la voie la plus appropriée. En effet, si initialement l'analyse monétaire a été la plus développée, c'est parce qu'elle répondait à deux contraintes essentielles de l'analyse de la pauvreté (Ravallion [1998]):

- concilier, au sein d'un indicateur unique, différents aspects avec un dénominateur commun, la monnaie (ce qui semble particulièrement pertinent dans des économies largement monétisées) ;
- assurer, grâce à un indicateur homogène et décomposable, des comparaisons robustes dans le temps et dans l'espace, en recourant à des déflateurs ; aspect essentiel pour cibler les politiques en fonction des zones et des groupes les plus pauvres ;

Pourtant, l'intégration au sein d'un indicateur monétaire des nouvelles dimensions jugées pertinentes, telles qu'elles sont développées dans le cadre des analyses en termes de pauvreté humaine, pose un problème évident mais incontournable, celui de leur traduction sous forme monétaire. En dehors des dimensions donnant lieu à un échange marchand, des dimensions nécessitant un coût de production, il semble difficile de passer par une monétarisation. D'autre part, les techniques d'analyse statistique qualitative et multidimensionnelle renouvellent considérablement les possibilités de l'approche non monétaire⁷⁵.

L'aire de validité de l'indicateur contextuel est assujettie à l'espace géographique de validité du système de représentation de la pauvreté mis en place par l'étude qualitative. Il

⁷⁵ La recherche est d'ailleurs en ébullition sur ce point que ce soit au niveau macro-économique (recherche d'indicateurs alternatifs au PIB pour mesurer le développement, voir notamment McGillivray [2005]) ou au niveau micro-économique.

semble ainsi délicat de définir un indicateur unique permettant des comparaisons nationales et internationales. Cette caractéristique des indicateurs monétaires et non monétaires universels est également essentielle pour permettre un suivi évaluation des politiques de lutte contre la pauvreté mises en œuvre. Toutefois, le fait même que des mesures de la pauvreté homogènes, quantitatives, soient internationalement développées, autorise à compléter cet arsenal statistique existant par des indicateurs localement pertinents. La mise en œuvre d'indicateurs contextuels, valides localement, semble d'autant plus judicieuse qu'un mouvement de décentralisation est à l'œuvre depuis plusieurs années à Madagascar⁷⁶. Il serait alors particulièrement intéressant de créer des indicateurs spécifiques aptes à guider les politiques décentralisées, d'autant plus que les collectivités décentralisées malgaches sont demandeuses de telles informations.

Cette option de complémentarité entre analyse qualitative et analyse quantitative, bien qu'envisagée dans un premier temps, n'a pas été mise en œuvre dans le cadre de cette recherche. L'intégration de l'analyse qualitative des représentations de la pauvreté à la recherche sur les dynamiques de pauvreté en zone rurale malgache est donc opérée par le recours à une modalité de combinaison analytique.

➤ La combinaison analytique au service de l'étude du processus de pauvreté

Premièrement, les travaux qui ont tenté de capter ces aspects au sein d'un indicateur restent décevants. En définitive, ils retiennent des dimensions de la pauvreté quasiment identiques à celles des études en termes de besoins essentiels. Il faut dire que la construction d'un indicateur reste tributaire des données d'enquête disponibles, lesquelles sont généralement préexistantes à la mise en œuvre de l'étude qualitative. Un moyen serait donc de construire le questionnaire produisant les données nécessaires pour la construction des variables une fois l'analyse qualitative menée. Qui plus est, certaines dimensions restent rétives à toute mesure, qu'elle soit monétaire ou non monétaire, et ce, bien que les méthodes ne cessent d'être affinées aussi bien en termes de techniques d'enquête qu'en termes de

⁷⁶ Le processus de décentralisation s'y est traduit par l'accroissement des compétences des régions (2004) et des communes, nouvellement créées (1993). L'élaboration des programmes cadres de développement et de lutte contre la pauvreté acquiert, de fait, un ancrage local explicite. En effet, chaque commune élabore un Plan Communal de Développement (PCD) qui détermine et hiérarchise les priorités locales. Les PCD constituent, par la suite, un pilier essentiel des Plans Régionaux de Développement. D'autre part, les communes et les régions ont, désormais, un champ d'action d'importance. C'est à leur niveau que sont coordonnés les projets de développement local et les actions environnementales ; elles deviennent un échelon incontournable de la politique de développement et de lutte contre la pauvreté.

techniques de traitement des données. C'est pourquoi, et bien que ce champ de recherche soit d'un vif intérêt, tant intellectuel qu'opérationnel, cette modalité de combinaison entre étude qualitative et étude quantitative n'a pas été retenue dans le cadre de ce travail. Un argument supplémentaire, d'ordre technique, lié à l'étrécissement de l'échantillon à la base des enquêtes qualitatives, a conforté ce choix. Cet aspect sera mis en exergue lors de la présentation de l'étude qualitative, dans la deuxième partie de ce chapitre. Soulignons toutefois que le nombre restreint de cas et l'étrécissement de l'aire géographique couverte par les enquêtes ne fournissent pas les bases nécessaires à la création d'un indicateur de pauvreté pertinent. En vertu de quoi, il apparaît peu raisonnable de baser la création d'un indicateur contextuel sur ces seuls résultats. Ce programme de recherche nécessiterait des travaux de plus grande ampleur, menés en interdisciplinarité avec d'autres spécialistes, pour acquérir une assise supplémentaire.

Par ailleurs, il apparaît qu'un indicateur monétaire est mieux adapté à l'analyse des dynamiques de pauvreté. La comparaison des mouvements globaux de pauvreté et le repérage des formes dynamiques découlent des variations temporelles de l'indice de pauvreté retenu. A l'heure actuelle, la mesure monétaire de la pauvreté offre la précision technique la plus fine dans l'analyse des évolutions temporelles du phénomène et dans l'explication des mouvements d'une période à l'autre. En outre, les mesures alternatives, que ce soit celle proposée par l'approche en termes de besoins essentiels ou celles reposant sur la théorie des capacités, s'appuient, en grande partie, sur des indicateurs multidimensionnels en termes d'actifs.

En revanche, la deuxième voie de complémentarité entre analyse qualitative et quantitative, la combinaison analytique renforce considérablement l'analyse des dynamiques de pauvreté. La notion de dynamique fait référence à deux aspects complémentaires : d'une part la prise en compte d'évolutions temporelles, et d'autre part, l'étude du processus de pauvreté. Ce dernier renvoie à l'étude des mécanismes qui expliquent les aspects durables ou structurels de la pauvreté. Il est un élément central de la compréhension du phénomène de trappe à pauvreté. Parmi les mécanismes sous-jacents, on retrouve, entre autres, les phénomènes de discrimination, les notions de barrières à l'entrée sur certaines activités rémunératrices, des phénomènes d'externalités négatives⁷⁷, les problèmes d'accessibilité aux biens publics, l'exclusion sociale et les rapports de domination. Ces différents éléments, en

⁷⁷ Cet aspect est développé dans le chapitre trois, à travers la notion de trappe spatiale à pauvreté (Jalan et Ravallion [1997]).

général traités de façon éparse, peuvent être synthétisés par le concept de processus de conversion proposée par Sen. L'analyse des représentations sociales de la pauvreté et ce qu'elles traduisent des rapports sociaux peut considérablement enrichir la compréhension des éléments constitutifs du processus de conversion au niveau local. La combinaison analytique est donc la modalité privilégiée pour intégrer l'analyse qualitative des représentations sociales de la pauvreté à l'étude des dynamiques de la pauvreté en zone rurale malgache.

A la renonciation de la mise en œuvre d'une séquence qualitatif-quantitatif pour la construction d'un indicateur de pauvreté répond la volonté de construire une complémentarité analytique entre les deux méthodes d'analyse pour étudier le processus de pauvreté. Comprendre les représentations sociales de la pauvreté en relation avec le contexte des Hautes Terres malgaches permettra de conceptualiser l'analyse des mécanismes de la pauvreté et de prendre en compte le processus de conversion des ressources en libertés réelles. Le cadre de recherche est complété par le recours à un indicateur de pauvreté monétaire, mobilisé comme indicateur de résultat.

2. *Une mesure monétaire adaptée à la logique illustrative de l'outil d'observation statistique*

La construction de cet indicateur s'est appuyée sur une réflexion relative à la dimension illustrative de l'outil d'observation statistique. Quelles sont les adaptations méthodologiques nécessaires ? L'identification des personnes pauvres ainsi que les mesures agrégées de la pauvreté sont, dans une certaine mesure, sensibles à la méthodologie retenue. Dans le cadre de la mesure monétaire, le choix des indicateurs, l'unité d'analyse et l'échelle d'équivalence ainsi que la détermination du seuil de pauvreté constituent autant d'éléments méthodologiques cruciaux fréquemment discutés dans la littérature. C'est pourquoi il importe d'apporter un soin particulier à la présentation précise des choix méthodologiques retenus, tant dans la construction de l'indicateur de bien-être économique que dans l'élaboration d'un seuil de pauvreté.

2.1. Un indicateur de bien-être économique respectueux de la nature des données

Les indicateurs mobilisés pour cette étude reposent sur les données produites par le Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar (ROR) sur la période 1998-2002. La

construction du revenu et de la dépense tient compte, autant que faire se peut, des spécificités des modes de vie ruraux, de façon à limiter au maximum les biais inhérents à l'emploi d'une mesure monétaire dans une société où une partie importante des échanges, du revenu et des dépenses ne sont pas monétisés. Pourtant, et malgré tout le soin que l'on peut leur apporter, le revenu comme la dépense restent des estimations du bien-être économique, synthétisant de façon unidimensionnelle, des données multiples, produites par les entretiens semi-dirigés. La pertinence des options méthodologiques est donc liée de façon intime à la qualité des données dont on dispose et, plus largement, au système d'information mobilisé pour la recherche.

Lors du choix de l'indicateur monétaire du bien-être économique, deux enjeux majeurs doivent être traités. Premièrement, un choix s'impose entre un indicateur de bien-être économique en termes de revenu ou en termes de dépense. Deuxièmement, se pose la question de l'échelle d'équivalence. En effet, les données nécessaires à la construction des indicateurs sont produites avec, comme unité statistique de référence, le ménage, alors même que le seuil de pauvreté monétaire est calculé pour un individu adulte de sexe masculin. De façon à assurer une saine comparaison entre ces deux grandeurs monétaires, la question des effets de composition et d'économies d'échelle est soulevée.

a- Le revenu comme indicateur de bien-être économique du ménage

Le revenu ou la dépense sont les deux indicateurs à même de fournir une mesure monétaire du bien-être économique. D'un point de vue opérationnel, un consensus se dégage assez fortement en faveur de la consommation, puisqu'elle est en général plus stable dans le temps et que son évaluation semble présenter moins de difficultés. Cependant, la qualité des estimations est avant tout tributaire des caractéristiques du système d'information dont on dispose.

✦ **Revenu versus dépense**

La dépense est généralement préférée au revenu dans l'approche utilitariste puisqu'elle permet de capter, non seulement les biens et services qui peuvent être acquis sur la base du revenu courant, mais également la capacité d'un ménage à accéder au marché du crédit, à participer à un système de mutualisation communautaire du risque, à constituer et utiliser son épargne. Il est ainsi possible pour un ménage de lisser sa consommation lorsqu'il subit une diminution du revenu. La consommation courante fournit donc des informations sur les revenus dégagés à d'autres dates, passées ou futures (Ravallion [1992]). Il s'ensuit que le

revenu est *a priori* un indicateur beaucoup plus fluctuant dans le temps⁷⁸. Cette situation est particulièrement marquée dans les zones rurales puisque le rythme annuel ou semestriel de la production entraîne de fortes variations saisonnières du revenu. En outre, les mauvaises récoltes, les aléas climatiques ou encore l'instabilité des prix de vente des produits agricoles peuvent considérablement modifier le revenu d'une année sur l'autre. Par conséquent, la consommation courante est certainement un meilleur indicateur du bien-être courant que le revenu (Ravallion [1992]). Les variations du revenu retracent les événements auxquels les ménages sont soumis. Toutefois, elles ne signifient pas forcément qu'il y ait amélioration ou détérioration du bien-être économique réel des ménages.

Ceci s'explique par le fait que le revenu est un des éléments, avec les possibilités d'accès et la disponibilité des biens et services, qui permettent la consommation (Coudouel, Hentschel et Wodon [2002]). Ainsi, pour Atkinson [1991], le revenu donne une mesure des opportunités puisqu'il n'est pas influencé par les décisions de consommation (on peut penser au cas d'un ménage qui choisit délibérément un faible niveau de consommation). On se déplace donc, en optant pour le revenu, d'un concept de pauvreté s'appuyant sur un niveau de consommation minimum à un concept de pauvreté définissant un droit minimum d'accès aux ressources. Dans ce cadre conceptuel, le revenu est un indicateur de ressource préférable à la dépense. L'optique visant à établir une garantie de liberté positive, un minimum de participation à la société est retenue par la plupart des pays développés ce qui justifie le recours au revenu comme indicateur de bien-être économique.

Le système d'information⁷⁹ mis en place au sein du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar (ROR) se situe explicitement dans ce cadre. On peut donc supposer que les enquêtes, pensées dans cet objectif, fournissent des données plus riches et plus précises en ce qui concerne l'évaluation du revenu et des actifs qu'en ce qui concerne la dépense. Il est vrai que les difficultés d'évaluations des indicateurs de dépense et de revenu sont telles qu'elles poussent à la spécialisation sur l'un ou l'autre afin de limiter la longueur et la lourdeur des

⁷⁸ De nombreuses études ont montré la relative stabilité dans le temps des niveaux de consommation alors même que le revenu subissait des fluctuations importantes (voir par exemple Morduch [1991] et Townsend [1994]).

⁷⁹ « *Un système d'information résulte de la combinaison de différentes méthodes d'investigation* » (Dubois [1992 : 15]). Au sein des observatoires ruraux trois types d'enquêtes sont mis en oeuvre : les enquêtes ménages à passage répété (une par an), un relevé de prix à la consommation (deux par mois), des enquêtes communautaires au niveau de chaque site (une par an).

questionnaires⁸⁰.

✦ Construction des indicateurs

Il n'existe pas de consensus absolu sur la méthode la plus appropriée pour mesurer le revenu et la dépense. Les questions soulevées couvrent toujours deux dimensions : la définition de l'information souhaitée et le recueil de l'information définie (Dubois [1992]).

La méthodologie de calcul des indicateurs de revenu et de dépense est largement inspirée de celle proposée par les statisticiens de l'Institut National de la Statistique de Madagascar (INSTAT). Elle est proche, également, de la formalisation proposée au sein des enquêtes LSMS (Johnson, McKay et Round [1990 : 25-34]). Les points de divergence proviennent de la non disponibilité de toutes les données sur l'ensemble de la période d'observation retenue pour l'analyse empirique (1998-2002). Le tableau II.1 propose une visualisation de l'articulation entre les différents agrégats intermédiaires nécessaires au calcul du revenu et de la dépense.

Le calcul des deux indicateurs est soumis à l'impératif de monétarisation pour agréger des données disparates. Cela pose des contraintes lourdes lorsque l'étude porte sur des zones où la monnaie est loin d'être le seul bien d'échange et où l'autoconsommation est importante. Dans les zones rurales des Hautes Terres malgaches, le riz constitue encore un bien d'échange et une grande partie du revenu et de la dépense n'est pas monétisée. Afin de tenir compte de ces postes fondamentaux, il est alors nécessaire d'imputer une valeur estimée en faisant en sorte que l'imputation soit la moins arbitraire possible.

Ainsi, les indicateurs construits, bien que dits monétaires, prennent compte d'éléments non monétaires pour lesquels une évaluation est faite au prix du marché. Essentiellement, il s'agit de la production pour usage final propre (PUP) et de l'autoconsommation, des salaires et autres revenus d'activité en nature, de la valeur de la production versée ou reçue pour les parcelles en métayage. Pour les données relatives à la production, les prix du marché sont évalués par la moyenne du prix de vente sur l'observatoire considéré⁸¹. En ce qui concerne

⁸⁰ La lassitude de la personne enquêtée est sûrement gage de réponses approximatives : ce qui est gagné en précision et richesse des questions est alors perdu dans l'attention de la personne enquêtée. Ce critère a d'autant plus de poids dans le cadre du ROR que l'objectif est de disposer de données de panel (passages répétés à intervalle d'un an).

⁸¹ Le prix de vente moyen sur l'observatoire est estimé, par la moyenne annuelle des prix de vente déclarés par les producteurs faisant partie de l'échantillon du ROR.

Tableau II.1 Méthodologie de calcul des indicateurs de revenu et de dépense

Comptes		Opérations et agrégats
Production	+ + + - - VAB	<i>Production</i> dont : Production rizicole (PUP ¹ comprise) Production des autres cultures (PUP comprise) Élevage : - Sous-produits de l'élevage (PUP comprise) - Vente de bétail - PUP viande <i>Consommations intermédiaires</i> dont: Autofourniture en semences Intrants rizicoles, autres cultures, élevage Valeur ajoutée brute
Exploitation	- - - RMB	<i>Rémunérations versées</i> dont : Main d'œuvre rizicole Main d'œuvre sur autres cultures Gardiennage bétail Revenu Mixte Brut (ou revenu d'exploitation)²
Affectation des revenus primaires	+ + - - - + + + + SRP, RDB	<i>Rémunérations perçues</i> dont : Revenu des activités principales Revenu des activités secondaires <i>Revenus de la propriété versés</i> dont : Fermages des rizières versés Métayages des rizières versés Fermages autres cultures <i>Revenus de la propriété reçus</i> dont : Fermages des rizières perçus Métayages des rizières perçus Loyers perçus des autres terrains Vente de terre Solde des revenus primaires, Revenu disponible brut^{3,4}
Utilisation du revenu disponible	- - - - EB	<i>Dépenses de consommation finale⁵</i> dont : Dépenses en Produits de Première Nécessité (PPN) alimentaires Dépenses en PPN non alimentaires Dépenses courantes Autoconsommation (riz, autres cultures, sous-produits de l'élevage) Épargne brute
Capital	- - - - - C/B F	<i>Formation brute de capital fixe</i> Dépenses d'investissement productif Construction, réparation habitation Achat de bétail intensif et extensif Achat de terres Variations de stocks Capacité ou besoin de financement

Notes : (1) Production pour Usage Final Propre ; (2) Le revenu mixte brut correspond au revenu de l'exploitation agricole ; (3) Le revenu disponible brut correspond à l'indicateur de bien-être économique retenu dans l'étude ; (4) Le revenu d'activité correspond au revenu disponible brut net des revenus de la propriété reçus et des revenus de la propriété versés. La méthodologie de calcul s'appuie sur celle retenue par les statisticiens du ROR, quelques modifications ont cependant été introduites ; (5) La dépense de consommation finale correspond à l'indicateur de dépense retenu.

l'autoconsommation, le prix d'achat moyen est celui fourni par les enquêtes complémentaires services de logement pour les ménages propriétaires⁸². Cependant, les loyers reçus ou versés par les ménages locataires ne sont pas non plus disponibles. L'indicateur de bien-être

⁸² Un module relatif aux questions du coût du logement a été ajouté au questionnaire du ROR pour l'enquête 2005.

économique est donc homogène de ce point de vue. Il eut été également intéressant d'incorporer les transferts reçus et versés. Cependant ces données n'ont été produites qu'à partir de 2001. Pour que l'indicateur de bien-être en termes de revenu soit stable dans le temps, il a été jugé préférable de ne les prendre en compte à aucune période.

L'indicateur de revenu comme l'indicateur de dépense sont tributaires des données de base, produites sur la base d'un processus de communication. Dans le cadre des enquêtes du ROR, un soin tout particulier est apporté aux données de base nécessaires au calcul de l'indicateur de revenu.

✦ **L'avantage au revenu**

Quel que soit l'indicateur retenu, revenu ou dépense, un recul critique s'impose en ce qui concerne les données élémentaires, produites au cours des entretiens. L'abstraction des concepts de revenu et de dépense, l'effort de mémoire nécessaire à la personne enquêtée pour restituer ces informations sont autant de difficultés qu'il faut souligner. A la suite de Deaton [1997], nous soutenons que l'indicateur de dépense n'y échappe pas. Tout dépend de la période de référence imposée à la personne enquêtée. Au final, il apparaît que, dans le cadre des enquêtes du ROR, les données de base relatives à l'estimation du revenu sont de meilleure qualité que celles nécessaires à l'estimation de la dépense.

Le concept de dépense et, surtout, celui de revenu constituent une abstraction parfois déconnectée des préoccupations des ménages (Deaton [1997]). Par exemple, en ce qui concerne les travailleurs indépendants, les ressources et les dépenses du ménage sont confondues avec celles de l'entreprise individuelle. Ce biais est nettement plus marqué en zone rurale⁸³. De plus, ces ménages n'ont pas besoin du concept de revenu qu'ils peuvent avoir du mal à saisir lors de l'enquête : lorsque le produit de la vente est dépensé immédiatement, l'entrepreneur n'a pas besoin de connaître son profit ou son revenu. Il est alors nécessaire de décomposer ces agrégats de façon à poser des questions précises sur chaque *item*.

Une autre difficulté provient de l'effort de mémoire qui est demandé à toute personne enquêtée. Elle implique de penser les périodes de référence de chaque question. De ce point

⁸³ Coder [1991] a montré que les estimations des revenus des activités indépendantes non agricoles aux Etats-Unis issues de la *Current population survey* de Mars 1991 étaient inférieures de 21% aux estimations obtenues sur la base des déclarations fiscales. Le biais est encore plus grand en ce qui concerne les revenus d'activités agricoles : l'estimation de leur revenu faite par les agriculteurs est en moyenne inférieure de 66% au revenu estimé sur la base des déclarations fiscales.

de vue, il semble que le revenu pose des contraintes aussi fortes que la dépense. Pour tenir en compte des variations saisonnières importantes du revenu, il est incontournable de définir l'année comme période de base de l'enquête. Il s'ensuit un effort de mémoire considérable pour la personne enquêtée soulevant des risques d'erreurs et d'omission importants⁸⁴. Ce biais est limité au maximum dans le questionnaire du ROR par la décomposition des différentes sources de revenu d'activité. D'une part, une grande partie du revenu repose dans l'évaluation de la production en volume qui est généralement bien connue des exploitants. D'autre part, les questions relatives aux autres revenus d'activités ont, pour période de référence, la semaine. Par contre, les données de base relatives au calcul de la dépense comportent une limite essentielle. Le module de dépenses se décompose en quelques postes ciblés sur la consommation des biens et services les plus courants⁸⁵; la dépense des ménages ne peut donc être captée que de façon assez grossière⁸⁶. Les données relatives à la dépense apparaissent donc moins fiables que celles relatives au revenu. L'étude retient donc le revenu comme estimateur de bien-être pour le ménage. Il reste maintenant à ramener cet indicateur du niveau du ménage à celui de l'individu.

b- Du bien-être du ménage au bien-être individuel

Les lignes de pauvreté étant calculées pour un individu masculin en âge de travailler, il est nécessaire d'appliquer une échelle d'équivalence au niveau de vie lorsque l'unité de base de l'enquête statistique est le ménage. L'utilisation d'une échelle d'équivalence permet, en

⁸⁴ Il a été montré que l'effet de mémoire conduit à une sous-estimation de la dépense réelle qui augmente avec la période mémorisation. Scott et Amenuvegebe [1991] ont notamment mis en évidence que la sous-estimation pour une période de référence d'une semaine est de l'ordre de 20% pour des achats fréquents (denrées alimentaires les plus courantes).

⁸⁵ Treize postes sont retenus pour les dépenses courantes (sucre, sel, huile alimentaire, poisson, légumineuses, riz, manioc, maïs, autres PPN alimentaires, savon, pétrole, tabac à chiquer, autres PPN non alimentaires) et douze pour les dépenses exceptionnelles (ameublement, linge et bijoux, ustensiles de cuisine, santé, écolage, transport, biens d'équipement, loisirs, dépenses administratives, cérémonies, dépenses pour l'église, autres transferts). Deux des postes proposés par le ROR constituent des dépenses d'investissement et sont donc exclues de l'indicateur de consommation courante (construction, réparation de maison ou de tombeau). Le questionnaire retient deux périodes de référence selon le type de dépenses. Pour les produits de première nécessité, la semaine est retenue comme période de référence. En ce qui concerne les dépenses exceptionnelles, l'année est retenue.

⁸⁶ Le problème d'enregistrement des données relatives à la dépense peut être corrigé par la tenue de cahier de budget consommation (dans lesquels le ménage enregistre toutes ses dépenses sur une période donnée). Cette technique est susceptible de générer un biais du fait que les ménages dont aucun des membres ne sait écrire ne peuvent remplir ces cahiers de façon autonome. En outre, étant donnée les fortes variations de la consommation au cours de l'année, il serait nécessaire de reproduire l'opération pendant la soudure, après la récolte et dans un période intermédiaire. Les enquêtes du ROR, dont deux des objectifs pratiques essentiels sont la souplesse et des coûts de réalisation peu élevés n'ont donc pas retenu cette technique en raison de sa lourdeur.

outre, d'effectuer des comparaisons entre des ménages de taille et de compositions différentes.

D'un point de vue technique, l'échelle d'équivalence a pour objet d'égaliser l'utilité d'un ménage et celle d'un individu adulte fictif vivant seul qui est alors représentatif du ménage. Autrement dit, la question sous-jacente revient à déterminer combien d'argent doit dépenser (resp. gagner) un ménage pour vivre aussi bien qu'une personne adulte vivant seule. Pour ce faire, l'échelle d'équivalence prend en compte deux phénomènes : d'une part, la différence entre les besoins des adultes et ceux des enfants, en termes de consommation ; d'autre part, les économies d'échelle au sein du ménage. Plus formellement, en prenant appui sur les travaux de Lachaud [2000a], l'échelle d'équivalence s'exprime de la façon suivante :

$$EQ = (A + \gamma_{0,4}E_{0,4} + \gamma_{5,9}E_{5,9} + \gamma_{10,14}E_{10,14})^\theta, \text{ avec : } 0 \leq \theta \leq 1, 0 \leq \gamma \leq 1$$

A et E représentent respectivement le nombre d'adultes et le nombre d'enfants (par tranche d'âge) au sein du ménages ; $\gamma_{0,4}$, $\gamma_{5,9}$, $\gamma_{10,14}$ sont les coefficients d'équivalence entre les adultes et les enfants de 0 à 4 ans, 5 à 9 ans et 10 à 14 ans ; θ est le facteur d'économie d'échelle au sein du ménage.

Pour l'observatoire d'Antsirabe, l'estimation des échelles d'équivalence par la méthode d'Engel a été entreprise. Il est toutefois apparu que la forte instabilité temporelle des résultats ne permettait pas une estimation robuste. Par ailleurs, l'habituelle échelle d'équivalence d'Oxford a été écartée puisque les paramètres qu'elle retient, adaptés aux pays de l'OCDE, risquent de ne pas refléter les réalités des campagnes malgaches. Enfin, la seule échelle d'équivalence estimée pour Madagascar, l'a été sur les données produites par l'enquête 1-2-3⁸⁷ de 1998 qui portent exclusivement sur la capitale (Ravelosoa [1999]). Cette dernière solution n'a pas été retenue en raison des décalages importants entre les modes de vie urbains et ruraux. Le fait de retenir des coefficients d'équivalence et un facteur d'échelle égal à l'unité, c'est-à-dire un indicateur de bien-être économique par tête, a donc semblé être la moins mauvaise solution. Deaton [1999] tranche également dans ce sens. Par ailleurs, cela assure une possibilité de comparaison avec les estimations de la pauvreté monétaires menées

⁸⁷ L'enquête 1-2-3 est une méthodologie développée pour suivre l'évolution de la pauvreté. La phase 1 est une enquête auprès des ménages visant à identifier les caractéristiques socio-économiques et les caractéristiques de l'emploi ; la phase 2 est orientée sur l'analyse du secteur informel et la phase 3 sur la consommation et les conditions de vie. Elle a été mise en place à Antananarivo à partir de 1995 dans le cadre du projet MADIO (Madagascar, DIAL, INSTAT, ORSTOM). Pour plus de renseignements se référer au site de DIAL consacré à l'enquête 1-2-3 de Madagascar : http://www.dial.prd.fr/dial_axes_de_recherche/PDF/plaqdial.pdf (consulté en Février 2006).

sur la base des Enquêtes prioritaires auprès des ménages de Madagascar qui retiennent également un indicateur de bien-être par tête.

L'indicateur de bien-être économique fixé, il est nécessaire de présenter les modalités d'estimation du seuil de pauvreté, deuxième pilier de la mesure monétaire de la pauvreté. A ce niveau, le problème essentiel repose sur l'adaptation de méthodes construites sur la base d'enquêtes nationalement représentatives à des données obtenues selon une démarche illustrative.

2.2. Échantillonnage raisonné et robustesse de la ligne de pauvreté

Les estimations de seuils de la pauvreté à Madagascar ont essentiellement été menées au niveau national ou au niveau de la capitale. Dans le cas des enquêtes nationales, le panier de biens minimum retenu pour estimer le seuil de pauvreté correspond à une structure de consommation moyenne pour l'ensemble de la population, zones urbaines et rurales confondues. Il en va de même en ce qui concerne le prix des biens et services constitutifs de la ligne de pauvreté. Il y a des chances que la pauvreté en milieu rural soit alors surestimée. Dans ce contexte, et même si les données des observatoires ruraux ne se prêtent pas aisément à ce genre d'exercice, tant il est vrai que la dépense y est assez mal captée, il est intéressant de calculer une ligne de pauvreté tenant compte des habitudes de consommation et des prix spécifiques au milieu rural.

a- Les méthodes d'évaluation d'une ligne de pauvreté

La détermination d'un seuil de pauvreté monétaire implique de fixer un seuil monétaire en deçà duquel un ménage est considéré comme pauvre. La question centrale concerne alors la définition de ce seuil, ce qui permet d'identifier les grandes familles de lignes de pauvreté : sera-t-il absolu ou relatif, subjectif ou objectif ? D'une façon générale, les études de la pauvreté dans les pays en développement retiennent un seuil objectif, bien que les méthodes alternatives, et, notamment, celle d'un seuil subjectif aient connu récemment un intérêt croissant. Les différentes lignes de pauvreté identifient des populations différentes, ce qui met clairement en évidence que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel⁸⁸.

⁸⁸ Voir Lollivier et Verger [1997] et, pour une étude sur Antananarivo, Razafindrakoto et Roubaud [2005]. L'étude de Razafindrakoto et Roubaud montre clairement que les différentes dimensions de la pauvreté ne se recoupent que partiellement. Seuls 2,4 % des Tananariviens cumulent les sept formes de pauvreté considérées dans l'étude, tandis que 78 % sont affectés par au moins l'une d'entre elles.

Pourtant, compte tenu de l'ampleur de l'extrême pauvreté caractérisant Madagascar, la mesure absolue et objective reste pertinente. Même si elle ne permet pas d'englober la complexité du phénomène et l'ensemble de ses dimensions, elle capte un de ses aspects essentiels : le fait de ne pas pouvoir atteindre un panier de biens et services minimum, nécessaire à la survie. Dans la présente étude, la mesure monétaire et objective, évaluée selon la méthode du coût des besoins de base, est retenue.

b- La méthode du coût des besoins de base

La mise en œuvre de la méthode du coût des besoins de base comporte deux étapes. La première consiste à déterminer une ligne de pauvreté alimentaire objective et produisant des comparaisons spatiales robustes. La seconde étape revient à renforcer la ligne alimentaire pour estimer un seuil de pauvreté qui tienne également compte de la dépense non alimentaire.

✦ **Ancrage objectif et cohérence des comparaisons spatiales et temporelles**

Diverses méthodes d'estimation des lignes de pauvreté absolues et objectives ont été développées dans le but de répondre à deux caractéristiques principales : l'ancrage de la ligne doit faire sens (il ne doit pas être arbitraire mais correspondre à une réalité de la pauvreté), et le seuil retenu doit également produire des comparaisons cohérentes dans le temps et dans l'espace (deux individus ayant les mêmes caractéristiques socio-économiques, mis à part le lieu de résidence ou l'année d'observation, doivent être classés de la même façon vis-à-vis du seuil de pauvreté). Les méthodes les plus utilisées sont la méthode du coût des besoins de base et celle de l'énergie nutritive.

Historiquement, l'analyse monétaire de la pauvreté s'est d'abord appuyée sur la méthode du *coût des besoins* de base, développée dès 1901 par Rowntree et reprise en 1965 par Orshansky. La pauvreté y est définie comme l'incapacité à acquérir les biens de première nécessité, et la ligne de pauvreté correspond au coût de ces besoins de base. Toute la difficulté d'une telle approche réside dans la détermination du panier de biens et services de référence : il est impératif de réduire au maximum l'arbitraire. Cette question a conduit à l'élaboration de la méthode alternative, dite de *l'énergie nutritive*. Elle propose un ancrage objectif pertinent en fixant la ligne de pauvreté non pas en fonction d'un quelconque panier de biens, mais par rapport aux besoins caloriques journaliers d'un individu adulte. Cependant les lignes de

pauvreté estimées selon l'approche de l'énergie nutritive risquent d'entraîner des comparaisons dans le temps et dans l'espace incohérentes⁸⁹.

De façon à obtenir une ligne de pauvreté ancrée sur les apports énergétiques minimum tout en garantissant la cohérence des comparaisons entre sous-groupes, Bidani et Ravallion [1994] revisitent la méthode proposée par Rowntree. Ils développent une démarche en deux étapes. En premier lieu, il s'agit d'estimer le coût d'un panier de biens alimentaires satisfaisant aux contraintes suivantes : il doit, d'une part, procurer une énergie nutritive suffisante à un homme adulte⁹⁰ et, d'autre part, respecter les habitudes de consommation des plus pauvres parmi l'ensemble de la population étudiée. En second lieu, on procède à l'évaluation monétaire de la part des dépenses non alimentaires pour chacune des zones. Ainsi, la ligne de pauvreté est objective, puisqu'elle retient un ancrage nutritionnel, et normative, en raison de la méthode de valorisation de la part non alimentaire.

✦ **Lignes de pauvreté alimentaires et totales**

La méthode d'estimation du seuil de pauvreté proposée par Bidani et Ravallion a été pensée pour des enquêtes nationales représentatives. Dans le cas d'un échantillonnage raisonné, comme c'est le cas pour les enquêtes du ROR, il se produit des tensions entre la démarche illustrative et la nécessité de comparaisons spatiales robustes. Les habitudes de consommation peuvent, en effet, largement différer d'un observatoire à l'autre. Ainsi, il semble important de construire une ligne de pauvreté par observatoire, respectueuse des habitudes de consommation locales. Pourtant, cela rend toute comparaison entre les observatoires sujette à caution, leur robustesse n'étant plus assurée.

Dans un premier temps, pour chaque observatoire, l'estimation du seuil repose sur l'évaluation du coût d'un panier de biens alimentaires qui permet d'atteindre le minimum nutritif recommandé. Le panier de biens est composé de façon à ce que les quantités relatives de chacun des biens soient identiques à celles observées pour un ménage faisant partie des

⁸⁹ Supposons deux individus ayant des caractéristiques socio-économiques absolument identiques, mis à part le lieu de résidence, l'un demeurant en milieu urbain, l'autre en milieu rural. Il est probable que compte tenu des différences dans les préférences alimentaires de chacun de ces sous-groupes d'appartenance, le coût d'une calorie en milieu urbain soit plus élevé qu'en milieu rural et ce même si les prix sont identiques d'un milieu à l'autre. Ces deux individus peuvent ne pas connaître une catégorisation identique en termes de pauvreté. Les lignes de pauvreté calculées selon la méthode de l'énergie nutritive assoient donc le risque de comparaisons incohérentes entre sous-groupes.

⁹⁰ Le projet de sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants (SEECALINE) estime que l'apport minimum recommandé s'élève à 2133 Kcal/jour dans le cas de Madagascar (Razafindravonona *et al.* [1999]).

Tableau II.2 Les lignes de pauvreté alimentaires et totales, en milliers de Fmg courants¹, observatoires de Marovoay et d'Antsirabe, 1998-2002

	1998	1999	2000	2001	2002
Antsirabe					
Ligne alimentaire	435	484	549	506	536
Ligne totale	533	593	673	620	657
Marovoay					
Ligne alimentaire	475	547	549	463	527
Ligne totale	595	686	688	581	660
Marovoay (avec panier d'Antsirabe)					
Ligne alimentaire	464	533	536	452	511
Ligne totale	582	668	672	566	640

Note : (1) le Franc malgache (Fmg) est la monnaie officielle de Madagascar jusqu'au 31 décembre 2004. A partir du 1 janvier 2005, la monnaie de Madagascar est le Ariary (1 Ariary = 5 Fmg).

Source : Réseau des Observatoires Ruraux, calculs de l'auteur.

15% les plus pauvres, en termes de dépense par tête et ayant un profil socio-économique caractéristique du groupe des plus pauvres. Dans un deuxième temps, afin d'assurer la robustesse des comparaisons spatiales, le panier de biens alimentaires de base retenu pour l'observatoire d'Antsirabe a été estimé aux prix de l'observatoire de Marovoay (les estimations sont présentées en annexes). Au final, on s'aperçoit que les deux lignes de pauvreté alimentaires estimées pour Marovoay sont relativement proches (tableau II.3⁹¹). Les données disponibles, en termes de prix notamment, ont conduit à limiter le nombre de biens entrant dans la composition du panier. Il s'ensuit une proximité importante entre les paniers de biens représentatifs des structures de consommation des ménages les plus pauvres sur les deux observatoires. Par ailleurs, le riz est l'aliment de base dans ces deux zones ; il représente un poids majeur dans l'alimentation des ménages. Compte tenu de cet état de fait, il est donc assez indifférent, du point de vue technique, d'utiliser, pour Marovoay, le panier alimentaire de Marovoay ou celui d'Antsirabe bien que ce dernier conduise à une légère sous-évaluation de la pauvreté à Marovoay (le seuil est plus bas). Cette solution sera retenue pour garantir la robustesse des comparaisons spatiales, essentielle pour asseoir une démarche comparative⁹².

L'estimation de la part non alimentaire nécessite une méthode spécifique en raison de l'absence d'un ancrage objectif permettant d'identifier rigoureusement un panier de biens non alimentaires satisfaisant aux besoins minimum d'un individu. Afin d'obtenir un seuil de

⁹¹ Voir l'annexe méthodologique relative à l'estimation des seuils de pauvreté pour plus de détails.

⁹² En effet, la démarche comparative des résultats obtenus sur des observatoires différents est un moyen de généraliser des résultats produits sur des données issues d'un échantillonnage raisonné. Il est donc essentiel de garantir la comparabilité spatiale des résultats.

Tableau II.3 Estimation des lignes de pauvreté pour Marovoay et Antsirabe, en franc malgaches courants, euros courants et en dollars américains courants et parité de pouvoir d'achat, 1998-2002

		1998	1999	2000	2001	2002
<i>Annuelles</i>						
Milliers de Fmg ¹	Marovoay ²	582	668	672	566	640
	Antsirabe	533	593	673	620	657
Euros	Marovoay ²	96	100	107	96	100
	Antsirabe	88	88	107	105	103
<i>Par jour</i>						
Euros	Marovoay ²	0,26	0,27	0,29	0,26	0,27
	Antsirabe	0,24	0,24	0,29	0,29	0,28
US\$ PPA ³	Marovoay ²	0,88	0,93	0,89	0,72	0,71
	Antsirabe	0,81	0,82	0,89	0,78	0,73

Notes : (1) le Franc malgache (Fmg) n'a plus de cours officiel depuis le 1 janvier 2005, la monnaie de Madagascar est, à partir de cette date le Ariary (1 Ariary = 5 Fmg); (2) La ligne est calculée, pour Marovoay, avec le panier de biens retenu pour Antsirabe. (3) Le taux de change en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA), correspond au nombre d'unités de Fmg nécessaires pour acheter sur le marché malgache le même panier de biens que celui que l'on peut acquérir aux États-Unis avec 1 dollars américain. Le calcul des taux de conversion des taux de change officiels en taux de change en PPA est sujet à critique (voir Reddy et Pogge [2002]), notamment en ce qui concerne le panier de biens de référence et sa composition. Dans le cas présent, le taux de conversion est calculé sur la base des prix moyens sur l'ensemble du territoire malgache et ne tient donc pas compte des prix sur les zones rurales étudiées. Il s'ensuit certainement une sous-évaluation de la ligne en PPA puisque, d'une façon générale, les prix des produits alimentaires de première nécessité sont, en zone rurale, inférieurs à la moyenne nationale.

Sources : World Bank, International Comparison Program database et ROR, 1998-2002, calculs de l'auteur.

pauvreté global, on « renforce » la ligne de pauvreté alimentaire. La méthode la plus courante, retenue ici, consiste à diviser la ligne alimentaire par la part moyenne des dépenses alimentaires dans les dépenses totales⁹³. Les seuils de pauvreté obtenus sont présentés dans le tableau II.4.

La comparaison avec la ligne de pauvreté présentée par Razafindravonona *et al.* [1999] est délicate puisque le panier de base diffère de celui retenu ici et les prix prévalant sur les observatoires peuvent diverger assez largement des prix ruraux moyens (Droy et Rasolofo [2001]). Il s'avère cependant que le montant de la ligne de pauvreté totale déduite

⁹³ Bidani et Ravallion [1994] proposent une méthode qui repose sur l'évaluation d'un « bien non alimentaire de base », c'est-à-dire celui pour lequel les consommateurs sont prêts à renoncer au « bien alimentaire de base » (qui permet d'atteindre l'apport énergétique minimum recommandé). La part alimentaire retenue pour ajuster la ligne alimentaire est celle pour laquelle on observe un phénomène de substitution entre le bien de base alimentaire et le bien de base non alimentaire. L'avantage de cette méthode est qu'elle permet d'ancrer la dépense non alimentaire sur une base théorique plus solide (Ravallion [1993, 1]). L'évaluation du bien alimentaire de base passe par l'estimation d'une courbe d'Engel. Les résultats de l'estimation pour les observatoires de Marovoay et d'Antsirabe n'étant pas assez robustes, cette méthode n'a pu être retenue ici. La méthodologie détaillée et les résultats des estimations sont présentés en annexes.

des données des observatoires ruraux pour Marovoay et Antsirabe est cohérent avec celui produit à partir de l'Enquête prioritaire auprès des ménages (EPM) de 1997⁹⁴. Les lignes de pauvreté estimées pour Marovoay et Antsirabe apparaissent tout de même comme étant particulièrement basses comparées à l'habituelle ligne d'extrême pauvreté de 1 US\$ PPA par jour. Sur la période 1998-2002, la valeur du seuil monétaire, exprimée en parité de pouvoir d'achat, oscille entre 0,93 et 0,71 US\$ pour l'observatoire de Marovoay et entre 0,89 et 0,73 US\$ pour Antsirabe.

La mesure monétaire de la pauvreté est retenue comme indicateur de résultat au sein du cadre d'analyse retenu pour l'étude des dynamiques de pauvreté. Afin de le compléter, une grille de compréhension des mécanismes sous-jacents au processus de pauvreté est construite sur la base de l'analyse qualitative des représentations de la pauvreté sur les Hautes Terres de Madagascar.

II. LES REPRESENTATIONS DE LA PAUVRETE EN PAYS MERINA

TRAITS SPECIFIQUES, TRAITS PARTAGES

L'étude propose une analyse des représentations de la pauvreté sur la base d'entretiens réalisés entre mars et juin 2003 sur deux zones des Hautes Terres de Madagascar. Si les représentations d'un phénomène recouvrent des significations parfois différentes d'une personne à une autre, elles renvoient aux interrelations entre individu et société. Elles sont, pour l'acteur, une manière de penser et d'interpréter la réalité quotidienne, construite en interaction avec les significations socialement partagées. Parce qu'elles sont à mi-chemin entre l'activité de perception et l'activité conceptuelle, les représentations individuelles d'un phénomène nous informent également sur les représentations sociales. Ainsi, partant d'un ensemble de discours sur la pauvreté, dont chacun est propre à la personne qui le tient, on établit des catégories de pauvreté partagées.

Cependant, avant d'entrer dans l'analyse des entretiens proprement dite, il est essentiel d'avoir un regard critique sur le processus de production des données et sur les caractéristiques de l'échantillon statistique retenu, de façon à préciser la portée des résultats

⁹⁴ La ligne de pauvreté rurale produite à partir des données l'EPM 1997 est évaluée à 522 270 Fmg courants (Razafindravonona *et al.* [1999]), l'application de l'indice national des prix à la consommation entre 1997 et 1998 donne un seuil de pauvreté de total de 551 517 Fmg pour 1998. Pour la même année, le seuil de pauvreté est estimé à 532 925 Fmg pour Antsirabe et à 595 310 Fmg pour Marovoay.

obtenus. Dès à présent, soulignons pourtant le caractère non définitif des résultats. Le travail ne s'inscrit pas dans une logique d'administration de la preuve, mais plutôt dans une logique illustrative. Il est une première incursion dans les représentations sociales de la pauvreté sur les Hautes Terres de Madagascar, et les pistes élaborées au cours de l'analyse devront être confirmées par des études de plus grande ampleur. Pour cette raison, les aspects méthodologiques, qui précisent la portée de l'analyse, constituent un préalable indispensable à l'exposé des résultats.

1. De la singularité des discours aux représentations partagées

Les représentations sociales désignent

« le savoir de sens commun, socialement élaboré et partagé, construit pour et par la pratique et qui concourt à la structuration de notre réalité. Connaissance du réel qu'elles contribuent à édifier, les représentations sociales sont donc produit et processus d'une élaboration tant psychologique que sociale » (Ferréol et al. [1991 : 242]).

La prise en compte des représentations sociales propose une alternative aux analyses subjectives de la pauvreté ou aux analyses en termes d'expérience vécue. Alors que ces dernières ne permettent pas de dépasser le niveau du sujet, les représentations de la pauvreté se situent à l'interface entre représentations individuelles et construction sociale du phénomène, même si l'analyse est menée sur la base d'une étude compréhensive de discours propre à chaque sujet. Ainsi, bien que chaque discours sur la pauvreté comporte des aspects inhérents à la personne qui le tient, il renvoie également à l'image du phénomène dans sa construction sociale. Insistant sur l'aspect social des représentations de la pauvreté, il est nécessaire de contrôler l'analyse par les caractéristiques de l'échantillon.

La présentation du processus de production des entretiens (première sous-section), matériau de base de l'analyse, servira d'appui au recul méthodologique nécessaire pour établir la portée des résultats (seconde sous-section).

1.1. Un cadre pour la production des données qualitatives

Les hypothèses initiatrices de la recherche constituent la base de la grille d'entretien relative au thème des représentations sociales de la pauvreté.

a- *Hypothèse initiatrice de la recherche*

L'étude présentée ici ne s'attache pas principalement aux aspects subjectifs de la pauvreté (perception de la pauvreté), mais aux représentations de la pauvreté. Bien que les deux aspects soient, dans une certaine mesure, complémentaires, la perception de la pauvreté à une portée plus restreinte. Elle dépend d'un jugement subjectif de ce que constitue le bien-être d'une personne, et peut donc largement évoluer selon le sujet qui la formule ; la perception qu'une personne a d'elle-même peut considérablement différer du jugement d'un autre observateur. La question de la perception renverrait donc plutôt aux signes extérieurs de richesse ou de pauvreté, dont on sait qu'il faut les manier avec prudence lorsque l'on cherche à identifier qui est pauvre⁹⁵. Aux perceptions, on préférera donc les représentations qui renvoient au sens donné par les individus au phénomène et dépassent le monde sensible. Par ailleurs, s'il est vrai que les représentations sont, dans une certaine mesure, variables d'un sujet à l'autre, elles renvoient également à des traits culturellement partagés. Selon la définition de Paugam [2005 : 67], s'interroger sur les représentations sociales de la pauvreté, revient à s'interroger sur « *le sens que les individus donnent à ce phénomène en fonction de leurs expériences vécues ainsi que des échanges et interactions qui caractérisent la vie en société* ». Fondées sur les expériences personnelles mais dans le cadre d'échanges et d'interactions sociales, elles sont donc mieux à même de nous informer sur les significations partagées du phénomène de pauvreté. Les représentations sociales sont intimement liées aux caractéristiques culturelles, sociales et économiques de la société d'appartenance.

L'analyse des entretiens relatifs aux représentations de la pauvreté est guidée par l'hypothèse selon laquelle les représentations de la pauvreté dans les zones d'étude ont des aspects spécifiques, potentiellement en décalage par rapport aux représentations véhiculées par les politiques impulsées par les expertises internationales, et captées par les indicateurs habituellement retenus pour mesurer la pauvreté. Cette hypothèse d'analyse s'inscrit dans la recherche globale présentée au cours de ce chapitre qui comporte un double objectif. Il s'agit d'établir des catégories partagées pour donner une représentation de la pauvreté sur la base des discours, et, parallèlement, de tendre des passerelles vers la deuxième partie du chapitre

⁹⁵ Ceci est particulièrement vrai dans le Sud-ouest malgache, peut-être moins sur les Hautes Terres. Une des figures sociales d'importance du Sud-ouest malgache, les *mpanarivo* (littéralement : richards) en sont un bel exemple. D'après Fauroux [2003 : 34] les *mpanarivo* sont à la tête d'un réseau de clientèle d'importance et d'une réelle fortune. Ils fuient cependant l'ostentation et sont difficilement identifiables, à leur apparence, leur logement ou leur troupeau. Les *mpanarivo* ont d'ailleurs plusieurs maisons, dans chacune d'elles loge une coépouse et, dans chaque lieu, les troupeaux n'ont rien d'extravagant par leur taille.

dont le but est de questionner ces catégories dans leur proximité ou leur divergence avec les représentations véhiculées par les politiques de lutte contre la pauvreté.

La production des données s'est opérée au moyen d'entretiens semi-dirigés, effectués au printemps 2003, au cours d'une mission à Madagascar d'une durée totale de quatre mois⁹⁶. La grille d'entretien, intimement liée aux hypothèses de recherche, est l'outil indispensable à la réalisation des entretiens.

b- La grille d'entretien

Le champ couvert par les entretiens dépasse les seules représentations de la pauvreté. Une deuxième thématique majeure concerne la manière dont les ménages réagissent à des situations de choc. Ce thème est une première incursion dans l'étude des aspects dynamiques. L'analyse de cette partie des entretiens sera menée au cours du chapitre quatre. Toutefois, au cours du travail sur les représentations, il est apparu qu'en règle générale, les autres aspects de l'entretien éclairent le discours tenu sur cette thématique particulière. C'est pourquoi l'ensemble de la grille sera explicité dès à présent.

La grille d'entretien (tableau II.5) a été organisée en cinq thèmes principaux, précédés de questions précisant le profil de la personne enquêtée (données de cadrage). Les thèmes n'ont pas toujours été abordés dans l'ordre exact qui est présenté ici. En effet, il faut comprendre l'outil que constitue la grille d'entretien comme un guide permettant de ne pas omettre, au cours de l'entretien, un des thèmes centraux de l'étude, mais, en aucun cas, comme un carcan qui transformerait l'entretien en une suite de questions-réponses. Comme dans tout entretien semi-dirigé, la parole de la personne interviewée doit rester la plus libre possible autour des thèmes préalablement identifiés. Il est essentiel de la laisser s'exprimer et d'accepter les digressions, si bien que l'ordre donné aux thèmes lors de la préparation de la grille peut être modifié. Finalement, la grille a été un outil particulièrement important dans le contexte particulier d'entretiens bilingues. Elle a permis aux enquêteurs, qui assuraient

⁹⁶ La mission de recherche, réalisée sous forme de stage au sein du Centre d'Économie et d'Éthique pour l'environnement et le développement (C3ED), unité mixte de recherche, Institut de la Recherche pour le Développement (IRD) et Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines, revêt deux aspects essentiels. Outre trois missions d'étude en zone rurale (seules deux missions, sur les observatoires d'Antsirabe et De Manjakandriana, ont fait l'objet d'un entretien sur les représentations de la pauvreté) dont l'essentiel est constitutif du présent travail, j'ai également pu participer au montage de l'enquête sur les conditions de vie des ménages urbains dans le quartier d'Isotry (Antananarivo) menée par l'ONG HARDI-Madagascar (Harmonisation des Actions pour la Réalisation d'un Développement Intégré).

Tableau II.4 Grille d'entretien, mission printemps 2003
Organisation des modes de vie des ménages en milieu rural et représentations de la pauvreté

Thèmes principaux	Sous-thèmes	Remarques
Données de cadrage	Nom Age Enfants Statut dans le ménage Statut matrimonial	Recueillir les informations nécessaires pour retrouver, le cas échéant, le ménage d'appartenance de la personne au sein de la base de données du ROR. Dans le cas contraire, disposer de quelques caractéristiques de la personne.
Activités du ménage	Quelle est votre activité principale ? Pratiquez-vous d'autres activités ? Quelles cultures pratiquez-vous ? Faites-vous de l'élevage ? De quel type ?	L'activité principale de la personne interviewée mais aussi des autres membres de son ménage d'appartenance.
Adaptation du comportement en périodes de choc	1- Un choc annuel : la période de soudure <i>Durée de la soudure</i> <i>Adaptation des comportements pour faire face à la soudure</i> Quand les stocks issus de votre production de riz sont épuisés, comment réagissez-vous ? Quels autres aspects de votre vie sont-ils modifiés pendant la période de soudure ? 2- Un choc exceptionnel : la crise politique et économique de 2002 Comment s'est passée la crise pour votre ménage ? Qu'est-ce que cela a modifié : - pour votre activité, vos sources de revenu ; - pour votre alimentation, vos dépenses en général ? Qu'avez-vous entrepris pour essayer de faire face ?	
Perception, représentations de la pauvreté	<i>Perception de sa propre situation</i> Trouvez-vous que vous vivez difficilement ? Vous sentez-vous pauvre ? Expliquez-nous pourquoi ? <i>Représentation de la pauvreté</i> Pour vous, qu'est-ce qu'être pauvre ?	Attention à la traduction du terme de pauvreté.
Projets d'avenir	Quels sont vos projets pour l'avenir ? Pour vous ? Vos enfants ? Votre exploitation ?	Ne pas se laisser trop entraîner dans les idéaux.

également la traduction simultanée, de se repérer et de mener au mieux le dialogue avec les personnes enquêtées⁹⁷.

La présentation retenue respecte une gradation, du thème dont l'abord semble le plus simple pour les personnes interviewées aux thèmes les plus complexes, parce qu'ils nécessitent un effort d'abstraction. Elle progresse des différentes activités de la personne et celles des autres membres de son ménage jusqu'aux projets envisagés qui nécessitent une projection dans l'avenir⁹⁸. Le thème sur les activités du ménage autorise une transition en souplesse de l'étape formelle des données de cadrage vers le cœur de l'entretien : la gestion des chocs et les représentations de la pauvreté. Par ailleurs, pour comprendre les réactions des membres du ménage à la suite d'un choc perturbant leur organisation économique habituelle, il est nécessaire, au préalable, d'avoir un aperçu de cette dernière. La mise en comparaison de ces deux premiers thèmes permet de saisir l'ampleur de l'adaptation des dépenses à un choc négatif sur le revenu et du réaménagement des activités et des sources de revenu dans un tel contexte. Le thème relatif aux projets complète les questions liées à l'organisation économique et ses adaptations en période de choc en se tournant vers l'avenir et en laissant transparaître les perspectives du ménage. Souvent, les personnes ont également eu tendance à tenir un discours décrivant un idéal de vie, ou un idéal moral, apte à enrichir l'analyse des représentations de la pauvreté.

Les aspects relatifs à la perception et aux représentations de la pauvreté ont été retenus dans la grille d'entretien à cause de leurs connexions certaines. L'analyse des discours a montré que la mise en regard de ces deux thématiques est féconde.

Avant de présenter les résultats de l'étude, il est toutefois nécessaire de présenter les difficultés méthodologiques particulières rencontrées au cours du travail de production des données, de façon à préciser la portée des résultats.

1.2. La portée des résultats

Le matériau de base de l'analyse des représentations de la pauvreté est une série de discours, produits dans une situation de communication. Ignorer cet état de fait restreindrait fortement l'intérêt de la démarche. Cette situation induit inéluctablement certains biais dont il

⁹⁷ Dans la section suivante, je reviendrai sur les difficultés méthodologiques particulières qui ne manquent pas de se produire lorsque l'on travaille dans une langue que l'on ne connaît pas.

⁹⁸ La première série de question a trait aux données de cadrage du ménage. Ce point sera commenté lors de la présentation des caractéristiques de la population statistique couverte par les entretiens.

est impossible de se prémunir totalement. Il est donc nécessaire de les repérer pour mieux les comprendre et reconnaître leur incidence (premier paragraphe). Par ailleurs, en revenant sur les caractéristiques de l'échantillon, sa taille et sa composition, on donnera un aperçu des possibilités d'extrapolation des résultats (second paragraphe).

a- Difficultés méthodologiques particulières

Les difficultés méthodologiques rencontrées au cours de la réalisation des entretiens sont regroupées en trois temps : le temps de la rencontre, le temps de l'échange et le temps de la traduction.

✦ **Le temps de la rencontre**

La qualité des entretiens et des informations révélées est directement soumise au degré de confiance qui s'instaure entre les personnes qui fournissent l'information (les personnes enquêtées) et celles qui la captent (les enquêteurs). Ce fût particulièrement flagrant dans le village de Mazoto (observatoire d'Antsirabe) où la population semblait assez réticente et méfiante. La succession des enquêtes du ROR (durant 7 années) ainsi que les nombreux projets montés sur le village par des ONG semblent avoir lassé la population. En outre, la fierté des villageois, et notamment du chef de quartier, est apparue lorsque nous avons annoncé travailler sur la pauvreté. Dans un premier temps, ce responsable local ne nous a proposé de rencontrer que des notables du village et il a fallu beaucoup de discussion pour faire comprendre qu'il était essentiel pour notre travail de rencontrer des personnes aux profils variés. A Manjankandriana, les enquêteurs qui nous accompagnaient étaient connus et appréciés de la population. Les entretiens se sont déroulés dans un climat de confiance, les personnes enquêtées ont semblé beaucoup plus ouvertes.

Le premier cap de l'arrivée au village et de la rencontre est crucial car il détermine le climat global de la mission, cependant, beaucoup de choses restent à jouer au moment de l'entretien proprement dit.

✦ **Le temps de l'échange privé**

Les entretiens ont été menés en privé, à l'intérieur des maisons ou dans la cour, la plupart du temps avec une seule personne⁹⁹. La majorité des personnes ayant accepté un

⁹⁹ Parmi les entretiens auxquels il est fait référence dans l'analyse, un seul a été mené avec, comme interlocuteurs, le chef de ménage et sa conjointe. Ce point est d'ailleurs signalé lorsque l'entretien est commenté.

entretien avaient préalablement été enquêtées dans le cadre du ROR. Elles étaient donc coutumières des entretiens fermés. Dans ces conditions, il faut être très prudent, dès le début de l'entretien, si l'on ne veut pas que la personne s'enferme dans l'attitude passive à laquelle l'a habituée la situation d'entretien fermé. L'idéal est d'arriver à donner le ton d'une conversation. Comme le souligne Kaufmann [2004 : 51]),

« Tout en étant très actif et en menant le jeu, l'enquêteur doit savoir rester modeste et discret : c'est l'informateur qui est en vedette, et il doit le comprendre à l'attitude de celui qui est en face de lui, faite d'écoute attentive, de concentration montrant l'importance accordée à l'entretien, d'extrême intérêt pour les opinions exprimées, y compris les plus anodines ou étranges, de sympathie manifeste pour la personne interrogée. ».

D'une façon générale, les personnes auprès desquelles ont été menés les entretiens, étaient ravies de passer du statut d'enquêté au statut d'informateur : la plupart se sont prêtées au jeu, avec, bien sûr, plus ou moins de retenue.

C'est finalement avec les traducteurs que l'habitude de l'entretien fermé a posé le plus de problème. Il n'était pas aisé pour eux de passer du questionnaire fermé à la conversation semi dirigée.

✦ **Le temps de la traduction**

Les entretiens ont été soumis aux difficultés particulières liées à la présence d'un traducteur. Le terme d'interprète semble ici plus adapté, car il a le mérite de ne pas suggérer une illusoire neutralité. Le dialogue est évidemment très largement influencé par la présence d'une tierce personne et la nécessité d'une traduction. Ainsi, la formulation des questions et des relances, de même que les réponses des enquêtés passent par le filtre de l'interprète, c'est-à-dire de sa compréhension et de sa traduction. Une perte d'information, voire la déformation de l'information, est alors inéluctable¹⁰⁰. Afin de limiter ce problème, il est donc essentiel de discuter longuement de sa problématique et de sa méthode de recherche avec l'enquêteur-interprète afin qu'il puisse cerner au mieux les informations pertinentes et respecter la logique particulière de l'entretien semi-dirigé.

¹⁰⁰ Lors de la deuxième série d'entretiens, menés en mai 2005, les décalages entre les questions posées en français et leur traduction en malgache, ainsi qu'entre les réponses en malgache et leur traduction en français apparaissent plus clairement. A cette occasion, j'ai en effet opté pour la méthode consistant à enregistrer l'intégralité du discours pour pouvoir en avoir une retranscription intégrale. L'analyse de cette deuxième série d'entretiens, qui porte sur le processus de pauvreté et la pluriactivité est conduite dans le quatrième chapitre.

Outre les aspects directement liés au contexte de production des données, les caractéristiques de l'échantillon permettent de donner une idée du pouvoir de généralisation des résultats.

b- Caractéristiques de l'échantillon

La sélection des personnes enquêtées a été opérée selon deux critères. D'une part, il semblait essentiel que les personnes aient déjà fait l'objet d'une enquête par le Réseau des Observatoires Ruraux, puisque cela donnait la possibilité de retrouver, *a posteriori*, des informations détaillées sur elles-mêmes et leur ménage d'appartenance. D'autre part, la constitution de l'échantillon a respecté la pluralité des caractéristiques socio-économique, pour représenter les différentes composantes de la communauté.

La plupart des entretiens ont effectivement été menés auprès de personnes appartenant à des ménages préalablement enquêtés par le ROR. Cette option permettait de combiner deux aspects d'importance. Premièrement, l'analyse des discours est ainsi enrichie par les nombreuses variables relatives aux caractéristiques socio-économiques contenues dans les informations du ROR. Deuxièmement, l'entretien en lui-même s'en trouve considérablement allégé puisque les données de cadrage sont alors réduites au minimum nécessaire pour pouvoir retrouver, avec certitude, les données relatives à la personne interviewée dans la base de données des observatoires.

Cette ligne de conduite n'a pourtant pu être que partiellement tenue. Dans les faits, il s'est avéré complexe et coûteux en temps de ne conduire des entretiens qu'avec ces personnes. Si, sur la première zone d'étude, le village de Vinany au sein de l'observatoire d'Antsirabe, nous nous sommes tenus à cette règle, c'est aussi à la fin de cette première mission qu'elle a été assouplie. Il s'agissait d'agir le plus naturellement possible, de ne pas imposer et de ne pas s'imposer. Au final, les entretiens ont été menés auprès des personnes qui étaient désireuses de communiquer, partant du fait que les entretiens « désirés » sont plus riches que les entretiens « contraints ». Au total, sur 28 entretiens semi-dirigés abordant le thème des représentations de la pauvreté, 7 ont été menés auprès de personnes n'ayant pas fait l'objet d'une enquête ROR¹⁰¹. Pourtant, même dans ce cas, il a été décidé de ne pas alourdir la partie de l'entretien visant à collecter les données de cadrage, au contraire. Le début de

¹⁰¹ Dans ce chapitre, ne seront présentées que les caractéristiques des personnes ayant évoqué, au cours de l'entretien, la question des représentations de la pauvreté, mais au total 39 entretiens ont été conduits dont 10 auprès de personnes n'appartenant pas à l'échantillon du ROR.

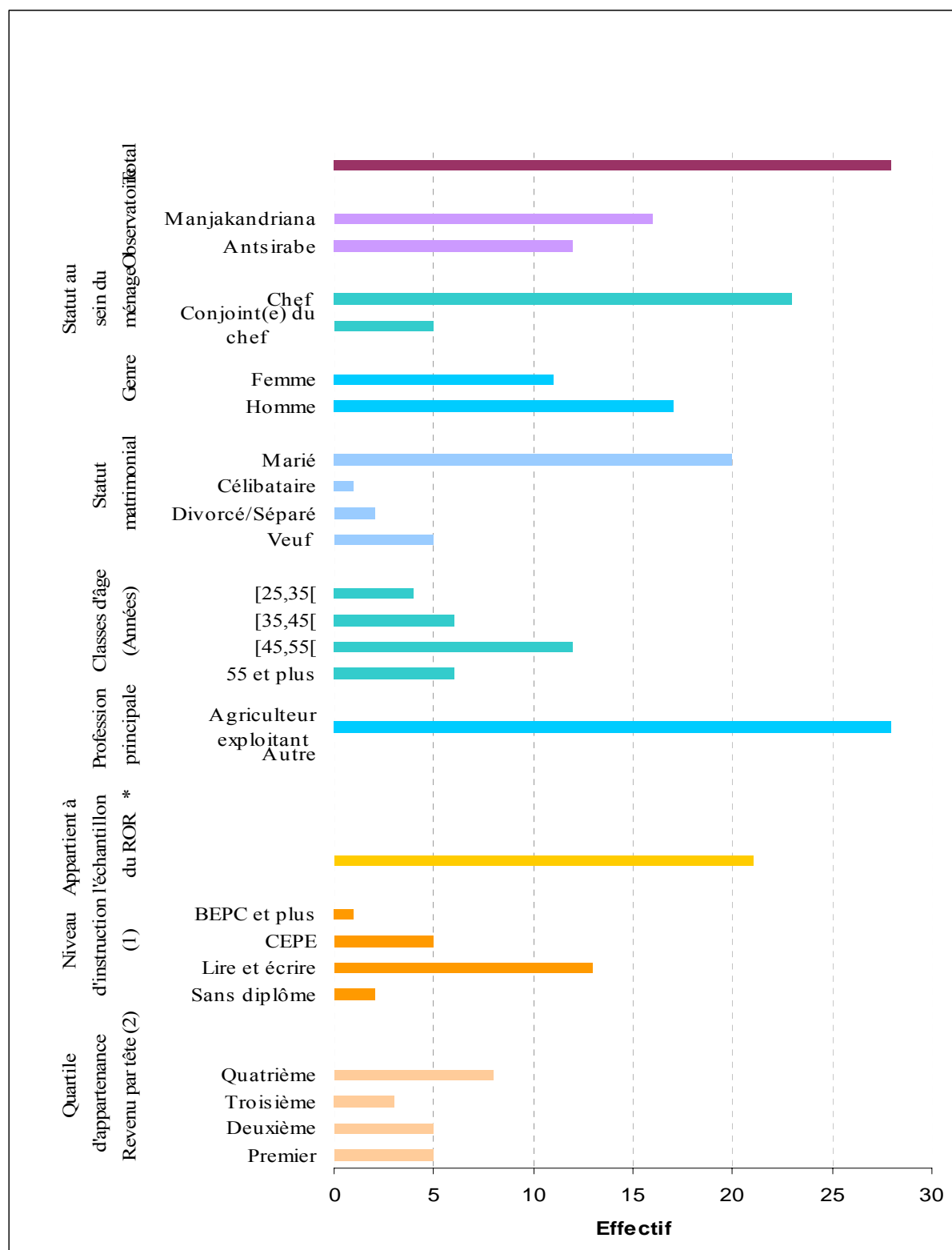
l'entretien perd ainsi en formalisme et favorise une prise de parole plus libre lorsque l'on se contente de recueillir quelques caractéristiques, susceptibles, *a priori*, d'influencer le discours sur les représentations de la pauvreté (âge, nombre d'enfants, statut dans le ménage, statut matrimonial).

Dans ce même ordre d'idée, il est important, pour la qualité de l'entretien, de ne pas noter le nom de la personne pendant l'entretien, mais de s'en occuper après, discrètement, en demandant, si besoin, confirmation auprès de l'enquêteur-interprète. De la même façon, au début de l'entretien, une brève déclaration précisait à la personne qui acceptait de nous recevoir que son anonymat serait préservé. Notamment, il lui était signifié que pour toute publication de l'intégralité ou d'un extrait de son discours, un nom fictif serait donné. La situation d'entretien est une situation de communication, et il est important de réunir les éléments propices à la mise en confiance. La visite d'un groupe de chercheurs est, en soi, suffisamment déstabilisante.

La deuxième règle de sélection, visant à interroger des personnes de niveaux de vie différents a été plus difficile à tenir. Le cas du village de Mazoto, présenté dans le paragraphe précédent, en est évocateur. Pourtant, il reste difficile de repérer directement le niveau de vie d'une personne et, encore plus difficile de demander au chef de quartier de rencontrer des personnes démunies, sans être discourtois. La figure II.2 montre la répartition des ménages d'appartenance des personnes enquêtées au sein des quartiles de bien-être économique. La surreprésentation, au sein de l'échantillon statistique, des ménages appartenant au quartile le plus élevé montre que le biais de sélection, identifié à Mazoto, a persisté, même si des personnes appartenant à toutes les catégories de bien-être économique ont été entendues. Il faut souligner que les personnes les plus démunies, peu accoutumées à tenir les premiers rôles, n'ont pas l'habitude de prendre la parole, et sont certainement les plus intimidées par les étrangers au village.

L'analyse des autres caractéristiques de l'échantillon montre une variété certaine dans les profils des personnes interrogées. Notamment, l'échantillon statistique comporte à peu près autant d'hommes que de femmes. Il n'est pas étonnant de retrouver ici, comme dans toutes les enquêtes en milieu rural malgache, que la quasi-totalité des personnes se déclarent

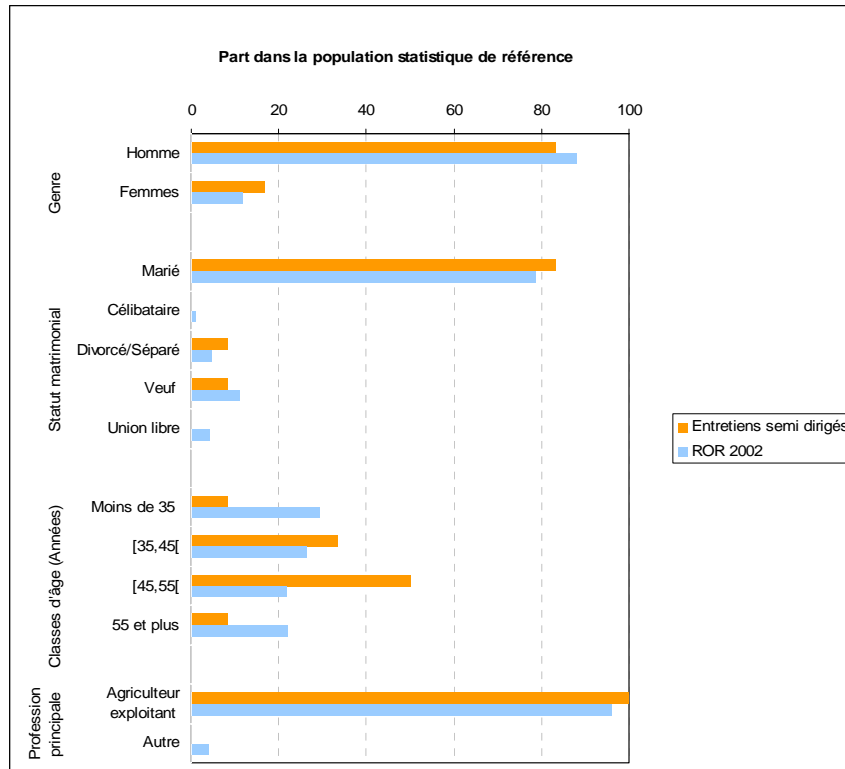
Figure II.2 Entretiens sur la pauvreté : caractéristiques de l'échantillon



Notes : (1) Données individuelles, à partir du fichier individus des questionnaires du ROR. (2) Pour les personnes dont le ménage a été enquêté au moins une fois par le ROR, le quartile d'appartenance de la personne enquêtée est déterminé d'après le revenu par tête de son ménage (les modalités de construction de l'indicateur de bien-être économique sont présentées dans la section 2 du présent chapitre). Les quartiles de revenu par tête sont calculés pour la population de chaque observatoire. Le premier quartile regroupe les ménages faisant partie des 25% les plus pauvres de l'échantillon.

Source : A partir des données collectées lors de la mission de recherche, mars-juin 2003, et des données du ROR, calculs de l'auteur

Figure II.3 Entretiens semi-dirigés, 2003, et enquête ROR, 2002, Antsirabe
Mise en regard des caractéristiques des populations statistiques



Notes : Toutes les personnes ayant fait l'objet d'un entretien semi-dirigé sur l'observatoire d'Antsirabe ont été enquêtées par le ROR en 2002 mais ont été exclues des enquêtes ROR en 2003 (le panel a été totalement refondu). Les deux populations statistiques sont exclusivement composées de personnes ayant le statut de chef de ménage. L'effectif total des populations statistiques atteint respectivement 12 individus pour les entretiens menés en 2003 et 601 individus pour les enquêtes ROR de 2002.

Source : *A partir des données collectées lors de la mission de recherche, mars-juin 2003 et des données des observatoires ruraux, 2002, calculs de l'auteur*

agriculteurs-exploitants. Dans la figure II.3, la mise en comparaison, pour Antsirabe¹⁰², de l'échantillon statistique avec celui de ROR souligne que la population statistique des entretiens n'est pas représentative de celle des observatoires. Cela est particulièrement flagrant en ce qui concerne la structure par âge des deux populations et le statut matrimonial.

Pourtant, en technique qualitative, il peut être intéressant de mettre l'accent sur des personnes atypiques qui, par échos, interpellent la norme et dont les discours sont potentiellement indicatifs des changements à l'œuvre. C'est particulièrement le cas pour les femmes célibataires ou divorcées qui ont des représentations particulières de la pauvreté du fait de leur situation sociale marginale, ou des personnes âgées qui ont un discours dans lequel les notions de mort et de lignées sont plus présentes. Les caractéristiques sont présentées à

¹⁰² Cette comparaison n'a pu être menée que pour l'observatoire d'Antsirabe. En effet, toutes les personnes interviewées sur l'observatoire d'Antsirabe ont été enquêtées par le ROR, à la différence des entretiens menés sur les deux autres zones géographiques.

titre indicatif, et le faible nombre de cas des entretiens semis-dirigés ne permet pas de faire de plus amples commentaires.

L'analyse de l'échantillon ne saurait être complète si l'on ne s'interrogeait sur le pouvoir de généralisation de l'étude en posant la question de la saturation de l'hypothèse.

c- La probable non saturation de l'hypothèse

En analyse qualitative, le modèle de compréhension est construit progressivement au cours de l'analyse des entretiens. Kaufmann [2004] décrit ce processus. Partant de la lecture des premiers entretiens, les hypothèses du modèle sont d'abord floues, confuses. On est face à un écheveau de pistes puisque chaque observation apporte une idée nouvelle. Puis, les hypothèses se stabilisent jusqu'au moment où on peut considérer qu'il y a saturation : les nouvelles observations n'apportent plus rien ou presque. L'analyse des représentations proposées dans la section suivante n'est probablement pas totalement stabilisée en raison du nombre relativement restreint d'entretiens conduits. Sur les trois zones d'observations, 39 entretiens ont été effectués. Parmi ceux-ci, 28 contiennent effectivement un discours sur les représentations de la pauvreté. Il est à peu près certain que des entretiens supplémentaires auraient apporté des informations complémentaires, conduisant à affiner ou réorienter partiellement les hypothèses finales présentées. Ces résultats demandent donc à être confirmés par des études complémentaires et représentent des pistes de recherche plus que des résultats définitifs.

La logique de construction des modèles, base de l'analyse qualitative des entretiens, est bien celle qui est suivie. Toutefois, compte tenu du faible nombre de cas retenus et de l'objet de la recherche, l'analyse est centrée sur la construction de catégories et laisse au second plan la mise en place d'un modèle de compréhension des représentations de la pauvreté¹⁰³.

Selon Kaufmann [2004 : 90], construire un modèle c'est « *comprendre les processus liés aux hypothèses centrales, c'est donner du sens, de l'épaisseur aux catégories et aux liens entre ces catégories* ». L'objet du présent travail, sans s'atteler à la construction d'un modèle proprement dit, a pour objectif d'identifier les catégories de pauvreté telles qu'elles ressortent des discours des personnes rencontrées, et d'établir les liens entre les catégories de présentation de la pauvreté et le contexte sociétal des Hautes Terres malgaches.

¹⁰³ Ce travail mériterait d'être mené en interdisciplinarité avec des anthropologues et des sociologues.

2. *La pauvreté dans les discours : aspects matériels, aspects immatériels*

L'analyse des entretiens fait ressortir deux niveaux dans le discours sur les représentations de la pauvreté¹⁰⁴. Le premier, présent dans tous les entretiens, s'inscrit dans la sphère matérielle. Plus précisément, il renvoie à la satisfaction des besoins vitaux. Le second niveau fait référence à divers éléments de l'organisation sociale. L'analyse a ainsi nécessité la restitution de ces aspects sociétaux dans le contexte des Hautes Terres malgaches.

2.1. **La pauvreté comme non satisfaction des besoins vitaux**

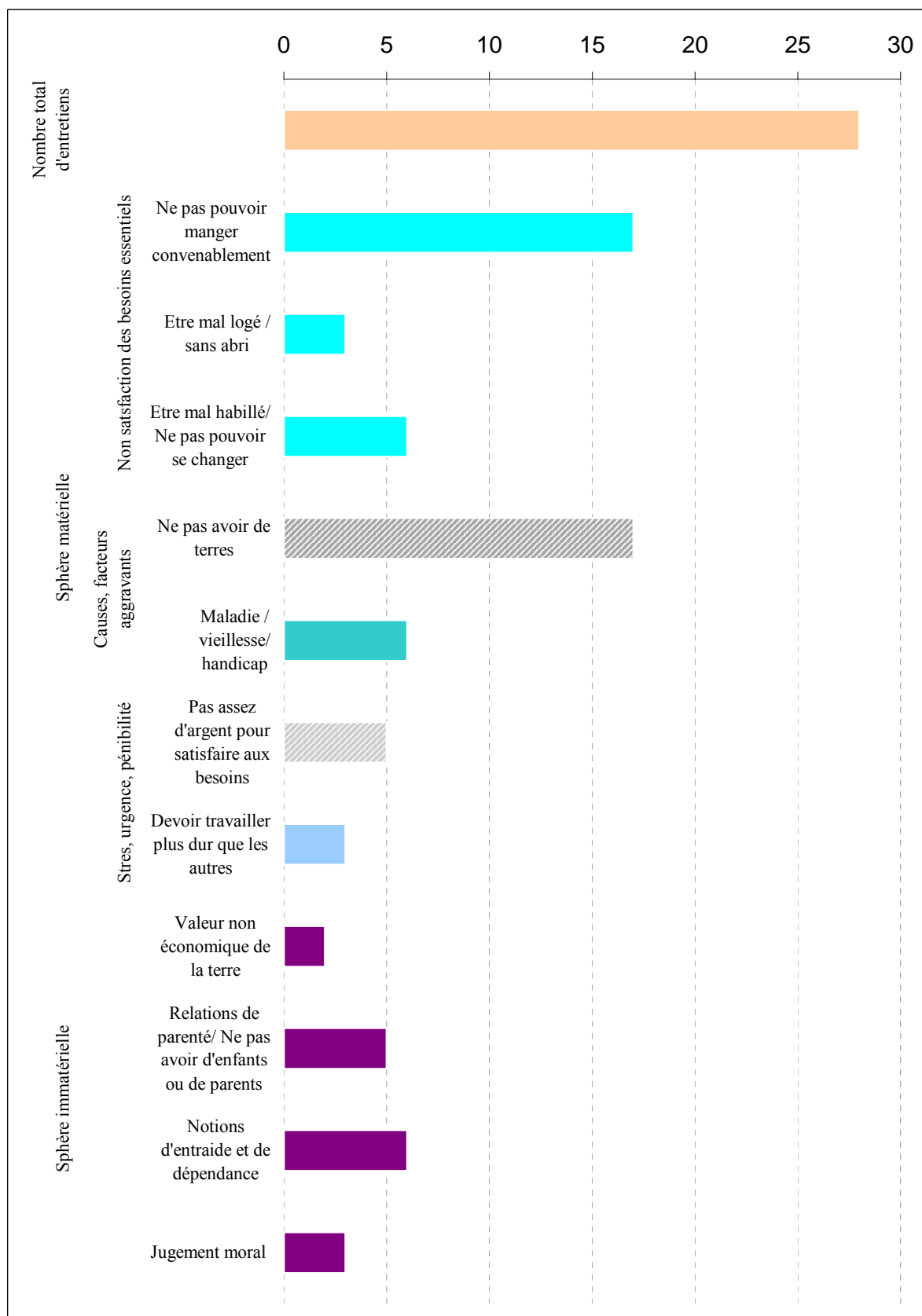
Le discours relatif à la pauvreté comme non satisfaction des besoins organiques est présent dans la totalité des entretiens. Par contre, les différents éléments auxquels il est fait référence n'apparaissent pas tous de façon systématique et exactement similaire d'un entretien à l'autre. Dans cette dimension, être pauvre se traduit par le fait de ne pas pouvoir se nourrir correctement, être mal logé, mal vêtu et ne pas avoir de terre à cultiver. Ce sont les besoins de base qui sont ici répertoriés. Pourtant, l'analyse des entretiens laisse transparaitre, dans un deuxième temps, souligne les évolutions possibles des représentations de la pauvreté en lien avec la relativité de l'univers des besoins.

a- La pauvreté en référence à l'univers des besoins de base

Un certain nombre de dimensions de la pauvreté définie comme non satisfaction des besoins vitaux ressort des entretiens (figure II.4). Le fait de ne pas avoir suffisamment à manger et le fait de ne pas avoir de terre à cultiver sont les deux points le plus souvent mis en avant et à égalité (16 réponses) pour exprimer ce qu'est la pauvreté. Ils sont cités par les deux tiers des personnes interviewées. Viennent ensuite le fait de ne pas pouvoir se vêtir convenablement, le fait d'être malade ou handicapé, le fait de ne pas avoir suffisamment d'argent pour satisfaire aux besoins quotidiens, et, enfin, le fait de ne pas être propriétaire de

¹⁰⁴ Des extraits des entretiens sont proposés comme support à l'analyse. Ne pouvant reproduire l'intégralité de tous les entretiens, seuls quelques entretiens sont présentés en annexes. Il s'agit de ceux qui semblent les plus importants parce qu'ils ont permis de faire les articulations proposées dans l'analyse ou parce qu'ils sont particulièrement bien illustratifs d'un des points de l'argumentation. Le matériau reproduit correspond à la transcription des notes prises au cours des entretiens sur la base de la traduction proposée par l'enquêteur malgache. Il est donc essentiel de garder à l'esprit les biais que cela implique et qui ont été rappelés dans la section précédente. Tenant compte de ces biais, l'analyse ne s'est pas arrêtée aux mots, le mot à mot du texte, ce qui n'aurait pas de sens dans le cas présent, mais bien aux idées, aux unités de sens.

Figure II.4 Thèmes associés à la notion de pauvreté dans les entretiens, fréquence



Source : Entretiens semi-dirigés, 2003

sa maison, voire d'être sans abri. Dans l'univers des besoins, on retrouve donc les résultats de l'enquête participative de la Banque mondiale (World Bank [1996]) menée en 1996 dans quatre régions de Madagascar (Antananarivo, la région de Tuléar, une zone productrice de riz sur les Hautes Terres – Soavinandriana – et sur la côte Est, Sambave et Brickaville).

Au sein de cette liste des thématiques associées à la pauvreté, on retrouve l'urgence de certaines situations et le stress généré par le souci quotidien de nourrir sa famille¹⁰⁵. A ce titre, on peut faire référence au discours de Basol, homme de 34 ans, dont le ménage appartient au premier quartile, il est marié et titulaire du Certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE). *Il ne peut pas économiser car il est malade. Il aimerait avoir plus de terres. Et puis il manque d'argent. L'argent c'est essentiel, on en a toujours besoin mais on n'en trouve jamais assez.* Romain (37 ans, titulaire du CEPE, marié, 2 enfants, quatrième quartile) renforce cette idée. *Il précise qu'il est chef de famille et donc responsable de celle-ci. Tous les jours, il doit se poser la question de ce qu'ils vont manger demain.* Cette idée est précisée par Bertin, 83 ans, deuxième quartile, sans diplôme, veuf. *Selon lui, on est pauvre si on n'a pas à manger, si on ne peut pas s'habiller convenablement. Être pauvre c'est aussi ne pas avoir de terre et travailler plus dur que les autres. Et puis, chaque jour, on doit se demander ce que l'on va manger.*

L'accès à la terre est également identifié comme un des traits majeurs du bien-être. Il est, en effet, une condition essentielle de satisfaction des besoins alimentaires, en milieu rural. La production agricole des exploitations familiales, bien qu'elle soit de moins en moins étrangère aux logiques du marché¹⁰⁶, reste caractérisée par la recherche de l'autosubsistance. Le rôle de la production agricole familiale, et, en amont, l'accès à la terre sont donc cruciaux.

L'entretien de Voahirana identifie l'importance de la terre. Voahirana a 52 ans, son ménage appartient au quatrième quartile en termes de revenu par tête, elle est mariée et n'a pas de diplôme. Elle nous dit que *les personnes pauvres sont celles qui n'ont pas du tout de terres ou trop peu pour vivre toute l'année.* Elle raconte qu'à côté de chez elle, *habitent des femmes qui ont des enfants sans être mariées, sans terres pour vivre. Leur seule source de revenu c'est le salariat agricole. Parfois leur famille ne mange rien de la journée.* Les propos de Florine (femme de 49 ans, habitant Manjakandriana, mariée, titulaire du CEPE,

¹⁰⁵ Voir, dans la figure II.4, le thème « ne pas avoir suffisamment d'argent pour satisfaire aux besoins quotidiens ».

¹⁰⁶ Les productions rurales s'adaptent, au moins en partie, aux débouchés urbains (Voir chapitre 1, section 2.2 de la deuxième partie, intitulée *Les contextes de l'étude*).

appartenant au troisième quartile) font échos à ceux de Voahirana. *Un ménage est pauvre s'il ne satisfait pas ses besoins (alimentation, vêtements). Les ouvriers agricoles sont pauvres parce qu'ils n'ont pas de terre à cultiver.* De même, le discours de Jospéhine (femme de 39, Manjakandriana, divorcée, titulaire du CEPE, quatrième quartile) illustre particulièrement bien cet aspect. *Pour elle, la pauvreté vient du manque de terre. Quand on n'a pas suffisamment de terres pour nourrir sa famille, il faut demander du travail partout dans le village. Il faut que quelqu'un ait du travail à donner.* Elle introduit ainsi la notion de dépendance sur laquelle nous reviendrons ultérieurement. Par ailleurs, la non possession de terre impose, outre le salariat agricole, la prise de terres en métayage. Les métayers sont dans une situation plus difficile puisqu'une partie de la récolte revient au propriétaire, et, également, dans une situation plus précaire. Le métayage étant officiellement interdit à Madagascar, aucun contrat écrit n'est établi, le propriétaire se réservant, à tout moment, le droit de ne pas renouveler l'accord oral. De plus, la terre appartenant, traditionnellement, à celui qui la met en valeur, le propriétaire impose une rotation importante des métayers. Les deux stratégies mises en place pour pallier l'absence de propriété foncière, le recours au salariat agricole ou au métayage, sont généralement synonymes de situations extrêmes en termes de bien-être économique. La dépendance (à l'employeur ou au propriétaire) implique une vulnérabilité accrue. La seule ressource repose sur un travail redoublé, dans une situation de grande incertitude quant à l'avenir. Jerison de l'observatoire d'Antsirabe, homme de 32 ans, marié, sans diplôme, agriculteur exploitant et ouvrier agricole, appartient au premier quartile de bien-être économique. Selon lui, *être pauvre c'est ne pas avoir de quoi manger, ne pas avoir assez d'argent pour subvenir aux besoins quotidiens, ne pas avoir de terres à cultiver ; quand on a une terre on peut toujours se débrouiller. La pauvreté n'est pas une fatalité. En travaillant, on peut s'en sortir. Il faut être en forme physiquement. En cas de maladie, il n'est plus possible de travailler.*

Ces entretiens font ressortir, parmi les représentations de la pauvreté, la notion de labeur et la pénibilité du travail. Ainsi, comme l'introduit Jerison à la fin de l'extrait, la bonne santé physique est une condition indispensable pour pouvoir s'en sortir. Albert, Jeannette et Philibert abondent en ce sens.

Albert (40 ans) et Jeannette (39 ans) sont mariés. Ils n'ont pas fait l'objet d'enquête par le ROR bien qu'ils vivent dans un des villages de l'observatoire de Manjakandriana. Ils sont agriculteurs exploitants et tiennent une épicerie. Selon eux, *celui qui est pauvre doit travailler plus que les autres. Il faut de la force, des initiatives.* Pour Philibert (observatoire de

Manjakandriana, homme de 48 ans, marié, troisième quartile, titulaire du BEPC), *les pauvres sont ceux qui sont sans-abri, qui n'ont pas suffisamment à manger, qui n'ont pas une seule parcelle à cultiver, ceux qui sont malades et qui ne peuvent plus travailler*. La maladie est crainte et souvent associée à la pauvreté. Cela n'a rien d'étonnant dans une société rurale où, le travail physique est l'actif essentiel pour mettre en valeur la terre, produire et se nourrir. Bien que la structure de l'échantillon statistique se prête assez mal à un exercice d'analyse des régularités des discours en fonction des caractéristiques socio-économiques (faible nombre de cas), un fait notable doit être souligné. La répartition des thèmes selon le quartile d'appartenance montre que la référence à la maladie est sensiblement plus fréquente parmi les ménages les plus pauvres en termes de bien-être économique (revenu par tête). La maladie est un facteur aggravant et déstabilisant d'autant plus insurmontable que le bien-être économique est faible. Cet effet est particulièrement marqué dans une société où la protection sociale est inexistante. Elle représente donc également un facteur de vulnérabilité et souligne que la pauvreté se traduit par un cumul de handicaps.

Ainsi, le fait d'être pauvre se traduit par la non satisfaction des besoins essentiels (nourriture, logement, habillement). À travers les notes d'entretiens ici rapportées, l'origine de la pauvreté provient d'un accès insuffisant à la terre, la maladie étant un facteur déstabilisant majeur. Nous retiendrons aussi l'idée de pénibilité du travail associée à la notion de pauvreté. Bien que le nombre limité d'entretiens ne permette pas de tirer des conclusions générales, ces aspects semblent partagés par tous, quel que soit le genre, la localisation géographique, le niveau de bien-être économique, l'âge ou le niveau d'instruction¹⁰⁷. Pourtant, certaines variantes dans les discours permettent de souligner l'idée selon laquelle la définition des besoins essentiels évolue dans le temps, suggérant la notion de relativité de l'univers des besoins.

b- De la relativité de l'univers des besoins

Gervais (homme de 46 ans, marié, hors ROR, observatoire d'Antsirabe) *ne se sent pas pauvre mais quand même pas riche car il a besoin de matériel qu'il ne peut pas se payer*. Romain (37 ans, observatoire d'Antsirabe, titulaire du CEPE, marié, 2 enfants, quatrième

¹⁰⁷ La répartition des catégories de pauvreté selon le quartile du ménage d'appartenance est présentée en annexes. Cette répartition, donnée à titre indicatif, doit être maniée avec prudence. Compte tenu, je le rappelle, du nombre limité d'entretiens, l'enquête se prête peu à une analyse des régularités au sein de l'échantillon.

quartile) souligne quant à lui que *sa famille ne mange que du riz et du manioc, pas de vitamines, pas de lait. C'est mauvais pour les enfants.*

Il faut lire dans ces discours des marques de la relativité de l'univers des besoins, et donc de relativité de la pauvreté définie comme non satisfaction des besoins. Pourtant, chacun de ces extraits renvoie à deux idées différentes. Dans le discours de Gervais, on retrouve la relativité de l'univers des besoins telle qu'elle a été identifiée par les études sur la pauvreté subjective¹⁰⁸ et, antérieurement, dans des travaux sociologiques et anthropologiques. Dans le cas de Romain, il semblerait plutôt qu'il ait intégré à sa représentation personnelle de la pauvreté¹⁰⁹ les discours des programmes de sensibilisation à la nutrition des enfants, dans une démarche d'appropriation du discours des ONG.

Même en ce qui concerne les aspects les plus pragmatiques du discours, on observe l'influence des représentations véhiculées par les actions de lutte contre la pauvreté. Sans chercher à « gloser » plus que de raison autour de ces exemples, notons, cependant, qu'ils ont un caractère illustratif du constat selon lequel les politiques de développement influencent les structures des sociétés dans lesquelles elles sont mises en œuvre. Les interventions massives, en vue de lutter contre la pauvreté, participent de l'évolution des représentations locales. La distance entre ces dernières tend donc à se raccourcir mais ce processus prend du temps. Il semble, en outre, peu probable que cette distance s'abolisse tout à fait.

Au-delà de la notion de besoins de base, les entretiens suggèrent des pistes qu'il est nécessaire de resituer dans le contexte sociétal des Hautes Terres pour les rendre intelligibles. De plus, ce travail permet d'entrer véritablement dans les représentations sociales de la pauvreté.

¹⁰⁸ Le phénomène a initialement été identifié par Tocqueville [1999, première édition 1835] sans qu'il n'en donne l'explication. Cette idée est notamment au cœur de l'ouvrage de Sahlins [1976] « *Age de pierre, âge d'abondance* ».

Pour Gardes et Loisy [1997], les mesures subjectives incorporant la notion de désir et de frustration, l'insatisfaction psychologique croit avec la satisfaction des besoins matériels. Ces auteurs étudient comment le revenu minimum déclaré varie avec les caractéristiques du ménage. En se référant à la caractéristique du revenu réel, ils mettent en évidence que les seuils minimum de revenu déclarés par les plus pauvres comme les plus riches sont moins sensibles aux variations du revenu réel que ceux des populations de la zone médiane. Aux deux extrémités de l'échelle des revenus réels, la pauvreté définie par un indicateur subjectif serait assez proche de la pauvreté définie en termes de lignes de pauvreté absolue, alors que pour les ménages ayant un revenu intermédiaire, l'indicateur subjectif donne une estimation de la pauvreté supérieure à celle obtenue sur la base de l'indicateur objectif.

¹⁰⁹ Le projet de Surveillance et Éducation des Écoles et des Communautés en matière d'Alimentation et de Nutrition Élargie (SEECALINE ; financement bilatéral, gouvernement malgache et Banque mondiale) a été particulièrement actif sur la zone d'Antsirabe. De nombreuses campagnes d'information et de sensibilisation autour de la nutrition des enfants en bas âge y ont été entreprises.

2.2. Les aspects sociétaux

Ce second niveau de discours, livré par petites touches, révélé par des propos qui semblent parfois contradictoires ou ambigus parce qu'ils renvoient à des aspects culturels spécifiques, trouve sens par un travail d'articulation progressive et contrôlée. Les entretiens livrent des pistes de travail dont la portée analytique, peut-être limitée du fait de la faible ampleur du matériau de base, est renforcée par référence à des travaux anthropologiques préexistants. Par ailleurs, c'est grâce à ce travail de réinscription des discours sur les représentations de la pauvreté dans le contexte sociétal et culturel des Hautes Terres malgaches que la signification des propos a pu être restituée.

La présentation, dans un premier paragraphe, des catégories de représentation de la pauvreté construites sur la base des entretiens fera l'objet, dans le second paragraphe, d'un questionnement quant à leur spécificité culturelle.

a- *La pauvreté en relation : notions d'identité et de dépendance*

Au cours de l'analyse des entretiens, deux pôles d'intelligibilité des discours ont été construits. Le premier souligne d'abord la double dimension de la terre arable. Outre la fonction de production, elle revêt un rôle identitaire essentiel. Le deuxième identifie les dimensions d'entraide et de dépendance vis-à-vis de la communauté d'appartenance.

✦ **La fonction identitaire du patrimoine foncier**

Le discours de Hadja sur ses projets d'avenir fait apparaître l'idée selon laquelle la valeur de la terre dépasse la valeur foncière ou monétaire, mais aussi la valeur productive précédemment soulignée. Hadja, de l'observatoire d'Antsirabe, a 54 ans, il est marié et a 5 enfants. Il est agriculteur et éleveur. D'après les données du ROR en 2002, son ménage appartient au quartile le plus élevé. *Outre la mise en place d'une coopérative d'élevage porcin, il souhaite installer ses enfants. Pour cela il doit acheter des terres supplémentaires. Il souligne que les terrains sont un peu chers et qu'il devra donc vendre des bœufs. Il explique que cela ne lui pose pas de problème parce que la terre a plus de valeur que les bœufs. Les bœufs peuvent mourir ou être volés alors que la terre reste.*

L'extrait souligne l'idée selon laquelle la terre est, comme dans toute société paysanne, un actif particulièrement valorisé, parce qu'il constitue la base *sine qua non* de la production indépendante (voir ci-dessus, salariat agricole et métayage), et qu'en cas de nécessité elle peut être revendue. Elle procure donc une réelle sécurité. Par ailleurs, l'introduction par Hadja des

notions de durée et, plus particulièrement, le fait qu'il évoque cet aspect dans une logique de transmission fait émerger l'idée selon laquelle la valeur de la terre ne se réduit pas à un actif productif. Le discours de Margueritte (femme de 64 ans, mariée, sans diplôme, dont le ménage appartient également au quatrième quartile) abonde dans ce sens. Elle-même, son mari et leur fils sont agriculteurs-exploitants. Ils possèdent également un camion ce qui leur a permis de développer une activité de collecte et de transport à Tana des différentes productions de la zone (riz, charbon entre autres). Concernant le placement de l'épargne de son ménage, Margueritte donne des indications sur la dimension symbolique de la terre. *Ils ne gardent pas leur épargne mais achètent des zébus et des terres. Il est possible d'acheter des terres mais à l'intérieur de la famille. Il faut garder le patrimoine, le « loavatsymifindra »¹¹⁰. La terre a une dimension sacrée.*

La très forte valorisation de la terre revêt des traits spécifiques dans la culture des Hautes Terres. Partant de la distinction entre la parenté d'ancestralité et la parenté de patrimoine, Ottino [1998 : 18] souligne les liens qui attachent les hommes à leurs ancêtres et au sol¹¹¹.

« La parenté que j'ai appelé d'ancestralité, définie par rapport à un ancêtre regardé comme l'ancêtre d'origine, est tout à la fois une parenté de descendance et une parenté de localité. Ego, qui réside idéalement sur la terre défrichée par l'ancêtre et où se trouve son tombeau, la considère comme sa terre ancestrale. Ce double aspect de l'ancêtre d'origine, à la fois ancêtre progéniteur auquel ses descendants rendent un culte et ancêtre fondateur dont ils tiennent leurs droits, explique que la parenté d'ancestralité soit indissociable de la résidence et de ce que j'ai appelé la parenté de patrimoine¹¹² ou, en raccourci, la parenté patrimoniale ».

Ainsi, la propriété terrienne héritée fait partie intégrante du lien aux ancêtres et, par là, de l'identité de la personne. Ceci est d'autant plus marqué que le patrimoine matériel n'est pas le seul transmis, le statut l'est aussi. La notion d'*anaran-dray* explicite cela.

¹¹⁰ La traduction littérale de « loavatsymifindra » est « l'héritage qu'on ne déplace pas, qu'on ne partage pas ». Il désigne la pratique de mariages entre proches parents cohéritiers. Il s'ensuit, au moment de l'héritage, un phénomène de concentration du patrimoine immobilier mais aussi des droits associés au statut transmis qui forme ce qu'Ottino [1998 : 352] appelle une lignée critique.

¹¹¹ L'auteur fait référence à Poirier [1964], qui, le premier, a explicité ces liens. Il est à préciser que l'étude d'Ottino porte sur une famille merina nobiliaire.

¹¹² La parenté par la propriété ou par le patrimoine est, selon la définition d'Ottino, incluse dans la parenté d'ancestralité et localisée par la résidence.

« [...] *l'anaran-dravy demeure un principe technique patrilinéaire de filiation et de succession aux charges, aux honneurs et aux responsabilités, indissociables de l'héritage aux biens ouvrant l'accès aux terres ancestrales. Le meilleur équivalent français de l'expression est celui de "statut"* » (Ottino [1998 : 282]).

Par métonymie, les terres, le cheptel, les maisons ancestrales et le tombeau ancestral servent de référence identitaire.

La possession de terres arables, condition évidente de survie dans une société rurale à dominante paysanne, où la production agricole garde une logique de subsistance, revêt également une fonction identitaire. La prise en compte du rôle identitaire de la terre dans la société merina souligne clairement qu'elle revêt non seulement une valeur foncière et productive, mais aussi une valeur symbolique et morale. Elle est le patrimoine de l'individu mais aussi celui de sa lignée. La personne doit non seulement préserver son héritage terrien et moral, mais a aussi le devoir de le transmettre et d'en prendre soin. Faisant cela, elle conforte son statut et celui de sa famille puisque propriété terrienne et statut social sont inextricablement liés¹¹³. Ainsi, la non possession de terres correspond à une pauvreté matérielle, patrimoniale, mais elle fait simultanément écho à une pauvreté de statut, définie par la profondeur ancestrale¹¹⁴.

Il semble donc que la personne soit un jalon, entre ascendants et descendants. Au cours des entretiens, il a été fait plusieurs fois référence aux parents et aux enfants comme source de richesse. La restitution de ces entretiens dans les liens de parenté et identitaire permet d'en comprendre le sens.

Pour Joséphine (femme de 39, Manjakandriana, divorcée, titulaire du CEPE, quatrième quartile), *être riche c'est avoir beaucoup de ressources, beaucoup de personnes dans son entourage. Les maris, les parents, ce sont des ressources. Elle, elle n'a ni père, ni mère, ni mari. Elle ne peut compter que sur elle et elle doit travailler très dur pour s'en sortir.*

¹¹³ Il ne faut pas négliger le caractère holiste et hiérarchisé des sociétés malgaches. Si trois classes sont distinguées (les *andriana* constituent la classe nobiliaire, les *andevo* sont les descendants d'esclaves, les *hova* la classe du commun des hommes), à l'intérieur des classes, il existe des différences de rang et de statut.

¹¹⁴ A l'heure actuelle, pourtant, un programme sécurisation foncière foncières est en cours à Madagascar. L'apparition d'un nouveau système de droit légal et sa superposition au système traditionnel, redéfinissent certainement le rapport de l'homme à la terre. Il serait intéressant de voir comment le système préexistant, structurant de l'organisation sociale rurale, s'adapte à la nouvelle donne, dans le cadre d'une analyse anthropologique du changement social.

Bertin (homme de 83 ans, deuxième quartile, sans diplôme, veuf) répond, sur le thème des projets pour l'avenir, qu'il espère conseiller ses enfants encore longtemps. *Les enfants sont une véritable richesse. Il faut transmettre son expérience de vie à ses enfants. Ils ne doivent pas oublier d'où ils viennent. La terre seule ne se trompe pas. Même s'ils sont partis ailleurs pour chercher de l'argent, l'argent doit être utilisé ici, leur lieu d'origine, pour la terre.*

Les héritiers sont, en quelque sorte, les gardiens des terres ancestrales, ils ont le devoir de les transmettre à leurs descendants¹¹⁵. Cependant, comme le précise Ottino, l'héritage ne se cantonne pas à des biens matériels.

« La notion de lova embrasse à la fois le concept d'héritage et celui de succession, englobant d'une part les biens immeubles (terres, champs, rizière, maison ancestrale, tombeau ancestral), d'autre part les droits, les prérogatives et les privilèges liés au rang et au statut » (Ottino [1998 : 352]).

La terre est ainsi intrinsèquement liée aux ancêtres et au statut. D'un autre côté, les rapports entre vivants, à travers la notion d'entraide et de dépendance, sont essentiels pour comprendre les entretiens sur la pauvreté.

✦ **Les rapports d'entraide, de dépendance pure**

Cette thématique est apparue à partir de deux voies connexes. D'une part, il apparaît que celui qui apporte son aide n'est jamais tout à fait pauvre¹¹⁶. D'autre part, la notion de dépendance pure, c'est-à-dire le fait de ne pas pouvoir rendre l'aide reçue, semble caractériser la pauvreté de façon ultime.

Dans quelques entretiens, on perçoit des ruptures brutales au moment de la discussion sur la pauvreté. Il en va ainsi du discours de Rolland (45 ans, marié, homme, sans diplôme, appartient au quartile le plus élevé). Partant sur la description matérielle, il a rapidement enchaîné sur un autre niveau de discours, soulignant l'aide matérielle et immatérielle qu'il apporte régulièrement à la communauté. *Etre pauvre c'est ne pas avoir suffisamment à manger. Il fait partie des « sages du village ». Il a l'habitude de donner des conseils, de*

¹¹⁵ Parmi le patrimoine foncier d'un individu, les terres ancestrales doivent être distinguées des terres non ancestrales, acquises au cours de la vie.

¹¹⁶ Ce paragraphe sur la notion d'entraide et de dépendance ne doit pas nous conduire à surestimer l'entraide. D'une part, parce que le processus d'individualisation est marqué dans les sociétés malgaches (Galy [1999]). D'autre part, car l'entraide est un des nombreux mécanismes sociétaux qui participent de la reproduction de l'organisation sociale dans un système complexe de dominants-dominés.

mobiliser les villageois pour venir en aide à une personne dans le besoin, mais il n'intervient que si la personne le demande. Le mois dernier, il a apporté son aide à une famille bien portante mais très pauvre de Betafo Mandoto [village voisin]. Il ne demande rien en échange. Chaque année, il aide des personnes différentes.

A l'opposé, celui qui dépend des autres est pauvre, irrémédiablement. A l'occasion du discours de Joséphine (femme de 39, Manjakandriana, divorcée, titulaire du CEPE, quatrième quartile), rapporté précédemment¹¹⁷, nous avons déjà saisi la notion de dépendance vis-à-vis des autres (*Il faut demander du travail partout dans le village*). Elle réapparaît dans plusieurs entretiens, notamment celui d'Honoré (homme de 73 ans, Antsirabe, marié, quatrième quartile, sans diplôme). Il était agriculteur exploitant mais ne travaille plus. Ce sont ses enfants qui exploitent les terres familiales ; il reste toutefois propriétaire des terres et de la récolte. C'est lui qui prend les décisions. Honoré *souligne sa dépendance parce qu'il est vieux et malade. Il doit se faire aider. Il ne peut pas économiser. La vieillesse est une vraie difficulté, on décline physiquement et les dépenses augmentent.* C'est l'entretien de Julienne (femme de 81 ans, Manjakandriana, veuve, quartile le plus pauvre, sans diplôme) qui suggère cette idée avec le plus de force. *Être pauvre c'est être comme elle. Elle n'a rien dans la vie. Elle cherche de l'argent mais elle ne trouve rien. Elle attend la pitié des autres, elle dépend des autres.*

Derrière le fait d'être dans une situation de dépendance, survivre grâce à l'aide apportée, sous quelque forme que ce soit (matérielle, immatérielle, travail procuré), revient à afficher l'extrémité de sa situation. Par ailleurs, dans une telle situation de dépendance, on peut supposer qu'il n'est plus possible d'assurer soi-même ses « obligations sociales ». Or, l'enquête participative de la Banque mondiale (World Bank [1996]) révèle qu'en milieu rural malgache la pauvreté est définie, en dernier ressort, par le fait de ne pas pouvoir satisfaire aux « obligations » sociales et de n'être donc plus en mesure de tenir son rôle social sur lequel est fondée l'appartenance à la communauté¹¹⁸. L'étude de Parizot et Wachsberger [2005] sur les systèmes de soutien social informel à Antananarivo souligne que ceux qui reçoivent de l'aide sans pouvoir rendre sont dans une position psychologique nettement plus défavorable que le

¹¹⁷ Voir section 2.1.a sur les besoins essentiels.

¹¹⁸ Les résultats de cette enquête sont à manier avec précaution. L'étude la Banque mondiale, basée essentiellement sur des discussions en *focus group*, a fait l'objet de critiques assez vives. Blanc-Pamard et Fauroux [2004] soulignent les biais méthodologiques de la technique de *focus groups* dans une société où les prises de paroles sont réglementées en fonction du statut et où les décisions importantes sont souvent prises en dehors des assemblées publiques.

reste de la population, y compris la catégorie des personnes qui sont en marge du système social informel¹¹⁹. L'analyse de Gannon et Sandron [2003] sur le *fihavanana* permet de mieux saisir les mécanismes complexes qui sont à l'œuvre dans les relations d'assurance mutuelle.

Le *fihavanana* est défini par Rakotovazaha [2002 :9] :

« La société merina est connue pour sa profonde tradition culturelle basée sur la sens du prochain. Cela se traduit par un esprit de solidarité systématique ainsi que de nombreux dictons, proverbes et modes de comportements encore très présents dans le langage quotidien des paysans et ayant force de règle morale. Connu sous le nom de fihavanana, ce mode de vie possède une valeur sacrée, plus précieuse que l'argent et dont les traces sont restées dans les différents travaux d'aménagement effectués grâce à des mobilisations communautaires motivée par le souci du bien commun. »

Pour Gannon et Sandron [2003], le *fihavana* ne renvoie pas à un idéal utopique de solidarité communautaire. Ils l'analysent comme une convention, assortie d'une pression sociale particulièrement forte. S'il est vrai que ce devoir moral de coopération est profondément inscrit dans la société malgache dans son ensemble¹²⁰, le refus de la dépendance est intégré à tel point que personne ne souhaite mettre l'ensemble de la communauté en situation d'assistance à son égard. Selon les deux auteurs, le *fihavana* remplit deux rôles complémentaires : un rôle de mutualisation des risques acceptés par la communauté et un engagement « à ne pas déroger au comportement normal de la société » (Gannon et Sandron [2003 : 7]), ou encore à ne pas prendre de risque individuel qui pèserait sur l'ensemble de la communauté. Par ailleurs, le *fihavana* joue comme un système de solidarité alternative, au sein duquel l'aide apportée implique une réciprocité. Celui qui reçoit plus qu'il ne donne a une dette économique et morale vis-à-vis de la société.

Ainsi, deux notions associées à la pauvreté, l'accès insuffisant à la terre et la dépendance, ont été mises en évidence. Pourtant ces deux pôles d'intelligibilité, qui semblent,

¹¹⁹ La situation psychologique est estimée par un indicateur synthétique de plusieurs questions d'enquête sur l'estime de soi. Le fort différentiel entre ceux qui reçoivent et ne peuvent rendre (« assistés ») et ceux qui sont en dehors du système social informel (« séparés ») est expliqué par la position sur le marché de l'emploi plus favorable pour le deuxième groupe (ils sont nettement mieux insérés sur le marché de l'emploi ; ils occupent plus souvent un emploi, et des emplois plus stables et mieux rémunérés). Les auteurs précisent que les « séparés » ne le sont que du réseau social informel ; ils ne sont pas exclus d'un point de vue socio-relationnel.

¹²⁰ La coopération qui découle du *fihavanana* est à la fois spontanée et obligatoire (Razafintsalama [1981]).

au vu de cette analyse, si intrinsèquement liés à la culture malgache des Hautes Terres, lui sont-ils réellement spécifiques ?

b- La spécificité culturelle des résultats questionnée

La mise en parallèle des pistes émanant de l'étude entreprise sur les Hautes Terres de Madagascar avec l'étude sur les représentations de la pauvreté menée par Paugam [2005] pour les pays d'Europe occidentale, nous amène à relativiser la spécificité culturelle du discours. Le refus de se dire pauvre et les jugements moraux associés à la notion de pauvreté font écho à certains aspects des représentations de la pauvreté soulignées par Paugam.

✦ **Le refus de se dire pauvre**

Le refus quasi-généralisé de se dire pauvre ressort clairement des entretiens. Il a été identifié à partir de la mise en parallèle de trois des thématiques de la grille d'entretien : les représentations de la pauvreté, les adaptations des dépenses du ménage lors de la soudure et de la crise de 2002 et, enfin, la perception de la pauvreté.

Emilie, (femme de 48 ans, premier quartile, sans diplôme, mariée) fait partie des ménages les plus pauvres selon le critère de revenu par tête. Elle décrit, en outre, des restrictions drastiques lors de la période de soudure et lors de la crise de 2002. Elle explique que *la hausse du prix des produits de base lui a posé de grosses difficultés. Ils ne s'éclairaient plus que grâce au feu de bois, ils n'ont pas pu acheter du pétrole. Ils ne prenaient ni sel, ni sucre, ni café. Mais maintenant ça va mieux. Les prix ont baissé et la récolte a été bonne cette année. Pourtant, elle ne se sent pas pauvre car elle a encore des terres à cultiver. La vie est quand même très difficile. Elle et ses enfants sont en difficulté seulement. Ceux qui sont vraiment pauvres sont les orphelins et les handicapés.*

On retrouve, dans plusieurs entretiens, de tels balancements, entre la description d'une situation critique et le fait de définir les personnes pauvres comme celles qui sont plus démunies que soi. Le refus de se dire pauvre a été largement commenté dans les rapports sur la pauvreté à Madagascar depuis l'étude de Lupo [1997]. Dissou *et al.* [2000 : 1] reprennent ce résultat en soulignant que « *les malgaches ne se disent jamais « pauvres » ou mahantra mais plutôt sahirana, reraka ou halatsa, termes qui indiquent une situation provisoire de gêne et non un état permanent* ».

Une première interprétation serait qu'être pauvre est inavouable, comme si cela mettait en avant la marque d'une renonciation, d'une insuffisance de courage et de travail. Autrement

dit, être pauvre c'est ne pas avoir fait assez, et quelque part, l'avoir mérité ou avoir perdu l'espoir d'en sortir par soi-même. Pourtant, les rares jugements moraux exprimés au cours des entretiens ne reflètent qu'en partie ce jugement négatif sur les personnes pauvres.

✦ **Les jugements moraux sur la pauvreté et le rapport social à la pauvreté**

Les jugements moraux sur la pauvreté affleurent rarement au cours des entretiens. En fait, seuls trois exemples explicites ont été repérés. Ils renvoient à deux images différentes de la pauvreté. Premièrement, la personne pauvre est perçue comme un mauvais travailleur, ou, de façon moins brusque, comme quelqu'un qui n'a pas pu saisir les opportunités qui se présentaient. Deuxièmement, on retrouve la conception selon laquelle la personne pauvre est victime du sort et qu'il est donc nécessaire de lui faire la charité.

Le premier jugement moral sur la pauvreté est déduit des entretiens de Hadja et Rasolo¹²¹ qui proposent leur diagnostic. Hadja n'a pas de diplôme mais il se déclare autodidacte, il écoute la radio et se tient informé. Il fait partie du quartile le plus élevé. L'un et l'autre proposent leur opinion sur l'origine de la pauvreté.

Pour Hadja, la pauvreté n'est pas une fatalité. Celui qui est pauvre, c'est qu'il le veut bien. Il nous explique que lui-même est parti de rien. Il faut faire des efforts. Il y a de la pauvreté car la société ne veut pas s'entraider. On jalouse ceux qui ne sont partis de rien. On les écarte. Pour lui, le développement rapide et durable que veut Ravalomanana est avant tout une question de mentalités. Pour changer de mentalité, il faut s'instruire. Il faut favoriser le développement des médias pour qu'il y ait plus d'autodidactes. Etre ouvert au changement, être sensible aux projets qui sont proposés par les organismes qui viennent dans le village.

Rasolo tient un discours moins dur. Selon lui, *la pauvreté c'est une question de mentalités. Il a par exemple remarqué qu'en voyant un vazaha¹²² certains s'enfuient. C'est lié au manque d'instruction. Les gens sont repliés sur eux-mêmes. Il faut chercher le contact, ne pas avoir peur.*

A l'opposé de ce discours sur la paresse et le manque de réactivité ou d'adaptation, les propos de Jerison (homme de 32 ans, Antsirabe, deuxième quartile, sans diplôme) renvoient à la nécessaire charité à apporter aux démunis. Il relate l'aide qu'il a procurée à des mendiants de passage. *On doit compter sur l'entraide mais à l'intérieur du village. On ne peut rien*

¹²¹ Rasolo n'appartient pas à l'échantillon du ROR.

¹²² Etranger

attendre de l'extérieur. Il est venu en aide à des personnes aveugles, âgées, handicapées. Chaque année ces personnes viennent au moment de la récolte. Ce sont des mendiants, on ne peut pas leur demander d'où ils viennent car ces personnes sont handicapées, pas normales.

L'entretien de Margueritte, (femme de 64 ans, mariée, sans diplôme, quatrième quartile) reprend cette idée. *Elle ne se sent pas pauvre mais en difficulté par moment. La cause de la pauvreté, ce n'est pas la paresse mais le manque de terres à exploiter. La richesse c'est pouvoir subvenir à ses besoins alimentaires, être en bonne santé, avoir des vêtements, avoir une bonne apparence. Pour cela, il faut compter sur ses propres forces, avoir de l'initiative et la bénédiction de Dieu. L'héritage joue également.*

Ces deux images de la pauvreté sont également celles identifiées historiquement, par Paugam [2005 : 69] dans l'étude des représentations de la pauvreté en Europe. A la question sur l'origine de la pauvreté, deux explications sont proposées. D'une part, l'explication par la paresse et la mauvaise volonté des pauvres, associée à l'éthique du travail et le sens du devoir. D'autre part, l'explication de la pauvreté par l'injustice sociale. A la lueur de cette double conception de la pauvreté, on peut penser que ce qui a été interprété, dans un premier temps, comme le refus de se dire pauvre sous peine d'opprobre, soit aussi une acceptation commune de la pauvreté et des difficultés de vie en situation de pauvreté. Dans une société où la pauvreté est un phénomène touchant la très grande majorité de la population, elle est la norme. Ce type de rapport social à la pauvreté n'est pas sans faire penser à la pauvreté intégrée décrite par Paugam [2005]. Il distingue trois formes élémentaires de la pauvreté : la pauvreté intégrée, la pauvreté marginale et la pauvreté disqualifiante¹²³. La pauvreté intégrée, qui nous intéresse ici, est celle des sociétés dans lesquelles la pauvreté est un phénomène massif, touchant une grande majorité de la population. Dans ce contexte, les pauvres sont faiblement stigmatisés.

✦ Nouveaux éclairages sur la notion de dépendance

L'approche substantialiste, typique de l'approche économique de la pauvreté, cherche à définir la pauvreté en elle-même alors que l'approche sociologique a pour objet de définir la pauvreté dans le rapport social. Les questions auxquelles la sociologie s'intéresse consistent à

¹²³ La pauvreté marginale correspond à un état où la pauvreté, moins étendue, est combattue mais les personnes définies comme pauvres sont fortement stigmatisées. La pauvreté disqualifiante identifie le rapport à la pauvreté des sociétés au sein desquelles il y a une prise de conscience collective du phénomène d'exclusion sociale. La nouvelle pauvreté touchant des personnes de divers horizons dans un processus de disqualification inspire une crainte collective.

déterminer « *ce qui constitue le statut social de la pauvreté* » ou encore, « *ce qui fait, qu'une personne, dans une société donnée, est pauvre et rien que pauvre* » (Paugam [2005 : 7]). Dans cette perspective, la pauvreté est définie comme une situation de dépendance pure, c'est-à-dire sans possibilité de rendre ce que l'on reçoit. La notion de classe dépendante pour définir la classe des pauvres est ainsi retenue par Nasraoui [1996] dans son étude sur les représentations de la pauvreté en Tunisie. Selon lui, les travaux sociologiques et anthropologiques visent à définir une sous-culture de la pauvreté, en la traitant comme

« une configuration complexe construite autour d'une condition socio-économique dépendante en même temps qu'initiatrice d'une structure psychosociologique variable » (Nasraoui [1996]).

La définition idéal-typique retenue par Paugam [2005 :7] pour caractériser la pauvreté abonde dans ce sens. Il s'appuie sur la définition de Simmel [1907].

« Pour Simmel, c'est l'assistance qu'une personne reçoit publiquement de la collectivité qui détermine son statut de pauvre. Être assisté est la marque identitaire de la condition du pauvre, le critère de son appartenance sociale à une strate spécifique de la population. Une strate qui est inévitablement dévalorisée puisque définie par sa dépendance à l'égard de tous les autres. Être assisté, en ce sens, c'est recevoir tout des autres sans pouvoir s'inscrire, du moins dans le court terme, dans une relation de complémentarité et de réciprocité vis-à-vis d'eux ».

A Madagascar, les politiques de redistribution sous forme d'allocations ou d'indemnités sont inexistantes en milieu rural. Aussi, on ne peut reprendre au pied de la lettre la définition proposée par Paugam, tant les réalités sont éloignées l'une de l'autre. Il semble, cependant, que la notion de dépendance pure, d'aide à sens unique, pourrait utilement être développée pour définir l'expérience vécue de la pauvreté en zone rurale malgache.

La démarche suivie ici, simplement illustrative, doit nécessairement être approfondie. Il n'en reste pas moins que l'analyse de la pauvreté par le biais des représentations semble déboucher sur l'analyse de l'intégration et de la marginalisation. La pauvreté en tant que dépendance pure à la société d'appartenance est révélée par le fait de pointer aux organismes sociaux en Europe et celui de ne pas pouvoir satisfaire aux obligations sociales, notamment cérémonielles, à Madagascar. Adoptant la définition idéal-typique du rapport social à la pauvreté formulée par Paugam à la suite de Simmel, l'aspect de honte ou d'humiliation liée à la reconnaissance d'une dépendance ne semble plus typiquement malgache.

L'analyse des représentations de la pauvreté à Madagascar met en évidence des catégories de pauvreté (manger, avoir une terre, se vêtir, se soigner) ainsi que des éléments difficilement mesurables, « *ce qui flotte dans la tête des hommes* », pour reprendre l'expression de Paugam [2005]. Ces éléments participent à la compréhension du phénomène et à ce qu'ils impliquent en termes de difficulté de vie. Ils fournissent des éléments d'information et de compréhension sur les réalités vécues de la pauvreté (pénibilité du travail, stress généré par les nécessités quotidiennes, sentiment de dépendance, de honte). En ce qui concerne les catégories de manque associées à la notion de pauvreté, on retrouve les éléments couramment retenus dans les approches multidimensionnelles de la pauvreté visant à prendre en compte, dans une mesure unique de la pauvreté, les dimensions qualitatives de la pauvreté.

S'il est vrai, au vu de cette analyse, que le niveau « immatériel » des représentations sociales de la pauvreté à Madagascar renvoie à des aspects sociétaux spécifiques, le conflit avec les représentations véhiculées n'apparaît pas comme aussi prégnant qu'il semblait l'être au début de la recherche. Ceci est particulièrement flagrant en ce qui concerne le niveau pragmatique du discours. Ce sont d'ailleurs les dimensions de la pauvreté qui sont habituellement captées par les indicateurs usuels ; on retrouve notamment une similitude forte avec les indicateurs en termes de besoins essentiels. Pourtant, le deuxième niveau des représentations échappe en grande partie aux indicateurs habituels. Deux grilles de compréhension éclairent les discours sur les représentations de la pauvreté : la fonction identitaire de la terre et les liens qui attachent les hommes à leurs ancêtres et au sol, et la convention que constitue le *fihavanana*. Finalement, l'analyse des entretiens met en évidence que la notion de dépendance est un des éléments-clé des représentations sociales de la pauvreté.

CONCLUSION

L'élargissement du concept de pauvreté à des aspects rétifs aux méthodes d'enquête standard fonde la volonté d'opérer une combinaison entre méthodes qualitative et quantitative. Deux modalités de combinaison sont susceptibles d'articuler l'analyse des représentations sociales de la pauvreté et le concept de pauvreté. D'une part, la combinaison séquentielle consiste à mettre en regard les analyses qualitative et quantitative de façon à construire des indicateurs de pauvreté contextuels. D'autre part, la combinaison analytique intègre les résultats de l'analyse des représentations dans l'explication de la pauvreté et de ses

aspects durables. La combinaison séquentielle est soutenable si l'on modifie les pratiques habituelles de mesure de la pauvreté. Essentiellement, l'aire de validité de l'indicateur contextuel est limitée à l'espace géographique sur lequel le système de représentations prévaut. Ainsi, l'élaboration d'indicateurs respectueux des représentations locales peut compléter l'arsenal existant des mesures de la pauvreté, sans s'y substituer. En outre, cette pratique semble particulièrement adaptée au nouveau maillage territorial des actions publiques créé par la décentralisation partielle des politiques de lutte contre la pauvreté.

Cette démarche, malgré son intérêt intellectuel et scientifique, n'a toutefois pas été retenue dans le cadre de ce travail. Premièrement, l'étrécissement de l'échantillon de l'analyse qualitative limite la portée des résultats qui mériteraient d'être confortés par une étude de plus grande envergure, menée en interdisciplinarité. Deuxièmement, l'indicateur de pauvreté monétaire, malgré ses limites, est particulièrement adapté à une analyse des dynamiques de la pauvreté. Troisièmement, dans cette modalité de combinaison, qualitatif et quantitatif sont réduits à la portion congrue. Ce mode de complémentarité pèse sur la richesse intrinsèque des deux méthodes. La recherche qualitative devient le simple agent de la démarche quantitative et certains aspects essentiels de la méthode sont gommés. Il en va ainsi, notamment, du travail de formulation de liens entre les hypothèses, temps analytique essentiel de la reconstruction du concept. De même, l'analyse quantitative n'est pas réduite à la question de la mesure. Si la construction d'indicateur en constitue un aspect important, il n'est pas la finalité même de l'analyse.

En revanche, la combinaison analytique préserve la richesse des deux méthodes. Selon cette modalité de combinaison, l'analyse qualitative participe à la compréhension des mécanismes sociétaux qui influencent le processus de conversion des ressources en liberté réelle d'être et de faire. L'analyse des entretiens semi-dirigés menés au printemps 2003 fait ressortir deux niveaux dans le discours sur les représentations de la pauvreté. Le premier niveau s'inscrit dans la sphère matérielle. Il renvoie aux besoins vitaux (se nourrir, se vêtir, se loger, avoir une terre à cultiver). Le deuxième niveau, immatériel, touche à des aspects qui trouvent sens dans le contexte sociétal des hautes terres malgaches. Il s'agit (i) de la fonction identitaire de la terre et de la personne comme jalon d'une lignée (en quelque sorte l'individu est un « passeur » du patrimoine mais aussi du statut de ses ascendants à ses descendants), (ii) de la dimension de dépendance vis-à-vis de la communauté d'appartenance.

L'analyse des représentations de la pauvreté, par une démarche qualitative, permet d'enrichir la définition substantialiste du phénomène. En effet, outre les catégories de besoins

essentiels qui font explicitement échos aux mesures de la pauvreté retenues, l'analyse des entretiens permet de souligner des tensions psychologiques et d'identifier des relations de cause à effet. Qui plus est, l'analyse de la pauvreté est ainsi inscrite dans un contexte sociétal et, en ouvrant une fenêtre sur l'acceptation locale du phénomène, elle met en exergue des mécanismes aptes à enrichir la compréhension du processus de conversion des ressources en capacités.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Les démarches qualitative et quantitative renvoient à deux modes d'intelligibilité qui fondent leur complémentarité dans un contexte d'élargissement du champ conceptuel de la pauvreté. Notamment, dans l'approche quantitative, le concept, s'il est questionné au début de la recherche, est arrêté au moment où on se confronte aux données, alors que dans l'approche qualitative, le concept, bien que pensé avant d'aller produire le matériau de base, est enrichi par l'analyse même de ce dernier. Deux modes de complémentarité sont susceptibles de poser les bases d'un dialogue conceptuel entre les deux démarches : la complémentarité séquentielle et la complémentarité analytique. L'une et l'autre apportent des éléments distincts, utiles à informer les politiques sociales de lutte contre la pauvreté.

La pratique consistant en la construction d'un indicateur contextuel sur la base d'une analyse qualitative répond à la volonté de mieux identifier les personnes pauvres dans le but d'améliorer l'identification des populations cible des politiques de lutte contre la pauvreté. Parallèlement, il ressort qu'en contribuant à affiner, voire à remodeler le concept de pauvreté, la réalisation préalable d'une étude qualitative a un autre apport d'importance. Dans ce cadre, l'objectif en termes d'aide à la décision politique dépasse la seule question de l'identification. L'affinement du concept de pauvreté par la démarche qualitative fournit une information apte à accompagner une réflexion sur la modification des moyens d'action eux-mêmes. Dans le cadre des politiques de développement socialement durable, il est nécessaire de dépasser une intervention sur les seules ressources pour agir de façon globale en termes de sécurisation des situations de vie. Plus précisément, il s'agit de renforcer les droits formels et, simultanément, d'assurer les conditions de leur conversion en libertés réelles.

Afin d'enrichir le concept de pauvreté et la compréhension des mécanismes sous-jacents, le cadre de recherche de la thèse retient une combinaison analytique des méthodes qualitatives et quantitatives. Les dynamiques de la pauvreté sont alors comprises de deux façons connexes. Elles renvoient aux évolutions temporelles du phénomène, ce qui conduit à distinguer les aspects durables de la pauvreté de ses aspects conjoncturels et, également, à une analyse en termes de processus de conversion, insistant sur le fait qu'une distribution des ressources égalitaire ne suffit pas à sous-tendre une égale liberté d'être et de faire.

Dans ce cadre, la pauvreté monétaire constitue un indicateur de résultat pour identifier les dynamiques de la pauvreté en milieu rural malgache. Cependant, l'analyse des

représentations de la pauvreté et les liens qu'elles entretiennent avec des mécanismes sociaux tels que le rapport aux ancêtres et les relations de dépendance, forment une grille d'interprétation à même d'enrichir la compréhension du processus de la pauvreté. Ainsi, le travail sur les représentations de la pauvreté constitue une étape importante de la recherche. L'orientation de la recherche empirique, présentée dans la deuxième partie de la thèse, s'est fortement imprégnée des résultats dégagés.

Deuxième partie

DYNAMIQUES DE PAUVRETE

EN MILIEU RURAL MALGACHE

L'ALLIANCE EMPIRIQUE DES METHODES

QUALITATIVE ET QUANTITATIVE

L’analyse des dynamiques de pauvreté impose la prise en compte explicite du temps. L’identification des évolutions de la pauvreté rurale dans une période de croissance nationale vise à affiner la compréhension des conditions de vie dans les campagnes malgaches qui regroupent 69% de la population nationale. L’étude temporelle est approfondie par la prise en considération des formes intertemporelles de pauvreté. En effet, les travaux empiriques sur données longitudinales révèlent l’importance des mouvements d’entrée et de sortie dans/de la pauvreté d’une période à l’autre. Autrement dit, entre deux périodes, même si les mesures de la pauvreté sont identiques, il est fort probable que la population identifiée comme pauvre à la première période ne recoupe que partiellement celle de la deuxième période. Cet état de fait souligne la diversité des situations et des trajectoires de pauvreté. Au-delà de l’analyse des évolutions de la pauvreté sur la base des données en coupe instantanée, il est alors particulièrement intéressant de s’attacher à la mise en exergue des formes intertemporelles de pauvreté, puisque la forme la plus durable de la pauvreté ne répond pas aux mêmes mécanismes que ses formes épisodiques. On oppose ainsi la pauvreté chronique, de nature structurelle, à la pauvreté transitoire de nature conjoncturelle.

Cependant, les dynamiques de pauvreté ne peuvent se résumer à une analyse intertemporelle. Elles renvoient également à la compréhension des mécanismes socio-économiques sous-jacents qui, en tenant compte du risque, expliquent les mouvements de pauvreté, mais aussi la persistance de situations de pauvreté. Cette question est abordée au moyen des stratégies de gestion du risque des ménages. Leur analyse, dans le cadre du processus de conversion des ressources en liberté réelle de choisir un mode de vie souhaité, s’interroge sur la capacité des ménages à mettre en place des stratégies efficaces et des liens que cela entretient avec les situations de pauvreté durable et transitoire. Le concept de processus de pauvreté articule la prise en compte des risques auxquels sont soumis les ménages avec les différents éléments du processus de conversion, de façon à déterminer comment la faiblesse des ressources du ménage, et les obstacles à une conversion efficace de celles-ci en libertés réelle se combinent pour expliquer la persistance de la pauvreté.

Du point de vue de la combinaison entre démarches qualitative et quantitative, au centre du questionnement méthodologique de l’analyse empirique, on mettra en œuvre plusieurs techniques orientées sur la complémentarité informationnelle et analytique, dans une logique d’alternance. Les résultats de l’analyse qualitative sur les représentations sociales sont intégrés à l’analyse des déterminants des formes intertemporelles de pauvreté. Par la suite, une nouvelle analyse qualitative est mise en œuvre, dans le but de pallier les limites informationnelles de l’analyse quantitative et d’approfondir la prise en compte des dynamiques par l’introduction d’une approche en termes de processus. Certains des éléments émergents sont à nouveau intégrés à une étude quantitative de façon à extrapoler les résultats sur des échantillons plus larges. Pour mener à bien ce travail, deux séries d’entretiens semi-dirigés ont été réalisées. Entreprises à des périodes différentes (au printemps 2003 pour la première et en mai 2005 pour la seconde), elles correspondent à un approfondissement de la réflexion sur les dynamiques de pauvreté et la façon dont elles sont prises en compte.

L’étude empirique des dynamiques de pauvreté est présentée en deux chapitres. Le troisième chapitre de la thèse développe l’analyse temporelle du phénomène et le quatrième chapitre présente l’analyse du processus de pauvreté. L’articulation est faite par l’étude qualitative, présentée au début du quatrième chapitre.

Chapitre

3

LA PAUVRETE ET LE TEMPS

Les évolutions de la pauvreté telles qu'elles sont identifiées par l'enquête prioritaire auprès des ménages mettent en évidence, pour la période de croissance nationale allant de 1997 à 2001, une baisse de la pauvreté urbaine, en termes d'incidence et de profondeur, alors même qu'en milieu rural, la pauvreté reste relativement stable au cours de la même période (Banque mondiale [2005]). La même étude révèle une croissance marquée et généralisée de la pauvreté en 2002, année de la crise politique qui a eu de sérieuses répercussions économiques et sociales. Pourtant, cette évolution d'ensemble des zones rurales pourrait cacher des divergences régionales marquées. En effet, la diversité des terroirs, des climats, des spécialisations agricoles implique des problématiques rurales contrastées au sein du pays. La logique illustrative des Observatoires Ruraux de Madagascar fournit l'opportunité de saisir ces nuances régionales et de les révéler par une analyse comparative.

Les deux observatoires retenus, l'observatoire d'Antsirabe, situé sur les hautes terres, et l'observatoire de Marovoay, englobant le grand périmètre irrigué de la basse Bestiboka, sont caractéristiques de deux régions rurales malgaches. Assez nettement différenciés pour développer la problématique de la diversité rurale malgache, ils sont également suffisamment proches, en termes de culture principale et d'alimentation (le riz) pour pouvoir utiliser une méthodologie similaire (notamment, en ce qui concerne l'estimation de la ligne de pauvreté) et assurer la robustesse des comparaisons quantitatives.

La prise en compte du temps dans l'analyse de la pauvreté implique de s'interroger sur la distinction théorique entre ses aspects structurels (ou de long terme) et conjoncturels (ou de court terme). La pauvreté n'est plus seulement un phénomène inscrit dans le temps dont il convient d'étudier les évolutions ; elle est un phénomène polymorphe, englobant des situations distinctes, allant de la persistance la plus absolue à une contraction temporaire du bien-être économique. Cela constitue un apport analytique certain du point de vue théorique. De plus, un consensus se dégage de la littérature internationale spécifiant que chacune de ces formes de pauvreté est liée à des déterminants qui lui sont propres, et nécessite donc la mise en œuvre de politiques socio-économiques adaptées.

La disponibilité de données de panel offre la possibilité de dépasser la seule étude en coupe instantanée. Outre l’analyse des divergences et des similitudes spatiales dans l’évolution globale de la pauvreté pour la période 1998-2002, l’étude empirique a donc également pour objectif de préciser les formes de pauvreté. Elle distingue la pauvreté chronique ou persistante, résultant de facteurs structurels, de la pauvreté transitoire, liée à la survenance de chocs conjoncturels. La caractérisation des deux zones géographiques selon la forme prédominante de pauvreté approfondit ainsi l’analyse intertemporelle de la pauvreté.

Le chapitre est organisé en trois parties. Il propose d’abord une analyse comparée des évolutions de la pauvreté pour les observatoires de Marovoay et Antsirabe entre 1998 et 2002. En raison de l’importance annuelle des mouvements de pauvreté (entrées et sorties), il présente ensuite la distinction entre pauvreté chronique et transitoire, afin de caractériser, de ce point de vue, les deux observatoires retenus. Il s’attèle enfin à l’identification des déterminants de ces formes de pauvreté.

I. LA PAUVRETE SUR LES OBSERVATOIRES D’ANTSIRABE ET DE MAROVOAY DES EVOLUTIONS CONTRASTEES

L’analyse des évolutions de la pauvreté sur la période 1998-2002 pour les observatoires d’Antsirabe et de Marovoay nous permettra de nous interroger sur l’impact des évolutions conjoncturelles sur la pauvreté au niveau local. Dans un premier temps, nous chercherons à établir, pour les deux zones d’observation, l’impact des fluctuations économiques nationales sur la mesure de la pauvreté. Observe-t-on, au cours de la sous-période 1998-2001, une baisse de la pauvreté qui indiquerait que les ménages ruraux les plus démunis ont profité des fruits de la croissance ? Ou, au contraire, une déconnexion qui tendrait à montrer que les aspects conjoncturels locaux priment sur les aspects macro-économiques ? L’analyse comparative entre les deux observatoires affinera les questionnements en présentant les similitudes et les divergences d’un observatoire à l’autre.

Les résultats commentés au cours de ce chapitre ont été contrôlés par un nécessaire recul méthodologique et la réalisation de tests adaptés. Ces questions de méthodes, résumées dans un premier paragraphe, sont plus amplement développées en annexes¹²⁴. Forte de ces

¹²⁴ Se référer à l’annexe méthodologique intitulée « *Des outils pour des comparaisons de pauvreté robustes* »

bases méthodologiques, nous montrerons, dans un deuxième paragraphe, que les évolutions temporelles de la pauvreté sont largement divergentes d'un observatoire à l'autre, illustrant ainsi l'hétérogénéité des trajectoires régionales de pauvreté au sein même du monde rural malgache. Pourtant, dans un troisième paragraphe, l'analyse comparative des profils de pauvreté nous permettra de nuancer ce résultat en mettant en exergue des similitudes entre les deux zones.

1. De l'identification à la mesure

Assurer des comparaisons de pauvreté robustes

L'identification des ménages pauvres découle de l'application de la ligne de pauvreté à la distribution du revenu par tête (retenu comme indicateur monétaire du bien-être économique) au sein de la population étudiée. Ainsi, un ménage est identifié comme pauvre si son revenu par tête ne lui permet d'atteindre le seuil de consommation alimentaire et non alimentaire minimum. La mesure agrégée de la pauvreté repose sur le comptage des ménages identifiés comme pauvres ; elle doit en outre satisfaire à l'axiomatique développée par Sen [1976] pour assurer la réactivité de la mesure de la pauvreté à une modification au sein de la distribution. Les mesures agrégées de la pauvreté sont obtenues grâce aux désormais habituels indices *FGT* (Foster, Greer et Thorbecke [1984]). Le recours à ces indices présente un double intérêt (Foster [1984] et Ravallion [1992]). D'une part, on est en mesure de capter, outre l'incidence de la pauvreté, deux autres dimensions essentielles dans la compréhension du phénomène : la profondeur de la pauvreté et l'inégalité de la pauvreté. D'autre part, les indices *FGT* sont additifs et décomposables, propriétés essentielles pour asseoir des comparaisons dans le temps, dans l'espace et entre catégories de population.

Cependant, cette méthode de mesure de la pauvreté implique la dissociation des questions d'identification (estimation du seuil de pauvreté) et d'agrégation (génération d'indices), ce qui peut conduire, dans certains cas, à des comparaisons entre sous-groupes peu robustes lors d'une modification du seuil de pauvreté (Foster et Shorrocks [1988a et 1988b], Lachaud [2000b]). Cet aspect est particulièrement crucial pour la présente étude. En effet, au cours du chapitre précédent, nous avons souligné le faible nombre de postes relatifs à la dépense des ménages dans les enquêtes du ROR. Les seuils de pauvreté, estimés sur la base de ces données, doivent donc être manipulés avec précaution. Il serait quelque peu téméraire de considérer, sans un indispensable recul, la qualité de l'identification des personnes pauvres

sur la base de ces seuils. En revanche, les indices de pauvreté monétaire estimés sur la base des données des observatoires ruraux sont en mesure de nous informer sur les comparaisons de pauvreté dans le temps, dans l’espace et entre sous groupes, à condition que la sensibilité des mesures de la pauvreté à une modification du seuil ne soit pas trop marquée, et que ces comparaisons reposent sur des tests pertinents.

L’analyse révèle que la sensibilité des mesures est acceptable sur les deux observatoires. Particulièrement faible sur l’observatoire d’Antsirabe, elle reste tout à fait raisonnable sur l’observatoire de Marovoay. Qui plus est, afin de lever toute possibilité de comparaisons de pauvreté fallacieuses, tous les résultats commentés ont préalablement été contrôlés par des tests statistiques. Deux types de tests sont susceptibles d’être mobilisés pour assurer la robustesse des comparaisons de pauvreté. Le test des différences de pauvreté est un test cardinal qui repose sur une adaptation du test de différences de moyennes (Kakwani [1990]). Cependant, les tests ordinaux sont les mieux à même d’établir les comparaisons de pauvreté entre groupes, lorsque les mesures sont sensibles à la ligne de pauvreté. En effet, cette classe de tests permet de statuer sur les différences de pauvreté entre groupes, quelle que soit la ligne de pauvreté retenue (Jenkins et Lambert [1997]). Au cours de la présentation des résultats, les tests ordinaux seront particulièrement mis en avant, de façon à assurer que les résultats commentés ne sont pas liés à la ligne de pauvreté retenue¹²⁵.

2. Analyse comparée des évolutions temporelles de la pauvreté

L’analyse comparée des évolutions temporelles de la pauvreté souligne l’importance des aspects contextuels locaux. La pauvreté marque en effet les deux observatoires de façon nettement différenciée. Non seulement la pauvreté est plus prononcée à Antsirabe qu’à Marovoay, pour toutes les périodes d’observation, mais les évolutions temporelles sont également propres à chaque observatoire. L’impact des évolutions conjoncturelles nationales diffère ainsi sensiblement d’un observatoire à l’autre. L’impact des chocs locaux semble

¹²⁵ Comme nous l’avons souligné dans le chapitre précédent, l’indicateur de bien-être économique retenu, le revenu par tête, ne tient pas compte des transferts (les données n’étant disponibles qu’à partir de 2000). On sait cependant que le fait de les intégrer est susceptible de modifier considérablement les estimations de la pauvreté. Pourtant, dans le cadre de cette étude, l’intérêt essentiel repose dans les comparaisons spatiales, temporelles et entre sous-groupes, et non pas sur l’identification des personnes pauvres en elle-même. Une vérification *a posteriori* montre que l’estimation de la pauvreté pour les années 2000 à 2002 en tenant compte des transferts met en évidence une légère variation des mesures. Cependant, les classements entre sous-groupes, les comparaisons spatiales et temporelles ne sont pas modifiées.

revêtir une importance prépondérante dans l'explication des évolutions temporelles de la pauvreté pour la période de référence retenue.

2.1. Des différences de pauvreté saisissantes entre les deux zones rurales

Pour chaque année d'observation, la pauvreté est nettement plus importante sur l'observatoire d'Antsirabe que sur celui de Marovoay, que ce soit en termes d'incidence, d'intensité ou d'inégalité de la pauvreté. Comme le montre le tableau III.1, l'écart de l'incidence de la pauvreté relativement peu important en début de période (plus de 10 points de pourcentage tout de même) ne cesse de s'accroître. En fin de période, l'incidence de la pauvreté est plus de deux fois plus élevée sur l'observatoire d'Antsirabe que sur l'observatoire de Marovoay. Il en va de même pour les indicateurs P_1 et P_2 . Les courbes TIP mettent en évidence que ce constat n'est pas tributaire du choix de la ligne de pauvreté, l'ensemble des courbes de Marovoay étant nettement dominées par les courbes d'Antsirabe (figure III.1)¹²⁶. Les écarts de pauvreté sont donc extrêmement marqués entre les deux observatoires.

On est loin de l'image d'un milieu rural homogène en termes de pauvreté, ce qui n'est pas étonnant compte tenu de la diversité des zones agro-économiques rurales de Madagascar. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à expliquer de telles différences de pauvreté entre les deux observatoires. Comme nous l'avons présenté dans le premier chapitre, les caractéristiques des terroirs, les spécificités agro-climatiques et les modes d'organisation productive influencent certainement le niveau de la pauvreté sur les deux zones. Par ailleurs, le degré d'enclavement des deux observatoires est un facteur central pour expliquer de telles différences de pauvreté. La zone de l'observatoire d'Antsirabe est, d'une façon générale, marquée par un enclavement plus important que celle de Marovoay, même si on est loin d'une situation d'autarcie, et que l'isolement de la zone est beaucoup plus modéré que dans d'autres parties de l'île (premier chapitre). Plusieurs facteurs contribuent à expliquer le moindre enclavement de la zone de Marovoay. Premièrement, le périmètre rizicole de Marovoay, a été créé dans le but de développer une riziculture de rente. Même si, à l'heure actuelle, la production rizicole n'est plus destinée au marché international, elle alimente le marché

¹²⁶ Seules les courbes des années 1998, 2000 et 2002 sont reproduites pour une meilleure lisibilité mais le résultat est similaire pour toutes les années de la période d'observation. En termes d'interprétation graphique, le fait qu'une courbe domine une autre est suffisant pour dire qu'à la première distribution est associée une pauvreté plus marquée (dans les trois dimensions) qu'à la seconde, pour toute ligne de pauvreté z' inférieure à la ligne z , retenue pour construire le test de dominance.

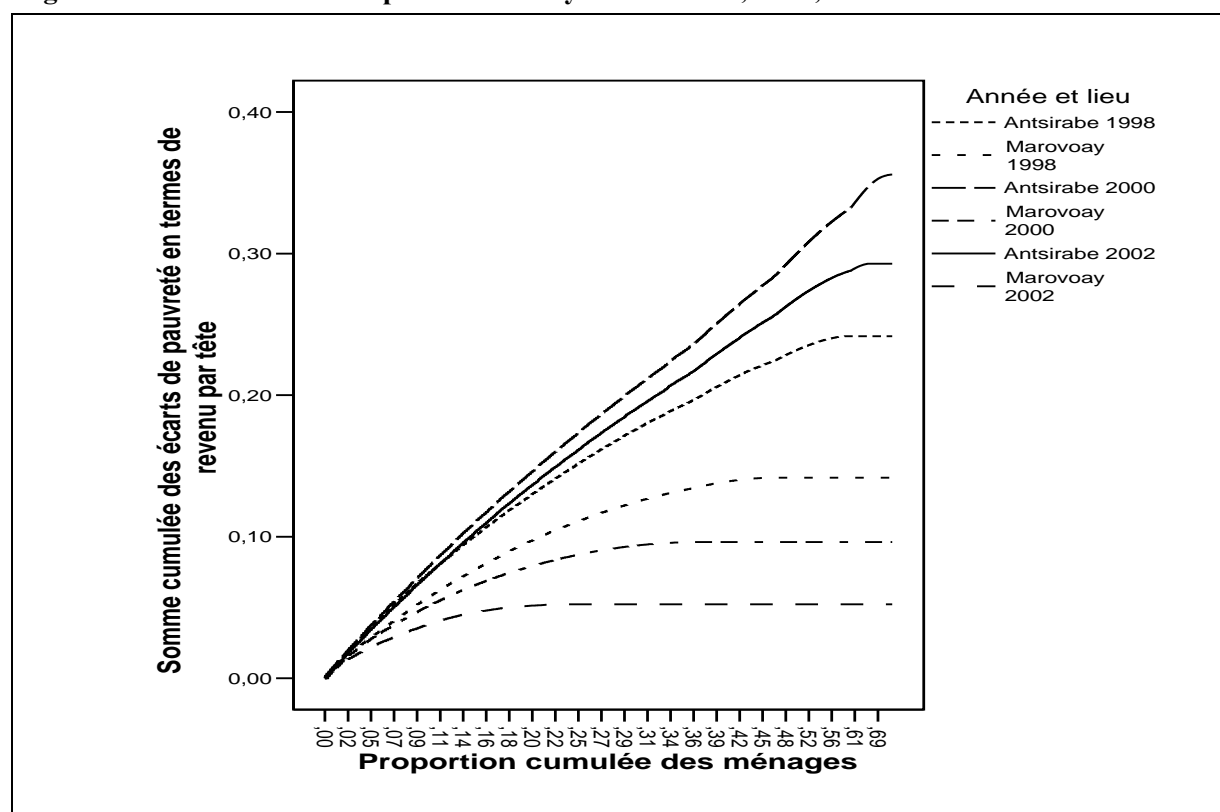
Tableau III.1 Indices FGT et test de différence de pauvreté sur les évolutions temporelles Observatoires d’Antsirabe et de Marovoay, 1998-2002

	Incidence $\alpha = 0$			Intensité $\alpha = 1$			Inégalité $\alpha = 2$			N ³
	P ₀	σ^1	η^2	P ₁	σ^1	η^2	P ₂	σ^1	η^2	
Antsirabe										
1998	0,60	0,49	–	0,24	0,26	–	0,13	0,18	–	597
1999	0,67	0,47	-2,57*	0,27	0,25	-1,81	0,14	0,17	-1,14	599
2000	0,75	0,44	-5,48*	0,35	0,28	-7,27*	0,20	0,21	-6,90*	600
2001	0,68	0,47	-3,09*	0,29	0,26	-3,46*	0,16	0,18	-2,87*	600
2002	0,66	0,47	-2,26*	0,29	0,27	-3,18*	0,16	0,19	-3,00*	599
Marovoay										
1998	0,46	0,50	–	0,14	0,20	–	0,06	0,11	–	552
1999	0,50	0,50	-1,34	0,17	0,21	-2,02*	0,07	0,12	-1,79	519
2000	0,35	0,48	3,60*	0,10	0,17	4,06*	0,04	0,10	3,28*	519
2001	0,20	0,40	9,68*	0,05	0,13	9,50*	0,02	0,07	7,34*	516
2002	0,24	0,43	7,70*	0,05	0,13	8,70*	0,02	0,07	7,35*	518

Note : (1) σ représente l'écart type associé à la mesure de la pauvreté ; (2) η est la statistique du test de nullité des différences de pauvreté. Si la valeur absolue de η est supérieure à 1,96, on peut rejeter l'hypothèse nulle de différence de pauvreté ; * signifie que l'on peut rejeter l'hypothèse de nullité des différences de moyennes avec un risque d'erreur de 5%; autrement dit, la différence de moyenne entre les deux classes est significative au seuil de 5% ; seuls sont présentés les tests de différence de moyenne par rapport à l'année 1998. (3) N est l'effectif de classe.

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar

Figure III.1 Courbes TIP pour Marovoay et Antsirabe, 1998, 2000 et 2002



Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar.

national, préservant les réseaux de distribution physiques et commerciaux. Deuxièmement, une large partie de la population de la zone est issue de vagues de migrations récentes et conserve des liens forts avec les zones d'origine. Cela est susceptible de stimuler les échanges régionaux par le biais des échanges intra familiaux

Pourtant, l'impact des investissements publics ne doit pas être négligé. A ce titre, le périmètre rizicole de Marovoay semble privilégié par rapport aux zones rurales du Vakinankaratra (observatoire d'Antsirabe). Son statut de grenier à riz national entraîne une attention particulière de l'État et des investissements publics importants¹²⁷ pour développer les capacités productives de la zone afin de favoriser l'objectif d'autosuffisance alimentaire, fondé sur la de production rizicole, et limiter la dépendance de Madagascar au marché international¹²⁸.

Outre les divergences de pauvreté entre les deux observatoires, les facteurs d'enclavement et d'investissements publics contribuent à expliquer le mouvement très marqué de baisse de la pauvreté sur l'observatoire de Marovoay entre les deux dates limites de la période d'observation. L'extraversion plus grande de la zone de Marovoay implique que les ménages y soient plus aptes à saisir les opportunités liées à la croissance économique nationale. Les liens avec les évolutions macroéconomiques nécessitent cependant d'être précisés.

¹²⁷ Ils visent à un accroissement des rendements par la réhabilitation des canaux d'irrigation, la formation des agriculteurs aux techniques rizicoles intensives, et l'amélioration des infrastructures routières et des réseaux de distribution.

¹²⁸ Les grands périmètres irrigués ne sont pas les seuls concernés. Droy [1991] insiste également sur l'importance des petits périmètres irrigués, qui représentent une part non négligeable de la production rizicole nationale et ont été l'objet de financements importants. D'une façon générale, le financement des périmètres irrigués est réalisé par l'État malgache, mais aussi, et dans une large proportion, par les bailleurs internationaux. Enfin, l'enjeu que constitue le développement de la riziculture a encore été ravivé par la crise sévère de 2004. Cependant, cette crise est le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs, dépassant largement la seule insuffisance de la production nationale. Dabat [2005] présente l'ensemble des mécanismes qui se sont cumulés pour aboutir à une situation exceptionnelle sur le marché du riz dont la manifestation la plus visible est une augmentation substantielle du prix du riz. Il s'agit (i) de la chute de la production nationale (cyclones Elita et Gafilo, au début de l'année 2004) et de la difficulté à évaluer son ampleur, (ii) de la dévaluation de la monnaie malgache dans une période où les cours mondiaux du riz étaient élevés ; (iii) d'une gestion de la crise hésitante et peu transparente.

2.2. Une déconnexion relative vis-à-vis des évolutions conjoncturelles nationales

Les évolutions temporelles de la pauvreté sont mises en regard de la forte croissance économique nationale à la fin des années quatre-vingt-dix, puis, de l'impact de la crise politique de l'année 2002¹²⁹.

a- Evolutions de pauvreté en période croissance au niveau national

La forte baisse de la pauvreté sur l'observatoire de Marovoay se nourrit certainement en partie de l'évolution macro-économique favorable pour Madagascar à la fin des années quatre-vingt-dix. Le constat est radicalement différent sur l'observatoire d'Antsirabe pour lequel on observe une hausse significative de la pauvreté entre 1998 et 2001 pour les trois indices retenus (tableau III.1). Mis à part pour l'année 2002, les mouvements de pauvreté observés y sont, en grande partie, déconnectés des évolutions des agrégats macroéconomiques nationaux. Le pays connaît, entre 1995 et 2001, une période de croissance ininterrompue de son PIB réel, qui n'a que peu d'influence sur les mesures de la pauvreté pour cette zone d'étude. Fortement spécialisée dans le secteur primaire, elle ne profite visiblement pas de la croissance des années 1990, tirée en grande partie par le développement des zones franches au sein de la capitale.

L'évolution de la pauvreté est liée à deux effets distincts : (i) l'effet de la croissance explique la baisse (hausse) de la pauvreté suite à un enrichissement (appauvrissement) moyen de la population sur la zone, à inégalité constante ; (ii) l'effet de l'inégalité prend en compte une modification dans la forme de la distribution de revenu, une hausse de l'inégalité impliquant une hausse de la pauvreté, à revenu constant¹³⁰. Il est ainsi possible d'effectuer une décomposition de l'évolution de la pauvreté en un effet d'inégalité et un effet de croissance.

¹²⁹ La comparaison avec l'évolution des agrégats macroéconomiques, tels que le PIB par tête doit être faite avec prudence. Razafindrakoto et Roubaud [1998] insistent sur la piètre qualité des comptes nationaux malgaches. Cette dernière peut participer à l'explication d'un décalage entre l'évolution du PIB par tête national et le pouvoir d'achat des ménages sur les deux observatoires conjointement à la mise en évidence d'un effet spécifique sur les zones rurales. Herrera et Roubaud [2003] expliquent de cette façon le décalage important entre le pouvoir d'achat des ménages tananariviens entre 1995 et 2000 (+50%) et la hausse du PIB réel par tête national sur la même période (+2,5%).

¹³⁰ Pour une synthèse des travaux portant sur les liens entre inégalités, croissance et pauvreté, se référer à Bourguignon [2004].

Tableau III.2 Évolutions du revenu réel par tête et de l'inégalité et décomposition de Kakwani Observatoires d'Antsirabe et de Marovoay, 1998 et 2002

	1998	1999	2000	2001	2002
Pouvoir d'achat¹					
<i>Antsirabe</i>					
Revenu réel par tête moyen (milliers de Fmg constants)	596	499	451	497	564
Base 100 en 1998	100,0	83,7	75,7	83,4	94,7
<i>Marovoay</i>					
Revenu réel par tête moyen	764	665	1 146	1 192	1 151
Base 100 en 1998	100,0	87,0	149,9	155,9	150,6
Indice de Gini					
<i>Antsirabe</i>					
	0.41	0.37	0.40	0.37	0.42
<i>Marovoay</i>					
	0.38	0.37	0.43	0.40	0.37
Décomposition de Kakwani					
<i>Antsirabe</i>					
Evolution de l'indice $P_0 (P_{0,n} - P_{0,n-1})$		0.07	0.07	-0.06	-0.02
Effet de la croissance		0.10	0.06	-0.04	-0.04
Effet de la redistribution		-0.03	0.01	-0.02	0.02
<i>Marovoay</i>					
Evolution de l'indice $P_0 (P_{0,n} - P_{0,n-1})$		0.04	-0.15	-0.15	0.04
Effet de la croissance		0.04	-0.20	-0.9	0.07
Effet de la redistribution		0	0.05	-0.6	-0.03

Notes : (1) Le revenu par tête des ménages est donné en milliers de Fmg constants (évaluation aux prix d'Antsirabe pour 1998). En 1998, 1 euro valait 6066 Fmg, en moyenne annuelle (ministère de l'économie, des finances et du budget de Madagascar).

Source : Données des observatoires ruraux de Madagascar

Nous retiendrons ici la décomposition de Kakwani [1997]¹³¹. L'évolution des indicateurs de pouvoir d'achat et d'inégalité de la distribution de revenu sur les deux zones est présentée préalablement à la décomposition des effets de croissance et d'inégalité dans

¹³¹ Datt et Ravallion [1992] ont également proposé une décomposition mais qui inclut un résidu parfois important : une proportion élevée de la variation de la pauvreté reste inexplicée L'approche de Kakwani [1997] est préférée car elle opère une décomposition complète, sans résidu. Elle est formalisée comme suit.

Soit $t=0$ et $t=1$ les deux dates extrêmes de la période d'observation. La mesure de la pauvreté à la date t , P_t , dépend de la ligne de pauvreté, z ; du revenu moyen, b , et de la courbe de Lorenz, L .

$$P = P(z, b_t, L_t)$$

La variation de la pauvreté dépend de l'effet de croissance, C , et de l'effet de l'inégalité, I . Chacun de ces deux effets peut être calculé en prenant comme référence, r , soit la date 0, soit la date 1. Kakwani propose d'estimer l'effet de croissance par la moyenne des valeurs prises par la composante de croissance lorsque $r=0$ et $r=1$.

$$C = 0,5 \left\{ \left[P(z, b_1, L_0) - P(z, b_0, L_0) \right] + \left[P(z, b_1, L_1) - P(z, b_0, L_1) \right] \right\}$$

De même, pour l'effet d'inégalité :

$$I = 0,5 \left\{ \left[P(z, b_0, L_1) - P(z, b_0, L_0) \right] + \left[P(z, b_1, L_1) - P(z, b_1, L_0) \right] \right\}$$

La variation de la pauvreté, ΔP est alors égale à la somme de l'effet de croissance et de l'effet d'inégalité.

$$\Delta P = P_1 - P_0 = C + I$$

l'évolution des mouvements de pauvreté (tableau III.2). Sur l'ensemble de la période 1998-2002, le pouvoir d'achat des ménages de l'observatoire de Marovoay a cru de 50% en moyenne, ce qui est comparable à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages tananariviens entre 1995 et 2000 (Herrera et Roubaud [2003]). En revanche, sur l'observatoire d'Antsirabe, le pouvoir d'achat des ménages a connu une quasi-stabilité¹³². Parallèlement, sur l'ensemble de la période, les inégalités de revenu, mesurées grâce à l'indice de Gini, sont restées relativement stables, que ce soit sur l'observatoire d'Antsirabe ou sur l'observatoire de Marovoay. Les évolutions de l'indice de pauvreté entre les deux dates limite de la période tiennent donc essentiellement aux évolutions du pouvoir d'achat moyen des ménages (tableau III.2). Cependant, les mouvements de l'inégalité sont relativement importants d'une année à l'autre. La décomposition de l'évolution de la pauvreté montre que, selon les années, les effets d'inégalité et de croissance se renforcent ou vont en sens contraire. Ainsi, l'année du passage du cyclone à Antsirabe (2000) est marquée par une hausse du ratio de pauvreté. Elle tient essentiellement à un effet de croissance, mais ce dernier est encore renforcé par l'effet de l'inégalité. Par contre, en 2002 (crise politique), la réduction de l'inégalité permet d'atténuer l'effet de croissance. Sur l'observatoire de Marovoay, les deux années de baisse consécutive du ratio de pauvreté, 2000 et 2001, ont une décomposition tout à fait différente. Alors qu'en 2000 le fort effet de croissance (qui tire à la baisse le ratio de pauvreté) est compensé par un accroissement de l'inégalité, entre 2000 et 2001, la réduction de l'inégalité renforce un effet de croissance pourtant plus modéré. D'une façon générale, on observe, toutefois, que l'effet de croissance est d'une ampleur plus marquée que l'effet d'inégalité.

L'enquête nationale des évolutions de la pauvreté (Banque mondiale [2005]) souligne que la croissance de la fin des années quatre-vingt-dix a profité essentiellement aux ménages non pauvres, se traduisant ainsi par un accroissement des inégalités et une relative stabilité de la pauvreté (croissance pro-riche). La décomposition entre milieux urbains et ruraux précise le phénomène. La période 1997-2001 est marquée par une réduction des inégalités et de la pauvreté en milieu urbain et une stabilité de la pauvreté en milieu rural¹³³. La période de croissance s'est donc soldée par un accroissement des inégalités entre milieu urbain et rural. Au sein même de la zone rurale, l'étude menée sur les observatoires de Marovoay et

¹³² On observe en fait une première phase de baisse du pouvoir d'achat de l'ordre de 20% entre 1998 et 2000 et une phase de rattrapage du niveau initial de 2000 à 2002.

¹³³ Alors que l'incidence de la pauvreté se réduit en milieu urbain, passant de 63,2 % en 1997 à 48,1 % en 2001, elle reste stable, autour de 76%, en milieu rural.

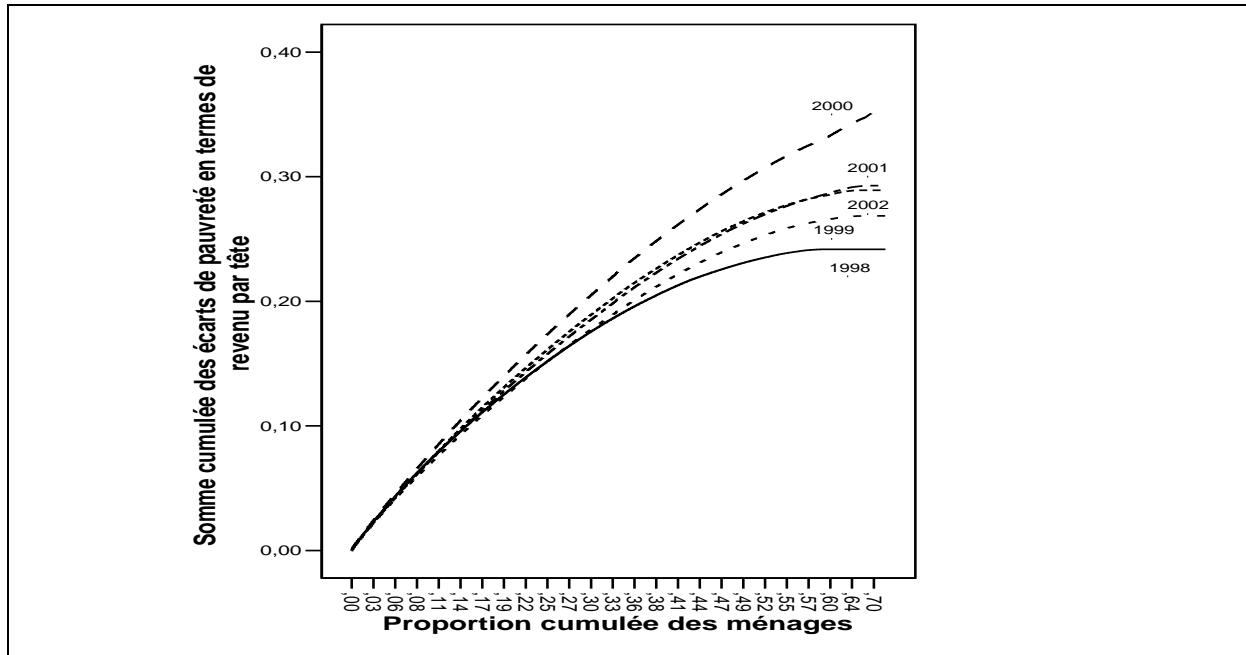
Antsirabe tend à montrer que les disparités en termes de pauvreté entre les deux observatoires se sont accrues.

b- L'impact modéré de la crise politico-économique de 2002

Les répercussions économiques et sociales de la crise politiques de 2002 ont été extrêmement lourdes au niveau national. Le PIB par tête a connu un recul majeur et la pauvreté a cru de façon significative tant en milieu urbain qu'en milieu rural (l'incidence atteint 80,7% au niveau national, 61,6% en milieu urbain et 86,4% en milieu rural pour l'année 2002). En décembre 2001, la contestation des résultats du premier tour des élections présidentielles opposant le président en place, Didier Ratsiraka, à Marc Ravalomanana a été le déclencheur d'une crise politique sérieuse qui a duré jusqu'au mois de juillet 2002. Il s'en est suivi des manifestations populaires massives, des tensions militantes extrêmes qui ont paralysé l'île pendant toute la durée de la crise politique. Par ailleurs, se sont mises en place des actions visant à isoler la capitale par un blocage des voies de communication et du port de Tamatave, principal port d'exportation et d'importation. Le renchérissement consécutif du prix du pétrole, l'insécurité et les barrages routiers sont les principaux canaux de transmission de la crise économique dans le milieu rural. Les quelques transporteurs prêts à se rendre en zone rurale ont en effet répercuté la hausse des coûts en usant de leur quasi monopole. Ainsi, non seulement les prix des produits de première nécessité ont connu une augmentation sans précédent, mais les prix aux producteurs ont chuté.

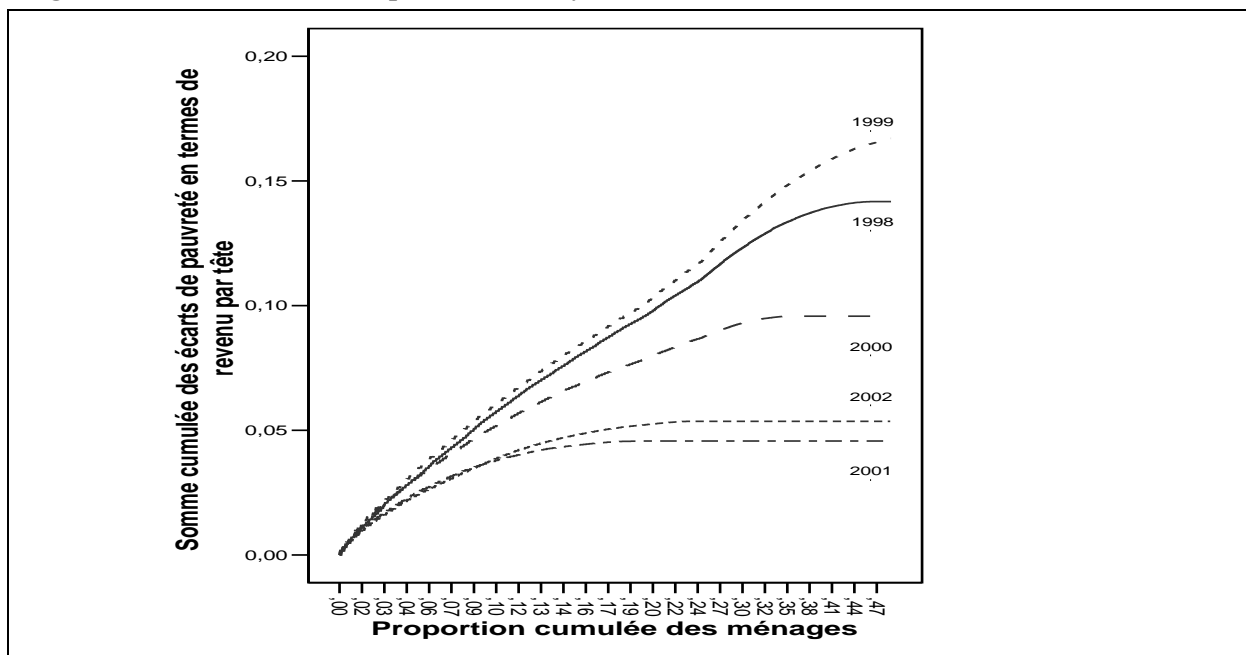
L'ensemble de ces éléments a considérablement affecté les conditions de vie des ménages ruraux, mais l'impact en termes de pauvreté sur les observatoires est assez nuancé. La pauvreté en termes de revenu par tête n'augmente que faiblement sur l'observatoire de Marovoay et affiche une légère baisse à Antsirabe. Les tests de dominance de deuxième ordre, présentés dans les figures III.2 et III.3 confirment que ces évolutions ne sont pas uniquement liées à la ligne de pauvreté utilisée. La figure III.2 met clairement en évidence que l'année 2002 est, pour Antsirabe, une année intermédiaire au même titre que 2001 et 1999. Pour Marovoay (figure III.3), par contre, la courbe *TIP* de l'année 2002 domine la courbe 2001, ce qui nous amène à conclure à une hausse de la pauvreté entre 2001 et 2002. L'extraversion plus marquée de l'observatoire de Marovoay induit donc une plus grande aptitude à saisir les opportunités en période de croissance nationale, mais rend également la zone plus sensible aux périodes de récessions. Pourtant, la courbe de 2002 est très nettement dominée par les

Figure III.2 Courbes TIP pour Antsirabe, 1998-2002



Source : Source : A partir des données des observatoires ruraux de Madagascar, 1998-2002

Figure III.3 Courbes TIP pour Marovoay, 1998-2002



Source : Source : A partir des données des observatoires ruraux de Madagascar, 1998-2002

courbes de 1998, 1999 et 2000, traduisant, certes, une interruption du mouvement de baisse de la pauvreté mais non un retour à la situation initiale.

La crise politique et ses répercussions économiques ne semblent pas avoir entraîné une chute marquée du revenu à Antsirabe et à Marovoay. Il faut dire que, pour la plupart des ménages, l’essentiel du revenu provient de la production agricole, or la campagne rizicole 2002 a été correcte, tant sur l’observatoire d’Antsirabe que sur l’observatoire de Marovoay. Il

n'en reste pas moins que la crise politique a eu des répercussions lourdes sur le bien-être des ménages qui ne sont pas captées par l'indicateur monétaire : à court terme, en raison du renchérissement des produits de première nécessité non produits sur zone (huile, sel, sucre), et à moyen terme, à cause de l'impossibilité d'écouler la récolte et du coût d'opportunité que cela représente.

Alors que les évolutions de la pauvreté sur l'observatoire de Marovoay sont cohérentes avec les évolutions macro-économiques, l'analyse souligne une déconnexion assez nette pour l'observatoire d'Antsirabe. Sur l'ensemble de la période, on observe ainsi que les évolutions de la pauvreté réagissent à des stimulations conjoncturelles différentes sur les deux observatoires.

2.3. L'impact des chocs conjoncturels locaux

Sur l'observatoire d'Antsirabe, la qualité de la campagne agricole et les prix de vente sont déterminants ; alors que sur l'observatoire de Marovoay, les chocs sur les revenus hors exploitation ont un rôle explicatif majeur.

A Antsirabe, le classement des courbes *TIP* en termes de revenu par tête (figure III.3) est en étroite correspondance avec la qualité des campagnes rizicoles. La courbe de 2000 domine toutes les autres et la courbe de 1998 est dominée par toutes les autres. Or les récoltes ont été particulièrement déplorables lors du passage du cyclone, en 2000, et particulièrement bonnes en 1998¹³⁴. Au final, l'analyse des évolutions de la pauvreté ne laisse pas percevoir, pour Antsirabe, une amélioration ou une détérioration sensible de la pauvreté entre le début et la fin de la période. Les évolutions de la pauvreté sont uniquement liées aux chocs conjoncturels positifs (bonne campagne agricole) ou négatifs (cyclone, crise politico économique).

Pour Marovoay, la dynamique globale est différente. Sur la base des indices *FGT*, un pic de pauvreté semble atteint en 1999 puis la pauvreté connaît une tendance baissière, contredite en toute fin de période. Ce résultat est confirmé par le test de dominance stochastique de deuxième ordre¹³⁵.

¹³⁴ D'après les enquêtes communautaires du Réseau des Observatoires Ruraux.

¹³⁵ La courbe de 1999 domine les quatre autres. L'année 2000 est une année charnière. La courbe 2000 a une position intermédiaire, dominée par les courbes 1998 et 1999, elle domine les courbes 2001 et 2002.

Les mouvements de pauvreté semblent moins dépendants des performances agricoles que sur l'observatoire d'Antsirabe : en 1999, la bonne campagne agricole n'empêche pas une incidence élevée de la pauvreté. Ce constat est confirmé par l'analyse de la pauvreté en 2001. Cette dernière est caractérisée par une incidence, une intensité et une inégalité de la pauvreté particulièrement peu élevées. Une campagne agricole correcte ne suffit pas à expliquer cette baisse marquée de la pauvreté. Il semble que le facteur explicatif principal, au niveau local, repose dans la hausse des salaires agricoles (+29 % en termes réels par rapport à l'année précédente, annexe 8), combinée à une baisse des prix du panier de biens et services de base de l'ordre de 15%¹³⁶. Symétriquement, l'année 1999 est marquée par une poussée de l'inflation (+15%) et une baisse des salaires. Il est vrai que les apports monétaires des activités hors exploitation agricole sont particulièrement importants sur l'observatoire de Marovoay : non seulement ils constituent une part conséquente du revenu des ménages mais en outre tous les ménages sans exception en sont dépendants. Ces éléments, combinés à la mise en place d'investissements massifs sur la zone¹³⁷ et l'influence de l'évolution conjoncturelle nationale expliquent la forte baisse de la pauvreté sur l'observatoire de Marovoay entre 1998 et 2002.

Les évolutions temporelles de la pauvreté sont ainsi liées à des facteurs divergents selon l'observatoire considéré. Ce résultat souligne l'importance de mener des politiques économiques et sociales adaptées aux spécificités des zones d'intervention et tenant compte de leurs chocs conjoncturels propres. En revanche, il s'avère que les personnes les plus

¹³⁶ Se référer à l'annexe méthodologique sur l'estimation de la ligne de pauvreté pour observer les évolutions du prix du panier de biens et services de base au cours de la période. Les évolutions moyennes des prix ne reflètent qu'imparfaitement ce qu'il s'est passé en 2001. Alors qu'au début de l'année, les prix sont particulièrement élevés, les cours du riz se sont effondrés au moment de la période de soudure, à la suite d'un accroissement des importations. Cette crise rizicole, caractérisée par une baisse des prix brutale mais de courte durée, ne semble pas avoir eu de conséquences sur l'indicateur de pauvreté monétaire. Cela tient en partie, à certains choix incontournables. Les quantités de riz vendues sont estimées au prix de vente déclaré par l'exploitant. Les ventes effectuées en début de période ont donné lieu à un prix relativement avantageux. Par contre, l'autoconsommation est évaluée au prix moyen sur la campagne agricole, ce qui lisse les fortes variations du prix sur la période. Or, à cause de la baisse des cours en fin de campagne, les paysans n'ont pas vendu et préféré autoconsommer. L'année 2001 est marquée par une augmentation de l'autoconsommation, évaluée sur la base d'un prix moyen annuel qui surévalue le prix effectif du riz au moment de l'autoconsommation massive (fin de période). On peut penser que la forte baisse de la pauvreté observée en 2001 dépasse la réalité.

¹³⁷ Jusqu'au années 1990, le périmètre irrigué de Marovoay est géré par une entreprise d'Etat, la FIFABE. Ses compétences sont transférées aux paysans organisés en associations (association des usagers de l'eau notamment). Pour accompagner ce transfert de compétences, au milieu des années 1990, le KFW (Kreditanstalt Für Wiederaufbau) pilote une intervention massive sur le périmètre irrigué de Marovoay. Des investissements conséquents sont réalisés afin de réhabiliter le périmètre irrigué, notamment son système hydraulique. Le KFW mène également une politique d'intensification de la production (faciliter l'accès aux intrants, programmes de vulgarisation de techniques productives plus intensives). Ces actions sont couplées avec un projet de microcrédit (gestion technique : Centre International de Développement et de Recherche – CIDR) pour faciliter l'accès des paysans au crédit et accroître l'investissement agricole.

démunies sont caractérisées, du moins en partie, par des traits similaires sur les deux aires géographiques.

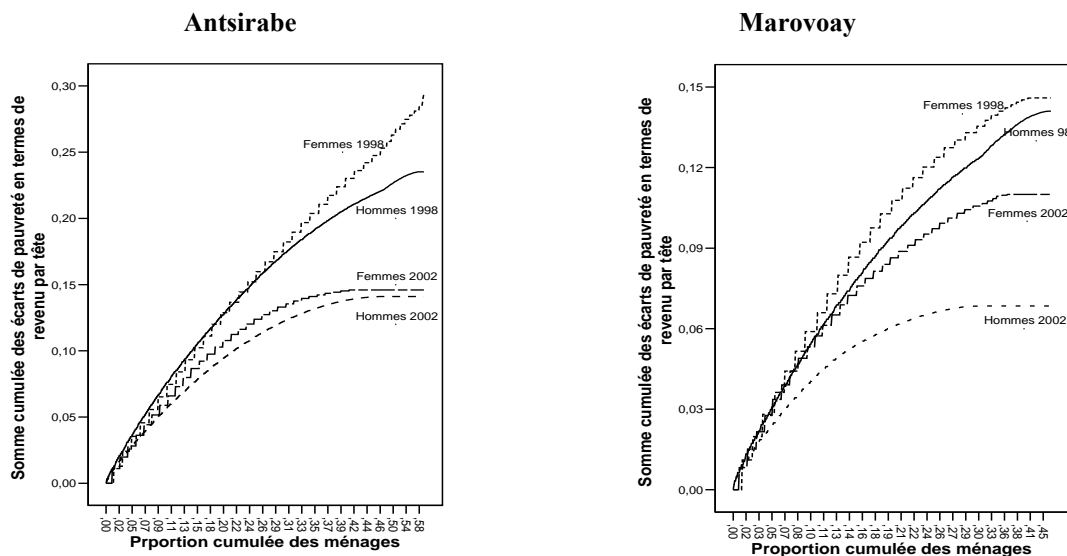
3. Stabilité temporelle et spatiale des profils de pauvreté

Sur les deux observatoires, les variables retenues pour établir les profils de pauvreté impliquent des classifications relativement proches d'un observatoire à l'autre. Cela est flagrant en ce qui concerne les variables démographiques et les variables d'instruction. En revanche, le constat est un peu moins tranché pour les variables qui spécifient le statut du chef de ménage sur le marché du travail et les variables de caractérisation de l'exploitation agricole. Les profils de pauvreté établis selon les indices *FGT* sont présentés en annexes.

D'une façon générale, les ménages dirigés par des femmes sont plus pauvres que les ménages dirigés par des hommes. Il faut dire que, compte tenu de la définition du chef de ménage dans les enquêtes, les ménages enregistrés comme étant dirigés par une femme sont également des ménages « atypiques » : souvent monoparentaux, donc de plus petite taille, et, surtout, dotés d'un rapport de dépendance plus élevé vis-à-vis des individus actifs du ménage. Pourtant, les tests de dominance de second ordre n'établissent pas de hiérarchie systématique (figure III.4). Si, à Marovoay, la courbe des ménages dirigés par des femmes domine la courbe des ménages dirigés par des hommes en 2002, le constat est moins clair pour 1998. Pour les deux années, Antsirabe est mieux préservé des différences de pauvreté en termes de genre, les tests de dominance n'étant pas probants. La société Merina, très largement majoritaire sur l'observatoire d'Antsirabe, est, en effet, assez égalitaire du point de vue du genre. Notamment, les femmes ont les mêmes droits à l'héritage que les hommes et, en cas de décès de leur conjoint, elles continuent à exploiter les terres du ménage qui leur reviennent de droit¹³⁸. Cette situation est loin d'être généralisée à l'ensemble de Madagascar, certains groupes sont, au contraire, marquée par de fortes inégalités de genre. La population de l'observatoire de Marovoay, résultat de vagues de migrations en provenance de l'ensemble de

¹³⁸ Dans les faits, les femmes n'utilisent pas systématiquement leur droit à l'héritage, notamment terrien. Souvent, lors de leur mariage, elles s'installent dans le village de leur mari, et abandonnent leurs propres droits à l'héritage.

Figure III.4 Courbes TIP selon le genre



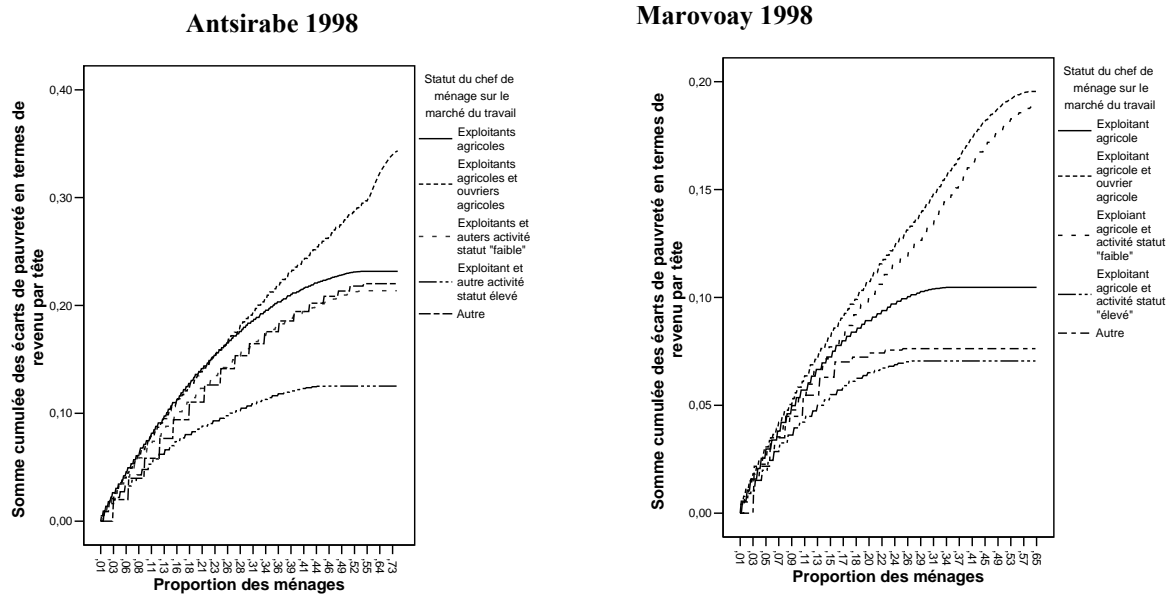
Source : A partir des données du ROR

l’île est donc, de ce point de vue, plus difficile à qualifier. Il semble pourtant, que, dans l’ensemble, les femmes y aient une situation moins favorable que sur les Hautes Terres.

En ce qui concerne l’instruction, on observe une corrélation négative avec la pauvreté : les ménages ayant un niveau d’instruction plus élevé sont moins touchés par la pauvreté, quels que soient l’année et l’observatoire considérés. Pourtant la relation n’est pas linéaire et ce sont les ménages dont au moins un membre a atteint le niveau d’instruction secondaire qui sont particulièrement bien protégés de la pauvreté. Les autres stratifications ne semblent pas discriminantes. Pour ces caractéristiques, on obtient des classifications relativement proches en termes de pauvreté selon l’observatoire. Le constat est moins net pour les variables liées aux spécificités de chaque observatoire, telles que le statut du chef de ménage sur le marché du travail et les caractéristiques de l’exploitation.

La hiérarchisation des distributions selon la stratification sur le marché du travail est quelque peu divergente d’un observatoire à l’autre. Sur les deux observatoires, le groupe le mieux protégé de la pauvreté est, comme attendu, celui des ménages dont le chef est

Figure III.5 Courbes TIP selon le statut du chef sur le marché du travail



Source : A partir des données du ROR

agriculteur exploitant et exerce une autre activité de statut « élevé »¹³⁹. Le groupe de ménage le moins bien protégé est celui dont le chef est agriculteur exploitant et ouvrier agricole. La précarité de cette forme de salariat, pour lequel l'embauche se fait au jour le jour, explique cet état de fait. Cependant, les courbes *TIP* ne montrent pas de dominance nette entre ce groupe et celui des ménages dont le chef est exclusivement exploitant agricole sur l'observatoire d'Antsirabe. La classification des « agriculteurs purs » diverge ainsi d'un observatoire à l'autre. Sur l'observatoire de Marovoay, ils occupent une position intermédiaire en termes de pauvreté, alors que sur l'observatoire d'Antsirabe, ils semblent, en moyenne, moins bien lotis que les ménages dont le chef occupe une activité de statut faible en plus de son activité d'exploitation. Le groupe des agriculteurs purs est en effet relativement hétérogène et l'analyse doit être complétée par les caractéristiques de l'exploitation.

¹³⁹ Les données relatives à l'activité des membres du ménage révèlent une diversification importante des activités. Cet aspect est développé dans le chapitre 4. Dès à présent, il paraît essentiel de construire une variable d'activité du chef qui reflète cette diversification. Pour ce faire, deux critères sont retenus. Le premier repère si le chef de ménage est mono-actif ou pluriactif. Le second s'intéresse à la nature de la diversification des activités. Les chefs de ménages sont répartis en cinq classes : (i) les mono-actifs agriculteurs exploitant ; (ii) les pluriactifs « agriculteurs exploitants et ouvriers agricoles » ; (iii) les pluriactifs « agriculteurs et autre activité statut faible », (iv) les pluriactifs « agriculteurs et autre activité statut élevé », (v) les autres profils.

La faiblesse des effectifs n'autorisait pas les regroupements habituels selon le statut du travailleur (employé, indépendant, par secteur d'activité – secondaire ou tertiaire). Le mode de classement s'est donc basé selon le statut de l'activité. Un gros collecteur de riz a un statut relativement plus proche de celui d'un médecin ou d'un haut fonctionnaire de mairie que d'un gargotier. Les activités dites de statut faible et de statut élevé regroupent des activités des secteurs secondaires et tertiaires, pratiquées comme employé ou indépendant.

La classification retenue et les effectifs associés sont présentés en annexes.

Quel que soit l’observatoire, les ménages dotés des exploitations les plus importantes¹⁴⁰ sont les mieux préservés de la pauvreté. Le degré de diversification de la production connaît une évolution temporelle similaire sur les deux observatoires. Un fort degré de diversification de la production est ainsi associé à un niveau de pauvreté moins élevé en 1998. En revanche, en 2002, cette variable ne semble pas avoir de lien significatif avec la pauvreté. Le métayage, clairement associé à une pauvreté plus marquée sur l’observatoire de Marovoay, n’entretient pas de relation claire avec la pauvreté sur l’observatoire d’Antsirabe¹⁴¹.

La stabilité dans l’espace (d’un observatoire à l’autre) et dans le temps des corrélations entre variables démographiques et d’instruction, d’une part, et pauvreté, d’autre part, tend à les désigner comme déterminants structurels de la pauvreté. Le statut du chef de ménage sur le marché du travail et les choix relatifs à la diversification de la production renvoient à des aspects stratégiques qui dépendent de l’environnement au sens large, c’est-à-dire, entre autres, les opportunités d’emploi, le terroir, le climat. Cela explique la spécificité de leur relation avec la pauvreté selon la localisation géographique et selon l’année d’observation. Ces éléments sont potentiellement des leviers d’action pour lutter contre la pauvreté.

L’analyse temporelle de la pauvreté montre des variations fortes au cours de la période d’observation. Les observatoires sont différemment marqués par les événements conjoncturels nationaux. On note une plus forte connexion sur l’observatoire de Marovoay. Que ce soit par un effet d’entraînement, ou un effet de redistribution des fruits de la croissance par le moyen d’investissements massifs sur la zone, il semblerait que les ménages de la plaine rizicole de la basse Bestiboka profitent, au moins indirectement, de la période de croissance de la fin des années quatre-vingt-dix. L’observatoire d’Antsirabe reste, quant à lui, marqué par des niveaux de pauvreté similaires entre le début et la fin de la période. L’analyse souligne l’hétérogénéité des zones rurales en termes de pauvreté et la nécessité de mener des politiques de lutte contre la pauvreté différenciées. Parallèlement, il apparaît que les caractéristiques de populations pauvres sont relativement proches, suggérant peut-être que ce sont les caractéristiques environnementales des zones, comprises au sens large (secteur d’activité, tissu

¹⁴⁰ Le critère de taille d’exploitation est ici la superficie rizicole exploitée qui est la seule superficie disponible dans les données du réseau des Observatoires Ruraux.

¹⁴¹ Il faut dire que les données identifient très peu d’exploitations en situation de métayage. A peine 7 % des ménages de l’observatoire d’Antsirabe déclarent être en situation de métayage – ou de location – pour au moins une des parcelles exploitées en 1998 comme en 2002. Cette proportion est plus importante pour les années intermédiaires, elle atteint 14% en 1999. Cependant, la proportion reste faible par rapport à ce à quoi on aurait pu s’attendre. Cela tient peut-être au fait que, le métayage étant officiellement interdit, les ménages enquêtés font une déclaration *a minima*.

entrepreneurial, réseau de distribution, opportunités d'emplois) qui expliquent les différences de pauvreté. Pourtant, l'analyse en statique comparative menée jusqu'à présent masque les recompositions permanentes dans les populations les plus démunies d'une période à l'autre. Pour analyser ces mouvements de pauvreté, il est nécessaire de dépasser la comparaison temporelle de données en coupe transversale pour mener une analyse intertemporelle, basée sur le suivi des ménages dans le temps.

II. ANALYSE INTERTEMPORELLE DES DYNAMIQUES DE PAUVRETE

En soulignant l'importance des mouvements d'entrée et de sortie dans/de la pauvreté au cours du temps, Bane et Elwood [1986] sont les premiers à avoir montré l'intérêt de l'analyse de la pauvreté en termes de flux. Les analyses en coupe instantanée, en termes de stocks, ont d'abord conduit à considérer la pauvreté comme un statut stable (Leisering et Voges [1993]). Elles risquent cependant de passer à côté d'événements essentiels pour comprendre la pauvreté, compte tenu des incessants mouvements d'entrées et de sorties, et donc de la diversité des trajectoires de bien-être des ménages. L'inscription du phénomène dans le temps permet d'affiner le concept en établissant, d'une part, les mouvements d'entrée et de sortie ou transitions de pauvreté et, d'autre part, les formes de pauvreté intertemporelles. On distingue alors la pauvreté chronique, phénomène structurel et durable dans le temps, de la pauvreté transitoire, phénomène conjoncturel et de courte durée. Ces dernières ne sont que partiellement superposables au statut de pauvreté à un moment donné du temps. Qui plus est, les études empiriques ont établi que pauvreté chronique et transitoire sont liées à des déterminants socio-économiques distincts. Ainsi, la définition de politiques de lutte contre la pauvreté ne peut ignorer les aspects temporels du phénomène, sous peine de mettre en place des mesures sociales en partie inadaptées.

Les techniques mobilisées pour identifier les formes intertemporelles de la pauvreté sur la période d'observation nécessitent de pouvoir suivre les ménages tout au long de la période et impliquent donc de travailler sur un panel cylindré¹⁴². A ce titre, le principe d'enquêtes à passages répétés constitue un des atouts majeurs du Réseau des Observatoires Ruraux.

¹⁴² La rareté de données de panel dans les pays en développement explique que ce champ de recherche soit relativement récent (années 1990). Elle explique également le développement de techniques permettant l'analyse de la pauvreté chronique et transitoire sur la base de données transversales. Ces techniques s'appuient sur l'approche en composantes, présentée dans la suite de cette section (voir notamment Lachaud [2002]).

L’analyse des dynamiques de pauvreté sur les observatoires de Marovoay et Antsirabe pour la période 1998-2002 est menée en deux temps. Premièrement, nous nous interrogerons sur l’ampleur des transitions de pauvreté de façon à établir si l’analyse intertemporelle enrichit effectivement l’analyse statique dans le cas des observatoires ruraux. Deuxièmement, nous proposerons une analyse intertemporelle de la pauvreté, basée sur la distinction entre pauvreté chronique et transitoire.

1. Analyse descriptive des transitions de pauvreté

L’analyse des mouvements d’entrées et de sorties de la pauvreté est menée pour interroger le résultat, largement établi dans la littérature internationale, selon lequel les populations de personnes pauvres divergent d’une année sur l’autre. La présentation technique des panels retenus pour les deux observatoires est un préalable à l’analyse des transitions de pauvreté sur les deux zones.

1.1. Les panels des observatoires de Marovoay et Antsirabe et la question de l’usure du panel

La rareté de données de panel est suffisamment saillante dans les pays du Sud pour que cette richesse indéniable du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar soit soulignée. Pour les plus anciens des observatoires, parmi lesquels figurent Marovoay et Antsirabe, on dispose de données depuis 1995. Cependant, l’étroitesse relative de l’échantillon au sein de chaque observatoire (plus ou moins 600 ménages interrogés chaque année à Antsirabe et entre 500 et 550 sur l’observatoire de Marovoay) et le renouvellement annuel d’une partie de l’échantillon ont conduit au choix d’une période d’observation de 5 ans (1998-2002) de façon à disposer d’un nombre suffisant de ménages. Par ailleurs, il serait délicat de mener une étude sur les dynamiques de pauvreté pour une période d’observation plus réduite. Le choix de la période d’observation de 5 années, 1998-2002, est donc le résultat d’un compromis entre l’impératif d’une durée suffisamment longue pour capter les aspects dynamiques et la nécessité d’un panel de taille suffisante. Pour ces 5 années d’observations, nous disposons donc de 433 et 241 ménages respectivement pour Antsirabe et Marovoay.

Un fois le panel construit, il est nécessaire de se poser la question de l’usure de ce dernier. Cette question est particulièrement sensible dans le cas d’enquêtes nationales représentatives. En raison du renouvellement annuel des ménages, l’échantillon du panel

cyindr  peut ne plus être représentatif. Lorsque les ménages sortant du panel ont des caractéristiques similaires, un biais de sélection apparaît qui peut conduire à un écart entre les mesures de la pauvreté sur l'échantillon du panel cyindr  et celles obtenues sur l'échantillon repr sentatif¹⁴³. Dans le cas des enquêtes du ROR, la question de l'usure du panel est nettement moins prégnante. Parce que ces dernières reposent sur un échantillonnage raisonné, les biais inhérents à l'usure portent moins à conséquence que dans le cas d'une enquête représentative. En effet, au sein de chaque observatoire, les villages d'enquêtes sont également sélectionnés selon une logique illustrative. En règle générale, une très large majorité de la population du village est retenue au sein de l'échantillon statistique. Ainsi, on peut supposer, *a priori*, que les échantillons du ROR, en raison de taux de couverture locaux importants, offrent une prise considérablement limitée aux problèmes d'usure, à la différence des échantillons nationalement représentatifs. La mise en comparaison des indices de pauvreté estimés sur la population du panel cyindr  et celle du panel non cyindr , présentée en annexes, confirme irr m diatement cette hypothèse, tant les divergences sont minimales.

1.2. Recomposition du groupe des ménages pauvres

Que ce soit dans les périodes de réduction ou d'aggravation globale de la pauvreté, on observe d'importants mouvements d'entrée et de sortie d'une année sur l'autre. Ainsi, une amélioration de la situation globale en termes de pauvreté ne traduit pas, dans la plupart des cas, une amélioration de la situation pour chacun des ménages. L'analyse des matrices de transition, présentées dans le tableau III.3, souligne, au contraire, la recomposition permanente du groupe des ménages identifiés comme pauvre.

  Antsirabe, sur l'ensemble de la période, les mouvements d'entrées et de sorties se compensent plus ou moins. Les ménages sortant annuellement de la pauvreté représentent, selon les années, entre 8 et 15% de la population, alors même que la proportion des ménages entrant dans la pauvreté s'établit entre 8 et 20 %. L'équilibre relatif des mouvements d'entrée et de sortie entre 1998 et 2002 explique la quasi-stabilité des indices de pauvreté entre la première et la dernière année d'enquête (première section). Sur l'observatoire de Marovoay, l'analyse des transitions de pauvreté souligne également des mouvements de sortie et d'entrée

¹⁴³ Sur les questions d'attrition dans le cas d'enquêtes longitudinales, voir Falaris [2003], Alderman *et al.* [2001], Rosenzweig [2003].

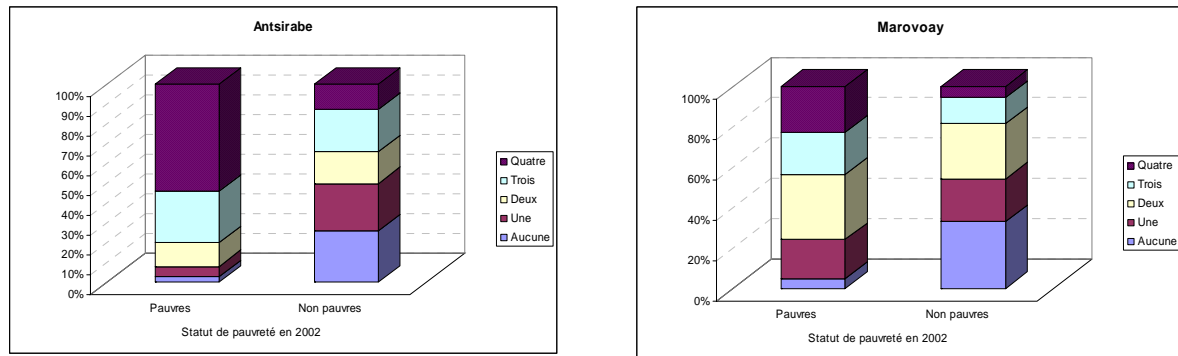
Tableau III.3 Matrices de transition

<i>Antsirabe</i>					<i>Marovoay</i>				
		Statut en 1999		Total			Statut en 1999		Total
		Pauvres	Non pauvres				Pauvres	Non pauvres	
Statut en 1998	Pauvres	82,6 (49,4)	17,4 (10,4)	100 (59,8)	Statut en 1998	Pauvres	72 (35,3)	28 (13,7)	100 (49,0)
	Non pauvres	47,7 (19,2)	52,3 (21,0)	100 (40,2)		Non pauvres	42,3 (21,5)	57,7 (29,5)	100 (51,0)
	Total	68,6	31,4	100		Total	56,8	43,2	100
		Statut en 2000		Total			Statut en 2000		Total
		Pauvres	Non pauvres				Pauvres	Non pauvres	
Statut en 1999	Pauvres	87,2 (59,8)	12,8 (8,8)	100 (68,6)	Statut en 1999	Pauvres	48,2 (27,3)	51,8 (29,5)	100 (56,8)
	Non pauvres	50 (15,7)	50 (15,7)	100 (31,4)		Non pauvres	16,3 (7,1)	83,7 (36,1)	100 (43,2)
	Total	75,5	24,5	100		Total	34,4	65,6	100
		Statut en 2001		Total			Statut en 2001		Total
		Pauvres	Non pauvres				Pauvres	Non pauvres	
Statut en 2000	Pauvres	80,1 (60,5)	19,9 (15,0)	100 (75,5)	Statut en 2000	Pauvres	42,2 (14,5)	57,8 (19,9)	100 (34,4)
	Non pauvres	35,8 (8,8)	64,2 (15,7)	100 (24,5)		Non pauvres	12 (7,9)	88 (57,7)	100 (65,6)
	Total	69,3	30,7	100		Total	22,4	77,6	100
		Statut en 2002		Total			Statut en 2002		Total
		Pauvres	Non pauvres				Pauvres	Non pauvres	
Statut en 2001	Pauvres	82 (56,8)	18 (12,5)	100 (69,3)	Statut en 2001	Pauvres	44,4 (9,9)	55,6 (12,5)	100 (22,4)
	Non pauvres	33,1 (10,2)	66,9 (20,5)	100 (30,7)		Non pauvres	20,3 (15,8)	79,7 (61,8)	100 (77,6)
	Total	67	33	100		Total	25,7	74,3	100

Note : Les données entre parenthèses indiquent, en pourcentages, la part que représente chaque catégorie dans la population totale de l'échantillon. Ce dernier représente 433 ménages pour l'observatoire d'Antsirabe et 241 ménages pour l'observatoire de Marovoay.

Source : A partir des données des Observatoires Ruraux de Madagascar

Figure III.6 Statut de pauvreté en 2002 selon le nombre de périodes passées en situation de pauvreté de 1998 à 2001



Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 1998-2002

dans la pauvreté extrêmement marqués. Malgré les résultats globalement positifs de l'analyse en statique comparative qui souligne une nette diminution de la pauvreté sur la période, et bien que de 12 à 30 % des ménages quitte chaque année la pauvreté, les mouvements d'entrée dans la pauvreté sont loin d'être négligeables. Les entrées dans la pauvreté représentent, en effet, entre 7 et 20% de la population totale de l'observatoire. L'amélioration globale des indices de pauvreté sur la période masque ainsi des parcours divergents d'un ménage à l'autre.

Le recours à des données de panel souligne également qu'être identifié comme non pauvre à une période donnée, ne garantit pas nécessairement la durabilité de cette situation. Les matrices de transition mettent en exergue le devenir, en termes de pauvreté, des populations identifiées comme pauvres et non pauvres une année donnée. Plus précisément, sur l'observatoire d'Antsirabe, entre 30 et 50% des ménages non pauvres une année basculent dans une situation de pauvreté l'année suivante. À Marovoay, ces proportions s'établissent entre 10 et 40% selon le couple d'années considéré. Le recours à des données temporelles plutôt qu'à des données en coupe instantanée élargit donc le spectre de la pauvreté.

Pour capter ce phénomène, Herrera et Roubaud [2003] définissent le *halo de la pauvreté*. Ce dernier identifie, au sein du panel, la proportion des ménages qui ont vécu une situation de pauvreté au moins une fois au cours de la période d'observation. Selon les années, l'incidence de la pauvreté s'établit entre 60 % et 75% sur l'observatoire d'Antsirabe et entre 20 % et 46% sur l'observatoire de Marovoay. Pourtant, 90 % des ménages de l'observatoire d'Antsirabe et 85 % des ménages de l'observatoire de Marovoay ont connu au moins un épisode de pauvreté au cours de la période allant de 1998 à 2002.

Il n'en reste pas moins que, parmi les ménages ayant connu au moins une période de pauvreté, les situations sont hétérogènes. On peut ainsi repérer *le noyau dur de la pauvreté*,

regroupant les ménages pauvres à toutes les périodes. Il regroupe environ un dixième des ménages sur l'observatoire de Marovoay et presque la moitié des ménages sur l'observatoire d'Antsirabe. Par ailleurs, les auteurs identifient un *effet de mémoire de la pauvreté* dans le fait que plus une personne a connu de nombreuses périodes de pauvreté, plus elle a de chance d'être pauvre pour une année d'observation donnée. La figure III.6 illustre ce phénomène. Aussi bien à Marovoay qu'à Antsirabe, les structures des populations pauvres et non pauvres précédentes, divergent largement. On note la surreprésentation des ménages ayant connu quatre années de pauvreté au sein des personnes pauvres en 2002 et la sous représentation des ménages en 2002 selon le nombre d'années vécues en situation de pauvreté au cours des quatre années n'ayant jamais vécu de période de pauvreté. Le constat est symétriquement opposé en ce qui concerne la structure des ménages non pauvres en 2002.

L'ensemble de ces résultats n'est en rien spécifique aux deux zones rurales étudiées. L'importance des mouvements de pauvreté dans le temps soulignée par Bane et Elwood dès 1986 est démontrée dans la totalité des études empiriques. Afin de mieux saisir les caractéristiques du halo de pauvreté et de préciser les différences entre la pauvreté durable et la pauvreté transitoire, nous avons mené une étude des formes intertemporelles de la pauvreté.

2. *Pauvreté chronique et pauvreté transitoire*

En réponse au constat de diversité des trajectoires des ménages, il est nécessaire de préciser les formes intertemporelles de pauvreté. Le concept de pauvreté chronique identifie les situations de pauvreté durable. Autrement dit, les ménages en situation de pauvreté chronique, caractérisés par un cumul de handicaps, souvent transmis d'une génération à l'autre, ont les plus grandes difficultés à sortir de la pauvreté (Hulme *et al.* [2001]). Le concept de pauvreté transitoire renvoie à une alternance de situations de pauvreté et de non pauvreté. Les ménages en situation de pauvreté transitoire sont ceux qui n'ont pu se protéger de chocs conjoncturels négatifs, ces derniers entraînant alors une baisse de leur bien-être économique telle qu'ils tombent dans un état de privation, en général de courte durée.

Ces deux formes de pauvreté coexistent dans la plupart des sociétés. Cependant, l'importance relative de chacune sur une zone d'étude particulière, permet de déterminer si la pauvreté y est plutôt un phénomène conjoncturel ou, au contraire un phénomène structurel. Cette précision servira ultérieurement de soubassement à la spécification de politiques de lutte contre la pauvreté localement adaptées. Un large consensus se dégage, en effet, pour signifier

que pauvreté chronique et transitoire sont la résultante de déterminants socio-économiques différents.

Après avoir précisé, dans un premier paragraphe, les différentes méthodes de spécification des concepts de pauvreté chronique et de pauvreté transitoire, un deuxième paragraphe présente la situation pour les deux observatoires.

2.1. La mesure des aspects intertemporels de la pauvreté

Afin de saisir les aspects intertemporels de la pauvreté, trois méthodes essentielles peuvent être mises en œuvre¹⁴⁴. L'approche par périodes est la plus intuitive. Elle permet de regrouper les ménages selon le nombre de périodes passées en situation de pauvreté. Elle souffre cependant de limites certaines qui sont en partie levées par le recours à l'approche en composantes. Cette dernière s'appuie sur la décomposition d'un indice intertemporel de pauvreté, défini sur la période d'observation, en une composante de pauvreté chronique et une composante de pauvreté transitoire. Une troisième méthode, la méthode mixte, combine les deux précédentes.

a- Approche par périodes

L'approche par périodes consiste à repérer le nombre de périodes passées dans la pauvreté durant l'intervalle temporel considéré. Le groupe des pauvres persistants est constitué des ménages pauvres à toutes les périodes, les non pauvres sont les ménages n'ayant jamais connu de période de pauvreté. Les pauvres transitoires sont donc définis par défaut : ce sont ceux qui n'appartiennent ni à la première ni à la seconde catégorie. Il s'ensuit une très forte hétérogénéité de ce groupe. Ce dernier couvre un dégradé de situations, groupant des ménages pauvres à toutes les périodes sauf une et des ménages non pauvres à toutes les périodes sauf une. Par ailleurs, il est nécessaire de repérer de façon plus robuste les changements de situations vis-à-vis de la pauvreté (entrées et sorties)¹⁴⁵. L'approche par périodes contrôlée a pour objet de limiter la sensibilité à la ligne de pauvreté : les ménages qui ne sont pauvres ou non pauvres qu'à une seule période sont pauvres transitoires uniquement s'ils franchissent nettement la ligne de pauvreté. Autrement dit, un ménage identifié comme pauvre à toutes les périodes sauf une, sera considéré comme pauvre transitoire uniquement si

¹⁴⁴ La présentation suivante s'appuie sur la synthèse proposée par Clément [2005 : 98-107].

¹⁴⁵ Ce contrôle des transitions de pauvreté est d'autant plus important pour l'observatoire de Marovoay étant donnée la sensibilité relative des indices de pauvreté à la ligne retenue.

son bien-être économique, en période de non pauvreté, est supérieur de 10% au seuil de pauvreté. De même, pour qu’un ménage non pauvre à toutes les périodes sauf une soit considéré comme pauvre transitoire, il faut que son bien-être économique pour la période de pauvreté soit inférieur de 10% au seuil de pauvreté. La mise en œuvre de telles méthodes permet en outre de réduire l’hétérogénéité du groupes des ménages en situation de pauvreté transitoires en précisant les formes de pauvreté.

Cependant, l’approche par périodes souffre d’autres limites : l’information est censurée puisqu’on ne peut observer la situation des ménages avant la première période d’observation et après la dernière période d’observation. Enfin, seule l’incidence de la pauvreté, qui ne respecte ni l’axiome de monotonie ni l’axiome de transferts¹⁴⁶, joue un rôle dans la définition des formes intertemporelles de pauvreté. De plus, la mesure de la pauvreté transitoire est sensible au nombre de périodes de pauvreté retenues : plus le nombre de périodes d’observation est important, plus la probabilité de connaître des transitions de pauvreté est élevée.

b- Approche en composantes

L’approche en composantes permet de contourner cette dernière difficulté. L’objectif est de repérer, grâce à la distinction entre bien-être permanent et bien-être transitoire (qui s’appuie sur les travaux de Friedman visant à identifier les composantes permanentes et transitoires de la consommation et du revenu), la part de la pauvreté chronique et la part de la pauvreté transitoire dans la pauvreté totale de chaque ménage. Suggérée par Ravallion [1988], cette forme de décomposition est formalisée par Rodgers et Rodgers [1993]. Elle a ensuite été mise en œuvre par plusieurs auteurs parmi lesquels, Hill et Jenkins [1994] et Jalan et Ravallion [1998]. Ces derniers précisent toutefois que la méthode de décomposition n’est cohérente qu’à condition d’utiliser un indice de pauvreté respectant l’axiome de transfert¹⁴⁷. Il est donc nécessaire de recourir à l’indice P_2 de Foster, Greer et Thorbecke [1984]. La méthode de décomposition proposée par Jalan et Ravallion [1998] est formalisée comme suit.

Le niveau de bien-être économique du ménage i est noté Y_i , z représente la ligne de pauvreté, n la population totale de l’échantillon et p le nombre de pauvres.

¹⁴⁶ L’axiomatique permettant de définir la qualité d’un indice de pauvreté a été développée par Sen [1976]. Pour une présentation succincte se référer à l’annexe méthodologique intitulée « *Des outils pour des comparaisons de pauvreté robustes* ».

¹⁴⁷ L’utilisation d’un indice de pauvreté qui ne respecte pas l’axiome de transfert peut conduire à ce qu’une des composantes de pauvreté soit négative.

$$P_{2t} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^p \left(\frac{z - Y_i}{z} \right)^2 \quad [\text{III.1}]$$

L'indice de pauvreté intertemporel pour T périodes d'observations, noté $PI(T)$, correspond à la moyenne de l'indice de pauvreté à chaque période, P_{2t} ($t = 1$ à T).

$$PI(T) = \frac{1}{T} \sum_{t=1}^T P_{2t} \quad [\text{III.2}]$$

La composante chronique de la pauvreté, $PC(T)$, est fonction du bien-être permanent d'un individu i pour la période d'observation, noté A_{iT} .

$$PC(T) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^p \left(\frac{z - A_{iT}}{z} \right)^2 \quad [\text{III.3}]$$

La pauvreté transitoire $PT(T)$ est obtenue de façon résiduelle.

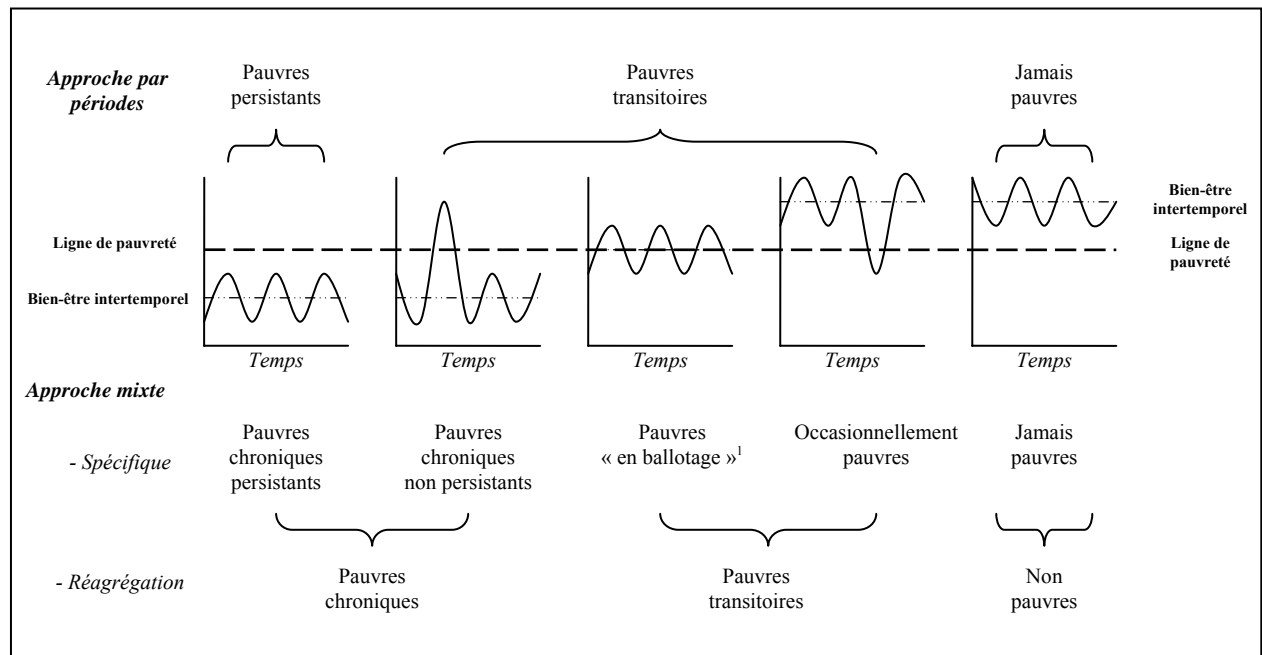
$$PT(T) = PI(T) - PC(T) \quad [\text{III.4}]$$

c- Approche mixte

Initialement proposée par Jalan et Ravallion [2000], l'approche mixte opère une synthèse entre les deux méthodes précédentes. Le niveau de bien-être permanent couplé avec les périodes de pauvreté définit cinq formes intertemporelles (figure III.7). La prise en compte simultanée des informations relatives aux périodes de pauvreté et au bien-être intertemporel permet, d'une part, de mieux spécifier les formes de pauvreté, et, d'autre part, de proposer une réagrégation plus pertinente. Notamment, la très forte hétérogénéité du groupe des personnes en situation de pauvreté transitoire identifiées sur la base de l'approche par périodes est atténuée.

Les pauvres chroniques ont un niveau de bien-être permanent inférieur à la ligne de pauvreté. De plus, une distinction est faite entre les pauvres chroniques persistants, qui sont pauvres à toutes les périodes (pauvres persistants dans l'approche par périodes), et les pauvres chroniques non persistants, qui peuvent connaître des périodes de sortie de la pauvreté. Parmi les individus dont le bien-être permanent est supérieur à la ligne de pauvreté, les non pauvres, qui n'ont jamais connu d'épisode de pauvreté, se différencient des personnes occasionnellement pauvres, lesquelles peuvent entrer ponctuellement dans la pauvreté. Enfin, cette décomposition identifie une catégorie de personnes dont le niveau de bien-être

Figure III.7 Catégorisation des formes intertemporelles de pauvreté : approche par périodes et approches mixtes



Notes : (1) Le terme « en ballottage » est retenu pour traduire l’expression « churning poor » proposé par Hulme et Sheperd [2003]. L’idée d’agitation suggérée par la construction de l’adjectif *churning* sur la base du nom commun *churn*, la barate, est ainsi conservée.

Source : Adapté de Hulme et Sheperd [2003 : 406]

permanent est situé à peu près au niveau de la ligne de pauvreté et qui connaissent donc, selon les périodes, une alternance de situation de pauvreté et de non pauvreté. Sur cette base, il est possible de définir les groupes de façon plus pertinente. La réagrégation des formes de pauvreté selon l’approche mixte identifie ainsi trois catégories. Les pauvres persistants, dotés d’un niveau de bien-être permanent inférieur à la ligne de pauvreté, sont marqués par une pauvreté sévère¹⁴⁸ et durable. Les pauvres transitoires¹⁴⁸ ont un niveau de bien-être permanent supérieur ou juste supérieur à la ligne de pauvreté, leur caractère commun étant de connaître, de façon épisodique, des périodes de pauvreté. On peut penser, *a priori* que cette catégorie de la population voit son bien-être économique évoluer au gré des événements conjoncturels. La troisième catégorie est formée par les ménages qui ont un niveau de bien-être permanent supérieur à la ligne de pauvreté et ne connaissent pas, sur la période d’observation, d’épisode de pauvreté.

¹⁴⁸ D’autant plus sévère que la ligne de pauvreté retenue pour cette étude est basse.

La mise en œuvre de ces trois méthodes, approche par périodes, approche en composante et approche mixte permettra de dresser l'état des lieux des aspects dynamiques de la pauvreté dans deux zones rurales malgaches

2.2. Localisation géographique et formes intertemporelles de la pauvreté

L'objectif de l'étude est de caractériser les observatoires de Marovoay et d'Antsirabe selon les aspects intertemporels de la pauvreté. Nous nous demanderons ainsi si les deux zones sont plutôt marquées par la pauvreté durable ou la pauvreté transitoire. Puisque les deux zones ont été choisies pour leur caractère illustratif de deux grandes zones agro-climatiques malgaches, on peut s'attendre à des divergences d'un observatoire à l'autre sur la question de la durabilité de la pauvreté. Ces divergences sont-elles avérées ?

- a- Prédominance de la pauvreté chronique dans le Vakinankaratra (Antsirabe) et de la pauvreté transitoire dans les grands périmètres irrigués (Marovoay)*

Comme on pouvait s'y attendre au vu de l'analyse sur les mouvements globaux de pauvreté, les formes intertemporelles de la pauvreté, présentées dans le tableau III.4, sont largement différenciées d'un observatoire à l'autre. Selon l'approche par périodes contrôlée de la sensibilité à la ligne de pauvreté, la répartition de la population entre pauvres persistants, pauvres transitoires et non pauvres révèle la prédominance du groupe des pauvres persistants sur l'observatoire d'Antsirabe (46,7% de la population). Sur l'observatoire de Marovoay, les situations transitoires sont les plus fréquentes (56% de la population).

Ce dernier résultat est particulièrement saisissant lorsqu'on le met en regard des résultats de l'identification empirique des formes de pauvreté dans la littérature internationale. Selon Clément [2005], dans la quasi-totalité des études retenant l'approche par périodes, la pauvreté transitoire est plus importante que la pauvreté persistante¹⁴⁹. Selon le rapport mondial du Chronic Poverty Research Center (CPRC [2004]), l'Afrique sub-saharienne, qui est la zone la plus touchée par la pauvreté chronique au niveau mondial, afficherait un taux de pauvreté persistante (selon l'approche par périodes) de l'ordre de 30 à 40 %. Malgré des difficultés de comparaison des résultats, qui sont en grande partie liés à la ligne de pauvreté retenue, il semblerait que l'observatoire d'Antsirabe se situe dans la fourchette haute. La situation de l'observatoire d'Antsirabe est donc, à ce titre, singulière. Pourtant, l'étude sur la capitale de

¹⁴⁹ Les synthèses de Baulch et Hoddinott [2000] et de McKay et Lawson [2002] amènent au même constat.

Madagascar, menée par Herrera et Roubaud [2003] selon l'approche par périodes, montre également la prédominance de la pauvreté persistante¹⁵⁰.

L'observatoire de Marovoay, en revanche, est caractérisé par l'importance du groupe des pauvres transitoires. La comparaison de ce résultat avec l'étude de Herrera et Roubaud pour la capitale permet également de relativiser l'idée selon laquelle la pauvreté durable est plutôt caractéristique des zones rurales, alors que la pauvreté transitoire serait le fait des zones urbaines¹⁵¹. Pourtant, la comparaison reste difficile pour les raisons précédemment évoquées. La différence du nombre de vagues du panel (trois pour l'étude de Herrera et Roubaud et cinq pour l'étude présente) et l'absence d'une ligne de pauvreté commune contribuent à l'explication de ces disparités. Quoi qu'il en soit, la comparaison des résultats obtenus sur les deux observatoires ruraux avec une méthode strictement identique, nous permet de conclure sans ambiguïté que chacune de ces zones est marquée de façon différenciée par les formes intertemporelles de pauvreté.

La pauvreté est un phénomène essentiellement transitoire à Marovoay, quand, à Antsirabe, elle est un phénomène majoritairement chronique. L'approche en composantes confirme ces deux résultats¹⁵². A Marovoay, la composante de pauvreté transitoire représente, en effet, environ les trois quarts de la pauvreté intertemporelle. A Antsirabe, on retrouve la nette dominance des aspects chroniques de la pauvreté, la composante de pauvreté chronique représentant plus des deux-tiers de la pauvreté totale. L'approche mixte permet d'affiner les résultats de l'approche par périodes en caractérisant plus finement le groupe des pauvres transitoires. Elle met en évidence qu'une proportion non négligeable des ménages considérés comme pauvres transitoires dans l'approche par périodes a un niveau de bien-être permanent inférieur à la ligne de pauvreté. La catégorie des pauvres chroniques non persistants représente en effet un peu moins de 20 % de la population des deux observatoires.

¹⁵⁰ Le groupe des ménages non pauvres pour toutes les périodes représente 9,1% de la population, le groupe des pauvres transitoires 26% et le groupe des pauvres chroniques 64,9%.

¹⁵¹ Les études empiriques montrent qu'en général, la pauvreté chronique est plus importante dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Voir par exemple l'étude de Deininger et Okidi [2002] pour l'Ouganda.

¹⁵² L'approche de composantes fait référence au bien-être permanent, la moyenne intertemporelle du bien-être doit donc tenir compte d'un taux actuariel. En l'absence d'informations sur les conditions de prêt et de marché financier, il nous a été impossible de construire une variable approchant le concept de taux actuariel. Les flux annuels de bien-être sont donc simplement déflatés par les indices de prix annuels, estimés par le rapport des lignes de pauvreté totales. L'indice de pauvreté intertemporelle a une sensibilité à la ligne de pauvreté jugé acceptable, compte tenu du fait que l'indice intertemporel est une moyenne des cinq indices annuels (voir annexes).

Tableau III.4 Les formes dynamiques de la pauvreté à Marovoay et Antsirabe, 1998-2002**A- Approches par périodes**

	Pauvres persistants(%)	Pauvres transitoires (%)	Non pauvres (%)	Total ¹
<i>Approche par périodes "contrôlée"²</i>				
Marovoay	8,7	62,2	29,1	100
Antsirabe	46,7	38,8	14,5	100

B- Approche en composantes³

	Composante de pauvreté chronique	Composante de pauvreté transitoire	Pauvreté intertemporelle (P ₂)
<i>En termes absolus</i>			
Marovoay	0,014	0,037	0,051
Antsirabe	0,110	0,050	0,160
<i>Part dans la pauvreté totale (P₂)</i>			
Marovoay	27,5	72,5	100
Antsirabe	68,7	31,3	100

C- Approche mixte

	Pauvres chroniques		Pauvres transitoires (%)	Non pauvres (%)	
	Persistants (%)	Non persistants (%)			
Marovoay	8,7	17,8	44,4	29,1	100
Antsirabe	46,7	19,6	19,2	14,5	100

Notes : (1) L'échantillon de l'observatoire d'Antsirabe représente 433 individus, celui de Marovoay 241 individus; (2) Les ménages pauvres à toutes les périodes sauf une sont considérés comme pauvres chroniques si, pour la période de sortie de la pauvreté, leur revenu par tête n'excède pas la ligne de pauvreté de 10%. Les ménages pauvres à une seule période sont considérés comme non pauvres lorsque leur revenu par tête est supérieur à 90% de la ligne de pauvreté pour cette période. (3) L'étude de la sensibilité des mesures intertemporelles de la pauvreté vis-à-vis du seuil retenu est présentée en annexes. L'absence de rupture marquée dans l'évolution des indices consécutive à l'évolution de la ligne laisse présumer qu'il n'y a pas de concentration de la distribution aux abords de la ligne.

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar.

Chacune des deux zones est donc caractérisée par un profil de pauvreté intertemporelle spécifique. Par ailleurs, une analyse plus fine de la localisation géographique met en exergue des différences notables au sein même de chaque observatoire

b- Des spécificités « micro-locales »

Le tableau III.4 présente la désagrégation des résultats au niveau des sites des deux observatoires¹⁵³. Il souligne que la localisation géographique joue un rôle considérable sur les formes intertemporelles de la pauvreté.

¹⁵³ Pour la localisation géographique des sites voir la carte des observatoires présentée dans le chapitre 1.

En ce qui concerne l’observatoire d’Antsirabe, le site de Vinany, situé dans le Moyen-Ouest, a une proportion relativement faible de pauvres persistants, suivi de près par Ambohibary. Le site de Faravohitra est dans la moyenne de l’observatoire alors que Soanindrariny et Bemaha sont largement au-dessus. Ces résultats sont confirmés quelle que soit la méthode de modélisation des formes intertemporelles de la pauvreté retenue. Sur le site de Marovoay, également, les deux approches produisent sensiblement la même classification des sites.

Sur l’observatoire d’Antsirabe, l’ensemble des zones où la pauvreté chronique est la plus marquée est caractérisé par un enclavement important ou par des caractéristiques géographiques pénalisantes. L’enclavement implique des frais de transport élevés et, pour préserver leurs marges, les collecteurs ont donc tendance à pratiquer des prix aux producteurs relativement faibles. Sur les sites de Bemaha et de Faravohitra notamment, l’absence de routes aisément praticables nuit à l’écoulement de la production et au ravitaillement du village. Le site d’Ambohibary, situé sur une vaste plaine d’altitude, est aisément accessible. En outre le développement de la culture de la pomme de terre, particulièrement rémunératrice est un atout indéniable de la zone. En ce qui concerne le site de Soanindrariny, l’élément topographique (zone de montagne au relief accidenté) et la densité de population sont déterminants pour expliquer une prévalence élevée de la pauvreté chronique (et l’importance du groupe des pauvres persistants), malgré une accessibilité relativement bonne. La superficie disponible par ménage y est particulièrement réduite, et les contraintes foncières et topographiques imposent la culture du riz pluvial au détriment du riz irrigué, malgré des rendements beaucoup plus faibles. Pourtant, la zone, spécialisée dans l’élevage laitier et la production de fruits (pommes, pêches) en plus de la riziculture, a des atouts incontestables.

Sur l’observatoire de Marovoay, le critère d’enclavement, s’il participe certainement de l’explication de la pauvreté chronique, ne permet pas d’expliquer totalement les divergences d’un site à l’autre. Le site de Bepako a la situation géographique la plus privilégiée. Il est non seulement à proximité de Marovoay, mais il est également situé au cœur du périmètre irrigué, ce qui a un impact positif sur les rendements rizicoles. La combinaison de ces deux caractéristiques explique la relative faiblesse de la composante de pauvreté chronique par rapport aux autres sites. Le site d’Ampijoro est, de loin, le plus enclavé, dans la mesure où il est situé à l’intérieur des terres, sur la rive gauche de la Betsiboka, alors que Marovoay et la route nationale sont sur la rive droite. Néanmoins, même si la pauvreté chronique y est plus

Tableau III.5 Localisation et formes de pauvreté, 1998-2002

	Pauvres chroniques		Pauvres transitoires (%)	Non pauvres (%)	<i>Effectif</i>
	Persistants (%)	Non persistants (%)			
Localisation					
<i>Antsirabe ensemble</i>	46,7	19,6	19,2	14,5	433
Soanindrariny	53,6	16,4	15,5	14,5	110
Vinany	37,1	23,6	14,6	24,7	89
Bemaha	52,7	13,9	16,7	16,7	72
Faravohitra	48,2	24,7	22,4	4,7	85
Ambohibary	40,2	19,5	28,6	11,7	77
<i>Marovoay ensemble</i>					
<i>Marovoay ensemble</i>	8,7	17,8	44,4	29,1	241
Bepako	4,7	22,1	44,1	29,1	86
Madiromiongana	17,0	20,3	35,6	27,1	40
Ampijoroa	7,2	8,9	46,4	37,5	59
Maroala	7,5	17,5	55,0	20,0	56

	<i>Composante de pauvreté chronique</i>		<i>Composante de pauvreté transitoire</i>		<i>Pauvreté intertemporelle</i>	<i>Effectif</i>
	Valeur absolue	Part dans la pauvreté inter temporelle (%)	Valeur absolue	Part dans la pauvreté inter temporelle (%)	Valeur absolue	
<i>Antsirabe</i>	0,110	68,7	0,050	31,3	0,160	433
Soanindrariny	0,132	71,5	0,053	28,5	0,184	110
Vinany	0,087*	62,7	0,052	37,3	0,139	89
Bemaha	0,137	78,0	0,039*	22,0	0,176	72
Faravohitra	0,095*	65,6	0,050	34,4	0,145	85
Ambohibary	0,098*	63,7	0,056*	36,3	0,154	77
<i>Marovoay</i>						
<i>Marovoay</i>	0,014	27,1	0,037	72,9	0,051	241
Bepako	0,008	16,7	0,040	83,3	0,049	86
Madiromiongana	0,025*	41,2	0,035	58,8	0,060	59
Ampijoroa	0,014*	35,8	0,025*	64,2	0,039	56
Maroala	0,010	16,3	0,050*	83,7	0,060	40

* Le test des différences de pauvreté (Kakwani [1990]) est significatif au seuil de 5%. La base est le site de Soanindrariny pour l'observatoire d'Antsirabe et Bepako, pour l'observatoire de Marovoay

Source: Calculs effectués à partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux.

élevée que la moyenne, c'est le site de Madiromiongana qui affiche la composante de pauvreté chronique la plus élevée. Malgré sa situation privilégiée, à proximité de la nationale, le site est doté de caractéristiques agricoles moins avantageuses, puisqu'une grande partie des terres agricoles des ménages du site est située en marge du périmètre irrigué.

La situation géographique des observatoires et des sites d'enquête apparaît donc comme un déterminant essentiel de la pauvreté chronique et transitoire. Ce résultat fait échos à ceux

obtenus, dans la première partie du chapitre, au cours de l’analyse de la pauvreté. L’enclavement plus important de l’observatoire d’Antsirabe a été identifié comme un facteur explicatif majeur des différences de pauvreté entre les deux observatoires¹⁵⁴. L’analyse selon les caractéristiques des sites qui composent les deux observatoires montre que le critère d’enclavement n’est pas le seul à jouer. Autrement dit, au niveau local, ce sont les caractéristiques agronomiques du terroir qui semblent prédominer, tandis qu’au niveau régional (celui des observatoires), on retrouve ce que souligne régulièrement la littérature internationale sur les questions de pauvreté chronique et transitoire : l’enclavement est un des aspects systématiquement associés à la pauvreté chronique dans les études empiriques.

c- L’isolement géographique, un facteur explicatif majeur de la pauvreté chronique

Bird et Shepherd [2003] précisent les soubassements théoriques expliquant la prévalence de la pauvreté chronique dans les zones rurales isolées, en distinguant les mécanismes économiques des mécanismes sociaux et politiques.

D’un point de vue économique, les zones géographiquement enclavées sont caractérisées par un cumul de handicaps qui, en se combinant, expliquent une persistance de la pauvreté particulièrement marquée. Thapa *et al.* [2000] insistent sur la faible accessibilité aux infrastructures de base (de santé et d’éducation) en raison de l’éloignement et de réseaux routiers défectueux. Selon Bird *et al.* [2002], ce problème est d’autant plus présent que le faible niveau de demande effective décourage les investissements en infrastructures et services publics. Outre ce problème, les coûts de transport particulièrement élevés renchérissent les coûts des produits de première nécessité non produits sur la zone, et découragent les producteurs à s’engager dans la production de denrées destinées aux marchés nationaux et internationaux (Rayner [1980]). Enfin, l’imperfection des marchés se traduisant par des coûts de transactions élevés, des difficultés d’accès au marché du crédit et la présence d’externalités réduisent considérablement la rentabilité des investissements. Par exemple, le temps et l’argent investis dans l’instruction risquent de ne pas générer les gains escomptés lorsque le marché du travail est imparfait.

¹⁵⁴ Les profils de pauvreté selon les sites donnent la même hiérarchisation que les profils de pauvreté chronique. Sur l’observatoire de Marovoay, la pauvreté est nettement plus marquée sur le site de Madiromiongana que pour tout autre. Sur l’observatoire d’Antsirabe, les sites de Soanindrariny et Bemaha sont également les plus touchés par la pauvreté.

Cependant, pour Jalan et Ravallion [1997], la relation positive entre zones enclavées et pauvreté chronique ne tient pas uniquement à un cumul des facteurs négatifs précédemment identifiés au sein des zones reculées. Ils identifient, dans une étude appliquée à la Chine, un phénomène de « trappe spatiale à pauvreté ». Dans une zone caractérisée par une faiblesse structurelle et généralisée des dotations en capital, il se produit un effet d'entraînement, la faiblesse des dotations du voisinage réduisant les possibilités de valorisation des actifs d'un ménage quelconque de ladite zone. Ils expliquent ainsi la présence d'externalités négatives liées à la localisation géographique. Autrement dit, « (...) *le rendement individuel marginal du capital privé dépend de l'endroit où l'individu vit* » (1997 : 3). Leur étude empirique démontre que deux ménages dotés de caractéristiques socio-économiques exactement identiques (notamment en termes de dotations en capital) mais habitant deux zones différentes ne peuvent valoriser de la même façon leur stock en capital, l'un étant pauvre et l'autre non pauvre, du simple fait de sa localisation. La seule variable de localisation explique ainsi des différences de bien-être économiques significatives. De même, Ravallion et Wodon [1999] démontrent, dans une étude appliquée au Bangladesh, que les zones géographiques les plus pauvres ne le sont pas uniquement parce que les déterminants connus de la pauvreté y sont particulièrement concentrés. Ils identifient également un effet géographique sur la pauvreté qu'ils attribuent à la présence des externalités négatives précédemment présentées. De Vreyer, Herrera et Mesplé-Somps [2003] précisent les facteurs géographiques à l'origine des trappes spatiales à pauvreté en les regroupant en trois catégories : (i) les facteurs strictement géographiques (condition agronomiques et climatiques) ; (ii) l'accès aux biens publics et aux infrastructures ; (iii) les facteurs d'ordre socio-économiques (par exemple, sur une même aire géographique, un niveau moyen d'éducation élevé est générateurs d'externalités positives car il favorise, notamment, la vitesse de circulation de l'information et du savoir)¹⁵⁵.

Par ailleurs, ces mécanismes, strictement économiques, sont encore renforcés par un processus d'exclusion sociale et politique. Le concept d'exclusion sociale, initialement développé en France par Lenoir [1974] pour désigner une catégorie de la population non protégée par le système d'assurance sociale (les handicapés, les personnes âgées, les invalides, les suicidaires, etc.) est élargi au cours des années 1980 pour s'intégrer au débat sur

¹⁵⁵ L'étude empirique de De Vreyer, Herrera et Mesplé-Somps [2003], appliquée au Pérou, révèle également l'effet significatif des variables géographiques sur la croissance de la consommation des ménages. Les variables géographiques contribuent donc à expliquer les écarts de pauvreté entre la région côtière et les régions de la *selva* et de la *sierra* (ces deux dernières régions ont une incidence de pauvreté beaucoup plus marquée). Cependant, plus que les facteurs géographiques « purs » (topographie, climat), les variables socio-économiques jouent un rôle déterminant.

la nouvelle pauvreté. L’exclusion sociale fait référence au processus de désintégration sociale, dans le sens d’une rupture progressive des relations entre individu et société (Rodgers *et al.* [1995]). La pensée anglo-saxonne s’est également appuyée sur le concept d’exclusion sociale, mais dans une vision plus individualiste, qui la rapproche du concept de pauvreté multidimensionnelle (Rodgers *et al.* [1995]). Alors que dans l’acception française, l’exclusion sociale renvoie à une rupture de contrat entre l’individu et la société, dans la pensée anglo-saxonne, elle est définie, du point de vue des individus, comme une réalisation inadéquate et inégalitaire des droits sociaux. Selon Yopez [1994], le concept d’exclusion sociale est un concept pivot en ce qu’il permet d’articuler les niveaux micro et macro ; il est fondamentalement dynamique, puisqu’il cherche à identifier les processus qui conduisent des individus, en général marqués par des privations sociales et économiques multiples, sur la voie de la marginalisation sociale ; il s’inscrit à la charnière des dimensions individuelles et collectives. La faiblesse de l’accès à l’information et aux réseaux politiques contribue largement, selon Bird et Shepherd [2003], à l’explication de la pauvreté chronique dans les zones rurales isolées au Zimbabwe.

L’importance du facteur d’isolement pour expliquer la pauvreté chronique a été mise en avant par Bird et Shepherd [2003] et Mehta et Shah [2001] pour le Zimbabwe et l’Inde respectivement. Par ailleurs, Baulch et Masset [2003], dans une étude appliquée au Vietnam, et McCulloch et Calandrino [2002], dans une étude appliquée à la région chinoise du Sichuan identifient que la pauvreté chronique est particulièrement élevée dans les zones montagneuses. Dans ce dernier cas, le critère d’enclavement ne joue pas seul, d’autres caractéristiques géographiques du territoire entrent en jeu (topographie, climat et leur influence sur les caractéristiques agricoles du territoire).

En ce qui concerne l’étude des différences de pauvreté sur les observatoires malgaches, ces mécanismes jouent tant au niveau des ensembles régionaux (d’un observatoire à l’autre¹⁵⁶) que des sous-zones (d’un site à l’autre). La logique illustrative de l’enquête utilisée nous a amené à considérer avec un soin particulier la localisation des ménages. Le principe d’échantillonnage raisonné a en effet pour objectif de révéler la spécificité des caractéristiques agro-climatiques mais aussi sociales, économiques et organisationnelles des ensembles régionaux retenus pour localiser les observatoires. L’analyse menée permet de confirmer la pertinence de ce principe d’enquête en révélant l’importance du critère de localisation pour

¹⁵⁶ Se référer à la section 2.1 « Des différences de pauvreté saisissantes entre les deux zones rurales ».

expliquer les différences marquées des formes temporelles de la pauvreté tant au niveau des grands ensembles régionaux qu'au niveau local.

La mise en œuvre des différentes décompositions des formes dynamiques de la pauvreté tend à faire apparaître des différences structurelles majeures entre les deux observatoires. Si, les études théoriques et empiriques soutiennent l'hypothèse selon laquelle la localisation géographique est un aspect central dans l'explication des formes de pauvreté, encore faut-il établir ce résultat de façon certaine pour les deux observatoires. Pour ce faire, l'analyse doit prendre en compte l'ensemble des déterminants théoriques de la pauvreté chronique et de la pauvreté transitoire. Ainsi, et bien que les différences de terroir, les spécialisations agricoles et l'enclavement semblent jouer considérablement sur les formes de pauvreté, il est opportun de s'interroger sur des caractéristiques communes associées aux différentes formes dynamiques de pauvreté, quelle que soit la localisation géographique. La persistance d'un effet régional marqué sur les formes de pauvreté lorsque l'on prend en compte l'ensemble des déterminants est la seule à même d'établir, de façon robuste, des différences structurelles entre les observatoires.

III. PAUVRETE CHRONIQUE ET TRANSITOIRE : DES DETERMINANTS SPECIFIQUES ?

Au cours des années 1990, l'intérêt croissant pour la distinction entre les formes de pauvreté chronique et transitoire s'est appuyé sur l'idée selon laquelle l'une et l'autre sont liées à des mécanismes distincts. La pauvreté chronique ou persistante serait avant tout liée à une faible dotation en capital, les différentes privations se renforçant mutuellement pour former une véritable trappe à pauvreté. La pauvreté transitoire, quant à elle, serait essentiellement la résultante d'une difficulté de gestion des chocs conjoncturels, conduisant les ménages à une réduction de leur bien-être économique, généralement de courte durée. Les choix méthodologiques qui sous-tendent l'identification des déterminants de la pauvreté chronique et de la pauvreté transitoire sont présentés préalablement à l'analyse des résultats.

1. La modélisation des déterminants des formes de pauvreté

L'analyse structurelle menée grâce aux profils de pauvreté a mis en évidence les risques inconditionnels associés à la pauvreté chronique et transitoire. Dans le but d'isoler l'effet

spécifique de chaque variable, l'étude est complétée par la modélisation économétrique des facteurs associés aux formes intertemporelles de pauvreté.

La présentation de la forme générale des modèles économétriques adaptés à l'analyse des déterminants de la pauvreté chronique et transitoire et le choix de la spécification retenue constituent un préalable nécessaire à la présentation des résultats. Les déterminants des dynamiques de pauvreté sont, en effet, modélisés différemment selon la spécification des formes de pauvreté retenue (approche mixte ou approche en composantes). Les variables explicatives sont en revanche identiques, quelle que soit la forme retenue pour la variable dépendante.

La présentation des modèles économétriques adaptés aux deux spécifications possibles de la variable de pauvreté intertemporelle précède l'exposé de ses déterminants théoriques et la forme retenue pour les variables explicatives du modèle.

1.1. Forme générale des modèles économétriques

Deux spécifications ont été successivement mises en œuvre selon la méthode d'identification de la pauvreté intertemporelle retenue. La modélisation de cette dernière selon l'approche mixte implique le recours à un modèle logistique multinomial. Par contre, lorsque la variable en termes de composantes de la pauvreté est retenue, la mise en œuvre d'un modèle Tobit est mieux adaptée.

Dans le cas de l'approche mixte, la variable dépendante, à trois modalités, identifie les formes de pauvreté intertemporelle identifiées par l'approche mixte agrégée (figure III.7): la pauvreté chronique (catégories des pauvres chroniques persistants et non persistants), la pauvreté transitoire et le fait de n'être pauvre à aucune période. Le regroupement des catégories des pauvres chroniques persistants et non persistants, justifiée théoriquement par leur proximité en termes de bien-être permanent, est conforté par l'étroitesse de la population des pauvres persistants sur l'observatoire de Marovoay. La modélisation économétrique, est spécifiée par un modèle à choix qualitatif de type Logit multinomial (McFadden [1981]).

La variable dépendante observée pour l'individu i ($i=1, \dots, N$), notée y_i , peut prendre $m+1$ modalités (indicées $k = 0, j$; avec $j=1, \dots, m$).

On note P_{ij} la probabilité pour le ménage i de se trouver dans la situation de pauvreté j , et P_{i0} la probabilité pour le ménage i d'appartenir à la modalité 0. Le vecteur des variables

explicatives est noté β_k et le vecteur des paramètres à estimer x_i . Le modèle Logit multinomial prend alors la forme suivante¹⁵⁷ :

$$P_{ij} = \text{prob}(y_i = j / x_i) = \frac{\exp(\beta_j' x_i)}{1 + \sum_{k=1}^m \exp(\beta_k' x_i)} \quad \text{[III.5]}$$

$$P_{i0} = \text{prob}(y_i = 0) = \frac{1}{1 + \sum_{k=1}^m \exp(\beta_k' x_i)} \quad \text{[III.6]}$$

La deuxième spécification vise à modéliser chacune les composantes de pauvreté intertemporelles. La dissociation, pour chaque ménage, des composantes de pauvreté chronique et de pauvreté transitoire implique le recours à deux estimations spécifiques. En outre, chacune de ces variables dépendantes prend une forme continue mais est censurée en zéro puisqu'elle est égale à zéro pour les ménages dont la pauvreté intertemporelle est nulle est comprise entre zéro et un pour les autres. Pour tenir compte de la censure des variables de composantes, l'estimation nécessite donc le recours à un modèle Tobit (Tobin [1958]). La présentation formelle suit Thomas [2000]. Y_i^* est une variable latente non observable, x_i le vecteur des variables explicatives, β le vecteur des paramètres estimés et ε_i un terme aléatoire (ε_i suit une loi normale d'espérance nulle et de variance σ_i^2).

$$Y_i^* = \beta' x_i + \varepsilon_i \quad \text{[III.7]}$$

Pour un seuil de censure nul et identique pour tous les ménages, la variable observée est exprimée en fonction de la variable latente selon la relation suivante.

$$\begin{cases} Y_i = 0 & \text{si } Y_i^* \leq 0 \\ Y_i = Y_i^* & \text{si } Y_i^* > 0 \end{cases} \quad \text{[III.8]}$$

¹⁵⁷ L'estimation du modèle repose sur la maximisation de la fonction de vraisemblance dont la fonction est présentée ci-dessous.

$$\log L = \sum_{i=1}^N \sum_{k=1}^m y_{ik} \beta_k' x_i - (m+1) \sum_{i=1}^N \log \left(1 + \sum_{k=1}^m \exp(\beta_k' x_i) \right)$$

Pour chacune des composantes, l’estimation du modèle s’appuie sur la méthode du maximum de vraisemblance¹⁵⁸.

La séparation des modélisations de la composante chronique et de la composante transitoire ne va pas sans poser problème. Les deux composantes sont, en effet, dépendantes, l’une des deux étant obtenue de façon résiduelle (équation III.4). Il serait donc opportun de retenir une estimation Tobit bivariée qui propose une estimation simultanée des deux composantes.

On note respectivement Y_{Ci}^* et Y_{Ti}^* les fonctions latentes relatives à la composante de pauvreté chronique et à la composante de pauvreté transitoire. Le modèle s’exprime alors de la façon suivante.

$$\begin{cases} Y_{Ci}^* = \beta_C' x_{Ci} + \varepsilon_{Ci} \\ Y_{Ti}^* = \beta_T' x_{Ti} + \varepsilon_{Ti} \end{cases} \quad \text{[III.9]}$$

L’interdépendance des deux composantes implique la probable autocorrélation des termes d’erreur. Dans la spécification du Tobit bivarié, les hypothèses relatives aux termes d’erreur, ε_{Ci} et ε_{Ti} , tiennent compte de ce phénomène :

$$\sigma_{Ci}, \sigma_{Ti} \sim N[0, 0, \sigma_{Ci}^2, \sigma_{Ti}^2, \rho] \quad \text{[III.10]}$$

ε_{Ci} et ε_{Ti} suivent une loi normale centrée de variances respectives σ_{Ci}^2 et σ_{Ti}^2 . Par ailleurs, on définit la covariance, σ_{CT} et un paramètre d’autocorrélation, ρ , tel que : $\rho = \frac{\sigma_{CT}}{\sigma_C \sigma_T}$.

Si le paramètre ρ est significativement non nul, le modèle bivarié est préférable à la modélisation disjointe des composantes de pauvreté. *A priori*, la spécification selon un Tobit bivarié semble la plus adaptée à la forme de la variable dépendante. La réalisation du test de significativité sur le paramètre d’autocorrélation, permettra de confirmer ou d’infirmer la pertinence de ce choix.

Quelle que soit la spécification retenue, Logit multinomial, Tobit simple ou Tobit bivarié, la spécification des variables explicative est similaire. La sélection des variables est opérée de façon à réunir des éléments de réponse quant à la spécificité des déterminants de la pauvreté chronique et des déterminants de la pauvreté transitoire.

¹⁵⁸ La fonction de vraisemblance, non reportée ici, est présentée par Thomas [2000].

1.2. Révéler l'information nécessaire à l'identification des déterminants de la pauvreté durable et de la pauvreté transitoire

Comme nous l'avons déjà mentionné, la littérature internationale sur la question des formes intertemporelles de pauvreté, insiste sur la spécificité des formes de pauvreté et de leurs déterminants. La pauvreté chronique prend racine dans la faiblesse structurelle de la dotation en actifs et en capital des ménages, alors que la pauvreté transitoire est la conséquence de l'exposition aux chocs conjoncturels et, une fois le choc survenu, de la non capacité de réponse efficace du ménage. Si ce constat est en grande partie corroboré par les études empiriques, ces dernières mettent également en évidence l'influence conjointe de certaines variables de dotation en capital sur la pauvreté chronique et transitoire.

Plusieurs ensembles de variables répondant à cette double orientation ont pu être créés à partir des données du ROR. La présentation s'attache, dans un premier temps, à explorer les liens entre variables de dotation en capital et pauvreté chronique à travers une synthèse des études empiriques¹⁵⁹. Dans un deuxième temps, elle définit les corrélations attendues entre variables démographiques et pauvreté chronique et transitoire. Dans un troisième temps, elle précise les liens entre variables de choc, ou événementielles et pauvreté transitoire.

a- Pauvreté chronique et faiblesse des dotations en capital

Les déterminants de la pauvreté chronique ont été présentés lors de la discussion sur la question de l'enclavement. Les deux types d'explications recensées sont, pour la première, d'ordre strictement économique, pour la seconde, liée au processus d'exclusion sociale. Dans les deux cas, toutefois, la pierre angulaire de l'analyse repose sur la dotation en capital des ménages (Clément [2005]). Dans la première ligne explicative, l'imperfection des marchés qui se traduit, notamment, par des coûts de transactions élevés et des difficultés d'accès aux marchés (du crédit et du travail, entre autres) a un impact non négligeable sur les dotations en capital. Selon l'analyse en termes d'exclusion sociale, ce sont également les privations multiples et cumulatives dans les différentes formes de capital qui expliquent la chronicité de

¹⁵⁹ La synthèse proposée par McKay et Lawson [2003], est prise comme référence pour explorer les corrélations des différentes variables avec la pauvreté chronique telles qu'elles ont été établies par différentes études empiriques.

la pauvreté (Bird et Sheperd [2003])¹⁶⁰. Gaiha [1992] a développé un cadre analytique de la pauvreté chronique basé sur la possession d’actifs qui est toujours d’actualité.

L’impact des dotations en capital sur la pauvreté chronique, parce qu’il traduit un effet profondément structurel, est largement pris en considération dans les études empiriques. Les études sur les moyens d’existence durables (« sustainable livelihood analysis ») insistent particulièrement sur ces variables de dotation (DFID [2000]). Cinq formes distinctes de capital sont habituellement retenues : (i) le capital physique (ensemble des actifs productifs, actifs ménagers et stocks détenus par l’individu) ; (ii) le capital financier ou monétaire (ressources provenant de l’épargne ou de l’emprunt et destinées à acquérir des actifs réels) ; (iii) le capital humain (stock des ressources personnelles économiquement productives, compétences, connaissance et santé) ; (iv) le capital social (ressources issues du réseau social du ménage affectant la situation économique des individus) ; (v) le capital naturel (ensemble des actifs naturels, tels que les ressources hydriques et forestières, qui produisent un flux de services comme l’oxygène, les habitats fauniques, la régulation climatique et les loisirs).

A l’heure actuelle, d’autres formes de dotations sont progressivement ajoutées à cette typologie. Dubois, Mahieu et Poussard [2001 : 3], insistent notamment sur trois autres dimensions : le capital culturel (« absence de fonds culturel commun »), la dimension politique (qui se traduit négativement par l’absence de pouvoir, de moyens d’expression et d’action) et la dimension éthique (« insuffisance de normes et de valeurs partagées »)¹⁶¹. Cependant, face aux difficultés de construction de variables captant ces aspects, les dimensions retenues ici se cantonnent au stock de capital disponible au sein du ménage en respectant la typologie retenue par le DFID. En outre, le capital naturel, dont la modélisation pose des problèmes ardues lorsque l’on dispose d’enquêtes auprès des ménages, n’a pas non plus été retenu. L’ensemble des variables, et notamment les variables de dotation en capital, ont été construites à partir des données de 2001. S’il semblait souhaitable de construire les variables sur la période la plus récente, l’année 2002, qui est celle de la crise politico-économique, a toutefois été exclue pour éviter de coder les variables sur une année aussi singulière ; le choix s’est donc arrêté sur l’année immédiatement précédente.

¹⁶⁰ L’imperfection des marchés, si elle explique la faiblesse des dotations à travers les questions d’accessibilité, traduit également de moindres possibilités de valorisation des dotations en capital des ménages. Le lien avec le processus de conversion des potentialités en capacités est évident et cet aspect sera développé dans le chapitre 4.

¹⁶¹ Sans constituer du capital au sens strict du terme, ces composantes apparaissent comme essentielles dans une perspective de développement humain durable.

Compte tenu de l'absence de données relatives à la santé dans les enquêtes du ROR, le *capital humain* est exclusivement capté par le niveau d'instruction. Les études empiriques ont montré la forte influence des variables relatives à l'instruction, tant sur la pauvreté chronique que sur la pauvreté transitoire. Plus le niveau d'instruction est élevé, plus la probabilité de pauvreté chronique et de pauvreté transitoire est faible¹⁶². De même, l'illettrisme est positivement corrélé à la pauvreté chronique. Enfin, certaines études montrent que les compétences et aptitudes non forcément développées au sein du système scolaire réduisent également la pauvreté chronique (Gaiha et Deolalikar [1993]).

Le capital physique est représenté par l'accès à la terre (superficie rizicole maximale sur la période pour les raisons précédemment mentionnées). Le rôle déterminant du capital physique dans l'explication de la pauvreté chronique est également démontré par les études empiriques. La taille du foncier ainsi que les caractéristiques productives des parcelles (irrigation, notamment) jouent positivement sur la pauvreté chronique (Gaiha et Deolalikar [1993], Jalan et Ravallion [1998, 2000], Metha et Shah [2001]). Sur l'observatoire d'Antsirabe, l'introduction des rendements rizicoles permet de capter, indirectement, les qualités agronomiques des parcelles, les dégâts sur la production et l'efficacité des techniques de production (conduite de la parcelle, utilisation d'intrants, dont les semences de variétés améliorées). Sur le périmètre irrigué de Marovoay, une variable relative à l'irrigation a été retenue.

Le capital financier est reflété par le fait que le ménage ait ou non emprunté et par l'impossibilité d'accéder au marché du crédit. Ce codage permet d'isoler l'effet de l'accessibilité au marché du crédit. On s'attend à ce que cette variable soit positivement corrélée avec la pauvreté chronique. Il est également intéressant de distinguer l'accès au crédit formel de l'accès au crédit informel, puisque les mécanismes de l'emprunt usurier conduisent parfois les ménages à vendre les actifs physiques qu'ils possèdent (terre, bœuf) lorsqu'ils ne peuvent rembourser. Sur l'observatoire d'Antsirabe, cependant, le marché du crédit est peu développé. Un faible nombre de ménages fait partie d'une association de microcrédit (une quinzaine). De plus, l'analyse des données révèle que très peu de ménages déclarent avoir eu recours à l'emprunt usurier. Au final, l'emprunt est donc essentiellement intrafamilial. Il n'est donc pas possible d'introduire de distinction quant à l'institution émettrice du crédit. La distinction entre l'emprunt obtenu ou non par l'intermédiaire d'une association de microcrédit

¹⁶² Voir notamment Jalan et Ravallion [1998], Okrasa [1999], McCulloch et Calandrino [2002].

est toutefois retenue sur l'observatoire de Marovoay où le marché du crédit est plus développé. Le capital financier y est alors capté par : (i) le fait d'avoir pu emprunter sur le marché formel ; (ii) le fait d'avoir emprunté en dehors du marché formel (là encore, l'emprunt hors institution de microcrédit apparaît comme étant essentiellement intrafamilial¹⁶³) ; (iii) le fait de ne pas avoir eu accès au marché du crédit.

En ce qui concerne *le capital social*, il semble opportun, à la suite des travaux pionniers de Putnam [1993], de construire plusieurs variables visant à capter ses différentes dimensions : la confiance sociale, les normes sociales et le réseau social¹⁶⁴. L'étude, appliquée à l'Europe, de Bjornskov [2006], démontre que la séparation de ces trois éléments dans une modélisation est justifiée puisqu'ils sont statistiquement indépendants l'un de l'autre. A la suite de Bjornskov [2006], l'implication dans des activités associatives est mesurée par la participation à différentes associations (hors associations de microcrédit pour ne pas interférer avec le capital financier). Par ailleurs, l'analyse des représentations de la pauvreté menée dans le chapitre 2, nous a amené à conclure sur le rôle déterminant de la situation de dépendance au réseau social dans les représentations de la pauvreté. La spécification proposée par Parizot et Wachsberger [2005], conduit à distinguer les assistants, les intégrés, les assistés et les séparés sur la base des transferts informels reçus et/ou versés. Cette variable n'a cependant pu être construite que sur l'observatoire d'Antsirabe. La classe de référence est constituée par le groupe des séparés de façon à identifier l'impact des différents modes d'insertion monétaires dans le réseau social. Il est alors attendu, d'une part, que le groupe des assistés ait une probabilité de pauvreté chronique plus élevée que les autres, et, d'autre part, que les séparés aient une probabilité de pauvreté transitoire plus importante. Enfin, Gannon et Sandron [2003] rappellent le rôle essentiel du *fihavanana*, analysé comme une convention sociale, pour comprendre les relations sociales entre vivants (chapitre 2). Selon eux, il donne lieu à des échanges principalement non marchands, tels que l'entraide entre familles agricultrices au moment des gros travaux des champs ou de l'entretien du réseau d'irrigation. Il semble donc intéressant de créer une variable binaire d'entraide communautaire (la base étant le fait qu'aucun des membres du ménage ne participe aux travaux communautaires et d'entraide

¹⁶³ Il aurait pourtant été intéressant d'essayer de capter le rôle de l'emprunt auprès d'un usurier, qui peut se traduire par l'entrée dans un cercle vicieux de détérioration du bien-être, conduisant à la cession d'actifs. Les taux d'usure sont en effet particulièrement élevés.

¹⁶⁴ La définition du capital social donnée par Putnam [1993, 167] est la suivante : « dispositifs d'organisation sociale, tels que la confiance, les normes et les réseaux, qui peuvent améliorer l'efficacité de la société en facilitant des actions coordonnées » (traduction de l'auteur).

entre agriculteurs). On peut s'attendre à ce que cette variable ait un effet réducteur de la pauvreté chronique et également de la pauvreté transitoire. Cependant, Gannon et Sandron [2003] soulignent que la logique du *fihavanana*, par la force de la pression sociale qu'elle implique, tend à encourager les comportements peu risqués et joue beaucoup moins comme mécanisme amortisseur en cas de choc. Cette remarque relativise l'effet escompté de cette variable sur la pauvreté transitoire et chronique. Sur l'observatoire de Marovoay, l'insertion au réseau ne peut être captée par les mêmes variables. D'une part, la proportion de ménages séparés est très largement majoritaire (75%). Il s'ensuit des effectifs de classe trop restreints pour construire la variable définie par Parizot et Wachsberger. D'autre part, l'entraide est beaucoup moins développée que sur l'observatoire d'Antsirabe (elle concerne 25 ménages sur l'échantillon total de 241 ménages). Cette variable n'a donc pas été retenue. Cette rapide analyse révèle une position différenciée, sur les deux zones géographiques, vis-à-vis du réseau social. L'entraide, généralement à des fins de travaux collectifs d'entretien des canaux, n'avait pas lieu d'être puisque ces travaux ont été à la charge des propriétaires terriens sous la colonisation, puis du Comité d'Expansion Economique de la plaine de Marovoay (COMEMA – 1964-1974) et, enfin, de la société d'Etat chargée de la gestion du périmètre irrigué de Marovoay, la FIFABE¹⁶⁵ (1974-1990). Concernant les transferts monétaires, la spécificité de la zone est certainement liée au fait que Marovoay soit une zone de migration relativement récente. Les liens avec la famille restée sur la terre d'origine, s'ils restent forts, ne se traduisent pas systématiquement par des transferts monétaires. Au final, le degré de dépendance au réseau est capté par la part que représentent les transferts reçus dans le revenu du ménage.

Compte tenu de l'analyse statistique menée au cours de la section précédente, le critère de *localisation géographique* apparaît être un déterminant incontournable de la pauvreté chronique, à double titre. Il permet de capter à la fois le degré d'enclavement et les caractéristiques des terroirs agricoles. La modélisation de la localisation géographique retient un codage binaire des variables d'appartenance aux différents site, le site de référence étant à la fois le moins enclavé et doté d'un terroir aux caractéristiques favorables pour l'agriculture (Vinany, pour l'observatoire d'Antsirabe et Bepako, pour l'observatoire de Marovoay). La significativité de ces variables binaires nous instruira sur la présence d'un effet géographique spécifique. La prévalence particulièrement élevée de la pauvreté chronique sur un site

¹⁶⁵ FIFABE est l'abréviation de « *Fikambanana Fampandrosoana ny Lemak'i Betsiboka* ».

particulier peut, en effet, avoir deux origines. Soit elle est due à une forte concentration des autres canaux explicatifs de la pauvreté chronique sur le site (essentiellement les dotations en capital); soit on est réellement en présence d'une situation de trappe spatiale à pauvreté. Si les variables de sites sont significatives et jouent positivement sur la pauvreté chronique, cela signifie qu'on est bien face à un effet géographique non capté par l'ensemble des autres variables introduites dans la régression. On s'attend ainsi à ce que les variables binaires pour les zones les plus enclavées et/ou les moins bien dotées du point de vue des caractéristiques agricoles de leur terroir soient positivement corrélées à la pauvreté chronique ou persistante (Maroala et surtout Ampijoro pour l'observatoire de Marovoay, Faravohitra et Soanindrariny pour l'observatoire d'Antsirabe).

b- Caractéristiques démographiques et statut sur le marché du travail

Les variables démographiques jouent simultanément sur la pauvreté chronique et transitoire. Cependant, l'effet sur la pauvreté transitoire est, selon McKay et Lawson [2003], de moindre ampleur.

Un premier groupe de variables identifie *les caractéristiques du ménage*. Sa composition démographique est captée par la taille du ménage, le nombre d'enfants (membres du ménage ayant moins de 15 ans) et le nombre d'adultes de 60 ans et plus. L'effet de la taille du ménage sur la pauvreté transitoire est variable d'une étude à l'autre. Jalan et Ravallion [1998] mettent en évidence une probabilité de pauvreté transitoire plus marquée pour les ménages de petite taille en Chine rurale. Cela peut s'expliquer par des possibilités réduites d'emplois saisonniers pour limiter la chute de la consommation pendant la période de soudure. Au contraire, l'étude de McCulloch et Baulch [2000] souligne une corrélation positive entre ménages de grande taille et pauvreté transitoire au Pakistan. D'autres facteurs démographiques jouent positivement sur la pauvreté chronique : un ratio de dépendance élevé, le nombre d'enfants et la présence de personnes âgées au sein du ménage (Jalan et Ravallion [1998, 2000], McCulloch et Baulch [2000]). Par ailleurs, sur l'observatoire de Marovoay, il semblait intéressant d'introduire l'ethnie du ménage. En effet, la quasi-totalité des composantes humaines de Madagascar sont représentées dans cette zone d'immigration massive depuis les années 1950. Cependant, le regroupement géographique des personnes

d'une même origine aurait créé une interférence avec la variable de sites qui aurait nuit à la qualité de la spécification¹⁶⁶. Finalement, cette variable n'a donc pas été retenue.

Un deuxième groupe de variables est *ciblé sur le chef du ménage* (âge, âge au carré, genre, ethnie). Selon Clément [2005], l'influence de son âge sur la pauvreté chronique et transitoire est variable d'une étude empirique à l'autre. En revanche, le genre est, en général, associé positivement tant à la pauvreté chronique qu'à la pauvreté transitoire. La variable de statut du chef de ménage sur le marché du travail reprend la classification commentée dans la perrière section de ce chapitre (exclusivement agriculteur exploitant, agriculteur exploitant et ouvrier agricole, agriculteur exploitant et autre activité complémentaire statut élevé, agriculteur exploitant et activité complémentaire de statut faible). La modalité de référence étant celle qui semble, *a priori*, le mieux préserver des deux formes de pauvreté, à savoir le fait que le chef combine les activités d'agriculteur exploitant et d'employé ou indépendant de statut élevé. Selon McKay et Lawson [2003], les variables de statut sur le marché du travail jouent un rôle déterminant sur la pauvreté chronique, même si l'influence varie d'une étude à l'autre. Dans le cas présent, on peut s'attendre à ce que les ménages qui se tournent vers le salariat agricole en complément à l'agriculture soient plus souvent pauvres chroniques que les autres.

c- *Pauvreté transitoire, chocs conjoncturels et inefficacité des réponses ex-post*

L'introduction de variables de chocs permet de tester l'hypothèse selon laquelle la faible dotation en capital serait principalement associée à la pauvreté chronique, alors que la pauvreté transitoire serait plutôt liée aux chocs conjoncturels qui sont susceptibles de faire varier le revenu.

Jenkins [1998] puis Canto [2003] nous invitent à prendre en compte non seulement des variables traduisant des chocs démographiques, mais aussi à capter les chocs économiques propres au ménage (évolution de la part respective des sources de revenus monétaires). Pourtant, la dénomination de variables de choc n'est que partiellement adaptée aux

¹⁶⁶ Les sites de Madiromiongana et de Bepako sont peuplés, en grande majorité de Merina, Betsileo et Sakalava alors que sur le site d'Ampijoro ces groupes sont minoritaires (ils représentent 75% de la population de Madiromiongana et 86% de la population de Bepako, 33% de la population d'Ampijoro et 45% de la population de Marovoay). Les observations de terrains indiquent que les personnes de ces groupes sont moins touchées par la pauvreté chronique alors que les ménages originaires du Sud-est et du Sud-ouest sont plus souvent marqués par la pauvreté chronique.

spécifications retenues. A proprement parler, il s’agit de variables traduisant des changements subis ou mis en place par le ménage au cours de la période d’observation (Clément [2005]). La variation de la taille du ménage traduit les événements démographiques (naissances, décès, départs)¹⁶⁷. Selon Herrera et Roubaud [2003], les variables de choc démographique sont plus souvent positivement corrélées à la pauvreté transitoire qu’à la pauvreté chronique, au Pérou comme à Madagascar. Les chocs économiques sont modélisés par les événements climatiques. Ces derniers sont susceptibles de détériorer le bien-être des ménages dont la principale source de revenu est l’exploitation agricole. Le nombre d’années de dégâts importants sur les parcelles et la variation des rendements rizicoles permettent de tenir compte des aléas climatiques.

Par ailleurs, certaines des variables de dotation en capital sont susceptibles d’avoir un effet sur la pauvreté transitoire. Il en va ainsi du niveau d’instruction, comme nous l’avons souligné précédemment¹⁶⁸. Cela traduit le fait que les ménages dotés d’un niveau d’instruction plus élevé sont mieux à même de se protéger contre des fluctuations de leur revenu. Le capital social est particulièrement déterminant puisqu’en jouant le rôle de système d’assurance informel, il est un moyen de gestion *ex-post* des chocs et des fluctuations du revenu qu’ils entraînent¹⁶⁹. Pour l’Afrique du Sud, Carter et May [1999a], montrent pourtant que les ménages recevant des transferts informels ont une probabilité de pauvreté transitoire plus élevée. Ils expliquent ce phénomène par l’irrégularité des transferts informels qui jouerait donc sur l’instabilité du revenu. Haddad et Ahmed [2002], montrent qu’au-delà d’un certain seuil, la taille du foncier accroît le risque de pauvreté transitoire, soulignant par-là la forte soumission des agriculteurs aux risques climatiques et économiques (variations des prix).

McKay et Lawson [2003], à l’issue de la présentation synthétique des corrélations empiriquement établies entre ces variables explicatives et les formes de pauvreté, concluent à la spécificité des déterminants. Selon eux, les travaux empiriques renforcent clairement l’idée selon laquelle la pauvreté transitoire est avant tout associée à l’incapacité des ménages à maintenir leur niveau de consommation ou de revenu à la suite d’un choc conjoncturel négatif

¹⁶⁷ Les données du ROR offrent peu de possibilités pour capter les événements démographiques. En l’absence de données précises sur les mouvements démographiques au sein du ménage, tels que les décès, naissances et migrations (introduites en 2005), les seules variables qui peuvent être construites sont la variation de la taille du ménage ou la variation du ratio de dépendance.

¹⁶⁸ Voir notamment Jalan et Ravallion [1998], Okrasa [1999], McCulloch et Calandrino [2002].

¹⁶⁹ Dans ce chapitre on ne s’intéresse qu’à la gestion *ex-post* des chocs. Les stratégies de gestion *ex-ante* du risque, élément essentiel du processus de pauvreté, sera abordée dans le chapitre suivant qui s’attache à une analyse des liens entre diversification des activités, protection vis-à-vis du risque et accessibilité.

de nature économique ou démographique. Dans le même temps, la faiblesse structurelle en dotations en capital reste plutôt caractéristique de la pauvreté chronique, même si certaines variables de capital jouent également sur la pauvreté transitoire.

Ces hypothèses sont testées pour les deux zones géographiques retenues à partir des données produites par les observatoires ruraux de Madagascar.

2. *Évidences empiriques*

La mise en œuvre de la modélisation économétrique des déterminants de la pauvreté chronique et de la pauvreté transitoire a un double objectif. Il s'agit, d'une part, d'établir si des déterminants spécifiques sont associés à chacune de ces composantes, et, d'autre part, de questionner l'impact de la localisation géographique sur la relation établie.

Après avoir spécifié la forme de la modélisation économétrique retenue (premier paragraphe) les résultats sont présentés en deux temps. L'impact de la localisation géographique précède la présentation des résultats relatifs aux autres déterminants potentiels des composantes de pauvreté.

2.1. Qualité des modèles et choix de la spécification la plus adaptée

Comme cela a été annoncé précédemment, on peut identifier les déterminants de la pauvreté chronique et transitoire sur la base de l'approche mixte ou sur la base de l'approche en composantes. Trois éléments ont guidé le choix de la spécification la plus adaptée à l'analyse des déterminants de la pauvreté chronique et transitoire : (i) la logique d'échantillonnage raisonnée ; (ii) la comparaison de la richesse informationnelle sur les formes de pauvreté apportée par l'approche par périodes et l'approche en composantes ; (iii) la qualité statistique des modélisations.

Premièrement, la construction de l'échantillon a été faite de façon à illustrer la diversité des zones agro-climatiques malgaches et la spécificité des problématiques socioéconomiques qui leur sont associées (chapitre 1). Les caractéristiques topographiques et topologiques mais aussi démographiques, culturelles et historiques sont largement divergentes d'un observatoire à l'autre. L'ensemble de ces éléments joue de façon déterminante sur les caractéristiques agricoles des territoires et leur orientation productive ainsi que sur l'environnement des

Tableau III.6 Estimation des déterminants des composantes de pauvreté chronique et transitoire par un modèle Tobit bivarié, Antsirabe, 1998-2002

	Composante de pauvreté chronique			Composante de pauvreté transitoire		
	Coefficient	t ¹	p ²	Coefficient	t ¹	p ²
Constante	0,117	1,225	0,221	0,095	**	2,230 0,026
Localisation³						
Soanindrariny	0,038	1,514	0,130	-0,009		-0,972 0,331
Bemaha	-0,004	-0,176	0,860	-0,024	**	-2,270 0,023
Faravohitra	0,001	0,026	0,980	-0,010		-0,985 0,325
Ambohibary	0,002	0,075	0,940	0,002		0,171 0,864
Statut du chef sur le marché du travail⁴						
Exclusivement agriculteur exploitant	0,055	**	2,107 0,035	0,015		1,577 0,115
Agriculteur exploitant et ouvrier agricole	0,073	***	2,533 0,001	0,002		0,195 0,845
Agriculteur exploitant et autre activité statut faible	0,013		0,453 0,650	0,001		0,128 0,898
Autre	0,052		1,153 0,249	0,012		0,807 0,419
Caractéristiques démographiques						
Taille du ménage	0,015	*	1,865 0,062	0,003		1,090 0,275
Nombre d'enfants en bas âge (moins de 7 ans)	0,004	***	4,452 0,000	0,020		0,279 0,780
Nombre d'enfants entre 7 et 14 ans	0,014		1,385 0,166	-0,004		-1,211 0,226
Nombre de personnes de plus de 65 ans ⁵	0,004		0,178 0,614	-0,003		-0,335 0,737
Genre du chef de ménage ⁶	-0,034		-1,017 0,858	-0,020	**	-2,089 0,036
Age du chef de ménage	-0,002		-0,382 0,309	-0,001		-0,563 0,573
Age du chef de ménage au carré	0,000		0,360 0,702	0,000		0,600 0,548
Dotations en capital						
<i>Capital humain : instruction⁷</i>						
Le chef est allé à l'école	-0,028		-1,143 0,251	0,009		0,879 0,379
Le chef a le CEPE	-0,068	**	-2,365 0,018	0,156		1,330 0,183
Le chef a le BEPC ou plus	-0,135	***	-3,877 0,000	0,011		0,902 0,367
<i>Capital financier⁸</i>						
N'a pas eu accès au marché du crédit	0,045	***	2,584 0,001	-0,006		-0,927 0,354
A emprunté	0,012		0,590 0,555	-0,016	**	-2,062 0,039
<i>Capital social</i>						
Fait partie d'une association (hors microcrédit)	-0,022		-1,284 0,199	0,000		0,048 0,962
Participation aux travaux collectifs ou entraide	-0,040	**	-2,396 0,016	-0,004		-0,580 0,565
<i>Position vis-à-vis des transferts⁹</i>						
Assisté	0,059	**	2,088 0,036	-0,240	*	-1,747 0,081
Inséré	0,004		0,112 0,911	-0,021		-1,332 0,183
Dominant	-0,009		-0,502 0,616	-0,002		-0,302 0,762
<i>Capital physique</i>						
Superficie rizicole (ares)	-0,002	***	-6,344 0,000	-0,000	***	-3,500 0,000
Rendements	-0,002	***	-2,967 0,003	-0,000	***	-1,833 0,067
Variables événementielles						
Variation relative de la taille du ménage	0,016	***	2,593 0,009	-0,002		-0,970 0,333
Intensité des dégâts sur les cultures ¹⁰	-0,020		-0,562 0,574	0,024	*	1,900 0,057
<i>Effectif composantes non nulles</i>		287				395
<i>Effectif total</i>		433				433
ρ						-0,179
<i>Test de corrélation des variables dépendantes¹¹</i>						-2,626 (0,000)***
<i>Log de vraisemblance</i>						675,7
<i>Test de nullité globale des paramètres : Khi2 (prob.)¹²</i>						305,8 (0,000)***

Notes : (1) t de Student (rapport entre le coefficient estimé et l'erreur type associée) ; (2) Probabilité bilatérale de rejeter à tort l'hypothèse de nullité du paramètre estimé ; * Rejet au seuil de 10%, ** au seuil de 5%, *** au seuil de 1% ; (3) Base = Vinany ; (4) Base = Agriculteur exploitant et activité statut élevé ; (5) A l'exclusion du chef ; (6) Base = Femme ; (7) Base = Le chef n'est jamais allé à l'école ; (8) Base = N'a pas emprunté par choix ; (9) Base = Séparé ; (10) Baisse relative des rendements agricoles entre 1999 et 2000 ; (11) Statistique t de Student ; entre parenthèses : probabilité de rejeter à tort l'hypothèse de nullité du paramètre ρ ; (12) Statistique LR = -2 (LRC - LRNC) qui suit une loi du Khi^2 , le nombre de degré de liberté étant égal au nombre de contraintes (nombre de variables explicatives hormis la constante).

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, Antsirabe, 1998-2002

Tableau III.7 Estimation des déterminants des composantes de pauvreté chronique et transitoire par un modèle Tobit bivarié, Marovoay, 1998-2002

	<i>Composante de pauvreté chronique</i>			<i>Composante de pauvreté transitoire</i>		
	<i>Coefficient</i>	<i>t¹</i>	<i>p²</i>	<i>Coefficient</i>	<i>t¹</i>	<i>p²</i>
<i>Constante</i>	-0,094	-0,557	0,577	-0,052	-0,954	0,340
<i>Localisation³</i>						
Madiromiongana	0,019	0,577	0,564	-0,024 *	-1,788	0,074
Ampijoro	-0,051	-1,234	0,217	-0,031 ***	-2,736	0,006
Maroala	0,009	0,215	0,830	0,00137914	0,104	0,917
<i>Statut du chef sur le marché du travail⁴</i>						
Exclusivement agriculteur exploitant	0,070 **	2,152	0,031	0,002	0,138	0,890
Agriculteur exploitant et ouvrier agricole	0,050 *	1,653	0,098	0,008	1,577	0,115
Agriculteur exploitant et activité statut faible	0,055	1,599	0,110	0,019	1,475	0,140
Autre	0,074	1,002	0,317	0,004	0,248	0,804
<i>Variables démographiques</i>						
Proportion d'enfants de moins de 7 ans	0,228 *	2,398	0,017	0,089 ***	3,285	0,001
Proportion d'enfants de 7 à 15 ans	0,239 ***	2,784	0,005	0,078 ***	3,285	0,001
Proportion de personnes âgées (+ de 65 ans) ⁵	0,152	0,638	0,523	-0,037	-0,565	0,572
Genre du chef de ménage ⁶	-0,012	-0,420	0,675	-0,003	-0,323	0,747
Age du chef de ménage	0,001	0,100	0,920	0,001	0,708	0,479
Age du chef de ménage au carré	0,000	-0,192	0,848	0,000	-0,322	0,747
<i>Dotations en capital</i>						
<i>Capital humain : instruction⁷</i>						
Proportion qui a fréquenté l'école	-0,077 *	-1,778	0,075	-0,027	-1,540	0,124
Proportion des diplômés	-0,186 **	-1,949	0,051	-0,033	-1,44587	0,148
<i>Capital financier⁸</i>						
N'a pas eu accès au marché du crédit	-0,013	-0,439	0,661	0,019 *	1,791	0,073
A emprunté hors association de microcrédit	0,016	0,737	0,461	0,002	0,211	0,833
A emprunté et association de microcrédit	-0,024	-0,811	0,418	-0,006	-0,620	0,535
<i>Capital social</i>						
Fait partie d'une association (hors microcrédit)	-0,019	-0,790	0,430	-0,001	-0,163	0,871
Degré de dépendance au réseau ⁹	0,119	1,248	0,212	0,120 ***	3,720	0,000
<i>Capital physique</i>						
Superficie rizicole (ares)	0,000 *	-1,681	0,093	0,000	0,510	0,610
Irrigation ¹⁰	-0,039	-1,517	0,129	-0,013 *	-1,687	0,094
Métayage ¹¹	0,009	0,357	0,721	0,013 *	1,646	0,100
<i>Variables événementielles</i>						
Variation relative de la taille du ménage	0,012	0,559	0,576	0,007	0,873	0,383
Dégâts sur les cultures ¹²	0,002	0,153	0,878	0,005	1,497	0,134
<i>Effectif composantes non nulles</i>		64			180	
<i>Effectif total</i>		239			239	
ρ				0,345		
<i>Test de corrélation des variables dépendantes¹³</i>				2,503(0,012)**		
<i>Log de vraisemblance</i>				309,8		
<i>Nullité globale des paramètres : Khi2 (prob.)¹⁴</i>				183,52 (0,000)		

Notes : (1) t de Student (rapport entre le coefficient estimé et l'erreur type associée) ; (2) Probabilité bilatérale de rejeter à tort l'hypothèse de nullité du paramètre estimé ; * Rejet au seuil de 10%, ** au seuil de 5%, *** au seuil de 1% ; (3) Base = Bepako ; (4) Base = Agriculteur exploitant et activité statut élevé ; (5) A l'exclusion du chef ; (6) Base = Femme ; (7) Proportion de membres adultes du ménage qui sont allés à l'école, qui sont diplômés ; (8) Base = N'a pas emprunté par choix ; (9) Part des transferts reçus dans le revenu du ménage ; (10) Variable binaire, codée 1 si toutes les rizières exploitées sont irriguées et 0 sinon ; (11) Variable binaire, codée 1 si l'exploitant est métayer sur toutes les parcelles qu'il exploite, 0 sinon ; (12) Nombre d'années de dégâts sur les cultures ; (13) Statistique t de Student ; entre parenthèses : probabilité de rejeter à tort l'hypothèse de nullité du paramètre ρ ; (14) Statistique LR = -2 (LRC - LRNC) qui suit une loi du Khi2, le nombre de degré de liberté étant égal au nombre de contraintes (nombre de variables explicatives hormis la constante).

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, Marovoay, 1998-2002

ménages au sens large (enclavement, conditions de circulation, accès aux services publics). Il s’ensuit des divergences structurelles qui ne peuvent être mises en évidence qu’en retenant une modélisation spécifique pour chaque observatoire.

Deuxièmement, pour capter les formes de pauvreté deux méthodes sont envisageables. Bien que singulièrement différentes l’une de l’autre, elles nous informent toutes deux sur les aspects chroniques et transitoires de la pauvreté. Cependant, la variable multinomiale formée sur la base de l’approche mixte offre une information nettement moins riche que les variables construites sur la base de l’approche en composantes. D’une part, les composantes de pauvreté sont des variables continues alors que l’approche par période produit une variable multinomiale. D’autre part, les composantes de pauvreté, construites sur l’indice d’inégalité de la pauvreté, P_2 , tiennent compte de l’écart de pauvreté, à la différence de l’approche mixte, basée sur la seule incidence de la pauvreté. Par ailleurs, l’étroitesse des effectifs a impliqué le regroupement des catégories de pauvres chroniques persistants et non persistants. La variable dépendante prend alors trois modalités : pauvres chroniques, pauvres transitoires, non pauvres. La première modalité de la variable multinomiale n’identifie donc pas exclusivement des ménages dans une situation de pauvreté durable au sens strict du terme ce qui peut brouiller l’information et rendre les résultats de l’estimation difficilement exploitables. Enfin, l’approche par composantes est moins sensible au nombre de périodes d’observation que l’approche par périodes. La réflexion sur la richesse informationnelle associée à chacune des spécifications possible des formes de pauvreté, nous amène à retenir l’approche par composantes et, par conséquent, la modélisation de type Tobit¹⁷⁰.

Troisièmement, la corrélation probable des deux composantes de pauvreté, chronique et transitoire nous conduit à opter pour la modélisation bivariée. La statistique ρ est, en effet, significativement non nulle pour les deux régressions (Antsirabe et Marovoay).

Ainsi, une spécification de type Tobit bivarié propre à chaque observatoire est la modélisation la mieux à même de nous informer sur les déterminants des formes de pauvreté. Les résultats sont présentés dans les tableaux III.6 (Antsirabe) et III.7 (Marovoay).

Avant de présenter les résultats des régressions économétriques, il faut souligner que le pouvoir explicatif des modèles est quelque peu limité en raison du faible nombre de cas. Ceci est plus particulièrement vrai sur l’observatoire de Marovoay, pour lequel 64 ménages seulement ont une composante de pauvreté chronique non nulle. Néanmoins, le modèle a un

¹⁷⁰ Les estimations sur la base du modèle Logit multivarié sont présentées en annexes.

pouvoir explicatif certain puisque le test de nullité globale des paramètres est rejeté, que ce soit sur la régression pour Antsirabe ou sur celle de Marovoay¹⁷¹.

2.2. Les déterminants des composantes de pauvreté pour les observatoires de Marovoay et Antsirabe

La présentation des résultats s'attache aux effets de la localisation géographique avant de mettre en évidence l'impact différencié des différentes variables de caractéristiques, de chocs et de capital sur les deux composantes de pauvreté.

a- L'effet de la localisation géographique

Les modélisations ont été construites de façon à capter les effets de la localisation géographiques au niveau régional et au niveau local. A ce titre, deux résultats majeurs sont établis. Premièrement, les divergences structurelles entre les observatoires apparaissent nettement. Deuxièmement, on n'identifie pas, au niveau local, d'effet significatif sur la composante de pauvreté chronique, ce qui contredit, dans une certaine mesure, les propos tenus précédemment sur l'impact de l'enclavement.

La spécificité des observatoires a été prise en compte dès la modélisation des déterminants de la pauvreté et s'est traduite par une spécification propre à chaque observatoire. Le rapprochement des résultats souligne encore les divergences structurelles entre les deux observatoires. La comparaison des résultats relatifs à l'impact du capital financier et de l'impact du capital social est particulièrement intéressante. Concernant le capital financier, on remarque qu'il est plus discriminant sur l'observatoire d'Antsirabe que sur l'observatoire de Marovoay. Sur ce dernier, l'impact de l'accès au crédit et de la réalisation d'un emprunt, que ce soit hors association de microcrédit ou non, n'ont aucune influence sur la composante de pauvreté chronique. En revanche, à Antsirabe, l'inégalité d'accès au marché du crédit renforce la composante de pauvreté chronique. Pour interpréter ce résultat, il faut rappeler que le marché du crédit est nettement moins bien développé sur l'observatoire d'Antsirabe que sur l'observatoire de Marovoay. Il n'est donc pas étonnant que cette variable soit non discriminante pour ce dernier. Le rôle du réseau social dans l'explication de la pauvreté chronique est également plus marqué sur l'observatoire

¹⁷¹ Les tests de qualité du modèle réalisables sur les modèles Tobit bivariés se limitent au test de nullité globale des paramètres.

d’Antsirabe. Ainsi, l’insertion dans un groupe d’entraide pour les travaux collectifs et les travaux des champs est négativement associée à la pauvreté chronique. Par contre, une situation de dépendance vis-à-vis du réseau social lui est positivement associée. Pourtant, ces deux variables traduisent deux positions extrêmement différentes vis-à-vis du réseau social. La première traduit une relation de réciprocité non monétaire et la seconde une dépendance monétaire. En rapprochant ce résultat de l’analyse des représentations de la pauvreté menée au chapitre précédent, on peut supposer, d’une part, que le fait d’accepter cette dépendance monétaire est significatif d’une situation de difficulté extrême et, d’autre part, revient à contracter une dette morale vis-à-vis de la société qui peut grever les possibilités de valorisation des ressources de l’individu concerné¹⁷².

En abordant la situation géographique des sites à deux échelles spatiales nous avons pu montrer que régionalement, au niveau des observatoires, la pauvreté chronique est associée à un enclavement plus grand, comme le souligne généralement la littérature. Par contre au niveau local, celui des sites élémentaires de chacun des observatoires, la pauvreté chronique est plus marquée pour les zones les moins bien dotées en termes de capacités agricoles des terroirs. Autrement dit, à cette échelle, on n’observe plus de biais lié à la localisation. Les divergences ont été captées par les autres variables introduites dans la spécification, notamment les variables relatives à la dotation terrienne et à l’efficacité des modes de faire valoir, c’est-à-dire les rendements (observatoire d’Antsirabe) et l’irrigation (observatoire de Marovoay)¹⁷³. Les différences majeures identifiées entre les deux observatoires laissent pourtant penser que des effets de structures et d’externalité jouent au niveau régional¹⁷⁴.

¹⁷² Il faudrait pourtant observer cette variable sur le long terme pour donner à cette interprétation son sens plein.

¹⁷³ Cependant, la localisation du ménage a un impact significatif sur la pauvreté transitoire. C’est le cas sur l’observatoire de Marovoay, la localisation à Madiromiongana et à Ampijoro plutôt qu’à Bepako réduit la composante de pauvreté transitoire. De même, à Antsirabe, la localisation sur le site de Bemaha influence à la baisse la composante de pauvreté transitoire. Ce résultat, difficile à interpréter, peut tenir à une modélisation incomplète de la composante de pauvreté transitoire puisque nous avons exclu les mécanismes de gestion *ex-ante* des risques. Notamment, les stratégies de diversification des activités au sein du ménage ne sont pas prises en compte.

¹⁷⁴ Pour approfondir la question de l’impact de variables liées à la localisation géographique sur le niveau de vie des ménages, il faudrait recourir, à la suite de Jalan et Ravallion [1997], une modélisation visant à régresser des variables liées à la localisation géographiques sur la croissance de la consommation, tout en contrôlant par les caractéristiques des ménages, grâce à la méthode des moindres carrés généralisés. Dans le cadre de la présente étude, toutefois, l’intérêt est porté sur l’analyse de la pauvreté, avec l’introduction de la temporalité. Cette méthode n’a donc pas semblée adaptée.

*b- Composantes de pauvreté chronique et de pauvreté transitoire :
des déterminants spécifiques*

Conformément à ce qui était attendu, les déterminants des composantes de pauvreté chronique et de pauvreté transitoire divergent. Toutefois, le clivage entre variables de dotations en capital associées à la pauvreté chronique et variables événementielles associées à la pauvreté transitoire n'est pas systématiquement valide. Les commentaires porteront d'abord sur la composition démographique, puis sur les variables de type structurel, et enfin sur les variables événementielles.

La composition démographique du ménage joue un rôle significatif sur les deux observatoires. Comme attendu, la taille du ménage et le nombre (ou proportion) d'enfants accentue la composante de pauvreté chronique. D'autre part, la proportion d'enfants influence à la hausse la pauvreté transitoire sur l'observatoire de Marovoay. Cela peut traduire de moindres possibilités de recours à l'emploi saisonnier pour faire face à un choc, lorsque le ménage est composé d'une plus grande proportion d'enfants et, donc, d'une moindre proportion de membres potentiellement actifs.

Concernant les variables de type structurel la présentation distingue celles qui ne jouent que sur la pauvreté chronique des autres. Avec le capital humain, le statut du chef sur le marché du travail est la seule variable de type structurel à jouer exclusivement sur la pauvreté chronique. Sur les deux observatoires, le fait que le chef soit exclusivement agriculteur exploitant ou que le chef cumule le statut d'agriculteur exploitant avec un emploi de salariat agricole renforce la composante de pauvreté transitoire, par rapport à un ménage dont le chef occupe une activité de statut élevé en plus d'être exploitant. Ainsi, le fait de développer des activités en dehors du milieu agricole permet de mieux se protéger de la pauvreté chronique, en multipliant les opportunités et les relations. Par ailleurs, conformément à la majorité des études empiriques, l'instruction, qu'elle soit captée par le niveau de diplôme du chef (Antsirabe) ou par le niveau d'instruction du ménage (Marovoay), réduit la pauvreté chronique, mais n'a aucune influence sur la pauvreté transitoire. On note, néanmoins, que seul un niveau suffisamment élevé est significatif.

L'accès à la terre et, plus particulièrement, la superficie du foncier influencent à la baisse la composante de pauvreté chronique. Pourtant, si cette variable ne joue aucun rôle sur la pauvreté transitoire à Marovoay, elle est également significativement et négativement corrélée à la pauvreté transitoire sur l'observatoire d'Antsirabe. Il est possible qu'une plus

grande superficie cultivée offre des possibilités accrues de diversification de la production, qui peuvent réduire la soumission à certains risques agro-climatiques. Des rendements plus importants influencent à la baisse la composante de pauvreté chronique et celle de la pauvreté transitoire. En l’absence de variables spécifiques sur les modes de culture, la variable de rendements capte l’influence de l’irrigation et de l’utilisation d’intrants qui réduisent l’exposition aux risques agricoles. D’ailleurs, on observe, à Marovoay, que l’irrigation protège de la pauvreté transitoire. A côté des risques climatiques, la variable de métayage traduit un risque foncier. Le métayage étant officiellement interdit à Madagascar, aucun contrat explicite ne lie le métayer au propriétaire et, dans le droit malgache, la terre étant la propriété de celui qui l’exploite, les propriétaires imposent un turn-over important à leurs métayers. Ces derniers n’ont donc aucune garantie de conserver cette terre d’une année sur l’autre et donc aucun intérêt à en améliorer la qualité. Cela explique, qu’en général, les rendements sur les terres exploitées en métayage sont plus faibles que sur les parcelles cultivées directement par leur propriétaire (Minten et Razafindraibe [2003]). Sur l’observatoire d’Antsirabe, cette variable n’a pu être retenue car le métayage concerne une proportion réduite des exploitations de l’observatoire (environ 7 %). En revanche, sur l’observatoire de Marovoay, le métayage, beaucoup plus répandu (45 % des exploitations), est positivement lié à la composante de pauvreté chronique. Cette relation, toutes choses égales par ailleurs, traduit l’importance de l’exposition au risque sous ses différentes formes.

Sur l’observatoire d’Antsirabe, l’intensité des dégâts subis lors du passage du cyclone Éline, en 2000, est significativement et positivement corrélée à la pauvreté transitoire. On retrouve ici l’importance de ce choc dans l’explication des mouvements de pauvreté sur la zone. Elle est tout de même nuancée par la faible significativité de cette variable (10% seulement). Sur l’observatoire de Marovoay, cependant, la variable de dégâts sur les cultures n’est pas significative. Il faut dire qu’en moyenne, les ménages de cet observatoire sont beaucoup moins dépendants de leur revenu agricole¹⁷⁵. Concernant l’autre variable événementielle, la variation de la taille du ménage, les résultats sont également contraires aux attentes. Celle-ci n’a aucune incidence sur l’une ou l’autre des composantes de pauvreté à Marovoay. Tandis qu’à Antsirabe, elle influence positivement la composante de pauvreté chronique. Ce dernier résultat renforce les résultats relatifs à la composition démographique du ménage : une hausse de la taille du ménage se traduit par un accroissement du ratio de

¹⁷⁵ Cet aspect sera développé dans le chapitre 4.

dépendance au sein du ménage. L'enrichissement de la variable par la prise en compte d'événements démographiques précis aurait permis de nuancer ce résultat. Dans les deux cas, cependant, les mécanismes de gestion *ex-post* des conséquences négatives d'un choc sont significatifs. Ainsi, sur l'observatoire d'Antsirabe, deux mécanismes sont identifiés, l'un par le recours à l'emprunt, l'autre par le réseau social. Le recours à l'emprunt et le fait d'être dépendant au réseau social plutôt que séparé de ce dernier réduisent la composante de pauvreté transitoire.

Au final, les variables structurelles sont plutôt liées à la pauvreté chronique, alors que l'exposition au risque et les modalités de gestions *ex-post* du risque jouent surtout sur la pauvreté transitoire. Ce constat permet de rejoindre les propos de Lipton et Ravallion [1995] et McKay et Lawson [2003] lorsqu'ils préconisent des politiques sociales différenciées pour lutter contre chacune de ces deux formes de pauvreté.

CONCLUSION

L'analyse de la pauvreté dans deux zones rurales malgaches au cours de la période charnière de la fin des années 1990 et du début des années 2000 a établi deux résultats essentiels. Le premier est relatif aux différences marquées entre les deux zones rurales, le second à la nécessité de distinguer les formes de pauvreté chronique et transitoire.

Les évolutions globales de la pauvreté durant une période d'embellissement de la conjoncture macro-économique nationale (première partie de la période d'observation 1998-2001), montrent de profondes divergences entre les deux zones. Sur l'observatoire d'Antsirabe, les évolutions de la pauvreté sont assez largement déconnectées des tendances macroéconomiques nationales. Les évolutions de la pauvreté s'expliquent majoritairement par la survenance de chocs négatifs (cyclone, crise politico-économique de 2002), soulignant par là la vulnérabilité des conditions de vie des ménages ruraux. Si, à Antsirabe, on n'observe pas d'amélioration notable de la situation de pauvreté au cours de la deuxième moitié des années 1990, une tendance baissière des ratios de pauvreté est perceptible à Marovoay, malgré le coup d'arrêt marqué par la crise de 2002. Sans doute, les données disponibles nous amènent à surévaluer la chute de l'incidence de la pauvreté à Marovoay en 2000, tant les écarts semblent importants. Néanmoins, les conditions de vie des ménages s'améliorent à partir de la moitié de la période. L'observatoire de Marovoay, moins enclavé que l'observatoire d'Antsirabe et plus ouvert sur le marché national en raison sa spécialisation rizicole marquée, semble en

connexion plus forte avec les évolutions macro-économiques nationales. On peut penser que cette zone géographique est mieux à même de profiter d’effets d’entraînement. De plus, l’enjeu que représente l’autosuffisance en riz du pays a impliqué des investissements massifs sur la zone.

Ces évolutions globales ne doivent cependant pas masquer les mouvements incessants d’entrées et de sorties dans/de la pauvreté sur les deux observatoires. A Marovoay, les sorties de la pauvreté au cours de la période dépassent largement les entrées dans la pauvreté, alors qu’à Antsirabe, les unes compensent les autres. Il n’en reste pas moins que les ménages ont des trajectoires de pauvreté différenciées. Le recours à une analyse intertemporelle, sur la base de données de panel, nous amène à distinguer deux formes de pauvreté. La pauvreté chronique révèle la durabilité du phénomène et la pauvreté transitoire s’attache aux aspects conjoncturels. Ainsi, à Marovoay, les fortes variations des indicateurs de pauvreté expliquent la prédominance de la pauvreté transitoire sur la pauvreté chronique pour les cinq années d’observation retenues. En revanche, l’observatoire d’Antsirabe est nettement caractérisé par la pauvreté chronique. L’analyse des déterminants de ces deux formes de pauvreté conclut à leur spécificité. Les politiques de lutte contre la pauvreté doivent ainsi être adaptées aux spécificités des zones géographiques et à la forme de pauvreté ciblée. Dans le cas de la pauvreté chronique, il semble pertinent de renforcer les dotations en capital des ménages et les conditions de leur conversion en libertés réelles ; en ce qui concerne la pauvreté transitoire, les politiques de protection sociale, d’assurance et de stabilisation des sources de revenu sont mieux adaptées (Lipton et Ravallion [1995]).

Cependant, la modélisation proposée au cours de ce chapitre souffre de limites qu’il est nécessaire de souligner et de lever par la mise en œuvre d’études complémentaires de types qualitatif et quantitatif. La limitation à une période d’observation de cinq ans implique une censure de l’information. A cette limite, en partie levée par le recours à l’approche en composantes, s’ajoute le fait que la distinction entre composante de pauvreté chronique et composante de pauvreté transitoire ne donne pas accès à la notion de trajectoire de pauvreté. Ainsi, et bien que la pauvreté transitoire soit analysée comme la conséquence d’un choc négatif et de l’inaptitude du ménage à faire face à ce choc, la composante de pauvreté transitoire est également influencée à la hausse par les trajectoires de sortie de pauvreté. Par ailleurs, l’analyse n’a pris en compte, jusqu’à présent, que les aspects *ex-post* de la gestion des risques. La soumission aux risques a été évaluée *ex-post* par l’impact sur la pauvreté transitoire et seuls les mécanismes amortisseurs de chocs (donc les stratégies *ex-post*) ont été

pris en compte. L'analyse des dynamiques de pauvreté ne peut se départir de l'analyse globale du processus de la pauvreté. Ce dernier, influencé par les dotations en capital des ménages et leur environnement socio-économique l'est également par la soumission au risque et les stratégies que les ménages mettent en place pour s'en prémunir. Ainsi, la diversification des activités des ménages ruraux est susceptible de jouer un rôle majeur non seulement dans l'identification de stratégies de gestion des risques, *ex-post* ou *ex-ante*, mais aussi dans l'explication des dynamiques de pauvreté. Le chapitre quatre approfondit ces pistes de recherche en précisant les concepts de processus de pauvreté et de vulnérabilité.

D'un point de vue méthodologique, le chapitre trois a montré l'intérêt du recours à l'analyse illustrative pour mener une analyse des dynamiques de pauvreté. En effet, compte tenu de l'impossibilité, dans le cadre des enquêtes nationales représentatives (enquêtes prioritaires auprès des ménages) de descendre en dessous de la région administrative, ou du clivage urbain/rural, les spécificités agro-climatiques, culturelles et historiques des zones géographiques, ainsi que les problématiques socioéconomiques particulières qui leurs sont liées, ne peuvent être explicitement prises en compte. L'outil des observatoires ruraux est, en cela, un exemple de méthode mixte, à la charnière du qualitatif et du quantitatif, de surcroît construite en interdisciplinarité. D'inspiration qualitative dans la définition des observatoires, menée sur la base d'une analyse géographique, il a permis de mener une analyse quantitative du phénomène de pauvreté dans le temps, tout en préservant les spécificités régionales. De profondes divergences régionales ont pu être expliquées par la notion d'enclavement et de spécificités en termes de caractéristiques agricoles. Le chapitre quatre permettra de préciser en quoi les spécificités de ces milieux contribuent à l'explication de la pauvreté, en dépassant la notion d'enclavement et en élargissant l'analyse à la pluriactivité rurale. Par ailleurs, la logique illustrative des observatoires ruraux sera approfondie, par un effet de « zoom avant » sur des ménages caractéristiques des différentes formes intertemporelles de pauvreté.

Chapitre

4

LE PROCESSUS DE PAUVRETE

La prise en compte du temps introduit la distinction entre deux formes de pauvreté. La pauvreté chronique, liée à des aspects structurels, caractérise un état durable, alors que la pauvreté transitoire est un état temporaire, conséquence de la non capacité des ménages à maintenir leur niveau de vie en cas de survenance de chocs conjoncturels. Cependant, l'exposition au risque est également un facteur susceptible de renforcer la pauvreté chronique. La survenance de chocs répétés, lorsque les mécanismes de protection ne sont pas adaptés, est un facteur supplémentaire qui, cumulé avec des ressources limitées, enferme les ménages dans une situation de trappe à pauvreté (Dercon [2005]). Parallèlement, les stratégies des ménages face au risque ne se traduisent pas uniquement par la gestion des conséquences d'un choc négatif. Les ménages engagent, en effet, des ressources substantielles pour réduire leur exposition au choc et l'impact de celui-ci sur leur bien-être, avant même qu'il soit effectif (Bardhan et Urdy [1999]).

La capacité des ménages à mettre en place des stratégies efficaces de gestion du risque constitue un élément central de l'analyse du processus de pauvreté. Cette dernière s'intéresse aux mécanismes explicatifs des phénomènes de persistance de pauvreté en articulant le risque, la faiblesse des ressources des ménages et les obstacles grevant une conversion efficace de ces dernières en liberté réelle de choisir un mode de vie souhaité. L'étude du processus de pauvreté propose donc une approche complémentaire à l'analyse de la vulnérabilité puisqu'elle insiste plus particulièrement sur l'explication des phénomènes de persistance de la pauvreté alors que la vulnérabilité est comprise comme le risque *ex-ante* qu'un ménage voie sa situation se dégrader à la suite d'un choc.

L'étude des dynamiques de pauvreté, d'abord envisagée sous l'angle de la distinction entre les formes intertemporelles de pauvreté, est donc complétée par l'analyse des mécanismes explicatifs qui jouent en amont. Plus particulièrement, l'étude insiste sur la question de la diversification des activités du ménage reconnue comme un élément majeur de la gestion du risque lorsque les marchés du crédit et de l'assurance sont imparfaits (Ellis [2000], Barret, Reradon et Webb [2001]). L'analyse des liens entre diversification des activités et pauvreté ne peut en effet se départir de l'étude, en amont, des déterminants de ces

stratégies. A cette fin, le cadre théorique des capacités est mobilisé. La stratégie de structuration des sources de revenu, identifiée comme une combinaison de fonctionnements réalisables, est le résultat d'un processus de conversion par lequel l'agent valorise ses ressources. Ce processus est contraint non seulement par les caractéristiques propres à l'agent mais aussi par les systèmes de droits et d'opportunités prévalant dans la société. Au terme du processus, la forme de pluriactivité mise en œuvre par l'agent a des répercussions directes sur le bien-être économique et la pauvreté. La pauvreté monétaire est mobilisée en tant qu'indicateur de résultat et la distinction entre pauvreté structurelle (de long terme) et pauvreté conjoncturelle (de court terme) enrichit l'approche conventionnelle en introduisant la notion de durabilité de la pauvreté.

Sur cette base, nous nous demanderons quelle est la liberté réelle des ménages de choisir une forme de diversification des activités plutôt qu'une autre. Ainsi, dans un premier temps, l'étude s'attache à déterminer la place de l'organisation productive des ménages dans le processus de pauvreté, à partir d'une analyse qualitative. Dans un deuxième temps, les résultats dégagés par l'étude qualitative seront testés sur un échantillon plus large, en recourant à l'analyse quantitative.

I. LE PROCESSUS DE PAUVRETE EN THEORIE ET EN PRATIQUE

La prise en compte des risques exogènes auxquels sont soumis les ménages (climatiques, économiques, politiques, etc.) et l'étude de ses liens avec la pauvreté dynamise l'analyse puisque cela enjoint à dépasser l'analyse *ex-post* des réactions des ménages pour s'intéresser aux stratégies *ex-ante*, mises en place par les ménages pour gérer le risque. La capacité des ménages à opter pour des stratégies de protection efficaces joue un rôle central dans le processus de pauvreté. Parmi les stratégies identifiées, les stratégies de diversification des activités jouent un rôle déterminant. Situées à la charnière entre l'espace des fonctionnements réalisables et le bien-être économique, mesuré de façon monétaire, les stratégies de diversification des activités constituent un élément pivot du processus de pauvreté. Ce dernier est caractérisé par un mécanisme cumulatif. La faiblesse des dotations initiales est un obstacle au choix d'un mode d'activité souhaité, et, combinée avec un processus de conversion peu efficace, conduit les ménages les plus démunis à opter pour des activités qui tendent à reproduire une situation de pauvreté. Le processus de conversion prend donc en compte la double causalité entre mode de diversification des activités et pauvreté.

La présentation théorique du rôle des stratégies des ménages dans le processus de pauvreté (première section) servira de base à l'analyse qualitative des entretiens semi-dirigés menés sur les observatoires d'Antsirabe et de Manjakandriana en 2003 et sur l'observatoire de Marovoay en mai 2005 (deuxième section).

1. Le processus de pauvreté, entre risque et capacités

Le concept de processus de pauvreté s'appuie sur l'articulation entre la prise en compte du risque, qui conduit les ménages, entre autres, à diversifier leurs sources de revenu et la présence de barrières à l'entrée, excluant les ménages dotés de ressources limitées à opter pour des modes de diversification peu rémunérateurs, restreignant ainsi leur capacité à s'engager dans une dynamique de sortie de la pauvreté.

Dans un premier temps, la présentation des éléments théoriques s'attache à l'articulation entre les contraintes grevant le choix des ménages à opter pour une forme de diversification des activités et la prise en compte du risque. Dans un deuxième temps, la restitution conceptuelle des stratégies de diversification dans le cadre théorique des capacités, oriente l'analyse sur les libertés réelles des ménages de choisir un mode de structuration des activités souhaité.

1.1. Risque et barrières à l'entrée

La pluriactivité des ménages ruraux a, dans un premier temps, été analysée comme une stratégie mise en œuvre pour lisser la consommation et le revenu. Cependant, conjointement à l'impératif de gestion individuelle du risque, les contraintes qui pèsent sur le choix du portefeuille d'activités sont déterminantes dans l'explication de la persistance de la pauvreté.

a- La diversification des activités : une stratégie de gestion des risques

En milieu rural, les fluctuations des revenus des ménages sont particulièrement marquées en raison de la volatilité importante des prix agricoles et des aléas climatiques. Les stratégies de gestion des risques sont classifiées en stratégies *ex-post* et stratégies *ex-ante*. Alderman et Praxon [1994] opposent les stratégies de gestion des chocs (*risk-coping strategies*) et les stratégies de gestion du risque (*risk-management*). Les premières sont des stratégies *ex-post* elles peuvent prendre plusieurs modalités, telles que l'auto-assurance (épargne de précaution), l'assurance communautaire, et, également, la recherche d'activités

complémentaires pour limiter les conséquences du choc en termes de bien-être économique (diversification des activités et migration).

Les possibilités de gestion d’un choc négatif dépendent de la nature du risque. A la suite de Morduch [1999], on distingue les risques idiosyncratiques (probabilité de survenance d’un choc qui touche un ménage particulier, indépendamment des autres, par exemple la perte d’un emploi, la maladie) des risques covariants (probabilité de survenance d’un choc qui affecte l’ensemble d’une communauté ou d’une région, l’exemple type est le choc climatique). Dans le cas des risques idiosyncratiques, la gestion par assurance mutuelle au sein de la société, est relativement efficace. En revanche, lorsque le risque est covariant, cette solution n’est plus tenable. La gestion du risque doit alors reposer sur des transferts extérieurs à la communauté (crédit, assurance) ou des transferts intertemporels (épargne de précaution). Cependant, dans les pays en développement, et peut-être plus particulièrement en zone rurale, les marchés formels sont souvent défaillants et inaptes à assurer correctement les ménages. En l’absence de marchés de crédit et d’assurance, les ménages engagent donc des ressources substantielles pour stabiliser leur flux de revenu et se prémunir des conséquences néfastes de telles fluctuations (Bardhan et Udry [1999]). Les stratégies propres au ménage, c’est-à-dire la recherche d’une assurance individuelle par constitution d’une épargne de précaution ou la diversification des activités, jouent, dans ce contexte, un rôle central.

Parmi les stratégies qui visent à réduire l’exposition aux chocs, on retrouve les stratégies de diversification des sources de revenu, qui passent par la combinaison d’activités dont les gains sont dotés d’une covariance peu élevée, et, les stratégies visant à mettre en œuvre une seule activité mais particulièrement peu risquée, même si le revenu escompté est faible. Les ménages gèreraient leur portefeuille d’activités comme d’autres gèrent un portefeuille d’actions, en tenant compte de son rendement et de son risque. Ainsi, les ménages les plus averses au risque se tourneraient vers des portefeuilles d’activités diversifiés et moins risqués mais moins fortement générateurs de revenu (Ellis [2000]). La diversification est alors un système d’assurance propre au ménage : l’agent échange un revenu plus élevé contre un revenu plus faible mais moins risqué, le coût d’opportunité s’apparentant alors à une prime d’assurance (Barrett, Reardon et Webb [2001]).

Partant de là, une hypothèse est posée, soulignant que les ménages les plus pauvres tendraient vers une diversification des activités plus importante. Plusieurs études ont cherché à valider ou invalider cette hypothèse mais les résultats sont mitigés. Aucun consensus ne se dégage de la littérature empirique, dans un sens ou dans un autre. La part des revenus hors

exploitation dans le revenu total, retenue comme indicateur de la diversification des activités, n'entretient pas de lien spatialement stable avec le niveau de bien-être économique (Lanjouw et Lanjouw [2001] et Niehof [2004]). De nombreux auteurs s'accordent à penser que la gestion du risque, si elle est centrale, n'est pas la seule explication à la diversification des activités¹⁷⁶. Le choix d'une forme de diversification est également contraint par la présence de barrières à l'entrée sur les activités les plus rémunératrices. Plus que le degré de diversification, la nature du portefeuille d'activité du ménage est un élément pivot dans l'explication de la persistance de la pauvreté.

b- Le choix d'une forme de diversification : le rôle des barrières à l'entrée

En posant la question des déterminants des formes de diversification, Reardon [1997] met en avant la segmentation du marché du travail rural et la présence de barrières à l'entrée, excluant les personnes aux ressources les plus limitées des emplois et activités les plus rémunérateurs. L'accès aux différentes formes de capital nécessite la réalisation d'investissements substantiels, hors de portée des ménages les plus démunis, en présence d'imperfection sur le marché du crédit. Cet aspect est renforcé pour le développement d'activités indépendantes reposant sur l'acquisition de biens d'investissement indivisibles¹⁷⁷. Ce dernier point explique également que la distribution des actifs soit particulièrement inégalitaire (Carter et May [1999b]).

Cependant, selon Carter et May [1999b], la seule faiblesse des dotations est insuffisante à expliquer la pauvreté, arguant de la non linéarité de la relation entre le niveau de dotations et la rémunération. La pauvreté est alors comprise comme la résultante de deux effets combinés : la faiblesse des dotations et les contraintes grevant la capacité à utiliser efficacement cette ressource et à en tirer un revenu suffisant pour échapper à la pauvreté. Là encore, les imperfections du marché du crédit sont déterminantes, elles constituent des contraintes à une valorisation efficace du capital. En ce qui concerne le capital foncier, par exemple, sa valorisation nécessite des investissements substantiels (labours, semences, intrants), difficile à réaliser lorsque l'accès au marché du crédit est limité. La question ne se limite donc pas à l'accès aux ressources, notamment foncières. Elle s'enracine dans un cumul de facteurs

¹⁷⁶ Voir notamment Barrett, Reardon et Webb [2001], Carter et May [1999b], Barret, Bezuneh et Aboud [2001].

¹⁷⁷ Dercon [1998] présente ce problème de « rugosité du capital » dans le cadre de l'analyse de la stratégie consistant à développer une activité d'élevage en Éthiopie.

négatifs, qui se renforcent mutuellement et limitent les possibilités, pour les ménages, de mettre en place des stratégies de sortie de la pauvreté.

Dercon [2005] met en évidence les mécanismes par lesquels le cumul des handicaps contraint les ménages les plus démunis à opter pour des formes d'activités créant des situations de pauvreté persistante. Premièrement, les activités les plus rémunératrices, assorties de barrières à l'entrée, restent inaccessibles aux ménages peu pourvus en ressources. Ils sont donc contraints, lorsqu'ils veulent diversifier leur revenu, à opter pour des activités moins rémunératrices que leur activité principale. Prenant en compte cette baisse escomptée de leur revenu moyen, ils seraient moins enclins à diversifier et, à long terme, les plus pauvres conservent des revenus moyens plus faibles, creusant les inégalités de revenu. Deuxièmement, les stratégies portant sur les sources de revenu sont étroitement liées aux autres stratégies de protection vis-à-vis du risque et l'ensemble des stratégies individuelles d'assurance est peu accessible aux ménages les plus démunis. En ce qui concerne la possibilité de constitution d'une épargne de précaution, plus ou moins liquide (sous forme monétaire, de stocks rizicoles ou de la constitution d'un cheptel), elle est directement liée aux revenus monétaires du ménage. Par ailleurs, le recours au crédit, qui peut constituer une stratégie d'assurance, est difficilement accessible aux ménages les moins pourvus en actifs¹⁷⁸. Il s'ensuit que les ménages disposant de ressources limitées ne peuvent prétendre à un système d'assurance individuelle efficace. Ils sont donc enclins à opter pour des activités moins risquées et moins rémunératrices.

Compte tenu de la présence de barrières à l'entrée et de la non linéarité de la relation entre dotations en actifs et rémunération de ces actifs, la structure des activités des ménages est un élément pivot dans l'explication des situations de pauvreté durable. Non seulement les ménages les plus démunis n'ont pas accès aux stratégies à même de créer une dynamique de sortie de pauvreté, mais les répercussions sur le bien-être et les générations futures sont importantes¹⁷⁹.

¹⁷⁸ Jalan et Ravallion [1999], dans une étude appliquée à la Chine rurale montrent que les pauvres sont moins bien assurés contre le risque. Les modalités d'assurance identifiées par les deux auteurs recouvrent essentiellement la détention d'une épargne individuelle, en règle générale peu liquide, de façon à combiner épargne de précaution et actif productif. L'étude empirique les conduit à accepter l'hypothèse de la présence d'un effet revenu sur les capacités à assurer un niveau de consommation.

¹⁷⁹ Chaudhuri *et al.* [2001], Thomas *et al.* [2004] montrent que suite à l'inefficacité des mécanismes d'assurance, une des réactions des ménages indonésiens pour faire face aux conséquences de la crise financière des années 1990, a été de réduire les investissements dans la santé et l'éducation, affectant durablement les générations futures.

La prise en compte de l'objectif de gestion du risque d'une part et de la présence de barrières à l'entrée d'autre part, permet de mieux comprendre les choix d'activité des ménages. En outre, elle participe à l'explication de trappes à pauvreté, c'est-à-dire la persistance du phénomène dans le temps et sa transmission d'une génération à l'autre. Ces mécanismes sont sous-jacents au processus de pauvreté : la faiblesse initiale des ressources exclue les ménages des choix d'activités les plus rémunératrices ce qui, à terme, favorise la perpétuation d'une situation de pauvreté et le creusement des inégalités. L'ensemble des contraintes pesant sur la valorisation des ressources restreint la liberté réelle des ménages. Le cadre d'analyse des capacités permet une présentation synthétique des mécanismes sous-jacents au processus de pauvreté en insistant sur le processus de conversion et la liberté de choix des agents.

1.2. L'apport de l'analyse en termes de capacités : le processus de conversion

En s'intéressant à la liberté réelle des ménages de choisir parmi différentes stratégies de diversification, on se situe explicitement dans le cadre d'analyse des capacités. Les stratégies de diversification des activités et des sources de revenus menées par les ménages sont alors une combinaison de fonctionnements réalisables (plus précisément, elles appartiennent au sous-ensemble des fonctionnements réalisés). En ce sens, elles sont dépendantes non seulement des potentialités des ménages mais aussi de leurs caractéristiques propres et des opportunités offertes par leur environnement économique et social.

a- Les stratégies des ménages au cœur du processus de conversion

Lors de la présentation du processus de conversion des ressources en capacités (chapitre deux), nous avons noté que deux agents, bien que pourvus de potentialités identiques, ne pourront pas forcément les valoriser de la même façon. Ainsi, la capacité ou la liberté réelle d'un agent, bien qu'en partie conditionnée par le niveau de ses ressources, dépend largement de sa capacité à valoriser ses ressources. Il s'agit, à ce stade de l'étude, de situer l'analyse des stratégies des ménages dans ce cadre conceptuel. Pour un ménage, la stratégie qu'il met en œuvre est un élément constitutif de l'ensemble de ses capacités. Plus précisément, elle appartient au sous-ensemble des capacités que l'agent a effectivement réalisées, c'est-à-dire ses fonctionnements accomplis. A ce titre, elle est conditionnée par les potentialités du

ménage et par le processus de conversion de ses potentialités¹⁸⁰ (*potentility*) en fonctionnements réalisables (ou capacités – *capability*). Par ailleurs, en aval, le type d'activités mises en œuvre par le ménage est déterminant de son revenu et, dans le cas qui nous intéresse, de la faiblesse durable de son bien-être économique. L'ensemble des éléments constitutifs du processus de pauvreté est ainsi présenté de façon synthétique dans le cadre analytique des capacités.

Pourtant, il peut paraître réducteur d'opter pour le bien-être économique comme indicateur de résultat. Notamment, la notion de qualité d'agent est gommée. Cette dernière désigne la réalisation des objectifs et des valeurs que l'agent recherche. La qualité d'agent est ainsi plus large que le bien-être économique lorsque l'individu recherche l'engagement ou s'attache au respect des obligations sociales. Sen [2000] souligne à ce propos qu'il peut y avoir des conflits entre qualité d'agent et bien-être. Cependant, la persistance de la pauvreté, même si elle est définie sur la base d'un indicateur monétaire, correspond bien à la non réalisation d'un ensemble de fonctions vitales. En effet, compte tenu de la mesure retenue et présentée dans les chapitres deux et trois, le fait pour un agent d'être identifié comme pauvre chronique signifie qu'il n'a pas les moyens nécessaires pour acquérir un panier de biens et services minimum et ce de façon durable. Par ailleurs, l'introduction dans le cadre conceptuel des stratégies réalisées par les ménages a pour objectif de capter la liberté réelle d'un ménage à choisir une stratégie d'activité particulière. La persistance de la pauvreté est bien à la fois cause et conséquence de l'absence de libertés fondamentales. L'absence d'un système d'assurance efficace ou, en terminologie des capacités, l'absence ou l'insuffisance de « sécurité protectrice », combinée à la non réalisation de certaines des quatre autres formes de liberté identifiées par Sen [2000], contraint les ménages à opter pour des stratégies fondatrices d'un état de privation durable¹⁸¹.

¹⁸⁰ Les potentialités que nous avons initialement définies comme l'ensemble des ressources matérielles et immatérielles du ménage (chapitre deux), renvoient aux dotations en capital des ménages, mais aussi aux aptitudes particulières des agents qui le composent, tels que les savoir-faire et savoir-être. Ces dernières qui ne peuvent être valorisées économiquement, ne constituent pas du capital à proprement parler. Le stock de capital disponible au sein du ménage est constitué par le capital physique, le capital financier ou monétaire, le capital humain, le capital social, le capital naturel.

¹⁸¹ Sen [2000] distingue cinq formes de libertés fondamentales ou instrumentales : (i) *la liberté économique* recouvre les opportunités offertes aux individus d'utiliser des ressources économiques à des fins de consommation, de production et d'échange ; (ii) *la liberté politique* renvoie à l'ensemble des droits civiques, le droit d'expression, de contrôler et de critiquer les autorités, l'existence d'un pluralisme politique ; (iii) *les opportunités sociales* désignent l'ensemble des services publics ; (iv) *les garanties de transparence* font référence, entre autres, à l'absence de corruption et d'ententes illicites ; plus largement, elles recouvrent l'ensemble des garanties de relations sociales claires et licites ; (v) *la sécurité protectrice* correspond aux divers systèmes de protection sociale offrant un filet de sécurité aux personnes vulnérables. Ces libertés ont une valeur

Le processus de conversion apparaît comme un cadre analytique adapté à l'analyse du rôle des stratégies des ménages dans la création d'une situation de pauvreté durable. Il est cependant nécessaire de le compléter afin de prendre en compte la notion de risque, que nous avons identifiée comme un élément de contrainte primordial dans l'élaboration des stratégies des ménages. Rousseau [2003] a défini le concept de vulnérabilité dans le cadre analytique des capacités. Elle s'appuie pour cela sur la distinction essentielle entre soumission au risque et capacité à gérer le risque. Bien que tout individu soit exposé à un éventail conséquent de risques, chacun est doté d'une capacité de réponse qui lui est propre. La vulnérabilité d'un individu est donc positivement corrélée au risque (fréquence, intensité) qu'il encourt, mais négativement liée à l'étendue de ses capacités.

Si le cadre théorique des capacités semble pertinent pour analyser le rôle des stratégies des ménages dans le processus de conversion, il n'est pas sans poser des difficultés d'opérationnalisation ou, en d'autres termes, de mise en œuvre pratique dans le cadre d'une étude empirique.

b- Les difficultés d'opérationnalisation

Toute la difficulté de l'opérationnalisation de l'analyse en termes de capacités se résume dans la question suivante. Comment observer ce qui n'est pas réalisé ? Ou encore, comment observer l'ensemble des fonctionnements possibles lorsqu'ils n'ont pas été réalisés ? Comme l'indique Sen [2000] :

Il y a, sur le principe, un avantage bien réel à pouvoir relier l'analyse du bien-être accompli à la base d'information plus large de l'ensemble capabilité de l'intéressé plutôt qu'au seul élément qu'il y a choisi. Je n'entends pas contester, cependant, qu'il faudra très souvent renoncer à cet avantage potentiel, puisqu'il est bien difficile d'obtenir des informations sur l'ensemble capabilité que sur les fonctionnements observés. En fait, l'ensemble capabilité n'est pas directement observable, et il doit être construit sur la base de présomptions (exactement comme l'« ensemble budget » dans l'analyse de la consommation, qui est aussi construit de cette façon, sur la base de données concernant le revenu, les prix et les possibilités présumées de l'échange). Donc, en pratique, on pourrait avoir

en elle-même en même temps qu'elles constituent un moyen de renforcer la capacité de conversion des ressources en capacités. Autrement dit, elles précisent ce que jusqu'à présent nous avons appelé les opportunités environnementales.

assez souvent à se contenter de relier le bien-être aux fonctionnements accomplis – et observés -, au lieu d'essayer d'introduire l'ensemble capacités (quand la présomption qui fonderait une telle construction serait empiriquement douteuse).

Sen [2000 : 82]

Vero [2003] résume les difficultés pratiques inhérentes à la mise en œuvre du cadre des capacités pour une étude empirique. Premièrement, s'attacher aux capacités en elles-mêmes reviendrait à recenser toutes les alternatives possibles à la réalité observée, ce qui est une entreprise illimitée et, par conséquent, vaine. Deuxièmement, qui doit procéder à ce recensement : les individus enquêtés ou un observateur extérieur ? Troisièmement, les informations que l'on est susceptible de recueillir sur les alternatives par voie d'enquête auprès des ménages risquent d'être peu fiables : à une question hypothétique (qu'auriez-vous pu faire si vous n'aviez pas fait ... ?), la réponse est hypothétique.

C'est pourquoi Vero [2003] et, à sa suite, Farvaque [2003] préfèrent s'appuyer sur les éléments effectivement observables, c'est-à-dire les fonctionnements réalisés :

« Il semble que partir des états observables est la meilleure solution pratique pour atteindre une idée de ce qu'était la capacité réelle de la personne au moment du choix » (Farvaque [2003 : 18]).

Sen propose de recourir aux fonctionnements redéfinis ou affinés (*refined functionings*). Ce sont des fonctionnements réalisés mais qui incluent, dans leur définition, l'ensemble plus large des alternatives possibles au moment du choix. L'idée est donc d'adjoindre aux informations sur les accomplissements des indicateurs sur les choix et les contraintes, de façon à pouvoir évaluer si l'individu a fait un « *réel exercice de choix* »¹⁸². Par cette démarche, on peut capter l'aspect procédural de la liberté.

Dans le cadre de l'analyse des stratégies des ménages ruraux de Madagascar, ce n'est donc pas, en soi, le fait d'opter pour une stratégie plutôt qu'une autre qui est source de privation. En revanche, le fait d'entreprendre une stratégie particulière, sans en être satisfait et sans possibilité d'en réaliser une autre, est caractéristique d'une absence de liberté réelle de choix. L'analyse empirique des stratégies doit être menée en se demandant si le choix d'une

¹⁸² Expression empruntée à Farvaque [2003 : 44].

stratégie est « *authentique* »¹⁸³, c'est-à-dire en se demandant si des alternatives valables étaient accessibles.

2. *L'approfondissement de la logique illustrative pour une étude qualitative du processus de pauvreté*

L'étude empirique du processus de conversion, menée grâce à la méthode qualitative, est centrée sur la capacité des ménages à mettre en œuvre des stratégies favorisant la sortie de la pauvreté et limitant la pauvreté transitoire, dans un environnement risqué. La présentation des options méthodologiques constitue un préalable à l'étude proprement dite du rôle de la structure d'activité des ménages au sein de processus de pauvreté. Nous traiterons donc d'abord les aspects relatifs à la méthode d'appariement de l'étude qualitative à l'étude quantitative des aspects temporels de la pauvreté. Puis, nous présenterons les résultats de l'étude.

2.1. Méthode d'appariement du qualitatif au quantitatif

Les hypothèses initiales de la recherche qualitative, fondatrices de la grille d'entretien, sont en étroite relation avec les différents éléments du cadre théorique du processus de conversion. D'un point de vue méthodologique, l'appariement de l'étude qualitative du processus de pauvreté à l'étude quantitative des formes intertemporelles de pauvreté s'appuie sur la recherche d'une complémentarité informationnelle. Elle est réalisée grâce à l'approfondissement de la logique illustrative, par sélection, au sein de la population statistique du panel cylindré construit au chapitre précédent, d'un sous-échantillon de ménages dotés de profils de pauvreté intertemporelle distincts.

a- Complémentarité informationnelle

L'analyse intertemporelle des formes de pauvreté, développée au cours du chapitre précédent, souffre de trois limites essentielles que nous nous proposons de lever grâce à la mise en œuvre de méthodes qualitatives : (i) le problème de censure de l'information, lié au fait que, dans l'analyse quantitative, la période d'observation se limite à cinq années ; (ii) le

¹⁸³ Expression empruntée à Farvaque [2003 : 47].

Tableau IV.1: Grille d'entretien pour l'analyse de la diversification des activités

<i>Thèmes principaux</i>	<i>Sous thèmes</i>
<i>Données de cadrage</i>	Nom Genre Age Groupe ethnique Migrant (depuis quand) Place dans la fratrie Autres membres de la famille (où, quel travail ? Quels liens, échanges ?) Statut social Propriétaire de la maison ?
<i>L'histoire du ménage</i>	Évènements démographiques . Naissances, mariages, alliances . Décès, maladie . Tombeau (localisation) Évènements exogènes (chocs climatiques, épidémies, chocs politiques)
<i>Les terres</i>	Sont-elles familiales / ancestrales ? Comment les terres sont réparties dans l'héritage ? Si acquises comment l'ont-elles été (auprès de qui, par quelle stratégie)?
<i>Le métayage</i>	Toujours été métayer ? Les parents ? Si possédait une terre, pourquoi a-t-elle été vendue ? A qui ? Si migrant ? Pourquoi être venu ici ? Des parents ? Volonté de s'installer ? Pense-t-ils pouvoir racheter une terre ? Comment s'y prendre ?
<i>La pluriactivité</i>	Quelles sont les ressources du ménage (élevage, riziculture, autres cultures, activités hors exploitation)? Comment s'organise la pluriactivité sur le cycle agricole : la question des allocations de temps ? Au sein du ménage, qui fait quoi ? Y a-t-il des liens en dehors du ménage restreint (aide de la part d'alliés familiaux/ embauche)? La pluri culture : les quelles, comment ? Plusieurs récoltes sur la même parcelle ? Toujours les mêmes cultures ? Qu'est-ce qui motive une culture plutôt qu'une autre ?
<i>La collecte</i>	A qui est vendue la production ? Y a-t-il des différences selon les produits, les saisons ? Les relations avec les « partenaires » dépassent-elles la seule relation de vente ?
<i>L'emprunt</i>	Empruntez-vous pour investir, en cas de coup dur ? Forme de l'emprunt : association de crédit ou épiciier, collecteur ?
<i>Les projets</i>	Concrètement, quels sont vos projets (achats, investissement, activités) ?

concept de pauvreté transitoire masque le sens des trajectoires de pauvreté ; (iii) l'analyse de la gestion des chocs n'a, pour l'instant, été appréhendée que de façon *ex-post*. C'est en ce sens que nous parlerons de complémentarité informationnelle entre l'analyse qualitative et l'analyse quantitative.

La première enquête, réalisée en 2003 sur les observatoires de Manjakandriana et d'Antsirabe, préalablement à l'étude quantitative des formes temporelles de pauvreté, ne permet pas de répondre à l'intégralité des objectifs de la recherche. Bien qu'elle fournisse des informations de poids concernant les réactions des ménages pour faire face à deux types de chocs covariants (la soudure et la crise politico-économique de 2002), la temporalité de l'étude reste ancrée dans le court-terme et ne prend pas en compte l'influence du risque sur l'organisation *ex-ante* des moyens d'existence. Une deuxième mission d'étude, directement ciblée sur les questionnements de long terme et les mécanismes d'anticipation s'est avérée nécessaire ; elle a été réalisée en 2005. De façon à répondre à l'impératif d'un horizon temporel long, la technique utilisée est une adaptation sous forme d'entretien semi-dirigé de la technique des histoires de vie. Le recours à la forme d'entretien semi-directif permet d'insister sur les thématiques centrales construites à partir de la synthèse théorique présentée dans la partie précédente. La grille d'entretien est présentée dans le tableau IV.1.

Premièrement, les entretiens ont été menés avec l'idée d'élargir la période d'observation. Pour ce faire, l'entretien débute avec la thématique de *l'histoire du ménage*, en insistant sur les événements marquants (naissance, mariages, alliances) et les chocs auxquels les membres du ménage ont du faire face (chocs économiques, maladie, décès) et les réponses mises en œuvre. L'analyse des représentations de la pauvreté, présentée au cours du chapitre deux, nous a amené à insister particulièrement sur la localisation du tombeau lignager. En effet, le périmètre irrigué de Marovoay est une terre d'immigration et, dans la plupart des cas, le tombeau lignager se situe sur la terre d'origine. De plus, le décès implique le rapatriement du corps à moyenne échéance. Par ailleurs, les questionnements autour de la localisation du tombeau permettent d'entrer dans l'histoire des ascendants et d'aborder les questions de transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Un deuxième temps important de l'entretien est constitué par la *thématique foncière* : la possession d'un capital foncier et son mode d'acquisition, le métayage. Dès la première étude, la question de *la diversification des activités* est apparue comme un aspect majeur de l'organisation des ménages ruraux. Elle est ici reprise et étoffée, notamment par des questions relatives aux liens financiers existants entre les activités, à l'organisation de la pluriactivité d'un point de vue temporel (lien avec le

calendrier culturel, comment évolue la pluriactivité sur l’année, sur la journée) et du point de vue des membres du ménage (qui fait quoi). Les questions sur les modes de *collecte* de la production et sur *l’emprunt et l’accès au crédit* donnent des informations sur les ressources du ménage. Enfin, les questions relatives *aux projets* et les moyens de les réaliser peuvent permettre de comprendre comment le ménage mobilise ses ressources pour tendre vers un objectif.

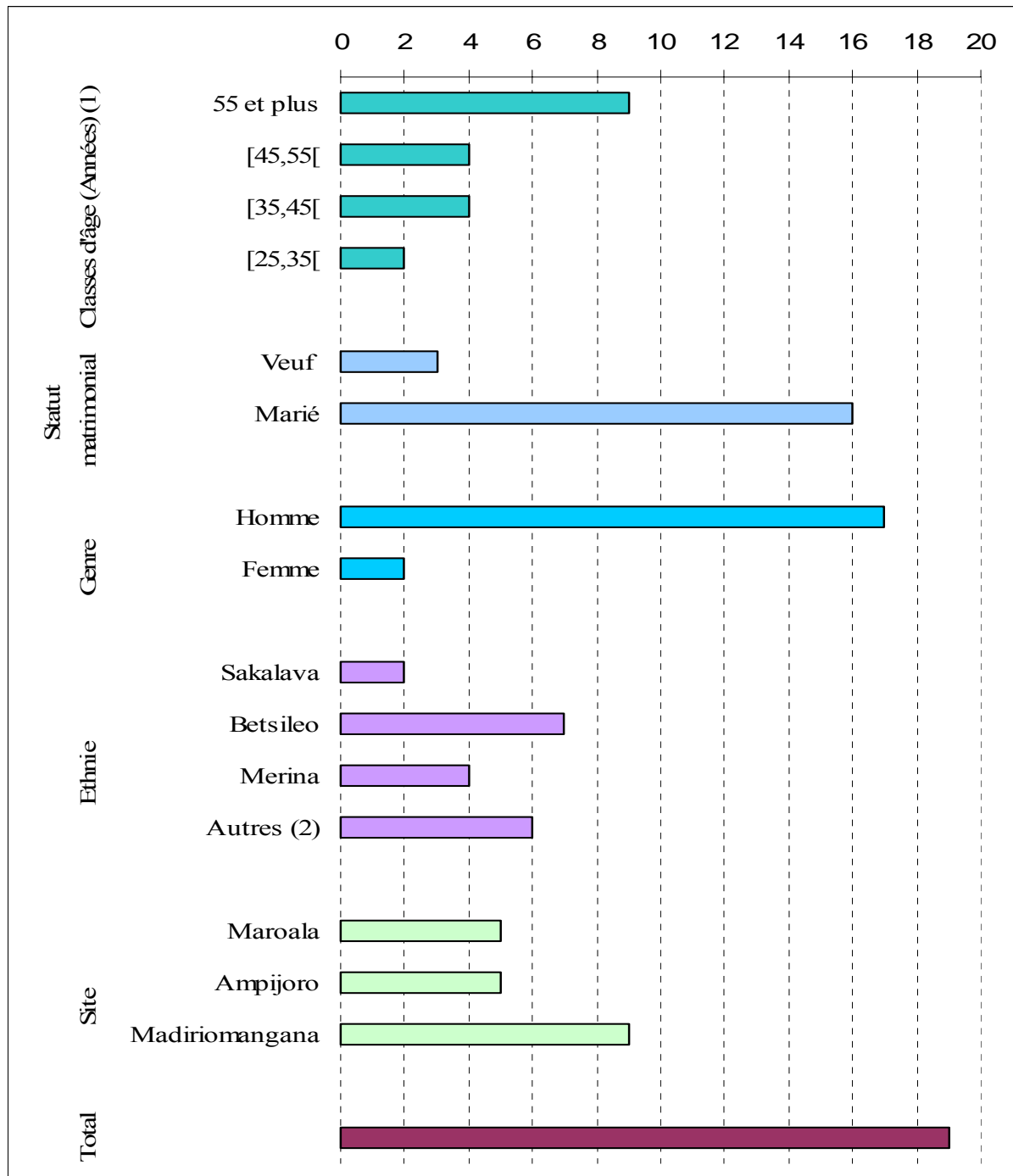
Les deux séries d’entretiens (mission 2003 et mission 2005) fournissent donc des matériaux complémentaires pour l’analyse de la diversification des activités en lien avec la durabilité de la pauvreté. Les entretiens réalisés en 2003 ont permis la collecte de données pour mieux comprendre, *ex-post*, l’impact des chocs sur les moyens d’existence des ménages ruraux. Les entretiens de 2005 affinent les questionnements en élargissant la problématique aux aspects de long terme et à la gestion *ex-ante* du risque par la structure d’activité des ménages. Afin d’asseoir, du point de vue des méthodes, la complémentarité informationnelle entre études quantitative et qualitative, une méthode d’appariement spécifique a été mise en œuvre.

b- Les jeux d’échelle

D’un point de vue pratique, l’appariement du qualitatif au quantitatif est opéré grâce à un approfondissement de la logique illustrative. La typologie des formes intertemporelles de pauvreté a servi de base à la sélection des ménages pour la deuxième enquête, ciblée sur l’histoire des ménages et la gestion *ex-ante* du risque. Cette méthode de combinaison a deux avantages méthodologiques liés au fait que l’échantillon de l’étude qualitative est alors un sous-échantillon de l’étude quantitative. Premièrement, cela permet de connaître les caractéristiques des deux populations, leurs ressemblances et leurs dissemblances. Deuxièmement, sous réserve de disponibilité des données, certains des résultats de l’analyse qualitative pourront être extrapolés par le recours à l’analyse quantitative sur l’ensemble de l’échantillon statistique. La sélection raisonnée des ménages selon les catégories établies sur la base de l’analyse quantitative est une méthode d’appariement adaptée (Barret [2004]).

L’enquête de mai 2005 a été exclusivement menée sur l’observatoire de Marovoay, en raison de contraintes temporelles. Lors de la sélection des interlocuteurs, la disponibilité a été un critère essentiel. Cependant, un intérêt particulier a également été accordé au respect d’un

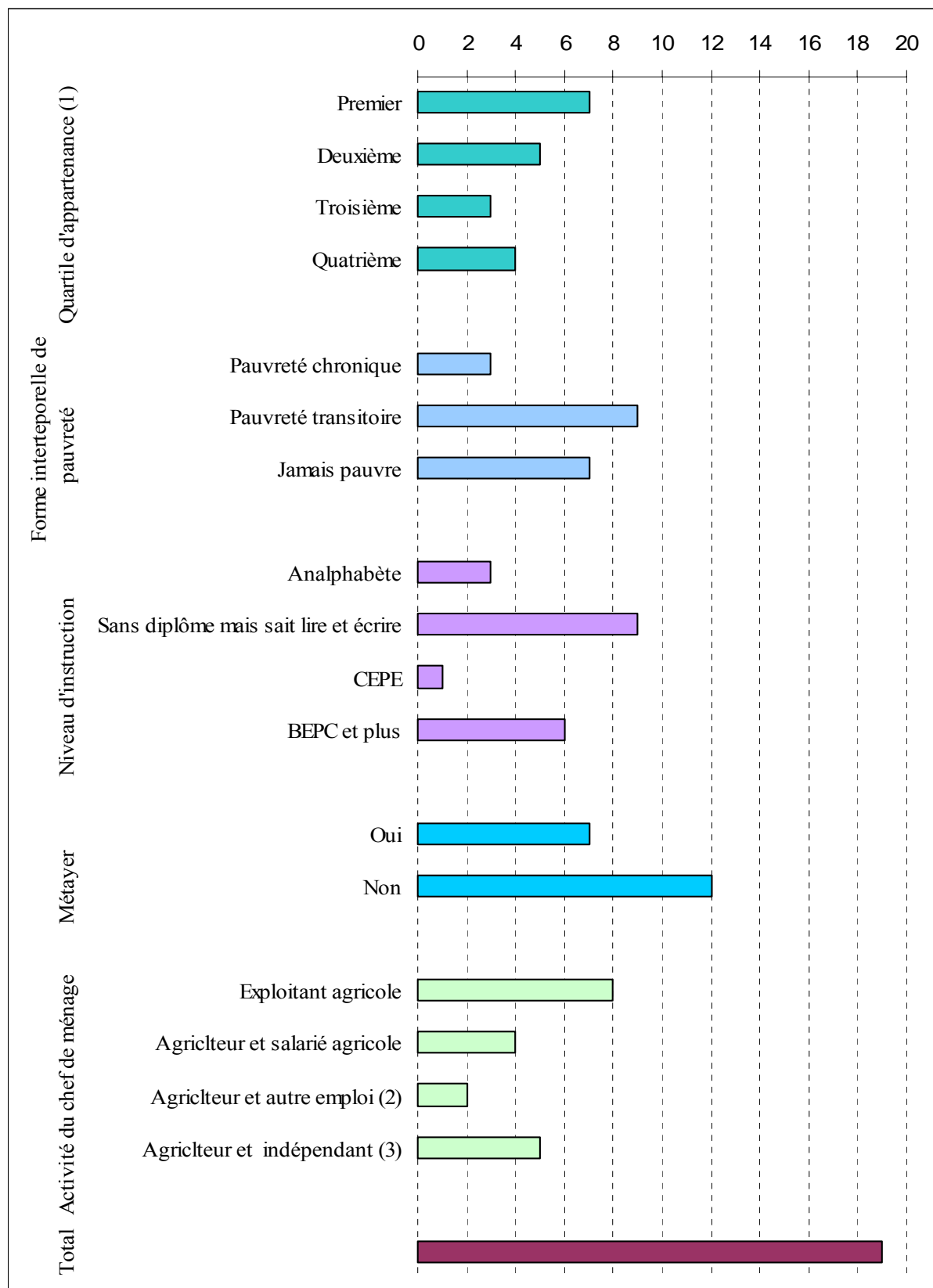
Tableau IV.2: Caractéristiques démographiques de l'échantillon, entretiens 2005, effectifs



Notes : (1) Age en 2005; (2) Ethnies composant la catégorie autre et présentation des effectifs associés entre parenthèses : Antefasy (2), Betsimisaraka (1); Sihanaka (1); Antesaka (1); Tanala (1).

Source : A partir des données collectées lors de la mission de recherche, mai 2005, et des données du ROR

Tableau IV.3: Caractéristiques socio-économiques de l'échantillon, entretiens 2005, effectifs



Notes : (1) A partir du revenu par tête, données 2001 ; (2) Emploi salarié non précaire; (3) Activité indépendante dans le secteur non agricole.

Source : A partir des données collectées lors de la mission de recherche (2005) et des données du ROR (2001)

certain nombre de caractéristiques centrales pour l'analyse des dynamiques de pauvreté et de la diversification des activités (notamment, l'organisation productive du ménage). Au final, dix-huit entretiens ont été réalisés. Le profil des personnes interrogées est présenté dans les tableaux IV.2 et IV.3. Compte tenu de l'étroitesse de l'échantillon, les résultats de l'analyse du rôle de la stratégie de diversification des activités dans le processus de pauvreté, présentés dans la section suivante, doivent être entendus comme une analyse exploratoire. Les entretiens semi-dirigés mettent en évidence un ensemble de mécanismes essentiels pour la compréhension du processus de pauvreté, mais ils restent illustratifs (dix-huit entretiens seulement). L'extrapolation des résultats de l'étude qualitative sera menée dans la deuxième partie du chapitre grâce au recours à l'analyse quantitative.

2.2. La diversification des activités

Stratégie d'accumulation et stratégie de gestion des risques

La diversification des activités est une des modalités d'organisation productive retenue par les ménages ruraux pour concilier accumulation et gestion des risques. Ces stratégies sont-elles à même d'initier un mouvement de sortie de la pauvreté ? Sous quelles conditions ? Quelle est la liberté réelle des agents à la mettre en œuvre ? Les deux temps de l'analyse qualitative qui nous permettra de proposer une réponse à ces questions correspondent aux deux séries d'entretiens semi-dirigés, réalisées, pour la première en 2003, sur les observatoires de Manjakandriana et d'Antsirabe, et, pour la seconde en 2005, sur l'observatoire de Marovoay. La première série d'entretiens sert de sous-bassement à l'étude des réactions des ménages pour faire face à un choc négatif¹⁸⁴. La deuxième série d'entretiens, quant à elle, permet d'élargir le champ d'analyse aux stratégies de gestion *ex-ante* du risque.

a- Gestion des chocs *ex-post* : l'apport de l'analyse qualitative

Deux types de stratégies de gestion des conséquences négatives des chocs sont identifiés. Les stratégies de diversification des sources de revenu, d'emprunt et de recours au réseau social informel sont des stratégies évolutives, dans le sens où elles sont susceptibles de favoriser le maintien du bien-être économique du ménage. Au contraire, les stratégies dites involutives, correspondent à la restriction de la consommation ou la désaccumulation.

¹⁸⁴ L'analyse des mécanismes de gestion *ex-post* des chocs est adaptée d'un travail réalisé en collaboration avec Sophie Rousseau (Gondard-Delcroix et Rousseau [2004]).

L’analyse porte, d’abord, sur l’efficacité de la protection procurée par les stratégies évolutives. Elle est ensuite prolongée par l’analyse des stratégies involutives.

✦ **Les stratégies évolutives : une protection toute relative**

L’étude s’attache à l’analyse des réactions des ménages à la suite de deux types de chocs, la période de soudure et la crise de 2002. Bien que ces chocs soient tous deux exogènes et covariants, ils sont distincts en termes d’intensité et de durée. Par ailleurs, la période de soudure correspond à un choc régulier que les ménages ont la possibilité d’anticiper, du moins en partie. L’intensité et la durée de la soudure sont en effet non totalement prévisibles puisqu’elles dépendent de facteurs climatiques (niveau de précipitations, cyclone, etc.) et de facteurs économiques (prix des marchés mondiaux, notamment). En revanche, en 2002, la crise politique et l’ampleur de ses répercussions économiques était totalement imprévisible et les conséquences de ce choc sur les moyens d’existence des ménages se sont ajoutées à celle de la grande soudure.

Un premier résultat de l’étude repose sur le fait que la diversification des activités n’offre qu’une protection partielle des conditions de vie des ménages en cas de choc covariant. Les activités secondaires les plus pratiquées sont le salariat agricole, les activités de commerce, de transport et, pour la zone de Manjakandriana, l’exploitation forestière. Les activités de commerce subissent le contrecoup évident de la baisse du pouvoir d’achat consécutive à un choc négatif, qu’il soit climatique, économique ou politique. Par ailleurs, les difficultés de communication durant la saison des pluies, liées au mauvais état des routes, rend les déplacements plus difficiles et onéreux et limitent donc les activités de petit commerce. De la même façon, le salariat agricole est fortement réduit en période de choc négatif covariant puisque l’appel à la main d’œuvre dépend des disponibilités monétaires. Enfin, les ménages les plus démunis et les moins bien dotés en superficie agricole s’appuient essentiellement sur le salariat agricole pour obtenir un complément de revenu nécessaire à la survie. Ils sont particulièrement touchés en cas de choc négatif.

De plus, si en soudure « normale » ces stratégies peuvent permettre un lissage au moins partiel du revenu (par la migration temporaire notamment) lors de la crise politique de 2002, il semble que les activités secondaires n’ont aucunement joué de rôle atténuateur. En effet, l’activité économique de l’ensemble du pays a été stoppée et les conséquences dans les zones rurales ont été frappantes. La paralysie quasi-totale des moyens de transport, à la suite du blocage partiel des routes et de la hausse spectaculaire du prix du pétrole, a entravé les

activités de petit commerce dans les zones rurales ; de même, l'exploitation forestière a dû être interrompue faute de collecteur pour écouler la production.

L'inefficacité de la diversification des activités pour atténuer les effets négatifs d'un choc économique est un résultat largement établi dans l'ensemble des pays en développement. Townsend [1995] souligne que, d'une façon générale, les stratégies de diversification des activités ne conduisent pas à une réduction sensible des effets négatifs d'un choc exceptionnel, même si elles peuvent permettre de lisser le revenu sur l'année et donc de gérer la période de soudure. En effet, si en règle générale, les revenus générés dans le secteur agricole et en dehors du secteur agricole ont une covariance limitée, il en va différemment en cas de survenance d'un choc (Dercon [2005]). A ce propos, Czukas *et al.* [1998] montrent que le revenu agricole est corrélé avec le revenu hors exploitation¹⁸⁵. De même, l'analyse de la famine en Inde menée par Sen [1981] souligne qu'en cas de choc agricole, la baisse de la demande pour les services locaux limite l'effet de la diversification. La diversification des activités n'offre donc qu'une protection partielle en cas de choc. Cependant les mécanismes d'assurance informels peuvent, dans une certaine mesure, atténuer les conséquences d'un choc négatif.

L'entraide, le prêt gratuit, les transferts monétaires et non monétaires donnent une idée du capital social à la disposition des agents. Les transferts monétaires jouent un rôle majeur pour les conditions de vie des ménages. Ils sont particulièrement importants pour les ménages de Manjakandriana étant donnée l'ampleur des mouvements d'émigration. Par ailleurs, l'emprunt auprès de membres de la famille élargie, qu'il soit monétaire ou en nature, constitue une autre forme de flux produits par le capital social des ménages. En effet, ce type d'emprunt, à taux de remboursement nul, représente un mécanisme de solidarité qui permet de faire face à des chocs ponctuels et propres à un ménage particulier. Cependant, l'efficacité des stratégies de mobilisation du capital social dépend largement du type de choc.

Les flux issus du capital social jouent fortement en période de soudure sous la forme d'emprunt à taux nul auprès d'un membre de la famille ou encore sous la forme de transferts. Ils permettent alors l'amélioration des conditions de vie des ménages. De même, en cas de choc démographique, l'aide que peut apporter la famille en aidant à l'exploitation terrienne voire en faisant don d'une ou plusieurs parcelles joue un rôle notable. Par contre, une telle stratégie est inopérante en cas de choc de grande ampleur, touchant la totalité du réseau social

¹⁸⁵ Sauf s'il s'agit de revenus générés par la migration.

de l'agent, comme on peut supposer que ce fut le cas lors de la crise de 2002. On observe d'ailleurs que, pendant cette crise, l'emprunt intrafamilial est peu répandu, non seulement car la quasi-totalité de la population malgache a été touchée par la crise, mais aussi en raison de la crainte de ne pouvoir rembourser. Etant donné l'incertitude quant à la durée de la crise, chacun préfère se suffire à lui-même pour ne pas entrer dans une situation de dépendance irrémédiable qui risquerait de se solder par la cession de la terre.

Les ménages peuvent recourir à un certain nombre de stratégies d'atténuation des effets négatifs d'un choc exogène sur leurs conditions de vie. Cependant, l'analyse des stratégies mises en place par les ménages pour gérer les conséquences d'un choc sur leur revenu met en exergue que les ménages ont peu d'alternatives et ces dernières sont d'autant plus réduites que le choc est de grande amplitude dans l'espace (covariant) et dans le temps (durée). L'étroitesse des alternatives, et donc des capacités, est particulièrement bien mise en évidence par la prédominance des stratégies de restriction des dépenses et de désaccumulation.

✦ **La prédominance des comportements involutifs**

L'analyse des actions entreprises par les ménages à la suite d'un choc met en évidence la prédominance de stratégies involutives : (i) la réduction des dépenses de consommation ; (ii) la réduction des dépenses de scolarisation et de santé ; (iii) la décapitalisation.

Que ce soit en période de soudure ou lors d'une crise ponctuelle (crise politique et économique de 2002), la première stratégie des ménages est de contracter leur consommation et de réduire leurs dépenses. Cela passe en premier lieu par une modification du régime alimentaire. Les rations sont diminuées, certains repas sautés, le « *loaka*¹⁸⁶ » supprimé. Dans la plupart des ménages, le maïs et surtout le manioc, moins onéreux, sont substitués au riz. L'étude de Dostie *et al.* [1999] portant sur les variations annuelles de la consommation en milieu rural malgache souligne qu'en période de soudure, l'ensemble des prix de produits alimentaires augmente, mais que les prix relatifs du manioc et du maïs par rapport au riz diminuent. Il s'ensuit une réduction de la consommation de riz de l'ordre de 25% et une hausse de la consommation de manioc, de patate douce et de maïs de 20%. Par ailleurs, les ménages réduisent les dépenses en produit de première nécessité (PPN). La consommation de biens de luxe, tels que le café, est parfois totalement stoppée. Blanc-Pamard [1998], dans une étude sur les conséquences de la crise en Imerina et à Tananarive, met en évidence un

¹⁸⁶ Le *loaka* est l'accompagnement du riz. Il est à base de viande, de poisson ou de crustacés, préparés en sauce ou en bouillon et de *brèdes* (herbes) ou de légumineuses.

comportement général de réduction de la consommation par la mise en place de nouvelles unités de mesures valant la moitié des anciennes.

On observe, d'autre part, que les agents sont souvent contraints à la réduction ou à l'arrêt total des dépenses de santé et de scolarisation (du moins temporairement, afin de réduire les coûts directs et indirects liés à la scolarisation). Les implications en termes de capital humain sont directes et durables (Chaudhuri *et al.* [2001] et Thomas *et al.* [2004]).

Si la crise est plus durable, les ménages sont contraints à des stratégies de décapitalisation de leur capital physique. La consommation ou la vente des semences oblige par la suite les ménages à emprunter pour préparer la récolte suivante. Par ailleurs les ménages peuvent avoir recours à la vente d'une partie de leur capital physique¹⁸⁷.

D'après le concept de fonctionnements redéfinis, l'étendue de l'espace des capacités peut être indirectement observée par la prise en compte des alternatives possibles lors du choix du fonctionnement réalisé. Le fait d'être contraint à une restriction drastique de sa consommation est, en soi, un indicateur de la faiblesse des capacités des ménages. L'ensemble de ces actions permet d'adapter la consommation à une chute du revenu, mais au prix d'une réduction du capital humain et du capital physique et, à terme, elles favorisent la perpétuation des situations de pauvreté et engendrent un risque accru de transmission de ces situations à la génération suivante.

L'analyse met donc en évidence que lors de la survenance d'un choc, les stratégies des ménages sont essentiellement involutives et favorisent la perpétuation d'un équilibre de survie. La seule prise en compte des mécanismes *ex-post* occulte cependant un pan important de la problématique. En effet, les ménages adaptent leurs moyens d'existence pour gérer le risque. L'étude centrée sur les stratégies *ex-ante* de gestion des risques, et plus largement sur l'influence du risque dans la constitution des moyens d'existence, complète cette première analyse. La méthode qualitative mobilisée permet de dépasser l'analyse de court terme. L'accent est mis sur l'organisation des activités et des sources de revenu dans une perspective temporelle longue.

¹⁸⁷ Ce sont d'abord les volailles et le petit bétail qui sont vendus, les zébus ne sont cédés qu'en dernier recours puisqu'ils constituent un outil de travail et une source de revenu non négligeable (transport, labour).

b- *Histoires de vie et dynamiques de pauvreté de long terme*

La typologie des trajectoires de pauvreté s’appuie sur les formes intertemporelles de pauvreté telles qu’elles ont été décrites dans le chapitre précédent. On retrouve le groupe des pauvres chroniques persistants et, parmi les pauvres transitoires, on distingue les ménages ayant connu une trajectoire de sortie de pauvreté de ceux qui ont connu une trajectoire descendante. A ce stade de l’étude, le repérage des trajectoires de pauvreté de long terme ne peut s’appuyer que sur l’impression des personnes enquêtées et la lecture qu’elles ont de leur propre histoire. D’un point de vue analytique, ces formes de trajectoires ne sont donc pas directement comparables aux types intertemporels de pauvreté, basés sur l’observation des évolutions d’un indicateur de pauvreté objectif sur une période temporelle déterminée. L’analyse selon les trajectoires perçues par les ménages permet de mettre en évidence le rôle des ressources des ménages et de leurs possibilités d’assurance individuelle dans la mise en place d’une stratégie de sortie de pauvreté.

Les résultats s’appuient sur l’analyse de l’intégralité des dix-huit entretiens auprès de ménages résidents sur la zone. Par ailleurs, les entretiens complémentaires menés avec les responsables des différentes associations et ONG intervenant sur le périmètre irrigué de Marovoay ont également étoffé l’analyse compréhensive des entretiens par des données portant notamment sur le réseau d’irrigation et le réseau de financement local¹⁸⁸. Les extraits d’entretiens proposés lors de la présentation des résultats ont un caractère illustratif des éléments d’analyse dégagés de l’étude globale¹⁸⁹.

Les possibilités d’assurance et d’emprunt réduites grèvent les possibilités d’investissement des ménages. Face à ces contraintes, ils développent une stratégie

¹⁸⁸ Des entretiens ont été menés auprès de différents acteurs locaux : (i) sur le réseau d’irrigation, nous avons rencontré des présidents locaux des associations d’usagers de l’eau ; (ii) sur le système de crédit décentralisé, nous avons discuté avec les responsables de l’association de micro-crédit Amek-tafita et avec un des techniciens de la Société d’Appui aux Institutions Financières Décentralisées (SOAIFD) ; (iii) sur la mise en place des Plans Communaux de Développement (PCD), nous nous sommes entretenus avec le responsable de l’association SAGE qui a largement collaboré à l’élaboration des documents pilotes du PCD sur les sites de l’observatoire de Marovoay (Mahajunga) ; (iv) sur le programme local de soutien à la riziculture développé par le Plan Stratégique de Développement Rural, nous avons rencontré le responsable régional économique du PSDR, section économie (Mahajunga) et un groupe de formateurs de l’ONG Marx (Madiriomangana).

¹⁸⁹ La transcription complète de l’entretien d’Emile, dont un extrait est cité dans le cadre de ce travail, est proposée en annexes. Il n’a pas été possible de reproduire l’ensemble des entretiens puisque chacun représente une durée d’une heure environ, soit un volume de 10 à 20 pages, traductions comprises. En effet, l’entretien étant mené avec le recours d’un interprète, lors de la transcription, il a été jugé utile de proposer, outre la traduction simultanée de l’interprète, la traduction *a posteriori* des propos tenus en malgache. Cela a permis de pouvoir prendre en compte l’intégralité des discours tenus par la personne enquêtée et non pas seulement les éléments essentiels traduits sur le coup.

d'accumulation progressive basée sur l'interconnexion entre les différentes formes d'activités. Cependant, les ménages caractérisés par des privations multiples qui se renforcent mutuellement, ne peuvent mettre en place une organisation productive à même d'initier un mouvement de sortie de la pauvreté. L'analyse de ces mécanismes explicite les liens entre l'organisation productive des ménages et leur trajectoire de pauvreté et débouche sur l'explication d'un maintien, voire d'un accroissement des inégalités.

✦ Des possibilités d'emprunt et d'assurance collectives réduites

L'accès au crédit ou à l'emprunt peut se faire selon deux modalités : premièrement par le réseau communautaire, deuxièmement par le système financier formel ou usurier. Toutefois, les ménages s'appuient, dans une grande mesure, sur leurs propres ressources financières.

Le mécanisme d'assurance communautaire du *fihavanana* représente plus « une injonction à faire comme les autres »¹⁹⁰ qu'un moyen effectif d'assurance en cas de choc. Ci-dessus nous avons montré la relative inefficacité de ce mode collectif d'assurance en cas de choc covariant. A cela, il faut ajouter le fait que la pression morale assortie au *fihavanana* enjoint à éviter la prise de risque individuelle dont les conséquences négatives seraient supportées par l'ensemble de la communauté. Le recours au réseau informel est donc inefficace pour assurer la prise de risque individuelle (Gannon et Sandron [2003]).

Le système financier formel est relativement restreint. Même si, sur l'observatoire de Marovoay, le système de microcrédit a permis l'accès au crédit formel d'un nombre conséquent de ménages, il est aujourd'hui en difficultés financières et, sur les sites de la rive gauche (Maroala et Ampijoro), son activité a été stoppée¹⁹¹. Outre l'emprunt auprès des

¹⁹⁰ Expression empruntée à Gannon et Sandron [2003].

¹⁹¹ Initialement développé par le Centre International de Développement et de Recherche (CIDR), en 1990, l'organisme de micro-crédit *Amek-tafita* est autogéré par une organisation d'usagers depuis 2000. Parallèlement, en 2000, la Société d'Appui aux Institutions Financières Décentralisées (SOAIFD) est créée. Composée de techniciens formés par le CIDR, elle propose un appui à la gestion de l'association. L'effectif des membres d'Amek-tafita a atteint un pic en 1998 (3500 membres), depuis, il baisse régulièrement. Chaque village est doté d'une association. Ces associations locales sont regroupées en trois instances ; l'association rive-droite, l'association rive-gauche et l'association d'Ambatobohiny. Les membres réunissent des fonds (droit d'adhésion et cotisation annuelle). A l'heure actuelle, l'association rencontre des difficultés financières. Les associations doivent supporter toutes les charges (dont les salaires des techniciens formés par le CIDR qui prodiguent leurs conseils) et le taux de remboursement a chuté. A cause de la baisse du prix du riz et des problèmes d'irrigation sur la rive gauche, les remboursements se sont ralentis et certaines associations ont totalement fermé leur activité (Maroala et Ampijoro). De plus, la fermeture de certaines des associations locales a eu un effet décinsitatif au remboursement : les membres qui n'ont pas remboursé et qui faisaient partie des associations qui ont fermé n'ont pas eu de sanction particulière. Cependant, sur la rive droite, certaines associations continuent à fonctionner, avec des taux de remboursement proches de 100%.

proches, le seul moyen de financement repose sur le crédit informel à taux usurier (sur l’observatoire de Marovoay, le taux de crédit informel pour la campagne agricole, du semi à la récolte, c’est-à-dire 3 ou 4 mois, atteint 80% à 150% selon les usuriers¹⁹²).

Le risque foncier renforce encore les difficultés d’accès à l’emprunt. Alors même que toutes les parcelles du périmètre irrigué de Marovoay sont cartographiées par le service des domaines, les titres de propriété associés aux parcelles sont extrêmement mal connus et peu sécurisés. La succession des changements institutionnels dans la gestion du périmètre participe largement à cet état de fait. Le Comité d’Expansion Economique de la plaine de Marovoay (COMEMA, créé en 1964) a mis en place un système de location-vente des parcelles aux exploitants. Ces derniers payaient une traite annuelle à la COMEMA jusqu’à devenir officiellement propriétaires de leur parcelle (avec titre légal à l’appui). Cependant, ce système a été abandonné lors de la transformation de la COMEMA en société d’État, la FIFABE (créée en 1974). Certains agriculteurs ayant payé quasiment toutes les traites n’ont pas la reconnaissance légale de leur droit de propriété et n’ont donc pas possibilité d’user de ce capital comme garantie d’un emprunt.

L’assurance de la prise de risque individuelle repose donc essentiellement sur les mécanismes d’auto-assurance dont la forme principale est la constitution d’une épargne de précaution sous forme plus ou moins liquide. Pourtant, la majorité des ménages ruraux ne peuvent se permettre d’immobiliser le surplus productif sous forme parfaitement liquide et recourent plutôt à des formes semi-liquides en optant pour des actifs productifs (Jalan et Ravallion [1999]). L’analyse des entretiens a permis d’identifier deux stratégies essentielles adaptées à ce problème : (i) La constitution d’un cheptel ou l’acquisition d’une parcelle supplémentaire combinent les fonctions d’épargne et de productivité ; (ii) le stockage d’une partie de la production rizicole permet de répondre simultanément aux objectifs d’épargne et de spéculation (lorsque la vente se fait au moment de la soudure, c’est-à-dire lorsque les prix sont les plus élevés). Cependant, ces stratégies, ne sont pas accessibles aux plus démunis. Un des obstacles majeurs provient de l’indivisibilité des actifs, forme particulière de barrières à l’entrée, identifiée par Dercon [1998]. En ce qui concerne la stratégie de stockage rizicole, la mise en vente rapide de la récolte répond à une nécessité incontournable pour les ménages les plus démunis. En effet, beaucoup de ménages ont recours à l’emprunt en période de soudure, la vente de la récolte permettant ensuite le remboursement. De plus, peu de ménages

¹⁹² Information recueillie auprès du responsable de la SOAIFD.

disposent d'une épargne suffisante pour pouvoir faire face aux dépenses salariales élevées qui sont induites par la récolte (travail des champs, transport et gardiennage). Enfin, c'est également à cette période que les ménages choisissent de faire certaines dépenses exceptionnelles qui correspondent au renouvellement des vêtements et des fournitures scolaires ou encore au renouvellement du matériel agricole.

Face à ces contraintes, les ménages adoptent la stratégie du « petit à petit » qui se caractérise par le développement progressif d'activités.

✦ **Le développement progressif d'activités hors exploitation
entre stratégie d'accumulation et de mitigation des risques**

L'organisation productive des ménages est caractérisée par une forte interconnexion financière entre les différentes activités entreprises : le surplus dégagé dans l'une est réinvesti dans une autre. Deux types de structure d'activités sont observés : soit l'accumulation progressive se traduit par une extension de l'activité agricole, soit elle est caractérisée par la diversification des activités. Le fait de se tourner vers des activités non agricoles est en effet susceptible de limiter la covariance des risques entre les différentes activités. Quelle que soit la structure d'activité, la stratégie du « petit à petit » répond simultanément à différents objectifs : obtenir un complément de revenu et lisser le revenu sur l'année tout en limitant la prise de risque.

Le mécanisme de développement progressif d'activités complémentaires à l'exploitation agricole s'enracine dans les possibilités d'emprunt limitées des ménages. Le surplus agricole, lorsqu'il existe, est investi dans une activité complémentaire, généralement une activité indépendante. Les autres sources de liquidité reposent sur le salariat agricole ou la vente d'une tête de bétail. Les bénéfices dégagés sont réinvestis, soit dans l'activité agricole, soit dans la petite entreprise. L'imbrication financière des activités des ménages est un résultat courant des analyses qualitatives de la diversification des activités en milieu rural¹⁹³. En cela, la stratégie du « petit à petit » permet de contrer les difficultés d'accès aux liquidités et constitue un moyen pour limiter la prise de risque financière. On observe ainsi, pour plusieurs ménages, que la stratégie du « petit à petit » a permis d'initier une trajectoire de sortie de pauvreté par extension progressive de l'activité agricole ou non agricole. L'histoire de Raza illustre le rôle

¹⁹³ Voir notamment Twyman *et al.* [2004] pour une étude sur l'Afrique du sud, Elder [1999] pour une étude sur les Philippines et Bouahom *et al.* [2004] pour une étude sur le Vietnam.

du « petit à petit » pour amplifier l'exploitation agricole et celle de Jean la stratégie d'accumulation progressive reposant sur la diversification des activités.

Raza (chef de ménage, Antesaka, 40 ans, 1^{er} quartile en termes de revenu par tête, pauvreté transitoire, site de Madiriomangana) est originaire de Vaingaindrano (Sud-Est) et son épouse (Antesaka, 38 ans) est née à Ambato Boéni (sur le périmètre irrigué de Marovoay). Il ont d'abord acheté un terrain en « brousse »¹⁹⁴, puis ils ont réussi à acquérir un local sur le bord de la route nationale, de façon à avoir plus d'opportunités commerciales. Les sources de revenu du ménage sont multiples :

« On fait de la revente de volaille et de riz en plus de notre activité agricole. On tient aussi une épicerie-bar. »

A la question : *« Comment est-ce que ces activités se sont mises en place au cours de votre vie, par quelle activité avez-vous commencé et comment les autres se sont développées ? »*,

Raza répond : *« En fait, c'est surtout l'agriculture qui s'est développée. On a débuté par de petites activités commerciales comme la vente de café chaud. On a pu économiser et c'est ce qui nous a permis d'avoir un fond de départ. Cet argent provient aussi de nos salaires en tant que salariés agricoles, entre autre le repiquage. On a fait tous les travaux qui se présentaient à nous. Aujourd'hui, on pratique toutes ces activités étant donné que nous avons beaucoup de charges avec tous nos enfants. Si on délaisse une de ces activités, il n'y aura pas suffisamment d'entrées d'argent. Pour la suite, ce que je pense faire c'est vendre aussi du bétail. Au mois d'Août, le riz est récolté et le défrichage ne commence pas encore, c'est le moment où je pourrais faire cette activité. »*

Jean (chef d'un ménage, Merina, 44 ans, 3^{ème} quartile en terme de revenu par tête, pauvreté transitoire, site d'Ampijoro) possède plusieurs parcelles de riz inondables. Une première partie fait partie de son héritage paternel. Quant aux autres, il les a acquises. Il explique comment il a réuni la somme nécessaire pour acheter la dernière parcelle :

« On a mis de l'argent de côté depuis plusieurs années car on ne vendait la récolte que pendant la période de soudure, au moment où le prix est le plus élevé et on ne touchait à cet argent que pour les dus du salariat. Nous avons aussi mis une de nos parcelles en location mais ça n'a pas suffi pour réunir la somme nécessaire. On a été contraint de mettre en location une autre parcelle et de vendre une roue de charrette¹⁹⁵ pour compléter l'argent. On tenait beaucoup à acheter cette parcelle, ne serait-ce que pour nos enfants,

¹⁹⁴ Le hameau de Madiriomangana est un peu en hauteur, en retrait de la route. La « brousse » correspond au hameau.

¹⁹⁵ A propos de la roue de charrette :

« C'est une roue de charrette que j'ai achetée et que j'ai du revendre pour acquérir la parcelle ».

Intervention de l'enquêteur : *« C'est comme si vous aviez l'intention d'acheter petit à petit les pièces afin de pouvoir assembler la charrette après ? ».*

Réponse de Jean : *« Oui, c'est ça. ».*

plus tard et c'est comme ça qu'on a pu l'acquérir... On était contraint de mettre cette parcelle en location pour 2 ans. »

Cependant, on observe également des conflits entre les différents types d'activité, notamment en ce qui concerne l'allocation temporelle. La recherche d'activités complémentaires conduit à limiter le temps consacré à l'exploitation agricole. Les variétés rizicoles les plus productives sont également les plus coûteuses en temps. Plus précisément, le calendrier cultural de ces variétés est très strict, ce qui rend leur exploitation peu conciliable avec l'impératif d'adaptabilité temporelle qu'impose la diversification des sources de revenu. Par ailleurs, cette stratégie progressive s'inscrit dans un temps long et elle ne réduit pas la vulnérabilité du ménage. D'une part, l'ampleur de l'investissement et par conséquent le développement des activités complémentaires sont contraints par l'importance du surplus agricole. D'autre part, si ce mode d'auto-investissement (le surplus agricole finançant les autres activités) permet de limiter la prise de risque financière, la survenance d'un choc est à même de remettre en cause l'équilibre de l'organisation productive. Cet aspect est illustré par l'exemple d'Émile.

Émile (chef de ménage, Betsileo, 42 ans, deuxième quartile en termes de revenu par tête, pauvreté transitoire, site d'Ampijoro) exploite avec sa femme 3,5 ha. Ils sont propriétaires d'une parcelle qu'ils ne peuvent plus inonder à cause des problèmes de la station de pompage. Ils y cultivent donc du manioc et du maïs. Les autres parcelles exploitées par le ménage sont soit louées soit prises en métayage. Elles représentent 2 ha consacrés à la riziculture. Le passage du cyclone Gafilo en 2004 et les invasions de pucerons qui ont suivi ont lourdement touché les riziculteurs. Le ménage d'Émile, comme l'ensemble des ménages de la zone a été sévèrement touché¹⁹⁶.

Question : « *Avez-vous un problème particulier en ce qui concerne l'agriculture?* »

Émile : « *Non, il n'y a pas de problème en ce qui concerne la main d'œuvre. C'est surtout les insectes et nuisibles qui détruisent les cultures. L'année dernière, après le passage du cyclone Gafilo, il y a eu une invasion de pucerons qui a ravagé toutes les cultures. L'invasion a touché toute la plaine de Marovoay et cela a posé des problèmes pour tout le monde, tout a été détruit.* »

Question « *Qu'est-ce qu'il y a d'autre ?* »

¹⁹⁶ La transcription de l'entretien mené auprès d'Émile et de sa femme est intégralement reproduite en annexes. Dans le corps de texte, seule la traduction *a posteriori* (réalisée lors de la transcription) est présentée. En revanche, en annexes l'intégralité de l'entretien est reproduite avec : (i) les propos en malgache ; (ii) la traduction sur le coup proposée par l'enquêteur interprète ; (iii) la traduction *a posteriori* lors de la transcription.

Émile: « C'est ce qui a détruit principalement les cultures. On a essayé une 2^{ème} récolte pour sauver la campagne, mais il y a eu aussi les rats des champs. »

Question « Lors de ces événements, est-ce que ça a posé beaucoup de problèmes pour votre ménage? »

Émile: « Oui, vraiment. »

Question « Et comment avez-vous fait? »

Émile: « On a tout de suite pris la décision de refaire au plus vite une 2^{ème} culture. »

Question « Et il y avait encore ces rats des champs... Comment avez-vous fait? »

Émile: « On espère remonter la pente au cours de cette campagne. »

Justine, l'épouse d'Émile intervient: « En ce qui concerne notre ménage, on n'avait plus aucune ressource, c'était une perte totale. On espère s'en sortir avec la prochaine récolte. »

(...)

Question « Et, à part la culture du riz, quelles sont aussi les autres sources de revenu du ménage? »

Émile: « A part la culture du riz, on tient aussi un commerce. »

Question « Est-ce que vous vous approvisionnez auprès d'un fournisseur ou vous vendez seulement vos produits? »

Justine: « C'est une épicerie et on y vend aussi nos produits. Vu les dommages qu'on a subis, on s'efforce de s'en sortir par tous les moyens. »

Question « Vous achetez à crédit les marchandises? »

Émile: « On s'approvisionne petit à petit auprès des grossistes suivant nos possibilités. C'est comme si l'on repartait de zéro parce qu'au début de la campagne 2004, on a vendu un bœuf pour 3 millions de Fmg afin de pouvoir louer d'autres parcelles. Mais on n'a rien pu en tirer à cause des événements qui nous ont frappés. »

Les ménages engagés dans ce processus d'accumulation progressif restent donc vulnérables. Toutefois, la possibilité de constitution d'une épargne individuelle constitue un clivage déterminant. Ainsi, l'analyse des entretiens amène à distinguer deux groupes de ménages sur cette base. Les premiers, à l'instar des ménages de Raza, de Jean ou d'Émile, ont une assurance individuelle au moins minimale; ils peuvent se lancer dans des stratégies plus risquées, potentiellement à même d'initier un mouvement de sortie de la pauvreté. Le second groupe de ménages est constitué de ceux qui, privés d'une possibilité d'épargne et d'assurance individuelle, sont contraints à perpétuer un type d'organisation peu rémunérateur¹⁹⁷. Leur mode d'organisation productive s'appuie sur deux piliers: l'exploitation agricole et le salariat agricole, parfois la pêche. Le salariat agricole, pratiqué par une proportion importante de membres du ménage, constitue la source essentielle de revenu.

¹⁹⁷ Ce n'est donc pas une aversion au risque plus ou moins intense qui est déterminante, mais bien l'existence d'une modalité d'assurance individuelle (Dercon [2005]).

L'activité agricole est conduite sur des superficies extrêmement réduites et le métayage est fortement répandu. Par ailleurs, la place des productions vivrières est prépondérante (manioc, maïs). L'équilibre extrêmement précaire de ces ménages est en permanence déstabilisé par le moindre choc. Cet aspect est particulièrement bien illustré par l'entretien réalisé avec Margueritte (conjointe du chef, Betsileo, 55 ans, 1^{er} quartile en termes de revenu par tête, pauvreté chronique, site d'Ampijoroa).

Margueritte et son mari sont nés à Ampijoroa. Ce sont ses grands-parents qui se sont installés dans ce village. Ils ont quitté le pays Betsileo pour travailler comme salariés agricoles au cœur du périmètre irrigué de Marovoay. Le ménage ne possède aucune terre mais exploite une parcelle de 0,5 ha, appartenant au père de Margueritte. L'essentiel du revenu du ménage provient du salariat agricole. Il est complété, ponctuellement, par la vente de produits de la pêche. Le petit élevage qu'ils avaient commencé à constituer a été décimé par une maladie. A la question sur les problèmes que rencontre le ménage, Margueritte répond :

« Il n'y a rien d'autre que la difficulté quotidienne, c'est comme si on était toujours en face d'un problème dès qu'il s'agit de moyens de subsistance, que ce soit pour le travail ou pour l'élevage, on subit les effets dévastateurs des maladies chaque année, et ça reste toujours un problème ».

La faiblesse des ressources et des moyens d'assurance limités se renforcent mutuellement pour favoriser la perpétuation d'une situation de pauvreté.

➤ **Des trajectoires de pauvreté en lien avec la forme de pluriactivité**

L'accès au foncier, ressource essentielle en milieu rural, est un aspect déterminant dans l'explication des trajectoires de pauvreté sur l'observatoire de Marovoay. En effet, le périmètre irrigué est caractérisé par une pression foncière forte puisque, en tant que deuxième grenier à riz national, il fait l'objet d'investissements fonciers de la part de grands propriétaires, généralement non résidents. Ce contexte limite considérablement l'accès au foncier pour les ménages résidents et explique l'importance du métayage sur la zone. Un accès limité à la terre peut cependant être compensé par des stratégies de diversification des activités agricoles (limiter au maximum les temps morts de mise en culture par le développement de cultures de contre-saison comme le maraîchage dans les zones qui nous intéressent, développer l'élevage) ou par la recherche de revenus en dehors de l'exploitation. Cependant, la capacité du ménage à accéder à des opportunités en dehors de l'agriculture,

outre la disponibilité de capital financier, dépend également du niveau de formation de ses membres actifs et de son réseau social.

L'analyse des entretiens révèle le rôle du réseau social, notamment à travers les thématiques de la migration et des modalités d'insertions locales par les jeux d'alliance. Les deux mécanismes sous-jacents sont le *fihavanana* et le *fatidra*. L'institution sociale du *fihavanana*, adossée sur la structure lignagère, favorise des comportements du type du regroupement familial. Beaucoup sont venus s'installer parce qu'un membre au moins de leur lignage était déjà sur les lieux. L'alliance matrimoniale est un autre moyen de renforcer l'insertion locale. Par ailleurs, un migrant récemment arrivé peut favoriser son insertion locale en nouant un *fatidra*, avec une personne d'un autre lignage et insérée dans le réseau local. Le *fatidra*, que l'on peut traduire littéralement par « frères de sang », est une forme de parenté fictive qui crée une relation plus forte que la parenté réelle (référence). Ce serment lie deux personnes qui se sont choisies, parce qu'elles ont besoin l'une de l'autre ou parce qu'elles y trouvent un intérêt économique mutuel¹⁹⁸. Le but du pacte est de se donner assistance, aide et protection dans un sens très large. Notamment, toutes les ressources de l'un des frères de sang peuvent être utilisées par l'autre. Le migrant est alors totalement inséré dans le réseau social développé par son frère de sang, il peut ainsi trouver plus facilement des opportunités d'embauche et nouer les liens nécessaires à la mise en place d'activités.

A côté des structures sociales visibles, on ne peut occulter les « structures invisibles du pouvoir »¹⁹⁹ qui participent également du réseau social des individus. Ces réseaux, masqués, ne sont pas identifiables dans le cadre d'une mission de courte durée et à partir de quelques entretiens. Cependant, on ne peut nier leur existence. Parmi ceux-ci, on retrouve les réseaux clientélistes qui se caractérisent par :

« Un rapport de dépendance personnelle, non lié à la parenté, qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client qui contrôlent des ressources inégales. » (Médard [1976 : 1])

La source du pouvoir du patron provient du fait que le client est dans une situation telle qu'il ne peut rendre une contreprestation équivalente au service reçu. Le fait qu'il y ait échange inégal au profit du patron est à l'origine de la dépendance du client. Ainsi, lorsqu'un

¹⁹⁸ Par exemple, parmi les personnes qui ont participé à l'enquête, Joary, à son arrivée, a noué un pacte de sang avec Charles. Charles, trop âgé pour cultiver lui-même ses terres, avait besoin de quelqu'un pour l'aider à exploiter et Joary, jeune migrant, n'avait pas accès au foncier.

¹⁹⁹ Expression empruntée à Fauroux [1994].

individu ne peut rembourser un prêt contracté dans le réseau informel, il est susceptible de rentrer dans une telle relation de dépendance. On peut penser, également, aux réseaux clientélistes organisés autour d'un *mpanarivo*²⁰⁰, tels que ceux décrits par Fauroux [1994] dans la vallée de la Maharivo.

« Par l'intermédiaire de ces réseaux, le pouvoir du mpanarivo s'enracine de façon discrète et diversifiée sur un espace important. Son influence, le plus souvent, l'emporte sur celle des notables « visibles » qui « tirent » moins de « ficelles ». Il peut, sur simple demande, mobiliser plus de personnes que quiconque dans sa zone. Il dispose des arguments nécessaires pour que ses désirs deviennent des ordres pour le plus grand nombre. En fait, rien ne se fera sans son accord, même si, n'apparaissant pas sur les organigrammes officiels, il n'est pas explicitement consulté par les autorités. Surtout, les interventions extérieures, opérations de développement ou microprojets divers, vont être réinterprétés, réutilisés, partiellement ou totalement sabotés, en fonction de la signification qu'ils ont dans le cadre des stratégies hégémoniques qui opposent les mpanarivo entre eux dans la région concernée. » (Fauroux [1994 : 71-72])

Les structures du pouvoir, notamment à travers les réseaux clientélistes, sont susceptibles de favoriser la perpétuation des inégalités. Fafchamps [2005] met en évidence, par un modèle de simulation, la persistance des inégalités lorsqu'il formule l'hypothèse de patronage (présence d'un réseau clientéliste organisé autour d'un patron).

L'analyse des entretiens montre que les privations multiples qui caractérisent les ménages les plus pauvres se renforcent mutuellement. Ceci est manifeste tant dans l'analyse des réactions des ménages pour faire face aux effets d'un choc négatifs qu'à l'occasion de l'analyse de l'organisation productive des ménages dans un contexte risqué. Ainsi, il ne suffit pas de créer les conditions de la croissance pour lutter contre la pauvreté, notamment, dans sa forme la plus durable. En effet, compte tenu des barrières à l'entrée des activités les plus rémunératrices, les ménages les plus démunis ne sont pas à même de saisir les opportunités nouvelles liées à la croissance.

²⁰⁰ La traduction littérale de *mpanarivo* proposée par Fauroux [2003] est richard. D'après Fauroux [2003 : 34] les *mpanarivo* sont à la tête d'un réseau de clientèle d'importance et d'une réelle fortune. Ils fuient cependant l'ostentation et sont difficilement identifiables, à leur apparence, leur logement ou leur troupeau. Les *mpanarivo* ont d'ailleurs plusieurs maisons, dans chacune d'elles loge une coépouse et, dans chaque lieu, les troupeaux n'ont rien d'extravagant par leur taille.

L’analyse des liens entre l’organisation productive des ménages et la pauvreté ne peut donc se départir de l’étude, en amont, des déterminants de ces stratégies. La stratégie de structuration des sources de revenu, identifiée comme une combinaison de fonctionnements réalisables, est le résultat d’un processus de conversion par lequel l’agent valorise ses ressources. Ce processus est contraint non seulement par les caractéristiques propres à l’agent, mais aussi par les systèmes de droit et d’opportunités prévalant dans la société. Au terme du processus, la forme de pluriactivité mise en œuvre par l’agent a des répercussions directes en termes de bien-être économique et de pauvreté. Cependant, les résultats établis sur la base de l’analyse qualitative sont essentiellement exploratoire. Le recours à l’analyse quantitative permet d’élargir la portée des résultats.

II. L’ANALAYSE QUANTITATIVE,

UN MODE DE GENERALISATION DES RESULTATS QUALITATIFS

L’étude quantitative des liens entre la pauvreté et l’organisation productive des ménages propose un double questionnement : d’abord en privilégiant les conséquences de la pluriactivité sur la pauvreté monétaire et ses aspects dynamiques, ensuite en focalisant sur le processus, en amont, qui détermine le choix d’une forme de pluriactivité. La pauvreté monétaire est mobilisée en tant qu’indicateur de résultat et la distinction entre pauvreté structurelle (de long terme) et pauvreté conjoncturelle (de court terme) enrichit l’approche conventionnelle en introduisant la notion de durabilité de la pauvreté.

Premièrement, l’étude s’attache à l’identification des liens entre la diversification des activités (degré de diversification et formes de diversification) et le bien-être économique. Deuxièmement, l’analyse est prolongée par l’identification des formes de diversification associées à la pauvreté structurelle et à la pauvreté conjoncturelle. Troisièmement, l’analyse insiste sur le processus qui conduit un ménage à opter pour une forme de diversification des activités et des sources de revenu, de façon à éclairer les liens précédemment établis entre les formes de structuration du revenu et les aspects dynamiques de la pauvreté.

1. Du singulier au régulier : diversification des activités et bien-être économique

Au niveau méthodologique, la démarche consiste à établir la portée des résultats de l'analyse illustrative en établissant leurs régularités sur l'ensemble de l'échantillon statistique. Constituent-ils des tendances que l'on retrouve sur un échantillon plus large ou, au contraire, sont-ils contingents et définitivement singuliers ? Autrement dit, les résultats établis par la méthode qualitative prennent le statut d'hypothèses qui seront testées par la méthode quantitative. Le programme de recherche se décompose alors en deux temps. En premier lieu, le passage de l'analyse qualitative à l'analyse quantitative a pour objectif de rendre statistiquement observable le phénomène de diversification des activités. En second lieu, la modélisation des déterminants de ce phénomène permet de tester les liens établis sur la base de l'analyse qualitative.

1.1. La pluriactivité en milieu rural

Les activités hors exploitation et les activités non agricoles jouent un rôle central dans la structuration du secteur rural. Il existe cependant des spécificités géographiques liées aux contraintes climatiques, historiques et culturelles. L'analyse comparative entre les deux zones géographiques retenues permettra de mettre en exergue des tendances similaires et des divergences.

a- La place des activités extra-agricoles sur les observatoires de Marovoay et Antsirabe

Alors que les ménages déclarent être à 95% exploitants agricoles au titre de leur activité principale, le milieu rural est loin d'être pourvoyeur en activités exclusivement agricoles. L'analyse des parcours d'activités des ménages (entretiens qualitatifs réalisés au printemps 2003 sur l'observatoire d'Antsirabe et en mai 2005 sur l'observatoire de Marovoay) met en exergue un dynamisme extraordinaire dans la mise en place d'activités complémentaires à l'exploitation agricole. La combinaison de multiples activités, à la base de l'organisation productive de nombreux ménages, semble exacerbée en période de crise. Comme le soulignent Pelissier et Sautter dans la préface des *Paysanneries malgaches dans la crise* (Pelissier et Sautter [1994 : 8]), « la lutte contre l'appauvrissement, bien loin d'être synonyme

Tableau IV.4: Effectif et proportion des ménages dont au moins un des membres pratique les activités considérées, 2001

Nombre de ménages	Ensemble			Marovoay			Antsirabe		
	Effectif ¹	Part % ²	Revenu moyen ³	Effectif ¹	Part % ²	Revenu Moyen ³	Effectif ¹	Part % ²	Revenu Moyen ³
1110				510			600		
Activités des ménages									
<i>Secteur agricole</i>	1 709			865			844		
Agriculteurs exploitants ⁴	1 088	98,0	2 703	488	95,7	3 236	600	100,0	2 270
Ouvriers agricoles	545	49,1	876	301	59,0	1 232	244	40,7	436
Pêcheurs	76	6,8	1 186	76	14,9	1 186	0	0,0	–
<i>Secteur non agricole</i>	905			468			449		
<u>Emploi salarié</u>									
Ouvriers	93	8,4	1 387	45	8,8	1 726	48	8,0	1 069
Employés	153	13,8	1 991	74	14,5	2 404	79	13,2	1 604
<u>Emploi indépendant</u>									
Artisans	209	18,8	1 289	114	22,4	1 817	95	15,8	657
Commerçants, frigoristes	219	19,7	1 357	144	28,2	1 594	75	12,5	901
Collecteurs démarcheurs	146	13,2	1 808	60	11,8	3 065	86	14,3	932
Professions libérales	27	2,4	2 033	16	3,1	1 984	11	1,8	2 104
Exploitants forestiers	58	5,2	975	15	2,9	1 564	43	7,2	769
<i>Autres</i>	31	2,8	1 137	19	3,7	1 493	12	2,0	573
Total	2645			1352			1305		
Nombre moyen d'activités par ménage⁵		2,38			2,65			2,17**	

Notes : (1) Nombre de ménage dont au moins un des membres pratique l'activité considérée. (2) Pourcentage de ménages dont un des membres au moins pratique l'activité considérée. (3) Il s'agit du revenu annuel moyen par ménage généré par l'activité pour les ménages qui la pratiquent; toutes les données monétaires sont évaluées aux prix d'Antsirabe 2001 et sont exprimées en milliers de Fmg. (4) Le revenu de l'agriculture correspond au Revenu Mixte Brut (Production dont production pour usage final propre nette des consommations intermédiaires et des dépenses de main d'œuvre). Le détail des calculs est donné en annexe 1. (5) ** Test de différence de moyenne significatif à 1%.

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires ruraux de Madagascar, 2001

de conservatisme, passe par la multiplication des initiatives, la recherche de l'innovation et de créneaux autorisant une certaine spécialisation de la production ». Les individus multiplient les activités tant dans le secteur agricole que dans le secteur non agricole.

Les activités pratiquées sur les deux zones géographiques ont été groupées en catégories homogènes selon : (i) le secteur d'activité (secteurs agricole et non agricole) ; (ii) la nature des revenus générés par l'activité (activité indépendante ou activité salariale) ; (iii) le lieu de l'activité (dans l'exploitation ou en dehors de l'exploitation). Cette typologie est présentée dans le tableau IV.4. Le secteur non agricole, certes moins important en termes d'effectifs, n'en reste pas moins une composante essentielle de l'économie rurale puisque 8 ménages sur 10 ont au moins un de leur membre engagé dans ce secteur. La spécialisation primaire est

moins marquée sur l'observatoire de Marovoay que sur l'observatoire d'Antsirabe. Une proportion plus importante de ménages est engagée dans le secteur extra agricole (plus de 90% des ménages ont un de leur membre au moins engagé dans le secteur non agricole à Marovoay quand cette proportion s'élève à 75% sur l'observatoire d'Antsirabe) et le salariat agricole y est plus développé. La spécialisation primaire des deux zones rurales étudiées est donc dès à présent nuancée. Les activités relevant du secteur non agricole sont toutefois, pour la plupart, directement induites par l'agriculture (collecteurs, frigoristes, etc.).

L'économie des deux zones géographiques reste à dominante agricole. L'activité d'exploitation agricole est, en effet, la plus importante en termes d'occupation des ménages, puisqu'elle concerne 98% de ceux-ci. De plus, la moitié des ménages a au moins un de ses membres qui pratique le salariat agricole. Ce dernier constitue un emploi précaire de type saisonnier, apportant un complément de revenu indispensable pour obtenir des liquidités supplémentaires afin de faire face aux dépenses courantes (notamment, achat de produits de première nécessité durant la période de soudure, soins en cas de maladie) et aux dépenses d'exploitation les plus coûteuses.

On constate ainsi la dominance du secteur agricole et, au sein de celui-ci, la prédominance des activités liées directement à l'exploitation agricole. Le secteur non agricole est toutefois loin d'être négligeable. Il est, par ailleurs, pourvoyeur d'un revenu conséquent pour les ménages et joue un double rôle, à la fois atténuateur de pauvreté et stabilisateur dans un contexte économique particulièrement risqué.

b- Diversification des activités et pauvreté

L'analyse de la diversification des activités en milieu rural est menée à deux niveaux : d'une part, on distingue les activités directement liées à l'exploitation des activités hors exploitation, d'autre part, les activités non agricoles sont opposées aux activités agricoles. Les activités menées en dehors de l'exploitation sont loin d'être marginales, tant en termes d'occupation des actifs qu'en termes de revenus générés. Il existe cependant, au sein des activités hors exploitation, une réelle dichotomie entre des activités particulièrement précaires et faiblement rémunératrices, telles que le salariat agricole, et des activités plus rentables. Ainsi, les relations avec le bien-être économique sont plutôt liées à la forme de pluriactivité qu'au degré de pluriactivité.

➤ **Degré de diversification, nature de la diversification
et bien-être économique**

Les relations entre diversification des activités et pauvreté sont étudiées au niveau du ménage en croisant successivement le degré de diversification (nombre moyen d'activités pratiquées par actif occupé dans le ménage) et la nature des activités avec le quintile de bien-être économique²⁰¹. L'analyse croisée du degré de diversification des activités du ménage et de son quintile d'appartenance met en exergue l'absence d'une relation claire. Non seulement la pluriactivité n'est pas spécifique aux ménages les plus pauvres, mais on remarque qu'ils ont tendance à avoir des profils d'activités moins diversifiés (tableau IV.5). A Marovoay, le nombre moyen d'activités pratiquées par le premier quintile (rassemblant les personnes les plus démunies en termes de revenu disponible brut par tête) est significativement inférieur à celui du cinquième quintile. A Antsirabe, on ne note pas de différences significatives. Au vu de ces résultats, rien ne permet de dire que les ménages les plus pauvres ont une tendance plus importante à la diversification d'activités ; la tendance contraire se dessine. On observe cependant une nette distinction entre les profils d'activités des ménages situés en bas de l'échelle de revenu et les autres.

La proportion de ménages pratiquant les différentes activités suggère que les ménages en bas de la distribution de revenu sont principalement spécialisés dans les activités de production agricole et dans le salariat agricole (figure IV.1). Les artisans et les commerçants et salariés non agricoles sont représentés dans cette catégorie, mais dans une proportion nettement plus faible que pour les trois quintiles supérieurs. La décomposition des sources de revenu selon le quintile d'appartenance souligne une relation positive entre la part des revenus extra-agricoles (activités indépendantes et emploi non agricole) et le niveau de bien-être économique (figure IV.2). D'après la synthèse proposée par Niehof [2004], le sens de cette relation diverge selon la localisation géographique. La relation linéaire et positive est générale en Afrique, mais on trouve la relation exactement inverse en Asie ou en Amérique latine.

En revanche, lorsque l'on s'intéresse non plus à la distinction entre revenus provenant d'activités non agricoles et agricoles pour se tourner vers la distinction entre revenus hors exploitation et provenant de l'exploitation, on constate une diversification importante des

²⁰¹ L'indicateur de bien-être économique retenu pour former les quintiles correspond au revenu disponible brut par tête des ménages.

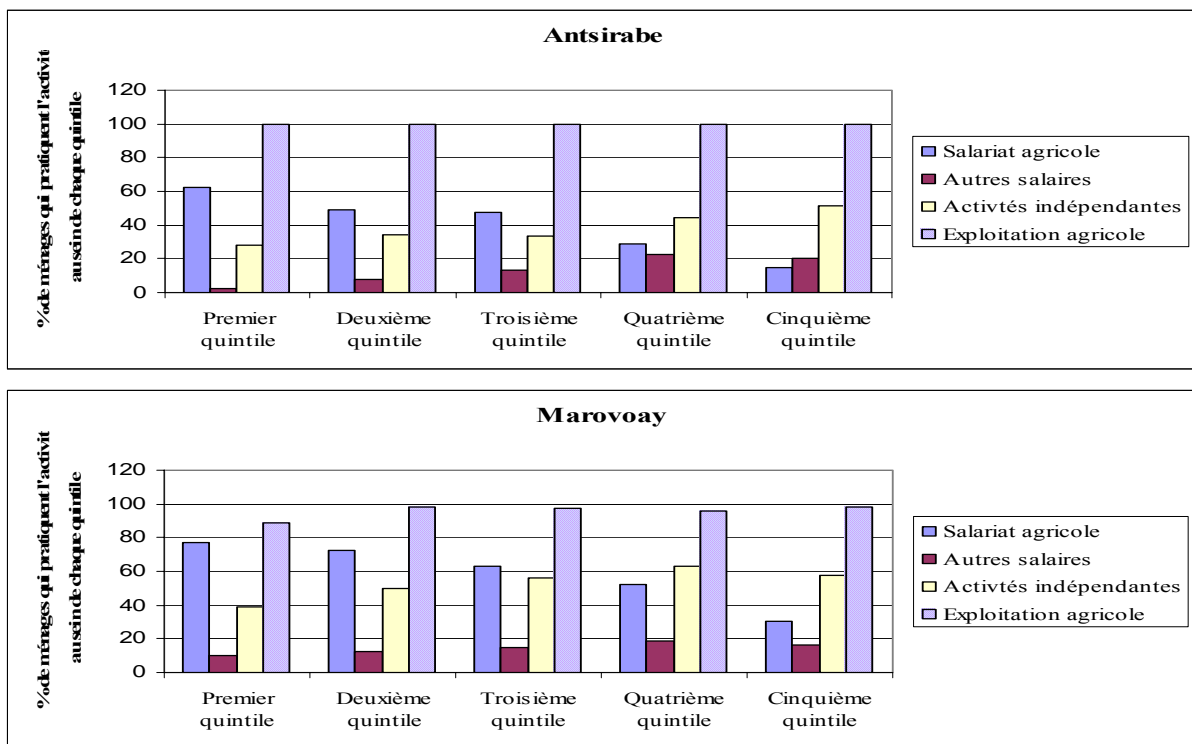
Tableau IV.5: Nombre moyen d'activités par actif occupé dans le ménage selon l'observatoire et le quintile de revenu

	Marovoay		Antsirabe	
Ensemble	1,25		0,89	
Premier quintile	1,15		0,86	
Deuxième quintile	1,18	—	0,87	—
Troisième quintile	1,22	—	0,94	—
Quatrième quintile	1,29	—	0,92	—
Cinquième quintile	1,38	*	0,86	—

Notes : Le test de différence des moyennes détermine si l'écart de moyenne entre deux sous groupes est significatif. Le groupe de référence est le premier quintile de revenu par tête. * Signifie que le test de différence de moyennes est significatif ; — signifie que le test n'est pas significatif.

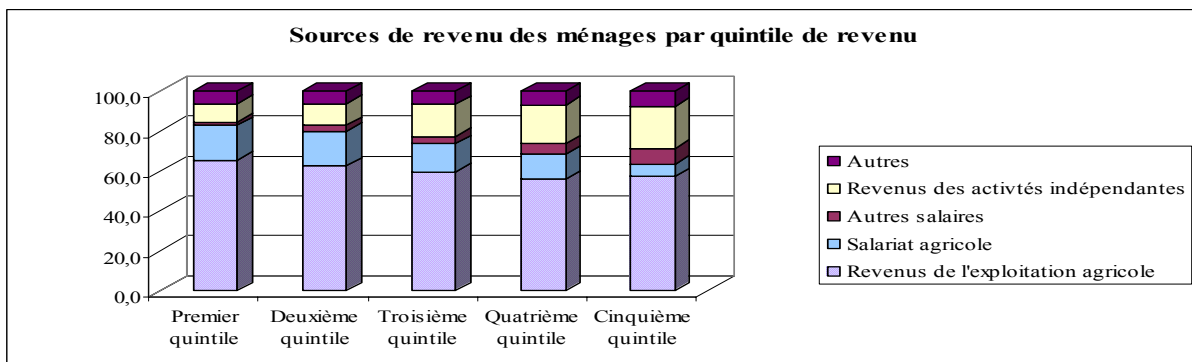
Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001

Figure IV.1 Activités des ménages selon le quintile d'appartenance, observatoires d'Antsirabe et de Marovoay, 2001



Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001

Figure IV.2 Part des activités dans le revenu des ménages selon le quintile de revenu, observatoires d'Antsirabe et de Marovoay, 2001



Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001

activités pour les ménages les plus pauvres. Ces derniers se tournent en effet massivement vers le salariat agricole : 50 % des ménages appartenant au premier quintile le pratiquent. Bien que la pratique de cette activité soit loin d'être l'apanage des ménages les plus pauvres, on observe une décroissance du nombre de ménages engagés dans cette activité au fur et à mesure que le revenu par tête augmente. Suivant Raison [1984], c'est la part que représente cette activité dans le revenu du ménage, bien plus que le fait de la pratiquer qui est caractéristique des ménages les plus démunis. Autrement dit, au-delà de la participation à une activité, le degré de dépendance du revenu du ménage à cette dernière doit être pris en compte. Il est alors essentiel de dépasser l'approche par activités pour se tourner vers une approche en portefeuille d'activités.

✦ **Portefeuille d'activités et bien-être économique**

Pour mener une analyse en portefeuille d'activités, les sources de revenu des ménages ont été groupées en 4 classes : le revenu mixte brut ou revenu de l'exploitation agricole²⁰², le revenu des activités indépendantes et, parmi les revenus salariés, les revenus du salariat agricole sont distingués des autres sources de salaires²⁰³. Le fait de mobiliser la part du revenu que représentent les différentes activités permet d'identifier la structure de revenu des ménages et de les classer selon l'importance relative des activités. Comme cela a été souligné avec la pratique du salariat agricole, c'est bien l'importance relative de cette activité dans le revenu qui est symptomatique du niveau de vie du ménage. Par ailleurs, la structure du revenu

²⁰² Le revenu mixte brut ou revenu de l'exploitation agricole correspond à l'évaluation monétaire de la production agricole totale, production pour usage final propre comprise, diminuée des coûts des intrants et des coûts de main d'œuvre (pour plus de détails se référer à la présentation de l'indicateur de revenu, chapitre 2).

²⁰³ Les typologies d'activités en milieu rural sont relativement variables d'une étude empirique à l'autre. Elles sont, en effet, construites de façon contextuelle et dépendent donc des spécificités locales que ce soit en termes de cultures dominantes ou en termes de marché du travail local. Cependant, quelle que soit l'étude, on retrouve systématiquement l'opposition entre activités agricoles et activités non agricoles. Puis, selon les études, soit l'attention est portée sur le secteur agricole, soit ce sont les activités non agricoles qui sont les plus détaillées. Par exemple, Abdulai et CroleReiss [2001], dans leur étude sur le Sud du Mali, distinguent, au sein des activités agricoles, les activités de rente (coton) des activités vivrières (maïs). L'affinement de la typologie des activités non agricoles peut se faire selon différentes modalités. Lanjouw et Lanjouw [2001] proposent une distinction en travail non agricole qualifié et travail non agricole non qualifié. Reardon [1997] distingue le travail indépendant du travail salarié puisqu'ils ne nécessitent pas les mêmes ressources. Si le capital social est susceptible de jouer dans les deux cas, le capital financier est déterminant pour le premier et moins pour le second. Symétriquement, le capital humain, en tout cas l'instruction formelle, joue un rôle majeur pour le second. Il serait également pertinent d'opérer une distinction entre secteur formel et secteur informel, ce qui traduirait des différences en termes de conditions de travail et de risque. Cette dernière distinction est cependant rarement opérée en milieu rural, puisque la grande majorité de l'activité reste informelle.

La typologie retenue pour l'étude de l'activité rurale sur les observatoires de Marovoay et Antsirabe est donc adaptée aux spécificités des observatoires et des données disponibles.

Tableau IV.6: Sources de revenu des ménages (en pourcentage du revenu d'activité) selon le quintile de revenu et la localisation géographique, 2001

	<i>Revenu d'activité¹</i> <i>(1000 Fmg)</i>	<i>Secteur agricole</i>			<i>Secteur non agricole</i>			<i>Autres</i>	
		Revenu mixte brut ²	Salariat agricole		Salariat	Revenu des activités indépendantes			
<i>Antsirabe</i>									
<i>Part dans le revenu</i>	100	70,9		9,6		4,1		10,6	4,8
Premier quintile ³	1 400	65,7		19,8		1,2		8,7	4,6
Deuxième quintile	2 066	70,0		11,6	*	1,9		10,6	5,9
Troisième quintile	2 595	72,5	*	10,9	*	3,7	*	8,2	4,6
Quatrième quintile	3 675	73,6	*	4,4	*	5,3	*	11,6	5,2
Cinquième quintile	6 282	72,6	*	1,1	*	8,3	*	14,1	3,9
<i>Marovoay</i>									
<i>Part dans le revenu</i>	100	47,5		18,4		4,5		20,7	8,9
Premier quintile	3 224	40,0		30,3		2,9		13,7	13,0
Deuxième quintile	4 408	48,2	*	23,9	*	2,7		19,5	5,7
Troisième quintile	5 169	43,3		18,7	*	5,8		22,8	* 9,4
Quatrième quintile	6 686	52,4	*	12,2	*	4,7		23,3	* 7,4
Cinquième quintile	11 494	53,6	*	6,6	*	6,6	*	24,0	* 9,1

Notes: (1) Le revenu d'activité correspond au revenu disponible brut net des revenus de la propriété versés et reçus. Il est évalué aux prix d'Antsirabe pour l'année 2001. (2) Le revenu de l'exploitation agricole correspond à la valeur de la production totale (dont la production pour usage final propre) nette des dépenses en intrants et des coûts salariaux induits par l'activité. Il correspond au revenu mixte brut dont la méthodologie de calcul est présentée en annexe 1. (3) Les quintiles sont propres à chaque observatoire. * Signifie que le test de différence de moyennes est significatif. Pour chaque zone géographique, la classe servant de base au test est le premier quintile.

Source: A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001

est étroitement liée à la vulnérabilité des ménages : en cas de choc climatique un ménage dont le revenu dépend à 90% de l'agriculture sera plus touché qu'un ménage dont le revenu ne provient qu'à 50% du secteur agricole.

La comparaison des structures de revenu selon la localisation géographique renforce l'idée, déjà soulevée dans la première section, selon laquelle l'observatoire de Marovoay est caractérisé par une diversification des activités en dehors de l'exploitation agricole et en dehors du secteur agricole relativement plus importante. Les revenus de l'exploitation agricole y représentent à peine la moitié du revenu total des ménages alors que cette proportion approche les deux tiers sur l'observatoire d'Antsirabe. Par ailleurs, plus d'un quart du revenu d'activité des ménages provient du secteur non agricole contre 15% à peine à Antsirabe (tableau IV.6). Il semblerait donc que le secteur non agricole, plus développé à Marovoay qu'à Antsirabe, procure des opportunités plus rémunératrices aux ménages.

Pourtant, lorsque l’on compare la part des activités non agricoles des deux observatoires avec celle qui est établie dans d’autres pays, on observe que les deux observatoires ont des niveaux de diversification non agricole relativement faibles. Reardon [1997] propose une synthèse des études portant sur la diversification des activités en milieu rural en Afrique sub-saharienne. Il définit le revenu non agricole comme la somme des salaires et de la rémunération des activités indépendantes non agricoles perçus sur le marché local ou liés à la migration. Le revenu agricole est le revenu tiré de l’agriculture et de l’élevage. On remarque que le statut particulier du salariat agricole n’est pas évoqué dans cette typologie. De plus, il est impossible, à partir des questionnaires du ROR, de distinguer les revenus de la migration à long terme, seuls les revenus de la migration saisonnière ayant été intégrés²⁰⁴. La comparaison avec les résultats de cette étude n’est donc pas directe. Il reste néanmoins intéressant de situer les observatoires au niveau international. Prenant en compte uniquement la part du revenu non agricole, l’observatoire d’Antsirabe, comme l’observatoire de Marovoay, font partie du groupe de pays dont la part est la plus faible parmi les 17 pays d’Afrique subsaharienne retenus par Reardon [1997]²⁰⁵. Certains pays, comme le Botswana, la Namibie ou le Lesotho, ont une part du revenu non agricole supérieure à 50%. Ainsi, si les deux observatoires connaissent des divergences certaines l’un par rapport à l’autre ils sont, de ce point de vue, relativement proches au regard des autres pays d’Afrique sub-saharienne.

Au-delà de cette réelle spécificité de la zone de Marovoay, on observe des similitudes entre les profils de structures de revenu selon le quintile de bien-être des deux observatoires. De façon peu surprenante, on observe une décroissance très nette de la part du salariat agricole dans le revenu lorsque ce dernier augmente. Cela tient à deux effets conjoints. Premièrement, les ménages pratiquent d’autant moins le salariat agricole que leur niveau de vie augmente (ils ont en effet alors accès à d’autres formes de diversification des activités, plus rémunératrices). Ainsi, la rémunération moyenne annuelle baisse en valeur absolue. Deuxièmement, les gains de cette activité sont de moins en moins importants en valeur

²⁰⁴ Les revenus de la migration de long terme d’un des membres du ménage sont confondus avec des transferts et cette dernière donnée n’est disponible qu’à partir de l’enquête 2000. L’ensemble des transferts ne représente cependant qu’une part marginale des revenus des ménages. Sur l’observatoire d’Antsirabe, en 2001, les transferts reçus représentent moins de 4 % du revenu des ménages et, sur l’observatoire de Marovoay, cette proportion s’élève à moins de 3%. La part des transferts est plus élevée pour les ménages appartenant aux quintiles inférieurs. Sur l’observatoire de Marovoay elle représente un peu plus de 10% pour le premier quintile contre moins de 2% sur le cinquième et, sur l’observatoire d’Antsirabe, les transferts représentent 7 % environ du revenu des ménages du premier quintile contre moins de 2% en ce qui concerne le cinquième quintile. La non prise en compte des revenus de la migration de longue durée, qui constitue une partie des transferts reçus, ne doit donc pas modifier considérablement les résultats quant à la part du revenu non agricole.

²⁰⁵ Dans ce groupe de pays, on retrouve, entre autres, le Mozambique, le Tanzanie, et la Gambie.

relative puisque le revenu total annuel du ménage augmente. La part croissante qu'occupent les revenus de l'emploi en dehors du secteur agricole et les activités indépendantes constitue le pendant de cette première constatation. La quasi-totalité des études sur la diversification des sources de revenu en Afrique sub-saharienne produisent des observations similaires (Niehof [2004], Reardon [1997]). A Madagascar, l'étude de Randrianarison [2003], réalisée sur la base de l'EPM 2001, révèle le même phénomène.

L'évolution de la part du revenu de l'exploitation agricole dans le revenu d'activité des ménages prend cependant une forme inattendue. On observe en effet une hausse régulière de cette dernière lorsque l'on passe du quintile de revenu inférieur au quintile de revenu supérieur (tableau IV.6) alors que Randrianarison [2003] observe une relation en U inversé. Cette divergence provient certainement de l'échantillonnage retenu. Alors que l'étude de Randrianarison englobe l'ensemble des zones rurales y compris les zones périurbaines, l'échantillonnage des observatoires ruraux ne couvre que les zones rurales au sens strict ; or les zones périurbaines sont pourvoyeuses d'emplois secondaires et tertiaires mieux rémunérés. La confrontation de ces deux études met alors en évidence la dominance nette du secteur agricole dans les zones rurales couvertes par les deux observatoires retenus. Les opportunités d'emploi dans les secteurs secondaires et tertiaires y restent relativement peu développées, l'emploi salarié non agricole étant essentiellement un emploi administratif (représentant ou élu local, professeur des écoles, etc.).

Au vu de l'analyse statistique, trois résultats sont mis en exergue. L'analyse en termes de structure de revenu souligne une tendance à la spécialisation agricole lorsque le revenu augmente. Ainsi, l'insuffisance du revenu agricole participe à l'explication de la diversification des sources de revenu. Toutefois, quel que soit le quintile d'appartenance, on observe une tendance à la diversification des activités au sein du ménage, ce qui peut suggérer que la diversification des activités ne répond pas à la seule logique de recherche d'un revenu complémentaire mais bien également à une stratégie de gestion des risques. Ainsi, bien plus que le degré de diversification, la forme de diversification des activités et la structure des sources de revenu des ménages semblent étroitement liées au bien-être économique. L'analyse des liens entre diversification des activités et pauvreté dynamique et statique reposera donc sur une spécification des formes de diversification des activités.

1.2. Construction d'une typologie de la diversification des activités

L'analyse statistique menée dans la partie précédente, nous a conduits à distinguer quatre variables pertinentes pour caractériser les formes de structuration du revenu : la part du revenu issu de l'exploitation agricole, la part des salaires agricoles, la part des salaires provenant du secteur non agricole et la part des activités indépendantes. Sur la base de ces quatre variables chaque ménage a une structure de revenu spécifique, autrement dit on pourrait définir autant de classes que d'individus. L'objectif est alors de spécifier des types de structure de revenu caractéristiques des zones rurales étudiées.

Nous nous situons alors dans une problématique clairement multidimensionnelle qui nécessite de recourir à une méthode de classification. Il s'agit en effet de construire des classes de structure de revenu au vu des quatre variables considérées simultanément et de préserver, dans la classification, ce qui fonde la spécificité réelle du mode de la structure de diversification d'un ménage donné. Cet objectif ne peut être atteint en retenant un classement des ménages sur la base de seuils fixés *a priori*. Une première limite de cette méthode réside dans le fait que les seuils sont fixés de façon subjective alors même qu'un ménage peut être classé différemment lorsque l'on modifie le seuil²⁰⁶. Une deuxième limite est liée au risque de ne pas prendre en compte la réelle spécificité de la structure de revenu d'un ménage²⁰⁷. Il semble donc difficile d'obtenir un classement satisfaisant selon la méthode de fixation de seuils. Le recours à une méthode de classification, tenant compte de la nature multidimensionnelle du problème est nécessaire.

Peu d'études proposent une classification selon les portefeuilles d'activités des ménages. De plus, la quasi-totalité des études basent la catégorisation sur la construction de seuils pour justifier de l'appartenance d'un ménage à une catégorie plutôt qu'une autre²⁰⁸. Le

²⁰⁶ Prenons l'exemple du ménage A dont 80% du revenu dépend de l'exploitation agricole et 20% du salariat agricole. Selon le seuil retenu, il sera classé dans le groupe des ménages à structure de revenu fortement dépendante du revenu de l'exploitation agricole ou dans le groupe des ménages à structure de revenu mixte (salariat agricole et exploitation agricole).

²⁰⁷ Le ménage B est caractérisé par le fait que son revenu dépend à 60% de l'exploitation agricole, à 15% de l'emploi non agricole et à 25% du salariat agricole. Son revenu dépend principalement de l'exploitation agricole et du salariat agricole. Pourtant, étant donnée la faible proportion de ménages dont le revenu provient pour partie de l'emploi non agricole, sa réelle spécificité réside bien dans le fait que cette forme d'activité lui procure 15% de son revenu. Cette spécificité pourrait toutefois être occultée par la méthode de classement par fixation de seuils *a priori*. Le risque est d'autant plus saillant lorsque l'on compare les ménages A et B, puisque la structure de revenu du ménage B dépend plus fortement du salariat agricole que la structure de revenu du ménage A.

²⁰⁸ Carter et May [1999a], notamment, construisent une typologie qui s'appuie sur la nature des activités non agricoles du ménage (activités indépendantes, emploi salarié sur le marché du travail primaire ou secondaire) et des seuils en termes de revenu.

recours à l'analyse en Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) offre une alternative intéressante. En effet, l'analyse en CAH permet de constituer des classes de ménages ayant des structures de revenu semblables sans fixer, *a priori*, des seuils d'appartenance et un nombre de classes. Elle amène ainsi à l'établissement de groupes homogènes aptes à mettre en lumière les spécificités de la population étudiée²⁰⁹.

a- La classification ascendante hiérarchique

Les méthodes de classification ont pour objectif de constituer des groupes homogènes sur la base de *l'ensemble* des variables retenues. Dans le cas présent, l'algorithme de classification prend simultanément en compte toutes les composantes du revenu retenues pour l'analyse et leur importance relative²¹⁰. Il n'est alors plus nécessaire de fixer des seuils *a priori*. La méthode de classification ascendante hiérarchique (CAH) a été retenue préférentiellement à la classification en nuées dynamiques. Cette dernière impose en effet de déterminer *ex-ante* le nombre de groupes à créer, alors que la CAH offre des indications quant au choix *ex-post* de la partition la plus pertinente²¹¹.

L'algorithme agrège progressivement l'ensemble des individus de l'échantillon sur la base de leur ressemblance statistique. Lors de la première étape, l'algorithme regroupe les deux individus les plus semblables du point de vue de *l'ensemble* des variables considérées grâce à un indice de similarité ou de dissimilarité. Dès la deuxième étape du regroupement, l'algorithme compare les ressemblances non seulement entre les individus n'ayant pas fait l'objet d'une agrégation à la première étape mais aussi entre ces individus et le groupe

²⁰⁹ Pour Madagascar, Bockel [2003] propose une classification des exploitations agricoles grâce à une analyse en statistiques multidimensionnelles. Cependant, la classification s'attache essentiellement aux caractéristiques agricoles de l'exploitation, même si elle n'occulte pas totalement les activités hors exploitation et non agricoles. La typologie retient ainsi 3 groupes de ménages : (i) les micro-producteurs avec stratégie rizicole de subsistance ; (ii) les producteurs de rente polyvalents avec stratégie d'autosuffisance en riz ; (iii) les producteurs semi spécialisés en riziculture et positionnés sur la vente de riz.

²¹⁰ La présentation de la méthode de classification ascendante hiérarchique s'appuie sur Escofier et Pagès [2002].

²¹¹ La méthode des nuées dynamiques répartit les individus statistiques dans un nombre de classes fixé *a priori* à partir de centres d'agrégation tirés au hasard. La méthode des nuées dynamiques impose donc de fixer initialement le nombre de classes à construire. Rien n'empêche de faire tourner le modèle plusieurs fois pour un nombre variable de classes et de comparer les classifications obtenues. Cependant, il n'existe pas d'indication statistique permettant de préférer une classification à une autre. La statistique F, qui mesure la variance d'une variable donnée entre les classes établies, ne peut être utilisée comme critère de validation *a posteriori* de la classification puisque la maximisation de F, pour un nombre de classes donné, est le critère d'optimisation retenu par l'algorithme. La méthode de classification en nuées dynamique est donc pertinente lorsque le nombre de classes à définir s'impose. Dans le cas contraire, le recours à une classification ascendante hiérarchique est plus adapté. Dans le cadre de la CAH, on ne dispose pas non plus de test absolu et strictement objectif qui permette de préférer une partition à une autre. Cependant, la CAH fournit des outils statistiques relatifs à la qualité d'une partition. Enfin, l'échantillon est suffisamment étroit pour que la CAH soit opérationnelle.

préalablement formé. Il est donc nécessaire de fixer un critère d'agrégation qui définit la mesure de la ressemblance entre des éléments de taille supérieure ou égale à un. Le processus de classification se poursuit ainsi, par agrégations successives, jusqu'à ne plus former qu'un seul groupe.

Il existe différents indices de similarité/dissimilarité et critères de regroupement, certains étant adaptés aux variables qualitatives, d'autres aux variables quantitatives. Dans la présente étude, les variables retenues pour former la classification sont toutes quantitatives et parfaitement homogènes puisqu'elles expriment respectivement le pourcentage du revenu issu de l'exploitation agricole, des activités indépendantes, du salariat agricole et des autres formes d'emploi. La combinaison de la distance euclidienne (indice de dissimilarité) et du critère de Ward (critère d'agrégation), retenue pour définir les ressemblances entre éléments, est gage d'une classification d'une grande homogénéité. La distance euclidienne est une distance géométrique dans un espace multidimensionnel. Soient I_i et I_j deux éléments de l'échantillon ; k représente le nombre de dimensions, autrement dit le nombre de variables retenues pour la classification ; x_{ik} (resp. x_{jk}) indique les coordonnées de l'élément i (resp. j) pour la dimension k . La distance euclidienne, notée $d(I_i, I_j)$ se mesure de la façon suivante :

$$d(I_i, I_j) = \sqrt{\sum_k (x_{ik} - x_{jk})^2} \quad [\text{IV.1}]$$

L'algorithme regroupera donc, lors de la première étape, les deux individus pour lesquels la distance euclidienne est la moins élevée (les deux individus dotés des valeurs les plus proches pour l'ensemble des variables). Par suite, le critère de Ward impose à l'algorithme d'effectuer les regroupements entre classes en minimisant l'augmentation de la variance intra-groupe induite par le regroupement. Autrement dit, deux classes seront agrégées si l'augmentation de l'inertie intra-classe consécutive à ce groupement est plus petite que l'augmentation engendrée par toute autre agrégation possible.

Formellement, si l'on note g_i (resp. g_j) le centre de gravité de la classe i (resp. j) et m_i (resp. m_j) la somme du poids des éléments de la classe i (resp. j), l'augmentation de l'inertie intragroupe due au regroupement de ces deux classes, notée $\delta(i, j)$ est telle que :

$$\delta(i, j) = \frac{m_i m_j}{m_i + m_j} d^2(g_i, g_j) \quad [\text{IV.2}]$$

$d^2(g_i, g_j)$, étant le carré de la distance euclidienne séparant les centres de gravité des groupes i et j .

$\delta(i, j)$ est le critère minimisé dans la méthode d'agrégation proposée par Ward²¹².

Le critère d'agrégation proposé par Ward favorise donc la formation de groupes compacts et distants les uns des autres : à chaque étape du processus d'agrégation, il minimise la variance intragroupe et maximise la variance intergroupe²¹³.

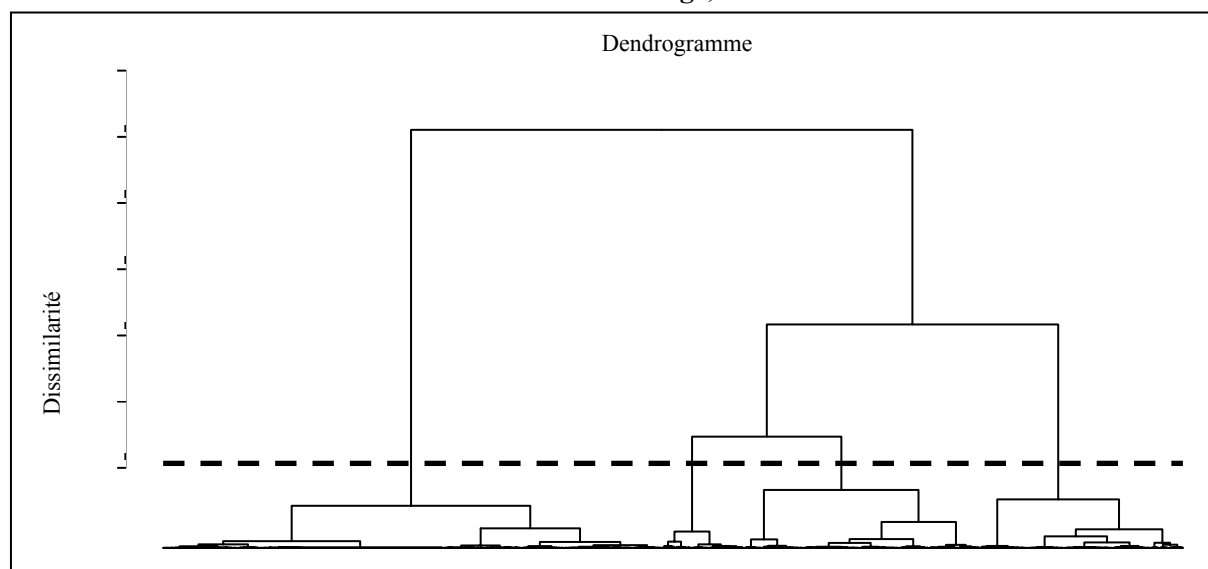
*b- Choix de la partition pertinente
et présentation de la classification des ménages selon leur structure de revenu*

Les variables introduites comme base de classification représentent la part dans le revenu d'activités : (i) du revenu d'exploitation agricole ; (ii) des salaires des secteurs secondaires et tertiaires ; (iii) du salariat agricole ; (iv) des revenus d'activités indépendantes. La CAH propose une représentation graphique du mode de regroupement de l'algorithme. La figure IV.3 présente le dendrogramme schématisant le processus de classification des ménages des deux observatoires en fonction de la structure de leurs sources de revenu. La lecture du graphique est assez intuitive : plus la liaison se fait à proximité de la base du dendrogramme, plus la ressemblance entre les individus ou les groupes d'individus est forte. Le dendrogramme présente l'ensemble des partitions possibles de l'ensemble des individus. Les différentes partitions peuvent être visualisées graphiquement par une série de lignes horizontales coupant le dendrogramme : en partant du niveau d'agrégation le plus faible (autant de classes que d'individus) et en remontant jusqu'au niveau d'agrégation le plus élevé (une classe contenant tous les individus), on voit apparaître une succession de partitions emboîtées les unes dans les autres.

Le choix d'une partition plutôt qu'une autre dépend de l'ampleur du « saut » entre deux partitions : plus la branche qui relie deux ensembles est longue, plus ces ensembles sont dissemblables l'un de l'autre au regard des variables introduites dans la classification. Partant du haut de l'arbre, on observe une partition particulièrement nette en deux classes. La première de ces deux classes (branche de gauche) correspond aux ménages dont le revenu

²¹² Il est à noter que dans le cas d'une classe formée par un seul individu, l'inertie intra-classe est nulle et le poids unitaire. Ainsi, l'augmentation de la variance intra-classe liée à l'agrégation de deux individus isolés correspond à la moitié du carré de la distance euclidienne séparant ces deux individus.

²¹³ Selon le théorème de Huygens, pour chaque partition de l'échantillon, l'inertie totale est égale à la somme de l'inertie intragroupe (inertie de chaque classe par rapport à son centre de gravité) et de l'inertie intergroupe (inertie des centres de gravité de chaque classe). L'inertie totale de l'échantillon étant fixée par les données, minimiser la variance intragroupe revient à maximiser la variance intergroupe et réciproquement.

Figure IV.3 Dendrogramme : classification selon la part des revenus des différentes activités dans le revenu total d'activité du ménage, 2001


Notes : la ligne horizontale, en pointillés, figure la partition en quatre groupes. Le long de cette ligne, en partant de la gauche du graphique, la première branche du dendrogramme permet d'identifier le groupe de ménages à source de revenu fortement spécialisée sur l'exploitation agricole. La deuxième branche regroupe les ménages dont la structure de revenu dépend essentiellement de l'exploitation agricole et de l'emploi non agricole. La troisième branche rassemble les ménages dont le revenu dépend majoritairement du salariat agricole et de l'exploitation agricole et la quatrième branche regroupe les ménages dont le revenu provient essentiellement d'une activité indépendante non agricole conjointement à l'exploitation agricole.

Source: A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001.

Tableau IV.7: Part moyenne des différentes sources de revenu dans le revenu total selon les trois premières partitions de la CAH

	Revenu mixte brut	Revenu des activités indépendantes	Revenu du salariat agricole	Autres salaires	Effectif
Première partition					
Revenu à forte spécialisation agricole	0,85	0,06	0,05	0,01	543
Revenu diversifié	0,36*	0,24*	0,22*	0,07*	567
Deuxième partition					
Revenu à forte spécialisation agricole	0,85	0,06	0,05	0,01	543
Agriculture et activité indépendante	0,33*	0,55*	0,06	0,00*	221
Agriculture et autre	0,39*	0,05	0,32*	0,12*	346
Troisième partition					
Revenu à forte spécialisation agricole	0,85	0,06	0,05	0,01	543
Agriculture et activité indépendante	0,33*	0,55*	0,06	0,00*	221
Agriculture et salariat agricole	0,38*	0,04*	0,41*	0,01	257
Agriculture et autre emploi	0,42*	0,08*	0,04	0,45*	89

Notes: * signifie que l'on peut rejeter l'hypothèse de nullité des différences de moyennes au seuil de 5%; autrement dit, la différence de moyenne entre les deux classes est significative avec un risque d'erreur de 5%. Pour ne pas alourdir la présentation, pour les deuxième et troisième partitions, seule la significativité de différence de moyenne par rapport à la première classe est proposée.

Source: A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001

provient dans une forte proportion de l'exploitation agricole (en moyenne 85 % du revenu). Cette classe est extrêmement homogène : le dendrogramme met en effet en évidence une agrégation très rapide de ces 543 ménages. La seconde classe identifie quant à elle les ménages aux sources de revenu plus diversifiées ; la part moyenne des revenus de l'exploitation agricole, pour les 567 ménages de ce groupe, est significativement inférieure et s'élève à 36 %. Cependant, le dendrogramme fait apparaître la relative hétérogénéité de la classe des ménages à structure de revenu diversifiée : elle est formée par le regroupement, relativement tardif (ou à un niveau élevé du dendrogramme), de deux classes biens distinctes. La première de ces deux classes étant elle-même constituée de deux ensembles relativement distants. En revanche, les partitions obtenues à un niveau juste inférieur (quatrième, cinquième et sixième partitions) ne sont pas statistiquement pertinentes. En effet, leur regroupement rapide à partir de la base du dendrogramme, autrement dit la faible hauteur des branches, indique une faible inertie intergroupe. Il semble donc pertinent d'étudier successivement les classifications en 2, 3 ou 4 classes.

La distinction fondamentale repose sur le fait que les ménages aient, ou non, un revenu très fortement dépendant de l'exploitation agricole, mais en retenant les partitions en 3 et 4 classes, on se donne les moyens d'identifier des profils de diversifications. Le tableau IV.7 montre les différences de structure de revenu pour les partitions en 2, 3, et 4 classes²¹⁴. Il apparaît que la deuxième partition nous amène à regrouper au sein d'une même classe (agriculture et autre) des ménages à structure de revenu hétérogène. Cette classe est en effet composée de ménages ayant en moyenne une part des revenus issus du salariat agricole et une part des revenus issus des autres formes d'emploi relativement importante. Il n'est donc pas pertinent, du point de vue du problème qui nous occupe, de retenir cette classification. De plus, le modèle de classification justifie cette distinction en raison du regroupement à un niveau relativement élevé du dendrogramme du groupe identifié comme étant celui des « agriculteurs et employés non agricoles ». En revanche, la troisième partition (partition en 4 classes) fait apparaître un groupe de ménages dont le revenu provient de l'exploitation

²¹⁴ Le tableau IV.7 met clairement en évidence la structure multidimensionnelle du problème de classification. Pour les différentes classes, on remarque, en moyenne, l'absence de nullité de l'ensemble des variables introduites dans la régression. Par exemple dans la première partition, les ménages appartenant au groupe de structure de revenu à « forte spécialisation agricole » n'ont pas, dans la quasi totalité des cas, un revenu qui dépend uniquement de leur exploitation agricole. Cependant, la part des autres activités dans le revenu total est significativement plus faible que pour les ménages appartenant au groupe de ménage « à structure de revenu mixte ». Cela permet de confirmer *a posteriori* le recours à une méthode de classification en statistiques multidimensionnelles.

agricole et du salariat agricole, groupe qui semble particulièrement intéressant pour expliquer la pauvreté comme cela a été mis en exergue au cours de l’analyse statistique préliminaire. Finalement, nous retiendrons donc les partitions en 2 et 4 classes. Dans la troisième partition, la première classe est également constituée des ménages ayant une forte dépendance de leur revenu vis-à-vis de l’exploitation agricole. La deuxième classe regroupe les ménages pour lesquels le revenu des activités indépendantes constitue une source importante de revenu (55% en moyenne ce qui est significativement supérieur aux moyennes des 3 autres classes pour cette variable : elle oscille entre 4% et 8% du revenu). La troisième classe se distingue des autres par l’importance du salariat agricole comme source de revenu (en moyenne, le revenu des ménages de cette classe provient à 41% du salariat agricole contre 5% pour la première classe, 6% pour la deuxième classe et 4% pour la quatrième classe). Enfin, les ménages appartenant à la quatrième et dernière classe se caractérisent par une structure de revenu fortement dépendante de l’emploi salarié non agricole (en moyenne, 45% de leur revenu provient de l’emploi salarié alors que, pour les trois autres classes, cette source de revenu est quasiment inexistante). Les 1110 ménages de l’échantillon statistique ne sont pas également répartis au sein de ces quatre classes. La dominante agricole des observatoires est marquée puisque plus de la moitié des ménages ont un revenu qui dépend quasi-exclusivement de leur exploitation agricole. Parmi les ménages à revenu diversifié, ceux qui pratiquent le salariat agricole en plus de leur propre exploitation représentent environ un cinquième de la population totale. La proportion est équivalente en ce qui concerne les ménages qui ont développé une activité indépendante non agricole en plus de l’exploitation. En revanche, les ménages combinant les activités d’exploitation agricole et d’employé non agricole sont relativement peu nombreux puisqu’ils représentent moins de 10% de la population totale.

L’analyse en classification hiérarchique produit des classes de ménages homogènes et différenciées selon les modes de structuration du revenu. Elle reflète, selon nous, la réalité des organisations productives des ménages ruraux en faisant apparaître quatre profils, tous dépendants de l’exploitation agricole mais caractérisés par le degré de spécialisation et les formes de diversification. Ces profils sont-ils également homogènes en termes de pauvreté ?

c- Diversification des sources de revenu et pauvreté

Les liens entre la forme de diversification des activités et la pauvreté sont analysés en deux temps. Premièrement, sur la base de la mesure de la pauvreté obtenue pour l’année 2001.

Deuxièmement, la mise en œuvre des différentes décompositions des formes dynamiques de la pauvreté conduit à l'identification des effets de structure liés aux stratégies de diversification des sources de revenu.

✦ **Diversification des sources de revenu et bien-être économique**

Le tableau IV.8 présente les trois dimensions des mesures monétaires de la pauvreté (indices FGT) selon la spécialisation ou la diversification de la structure de revenu des ménages. L'analyse des profils de pauvreté selon le degré ou la nature de la diversification des sources de revenu est menée au niveau des observatoires de façon à respecter la structure des données²¹⁵.

Il apparaît très clairement que le groupe des ménages dépendant du salariat agricole conjointement au revenu de l'exploitation agricole est de loin le plus touché par la pauvreté, quelle que soit la dimension retenue²¹⁶. A Marovoay, plus de 37 % des ménages appartenant à ce groupe sont pauvres, contre 20 % dans l'ensemble de la population. A Antsirabe, le constat est encore plus flagrant : l'incidence de la pauvreté s'élève à 93 % pour les ménages « agriculteurs et ouvriers agricoles » et à 68 % pour la population totale de l'observatoire. Cette tendance est confirmée au niveau de Madagascar par INSTAT et ILO [2003a]. En ce qui concerne les autres groupes, le constat est moins net. Il semble que le groupe des ménages dont le revenu dépend de l'exploitation agricole et de l'emploi dans le secteur non agricole soit le groupe le mieux protégé.

L'analyse statistique confirme donc l'importance de la forme de diversification pour expliquer la pauvreté. Le seul groupe de notre classification qui a une structure de revenu spécialisée, le groupe des ménages dont le revenu dépend essentiellement de l'exploitation agricole, a un profil de pauvreté intermédiaire sur les deux observatoires. Sur l'observatoire de Marovoay et plus encore sur l'observatoire d'Antsirabe, les ménages dont le revenu est fortement spécialisé dans l'agriculture et ceux dont le revenu dépend de l'exploitation agricole et d'activités indépendantes ont des profils de pauvreté proches et

²¹⁵ La méthode même d'échantillonnage raisonné, qui opte pour une logique illustrative, implique des différences spatiales marquées. En ce qui concerne la mesure de la pauvreté, l'incidence et la sévérité sont trois fois plus importantes à Antsirabe qu'à Marovoay et l'écart augmente encore en termes de profondeur. Les profils de pauvreté construits sur la population jointe des deux observatoires sont donc confus et sans grande signification.

²¹⁶ Afin de tester les différences de moyennes, on s'appuie sur le test proposé par Kakwani [1990].

Tableau IV.8: Indices FGT (P_α , $\alpha = 0, 1, 2$) et tests de différence de pauvreté selon la structure de revenu, 2001

	$\alpha = 0$			$\alpha = 1$			$\alpha = 2$			N^2
	P_0	σ^1	η^2	P_1	σ^1	η^2	P_2	σ^1	η^2	
<i>Antsirabe</i>	0,687	0,464		0,295	0,263		0,156	0,179		600
<i>Structure spécialisée (Agriculteurs)</i>	0,647	0,479		0,270	0,258		0,139	0,172		371
<i>Structure mixte dont</i>	0,751	0,433	-2,748*	0,336	0,267	-3,010*	0,184	0,186	-2,938*	229
Agriculture et emploi salarié non agricole	0,422	0,499	5,802*	0,139	0,215	3,320*	0,065	0,122	3,679*	45
Agriculture et salariat agricole	0,927	0,261	-2,446*	0,449	0,228	-7,037*	0,253	0,187	-5,712*	110
Agriculture et activité indépendante	0,689	0,466	4,836*	0,289	0,267	-0,555	0,154	0,174	-0,649	74
<i>Marovoay</i>	0,208	0,406		0,046	0,124		0,017	0,068		510
<i>Agriculteurs</i>	0,169	0,375		0,038	0,125		0,017	0,084		172
<i>Structure mixte dont</i>	0,228	0,420	-1,616	0,051	0,123	-1,046	0,018	0,058	-0,069	338
Agriculture et emploi salarié non agricole	0,114	0,321	0,977	0,012	0,039	2,340*	0,002	0,006	2,389*	44
Agriculture et salariat agricole	0,374	0,486	-4,175*	0,091	0,159	-3,218*	0,033	0,080	-1,782	147
Agriculture et activité indépendante	0,116	0,321	1,358	0,022	0,077	1,433	0,006	0,029	1,563	147

Note : (1) σ représente l'écart type associé à la mesure de la pauvreté ; (2) η est la statistique du test de nullité des différences de pauvreté. Si la valeur absolue de η est supérieure à 1,96, on peut rejeter l'hypothèse nulle de différence de pauvreté ; * signifie que l'on peut rejeter l'hypothèse de nullité des différences de moyennes avec un risque d'erreur de 5%; autrement dit, la différence de moyenne entre les deux classes est significative au seuil de 5% ; seuls sont présentés les tests de différence de moyenne par rapport à la classe de ménage dont le revenu dépend fortement de l'exploitation agricole.

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001

intermédiaires par rapport à l'ensemble de la population. L'approche dynamique précise ces profils en introduisant des informations sur la durabilité de la pauvreté.

✦ Structure du revenu, pauvreté chronique et pauvreté transitoire

Outre le fait d'être particulièrement touché par la pauvreté, le groupe des ménages dont le revenu dépend du salariat agricole en tant que complément au revenu d'exploitation est également caractérisé par une probabilité de pauvreté chronique nettement plus forte que les trois autres, comme le montrent les profils de pauvreté dynamique présentés dans le tableau IV.9. A Marovoay, 46% des ménages spécialisés dans l'agriculture et le salariat agricole sont touchés par la pauvreté chronique contre 33% pour l'ensemble de la population. Ces proportions s'élèvent respectivement à 78% et 47% à Antsirabe. Ce résultat est renforcé par l'observation de la décomposition de la pauvreté intertemporelle : le groupe des « agriculteurs et salariés agricoles » est caractérisé par une composante chronique relativement plus forte (tableau IV.10).

A l'extrême opposé, on retrouve la situation relativement privilégiée des ménages dont le revenu dépend de l'agriculture et du salariat secondaire ou tertiaire. Ils ont une probabilité

Tableau IV.9: Structure du revenu et formes dynamiques de pauvreté¹, 2001

	Pauvres persistants (%)	Pauvres transitoires (%)	Jamais pauvres (%)	Total	V de Cramer ²
Antsirabe	46,7	38,8	14,5	100	
<i>Structure spécialisée (Agriculteurs)</i>	40,1	45,5	14,4	100	
<i>Structure mixte dont</i>					
Agriculture et emploi salarié non agricole	32,1	25,0	42,9	100	
Agriculture et salariat agricole	78,3	20,3	1,4	100	
Agriculture et activité indépendante	44,5	37,0	18,5	100	0,261*
Marovoay	8,7	62,2	29,1	100	
<i>Structure spécialisée (Agriculteurs)</i>	7,2	56,7	36,1	100	
<i>Structure mixte dont</i>					
Agriculture et emploi salarié non agricole	0,0	50,0	50,0	100	
Agriculture et salariat agricole	14,7	73,3	12,0	100	
Agriculture et activité indépendante	3,9	60,8	35,3	100	0,197*

Notes : (1) La typologie retenue est celle de l'approche par période « contrôlée » ; (2) Le V de Cramer permet de tester la dépendance entre les classes de structure du revenu et les formes de pauvreté. Il prend ses valeurs entre 0 et 1 : plus la valeur est proche de 1 plus la dépendance est forte. * Signifie qu'on peut rejeter l'hypothèse nulle d'indépendance entre les deux typologies

Sources : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001

Tableau IV.10: Pauvreté intertemporelle selon la classe de structure de revenu et la localisation géographique, 2001

	Composante de pauvreté chronique ¹		Composante de pauvreté transitoire ¹		Pauvreté inter temporelle ¹	Effectif
	Valeur absolue	Part dans la pauvreté inter temporelle (%)	Valeur absolue	Part dans la pauvreté inter temporelle (%)	Valeur absolue	
Antsirabe	0,110	68,8	0,050	31,3	0,160	433
<i>Structure spécialisée (Agriculteurs)</i>	0,088	61,9	0,054	38,1	0,141	277
<i>Structure mixte dont</i>						
Agriculture et emploi salarié non agricole	0,049	61,1	0,031	38,9	0,080	28
Agriculture et salariat agricole	0,215	84,1	0,041	15,9	0,256	74
Agriculture et activité indépendante	0,114	68,2	0,053	31,8	0,168	54
Marovoay	0,014	27,5	0,037	72,5	0,051	237
<i>Structure spécialisée (Agriculteurs)</i>	0,013	29,4	0,031	70,6	0,044	97
<i>Structure mixte dont</i>						
Agriculture et emploi salarié non agricole	0,001	3,8	0,026	96,2	0,027	14
Agriculture et salariat agricole	0,022	32,9	0,045	67,1	0,067	75
Agriculture et activité indépendante	0,007	17,8	0,033	82,2	0,040	51

Notes : (1) La pauvreté intertemporelle est mesurée grâce à l'indice FGT P₂. La décomposition en pauvreté chronique et transitoire suit la présentation de Jalan et Ravallion (1996).

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001

plus faible que les autres groupes d'être touchés par la pauvreté persistante et par la pauvreté transitoire. L'approche par composantes établit cependant l'importance relative de la composante transitoire sur la composante de pauvreté chronique. Ce groupe est donc plutôt

sujet à une pauvreté de court terme et les aléas conjoncturels, lorsqu’ils ont des répercussions sur le niveau de vie de ces ménages, ne détériorent pas la situation à long terme. La position relative des deux autres formes de structure de revenu est plus difficile à qualifier. Ils ont, comme dans l’approche statique, une situation plus favorable que les ménages « agriculteurs et ouvriers agricole » mais moins privilégiée que le groupe des « agriculteurs et employés des secteurs tertiaires et secondaires ». L’analyse n’amène donc pas de conclusion explicite pour ces deux groupes²¹⁷.

Que ce soit à Marovoay ou Antsirabe, la stratégie qui consiste pour un ménage à s’inscrire simultanément dans les activités d’exploitation agricole et de salariat dans le secteur secondaire ou tertiaire est la plus efficace pour se protéger de la pauvreté, tant en termes statiques qu’en termes dynamiques. Deux autres stratégies semblent relativement protectrices: la spécialisation agricole, d’une part, et la diversification des sources de revenu dans des activités indépendantes, d’autre part. Les stratégies les plus efficaces sont donc celles visant à développer des activités nécessitant des dotations en capital importantes.

L’analyse systématique des relations entre les modes de diversification des sources de revenu et des dotations en capital a pour objet d’éclairer les modalités de choix d’une structure de diversification des sources de revenu plutôt qu’une autre. Elle permet notamment de hiérarchiser l’impact respectif des dotations dans les différentes formes de capital sur le choix des activités du ménage et donc sur la structure de revenu, mais aussi de relativiser ces résultats par la prise en compte des opportunités environnementales offertes aux ménages. L’analyse s’oriente ainsi, en amont, sur les aspects de pauvreté de potentialités et d’opportunités.

2. Les déterminants des stratégies de diversification des activités

Les stratégies de diversification des activités et des sources de revenus sont une combinaison de fonctionnements réalisables des ménages. En ce sens, elles sont dépendantes non seulement des potentialités des ménages, mais aussi de leurs caractéristiques propres et

²¹⁷ Certainement, la définition des variables à la base de la classification y est pour beaucoup. En normalisant par le revenu, on obtient des classes, homogènes en termes de structuration du revenu, mais le groupe de ménages dont le revenu dépend majoritairement de l’exploitation agricole et celui des ménages dont le revenu dépend conjointement de l’exploitation agricole et des activités indépendantes restent caractérisés par une grande hétérogénéité en termes de bien-être économique et donc de pauvreté monétaire.

des opportunités offertes par leur environnement économique et social. Sans réellement opérationnaliser ce cadre théorique, tant il est vrai que cela pose des problèmes complexes, la section suivante vise à déterminer l'impact relatif de ces formes de déterminants sur les choix de structuration de revenu des ménages.

Les aspects méthodologiques sont présentés préalablement aux résultats de la modélisation économétrique.

2.1. Choix du modèle et sélection des variables

Le choix de la formalisation économétrique précède la présentation des variables retenues pour l'analyse.

a- Le choix de la forme générale du modèle économétrique

Les études empiriques retiennent deux orientations principales pour la modélisation de la diversification des activités. En ce qui concerne la première d'entre elles, l'objectif est de modéliser la participation aux différentes activités rurales. Il y a alors autant de régressions que d'activités identifiées sur la zone d'étude. Les estimations sont dans la plupart des cas réalisées grâce à un modèle Logit binomial²¹⁸. Escobal [2001] recourt, quant à lui, à une estimation Tobit (à double censure) de la part que représentent les différentes activités dans le revenu du ménage. Pourtant, ces formes de modélisation passent à côté de la logique de pluriactivité des ménages puisqu'elles estiment de façon indépendante la participation aux différents types d'activités. La deuxième orientation de la modélisation de la diversification des activités s'attache à modéliser les portefeuilles d'activités et mobilise, à cette fin, un modèle à choix qualitatif de type Logit multinomial (Abdulai et CroleRess [2001], Barret Bezuneh et Aboud [2001]).

Bien qu'il n'y ait pas de réel consensus dans la littérature empirique pour traiter le problème d'une façon plutôt qu'une autre, il semble opportun d'opter pour la deuxième forme de modélisation. En effet, la première forme de modélisation occulte la logique de portefeuille d'activités, alors même que l'analyse théorique et statistique a montré qu'elle joue un rôle essentiel dans l'organisation économique des ménages. De plus, les deux formes d'estimation précédemment présentées ne lèvent que partiellement cette limite. La solution consistant à

²¹⁸ Voir, par exemple, Yunez-Naude et Taylor [2001], Feirrerera et Lanjouw [2001], Debalen *et al.* [2004].

estimer la participation aux activités comme activité principale ou secondaire n’est pas exhaustive puisqu’elle ne tient pas compte des activités de troisième rang et plus. La lourdeur de telles estimations, avec un risque de redondance certain dans l’information, nous laisse penser que la modélisation en termes de portefeuille d’activités semble bien plus parcimonieuse. En outre, la notion de portefeuille au sens strict du terme continue à échapper tant à cette forme de modélisation qu’à l’estimation de type Tobit. Cette dernière alternative porte toutefois plus à réflexion. D’un point de vue purement statistique, la richesse informationnelle apportée par le fait que les variables dépendantes soient continues est un atout indéniable de cette forme de modélisation (chapitre 3). Cependant, dans le cas de l’estimation des portefeuilles d’activités, on prend non seulement en compte la notion de diversification des activités mais aussi la notion de pluriactivité en distinguant, de plus, la forme de pluriactivité.

La variable dépendante du modèle d’estimation de la pluriactivité rurale sur les observatoires de Marovoay et Antsirabe est donc constituée par les formes de structuration des sources de revenu telles qu’elles ont été établies grâce à l’analyse en classification ascendante hiérarchique. Elle comporte ainsi quatre modalités : (i) exclusivement agriculteur exploitant ; (ii) agriculteur exploitant et ouvrier agricole ; (iii) agriculteur exploitant et entrepreneur indépendant dans le secteur non agricole ; (iv) agriculteur exploitant et salarié non agricole. L’estimation est alors réalisée grâce à un modèle de type Logit multinomial²¹⁹. Afin d’analyser, outre les déterminants de la diversification des sources de revenu, les déterminants du choix d’une structuration plutôt qu’une autre, la modalité de référence est constituée par le groupe des ménages dont le revenu est principalement issu de l’agriculture. Enfin, compte tenu des effets de structure géographiques identifiés précédemment et induits par la logique illustrative des observatoires ruraux, il s’est avéré nécessaire de retenir une spécification pour chacun des deux observatoires.

b- Les déterminants de la pluriactivité rurale, synthèse d’études empiriques

Afin de préciser les spécificités des déterminants de la diversification des activités en milieu rural malgache, la section présente une synthèse des études économétriques portant sur la mise en évidence des déterminants de la diversification des activités. Conformément à la présentation théorique effectuée dans la première partie de ce chapitre, les modélisations

²¹⁹ La présentation formelle du modèle Logit multinomial a été effectuée dans le chapitre 3 (section 1.1 de la troisième partie).

économétriques des déterminants de la diversification des activités retiennent trois types de variables explicatives. Le premier ensemble de variables correspond aux ressources du ménage (ou potentialités, en respectant la terminologie du cadre des capacités). Le deuxième regroupe les caractéristiques du ménage et du chef de ménage. Le troisième tend à capter les opportunités environnementales des ménages. La synthèse doit prendre en compte le fait, déjà mentionné, que les études proposent des modélisations différentes de la variable dépendante. Alors que certaines études optent pour la modélisation de chaque source du revenu, d'autres se tournent vers une étude en termes de portefeuille d'activités. A cet aspect, il faut ajouter le fait que les typologies d'activités, si elles restent comparables d'une étude à l'autre, ne sont pas strictement identiques.

Concernant les *ressources du ménage*, elles sont en général réduites aux dotations en capital. Les formes de capital habituelles sont retenues : capital humain, capital physique, capital financier et capital social. Ce dernier est toutefois moins souvent pris en compte. Seules les études s'attachant à l'analyse des revenus de la migration de longue durée l'introduisent dans la modélisation économétrique. L'étude de Yunez-Naude et Taylor [2001], portant sur le Mexique, retient l'importance de la présence de membres de la famille dans la capitale du pays ou aux Etats-Unis. Cette variable joue un rôle positif sur l'emploi dans une situation de migration de longue durée. De même, Massey *et al.* [1999] soulignent que les contacts familiaux jouent un rôle majeur dans la migration nationale et internationale.

Les variables de capital humain prennent en compte, de façon quasi-exclusive, l'instruction formelle. L'étude de Yunez-Naude et Taylor [2001] déroge cependant à la règle puisqu'ils s'intéressent également à l'expérience acquise. D'une façon générale, les études établissent qu'un niveau d'instruction élevé favorise la participation à des activités non agricoles et réduit la probabilité de participation à des activités du secteur agricole²²⁰. Lorsque la distinction est opérée, certaines études montrent que l'instruction joue plus particulièrement sur le salariat non agricole (Evans et Ngau [1991] pour le Kenya rural). L'étude Yunez-Naude et Taylor [2001] montre, cependant, qu'un faible niveau d'instruction est également positivement associé au travail non agricole. Ils rappellent, pour expliquer ce résultat, qu'en milieu rural mexicain, le secteur manufacturier est pour une grande part pourvoyeur d'emplois précaires, peu rémunérés (matériau de construction et artisanat) et essentiellement pratiqués

²²⁰ Voir notamment les études d'Escobal [2001] pour le Pérou, de Feirrer et Lanjouw [2001] pour le Brésil, de Barret *et al.* [2001] pour la Côte d'Ivoire et le Kenya, d'Abdulaï et Delgado [1999] pour le Nord Ghana, d'Abdulaï et Regmi [2000] pour le Népal.

par les jeunes adultes et les enfants. L’étude de Feirrer et Lanjouw [2001] produit un résultat comparable pour le Brésil. Alors que le capital humain joue de façon positive sur la participation à un emploi non agricole qualifié, un faible niveau d’étude est positivement associé à la participation à un emploi non agricole peu qualifié.

Le capital physique, mobilisé dans la plupart des études, entretient une relation positive avec l’activité d’exploitation agricole. Il est capté essentiellement par la dotation terrienne, le cheptel et, plus rarement, le matériel agricole. Toutefois, Abdulaï et CroleRess [2001] identifient également une relation positive entre la superficie de l’exploitation et la participation à une activité non agricole. Selon Reardon *et al.* [2000], les inégalités d’accès à la terre peuvent se convertir en inégalités d’accès aux activités non agricoles. En effet, le capital physique est une condition essentielle d’accès au marché du crédit et, en présence d’un marché du crédit défaillant, le surplus dégagé par l’exploitation fournit les liquidités nécessaires pour investir dans des activités extra-agricoles. De plus, la richesse en dotation terrienne est souvent liée à un pouvoir politique local.

Les variables de capital financier et de capital social sont peu souvent mobilisées dans l’analyse des déterminants des formes d’activité. Au vu de l’analyse théorique menée dans la première partie de ce chapitre, *l’accès au crédit* semble toutefois jouer un rôle d’importance. Selon l’étude d’Escobal [2001], il augmente significativement la probabilité de mettre en œuvre une activité indépendante qu’elle soit agricole ou non agricole. Par ailleurs, l’analyse des déterminants des moyens d’existences dans deux districts ougandais, menée par Smith *et al.* [2001], met en exergue l’importance du *capital social* pour favoriser la diversification des activités et la durabilité des moyens d’existences pour les deux groupes identifiés : le groupe dont la principale activité est l’exploitation des ressources naturelles (forestières) et le groupe des entrepreneurs (industrie et services). Dans le premier, le transfert des compétences et savoir-faire spécifiques passe par le réseau social. Dans le second, la pérennisation de l’activité est éminemment dépendante des liens tissés en dehors de la communauté locale. Notamment, ce groupe capte les fonds des ONG grâce à leur instruction et expérience mais aussi grâce à des contacts pertinents.

Les diverses *variables démographiques* n’entretiennent pas de relation systématique avec la diversification des activités. Escobal [2001] ainsi que Valdivia et Robles [1997] soulignent l’absence de biais de genre dans la probabilité de participer aux différentes formes d’activités au Pérou. Pour Feirrer et Lanjouw [2001], en revanche, le fait d’être un homme réduit la probabilité de pratiquer une activité non agricole à faible productivité et augmente la

probabilité de pratiquer une activité non agricole à haute productivité. Concernant l'offre de travail au sein du ménage, Abdulaï et CroleRees [2001] montrent qu'elle augmente la probabilité de participer à une activité non agricole. Pour Barrett, Bezuneh et Aboud [2001], cependant, cette variable n'est pas significative pour expliquer la participation à une activité de salariat non agricole conjointement à l'exploitation agricole. En revanche, elle augmente la probabilité que certains des membres du ménage s'emploient comme salarié agricole en plus de l'activité d'exploitation familiale. Les relations entre l'âge et la diversification des activités sont loin d'être stables d'une étude à l'autre. L'âge n'influe pas sur la forme d'activité au Pérou (Escobal [2001]). Pour Barrett, Bezuneh et Aboud [2001], il réduit la probabilité de participer à une activité non agricole. En revanche, pour le Nordeste du Brésil, Ferreira et Lanjouw [2001] montrent que l'âge du chef de ménage augmente cette probabilité mais jusqu'à un seuil d'environ 40 ans seulement.

Si les différentes études ne montrent pas de résultats convergents sur les liens entre les variables de genre et la diversification des activités, il en va tout autrement pour *les variables d'opportunités environnementales*. D'une façon générale, ces dernières jouent un rôle central dans l'explication des formes d'activités. La distance à la ville ou au marché réduit la probabilité de participation à une activité non agricole (voir, par exemple, Abdulaï et CroleRees [2001], Barrett, Bezuneh et Aboud [2001], Escobal [2001]) et, symétriquement, elle augmente la probabilité d'avoir un profil d'activité inscrit exclusivement dans le secteur agricole (Barrett, Bezuneh et Aboud [2001]). Pour Debalen *et al.* [2004], dans le Rwanda rural, l'absence de marché local réduit la probabilité de développer une activité non agricole en plus de l'exploitation agricole, alors que la qualité des routes l'augmente.

Les variables retenues pour l'identification des déterminants du portefeuille d'activité des ménages de Marovoay et Antsirabe se conforment à ce schéma général.

c- *Construction des variables explicatives*

La construction des variables explicatives du modèle ainsi que la forme de la modélisation retenue nous amène à nous éloigner du cadre théorique des capacités. En raison des difficultés de quantification de certains aspects, l'exercice de production de variables pertinentes ne peut éviter des réductions par rapport au modèle théorique. Au final, trois groupes de variables identifient les déterminants potentiels des modes de structuration des sources de revenu : (i) des variables spécifiques au ménage et au chef de ménage ; (ii) des variables identifiant les dotations en capital des ménages ; (iii) des variables structurelles

dépendant de la localisation du ménage et déterminant les conditions d’accessibilité et d’opportunité.

En ce qui concerne les dotations du ménage, le capital humain est mesuré par le niveau d’instruction. Une mesure au niveau du ménage a été retenue dans un souci de cohérence avec la variable de structure du revenu (niveau de diplôme maximum dans le ménage). Conformément à la théorie et aux résultats des études empiriques, on s’attend à ce que l’instruction formelle soit particulièrement discriminante de la structure de revenu dépendante du salariat non agricole conjointement à l’exploitation agricole. Le capital physique, capté par la dotation terrienne, est susceptible de jouer sur différentes formes de structuration du revenu. Bien que cela soit peu usité, le capital social est introduit dans la régression. En effet, l’importance des liens sociaux peut être cruciale dans la recherche d’emploi, mais aussi dans la mise en place et la pérennisation d’activités indépendantes. Le capital social est approché d’une part par les transferts monétaires et non monétaires versés et reçus par le ménage et, d’autre part, par la participation d’un des membres du ménage à une action collective ou à une association (hors microcrédit) ; ces deux dernières variables sont plus révélatrices de son appartenance à un réseau social que de son capital social au sens propre. Les variables relatives au capital financier retenues sont la possibilité de constitution d’une épargne (le système financier reste peu développé et une proportion élevée de ménages finance ses projets d’investissement et de consommation sur sa propre épargne), et l’accessibilité au système financier.

Enfin, le fait pour un ménage d’opter pour une stratégie de diversification de ses sources de revenu est conditionné par un ensemble de facteurs liés à son environnement, fixant les opportunités des ménages. Les conditions d’accessibilité à la ville sont susceptibles d’influer sur le choix d’activités hors secteur agricole. Elles sont mesurées par la distance séparant le lieu d’habitation et la capitale régionale la plus proche (selon l’observatoire, Antsirabe ou Marovoay) et par la qualité des routes. Par ailleurs, des éléments spécifiques à chaque observatoire ont été retenus. Sur la plaine rizicole de Marovoay, le rendement des cultures et donc le revenu d’exploitation des ménages sont particulièrement dépendants de la qualité du réseau d’irrigation. Le dysfonctionnement du réseau est alors, potentiellement, un facteur incitatif à la recherche de sources de revenu extra-agricoles afin de pallier le manque à gagner sur l’exploitation. Sur l’observatoire d’Antsirabe, la superficie moyenne des exploitations

selon le site varie dans des proportions non négligeables. Les sites où les superficies sont les plus étendues sont pourvoyeurs d'une demande de main d'œuvre agricole plus élevée²²¹.

L'ensemble de ces variables, susceptibles d'influencer le mode de diversification des sources de revenu, est introduit dans une régression de type Logit multinomial de façon à isoler l'effet spécifique de chacune d'entre elles et hiérarchiser leur importance respective sur le choix d'une stratégie de diversification plutôt qu'une autre.

2.2. Le choix d'une stratégie de diversification des activités :

Analyse des déterminants

Les différents portefeuilles de diversification du revenu générés par la CAH répondent à des logiques différentes, caractéristiques des comportements des ménages ruraux sur les deux zones d'étude. En ce qui concerne les ménages dont le revenu dépend des activités indépendantes non agricoles en plus de l'exploitation agricole, la logique sous-jacente est celle du « petit à petit », telle qu'elle a été identifiée dans l'analyse qualitative préliminaire. Les ménages contraints à se tourner massivement vers le salariat agricole pour compléter un revenu insuffisant sont, *a priori*, dotés d'une liberté réelle particulièrement réduite dans le choix de diversification du revenu, traduisant une logique de survie. En revanche, les ménages dont le revenu dépend principalement des emplois non agricoles et du revenu de l'exploitation agricole sont supposés posséder une latitude de choix plus large. Le choix de la diversification des sources de revenu ne répond pas à une contrainte de survie.

Le recours à un modèle Logit multinomial a pour objet de vérifier l'hypothèse selon laquelle les différents modes de structuration du revenu sont caractéristiques de logiques différenciées. Au préalable un modèle Logit binomial (présenté en annexes) est estimé de façon à identifier des caractéristiques structurelles à même d'expliquer le fait d'avoir un revenu fortement dépendant de l'exploitation agricole ou, au contraire, plus lié aux autres sources de revenu. Cette approche préliminaire est complétée par l'estimation d'un Logit multinomial dont les quatre modalités sont les quatre formes de structuration du revenu construites par classification, la variable exclue étant la modalité de revenu caractérisée par une forte spécialisation agricole de façon à identifier des divergences possibles dans l'explication des trois modes de structures de revenu diversifiées. Les estimations, présentées

²²¹Superficie moyenne des rizières sur l'observatoire d'Antsirabe : (i) 67 ares sur le site de Vinany ; (ii) 43 ares sur le site de Soanindrarinny ; (iii) 32 ares sur le site de Bemaha ; (iv) 29 ares sur le site de Faravohitra ; (v) 33 ares sur le site d'Ambohibara.

dans les tableaux IV.11 et IV.12, ont une qualité satisfaisante²²². L’analyse économétrique établit deux résultats essentiels. D’une part, les opportunités environnementales ont un rôle déterminant. D’autre part, les variables introduites dans la régression ont un impact différencié selon le type de mode de structuration du revenu.

a- Le rôle central des opportunités environnementales

Les opportunités environnementales ont une influence déterminante sur le choix d’une diversification des sources de revenu comme le souligne l’importance relative des effets marginaux associés. Trois résultats principaux apparaissent. Premièrement, la superficie moyenne des parcelles sur le site est un élément explicatif des trois formes de diversification d’activité. Deuxièmement, l’effet spécifique des problèmes d’irrigation est confirmé. Troisièmement, les conditions d’accessibilité à un centre urbain jouent un rôle particulièrement important dans le choix d’un mode de diversification vers de sources de revenu extra-agricoles.

La variable de superficie rizicole moyenne sur l’observatoire capte la forte spécialisation primaire du site de Vinany (observatoire d’Antsirabe) qui représente bien la zone géographique du Moyen Ouest malgache. Cette zone a été peuplée de façon relativement récente par des migrants en quête de terres cultivables. La moindre pression foncière explique une superficie rizicole moyenne supérieure à celle des autres sites de l’observatoire, de peuplement plus ancien et situés dans des zones au relief accidenté. La plus grande disponibilité terrienne implique un plus grand besoin de main-d’œuvre agricole et donc des opportunités d’emplois dans le salariat agricole.

Par ailleurs, à Marovoay, la défaillance du système d’irrigation, indispensable à une riziculture à hauts rendements, implique un manque à gagner pour les ménages, compensé par la mise en œuvre de stratégies de diversification des activités en dehors du secteur agricole. La variable, largement significative et assortie d’effets marginaux importants, est positivement liée à la probabilité d’être « agriculteur et indépendant » comme à la probabilité d’être « agriculteur et employé tertiaire ou secondaire ».

²²² Le pseudo-R² atteint respectivement 0,21 et 0,20 pour les régressions menées sur les populations de Marovoay et d’Antsirabe. Cependant, la faiblesse des effectifs, notamment pour la classe des « agriculteurs et employés », doit nous amener à être prudent quant à la portée des résultats.

Tableau IV.11: Estimation Logit multinomiale des déterminants des structures de diversification du revenu, Antsirabe 2001

	<i>Agriculteurs et employés</i>		<i>Agriculteurs et ouvriers agricoles</i>		<i>Agriculteurs et indépendants</i>	
	Coeff.	Effets marg. ²	Coeff.	Effets marg. ²	Coeff.	Effets marg. ²
Constante	-0,636	-0,026	-1,304	-0,092	-0,114	0,004
<i>Variables spécifiques au ménage</i>						
Proportion d'enfants ³	-0,014	0,005	0,041	0,013	-0,860	-0,090
Taux d'activité ⁴	1,197	0,057	-0,079	-0,016	0,522	0,048
<i>Variables spécifiques au chef de ménage</i>						
Genre du chef	-0,691	-0,034	0,588	0,05	-0,438	-0,047
Age du chef	-0,043	-0,003	0,048	0,003	0,0491	0,005
Age au carré normalisé	0,001	0,001	-0,001	-0,002	-0,001	-0,008
Dotations en capital						
<i>Capital humain</i>						
<i>Diplôme maximum dans le ménage⁵</i>						
Aucun membre n'a de diplôme mais le chef au moins est allé à l'école	-0,127	-0,003	-0,653*	-0,091*	-0,045	0,002
Certificat d'étude	0,092	0,007	-1,079***	-0,102***	0,207	0,032
Brevet d'étude au moins	1,66**	0,101***	-0,847	-0,095*	0,124	0,01
<i>Capital physique</i>						
Superficie rizicole mise en culture (ares)	-0,002	0,002	-0,056***	-0,391***	-0,011***	-0,067*
<i>Capital social</i>						
Part des transferts reçus dans le RDB	0,482	0,045	-3,511**	-0,250***	-1,012	-0,076
Fait partie d'une association ⁶	0,372	0,015	0,031	-0,004	0,491*	0,049*
Au moins un des membres du ménage a participé à une action collective	0,545	0,026	-0,124	-0,013	0,204	0,019
<i>Capital financier</i>						
Marché du crédit inaccessible ⁷	-0,525	-0,024	-0,237	-0,013	-0,195	-0,015
A pu contracter une épargne	0,552	0,032*	-0,747***	-0,084***	-0,252	-0,023
Déterminants structurels						
Superficie moy. des parcelles sur le site	-0,027*	-0,091*	0,030***	0,026***	-0,032*	-0,035***
Accessibilité par rapport à Antsirabe ⁸	0,811***	0,103**	0,321	0,014	0,566*	0,051*
Effectif de classe	45		110		74	
Log de vraisemblance			-636,39			
Pseudo R ²			0,20			
Pourcentage de cas bien prédits			68%			
χ^2 (sig.)			220,11 (0,000)			
Effectif total			600			

Notes : (1) La catégorie de référence est celle des ménages à très forte spécialisation primaire de leur revenu. L'effectif de cette classe s'élève à 371 ménages. (2) Dérivée partielle par rapport à la moyenne de la caractéristique. (3) Proportion d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage. (4) Proportion d'actifs de plus de 14 ans dans le ménage. (5) La classe de référence est constituée par les ménages dont aucun membre n'a jamais été scolarisé. (6) Cette variable exclut les associations de microcrédit et d'usagers de l'eau de façon à éviter les corrélations avec les variables d'épargne et d'emprunt. (7) Cette variable prend la valeur 1 pour les ménages qui ont voulu contracter un emprunt mais n'ont pu le faire (en général, refus du prêteur car le ménage ne présentait pas de garanties suffisantes). La base est donc constituée par les ménages qui ont pu emprunter et ceux qui n'ont pas emprunté par choix. Cette variable ne capte donc que l'impossibilité d'accès au marché du crédit. (8) Cette variable permet d'identifier les ménages habitant à proximité d'Antsirabe et sur une route praticable toute l'année.

* significatif à 10%; ** significatif à 5%; *** significatif à 1%

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001.

Tableau IV.12: Estimation Logit multinomiale des déterminants des structures de diversification du revenu, Marovoay 2001

	<i>Agriculteurs et employés</i>		<i>Agriculteurs et ouvriers agricoles</i>		<i>Agriculteurs et indépendants</i>	
	Coeff.	Effets marg. ²	Coeff.	Effets marg. ²	Coeff.	Effets marg. ²
Constante	-11,947***	-0,614***	0,518	0,096	1,993	0,578
<i>Variables spécifiques au ménage</i>						
Proportion d'enfants ³	-0,124	-0,006	0,119	0,034	-0,098	-0,028
Taux d'activité ⁴	0,745	0,017	1,706**	0,336***	-0,370	-0,230*
<i>Variables spécifiques au chef de ménage</i>						
Sakalava	0,809	0,036	-0,254	-0,093	0,376	0,088
Merina	0,638	0,035	-0,591	-0,143*	0,196	0,081
Betsileo	0,735	0,041	-0,327	-0,067	-0,095	-0,005
Genre du chef (base : femme)	2,222**	0,123***	-0,329	-0,035	-0,783**	-0,161**
Age du chef	0,111	0,007	-0,093*	-0,015*	-0,054	-0,006
Age au carré normalisé	-0,146	-0,009	0,078	0,014	0,036	0,006
Dotations en capital						
<i>Capital humain</i>						
<i>Diplôme maximum dans le ménage⁵</i>						
Aucun membre n'a de diplôme mais le chef au moins est allé à l'école	0,279	-0,004	0,704	0,097	0,464	0,035
Certificat d'étude	0,181	-0,014	-0,816**	-0,095*	0,768	0,091
Brevet d'étude au moins	1,721**	0,101***	-0,685*	-0,23**	0,985*	0,239**
<i>Capital physique</i>						
Superficie rizicole mise en culture (ares)	-0,005***	-0,064	-0,006***	-0,102**	-0,006**	-0,75**
<i>Capital social</i>						
A reçu des transferts	0,154	0,001	0,493*	0,100*	-0,046***	-0,056*
A versé des transferts	0,181	0,038	-1,422***	-0,232***	-0,616	0,017
Fait partie d'une association ⁶	0,965**	0,029*	0,542*	0,041	0,636	0,073
<i>Capital financier</i>						
Marché du crédit inaccessible ⁷	0,474	0,008	0,727***	0,114***	0,275	-0,008
A pu contracter une épargne	1,210	0,052	-0,343*	-0,139*	0,660	0,148
Déterminants structurels						
Route praticable toute l'année	3,224***	0,144***	0,995	0,165	-0,128	-0,163
Distance à Marovoay	-0,126**	-0,095**	0,035	0,004	0,018	-0,001
Problèmes d'irrigation récurrents	1,503**	0,146**	0,368	0,006	0,987**	0,101**
Effectif de classe	44		147		147	
Log de vraisemblance			-660,49			
Pseudo R ²			0,21			
Pourcentage de cas bien prédits			61%			
χ^2 (sig.)			253,02 (0,000)			
Effectif total			510			

Notes : (1) La catégorie de référence est celle des ménages à très forte spécialisation primaire du revenu (effectif de 172 ménages). (2) Dérivée partielle par rapport à la moyenne de la caractéristique. (3) Proportion d'enfants de moins de 10 ans. (4) Proportion d'actifs de plus de 14 ans. (5) Classe de référence : ménages dont aucun membre n'a jamais été scolarisé. (6) Cette variable exclut les associations de micro-crédit et d'usager de l'eau. (7) Cette variable prend la valeur 1 pour les ménages qui ont voulu contracter un emprunt mais n'ont pu le faire (en général, refus du prêteur car le ménage ne présentait pas de garanties suffisantes). La base est donc constituée par les ménages qui ont pu emprunter et ceux qui n'ont pas emprunté par choix. Cette variable ne capte donc que l'impossibilité d'accès au marché du crédit.

* significatif à 10%; ** significatif à 5%; *** significatif à 1%

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001.

Enfin, l'importance des effets marginaux associés aux variables d'accessibilité à un centre urbain souligne qu'elles constituent des déterminants incontournables de la stratégie de diversification des sources de revenu par recours à l'emploi non agricole. Ce résultat, attendu, tient au fait que les centres urbains restent, à peu de chose près, les seuls pourvoyeurs d'emplois non agricoles. L'environnement des ménages joue donc un rôle central dans l'explication de la diversification des activités. Toutefois, toutes choses égales par ailleurs, les caractéristiques des ménages et surtout le type des ressources dont ils disposent influencent également le choix d'une forme de diversification plutôt qu'une autre.

*b- Caractéristiques des ménages et dotations en capital
Un impact différencié selon la modalité*

L'estimation du modèle Logit binomial²²³ (revenu fortement dépendant de l'exploitation agricole *versus* profil de revenu non spécialisé) souligne que certaines variables sont explicatives du fait même de diversifier les activités en dehors de l'exploitation. Il s'agit essentiellement de la dotation foncière et des variables d'opportunités environnementales. Plus précisément, plus la dotation foncière est élevée moins la probabilité d'avoir un profil diversifié est importante. En revanche, la proximité d'un grand centre urbain accroît cette probabilité. Cependant, les résultats du modèle Logit multinomial apportent des informations complémentaires quant aux déterminants du choix d'une forme de structuration du revenu.

Les variables de capital retenues ont un impact clairement différencié selon la modalité ce qui confirme que les différents portefeuilles d'activité retenus répondent à des logiques différenciées. Quel que soit l'observatoire, c'est avant tout (et quasi-exclusivement) la détention d'un diplôme au moins égal au BEPC qui est significativement et positivement associée au fait d'opter pour une stratégie d'agriculteur et employé hors secteur agricole plutôt que pour la spécialisation agricole du revenu. On retrouve ici un résultat attendu, souligné dans de nombreuses études empiriques, notamment, pour Madagascar, par INSTAT et ILO [2003b]. De façon plus surprenante, la dotation foncière n'est pas significative pour cette modalité sur l'observatoire d'Antsirabe et l'effet marginal n'est pas significatif sur l'observatoire de Marovoay. Il semblerait alors que cette stratégie de diversification ne soit pas mise en œuvre pour pallier un accès insuffisant à la terre. Il est probable qu'elle constitue plutôt une stratégie de gestion des risques et d'ascension sociale.

²²³ Les estimations de ce modèle pour Antsirabe et pour Marovoay sont présentées en annexes.

La catégorie de ménages dont le revenu est composé du revenu d'exploitation et d'un salaire d'ouvrier agricole est caractérisée par un déficit marqué de ses dotations en capital. Sur les deux observatoires, le niveau d'instruction et l'accès à la terre sont négativement corrélés à la probabilité de se tourner vers le salariat agricole plutôt que d'être « agriculteur spécialisé ». En ce qui concerne le capital financier, une tendance similaire se dessine : à Antsirabe, le fait de ne pas avoir pu constituer une épargne accroît significativement la probabilité de recourir au salariat agricole pour compléter le revenu d'exploitation ; à Marovoay, le fait de ne pas avoir eu accès au marché du crédit augmente cette probabilité. Le salariat agricole est donc identifié comme un moyen à la disposition des ménages pour faire face à leurs besoins de consommation et d'investissement. D'ailleurs, en période de soudure ou en période de crise, les ménages augmentent généralement leur offre de travail, plus particulièrement comme ouvriers agricoles (Binet *et al.* [2005]). L'analyse des estimations souligne que les ménages qui optent pour cette stratégie sont caractérisés par un cumul de handicaps concourant à expliquer l'importance de la pauvreté structurelle au sein de cette population.

Par ailleurs, sur l'observatoire de Marovoay, l'âge du chef de ménage est négativement corrélé à la probabilité d'appartenir à ce groupe plutôt qu'à celui des « agriculteurs spécialisés ». Cela laisse penser que cette stratégie est aussi le fait de jeunes ménages, sans grande dotation, mais dans une stratégie d'accumulation progressive. Enfin, toutes choses égales par ailleurs, les ménages dont le taux d'activité est le plus important sont les plus susceptibles de se lancer dans cette stratégie. Cette variable a d'ailleurs l'effet marginal le plus élevé.

En ce qui concerne le groupe de ménages dont le revenu provient de l'agriculture et d'une activité indépendante, on retrouve sur les deux observatoires l'impact négatif de la dotation terrienne. Il est en revanche plus surprenant qu'aucune des variables relatives au capital financier ne soit significative. Cela indique que, toutes choses égales par ailleurs, les agriculteurs et indépendants ont des conditions financières non significativement différentes des agriculteurs stricts. Il est vrai que l'activité agricole implique des besoins financiers au même titre que le développement d'une activité indépendante.

Bien que l'accès à la terre joue un rôle central pour expliquer qu'un ménage opte pour une diversification de son revenu, le choix d'une forme de diversification plutôt qu'une autre est intimement lié aux dotations en capital des ménages : les plus instruits ont une chance de trouver un emploi en dehors du secteur agricole et les ménages les plus démunis en potentialités optent, par défaut, pour un complément de revenu sous forme de salaire agricole.

L'estimation des déterminants des formes de structure de revenu par un modèle multinomial souligne le rôle majeur des opportunités environnementales dans le choix d'un mode de structuration du revenu. Cependant les dotations en actifs constituent un deuxième groupe de variables particulièrement intéressant du point de vue de l'explication du choix d'une forme de diversification plutôt qu'une autre. Chacune d'entre elles semble correspondre à une logique spécifique : stratégie d'accumulation et d'ascension sociale pour les agriculteurs et employés du secteur non agricole (globalement formes d'emploi la plus protégée), logique de survie pour les « agriculteurs et ouvriers agricoles », logique du petit à petit « pour les agriculteurs et indépendants ».

CONCLUSION

L'analyse qualitative fait apparaître la structure d'activité des ménages comme un élément pivot du processus de pauvreté en situation d'incertitude. Elle souligne que l'incertitude et l'importance du risque favorisent non seulement la pauvreté transitoire mais aussi la perpétuation des situations de pauvreté. En effet, l'étude des entretiens conduits auprès des ménages ruraux de la zone de Marovoay souligne l'étroitesse de la liberté réelle des ménages les plus pauvres à choisir des stratégies les protégeant efficacement de la survenance de chocs négatifs. Par ailleurs, ces mêmes ménages ont peu de latitude pour mettre en place une stratégie initiant une dynamique de sortie de pauvreté. Cependant, ces résultats, obtenus dans une logique illustrative, doivent être confirmés par l'analyse quantitative. L'extrapolation des résultats de l'étude qualitative a été menée en deux temps : d'abord par l'analyse des types de structure de revenu des ménages ruraux sur les observatoires de Marovoay et Antsirabe ainsi que de leurs liens avec les formes intertemporelles de pauvreté, puis par l'étude des déterminants des types de structure de revenu.

L'observation des secteurs d'activités locaux, grâce aux données du ROR, fait apparaître des différences certaines entre les zones rurales de la basse Betsiboka et du Vakinankaratra. Cependant, et bien que le secteur non agricole soit plus développé sur le site de Marovoay que sur le site d'Antsirabe, il s'avère que l'économie des deux régions reste à dominante agricole. Cela ne doit toutefois pas conduire à sous-estimer l'importance des activités hors exploitation et des activités non agricoles dans l'économie des ménages. Leur contribution à la formation du revenu joue un rôle atténuateur de pauvreté et stabilisateur dans

un contexte économique particulièrement risqué. Pourtant, plus que le degré de diversification, la forme de diversification extra agricole joue un rôle déterminant dans l'explication du bien-être monétaire.

L'analyse croisée des formes de pluriactivité avec la pauvreté monétaire confirme ce résultat. Des tendances fortes se dessinent pour distinguer les ménages qui compensent la faiblesse de leur revenu d'exploitation par le salariat agricole et pour ceux qui, conjointement à l'activité d'exploitation, ont la capacité de s'employer dans les secteurs secondaires et tertiaires. Par rapport à la population totale, les premiers sont non seulement les plus pauvres en termes statiques, mais ils sont également caractérisés par une pauvreté durable. Les seconds sont les mieux protégés de la pauvreté et plus particulièrement de ses aspects structurels. En revanche, l'analyse n'amène de conclusion explicite ni pour les ménages fortement spécialisés dans l'exploitation agricole, ni pour ceux qui combinent l'activité d'exploitant avec des activités indépendantes des secteurs secondaire et tertiaire.

La recherche des déterminants de ces relations amène à compléter l'analyse en optant pour une étude en termes de potentialités et d'opportunités, telle qu'elle est définie par le processus de conversion des potentialités (*potentiality*) en capacités (*capability*). Le modèle économétrique mis en œuvre confirme le fait que le choix d'une forme de diversification est étroitement lié aux dotations en capital des ménages. Cependant, il fait aussi apparaître le rôle décisif des opportunités, confirmant par là l'intérêt de mener une analyse dans le cadre du processus de conversion.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

L’analyse des dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache a été menée par l’alternance entre méthodes qualitative et quantitative. Les modalités de cette alternance n’ont pas été fixées dès le début de la recherche. Elles sont nées des besoins de l’analyse, et les choix opérationnels ont permis d’expérimenter plusieurs modalités de combinaison.

Dans une première modalité, le quantitatif est utilisé pour tester les liens établis par le qualitatif. Le troisième chapitre, bien qu’il reste essentiellement quantitatif, n’échappe pas à l’influence de l’analyse qualitative menée préalablement. Les aspects émergents de l’analyse des représentations (chapitre 2), traduits en variables statistiques, sont intégrés, à l’analyse des déterminants de la pauvreté et de ses dynamiques. La réflexion autour des variables de capital social s’est imprégnée des résultats de l’analyse qualitative sur la notion de dépendance. Dans le quatrième chapitre, le mixage des méthodes est approfondi et affirmé. Une deuxième modalité de combinaison est expérimentée : l’analyse qualitative permet de pallier certaines des limites informationnelles de l’analyse quantitative menée dans le troisième chapitre. D’un point de vue pratique, l’appariement de l’enquête qualitative à l’enquête quantitative est effectué par l’approfondissement de la logique illustrative. La sélection des personnes enquêtées lors de la mission de 2005 s’est appuyée sur la typologie des formes de pauvreté. Les ménages sélectionnés l’ont été de façon à illustrer les différents profils de pauvreté intertemporels. Cela a également permis d’élargir la période d’observation, grâce à la technique d’entretien, adaptée de la technique des récits de vie. Enfin, le quantitatif est mobilisé pour extrapoler certains des résultats de l’analyse qualitative, dont la portée serait sans cela limitée par l’étroitesse de l’échantillon.

Plusieurs résultats ont été établis. L’analyse des formes intertemporelles de pauvreté révèle des divergences sensibles entre les deux observatoires. L’observatoire d’Antsirabe, relativement plus enclavé et caractérisé par une forte spécialisation agricole, est marqué par la prédominance de la pauvreté chronique. L’observatoire de Marovoay, au centre des préoccupations politiques en raison de son orientation rizicole, qui en fait une zone stratégique, est plus sensible aux évolutions macro-économiques nationales, ce qui participe à l’explication d’une pauvreté essentiellement transitoire. Cependant, les divergences entre les deux zones ne doivent pas masquer des ressemblances nettes, notamment en ce qui concerne l’analyse des déterminants des composantes de pauvreté chroniques et transitoires. Conformément à l’ensemble des études empiriques menées sur cette thématique, la

composante de pauvreté chronique est massivement associée à un déficit dans les dotations en capital alors que la composante de pauvreté transitoire est plutôt associée aux chocs conjoncturels et à des mécanismes *ex-post* de gestion des chocs peu efficaces. L'analyse qualitative des mécanismes de réponse aux chocs suggère leur inefficacité relative pour les ménages les moins bien dotés. Elle fait également apparaître le rôle essentiel de la diversification des activités au sein du ménage, non seulement comme moyen de gérer les conséquences d'un choc négatif mais aussi, de façon *ex-ante*, pour limiter l'exposition au choc. L'analyse qualitative souligne le rôle central de la structure des activités des ménages dans le processus de pauvreté. Ce résultat est étoffé et précisé par l'analyse quantitative. Cette dernière établit les corrélations entre structure du revenu et formes intertemporelles de pauvreté d'une part, et entre formes de diversification du revenu et dotations en capital et opportunités environnementales d'autre part. Ce résultat suggère l'existence d'un cercle vicieux, favorisant la perpétuation et la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

CONCLUSION
GENERALE

La pauvreté, plus qu'un état de privation observé à un moment donné, est un phénomène de nature profondément dynamique, qu'il convient d'étudier dans le temps pour identifier et comprendre les mécanismes socio-économiques sous-jacents. L'objectif fixé dans le cadre de ce travail concerne l'étude de ces aspects dynamiques dans une application au milieu rural malgache. La période d'observation retenue (1998-2002) correspond à un tournant majeur de l'économie malgache. En effet, après des décennies de marasme économique et d'érosion du PIB par habitant, l'économie malgache renoue avec la croissance à partir de 1997. Ce dynamisme de l'économie semble aujourd'hui confirmé, puisque dans les années suivant la crise politique de 2002, les taux de croissance s'établissent à un niveau relativement élevé²²⁴. Cependant, dans les zones rurales, caractérisées par des blocages structurels majeurs et historiquement ignorées par le pouvoir politique, il importe de se demander dans quelle mesure les personnes les plus démunies ont profité de cette embellie conjoncturelle. La question est d'autant plus prégnante que la pauvreté en zone rurale reste mal connue, étant donné que les enquêtes nationales ne permettent pas de descendre en-dessous du clivage rural-urbain. Cela limite profondément la compréhension des évolutions socio-économiques des populations rurales, puisqu'une des caractéristiques majeures des campagnes malgaches repose sur la diversité de leurs situations climatique, géographique et économique. Le travail s'est donc attaché à une étude des dynamiques de pauvreté ciblée sur le milieu rural. A cette fin, un système d'information original, composé des enquêtes statistiques du Réseau des observatoires ruraux de Madagascar (ROR) et de deux séries d'enquêtes qualitatives, a été mobilisé. L'utilisation de ce système d'information spécifique a nécessité une réflexion méthodologique propre à créer une synergie entre analyses qualitative et quantitative.

Grâce à la mobilisation des méthodes qualitative et quantitative, l'étude a permis de participer à une meilleure compréhension des dynamiques de pauvreté en milieu rural

²²⁴ Certainement la croissance s'établissant à presque 10% en 2003 est gonflée par un effet de rattrapage lié à la profondeur de la crise en 2002, mais, en 2004 et 2005, des taux de croissance de l'ordre de 5% environ confirment une dynamique positive.

malgache. A l'exposé des principaux résultats établis par cette étude succédera la présentation d'un certain nombre de prolongements d'intérêt.

1. L'alternance des analyses qualitative et quantitative au service de l'étude des dynamiques de pauvreté

Étant donnée la multitude d'approches qui revendiquent l'inscription dans une démarche qualitative malgré leur nature pour le moins diverse, l'effort de caractérisation du qualitatif et du quantitatif s'est imposé comme un préalable incontournable à ce travail. Cet aspect de la recherche fait l'objet du premier chapitre. On serait tenté de s'en tenir au constat d'un système de différences (Couty [1984]) qui impliquerait que le qualitatif ne puisse être défini qu'en regard du quantitatif, et les spécifier *a minima* par la forme des données ou des techniques mobilisées. On identifie alors des couples d'opposés : données qualitatives *versus* données quantitatives, entretien ouvert *versus* entretien fermé, monographie *versus* enquête représentative, etc. Pourtant, une technique d'enquête ne constitue en aucun cas une méthode d'analyse, et cette dernière ne peut être pensée qu'en lien avec le pôle épistémologique de la recherche (Lessard-Hébert *et al.* [1997] et Erickson [1986]). Au-delà de ce système de différences, l'analyse montre ainsi que qualitatif et quantitatif renvoient à deux modes d'intelligibilité du réel. Ces derniers fondent la spécificité des options méthodologiques et techniques retenue dans chacune des approches. Ainsi, quantitatif et qualitatif constituent deux ensembles de méthodes. Le premier est orienté sur la mise en évidence des régularités du phénomène et s'appuie sur l'extrapolation statistique. Le second repose sur le principe illustratif auquel est associé une modalité de généralisation par la méthode comparative.

L'étude montre ensuite que les deux démarches, « *irréductibles mais complémentaires* »²²⁵, peuvent utilement être combinées pour enrichir l'analyse des phénomènes socio-économiques, parmi lesquels la pauvreté et ses dynamiques, dans la mesure où l'on prend la mesure de leurs forces et faiblesses respectives. L'outil statistique du ROR constitue déjà en soi une combinaison de ces méthodes, puisqu'il repose sur une logique illustrative. En effet, la construction de l'échantillon statistique selon le principe de l'échantillonnage raisonné répond à l'objectif d'illustration de la diversité des campagnes malgaches et des problématiques socio-économiques associées. Il constitue donc un outil privilégié d'expérimentation de diverses modalités de combinaisons entre analyses qualitative

²²⁵ Expression empruntée à Winter [1984 :1].

et quantitative, qui soient adaptées à l'étude des dynamiques de pauvreté. Ce questionnement d'ordre méthodologique est transversal à l'ensemble de la thèse. Cette dernière a établi plusieurs modalités de combinaison, pensées pour enrichir les différents aspects des questionnements conceptuels et factuels de la thèse.

Le deuxième chapitre, consacré au concept de pauvreté, et plus précisément à l'identification de ses dimensions pertinentes et des moyens pour le mesurer, propose deux modes de combinaison aptes à enrichir les approches économiques conventionnelles. En effet, l'analyse qualitative serait à même de pallier certaines des faiblesses des mesures existantes et de mieux saisir la réalité complexe du phénomène. Depuis les années 1970, on assiste à l'extension thématique du champ de la pauvreté vers des aspects rétifs aux enquêtes standard. Ravallion [2001] souligne alors l'intérêt de recourir au qualitatif pour dépasser les problèmes d'identification (choix de la pondération à accorder aux aspects du bien-être qui ne sont révélés par le marché) et de référencement de la ligne de pauvreté (détermination du niveau de bien-être socialement partagé en deçà duquel un individu est considéré comme pauvre). Par ailleurs, bien qu'un consensus se dégage sur la nature profondément multidimensionnelle de la pauvreté, le débat quant aux dimensions pertinentes n'est pas clos. Enfin, la prise en compte de la pauvreté comme le résultat d'un processus dynamique implique de rassembler des informations sur le processus de conversion des ressources en libertés réelles d'être et de faire (Sen [2000]). A ce titre, il est nécessaire de comprendre le rôle des structures sociétales et des institutions sociales, notamment informelles.

Deux modes de combinaisons des analyses qualitatives et quantitatives sont susceptibles de répondre à ces enjeux de la recherche. La première modalité, que nous avons dénommée la combinaison séquentielle, suppose de réaliser une analyse qualitative des représentations sociales de la pauvreté, puis d'utiliser les résultats établis pour construire un indicateur de pauvreté multidimensionnel. Dans la deuxième modalité, la combinaison analytique, l'analyse qualitative des représentations sociales fournit des éléments de compréhension nécessaires à l'étude du processus de pauvreté, c'est-à-dire les mécanismes socio-économiques sous-jacents. L'étude des représentations sociales, conduite sur la base d'une enquête qualitative, réalisée en 2003 sur les Hautes Terres de Madagascar (observatoires de Mandjakandriana et d'Antsirabe), établit clairement l'existence de deux niveaux dans les discours sur la pauvreté. Elle suggère l'importance de la sphère immatérielle conjointement à la sphère matérielle. Plus particulièrement, deux pistes de recherche relatives aux aspects immatériels émergent : la valeur identitaire de la terre et la notion de dépendance. Cependant, étant donnée l'étroitesse

de l'échantillon de l'analyse qualitative, il s'est avéré hasardeux de se baser sur ces seuls résultats pour mettre en œuvre la technique de complémentarité séquentielle dans le but de créer un indicateur multidimensionnel. C'est pourquoi, l'étude empirique, menée dans la deuxième partie de la thèse, repose sur la complémentarité analytique et informationnelle, en s'appuyant, du point de vue de l'analyse quantitative, sur une mesure monétaire de la pauvreté.

L'analyse des dynamiques de pauvreté vise à prendre en compte non seulement les aspects temporels du phénomène mais également ce que nous avons appelé le processus de pauvreté. La partie empirique dans son ensemble s'appuie sur une démarche comparative, respectueuse de la structure illustrative des données produites par le ROR. Les deux observatoires retenus, les observatoires d'Antsirabe et de Marovoay, ont été sélectionnés pour deux raisons. D'une part, ils illustrent deux zones agro-économiques typiques des campagnes malgaches. D'autre part, ils sont caractérisés par des habitudes alimentaires relativement proches (très nette prédominance du riz dans les budgets de consommation), ce qui fonde la possibilité de mettre en œuvre des comparaisons spatiales réalistes et robustes en termes de pauvreté monétaire.

Le troisième chapitre de la thèse s'attache à l'étude de la pauvreté dans une perspective temporelle. Dans une première approche de la question, une analyse des évolutions de la pauvreté sur la période 1998-2002 est effectuée. Elle permet d'établir deux résultats essentiels. Premièrement, l'observatoire d'Antsirabe est caractérisé par une incidence, une intensité et une inégalité de la pauvreté systématiquement plus élevées que ce que l'on observe sur l'observatoire de Marovoay. Deuxièmement, on constate des évolutions temporelles contrastées entre les deux zones rurales. Sur l'observatoire d'Antsirabe, on remarque une stabilité des mesures de la pauvreté entre le début et la fin de la période de référence, alors que sur l'observatoire de Marovoay, une tendance baissière est mise en évidence. Ainsi, le constat d'une déconnexion des évolutions de la pauvreté en milieu rural vis-à-vis des évolutions macroéconomiques nationales doit être nuancé en raison des spécificités des zones rurales. Plusieurs éléments sont à même d'expliquer ces différences marquées. Bien que les deux observatoires fassent partie des campagnes les moins enclavées de Madagascar, la zone de Marovoay, historiquement liée au marché national en raison de son orientation rizicole, semble mieux à même de profiter de la croissance nationale. Qui plus est, le périmètre irrigué de Marovoay a fait l'objet d'investissements importants dès le milieu des années 1990. Ainsi, les évolutions de l'observatoire d'Antsirabe sont avant tout liées à des

chocs conjoncturels locaux alors que l'observatoire de Marovoay est plus fortement connecté aux évolutions nationales. Ce constat semble confirmé, lors de la crise de 2002, par la stabilité des mesures de la pauvreté à Antsirabe et la hausse de la pauvreté à Marovoay.

L'analyse des évolutions de la pauvreté est cependant loin d'épuiser les questionnements induits par la prise en compte du temps dans l'étude de la pauvreté. De ce fait, cette approche préliminaire est donc approfondie par une analyse intertemporelle qui repose sur la mobilisation de la structure de panel des données des observatoires ruraux. L'étude des mouvements d'entrées et de sorties de/dans la pauvreté entre les périodes d'observation, souligne que les ménages des deux zones rurales connaissent des trajectoires de pauvreté différenciées. Il est alors nécessaire de distinguer deux formes de pauvreté : la pauvreté transitoire met en évidence l'impact des chocs négatifs dans la détérioration temporaire des conditions de vie des ménages, et la pauvreté chronique reflète une situation de pauvreté durable que l'on peut rapprocher du concept de trappe à pauvreté. La caractérisation des deux zones selon les formes de pauvreté intertemporelles renforce le constat de différences spatiales marquées. Alors que la pauvreté chronique prédomine à Antsirabe, la population de l'observatoire de Marovoay est majoritairement touchée par la pauvreté transitoire. L'analyse économétrique des déterminants des formes de pauvreté met en évidence l'importance de la localisation géographique, mais aussi des caractéristiques agricoles, pour expliquer les différences régionales. Pourtant, la mise en lumière de l'hétérogénéité des deux zones ne doit pas masquer leurs similitudes. Ainsi, quel que soit l'observatoire, la pauvreté chronique est liée à une faiblesse cumulée des dotations en capital, alors que la pauvreté transitoire dépend plutôt des chocs conjoncturels et de l'absence de mécanismes de réponse efficaces aux chocs négatifs.

Pourtant, cette première analyse des dynamiques de pauvreté doit être complétée. En effet, la prise en compte des seuls mécanismes de gestion *ex-post* des chocs occulte une partie importante de l'analyse du processus de pauvreté. Ces limites sont levées dans le quatrième chapitre. La capacité des ménages à mettre en place des mécanismes de gestion du risque efficace est déterminante pour expliquer leurs trajectoires de pauvreté. Parmi ceux-ci, la pluriactivité rurale, caractéristique de l'organisation productive des ménages, joue un rôle majeur. L'analyse qualitative montre le rôle déterminant de la diversification des activités pour expliquer le processus de pauvreté. Les deux séries d'enquêtes qualitatives sont, à ce titre, complémentaires. La première fait apparaître la prédominance de stratégies évolutives dans la gestion *ex-post* des chocs et suggère l'étroitesse de la liberté réelle des ménages les

plus démunis. La seconde prend en compte un horizon temporel élargi grâce au recours à une technique adaptée du récit de vie. Elle fait émerger l'idée selon laquelle le recours à la pluriactivité, dans une stratégie d'accumulation progressive, peut être à même d'initier une dynamique de sortie de la pauvreté. Cependant, tous les ménages n'en ont pas la capacité. Au-delà du fait de diversifier ou non, la forme de pluriactivité retenue apparaît comme déterminante. De même que l'analyse *ex-post*, l'approche *ex-ante* souligne le rôle central de la limitation des libertés réelles pour expliquer l'exclusion des opportunités d'activité les plus rémunératrices. L'étroitesse des ressources et la survenance de chocs répétés se combinent pour créer des situations de pauvreté durable transmises à la génération suivante. Enfin, dans tous les cas, la vulnérabilité des ménages, c'est-à-dire le risque de voir sa situation se dégrader, reste importante. Les résultats de l'analyse qualitative, qui reposent sur des échantillons particulièrement étroits, doivent toutefois être généralisés par la mise en œuvre d'une analyse quantitative. Une première étape du processus de généralisation des résultats s'appuie sur la méthode de classification multidimensionnelle. Elle permet de spécifier des types de diversification des activités caractéristiques, et l'analyse établit que la nature de la diversification présente des corrélations fortes avec les formes intertemporelles de pauvreté. L'analyse économétrique des déterminants des modes de diversification des activités révèle le rôle déterminant des opportunités socio-économique des ménages. Pourtant, toutes choses égales par ailleurs, le choix des structures d'activité les moins rémunératrices, et donc les moins propices à mettre en place une dynamique de sortie de la pauvreté, est lié à un déficit cumulé des différents types de capital.

A l'issue de l'exposé du travail réalisé au cours de la présente étude, un certain nombre de prolongements de la recherche sont mis en lumière.

2. La nécessité d'explorer de nouvelles dimensions des privations par une démarche en interdisciplinarité

Trois prolongements essentiels apparaissent. En premier lieu, l'étude doit être étendue dans le temps et dans l'espace pour mieux informer les politiques publiques de lutte contre la pauvreté. En deuxième lieu, l'analyse des dynamiques de pauvreté, menée sur la base d'une mesure monétaire du phénomène pourrait être considérablement enrichie par la mobilisation de mesures alternatives. En troisième lieu, la réflexion sur les modalités de combinaison entre méthodes qualitative et quantitative peut servir de base méthodologique à un

approfondissement de l'analyse des dynamiques de pauvreté dans le cadre d'une recherche en interdisciplinarité.

La période d'observation retenue, coïncidant avec la période de redémarrage de l'économie nationale, n'offre pas un recul suffisant pour saisir les effets d'entraînements potentiels, dont on sait que certains d'entre eux se produisent de façon différée. Il serait donc opportun de prolonger l'observation des dynamiques de pauvreté en milieu rural sur la période récente. Il est cependant difficile d'accroître l'étendue de la période d'observation retenue dans la cadre de ce travail pour mettre en œuvre les techniques d'identification des formes de pauvreté chronique et transitoire. En effet, l'étroitesse de la population statistique de chaque observatoire (environ 500 ménages enquêtés annuellement) et le renouvellement important du panel en 2003 (notamment pour l'observatoire d'Antsirabe) imposent de décaler la période d'observation dans le temps. En revanche, l'extension spatiale de l'analyse à l'ensemble des observatoires serait à même d'accroître considérablement la connaissance des conditions de vie des ménages ruraux malgaches, en soulignant, de ce point de vue les spécificités des régions et leurs similitudes grâce à la démarche comparative. Pourtant, l'extension spatiale de l'analyse est susceptible de poser des problèmes si l'on retient une mesure monétaire de la pauvreté. En effet, la ligne de pauvreté doit à la fois refléter les habitudes de consommation locales et permettre des comparaisons spatiales robustes. De ce point de vue, les habitudes alimentaires varient considérablement d'une région à l'autre. Notamment dans le Sud de Madagascar, une part importante de l'apport calorique provient de la consommation de maïs et de manioc, ce qui constitue une différence notable par rapport aux autres régions caractérisées par des budgets alimentaires fortement dépendants du riz. Pourtant, la montée en puissance des collectivités décentralisées (communes et régions) dans les politiques de développement et de lutte contre la pauvreté réaffirme l'intérêt pour des analyses aptes à refléter les spécificités locales. Dans ce contexte, l'impact des observatoires en termes d'étude de la pauvreté pourrait être accru par l'évaluation, pour chaque observatoire, de la ligne de pauvreté nationale évaluée au prix locaux. De cette façon, il devient possible de situer les observatoires sur le plan national, en termes de pauvreté, et d'assurer des comparaisons spatiales robustes. D'un point de vue technique, cet objectif peut être atteint avec des coûts extrêmement limités par une simple extension à plus de biens et services de l'enquête sur les prix déjà mise en œuvre par le ROR. La mesure monétaire, assujettie à la ligne nationale, pourrait être complétée par une deuxième évaluation, contextuelle et propre à chaque observatoire, ce qui permet de travailler en adéquation avec

les spécificités prévalant sur chaque zone. La mise en œuvre des deux moyens d'évaluation aurait pour effet de combiner les deux objectifs essentiels pour l'analyse de la pauvreté : le souci de comparaisons spatiales robustes et le besoin d'assurer des évaluations respectueuses des habitudes locales. De plus, au niveau du système d'information national sur la pauvreté, cela serait fondateur d'une réelle complémentarité entre les études menées sur la base de l'enquête prioritaire auprès des ménages et celles produites à partir du ROR.

Par ailleurs, l'analyse des dynamiques de pauvreté serait considérablement enrichie par une étude menée à partir d'un indicateur de pauvreté multidimensionnel. Les mesures monétaires et multidimensionnelles sont profondément complémentaires, puisqu'elles captent des aspects différents de la pauvreté. L'ensemble des études les ayant mis en œuvre s'accordent à souligner que les populations identifiées comme pauvres par chacune ne se recouvrent que partiellement. Par ailleurs, on peut s'attendre à ce qu'une mesure multidimensionnelle donne une idée plus juste de la pauvreté structurelle que les indicateurs monétaires, par nature plus fluctuants (Wehlan [1993]). Il est ainsi possible d'affiner la typologie des formes de pauvreté, la décomposition entre pauvreté chronique et pauvreté transitoire étant approfondie par le repérage de la nature de la privation subie. Si, en soi, la mise en œuvre d'un indicateur multidimensionnel constitue un prolongement incontournable de la présente recherche, il pourrait s'avérer intéressant de définir les dimensions pertinentes par le biais d'une étude approfondie des représentations sociales de la pauvreté à Madagascar.

L'analyse des représentations de la pauvreté menée dans le cadre du présent travail suggère que les aspects immatériels, en lien avec les aspects sociétaux ont une importance majeure. Cependant, l'étude nécessite d'être approfondie et étendue. Le faible nombre d'entretiens produits, qui plus est réalisés sur la seule zone des Hautes Terres de Madagascar, ne constitue pas un socle suffisamment robuste pour la construction d'un indicateur multidimensionnel. Le problème ne peut être résolu uniquement par la mise en œuvre d'une combinaison séquentielle des démarches qualitative et quantitative. Plus profondément, cela correspond à une question type de recherche interdisciplinaire qui peut être élaborée autour de l'outil statistique des observatoires ruraux. En effet, ce dernier permet l'articulation en souplesse des méthodes et des disciplines par le biais d'effets de zoom et des jeux d'échelle. Il permet d'allier le principe illustratif, propre à la démarche qualitative, et un moyen de généralisation des résultats en les testant sur un échantillon statistique plus large. De plus, les enquêtes du ROR peuvent être aisément remaniées d'une année sur l'autre par l'ajout ou la réorientation des modules de questions. Cette souplesse d'utilisation autorise une adaptation

rapide de l'enquête quantitative aux résultats de l'analyse qualitative. Le travail en association avec d'autres disciplines (géographie, anthropologie, agronomie) enrichirait considérablement l'étude, non seulement avec l'objectif de construire des indicateurs de pauvreté respectueux des représentations locales, mais aussi de façon à mieux comprendre les processus à l'œuvre et les dynamiques de changement social en lien avec les aspects sociétaux des différentes zones rurales malgaches. Cette démarche interdisciplinaire serait à même de mieux informer les politiques de lutte contre la pauvreté.

3- La politique de lutte contre la pauvreté, un objectif intégré entre développement socialement durable et vision sociale élargie

La présente étude a montré qu'il ne suffit pas de créer des opportunités d'activités rémunératrices pour favoriser les sorties de pauvreté, puisque tous les ménages ne sont pas à même de les saisir. Ainsi, en l'absence d'une intervention politique ciblée sur le monde rural, ce dernier, et plus particulièrement ses populations les plus démunies et les plus fragiles, ne profiteront pas de la croissance nationale. Il reste cependant à définir les modalités d'intervention à privilégier. Les orientations méthodologiques de l'étude ne se prêtent pas à l'énonciation de recommandations de politique économique, notamment parce que seules deux zones ont été prises en considération. Cependant, deux principes d'orientation peuvent être suggérés : la nécessité d'intégrer les objectifs de politique de lutte contre la pauvreté aux politiques de développement, et la mise en place d'un système social alliant les objectifs de protection et de promotion. Il reste toutefois essentiel de mener des études complémentaires pour les affiner et leur adjoindre des modalités opératoires.

Malgré les spécificités marquées entre les deux observatoires, ils sont, l'un et l'autre, caractérisés par une économie paysanne. L'organisation productive des ménages associe polyculture et pluriactivité, et la survie des exploitations dépend en grande partie des revenus générés par les activités menées en dehors de l'exploitation familiale. Dans ce contexte, on peut s'interroger sur l'impact en termes de pauvreté des politiques d'intensification rizicole telles qu'elles sont mises en place dans les greniers à riz de Madagascar. Cette thématique permet de faire émerger la profonde antinomie entre deux des objectifs principaux de développement rural. S'il apparaît essentiel d'initier une hausse des rendements rizicoles pour satisfaire à l'objectif de sécurité alimentaire nationale, cette politique pourrait être coûteuse en termes de conditions de vie des petits exploitants. Ces derniers forment le grand banc des ménages ruraux pauvres et ils ne sont pas à même de se plier aux contraintes de

l'intensification rizicole puisque la diversification des activités et des sources de revenu, malgré son efficacité toute relative, est un des seuls moyens dont disposent les ménages pour gérer le risque. Il s'agit alors d'intégrer dans un cadre unique de politique économique les politiques de protection sociale, les politiques de lutte contre la pauvreté et les politiques de développement (Ballet *et al.* [2005]), avec un souci de différenciation selon les zones rurales et une attention particulière aux populations les plus fragiles et les plus démunies.

Dans un pays caractérisé par l'absence de systèmes de protection sociale et de redistribution, les conditions de vie des ménages ruraux, leurs possibilités de gestion des chocs et leur aptitude à sortir de la pauvreté reposent essentiellement sur leurs propres moyens. Cet état des faits est créateur d'un risque de marginalisation et d'exclusion économique des personnes dotées de ressources limitées. En favorisant la perpétuation de situations de trappe à pauvreté, cela est susceptible de participer à l'accroissement des inégalités puisque tous les ménages n'ont pas la même possibilité de profiter des opportunités produites par la croissance. La mise en place d'un système public de protection efficace semble s'imposer comme un volet incontournable de la lutte contre la pauvreté dans sa forme transitoire comme dans sa forme persistante. Comme le suggèrent Drèze et Sen [1989], il s'agit en effet de penser à la fois les objectifs de sécurisation (lutter contre la pauvreté transitoire en réduisant l'impact des chocs sur les conditions de vie des ménages) et de promotion (lutter contre la pauvreté chronique en favorisant les sorties de la pauvreté, et faire en sorte que l'entrée dans la pauvreté ne se transforme pas en une situation de pauvreté de long terme). En effet, Barrientos, Hulme et Shepherd [2005] soulignent que la politique de transferts sociaux, si elle peut s'avérer efficace pour limiter le risque d'entrée dans la pauvreté, n'est pas adaptée à l'objectif de réduction de la pauvreté chronique. Ce dernier ne peut être atteint que par une « vision sociale élargie » combinant protection du niveau de vie des conséquences des chocs négatifs et transferts d'actifs. Cependant, les modalités de ce système de protection doivent être fixées en considération des institutions sociales existantes, parce que la connaissance fine de ces dernières est une condition de construction d'un système social adapté. Comme le rappelle Platteau [2005], les différents systèmes de protection sociale européens et américains se sont développés sur le terreau formé par les organisations communautaires, les unions communales et les institutions religieuses existantes. Un système de protection sociale soutenable ne peut se développer que sur la base d'institutions locales fortes.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abdulai, A. et CroleRess, A., 2001, « Determinants of income diversification amongst rural households in Southern Mali », *Food Policy*, vol 26(4), pp 437-452.
- Abdulai, A. et Delgado, C. L., 1999, « Determinants of nonfarm earnings of farm-based husbands and wives in Northern Ghana, *American Journal of Agricultural Economics*, vol 81(1), pp 117-130.
- Abulai, A. et Regmi, P. P., 2000, « Estimating labor supply of farm households under non-separability : empirical evidence from Nepal », *Agricultural Economics*, vol 22(2), pp 309-320.
- Alderman, H. *et al.*, 2001, « Attrition in longitudinal household survey data : some tests for three country survey samples », *Demographic Research*, n°5, pp 78-124.
- Alderman, H. et Praxon, C., 1994, « Do the poor insure ? A synthesis of the literature on risk and consumption in developing countries », *Proceedings to the 4th International Economics Association Meeting*, Moscou.
- Alkire, S., 2002a, « Dimensions of human development », *World Development*, vol 30(2), pp 181-205.
- Alkire, S., 2002b, *Valuing freedoms. Sen's capability approach and poverty reduction*, Oxford University Press, Oxford.
- Anand, S. et Kanbur, S. M. R., 1993a, « The Kuznets process and the inequality-development relationship », *Journal of Development Economics*, vol 40(1), pp 25-52.
- Anand, S. et Kanbur, S. M. R., 1993b, « Inequality and development. A critique », *Journal of Development Economics*, vol 41(1), pp 19-43.
- Assidon, E., 2000, *Les théories économiques du développement*, La Découverte/Syros, Paris.
- Atkinson, A.B., 1991, « Comparing poverty rates internationally: lessons from recent studies in development countries », *The World Bank Economic Review*, vol 5, pp 3-22.
- Bachelard, G., 1993, *La formation de l'esprit scientifique : contribution à une psychanalyse de la connaissance*, J. Vrin, Paris, première édition 1934.
- Balestrino, A., 1996, « A note on functioning-poverty in affluent societies », *Notizie di politeia*, vol 12(34/44), pp 97-106.
- Ballet, J., Dubois, J. L. et Mahieu, F. R., 2005, « A la recherche du développement socialement durable, concepts fondamentaux et principes de base », *Développement durable et territoires*, disponible en ligne sur <http://developpementdurable.revues.org/document1165.html#tocto6>, consulté en mai 2006.
- Bane, M. J. et Elwood, D. T., 1986, « Slipping into and out of poverty : the dynamic of spells », *Journal of Human Resources*, vol 21(1), pp 1-23.
- Banque mondiale, 1990, *La Pauvreté*, Rapport sur le développement dans le monde, Banque mondiale, États-Unis.
- Banque mondiale, 2000, *Attacking poverty*, Rapport sur le développement dans le monde, Banque mondiale, Washington.

- Banque mondiale, 2004, *World Development Indicators*, Base de données, Banque mondiale, États-Unis.
- Banque mondiale, 2005, Madagascar development policy review, Rapport n°32167-MG, États-unis.
- Bardhan, P. et Udry, C., 1999, *Development microeconomics*, Oxford University Press, Oxford.
- Barret, C. B., 1997, « Liberalization and food price distributions : ARCH-M evidence from Madagascar », *Food Policy*, vol 22, pp 155-173.
- Barret, C. B., 2004, *Mixing qualitative an quantitative methods of analysing poverty dynamics*, SAGA (Strategies and Analysis for Growth and Access) Working paper, Cornell University, disponible en ligne : <http://www.saga.cornell.edu/images/wp160.pdf>, consulté en Août 2005.
- Barret, C. B., Reardon, T. et Webb, P., 2001, « Non farm income diversification and households livelihood strategies in rural Africa: concepts, dynamics and policy implications », *Food Policy*, vol 26(4), pp 315-331.
- Barret, C., Bezuneh, M. et Aboud, A., 2001, « Income diversification, poverty traps and policy shocks in Côte d'Ivoire and Kenya », *Food Policy*, vol 26(4), pp 367-384.
- Barrientos, A., Hulme, D. et Shepherd, A., 2005, « Can social protection tackle chronic poverty ? », *European Journal of Development Research*, vol 17(1), pp 8-23.
- Baulch, B. et Hoddinot, J., 2000, « Economic Mobility and Poverty Dynamics in Developing Countries », *Journal of Development Studies*, vol 36(6), pp 1-24.
- Baulch, B. et Masset, E., 2003, « Do monetary and non monetary indicators tell the same story about chronic poverty? A study of Vietnam in the 1990's », *World Development*, vol 31(3), pp 441-453.
- Bertin, A., 2005, « La liberté comme enjeu du développement : une lecture critique de *Development as freedom* d'Amartya Sen », *Économie et sociétés*, n° 43, pp 565-587.
- Bidani, B. et Ravallion, M., 1994, « How robust is a poverty profile? », *The World Bank Economic Review*, vol 8 (1), pp 75-102.
- Binet, C., Briet, P., Gastineau, B., Gastineau, P. et Omrane, M., 2005, *Condition de vie des ménages dans la commune d'Ampitatafika en période de soudure. Conséquence de la hausse du prix du riz sur les pratiques agricoles et la formation du revenu (décembre 2004-février 2005)*, Travaux et documents du programme de recherche 4D (Dynamiques démographiques et développement durable dans les Hautes Terres malgaches), Institut de Recherche pour le Développement, <http://www.ird.mg/4d/documents/Travaux%20et%20Documents-1.pdf>, consulté en Juillet 2005.
- Bird, K, Hulme, D., Moore, K. et Shepherd, A., 2002, *Chronic poverty in remote rural areas*, Chronic poverty research centre Working paper, n°13, disponible en ligne sur : http://www.chronicpoverty.org/pdfs/13Bird_et_al.pdf, consulté en mars 2006.
- Bird, K. et Shepherd, A., 2003, « Livelihoods and chronic poverty in semi-arid Zimbabwe », *World Development*, n° 31(3), pp 591-610.
- Bjornskov, C., 2006, « The multiple facets of social capital », *European Journal of Political Economy*, vol 22(1), pp 22-40.
- Blanc-Pamard, C., 1985, « Du paddy pour les porcs. Dérives d'une société rizicole », *Études rurales*, n° 99-100, pp 327-345.

- Blanc-Pamard, C., 1998, « La moitié du quart. Une ethnographie de la crise à Tananarive et dans les campagnes de l'Imerina », *Nature, science et société*, Les Ulis, n°4, pp 20-32.
- Blanc-Pamard, C., 2005, « Jeux d'échelles, territoires de recherche : exemples africains et malgaches », *Cybergeo : Revue européenne de géographie*, n°301, CNRS, disponible en ligne sur : <http://www.cybergeo.presse.fr/>, consulté en Août 2005.
- Blanc-Pamard, C. et Fauroux, E., 2004, « L'illusion participative. Exemples ouest-malgaches », *Autrepart*, 31, pp 3-19.
- Blanc-Pamard, C., et Ramiarantsoa, H., R., 2003, « Madagascar : sortie de crise ? », *L'espace géographique*, n°2, pp 184-191.
- Bockel, L., 2003, *Filière riz et pauvreté rurale à Madagascar : Déterminants d'une stratégie de réduction de la pauvreté rurale et politiques publiques de développement*, Thèse pour l'obtention du doctorat en Sciences Économiques, présentée et soutenue publiquement en octobre 2003, Université de Metz, Faculté de droit, d'Économie et d'Administration.
- Booth, D., 2001, « Towards a better combination of the qualitative and the quantitative: some design issues from Pakistan's participatory poverty assessment », contribution au séminaire *Qualitative and quantitative poverty appraisal: complementarities, tensions and the way forward*, Cornwall University, Royaume-Uni, pp 60-64.
- Bordeleau, L.-P., 2005, « Quelle phénoménologie pour quels phénomènes ? », *Recherches qualitatives*, Canada, vol 25(1), pp 103-127.
- Bouahom, B., Douangsavanh, L., Rigg, J., 2004, « Building sustainable livelihood in Laos: untangling farm from non-farm, progress from distress » *Geoforum*, n°35, pp 607-619.
- Bourguignon, F., 2004, *The poverty-growth-inequality triangle*, Article présenté lors de l'Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, 24 février.
- Canto, O., 2003, « Finding out the routes to escapes poverty : the relevance of demographic vs. labour market events in Spain », *Review of Income and Wealth*, série 49, n°4, décembre.
- Carter, M. R. et May, J., 1999a, *One kind of freedom : poverty dynamics in post apartheid South Africa*, Document de travail, n°427, Université de Wisconsin-Madison.
- Carter, M. R. et May, J., 1999b, « Poverty, livelihood and class in rural South Africa », *World Development*, vol 27(1), pp 1-20.
- Carvalho, S. et White, H., 1997, *Combining the quantitative and qualitative approaches to poverty measurement and analysis*, World Bank Technical Paper, n°366, World Bank, Washington D.C.
- Chambers, R. 1992, *Rural Appraisal: Rapid, relaxed and participatory*, IDS Discussion Paper, n° 311, Institute of Development studies, Royaume-Uni.
- Chambers, R., 1995, *Poverty and livelihood: whose really counts?*, Discussion Paper, n°347, Institute of Development Studies (IDS), Royaume-Uni.
- Chambers, R. et Conway, G. R., 1992, *Sustainable rural livelihood: practical concept for the 21st century*, Discussion Paper, n°296, Institute of Development Studies (IDS), Royaume-Uni.
- Chaudhuri, S., Jalan, J., et Suryahadi, A., 2001, *Assessing household vulnerability to. poverty: a methodology and estimates for Indonesia*, Columbia University Discussion paper series, n° 0102-

- 52, Columbia, disponible en ligne : <http://www.columbia.edu/cu/economics/discpapr/DP0102-52.pdf>, consulté en mai 2006.
- Chiappero Martinetti, E., 2000, « A multidimensional assessment of well-being based on Sen's functionings approach », *Rivista internazionale di scienze sociali*, n°2.
- Clark, D., 2002, *Visions of development : a study of human values*, Edward Elgar, Cheltenham, Royaume-Uni.
- Clark, D. A., 2003, « Concepts and perception of human well-being: some evidence from South-Africa », *Oxford Development Studies*, 31(2), pp 173-196.
- Clark, D., 2005, « Sen's capability approach and the many spaces of human well-being », *Journal of Development Studies*, vol 41 (8), pp 1339-1368.
- Clark, D. A. et Qizilbash, M., 2002, *Core poverty and extreme vulnerability in South Africa*, Discussion paper n° 2002-3, School of Economics, University of East Anglia, UK, disponible en ligne sur : http://www.geocities.com/poverty_in_southafrica, consulté en Août 2005.
- Clément, M., 2005, *Dynamiques de pauvreté, trajectoires de bien-être et transferts publics : le cas de la Russie*, Thèse pour le doctorat en sciences économiques, Université Montesquieu-Bordeaux IV, soutenue publiquement le 12 Décembre 2005.
- Coder, J., 1991, *Exploring non sampling errors in the wage and salary income data from the March current population survey*, Household and Household Economic Statistics Division, Bureau of the Census, Washington, D.C.
- Comte, A., 1995, *Discours sur l'esprit positif*, Librairie philosophique J. VRIN, Paris, première édition en 1844.
- Coudouel, A., Hentschel, J. et Wodon, Q., 2002, *Mesure et analyse de la pauvreté*, PRSP Sourcebook, World Bank, Washington D.C.
- Couty, P. et Lericollais, A., 1982, *Vers une méthode pratique d'analyse régionale. Le cas de la vallée du Sénégal (1957-1980)*, note AMIRA, 36.
- Couty, P., 1996, *Les apparences intelligibles : une expérience d'économiste en Afrique*, Arguments, Paris.
- Couty, P., 1984, « La vérité doit être construite », *Cahiers de l'O.R.S.T.O.M.* (Organisme de Recherche Scientifique et Technique d'Outre Mer), Série Sciences Humaines, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Paris, 20(1), pp 5-15.
- CPRC, 2004, *Chronic Poverty Report 2004-2005*, Chronic Poverty Research Centre, University of Manchester, disponible en ligne sur : http://www.chronicpoverty.org/resources/cprc_report_2004-2005_contents.html, consulté en mars 2006.
- Czukas, K., Fafchamps, M., Udry, C., 1998, « Drought and saving in West-Africa : are livestock a buffer stock? », *Journal of Development Economics*, vol 55(2), pp 273-305.
- Dabat, M.H., 2005, *Le prix du riz: facteur de richesse ou de pauvreté? Diagnostic du marché du riz à Madagascar en 2004 et début 2005 : commercialisation, importation et distribution*, Rapport d'expertise pour la Banque mondiale, Version finale, Banque mondiale, Mai.

- Datt, G. et Ravallion, M., 1992, « Growth and Redistribution Components of Changes in Poverty Measures. A Decomposition with Applications to Brazil and India in the 1980s », *Journal of Development Economics*, vol 38(2), pp 275-295.
- De Bruyne, P., Herman, J. et De Shoutheete M., 1974, *Dynamique de la recherche en sciences sociales : les pôles de la pratique méthodologique*, Presses Universitaires de France, Paris.
- De Vreyer, P., Herrera, J., Mesplé-Somps, S., 2003, « Les trappes spatiales à pauvreté, », *Dialogue-La lettre d'information de DIAL*, n°20, pp 2-7.
- Deaton, A., 1999, *Frontiers of poverty measurements in economics. Talking point*, Princeton, article préparé pour la consultation « Values, norms and poverty », Johannesburg, 13-14 janvier, Research programs in development economics, Princeton University
- Deaton, A., 1997, *The analysis of households surveys. A microeconomic approach to development policy*, The John Hopkins University Press, États-Unis, pp 26-32.
- Debalen, A., Paternostro, S. et Pierre, G., 2004, *The returns to participation in the non farm sector in rural Rwanda*, World Bank Policy Research Working Paper, n° 3462, World Bank.
- Deiniger, K. et Squire, L., 1998, « New ways of looking at old issues: inequality and growth », *Journal of Development Economics*, vol 57(2), pp 259-287.
- Deininger, K. et Okidi, J., 2002, *Growth and poverty reduction in Uganda, 1999-2002 : panel data evidence*, Economic policy research council, Kampala, Ouganda.
- Dercon, S., 1998, « Wealth, risk and activity choice: cattle in Western Tanzania », *Journal of Development Economics*, vol 55 (1), pp1-42.
- Dercon, S., 2005, « Risk, insurance and poverty: a review », dans Dercon, S. (ed.), *Insurance against poverty*, United Nation University-World Institute for Developments Economic Research (UNU-Wider), Finlande, pp 9-37.
- DFID, 2000, *Note d'information sur les moyens d'existence durables*, disponible en ligne sur : http://www.livelihoods.org/info/info_nonEng.html, consulté en Août 2005.
- Dissou, Y. et al., 2000, *Pauvreté à Madagascar : défi public et stratégies des ménages*, Document de travail, 114, Programme ILO, Madagascar, disponible en ligne sur : www.ilo.cornell.edu/images/wp114.pdf, consulté en Août 2005.
- Dostie et al., 1999, *Saisonnalité de la consommation alimentaire des ménages pauvres à Madagascar*, Document de travail, Institut National de Statistiques (INSTAT), Madagascar.
- Drèze, J., et Sen, A., 1989, *Hunger and public action*, Clarenton Press, Oxford.
- Droy, I., 1991, « La réhabilitation des petits périmètres irrigués à Madagascar : Une réponse aux importations en riz? », *Cahier des Sciences Humaines*, vol 27(1-2), pp 117-127.
- Droy, I. et Dubois, J.L., 2001, *L'observatoire : un instrument pour le suivi de la pauvreté*, Centre d'Économie du Développement, Document de travail, n°59, Université Montesquieu Bordeaux-IV, Bordeaux.
- Droy I. et Rasolofoa P., 2001, « Entre cyclone et marchés mondiaux, la vulnérabilité des ménages de la côté Est de Madagascar », Séminaire *La pauvreté à Madagascar : Etat des lieux, facteurs explicatifs et politiques de réduction*, Antananarivo, 4-7 février.

- Droy, I., Ratovoarinony, R. et Roubaud, F., 2000, « Les observatoires ruraux à Madagascar : une méthodologie originale pour le suivi des campagnes », *Stateco*, n°95-96-97, pp 123-140.
- Dubois, J.L., 1992, *Réfléchir pour mesurer. Innovations méthodologiques pour la collecte et l'analyse d'informations statistiques*, Les dimensions sociales de l'ajustement en Afrique Subsaharienne, Enquêtes et Statistiques, Document de travail n°7, Banque mondiale, Washington.
- Dubois, J. L., 1996, « Quel système d'information pour les politiques de lutte contre la pauvreté ? », *Cahier des Sciences Humaines*, vol 32(4), pp 869-891.
- Dubois, J.L., Mahieu F.R., et Poussard, A., 2001, *La durabilité sociale comme composante du développement humain durable*, Centre d'Économie et d'Éthique pour l'Environnement et le Développement, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, disponible en ligne sur : <http://mapage.noos.fr/RVD/soutenabilisoc1.htm>, consulté en mars 2006, à paraître dans les *Cahiers du GRATICE*.
- Dubois, J. L. et Marniesse, S., 1994, « Les organisations et la lutte contre la pauvreté : diversité des concepts et orientations politiques », *Le courrier de la planète*, n° 53, Solagral, Montpellier, pp 11-13.
- Eisner, E. W., 1990, « The meanings of alternative paradigms for practice », dans Guba, E.G. (ed.), *The paradigm dialog*, Sage publications, Newbury Parck.
- Elder, J. E., 1999, *A generation later: households strategies and economic change in the rural Philippine*, University of Hawai'i Press, Honolulu.
- Ellis, F., 2000, « The determinants of rural livelihood diversification in developing countries », *Journal of Agricultural Economics*, vol 51 (2), pp 289-302.
- Erickson, F., 1986, « Qualitative methods in research on teaching », *Handbook of Research on Teaching*, de M.C. Wittrock, Macmillan, New York.
- Escobal, J., 2001, « The determinants of nonfarm income diversification in rural Peru », *World Development*, vol 29(3), pp 497-508.
- Escofier, P. et Pagès, J., 2002, *Analyse factorielle simple et multiple : objectifs, méthode et interprétation*, 3ème édition (1ère édition 1998), Dunod, Paris.
- Evans, H. E., et Ngau, P., 1991, « Rural –urban relations, household income diversification and agricultural productivity », *Development and Change*, n°22, pp 519-545.
- Fafchamps, M., 2005, « Inequality and risk », dans Dercon, S. (ed.), *Insurance against poverty*, United Nation University-World Institute for Developments Economic Research (UNU-Wider), Finlande, pp 76-106.
- Falaris, E., 2003, « The effect of survey attrition in longitudinal surveys ; evidence from Peru, Côte d'Ivoire and Vietnam », *Journal of Development Economics*, vol 70 (1), pp 133-157.
- FAO, 1995, « Gestion des programmes d'alimentation des collectivités », *Etudes FAO Alimentation et Nutrition*, n°23.
- Farvaque, N., *Les tentatives d'opérationnalisation de l'approche par les capacités et la place de l'évaluateur*, Document de travail de l'IDHE (Institutions et Dynamiques Historiques de l'Économie), CNRS, n°03-07, disponible en ligne sur : <http://www.idhe.ens-cachan.fr/ric0307.PDF>, consulté en Septembre 2005.

- Fauroux, E., 1994, « Les structures invisibles du pouvoir dans les villages sakalava de la vallée de la Maharivo », *Omalv Sy Anio*, n°33-336, pp 61-74.
- Fauroux, E., 2003, *Comprendre une société rurale : une méthode d'enquête anthropologique appliquée à l'Ouest malgache*, Éditions du GRET, collection Études et Travaux, Paris.
- Ferreira, H. G. et Lanjouw, P., 2001, « Rural nonfarm activities and poverty in the Brazilian Northeast », *World Development*, vol 29(3), pp 509-528.
- Ferréol, G. et al., 1991, *Dictionnaire de sociologie*, Collection Cursus, Armand Colin, Paris.
- Foster, J., 1984, « On economic poverty : a survey of aggregate measures », *Advances in Econometrics*, vol 3, pp 215-251.
- Foster, J., Greer, J. et Thorbecke, E., 1984, « A class of decomposable poverty measures », *Econometrica*, vol 52, pp 761-766.
- Foster, J. et Shorrocks, A. F., 1988a, « Poverty orderings », *Econometrica*, vol 56(1), pp 173-177.
- Foster, J. et Shorrocks, A. F., 1988b, « Poverty orderings and welfare dominance », *Social Choice and Welfare*, n°5, pp 179-198.
- Gaiha, R., 1992, « On the chronically poor in rural India », *Journal of International Development*, vol 4(3), pp 273-289.
- Gaiha, R. et Deolalikar, A. B., 1993, « Persistent, expected and innate poverty : estimates for semi arid rural South India », *Cambridge Journal of Economics*, vol 17(4), pp 409-421.
- Galbraith, J. K., 2005, « L'art d'ignorer les pauvres », *Le monde diplomatique*, Octobre, disponible en ligne : http://www.monde-diplomatique.fr/2005/10/GALBRAITH/12812?var_recherche=pauvret%C3%A9, consulté en juin 2006, première publication : *Harper's Magazine*, novembre 1985.
- Galy, M., 1999, « Anthropologie de la pauvreté : synthèse des études à Tamatave et dans le Vakinankaratra », dans Galy et al., 1999, *Mécanismes amortisseurs qui jouent en faveur des ménages vulnérables*, Cornell University, GRECS, COMODE, disponible en ligne sur : <http://legacyhuman.wpg.cornell.edu/cfnpp/images/wp109.pdf>, consulté en janvier 2005.
- Gannon, F. et Sandron, F., 2003, « Convention de solidarité et intérêt collectif dans une communauté rurale malgache », Colloque *Conventions et institutions : approfondissements théoriques et contribution au débat politique*, 11-12 décembre, Paris-La Défense disponible en ligne sur : <http://www.ird.mg/4d/documents/Gannon%20Sandron%20Convention.pdf>, consulté en mars 2006.
- Gardes, F. et Loisy, C., 1997, « La pauvreté selon les ménages : une évaluation subjective et indexée sur le revenu », *Economie et Statistiques*, n°308-309-310, pp 95-109.
- Gauthier, F., 1987, « A la recherche de configuration dans une étude de cas : une rotation d'axes qualitatives dans un espace de caractéristiques tridimensionnel », dans *L'interprétation des données de la recherche qualitative*, Actes du colloque de l'Association pour la Recherche Qualitative, Université de Montréal, Faculté de Sciences de l'Éducation, Octobre 1986, pp 31-43.
- Gondard-Delcroix, C. et Rousseau, S., 2004, « Vulnérabilité et stratégie durable de gestion des risques : une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar », *Revue Développement Durable et Territoire*, disponible en ligne sur : http://www.revueddt.org/dossier003/D003_A03.htm, consulté en janvier 2005.

- Grenier-Torres, C., 2003, *Situations de vie et itinéraires génésiques dans un contexte de pandémie de SIDA à Bouaké (Côte d'Ivoire)*, Thèse pour le doctorat en sociologie, présentée et soutenue publiquement le 17 Décembre 2003, Université Victor Segalen Bordeaux 2.
- Groulx, L. H., 1997, « Contribution de la recherche qualitative à la recherche sociale », dans Poupart J., Deslauriers J. P., Groulx L. H., Laperrière A., Mayer R. et Pirès A. P. (eds.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Gaëtan Morin Editeur, Canada, pp 55-82.
- Habermas, J., 1987, *Logique des sciences sociales et autres essais*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Haddad, L., Ahmed, A.U., 2002, « Avoiding Chronic and Transitory Poverty: Evidence from Egypt 1997-1999 », *IFPRI-FCND Discussion Paper*, n° 133, Washington D.C.
- Hawthorn, G. et Sen, A. (eds.), 1985, *The standard of living*, Tanner Lectures, Clare Hall, Cambridge.
- Hentschel, J., 1999, « Contextuality and data collection methods: a framework and application to health service utilisation », *Journal of Development Studies*, 35(4), pp 64-94.
- Hermet, G., Badie, B., Birnbaum, P. et Braud, P., 1998, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Armand Colin, Paris.
- Herrera, J. et Roubaud, F., 2003, *Dynamiques de la pauvreté urbaine au Pérou et à Madagascar, 1997-1999 : une analyse sur données de panel*, DIAL (Développement et Insertion Internationale), Document de Travail, n° 2003/03.
- Hill, M. et Jenkins, S., 1994, *Poverty amongst British children : chronic or transitory*, Working paper n° 9923, ESCR Research Centre on Micro-Social Change, University of Essex, Colchester.
- Hugon, P., 1987, « La crise économique à Madagascar », *Afrique contemporaine*, n°144, pp 3-22.
- Hulme, D. et McKay, A., 2005, *Identifying and understanding chronic poverty: beyond monetary measures*, GRADE (GRupo de Analisis para el DESarrollo), mimeo, disponible en ligne sur : www.wider.unu.edu/conference/conference-2005-3, consulté en Août 2005.
- Hulme, D. et Shepherd, A., 2003, « Conceptualizing chronic poverty », *World Development*, vol 31(3), pp 403-423.
- Hulme, D., Moore, K. et Shepherd, A., 2001, *Chronic Poverty: Meanings and Analytical Frameworks*, Chronic Poverty Research Centre Working Paper, n° 2, University of Manchester.
- INSTAT et ILO, 2003a, *Main d'œuvre agricole et pauvreté à Madagascar*, Brief n°3, Système d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité à Madagascar, http://www.fivims.net/documents/Madagascar/Policy%20Briefs/SICIAV_Brief_3.pdf, consulté en Juillet 2005.
- INSTAT et ILO, 2003b, *Sources de revenu des ménages et pauvreté*, Brief n°4, Système d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité à Madagascar, http://www.fivims.net/documents/Madagascar/Policy%20Briefs/SICIAV_Brief_%204.pdf, consulté en Juillet 2005.
- INSTAT, 2005, *Policy brief – Enquête Prioritaire auprès des Ménages 2004*, Ministère de l'économie des finances et du budget, Madagascar, disponible en ligne : http://www.instat.mg/pdf/epm_2005_240306_02_poly.pdf, consulté en juin 2006.

- INSTAT, 2006, *Policy brief – Enquête Prioritaire auprès des Ménages 2005*, Ministère de l'économie des finances et du budget, Madagascar, disponible en ligne : http://www.instat.mg/pdf/epm_2004.pdf, consulté en juin 2006.
- Jalan, J. et Ravallion, M., 1997, *Spatial poverty trap?*, World Bank Policy Research Working Paper, n° 1862, Banque mondiale, Washington.
- Jalan, J. et Ravallion, M., 1998, « Transient poverty in postreform rural China », *Journal of Comparative Economics*, n°26, pp 338-357.
- Jalan, J. et Ravallion, M., 1999, « Are the poor less well insured? Evidence on vulnerability to income risk in rural China », *Journal of Development Economics*, vol 58, pp 61-81.
- Jalan, J. et Ravallion, M., 2000, « Is transient poverty different ? Evidence from rural China », *Journal of Development Studies*, vol 36(6), pp 82-99.
- Jasek-Rysdahl, K., 2001, « Applying Sen's capabilities framework to neighbourhoods: using local assets maps to deepen our understanding of well-being », *Review of Social Economy*, vol 46 (1), pp 33-58.
- Jenkins, S. P. et Lambert, P. J., 1997, « Three 'I's of poverty curves with an analysis of UK poverty trends », *Oxford Economic Papers*, n° 49, pp 317-327.
- Jenkins, S. P., 1998, *Modelling household income dynamics*, Colchester, University of Essex, mimeo.
- Jodha, N. S., 1988, « Poverty debate in India: a minority view », *Economic and Political Weekly*, Numéro spécial, pp 2421-2428.
- Johnson, M., McKay, A. D. et Round, J. I., 1990, *Income and expenditure in a system of household accounts. Concepts and estimation*, Les dimensions sociales de l'ajustement en Afrique Subsaharienne, Enquêtes et Statistiques, Document de travail n°10, Banque mondiale, Washington.
- Kakwani, N., 1990, *Testing for the significance of poverty differences, with application to Côte d'Ivoire*, LSMS Working paper, n°62, World Bank.
- Kakwani, N., 1997, *On Measuring Growth and Inequality Components of Poverty with application to Thailand*, School of Economics, University of New South Wales, Sydney.
- Kanbur, R., 2001, « Q-squared : a commentary on qualitative and quantitative appraisal », dans *Qualitative and quantitative poverty appraisal : complementarities, tensions and the way forward*, Kanbur R. (ed.), Cornwell University, Royaume-Uni, pp 1-17.
- Kanbur, S. M. R., 2002, *Conceptual challenges in poverty and inequality : one development economist's perspective*, Working paper, department of applied economics and management, Cornell University.
- Kaufmann, J. C., 2004, *L'entretien compréhensif*, Armand Colin, collection 128, Paris.
- Killick, T. et al., 1999, *Africa poverty status report – 1999*, SPA Working Group on Poverty and Social Policy.
- Kuznets, S., 1955, « Economic Growth and Income Inequality », *American Economic Review*, vol 45(1), pp 1-28.

- Lachaud, J.P., 1999, *Pauvreté, ménages et genre en Afrique subsaharienne. Nouvelles dimensions analytiques*, Bordeaux, Centre d'Économie du Développement, Série de recherche n°3, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Lachaud, J.P., 2000a, *Échelles d'équivalences et différentiel spatial de pauvreté et d'inégalité au Burkina Faso*, Document de Travail du Centre d'Économie du Développement, n°46, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Lachaud, J.P., 2000, *Pauvreté et inégalités en Afrique. Contribution à l'analyse spatiale*, Centre d'Économie pour le Développement/Institut de Recherche pour le Développement, Université Montesquieu Bordeaux IV, Série de recherche, n°4.
- Lachaud, J.P., 2002, *La dynamique de pauvreté au Burkina Faso revisitée : pauvreté durable et transitoire et vulnérabilité*, Centre d'Économie du Développement, Document de Travail, n°77, Université Montesquieu Bordeaux IV.
- Lanjouw, J. O. et Lanjouw, P., 2001, « The rural non-farm sector : issues and evidence from developing countries », *Agricultural Economics*, n° 26, pp 1-23.
- Lavigne-Delville, P., Sellamna, N.-E. et Mathieu, M. (eds.), 1999, *Les enquêtes participatives en débat : ambitions, pratiques et enjeux*, Karthala, Paris
- Le Robert, 2004, *Dictionnaire historique de la langue française*, première édition 1992, Paris.
- Leisering, L. et Voges, W., 1993, *Secondary poverty in the welfare state : do social security institution create their own clients? An application on longitudinal analysis*, ZeS Arbeitpaper, n°10/93, Universitat Bremen, Centre for Social Policy Research.
- Lenoir, R., 1974, *Les exclus : un Français sur dix*, Seuil, Paris.
- Lessard-Hébert, M., Goyette, G., et Boutin, G., 1997, *La recherche qualitative. Fondements et pratiques*, Éditions nouvelles AMS, Montréal.
- Lipton, M. et Ravallion, M., 1995, « Poverty and policy », dans Berhman, J. et Srivinasan, T. N. (eds.), *Handbook of development economics*, volume III, Amserdam.
- Lollovier, D. et Verger, S., 1997, « Pauvreté monétaire, d'existence ou subjective sont distinctes », *Économie et statistique*, n° 308-309-310, pp 113-142.
- Lupo, P., 1997, « Pauvreté et/ou richesse au Sud », *Talily*, 5/6, pp 117-121.
- Marsland, N., Wilson, I., Abeyasekara, S. et Leith, U., 2004, *A methodological framework for combining quantitative and qualitative survey methods*, DFID et Université de Reading.
- Massey, D. S., Arango, J., Kouaouci, A., Pellegrinoy, A. et Taylor, J. E., 1999, *Worlds in motion : international migration at century's end*, Oxford University Press, Oxford.
- Max-Neef, M., 1993, *Human scale development : conception, application and further reflection*, Apex Press, Londres.
- Mc Namara, R. S., 1973, *Discours prononcé devant le conseil des gouverneurs*, le 24 septembre 1973, Nairobi, Kenya, disponible en ligne : http://siteresources.worldbank.org/EXTARCHIVES/Resources/Robert_McNamara_Address_Nairobi_1973.pdf, consulté en juin 2006.
- McCulloch, N. et Baulch, B., 2000, « Simulating the impact of policy on chronic and transitory poverty in rural Pakistan », *Journal of Development Studies*, vol 36(6), pp 100-130.

- McCulloch, N., et Calandrino, M., 2002, *Poverty Dynamics in Rural Sichuan Between 1991 and 1995*, Institute of Development Studies Working Paper, n° 151, University of Sussex.
- McFadden, D., 1981, « Econometrics models for probabilistic choice », dans Manski, C. et McFadden, D., (eds.), *Structural analysis of discrete data with econometric applications*, MIT Press, Cambridge.
- McGillivray, M., 2005, « Measuring non economic well-being achievement », *Review of Income and Wealth*, 51(2), pp 337-364.
- McKay, A. et Lawson, D., 2002, *Chronic Poverty: a Review of Current Quantitative Evidence*, Chronic Poverty Research Centre Working Paper, n° 15, University of Manchester.
- McKay, A. et Lawson, D., 2003, « Assessing the extent and nature of chronic poverty in low income countries : issues and evidence », *World Development*, vol 31(3), pp 425-439.
- Médard, J. F., 1976, « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue Française de Science Politique*, vol 26(1), pp103-131.
- Mehta, A. K. et Shah, A., 2001, *Chronic poverty in India: a review of current quantitative evidence*, Chronic Poverty Research Centre Working Paper, n° 7, University of Manchester.
- Mellor, W. J., 2000, *Faster more equitable growth : the relation between growth in agriculture and poverty reduction*, CAER Consulting assistance on economic reform II USAID, Discussion Paper, n°70.
- Minten, B. et Razafindraibe, R., 2003, *Relation terre agricole-pauvreté*, Programme Ilo, Cornell University, FOFIFA INSTAT, disponible en ligne sur : <http://www.ilo.cornell.edu/images/th1.3.pdf>, consulté en mars 2006.
- Minvielle, J. P., 1996, « Systèmes d'information et questions de développement – Présentation », *Cahier des Sciences Humaines*, ORSTOM Editions, 32(4), pp 735-740.
- Minvielle, J.-P., Diop, A. et Niang, A., 2005, *La pauvreté au Sénégal : des statistiques à la réalité*, Karthala, Paris.
- Morduch, J., 1991, *Consumption smoothing across space: test for village level responses to risk*, Harvard University, mimeo.
- Morduch, J., 1999, « Between the market and state: can informal insurance patch the safety net? », *World Bank Research Observer*, vol 14 (2), pp 187-207.
- Mucchielli, A. (ed.), 1996, *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences sociales*, Arman Colin/Masson, Paris.
- Mucchielli, A., 2005, « Le développement des méthodes qualitatives et l'approche constructiviste des phénomènes sociaux », *Recherches qualitatives*, Hors Série n°1, Canada, pp 7- 40.
- Narayan, D. et al, 2000a, *Voices of the poor: Can anyone hear us*, Oxford University Press for the World Bank, États-Unis.
- Narayan, D. et al, 2000b, *Voices of the poor: Crying out of change*, Oxford University Press for the World Bank, États-Unis.
- Narayan, D., Patel, R., Schafft, K., Rademacher, A. et Koch-Schulte, S. 2001, *La parole est aux pauvres. Écoutons-les*, Banque mondiale, Washington.

- Nasraoui, M., 1996, *La représentation de la pauvreté dans la société Tunisienne*, L'Harmattan, Paris.
- Niehof, A., 2004, « The significance of diversification for rural livelihoods systems », *Food Policy*, vol 29(4), pp 321-338.
- Nussbaum, M., 1995, « Human capabilities, female human beings », dans Nussbaum, M. et Glover, J. (eds.), *Women, culture and development. A study of human capabilities*, Clarendon Press, Oxford.
- Nussbaum, M., 2000, *Women and human development: The capabilities approach*, Cambridge University Press, Royaume-Uni.
- Nussbaum, M. et Sen, A. (ed.), 1993, *The quality of life*, Clarendon Press, Oxford.
- Okrasa, W., 1999, « The Dynamics of Poverty and the Effectiveness of Poland's Safety Net (1993-1996) », *Policy Research Working Paper*, n° 2221, Banque mondiale, Washington.
- Orshansky, M., 1965, *Counting the poor: another look at the poverty profile*, Social Security Bulletin, Etats-Unis, Juin, pp 3-29.
- Ottino, P., 1998, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar : parenté alliance et patrimoine*, Karthala-ORSTOM, Paris.
- Paillé, P., 1996a, « Analyse Qualitative », dans *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences sociale*, Mucchielli, A. (ed.), Arman colin/Masson, Paris, pp 180-182.
- Paillé, P., 1996b, « De l'analyse qualitative en général et de l'analyse thématique en particulier », *Recherches qualitatives*, n°14, Canada.
- Parizot, I. et Wachsberger, J.-M., 2005, *Aider et être aidé : système social et structure du soutien social informel à Antananarivo et à Paris*, Document de travail de DIAL, n° 2005-09, disponible en ligne sur : www.dial.fr, consulté en février 2006.
- Paugam, S., 1996, « Les formes de la pauvreté à l'étranger », Actes de la journée d'étude *La pauvreté en France aujourd'hui, formes multiples et éléments communs*, CERC-Association, France.
- Paugam, S., 2005, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Presses Universitaires de France, collection Le lien social, Paris.
- Pélissier, P. et Sautter, G., 1994, « Préface », dans Raison, J. P. (ed.), *Paysanneries malgaches dans la crise*, Karthala, Paris, pp 5-12.
- Platteau, J. P., 2005, « The gradual erosion of the social security function of customary land tenure arrangements in lineage-based societies », dans Dercon, S. (ed.), *Insurance against poverty*, United Nation University-World Institute for Developments Economic Research (UNU-Wider), Finlande, pp 217-246.
- PNUD, 2005, *Rapport mondial sur le développement humain – 2005-*, Programme des Nations Unies pour le Développement, Economica, Paris.
- Poirier, J., 1964, « La relation de l'homme au sol à Madagascar, A propos de l'Inventaire Ethno-topographique d'un « Terroir » Malgache », *Annales de l'Université de Madagascar, Série, Lettres et Sciences Humaines*, n°2, Antananarivo, pp 57-71.
- Pourtois, J.-P. et Desmet, H., 1996a, « Épistémologie des techniques qualitatives », Mucchielli, A. (ed.), dans *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences sociales*, Arman Colin/Masson, Paris, pp 56-62.

- Pourtois, J.-P. et Desmet, H., 1996b, « Paradigme compréhensif », dans Mucchielli, A. (ed.), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences sociales*, Arman Colin/Masson, Paris, pp 33-34.
- Pradhan, M. et Ravallion, M., 2000, « Measuring welfare effects using qualitative perception of welfare », *Review of Economics and Statistics*, 82(3), pp 462-471.
- Pretty, J. N., 1999, « Des systèmes de recherche alternatifs », dans Lavigne-Delville, P., Sellamna, N.E. et Mathieu, M. (eds.), *Les enquêtes participatives en débat*, Karthala, Paris, pp 29-54.
- Pretty, J., N., Guijt, I., Thompson, J. et Scoones, I., 1993, *A trainer guide to participatory inquiry*, Sustainable Agriculture Program, IIED, Training materials series, Guide n°2, Royaume-Uni.
- Putnam, R., 1993, *Making democracy work : civic traditions in modern Italy*, Princeton University Press, Princeton.
- Rabearimanana, G., 1994, « Le Boina », dans Raison, J.P. (ed.), *Paysanneries malgaches dans la crise*, Karthala, pp 13-149.
- Raison, J.P., 1984, *Les Hautes Terres de Madagascar*, 2 Tomes, Karthala, Paris
- Raison, P., 1994, « Post face », dans Raison, J.P. (ed.), *Paysanneries malgaches dans la crise*, Karthala, pp 349-372.
- Rakotovazaha, J., 2002, *Les déterminants des modes de gestion de l'environnement chez les Paysans : Cas des Hautes Terres malgaches*, mémoire de DEA de Sciences Sociales, Université René Descartes –Paris V, Faculté des Sciences Humaines et Sociales Sorbonne.
- Ramamaonjisoa, J., 1994, « Le Vakinankaratra », dans Raison, J.P. (ed.), *Paysanneries malgaches dans la crise*, Karthala, pp 150-232.
- Randrianarison, L., 2003, « Revenus agricoles des ménages ruraux et pauvreté à Madagascar », communication présentée lors de la Conférence *Agriculture et Pauvreté*, 20 Mars 2003, Antananarivo, Madagascar.
- Ravallion, M., 1988, « Expected poverty under risk-induced welfare variability », *Economic Journal*, n° 98, pp 1171-1182.
- Ravallion, M., 1992, *Poverty comparisons, a guide to concepts and methods*, Living Standard Measurement Study, Working Paper n°88, World Bank, Washington.
- Ravallion, M., 1992, *Poverty comparisons, a guide to concepts and methods*, LSMS Working paper, n°88, Banque mondiale, Washington.
- Ravallion, M., 1993, *Poverty comparisons, Fundamentals of pure and applied economics*, vol 56, Harwood Academic Press, Suisse.
- Ravallion, M., 1998, *Poverty lines in theory and in practice*, LSMS Working paper, n°133, World Bank, Etats-Unis.
- Ravallion, M., 2001, « Can qualitative methods help quantitative poverty analysis ? », dans Kanbur R. (ed.), *Qualitative and quantitative poverty appraisal : complementarities, tensions and the way forward*, Cornwell University, Royaume-Uni, pp 38-43.
- Ravallion, M., 2002, « How can qualitative methods help in measuring poverty ? », *Workshop on poverty measurement, monitoring and evaluation*, 11-12 Janvier, Inde.

- Ravallion, M. et Lokshin, M., 2001, « Identifying welfare effects from subjective questions », *Economica*, n° 68, pp 335-357.
- Ravallion, M. et Lokshin, M., 2002, « Self-rated economic welfare in Russia », *European Economic Review*, n° 46, pp 1453-1473.
- Ravallion, M. et Wodon, Q., 1999, « Poor areas, or only poor people? », *Journal of Regional Science*, vol 39(4), pp 689-712.
- Ravelosoa, J. R., 1999, Niveau de vie et taille des ménages, estimation d'une échelle d'équivalence, *Économie de Madagascar*, 4, pp 33-51.
- Rayner, N., 1980, « Rural roads and economic development in Ethiopia », *Logistic and Transportation Review*, vol 16(4), pp 313-324.
- Razafindrakoto, M. et Roubaud, F., 2001, « Pensez-ils différemment ? La " voix des pauvres " à travers les enquêtes statistiques », Présenté lors du séminaire *La pauvreté à Madagascar. Etat des lieux, réflexion sur les politiques de réduction et leur mise en œuvre*, Janvier 2001, Tananarive.
- Razafindrakoto, M et Roubaud, F., 2005, « Les multiples facettes de la pauvreté à Madagascar », *Économie et statistique*, n° 383-384-385, INSEE, Paris.
- Razafindrakoto, M. et Roubaud, F., 1998, « La dynamique du travail dans l'agglomération d'Antananarivo entre 1995 et 1999 : la croissance économique profite-t-elle aux ménages ? », *Revue économique de Madagascar*, n°4, Banque Centrale de Madagascar/Institut national de la statistique (BCM/INSTAT), Madagascar, pp 103-137.
- Razafindravonona J., Randretsa I., Razafimandimby J. et Razafimanantena T., 1999, « Le profil de pauvreté à Madagascar : situation et tendance. Le comportement des ménages face à la pauvreté : consommation, emploi, éducation, santé », *Économie de Madagascar*, Revue n°4.
- Razafindravonona, J., Stifel, D., et Paternostro, S., 2001, *Changes in poverty in Madagascar: 1993-1999*, Africa Region Working Paper Serie, n° 19, Banque mondiale.
- Razafintsalama, A., 1981, *Les Tsimahafotsy d'Ambohimanga. Organisation familiale et sociale en Imerina*, SELAF, CNRS, France.
- Reardon, T., 1997, « Using evidence of households income diversification to inform study of the rural nonfarm labor market in Africa », *World Development*, vol 25(5), pp 735-747.
- Reardon, T., Taylor, J. E., Stamoulis, K., Lanjouw, P. et Balisacan, A., 2000, « Effects of nonfarm employment on rural income inequality in developing countries : an investment perspective », *Journal of Agricultural Economics*, vol 51(2), pp 266-288.
- Reddy, S., et Pogge, P. W., 2002, *How Not to count the poor – A reply to Ravallion*, mimeo, Columbia University, disponible en ligne: <http://www.columbia.edu/~sr793/poggereddyreply.pdf>, consulté en janvier 2006.
- Robb, C.M., 1999, *Can the poor influence policy? : Participatory poverty*, World Bank, États-Unis.
- Robillard, A. S., 2000, *Trois outils pour l'étude d'une économie agricole pauvre. Microéconométrie, modèle d'Équilibre Général Calculable et Microsimulation appliqués à Madagascar*, Thèse pour le doctorat en Sciences Économiques, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, soutenue publiquement le 25 Février 2000.

- Rodgers, G., Gore, C. et Figueiredo, J. B., 1995, *Social Exclusion: Rhetoric, Reality, Responses*, International Labour Office, Genève.
- Rodgers, J. R., et Rodgers, J. L., 1993, « Chronic poverty in the United States », *Journal of Human Resources*, vol 28(3), pp 25-54.
- Rosenzweig, M., 2003, « Payoffs of panels in low-income countries », *American Economic Review, Papers and Proceedings*, vol 93(2), pp 112-117.
- Rousseau, S., 2003, « Capabilités, risque et vulnérabilité », dans Dubois J. L., Lachaud J. P., Montaud J. M. et Pouille A. (eds.), *Pauvreté et développement socialement durable*, Presses Universitaires de Bordeaux, pp 11-22.
- Rowntree, B.S., 1901, *Poverty: a study of town life*, Macmillan, Londres.
- Ruggeri Laderchi, C., Saith, R. and Stewart, F., 2003, *Everyone agrees we need poverty reduction, but not what this mean: does it matter?*, article présenté lors de la « WIDER Conference on inequality, poverty and human well-being », 30-31 mai, Helsinki.
- Sahlins, M. D., 1976, *Age de pierre, âge d'abondance: l'économie des sociétés primitives*, Gallimard, Paris.
- Scott, C. et Amanuvegbe, B., 1991, *L'effet de la durée de mémorisation sur le relevé des dépenses des ménages. Une étude expérimentale au Ghana*, Les dimensions sociales de l'ajustement en Afrique Subsaharienne, Enquêtes et Statistiques, Document de travail n°6, Banque mondiale, Washington.
- Sen, A., 1976, « Poverty : an ordinal approach to measurement », *Econometrica*, vol 44, pp 219-231.
- Sen, A., 1981, *Poverty and famines : an essay on entitlements and deprivation*, Clarendon Press, Oxford, Royaume-Uni.
- Sen, A., 1983, *Poor, relatively speaking*, Oxford Economic Papers, n°35, pp 153-169.
- Sen, A., 1985, *Commodities and capabilities*, Elsevier, Amsterdam.
- Sen, A., 1988, « Family and food : sex bias in poverty », dans Srinivasan, T. N. et Bardhan, P. K. (eds.), *Rural poverty in south Asia*, Columbia University Press, New-York, pp 453-472.
- Sen, A., 1992, *Inequality re-examined*, Oxford University Press, Royaume-Uni.
- Sen, A., 1993, « Capability and well-being », dans Sen, A. et Nussbaum, M. 1993, *The quality of live*, Oxford Clarendon Press, Royaume-Uni.
- Sen, A., 1997, « Editorial: Human capital and human capability », *World Development Economic review*, 25(12), pp 1959-1961.
- Sen, A., 2000, *Un nouveau modèle économique*, Développement, justice, liberté, Odile Jacob.
- Shah, K., M. et Narayan, D., 1999, *Consultation with the poor : a methodology guide for the 20 countries study for the World Development Report 2000-01*, World Bank, États-Unis.
- Simmel, G. 1998, *Les pauvres*, Presses Universitaires de France, collection Quadrige, Paris, première édition en allemand, 1907.

- Smith, D. R., Gordon, A., Meadows, K. et Zwick, K., 2001, « Livelihood diversification in Uganda : patterns and determinants of change across two rural districts », *Food Policy*, n°26, pp 421-435.
- Streeten, P. *et al.*, 1981, *First things first. Meeting basic human needs in developing countries*, Oxford University Press, Oxford.
- Thapa, N., Chongsuvivatwong, V., Geater, A. F., Ulstein, M. et Bechtel, G. A., 2000, Infant death rates and animal-shed delivery in remote rural areas of Nepal, *Social science and Medicine*, vol 51(10), pp 1447-1456.
- Thomas, A., 2000, *Économétrie des variables qualitatives*, Dunod, Paris.
- Thomas, D., Beegle, K., Frenkenberg, E., Sikoki, B., Strauss, J., et Turuel, G., 2004, « Education in a crisis », *Journal of Development Economics*, vol 74(1), pp 53-85.
- Tobin, J., 1958, « Estimated relationships for limited dependant variables », *Econometrica*, n°26, pp 24-36.
- Tocqueville de, A., 1999, *Sur le paupérisme*, réédition Alia ED., Paris, Première édition, 1835, Dans les *Mémoires de la société de Cherbourg*.
- Townsend, R. M., 1994, « Risk and insurance in village India », *Econometrica*, vol 62(3), pp 539-591.
- Townsend, R., M., 1995, « Consumption insurance : an evaluation of risk-bearing systems in low-income economies », *Journal of Economic Perspective*, n°9, pp83-102.
- Twyman, C., Sporton, D., Thomas, D., 2004, « Where is the life in farming? The viability of smallholder farming on the margins of the Kalahari, Southern Africa », *Geoforum*, n°35, pp 69-85.
- Valdivia, M. et Robles, M., 1997, « Decisiones laborales en las economias rurales del Peru », *Notas Para el Debate*, GRADE, Pérou.
- Vero, J., 2003, *Justice sociale et pauvreté. Une comparaison des concepts de Rawls, Sen et Fleurbaey appliquée à des jeunes sortant du système éducatif*, communication présentée lors des 10^{èmes} journées d'étude CEREQ, 21-23 mai 2003, Caen, disponible en ligne : http://www.cereq.fr/cereq/Colloques/journees/37_Vero.pdf, consulté en mai 2006.
- Wehlan, B., 1993, « Non monetary indicators of poverty », dans Berghman, J. et Cantillon, B. (eds.), *The European Face of Social Security: Essays on the honour of Herman Deleeck*, Avebury, Royaume-Uni, pp 24-42.
- Winter, G., 1984, « Deux méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires », *Cahiers de l'O.R.S.T.O.M* (Organisme de Recherche Scientifique et Technique d'Outre Mer), Série Sciences Humaines, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Paris, vol 20(1), pp 17-24.
- World Bank, 1996, *Madagascar Poverty Assessment*, Report 14044-MAG, Volume II, Washington.
- Yepez del Castillo, I., 1994. *Review of the French and Belgian literature on social exclusion. A Latin American perspective*, International Institute for Labour Studies, Discussion Papers Series, n° 71, Genève.
- Yunez-Naude, A. et Taylor, J. E., 2001, « The determinants of nonfarm activities and income of rural households in Mexico, with emphasis on education », *World Development*, vol 29(3), pp 561-572.

ANNEXES

Liste des annexes

Annexes méthodologiques

<i>Annexe méthodologique.A Estimation du seuil de pauvreté, méthodologie et résultats des estimations</i>	304
<i>Annexe méthodologique.B Des outils pour des comparaisons de pauvreté robustes</i>	311

Annexes de l'introduction

<i>Annexe 0.1 Évolution du PIB par tête, 1960-2004, base 100 en 1960</i>	317
<i>Annexe 0.2 Évolution de la production de riz et de la population, 1960-2003</i>	317
<i>Annexe 0.3 Évolution de l'incidence de la pauvreté à Madagascar au cours de la dernière décennie</i>	318
<i>Annexe 0.5 L'extension progressive du champ thématique de la pauvreté</i>	318

Annexes du deuxième chapitre

<i>Annexe 2.1 Répartition des catégories de pauvreté selon le quartile du ménage d'appartenance</i>	319
<i>Annexe 2.2 Entretiens semi-dirigés, Hautes Terres, Mission de recherche mars 2003-juin 2003</i>	320
<i>Annexe 2.3 Liste universelle des capacités centrales selon Martha Nussbaum</i>	325
<i>Annexe 2.4 Les dimensions du bien-être identifiées sur la base d'analyse qualitatives</i>	326

Annexes du troisième chapitre

<i>Annexe 3.1 Profils de pauvreté, observatoire d'Antsirabe, 1998 et 2002</i>	327
<i>Annexe 3.2 Profils de pauvreté, observatoire de Marovoay, 1998 et 2002</i>	328
<i>Annexe 3.3 Profils de pauvreté selon les caractéristiques de l'exploitation agricole, observatoires de Marovoay et Antsirabe</i>	329
<i>Annexe 3.4 Stratification selon le statut du chef de ménage sur le marché du travail, effectif de groupe</i>	330
<i>Annexe 3.5 Estimation de l'incidence de la pauvreté et test de différence de pauvreté : panel non cylindré et panel cylindré</i>	330
<i>Annexe 3.6 Sensibilité à la ligne de pauvreté des indices de pauvreté intertemporelle et de leur décomposition¹</i>	331
<i>Annexe 3.7 Estimations par un Logit multinomial des déterminants de la pauvreté chronique et transitoire, Antsirabe 1998-2002</i>	332
<i>Annexe 3.8 Estimations par un logit multinomial des déterminants de la pauvreté chronique et transitoire, Marovoay 1998-2002</i>	333

Annexes du quatrième chapitre

<i>Annexe 4.1 Entretien mené auprès d'Émile et de Justine</i>	334
<i>Annexe 4.2 Estimation par un Logit bivarié des déterminants d'un mode de structure de revenu diversifié, Marovoay, 2001</i>	349
<i>Annexe 4.3 Estimation par un Logit bivarié des déterminants d'un mode de structure de revenu diversifié, Marovoay, 2001</i>	350

Annexes méthodologiques

Annexe méthodologique.A Estimation du seuil de pauvreté, méthodologie et résultats des estimations

L'estimation de la part alimentaire s'appuie sur une structure de consommation représentative des ménages les plus pauvres au sein de l'ensemble de la population. De cette façon, les habitudes alimentaires spécifiques à chaque zone ne sont pas prises en compte de façon à effectuer des comparaisons de pauvreté cohérentes entre des milieux hétérogènes de ce point de vue. Afin de déterminer une structure de consommation caractéristique, les auteurs recommandent de sélectionner un ménage typique de la population la plus pauvre. Le ménage de référence est choisi parmi les 15% de ménages ayant la dépense totale par tête la plus faible. Ses caractéristiques socio-économiques doivent en outre se situer dans la moyenne de la population des 15% les plus pauvres.

L'objet est de composer puis d'évaluer le coût d'un panier de biens alimentaires qui permet d'atteindre le minimum nutritif recommandé et dont les quantités relatives de chacun des biens dont il est composé sont identiques à celle observées au sein du ménage de référence. Plus formellement :

x^r est le vecteur des quantités consommées en chacun des biens alimentaires par le ménage de référence ;

k est le vecteur des valeurs caloriques correspondantes ²²⁶;

k^r est le vecteur de l'apport énergétique effectif de chaque bien alimentaire pour le ménage de référence compte tenu des quantités consommées : $k^r = k \cdot x^r$;

k^* est le vecteur des apports énergétiques recommandés qui respecte les quantités relatives des biens alimentaires consommés : $k^* = k^r \cdot \left(\frac{E}{\sum_r k^r} \right)$; où E est l'apport calorique

minimum recommandé.

Alors le panier de biens permettant d'atteindre l'énergie nutritive minimum recommandée et respectant la structure de consommation du ménage de référence est donné par le vecteur x^* tel que :

$$x^* = k^* / k \quad [\text{AII.1}]$$

Enfin, l'évaluation de la dépense que représente ce panier de biens alimentaires s'effectue au moyen du vecteur des prix locaux des biens alimentaires, p^r , de façon à tenir compte du coût réel de chaque calorie dans la zone étudiée.

$$z_f^r = x^* \cdot p^r \quad [\text{AII.2}]$$

Les lignes de pauvreté ainsi obtenues sont donc homogènes du point de vue des goûts et des habitudes de consommation mais dépendent des prix de chaque zone géographique et de chaque période d'observation. On admet ainsi que le rapport des lignes de pauvreté de deux zones constitue raisonnablement un déflateur spatial de même que le rapport des lignes calculées pour deux années différentes produit un déflateur temporel.

²²⁶ La table des équivalents caloriques pour chaque type d'aliment est donnée par la FAO [1995, 161-166].

Tableau A.1: Estimation de la part alimentaire de la ligne de pauvreté pour les observatoires d'Antsirabe et de Marovoay

	Xr ¹ (g/jour / tête)	K ² (calories/ 100g)	Kr ³ (calories/ jour)	k* ⁴ (calories /jour)	x* ⁵ (g/jour/ tête)	Coût 1998 (Fmg/an /tête)	Coût 1999 (Fmg/an /tête)	Coût 2000 (Fmg/an /tête)	Coût 2001 (Fmg/an /tête)	Coût 2002 (Fmg/an /tête)
Antsirabe										
Sucre	6,38	400	25,53	31,25	7,81	10 612	10 890	11 834	13 623	19 509
Sel	6,55	35	2,29	2,80	8,01	1 588	1 910	2 203	2 779	6 910
Huile alimentaire	0,44	884	3,88	4,74	0,54	1 420	1 497	1 349	1 035	2 018
Riz	432,88	364	1575,67	1928,43	529,79	401 731	438 665	498 775	445 563	476 582
Manioc	57,53	149	85,73	104,92	70,41	9 252	10 126	9 959	17 991	14 564
Maïs	30,14	165	49,73	60,86	36,88	10 262	21 086	25 391	25 310	16 667

Total	*	*****	1742,82	2133	*****	434 866	484 175	549 511	506 300	536 249
Marovoay										
Sucre	5,12	400	20,49	27,04	6,76	12 032	11 560	11 899	14 411	18 692
Sel	7,12	35	2,49	3,29	9,40	2 973	3 093	3 259	3 567	7 028
Huile alimentaire	1,34	884	11,87	15,66	1,77	5 596	5 214	5 224	5 256	6 934
Riz	421,10	364	1532,79	2022,58	555,65	432 662	509 711	510 198	418 993	463 956
Manioc	28,22	149	42,05	55,48	37,24	12 912	8 238	6 796	7 771	13 243
Maïs	4,11	165	6,78	8,95	5,42	1 319	2 078	2 771	2 411	2 009

Total	*	*****	1616,47	2133	*****	467 495	539 893	540 147	452 409	511 862

Notes : (1) Vecteur de la consommation actuelle du ménage de référence (g/jour); (2) Vecteur des valeurs caloriques (cal/100g); (3) Vecteur de l'apport énergétique du ménage de référence (cal/jour); (4) Apport énergétique recommandé (cal/jour); (5) Quantités nécessaires pour atteindre le seuil nutritif de 2133 calories par jour en respectant la structure de consommation d'un ménage faisant partie des 15% les plus pauvres en termes de dépense par tête.

Source : A partir des données des Observatoires Ruraux de Madagascar

Tableau A.2: Estimation de la part alimentaire de la ligne de pauvreté pour l'observatoire de Marovoay avec la structure de consommation d'Antsirabe

	x* ¹ (g/jour/ tête)	Coût 1998 (Fmg/an /tête)	Coût 2000 (Fmg/an /tête)	Coût 2000 (Fmg/an /tête)	Coût 2001 (Fmg/an /tête)	Coût 2002 (Fmg/an /tête)
Sucre	7,8127	13 905	13 359	13 751	16 654	21 602
Sel	8,01	2 535	2 637	2 779	3 041	5 992
Huile alimentaire	0,54	1 695	1 579	1 582	1 592	2 100
Riz	529,79	412 521	485 983	486 447	399 488	442 359
Manioc	70,41	24 416	15 578	12 851	14 696	25 043
Maïs	36,88	8 976	14 136	18 848	16 400	13 665
Total	*****	464 048	533 271	536 258	451 871	510 760

Notes : (1) Quantités nécessaires pour atteindre le seuil nutritif de 2133 calories par jour en respectant la structure de consommation d'un ménage faisant partie des 15% les plus pauvres en termes de dépense par tête sur l'observatoire d'Antsirabe.

Source : A partir des données des Observatoires Ruraux de Madagascar

La méthode exposée précédemment nécessite quelques adaptations et questionnements supplémentaires avant d'être appliquée aux données issues des observatoires ruraux. Le principe d'échantillonnage raisonné interdit en effet l'agrégation directe des données de différents observatoires. Il n'est donc pas possible de retenir *a priori* une seule structure de consommation qui serait représentative de tous les ménages pauvres. C'est pourquoi, dans un

premier temps, on compose un panier de biens alimentaires spécifique à chaque zone²²⁷. Afin de mener les comparaisons spatiales, il est ensuite nécessaire de retenir un panier commun. Le fait que la structure de consommation moyenne sur l'observatoire d'Antsirabe soit proche de la structure de consommation rurale moyenne, justifie le choix de cet observatoire comme référence.

La structure de consommation retenue pour identifier le panier alimentaire sur l'observatoire d'Antsirabe est donc celle d'un ménage faisant partie des 15% les plus pauvres (en termes de dépense par tête) de l'observatoire et présentant des caractéristiques démographiques dans la moyenne de la population la plus pauvre. Il s'agit d'un ménage composé de deux adultes mariés et de 4 enfants dont le chef appartient à l'ethnie merina et exerce, au titre de son activité principale, la profession d'agriculteur exploitant. A Marovoay, le panier alimentaire de base est celui d'un ménage composé de 6 membres (2 adultes et 4 enfants), le chef étant marié, sachant lire et étant agriculteur exploitant. Le ménage sélectionné appartient en outre à l'ethnie majoritaire, les Betsileo.

L'estimation de la part non alimentaire nécessite une méthode spécifique en raison de l'absence d'un ancrage objectif permettant d'identifier rigoureusement un panier de biens non alimentaires satisfaisant aux besoins minimum d'un individu. Afin d'obtenir un seuil de pauvreté global, on « renforce » la ligne de pauvreté alimentaire.

La méthode la plus courante consiste à diviser la ligne alimentaire par la part moyenne des dépenses alimentaires dans les dépenses totales. Bidani et Ravallion [1994] proposent une méthode normative qui repose sur l'évaluation d'un « bien non alimentaire de base », c'est-à-dire celui pour lequel les consommateurs sont prêts à renoncer au « bien alimentaire de base » (celui qui permet d'atteindre l'apport énergétique minimum recommandé). La part alimentaire retenue pour ajuster la ligne alimentaire est celle pour laquelle on observe un phénomène de substitution entre le bien de base alimentaire et le bien de base non alimentaire. L'avantage de cette méthode est qu'elle permet d'ancrer la dépense non alimentaire sur une base théorique plus solide (Ravallion [1993, 1]).

Quelle que soit la méthode retenue, la valeur de la part alimentaire dépend étroitement du niveau de consommation totale auquel on se situe. Dans le cadre de la première méthode, on opte habituellement pour le bas de la distribution de façon à refléter les comportements de consommation des plus pauvres. Bidani et Ravallion indiquent quant à eux que, théoriquement, la meilleure réponse possible serait obtenue en s'intéressant aux ménages qui choisissent de ne pas atteindre le minimum nutritionnel alors qu'ils en auraient les moyens. Mais une telle démarche pose problème en raison de l'hétérogénéité des goûts et de possibles erreurs de mesures. Il leur semble alors raisonnable de se focaliser sur les ménages qui atteignent juste la ligne de pauvreté alimentaire. Il s'agit en fait de déterminer, par la modélisation économétrique d'une courbe d'Engel, la valeur escomptée des dépenses non alimentaires d'un ménage fictif qui soit juste en mesure de satisfaire ses besoins alimentaires. La dépense non alimentaire ainsi obtenue correspond à la dépense minimale en biens non alimentaires des ménages en mesure d'acquérir le bien alimentaire de base, en supposant que le bien non alimentaire de base est un bien normal (Lachaud [1999]).

²²⁷ Le même problème se pose au niveau des observatoires en eux-mêmes mais les structures de consommation restent voisines ce qui nous permet d'estimer une ligne par observatoire.

La démarche repose sur l'estimation d'une courbe d'Engel. La part de la dépense alimentaire dans la dépense totale du ménage i dans la région j et à la date t (s_{ijt}) étant expliquée par :

- le logarithme du rapport entre la dépense totale du ménage i dans la région j à la date t (y_{ijt}) et la ligne de pauvreté alimentaire de la région j au temps t (z_{jt}^f) ;
- ce même logarithme élevé au carré ;

L'estimation prend alors la forme suivante :

$$s_{ijt} = \alpha_{jt} + \beta_{jt} \ln\left(\frac{y_{ijt}}{z_{jt}^f}\right) + \beta_{jt} \left[\ln\left(\frac{y_{ijt}}{z_{jt}^f}\right) \right]^2 + \varepsilon_{ijt} \quad [\text{AII.3}]$$

La ligne de pauvreté totale (z_{jt}) est ensuite obtenue en ajustant la ligne de pauvreté alimentaire par un facteur multiplicatif issu des résultats de la régression précédente :

$$z_{jt} = z_{jt}^f (2 - \alpha_{jt}) \quad [\text{AII.4}]$$

D'après l'équation [AII.3], α_{jt} représente la valeur estimée de la part alimentaire d'un ménage dont les dépenses totales sont égales à la ligne de pauvreté alimentaire. La ligne de pauvreté totale est alors égale au coût du panier de biens alimentaires minimum additionné de la valeur escomptée de dépense non alimentaire d'un ménage juste capable de s'offrir un tel panier de biens²²⁸.

Afin de produire une ligne de pauvreté totale pour les deux observatoires, l'estimation économétrique d'une courbe d'Engel a été mise en œuvre. Par rapport à l'équation [AII.3], on ajoute un certain nombre de variables explicitant les caractéristiques du ménage et de son chef, introduites afin de contrôler les résultats de la régression.

Le coefficient d'ajustement de la part non alimentaire prend alors la forme suivante :

$$z_j = z_j^f (2 - \lambda_j) \quad [\text{AII.5}]$$

où λ_j est égal à la somme d'une part du coefficient estimé de la constante, noté α_j , et d'autre part de la moyenne de chaque variables de contrôle multipliée par le coefficient estimé de chaque variable de contrôle.

$$\lambda_j = \alpha_j + \eta_j \bar{E} + \delta_j \bar{A} + \mu_j \bar{D} + \nu_j \bar{N} \quad [\text{AII.6}]$$

Cependant les régressions mettent en avant des résultats particulièrement instables dans le temps et dans l'espace. Alors que les variations dans l'espace sont attendues en raison de la spécificité de chacune des zones d'analyse, l'instabilité temporelle des relations indique clairement que la courbe d'Engel n'est pas vérifiée ce qui nous interdit de retenir cette méthode d'ajustement de la ligne alimentaire.

²²⁸En effet,

$$z_{jt} = z_{jt}^f (2 - \alpha_{jt})$$

$$\Leftrightarrow z_{jt} = 2z_{jt}^f - z_{jt}^f \alpha_{jt}$$

$$\Leftrightarrow z_{jt} = z_{jt}^f + z_{jt}^f (1 - \alpha_{jt}) ;$$

($1 - \alpha_{jt}$) représentant la valeur estimée dans le cadre de l'équation [AII.3] de la part non alimentaire d'un ménage dont la dépense totale est égale à la ligne de pauvreté alimentaire.

Tableau A.3: Coefficients de régression des estimations par les moindres carrés ordinaires des courbes d'Engel des ménages, observatoire d'Antsirabe

	1998			1999			2000			2001			2002		
	β^1	t^2		β^1	t^2		β^1	t^2		β^1	t^2		β^1	t^2	
Constante	0,90	36,99	***	0,76	23,34	***	0,77	22,40	***	0,77	17,54	***	0,71	20,50	***
Log(dépense/coût panier alimentaire)	-0,02	-2,31	**	0,09	5,359	***	0,08	0,33		0,06	1,81	*	0,01	4,50	***
[Log(dépense/coût panier alimentaire)]³	0,01	1,63	*	-0,04	-11,21	***	-0,05	-0,72		-0,04	-4,07	***	-0,05	-6,12	***
Démographie³															
Enfants [0;5[	-0,05	-2,09	**	-0,06	0,28		0,02	0,01		-0,06	-0,21		0,02	0,80	
Enfants [5;14[	-0,04	-1,49		0,04	2,03	**	-0,07	-0,43		0,03	1,33		0,04	1,64	*
Adultes [15;60[	-0,06	-2,67	*	0,05	-0,28		-0,01	-0,08		0,03	1,37		0,02	-0,84	
Genre															
Homme	0,00	0,17		-0,05	-2,76	***	0,04	1,69	*	0,04	1,902	*	-0,02	-0,92	
Statut matrimonial du chef															
Marié	-0,02	-0,97		0,03	1,96	**	0,01	0,56		-0,03	-1,54		0,02	1,51	*
Education du chef															
Sait lire	-0,01	-1,10		0,03	1,96	**	-0,03	-2,13	**	0,01	0,87		-0,03	-2,04	**
Statut économique du chef															
agriculteur exploitant	0,02	1,25		0,04	2,03	**	0,04	2,04	**	0,06	2,31	**	0,09	3,89	
R² Ajusté	0,03			0,30			0,02			0,13			0,15		
F(sig. F)	2,18(0,022)			25,75(0,000)			2,20(0,016)			9,78 (0,000)			12,75(0,000)		
N	596,00			582,00			597,00			597,00			594,00		

Notes : (1) La variable dépendante est la proportion des dépenses alimentaires dans le budget total du ménage; (2) Probabilité « two-tailed » que le coefficient soit nul; le t est le rapport entre le β et l'erreur type ; (3) Part dans le ménage; base : proportion des plus de 60 ans; *** significatif au seuil de 1%; ** significatif au seuil de 5%; * significatif au seuil de 10%

Source : A partir des données des observatoires ruraux de Madagascar

Tableau A.4: Coefficients de régression des estimations par les moindres carrés ordinaires des courbes d'Engel des ménages, observatoire de Marovoay

	1998		1999		2000		2001		2002	
	β^1	t ²	β^1	t ²	β^1	t ²	β^1	t ²	β^1	t ²
Constante	0,80	28,14 ***	0,91	27,81 ***	0,81	26,14 ***	0,83	30,22 ***	0,80	23,78 ***
Log (dépense/coût panier alimentaire)	0,02	2,47 **	0,01	1,45	0,03	3,19 ***	0,05	3,70 ***	0,00	-0,19
[Log (dépense/coût panier alimentaire)]³	-0,01	-2,26 **	-0,06	-6,90 ***	-0,01	-1,16	-0,04	-3,35 ***	-0,01	-1,13
Démographie										
Enfants [0;5[	0,06	1,81 *	-0,05	-1,23	-0,01	-0,22	-0,09	-2,49 **	-0,03	-0,75
Enfants [5;14[	0,07	2,08 **	0,01	0,39	-0,04	-1,09	-0,06	-1,84 *	0,03	0,88
Adultes [15;60[	0,01	0,40	-0,05	-1,55	-0,08	-2,71 ***	-0,12	-4,33 ***	-0,09	-2,93 ***
Statut matrimonial du chef										
Marié	-0,01	-0,80	-0,02	-1,72 *	0,00	0,30	0,02	1,77 *	0,00	-0,21
Genre										
Homme	-0,01	-0,98	-0,02	-1,60	-0,04	-3,04 ***	-0,01	-1,07	-0,01	-0,77
Education du chef⁴										
] 0;5[	-0,02	-1,94 *	0,00	-0,06	0,02	1,35	-0,01	-0,50	-0,01	-0,72
5 ou plus	-0,06	-4,64 ***	-0,03	-2,38 **	-0,05	-3,26 ***	-0,04	-3,00 ***	-0,06	-4,01 ***
Superficie rizicole (hectares)										
	0,00	-1,69 *	0,00	0,80	0,00	-0,64	-0,01	-2,35 **	0,00	-0,71
Ethnie⁵										
Betsileo	-0,01	-0,74	-0,01	-1,06	0,02	1,96 **	0,00	-0,08	-0,02	-1,87 *
Merina	-0,03	-2,04 **	-0,07	-4,45 ***	-0,01	-0,77	-0,02	-1,66 *	-0,02	-1,62
Antesaka	-0,01	-0,69	-0,03	-2,12 **	0,01	0,70	-0,01	-0,84	0,01	0,65
Statut économique du chef										
agriculteur exploitant	0,07	4,34 ***	-0,05	0,63	0,05	3,20 ***	0,07	5,47 ***	0,03	1,39
R² Ajusté	0,14		0,16		0,173		0,177		0,19	
F(sig. F)	7,066(0,000)		7,342(0,000)		8,140(0,000)		8,384(0,000)		7,819(0,000)	
N	551		517		512		515		445	

Notes : (1) La variable dépendante est la proportion des dépenses alimentaires dans le budget total du ménage; (2) Probabilité « two-tailed » que le coefficient soit nul; le t est le rapport entre le β et l'erreur type; (3) Part dans le ménage; base : proportion des plus de 60 ans; (4) Education du chef, en nombre d'années réussies; base : aucune année réussie; *** significatif au seuil de 1%; ** significatif au seuil de 5%; * significatif au seuil de 10%

Source : A partir des données des observatoires ruraux de Madagascar

Une alternative consisterait à estimer la relation sur une année pour chaque observatoire, d'en déduire la ligne de pauvreté totale par région et de la valoriser pour les autres années grâce à un indice des prix. Le manque de données relatives aux quantités consommées et aux prix unitaires des biens et services non alimentaires, notamment en ce qui concerne le transport et la santé, rend hasardeuse la valorisation monétaire du panier de biens ainsi obtenu. C'est pourquoi nous utilisons la méthode la plus courante en recourant au ratio de dépense alimentaire des 25% les plus pauvres en termes de dépense totale par tête : la ligne alimentaire de chaque année et de chaque observatoire est ajustée par la moyenne inter-temporelle de la part alimentaire des 25% les plus pauvres sur chaque observatoire en raison de l'instabilité des ratios d'une année à l'autre.

Tableau A.5: Estimation de la ligne de pauvreté alimentaire et non alimentaire selon la part alimentaire des 25 % les plus pauvres

Antsirabe	1998	1999	2000	2001	2002
Ligne alimentaire (fmg)	433 584	481 540	546 337	503 136	534 162
Part alimentaire des 25% les plus pauvres	0,85	0,83	0,80	0,83	0,84
Ligne totale (fmg)	510 098	581 079	683 690	608 166	638 644
Moyenne sur les 5 années	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82
Ligne totale	531 352	590 123	669 531	616 588	654 610
Marovoay	1998	1999	2000	2001	2002
Ligne alimentaire (fmg)	474 575	546 731	548 098	462 576	526 367
Part alimentaire des 25% les plus pauvres	0,87	0,81	0,78	0,76	0,77
Ligne totale (fmg)	548 451	671 412	700 982	604 833	683 150
Moyenne part alimentaire 5 années	0,80	0,80	0,80	0,80	0,80
Ligne totale (fmg)	594 929	685 384	687 098	579 887	659 856
Marovoay (avec panier d'Antsirabe)	1998	1999	2000	2001	2002
Ligne alimentaire (fmg)	462 926	531 504	533 902	449 821	509 051
Part alimentaire des 25% les plus pauvres	0,87	0,81	0,78	0,76	0,77
Ligne totale (fmg)	534 989	652 713	682 826	588 155	660 676
Moyenne part alimentaire 5 années	0,80	0,80	0,80	0,80	0,80
Ligne totale (fmg)	580 326	666 296	669 302	563 897	638 148

Source : Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar ; calculs de l'auteur

Tableau A.6: Déflateurs temporels et déflateur spatial déduits des lignes de pauvreté

	1998	1999	2000	2001	2002
Taux d'inflation annuel Antsirabe		0,111	0,135	-0,079	0,062
Taux d'inflation annuel Marovoay		0,152	0,003	-0,156	0,138
Déflateur spatial (li.Mar/ li.Ants)	1,092	1,129	1,000	0,915	0,975

Source : Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar ; calculs de l'auteur

Annexe méthodologique.B Des outils pour des comparaisons de pauvreté robustes

a. De l'identification à la mesure

L'identification des ménages pauvres découle de l'application de la ligne de pauvreté à la distribution du revenu par tête (retenu comme indicateur monétaire du bien-être économique) au sein de la population étudiée. Ainsi, un ménage est identifié comme pauvre si son revenu par tête ne lui permet d'atteindre le seuil de consommation alimentaire et non alimentaire minimum. La mesure agrégée de la pauvreté repose sur le comptage des ménages identifiés comme pauvres ; elle doit en outre satisfaire à un certain nombre de qualités nécessaires pour obtenir un indicateur de pauvreté cohérent. Par ailleurs, cette méthode de mesure de la pauvreté implique la dissociation des questions d'identification (estimation du seuil de pauvreté) et d'agrégation (génération d'indices) ce qui peut conduire, dans certains cas, à des comparaisons entre sous-groupes peu robustes et à une modification du seuil de pauvreté. Un certain nombre d'outils analytiques, tels que les tests ordinaux, permettent toutefois d'assurer des comparaisons de pauvreté robustes.

i. La mesure de la pauvreté

Les mesures agrégées de la pauvreté sont obtenues grâce aux désormais habituels indices *FGT* (Foster, Greer et Thorbecke [1984]). Le recours à ces indices présente un double intérêt (Foster [1984] et Ravallion [1992]). D'une part, on est alors en mesure de capter, outre l'incidence de la pauvreté, deux autres dimensions essentielles dans la compréhension du phénomène : la profondeur de la pauvreté et l'inégalité de la pauvreté. D'autre part, les indices *FGT* sont additifs et décomposables, propriétés essentielles pour assurer la robustesse des comparaisons dans le temps, dans l'espace et entre catégories de population.

Les indices *FGT* ont la forme générale suivante :

$$P_{\alpha} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left[\frac{(z - y_i)}{z} \right]^{\alpha} \quad [\text{AIII.1}]$$

où n est la population totale, q le nombre de ménages en-dessous de la ligne de pauvreté, z la ligne de pauvreté, y_i le bien-être économique du ménage i , α un paramètre d'aversion pour la pauvreté. Selon la valeur donnée au paramètre α , plusieurs mesures de la pauvreté sont spécifiées. Habituellement, on retient les trois premières dimensions : l'incidence de la pauvreté, P_0 , la profondeur de la pauvreté, P_1 , et l'inégalité de la pauvreté P_2 .

Lorsque $\alpha = 0$, on retrouve l'incidence de la pauvreté ou ratio de pauvreté, c'est-à-dire la part dans la population totale, n , des q ménages identifiés comme pauvres compte tenu de la ligne de pauvreté et de l'indicateur de bien-être retenu :

$$P_0 = \frac{q}{n} \quad [\text{AIII.2}]$$

Bien que cet indice soit le plus souvent retenu, puisque le plus intuitif, il ne satisfait pas à l'axiomatique des indicateurs de pauvreté développée par Sen [1976]. Deux axiomes déterminent la qualité d'un indicateur de pauvreté : l'axiome de monotonie et l'axiome de transfert. L'axiome de monotonie stipule que l'indicateur doit être sensible à l'évolution du bien-être d'un ménage situé en dessous de la ligne de pauvreté. Autrement dit, si le bien-être d'un tel ménage se détériore, l'indice de pauvreté doit augmenter. L'axiome de transfert, quant à lui, précise que tout transfert de bien-être d'un ménage pauvre vers un ménage doté

d'un bien-être économique supérieur (identifié comme pauvre ou non pauvre) doit se traduire par une augmentation de l'indice de pauvreté. C'est pourquoi il est pertinent de compléter l'analyse de l'incidence de la pauvreté par celle de la profondeur et de l'inégalité de la pauvreté.

En donnant au paramètre α la valeur 1, on détermine la profondeur ou intensité de la pauvreté :

$$P_1 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left[\frac{(z - y_i)}{z} \right] \quad [\text{AIII.3}]$$

Cet indice représente la moyenne des écarts relatifs à la ligne de pauvreté pour les ménages dont le bien-être économique se situe en dessous de la ligne de pauvreté. Il respecte donc l'axiome de monotonie ; en revanche, il ne satisfait pas à l'axiome de transfert.

Pour $\alpha = 2$, on obtient une mesure de l'inégalité ou de la sévérité de la pauvreté.

$$P_2 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left[\frac{(z - y_i)}{z} \right]^2 \quad [\text{AIII.4}]$$

L'indice P_2 mesure la moyenne des écarts relatifs à la ligne de pauvreté pondérée par l'écart relatif lui-même. Non seulement cette mesure tient compte des écarts à la ligne de pauvreté, mais, plus un ménage est éloigné de la ligne de pauvreté, plus la pondération qui lui est associée est importante. La mesure de l'inégalité de la pauvreté respecte ainsi les deux axiomes identifiés par Sen.

Outre le fait que les indices P_1 et P_2 complètent l'appréhension de la pauvreté en termes d'incidence, ils conservent la maniabilité du ratio de pauvreté puisqu'ils sont additifs et décomposables. Si l'on décompose la population totale en m sous-groupes, le profil de pauvreté du sous-groupe j ($j=1, \dots, m$), est donné par $P_{\alpha j}$. On montre que la mesure de la pauvreté dans la population totale est égale à la moyenne des indices des sous-groupes, pondérée par la part de la population de chaque dans la population totale.

$$P_\alpha = \sum_{j=1}^m P_{\alpha j} \frac{n_j}{n} \quad [\text{AIII.5}]$$

Les indices *FGT*, compte-tenu de leurs propriétés techniques, constituent des outils adaptés à la mesure monétaire de la pauvreté et aux comparaisons entre sous-groupes. Pourtant, ils reposent sur une dichotomisation de la population en deux groupes pauvres et non pauvres. La robustesse des mesures et des comparaisons est donc, avant tout, tributaire de la sensibilité de ces mesures au seuil de pauvreté retenu.

ii. Sensibilité de la ligne de pauvreté

La méthode d'identification des individus pauvres repose sur un principe quelque peu mécanique qui vise à partager la population totale en deux sous-groupes, pauvres et non pauvres, selon que le bien-être du ménage lui permet ou non de satisfaire à un minimum

Tableau B.1: Sensibilité de la ligne de pauvreté

	Seuil 1 80 % de z ¹		Seuil 2 90 % de z ¹		Seuil 3 95 % de z ¹		Seuil retenu z ¹	Seuil 4 105 % de z ¹		Seuil 5 110 % de z ¹		Seuil 6 120 % de z ¹	
	P ₀	Var. ² %	P ₀	Var. ² %	P ₀	Var. ² %	P ₀	P ₀	Var. ² %	P ₀	Var. ² %	P ₀	Var. ² %
Antsirabe													
1998	0,46	-22	0,55	-8	0,58	-3	0,60	0,64	6	0,66	10	0,70	17
1999	0,54	-20	0,59	-12	0,63	-6	0,67	0,70	5	0,72	8	0,77	14
2000	0,66	-12	0,70	-6	0,73	-3	0,75	0,75	1	0,76	2	0,80	7
2001	0,57	-17	0,64	-7	0,65	-5	0,69	0,70	2	0,72	6	0,77	12
2002	0,55	-17	0,61	-9	0,64	-3	0,67	0,68	3	0,70	5	0,74	12
Marovoay													
1998	0,31	-33	0,39	-16	0,43	-7	0,46	0,49	6	0,52	13	0,58	26
1999	0,37	-27	0,44	-12	0,48	-5	0,50	0,54	7	0,56	11	0,60	19
2000	0,20	-43	0,29	-19	0,32	-10	0,35	0,39	10	0,43	22	0,49	38
2001	0,09	-55	0,13	-33	0,17	-15	0,20	0,22	11	0,24	23	0,30	53
2002	0,12	-52	0,17	-29	0,20	-16	0,24	0,27	11	0,30	23	0,34	40

Notes : (1) z est la ligne de pauvreté retenue pour l'observatoire. Soit, aux prix locaux, 533 000 Fmg 1998 pour Antsirabe et 582 000 Fmg 1998 pour Marovoay. Le déflateur temporel du revenu est déduit du rapport des lignes de pauvreté (voir l'annexe sur la méthodologie d'estimation de la ligne de pauvreté). (2) Il s'agit de l'écart relatif entre l'incidence de pauvreté obtenue par la ligne considérée et l'incidence obtenue à partir de la ligne z, exprimé en pourcentages.

Sources : Données des observatoires ruraux, 1998-2002; calculs de l'auteur.

économiquement acceptable tel qu'il est reflété par la ligne de pauvreté. Il peut s'avérer que la distribution de revenu présente une forte concentration de la population à un niveau juste supérieur ou juste inférieur à la ligne de pauvreté. Dans ce cas, les indices de pauvreté sont extrêmement sensibles au choix de la ligne.

Le tableau ci-dessus présente la sensibilité de la ligne de pauvreté retenue. La sensibilité est mesurée par les variations relatives de l'incidence consécutives à une variation de la ligne de pauvreté de plus ou moins 5%, 10% et 20%. Si la sensibilité de l'incidence de la pauvreté est, sur l'observatoire d'Antsirabe, tout à fait raisonnable (la variation de la ligne implique, en général, une variation de moindre ampleur de l'incidence), pour l'observatoire de Marovoay la question est plus nuancée. Pour les deux premières années, la sensibilité est tout à fait comparable à celle d'Antsirabe. A partir de 2000, par contre, une variation de la ligne entre une variation plus que proportionnelle de la ligne de pauvreté. On n'observe cependant pas de pallier brusque dans les mesures de la pauvreté lorsqu'on fait varier la ligne. Ce qui tend à montrer que la sensibilité à la ligne conserve un profil acceptable. Par ailleurs, cette ligne reste préférable à tout autre²²⁹ en raison de son caractère contextuel (estimation aux prix locaux, prise en compte d'un panier de biens reflétant les habitudes de consommation locales). Enfin, adoptant une démarche comparative entre les deux observatoires, il est absolument essentiel de conserver cette ligne construite pour assurer des comparaisons spatiales robustes (voir chapitre 2). La relative sensibilité de mesures de la pauvreté sur l'observatoire de Marovoay, nous conduira toutefois à adopter une vigilance extrême dans les comparaisons de pauvreté temporelles, spatiales et entre groupes socio-économiques. Ainsi, afin de tester la robustesse des différences de pauvreté potentiellement observées entre sous-

²²⁹ Voir la dernière section du chapitre 2.

groupes, des outils de tests complémentaires seront mis en œuvre de façon à ce que la sensibilité des mesures à la ligne de pauvreté ne nous conduise pas à des comparaisons fallacieuses.

b. Identifier et tester les différences de pauvreté entre sous-groupes

Il existe deux types de tests des différences de pauvreté entre groupes. Le test des différences de pauvreté est un test cardinal qui repose sur une adaptation du test de différences de moyennes. Cependant, les tests ordinaux sont les mieux à même d'asseoir les comparaisons de pauvreté entre groupes lorsque les mesures sont sensibles à la ligne de pauvreté. En effet, cette classe de tests permet de statuer sur les différences de pauvreté entre groupes quelle que soit la ligne de pauvreté retenue.

Le test cardinal de différences de pauvreté retenu dans l'étude s'appuie sur la présentation de Kakwani [1990]. Il repose sur l'expression des erreurs types asymptotiques des indices *FGT* estimés (\hat{P}_α), notées $SE(\hat{P}_0)$ si $\alpha = 0$ et $SE(\hat{P}_\alpha)$ si $\alpha \geq 1$.

$$SE(\hat{P}_0) = \sqrt{\frac{\hat{P}_0(1-\hat{P}_0)}{n}} \quad [\text{AIII.6}]$$

$$SE(\hat{P}_\alpha) = \sqrt{\frac{\hat{P}_{2\alpha} - P_\alpha^2}{n}} \quad [\text{AIII.7}]$$

On définit la statistique *t* comme le rapport entre l'estimation de la pauvreté sur la population *n* et l'erreur-type asymptotique associée. Sachant que la statistique *t* suit une loi normale centrée réduite sous l'hypothèse de nullité de l'indice de pauvreté, on peut rejeter cette hypothèse avec une probabilité d'erreur de 5% si *t* prend une valeur supérieure à 1.96.

Le test de différence de pauvreté entre deux groupes repose sur une extension du test de nullité des indices. Soient \hat{P}_1 et \hat{P}_2 les estimations de la pauvreté obtenues à partir de deux échantillons indépendants de taille respective n_1 et n_2 . On note $\hat{\sigma}_1^2$ et $\hat{\sigma}_2^2$ les estimations respectives de la variance des indices de pauvreté ; avec $\hat{\sigma}_i = SE(\hat{P}_i) \cdot \sqrt{n_i}$. L'erreur-type associée à la différence entre les indices estimés sur chacune des populations est alors donnée par :

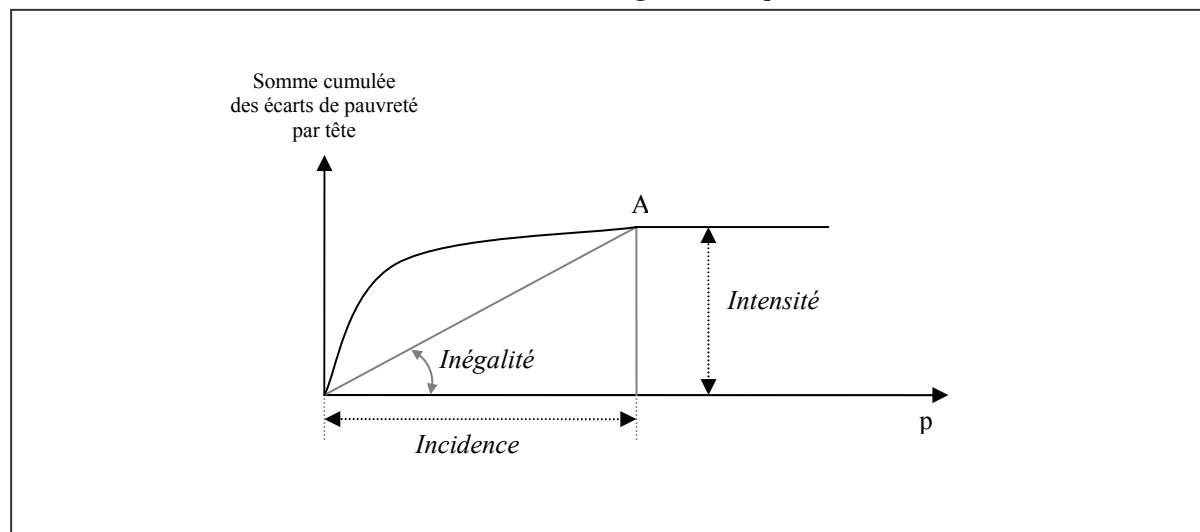
$$SE(\hat{P}_1 - \hat{P}_2) = \sqrt{\frac{\hat{\sigma}_1^2}{n_1} + \frac{\hat{\sigma}_2^2}{n_2}} \quad [\text{AIII.8}]$$

Soit,

$$\eta = \frac{\hat{P}_1 - \hat{P}_2}{SE(\hat{P}_1 - \hat{P}_2)} \quad [\text{AIII.9}]$$

Sous l'hypothèse de nullité des différences de pauvreté, la statistique η suit asymptotiquement une loi normale centrée réduite. Sur cette base, on mesure donc la probabilité pour que la nullité des différences de pauvreté soit rejetée à tort. Ce test est toutefois loin d'être suffisant, particulièrement, lorsque la sensibilité des mesures à la ligne de

Tableau B.2: Courbe TIP, incidence, intensité et inégalité de la pauvreté



Source : A partir de Jenkins et Lambert [1998]

pauvreté est importante : il ne permet de hiérarchiser les groupes en termes de pauvreté que pour une ligne de pauvreté donnée. L'origine de cette limite repose sur la distinction analytique des questions d'identification et d'agrégation revenant à traiter séparément la génération des indices de pauvreté et l'élaboration des seuils. Cela pose problème lorsque l'on veut statuer sur l'ensemble des distributions des sous-groupes, autrement dit, si l'on veut identifier le sous-groupe dont la distribution de bien-être économique est associée la pauvreté la plus marquée (Lachaud [2000b]).

Dans le cas d'un test cardinal, il est en effet possible d'observer des classements contradictoires des distributions selon la ligne de pauvreté retenue (Foster et Shorrocks [1988a et 1988b]), ce phénomène étant d'autant plus prégnant que la sensibilité des indices à la ligne de pauvreté est importante. Pour pallier le risque de classification ambiguë des distributions, il faut recourir à des tests ordinaux, tels que les tests de dominance stochastique. Ces derniers ont pour objectif la hiérarchisation des distributions de bien-être selon une classe d'indices de pauvreté décomposables.

Le test de dominance stochastique de premier ordre s'appuie sur la comparaison des courbes d'incidence de la pauvreté entre sous-groupes de la population totale, c'est-à-dire les représentations graphiques, pour chaque groupe considéré, des fonctions de distribution cumulée de l'indicateur de bien-être retenu. Le bien-être économique est présenté en abscisses et le pourcentage cumulé des ménages, en ordonnées. Pour tout point de la courbe on lit donc, en ordonnées, la proportion des ménages au sein de la population totale qui a un niveau de bien-être économique inférieur à l'abscisse correspondante. Considérons x et y , deux distributions du revenu. Admettons que l'on soit en mesure de déterminer un seuil de pauvreté maximum, noté z_{max} . On dit que x domine stochastiquement y lorsque pour tout niveau de bien-être inférieur à z_{max} , la courbe représentative de x est située au-dessus de la courbe représentative de y . Par contre, s'il y a intersection entre les courbes, le classement est ambigu. Bien que très intuitif, le test de dominance stochastique de premier ordre a un impact limité du fait qu'il hiérarchise les sous-groupes selon la seule incidence. En revanche, le test de dominance stochastique de deuxième ordre prend simultanément en compte l'incidence, la profondeur et l'inégalité de la pauvreté.

L'approche de Jenkins et Lambert [1998a et 1998b] propose un test de dominance valable pour une plage de variation du seuil de pauvreté et prenant en compte les trois premières dimensions des indices *FGT*. Les courbes *TIP* (« *Three 'I' Poverty* ») sous-tendent la présentation graphique du test. Une courbe *TIP*, $TIP(\Gamma, p)$ est définie par p , la proportion cumulée des n ménages de l'échantillon considéré et $\Gamma_{xi(i=1, \dots, n)}$, le vecteur des écarts associés à la distribution de revenu par tête, x , de cette population. Plus précisément, x est tel que $x = x_1, \dots, x_n$ avec $0 \leq x_1 \leq x_2 \dots \leq x_n$.

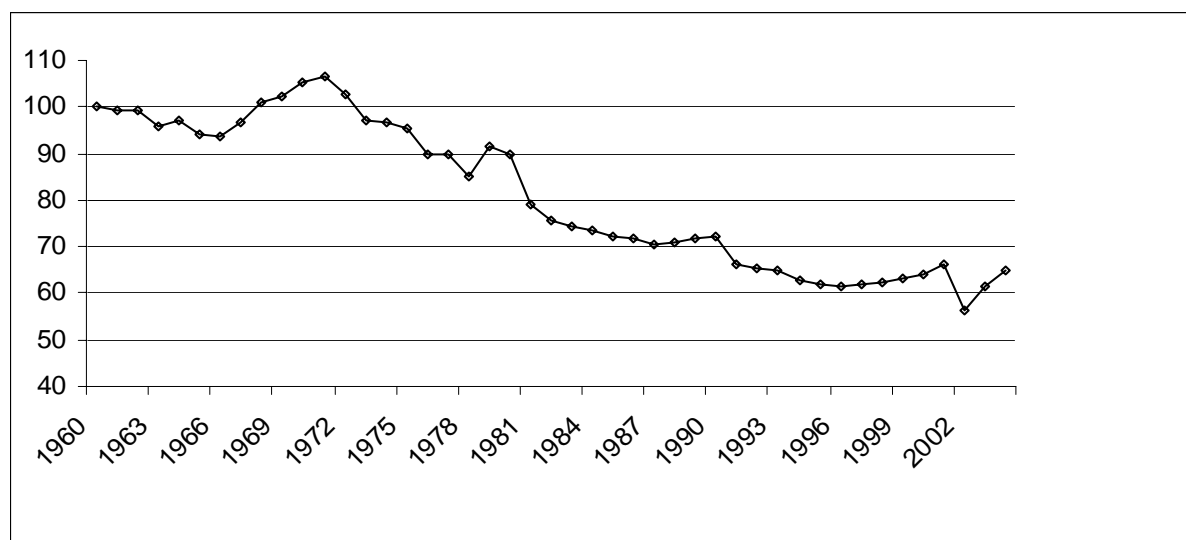
$$\Gamma_{xi} = \text{Max} \left[\left(\frac{z - x_i}{z} \right); 0 \right] \quad [\text{AIII.10}]$$

La courbe $TIP(\Gamma, p)$ est une fonction croissante et concave de p et elle devient horizontale à partir du percentile de la population pour lequel le revenu devient supérieur à la ligne de pauvreté retenue. La représentation graphique associée est telle que l'axe des ordonnées présente le somme cumulée des écarts de pauvreté par tête et l'axe des abscisses la proportion cumulée des ménages. Pour une ligne de pauvreté donnée, la représentation graphique permet de lire les trois dimensions de la pauvreté. Soit A le point à partir duquel la courbe *TIP* devient horizontale. L'incidence et l'intensité de la pauvreté correspondent respectivement à l'ordonnée et à l'abscisse du point A. Quant à l'inégalité, elle est mesurée par la pente de la droite reliant A à l'origine du repère.

Deux résultats notables sont à retenir lorsque l'on compare deux distributions x et y , retenant une ligne de pauvreté commune z . D'une part, la dominance de $TIP(\Gamma_x)$ sur $TIP(\Gamma_y)$ est une condition nécessaire et suffisante pour assurer que les trois indices *FGT* associés à la distribution y sont inférieurs aux trois indices *FGT* associés à la distribution x , pour toute ligne de pauvreté $z' \leq z$. Par ailleurs, si les courbes se coupent une fois, on peut tout de même hiérarchiser les distributions en termes de pauvreté pour une sous-classe d'indices normalisés.

Annexes de l'introduction

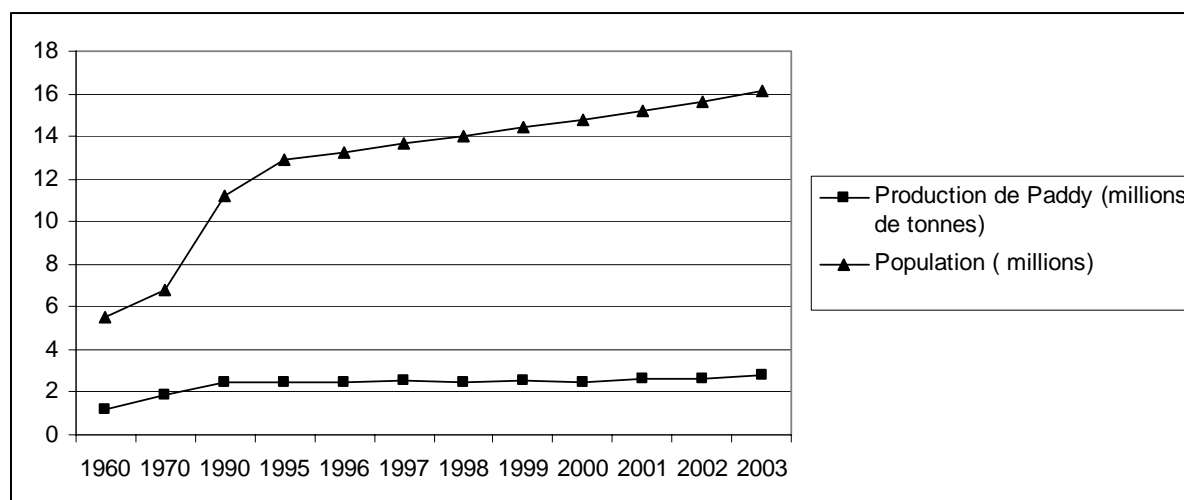
Annexe 0.1 Évolution du PIB par tête, 1960-2004, base 100 en 1960



Notes : Les données 2003 et 2004 sont provisoires.

Source : A partir des World Development Indicators – Banque mondiale [2004] –

Annexe 0.2 Évolution de la production de riz et de la population, 1960-2003



Source : Service des statistiques agricoles, Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, Madagascar.

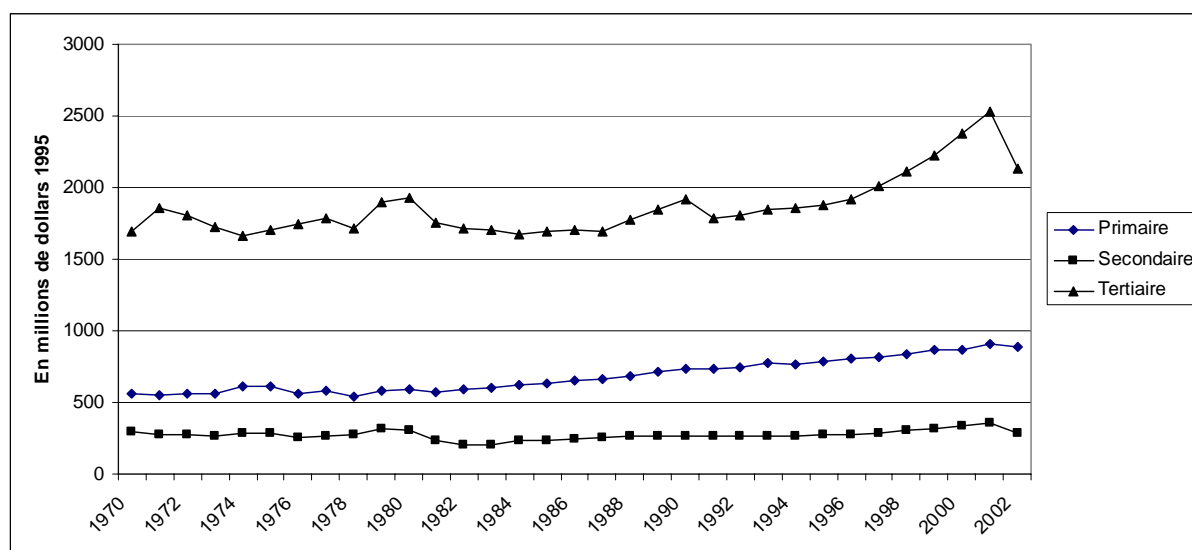
Annexe 0.3 Évolution de l'incidence de la pauvreté à Madagascar au cours de la dernière décennie¹

	1993	1997	1999	2002	2005 ²
Urbain	50,1	63,2	52,1	61,6	52,0
Rural	74,5	76	76,7	86,4	73,5
Total	70	73,3	73,3	80,7	68,7

Notes : (1) D'après le seuil monétaire objectif estimé par l'INSTAT selon la méthode du coût de besoins de base (alimentaires et non alimentaires) ; (2) Les estimations de 2005 sont provisoires.

Sources : A partir de Razafindravonona et al. [2001], INSTAT [2005, 2006]

Annexe 0.4 Évolution de la valeur ajoutée des secteurs primaires, secondaires et tertiaires, 1970-2002



Source : A partir des World Development Indicators – Banque mondiale [2004] –

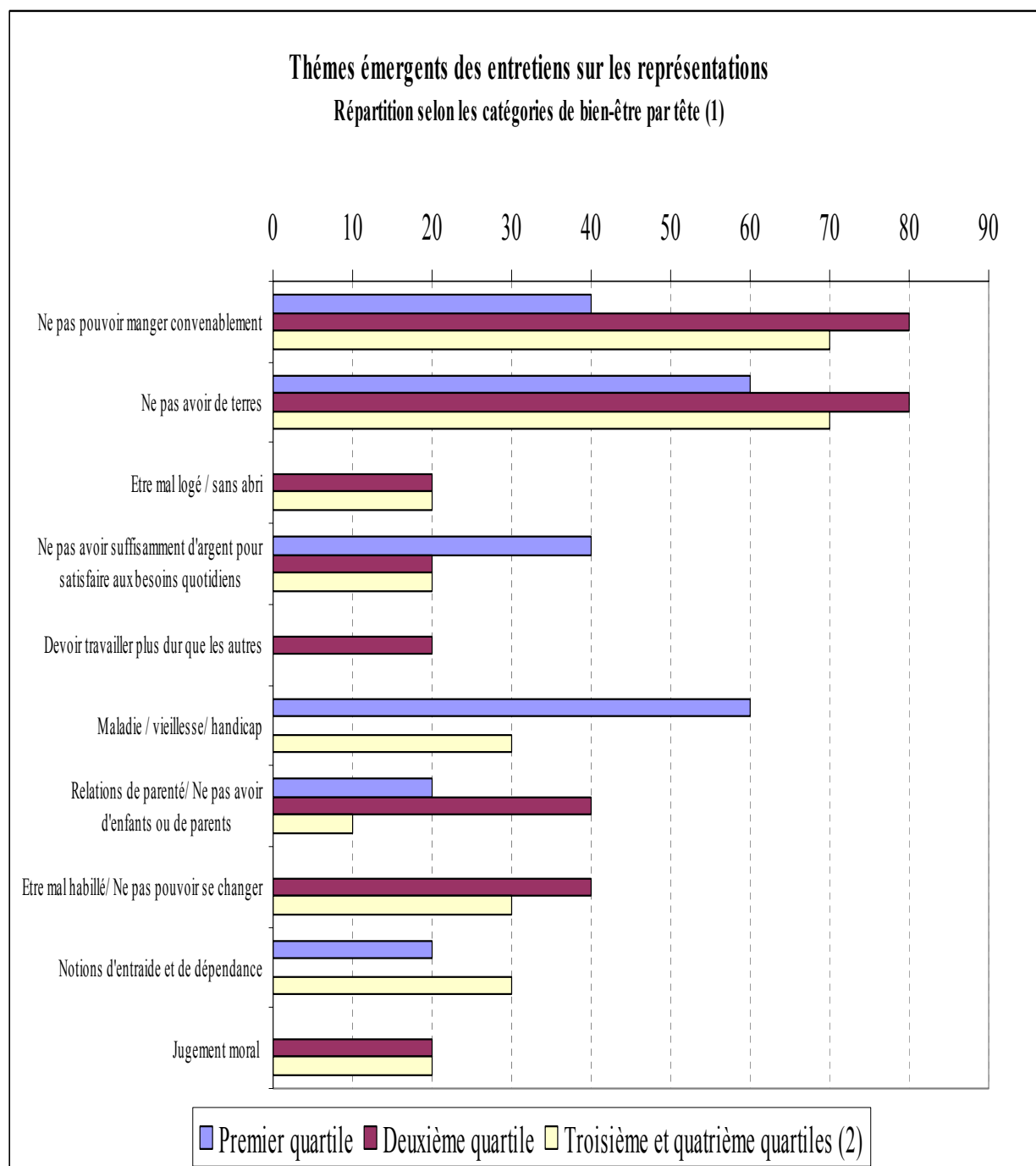
Annexe 0.5 L'extension progressive du champ thématique de la pauvreté

Jusqu'aux années 1970	Consommation
Milieu des années 1970 et 1980 Approche par les besoins essentiels	Consommation + Services sociaux
A partir du milieu des années 1980 Approche par les opportunités et les capacités	Consommation + Services sociaux + Ressources Consommation + Services sociaux + Ressources + Vulnérabilité Consommation + Services sociaux + Ressources + Vulnérabilité + Dignité
Rapport de la Banque mondiale [2001]	Consommation + Services sociaux + Ressources + Vulnérabilité + Dignité + Autonomie

Source : Razafindrakoto et Roubaud [2005], d'après Killick et al. [1999].

Annexes du deuxième chapitre

Annexe 2.1 Répartition des catégories de pauvreté selon le quartile du ménage d'appartenance



Notes: (1) Pour chaque catégorie de bien-être économique, pourcentage des entretiens identifiant les thèmes considérés; (2) Les troisièmes et quatrièmes quartiles ont été regroupés, en raison du faible nombre de cas dans le troisième quartile (3 cas). Les effectifs de chaque catégorie sont de 5 entretiens pour le premier quartile (le plus faible niveau de bien-être économique), 5 entretiens pour le deuxième quartile et 11 entretiens pour les troisièmes et quatrièmes quartiles.

**Annexe 2.2 Entretiens semi-dirigés, Hautes Terres,
Mission de recherche mars 2003-juin 2003**

A. Entretien de R. R.

Antsirabe (Mazoto)

Homme de 54 ans, marié, sans diplôme quatrième quartile en termes de revenu par tête (le plus élevé).

Il a 5 enfants (3 garçons et 2 filles) de 28, 26, 24, 20 et 17 ans.

Il est agriculteur et éleveur. Il cultive du riz pluvial, du riz inondé, du manioc, du maïs, du soja, de l'arachide, du *voanjobory* (haricots ronds), et, depuis peu, de la canne à sucre.

Il possède 15 bœufs et une vache laitière qui a eu un veau cette année. Actuellement, il a aussi 4 cochons et 20 poulets. Il aimerait avoir des canards mais ce n'est pas possible car il n'y a pas assez d'eau ici.

Ses ressources viennent essentiellement de l'élevage porcin. Les produits de ses cultures servent avant tout à la consommation. Une partie est stockée, en cas de problème. Les bœufs peuvent aussi être une source de revenu (il utilise et vend le fumier), il les loue (pour le travail de la terre) mais les bœufs ne se vendent pas sauf en cas de grosse difficulté.

Le produit de la vente des cochons sert pour la scolarisation des enfants et pour accomplir les devoirs envers le village. Par exemple, il faut participer à la construction du CSB 2 de Vinany et puis il faut participer à la réhabilitation de l'école du village. Chaque personne de plus de 18 ans doit participer aux projets communs à hauteur de 4 000 Fmg. Une partie de l'argent obtenu lors de la vente des cochons sert à constituer une réserve pour organiser des cérémonies, comme le *famadiny*. Et puis lorsque l'on est invité à un *famadiny*, il faut apporter une cotisation. Il faut rendre ce que l'on a reçu pour faire partie de la société.

Comment votre famille a-t-elle vécu pendant la crise ?

Le prix des PPN a fortement augmenté. Et puis le village était isolé à cause de la hausse des prix de transport. Toutes les activités ont été ralenties. Même au marché alors que d'habitude les hommes boivent un coup entre eux, là, ce n'était plus possible.

Le revenu de la famille a chuté car les prix de vente aux producteurs ont beaucoup baissé. Le prix du riz a baissé, le prix des cochons aussi. Alors que normalement un cochon debout vaut 20 000 Fmg le kilo, pendant la crise, il valait 6 000 Fmg le kilo. Les collecteurs viennent d'Antsirabe mais comme le prix du pétrole a augmenté, ils ont pratiqué un prix inférieur à la normale.

Quels autres problèmes a rencontré la famille au cours de ces dernières années ?

Le paludisme touche tous les membres de la famille avant de partir. Mais la situation est meilleure maintenant grâce au CSB 2. Les gens qui y travaillent sont très disponibles et les prix des médicaments sont moins élevés.

En ce qui concerne la scolarisation des enfants ?

Tous ses enfants sont allés au CEG (secondaire premier cycle), le dernier est au lycée.

Est-ce que vous êtes né à Mazoto ?

Il est né à Betafo et il est arrivé seul et les mains vides à Mazoto. D'abord il a loué des terres, il a emprunté de l'argent. Les gens du village l'ont beaucoup aidé. Aujourd'hui on lui demande également de l'aide en nature et en argent. Il n'aide pas les personnes qu'il ne connaît pas parce qu'il ne leur fait pas confiance.

Aujourd'hui il est inquiet. Il a peur que la crise s'installe à nouveau à cause de la guerre du Golfe : les prix du pétrole risquent d'augmenter.

Perception pauvreté

La pauvreté n'est pas une fatalité. Celui qui est pauvre c'est car il le veut bien. Lui-même n'est parti de rien. Il faut faire des efforts. Il y a de la pauvreté car la société ne veut pas s'entraider. On jalouse ceux qui ne sont partis de rien. On les écarte. Pour lui, le développement rapide et durable est avant tout une question de mentalités. Pour changer de mentalité, il faut s'instruire. Il faut favoriser le développement des médias pour qu'il y ait plus d'autodidactes. Être ouvert au changement, être sensible aux projets qui sont proposés par les organismes qui viennent dans le village.

Avez-vous des projets, pour vous, votre famille, votre exploitation ?

Avec plusieurs villageois, il est en train de monter une coopérative avec le soutien de l'ONG Ramilama. Il doit apporter beaucoup d'argent et donc il cherche à réunir le maximum de liquide. Chaque participant doit faire un apport de 1 million de Fmg. Ensuite l'argent est mis en commun et il devient possible de mobiliser de plus grosses sommes. Leur projet commun est d'élever des cochons. Une partie des bénéfices restera au sein de l'association et sera réinvesti, une autre partie est distribuée aux membres. L'objectif est d'augmenter le niveau de vie des membres. Il y a déjà 7 personnes qui sont intéressées mais toutes n'arrivent pas à réunir la somme.

Il veut également acheter des terres pour ses enfants. Les terrains sont quand même un peu chers. Il devra donc certainement vendre ses bœufs. Cela ne lui pose pas de problème car la terre a plus de valeur que les bœufs. Les bœufs peuvent mourir ou être volés alors que la terre reste.

Y a-t-il beaucoup de problèmes d'insécurité ?

Il n'y a quand même peu d'insécurité. La gendarmerie est assez présente. Il y a des vols sur les cultures. Ce sont des vols dictés par la faim : du riz, des bananes, des poissons. Il a tenté de faire de la pisciculture mais tous ses poissons ont été volés.

Il y a aussi les ennuis liés à *Fikritama*. C'est une association créée par un hollandais. C'est un organisme de crédit où tous les participants doivent déposer leur maximum. En contre partie il est possible d'emprunter. Mais après 6 mois, on a demandé au gens de rembourser. Tout le monde a été exploité par *Fikritama*. Les membres du bureau sont partis avec la caisse. La CECAM n'est pas non plus une bonne chose. Cela n'a pas amélioré son niveau de vie.

B. Entretien de G. R.

Antsirabe (site de Mazoto)

Homme de 31 ans, marié, sans diplôme, premier quartile en termes de revenu par tête.

Ils ont 4 garçons. Le premier a 7 ans, le deuxième 6 ans, le troisième 4 ans et demi et le dernier 2 ans. Les deux aînés vont à l'école du village. Il souhaite que ses enfants aillent jusqu'à l'université.

Ils cultivent du manioc, du maïs, du riz inondé. Ils en consomment et en stockent une partie et en vendent une autre. Ils possèdent un cochon et 5 poulets. Parfois sa femme et lui s'emploient chez d'autres agriculteurs. Leur principale source de revenu provient de la vente des cultures.

Faites-vous partie d'une association ?

Il était salarié de la *Fikritama*. Il s'occupait du reboisement. Mais il n'a pas été payé comme c'était prévu. Il y a eu des détournements d'argent. Le président du *Fikritama* a toujours habité le village. Il est allé en prison à cause des problèmes puis il a déménagé.

Quelles ont été les conséquences de la crise sur la vie de votre famille ?

La période de la crise a été très difficile. Ses revenus ont chuté de 30%. Il n'a pas pu vendre autant qu'il le voulait et les prix auxquels les collecteurs achetaient étaient trop faibles. Les prix des PPN ont augmenté, le prix des transports aussi.

Comment avez-vous réagi ?

Il a cherché du travail. Il a réussi à travailler plus de jours que les autres années comme ouvrier agricole. Cela lui a permis de ne pas réduire sa consommation alimentaire. Il s'est employé auprès d'agriculteurs du village.

Quand il ne peut plus suffire aux besoins de sa famille, quand il y a des difficultés comme des maladies, il demande à quelqu'un pour qui il a l'habitude de travailler. Cette personne lui fait une avance puis lui demande son aide pour le travail de la terre, le repiquage. Il est connu pour son savoir faire.

Quels sont les événements négatifs qui peuvent frapper votre famille ?

Le paludisme. En cas de maladie, il faut utiliser ses économies ou vendre des poulets. Il ne préfère pas utiliser le riz mais les stocks de riz sont de bonnes réserves. Il n'y a pas de problème de conservation.

Perception pauvreté

Être pauvre c'est ne pas avoir de quoi manger, ne pas avoir assez d'argent pour subvenir aux besoins quotidiens, ne pas avoir de terres à cultiver ; quand on a une terre on peut toujours se débrouiller. La pauvreté n'est pas une fatalité. En travaillant, on peut s'en sortir. Il faut être en forme physiquement. En cas de maladie, il n'est plus possible de travailler. On doit compter sur l'entraide mais à l'intérieur du village. On ne peut rien attendre de l'extérieur.

Il est venu à l'aide des personnes aveugles, âgées, handicapées. Chaque année ces personnes viennent au moment de la récolte. Ce sont des mendiants, on ne peut pas leur demander d'où ils viennent car ces personnes sont handicapées, pas normales.

C. *Entretien de R. Z.*

Manjakanriana (Ambohitrombalahy)

Femme de 81 ans, veuve, sans diplôme, premier quartile en termes de revenu par tête.

Elle habite seule avec son petit-fils, Georges qui a 15 ans.

Son mari est décédé mais elle a sa carte d'identité (qu'elle nous présente).

Son fils habite à Tana. Elle a eu deux autres enfants mais ils sont déjà décédés à cause d'une maladie, une sorcellerie qui vient du lac Alaotro (*ambalavelona*).

Son fils de Tana tient une gargote.

Elle n'a plus aucune activité. Son petit-fils travaille comme salarié agricole ; il ne va plus à l'école. Il l'aide pour cultiver la terre. Elle possède 2 ou 3 parcelles. Les autres villageois l'aident aussi pour cultiver sa terre contre un salaire. La famille de son mari habite ici. Elle leur demande parfois de l'argent pour payer les salariés. Ce sont des cadeaux, elle n'a pas à les rembourser.

Elle produit du riz. La production ne suffit pas pour l'année entière. Elle cultive également du manioc et de la patate douce pour varier et avoir de quoi manger pendant la période de soudure.

Elle possède 2 poules. Elle avait un cochon qui est mort de la peste porcine. Elle ne pouvait pas le faire soigner par le vétérinaire.

Pendant la période de soudure, elle et son petit fils mangent surtout du manioc. La famille de son mari lui donne aussi un peu de quoi manger. Trois fois par ans, son fils qui habite Tana lui envoie de l'argent mais c'est trop peu (plus ou moins 25 000 Fmg à chaque fois). Elle a vraiment trop peu de riz, elle ne peut pas en vendre, elle garde tout pour leur consommation.

Comment avez-vous vécu pendant la crise ?

Elle est malade depuis plusieurs années. Son dos la fait souffrir, c'est la vieillesse. Ici, tout le monde l'aide pour la soigner car on sait que son fils ne vit pas avec elle. Pendant la crise elle attendait la pitié des autres car elle n'a vraiment rien. Elle attend son dernier souffle.

Que craignez-vous le plus à l'heure actuelle ?

Sa maladie est son souci quotidien. Au CSB les médicaments sont gratuits pour elle. Avant elle payait mais maintenant elle ne paie plus parce qu'ils ont pitié d'elle. Mais de toute façon le CSB est trop loin. Il faudrait que quelqu'un l'emmène. Et puis, chaque jour, elle se demande ce qu'ils vont manger son petit-fils et elle.

Perception pauvreté

Elle dit qu'être pauvre c'est être comme elle. Elle n'a rien dans sa vie. Elle cherche de l'argent mais elle ne trouve rien.

D. Entretien de R. B.

Manjakanriana (site d'Anjozoro)

Femme de 39, divorcée, titulaire du CEPE, quatrième quartile en termes de revenu par tête.

Elle a deux enfants : l'aîné a 20 ans et le cadet 18 ans. Ses deux fils sont aides chauffeurs. Ils l'aident aussi pour travailler la terre.

Elle est agricultrice (riz tubercules). Elle a un élevage de volailles. Auparavant elle avait des cochons mais plus maintenant. Elle tient une boucherie. Trois fois par semaine, elle achète de la viande chez les grossistes à Tana. Elle s'y rend en taxi-brousse (6000 Fmg l'aller).

Lorsque la récolte est bonne, sa production lui suffit pour toute l'année. Les autres années, elle doit acheter quelques kilos.

Lorsqu'elle réussit à avoir une petite épargne, elle s'en sert pour lancer une activité. Elle achète et revend du tissu en réalisant une plus-value.

La période de soudure se caractérise par une hausse des prix. Il faut réduire les rations.

Que s'est-il passé pour vous pendant la crise ?

Elle a été obligée d'acheter du riz parce que sa famille (qui habite dans le village) a eu besoin d'aide. Ils lui ont remboursé cet emprunt juste après la récolte. Elle n'a pas eu faim pendant la crise mais elle a mangé plus de manioc.

Perception pauvreté

Elle se sent pauvre car elle n'a ni père ni mère, ni mari. Être pauvre selon elle, c'est manquer de terre, ne pas avoir de terres à cultiver pour satisfaire les besoins de la famille il faut demander du travail partout dans le village. Il faut que quelqu'un ait du travail à donner.

La richesse c'est posséder une voiture, un bon travail, beaucoup de ressources, beaucoup de personnes dans l'entourage. Avoir un mari et des parents, ça fait partie des ressources. Elle, elle doit travailler très dur pour s'en sortir. Elle a hérité la maison de ses parents.

Avez-vous des projets pour l'avenir ?

Elle voudrait aller vivre en ville pour travailler à l'usine. Elle n'a pas envie de rester vivre ici, à la campagne. La vie est trop dure. Le commerce de la viande lui procure un revenu très variable. Quand les gens ont peu d'argent ils n'achètent pas de viande et trop de gens ici ont peu d'argent. Ils achètent surtout le dimanche. Pendant la crise elle ne pouvait rien vendre. Si elle trouve du travail à Tana, elle ira s'y installer. Elle sait coudre et broder. C'est dans ce secteur qu'elle cherche du travail.

Si elle avait un capital suffisant, elle pourrait faire grossir son activité de commerce. Mais elle ne veut pas emprunter, c'est trop risqué et personne ne lui prête d'argent.

Annexe 2.3 Liste universelle des capacités centrales selon Martha Nussbaum

1. Être capable de vivre, jusqu'à son terme, une vie d'une durée normale, ne pas mourir prématurément, ou avoir une vie tellement courte qu'elle ne vaudrait pas la peine d'être vécue.
2. Être capable d'avoir une bonne santé, d'être convenablement nourri, d'avoir un abri correct ; d'avoir des opportunités de satisfaction sexuelle et l'opportunité de choix sur les questions de reproduction ; être capable de se déplacer d'un lieu à un autre.
3. Être capable, autant que possible, d'éviter les souffrances inutiles et pouvoir se faire plaisir.
4. Être capable d'user de son intelligence, être capable d'imaginer, de penser, de raisonner – et de s'enrichir grâce à l'accès à une instruction adéquate, incluant mais ne se limitant pas à la littérature et l'enseignement des savoirs mathématiques et scientifiques de base. Être capable d'user de son imagination et de sa pensée en interaction avec son expérience et la production de matériaux enrichissant d'un point de vue spirituel, religieux, littéraire, musical ou autres.
5. Être capable d'avoir un attachement pour les choses et les personnes en dehors de nous-mêmes, d'aimer ceux qui nous aiment et prennent soin de nous, d'être peinés de leur absence ; en général, d'aimer, de souffrir, de connaître le désir et la gratitude. Favoriser cette capacité revient à favoriser les formes d'associations humaines qui peuvent être perçues comme essentielles à leur développement.
6. Être capable de se forger une conception du bien et d'engager une réflexion critique sur la planification de sa propre vie. Cela inclut, de nos jours, le fait d'être capable de rechercher un emploi en dehors de chez soi et de participer à la vie politique.
7. Être capable de vivre pour et par les autres, de reconnaître les autres êtres humains et de leur montrer de l'intérêt, de s'engager dans différentes formes d'interactions sociales ; d'être capable de justice et d'amitié à la fois. Protéger cette capacité signifie, encore une fois, protéger les institutions qui participent à ces formes d'affiliation et, aussi, protéger la liberté de réunion et d'expression.
8. Être capable de vivre en étant concerné par les animaux, les plantes et le monde de la nature.
9. Être capable de rire, de jouer, d'apprécier les activités ludiques.
10. Être capable de vivre sa propre vie et celle de personne d'autre. Cela signifie avoir des garanties de non interférence avec des décisions personnelles et relevant définitivement de la sphère individuelle, tels que les choix concernant le mariage, la grossesse, l'identité sexuelle, les prises de positions orales, l'emploi.
- 10a. Être capable de vivre sa propre vie dans son environnement et son contexte particuliers. Cela implique de garantir la liberté d'association et la protection vis-à-vis des demandes et atteintes injustifiées ; cela signifie également une certaine limitation dans les différentes dimensions dictées par l'équité sociale, toujours définie par rapport à l'interprétation des autres capacités ; ainsi, la propriété privée, à la différence de la liberté individuelle, est un moyen des fonctionnements humains plutôt qu'une fin en soi.

Source : Nussbaum [1995 : 83-85], traduction de l'auteur.

Annexe 2.4 Les dimensions du bien-être identifiées sur la base d'analyse qualitatives

<i>Narayan et al.</i>	<i>Clark et Qizilbash ¹</i>
<i>Bien-être matériel</i>	<i>Logement</i>
<i>Nourritures</i>	<i>Nourriture</i>
<i>Actifs</i>	<i>Eau</i>
<i>Travail</i>	<i>Emploi/ travail</i>
	<i>Revenu / Argent</i>
<i>Apparence et Santé</i>	<i>Vêtements</i>
<i>Santé</i>	<i>Éducation</i>
<i>Apparence physique</i>	<i>Santé</i>
<i>Environnement physique</i>	<i>Énergie (électricité)</i>
	<i>Sécurité</i>
<i>Bien-être social</i>	<i>Transport / voiture</i>
<i>Être capable de prendre soin de sa famille, de se marier</i>	<i>Relations familiales amicales</i>
<i>Estime de soi et dignité</i>	<i>Hygiène</i>
<i>Paix, harmonie, de bonnes relations dans la famille et la communauté</i>	<i>Infrastructures publiques</i>
	<i>Loisirs</i>
<i>Sécurité</i>	<i>Terre et autres actifs</i>
<i>Paix civile</i>	<i>Être propriétaire de son entreprise</i>
<i>Environnement sûr</i>	<i>Religion / Église</i>
<i>Accès à la justice</i>	<i>Meubles</i>
<i>Confiance dans l'avenir</i>	<i>Joie et tranquillité d'esprit</i>
	<i>Développement de la communauté</i>
<i>Liberté de choix et d'action</i>	<i>Amour</i>
	<i>Liberté / Indépendance</i>
<i>Bien-être psychologique</i>	<i>Oxygène</i>
<i>Tranquillité d'esprit</i>	<i>Respect</i>
<i>Joie</i>	<i>Couvertures</i>
<i>Harmonie</i>	<i>Chaleur / température</i>
	<i>Sexualité</i>
	<i>Soleil</i>

Notes : (1) Classement décroissant selon la fréquence d'apparition des thèmes en réponse à la question : « Pensez aux aspects de la vie les plus essentiels. C'est-à-dire ceux sans lesquels une personne ne peut pas du tout s'en sortir, et sans lesquels la vie est insupportable. Ce peuvent être des aspects de la vie que les gens possèdent ou qu'ils ne possèdent pas mais dont ils ont besoin ». (SALDRU Survey [2001 : 1], Traduction de l'auteur).

Source : À partir de Narayan et al. [2000 : 25-30 ; 37-38] et Clark et Qizilbash [2003 : 32]

Annexes du troisième chapitre

Annexe 3.1 Profils de pauvreté, observatoire d'Antsirabe, 1998 et 2002

	1998							2002						
	Incidence $\alpha = 0$		Intensité $\alpha = 1$		Inégalité $\alpha = 2$		N ³	Incidence $\alpha = 0$		Intensité $\alpha = 1$		Inégalité $\alpha = 2$		N ³
	P ₀ ¹	σ^2	P ₁ ¹	σ^2	P ₂ ¹	σ^2		P ₀ ¹	σ^2	P ₁ ¹	σ^2	P ₂ ¹	σ^2	
Ensemble	0,60	0,49	0,24	0,26	0,13	0,18	597	0,66	0,47	0,29	0,27	0,16	0,19	599
Localisation														
Soanindrariny	0,64	0,48	0,29	0,27	0,15	0,19	149	0,66	0,48	0,31	0,28	0,17	0,20	147
Vinany	0,51*	0,50	0,20*	0,24	0,09*	0,15	149	0,60*	0,49	0,27	0,28	0,15	0,19	152
Bemaha	0,67	0,47	0,30	0,29	0,18	0,23	107	0,64	0,48	0,29	0,29	0,17	0,21	106
Faravohitra	0,61*	0,49	0,22*	0,24	0,11*	0,15	94	0,77*	0,42	0,32	0,24	0,16	0,15	96
Ambohibary	0,57*	0,50	0,19*	0,23	0,09*	0,15	98	0,66	0,48	0,26	0,25	0,13*	0,16	98
Démographie														
<i>Genre du chef de ménage</i>														
Homme	0,59	0,49	0,24	0,26	0,12	0,18	530	0,66	0,47	0,29	0,27	0,15	0,18	528
Femme	0,66*	0,48	0,29	0,26	0,15	0,18	67	0,65	0,48	0,31	0,31	0,19	0,23	71
<i>Age du chef de ménage</i>														
Moins de 30 ans	0,64	0,48	0,22	0,24	0,10	0,17	94	0,67	0,47	0,29	0,27	0,15	0,18	55
De 30 à 40 ans	0,63	0,48	0,24	0,25	0,12	0,18	181	0,68	0,47	0,31	0,28	0,17	0,28	186
De 40 à 50 ans	0,65	0,48	0,28*	0,26	0,15*	0,18	145	0,74	0,44	0,33	0,26	0,18	0,18	151
De 50 à 60 ans	0,52*	0,50	0,24	0,28	0,14	0,19	90	0,61	0,49	0,29	0,28	0,16	0,20	100
Plus de 60 ans	0,48*	0,50	0,20	0,27	0,11	0,18	87	0,55*	0,50	0,20*	0,23	0,09*	0,15	107
Instruction														
<i>Chef de ménage</i>														
N'est jamais allé à l'école	0,62	0,49	0,28	0,29	0,16	0,21	78	0,75	0,44	0,33	0,28	0,18	0,21	67
Primaire (ce2)	0,65	0,48	0,27	0,27	0,14	0,19	244	0,71	0,46	0,33	0,27	0,18	0,19	222
Primaire (cm2)	0,58	0,50	0,23*	0,25	0,12*	0,16	184	0,69	0,46	0,29	0,26	0,15	0,18	218
Secondaire	0,49*	0,50	0,15*	0,21	0,07*	0,15	91	0,42*	0,50	0,17*	0,24	0,09*	0,16	92
<i>Niveau d'étude maximum au sein du ménage</i>														
Primaire (ce2)	0,75	0,44	0,33	0,27	0,18	0,20	173	0,82	0,39	0,42	0,27	0,25	0,21	132
Primaire (cm2)	0,57*	0,50	0,23*	0,25	0,12*	0,16	247	0,70*	0,46	0,30*	0,26	0,16*	0,18	282
Secondaire	0,50*	0,50	0,17*	0,24	0,09*	0,17	177	0,49*	0,50	0,18*	0,23	0,09*	0,14	185
Statut du chef de ménage sur le marché du travail														
Exclusivement exploitant agricole	0,55	0,50	0,23	0,28	0,13	0,20	199	0,55	0,50	0,21	0,24	0,11	0,16	178
Exploitant agricole et ouvrier agricole	0,77*	0,43	0,34*	0,25	0,18*	0,18	162	0,86*	0,35	0,43*	0,26	0,25*	0,20*	207
Agriculteur exploitant et autre activité de statut "faible"	0,56	0,50	0,21	0,25	0,11	0,16	112	0,62*	0,49	0,25	0,26	0,13	0,16	106
Agriculteur exploitant et autre activité de statut "élevé"	0,46*	0,50	0,13*	0,18	0,05*	0,10	91	0,55	0,50	0,21	0,25	0,10	0,15	84
Autre	0,55	0,51	0,22	0,25	0,11	0,15	33	0,33	0,48	0,09	0,18	0,04	0,11	24

Notes : (1) * signifie que l'on peut rejeter l'hypothèse de nullité des différences de pauvreté avec un risque d'erreur de 5%; seuls sont présentés les tests de différence de moyenne par rapport par rapport à la première modalité de chaque variable ; (2) σ représente l'écart type associé à la mesure de la pauvreté ; (3) N est l'effectif de classe.

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, Antsirabe 1998 et 2002

Annexe 3.2 Profils de pauvreté, observatoire de Marovoay, 1998 et 2002

	1998							2002						
	Incidence $\alpha = 0$		Intensité $\alpha = 1$		Inégalité $\alpha = 2$		N ³	Incidence $\alpha = 0$		Intensité $\alpha = 1$		Inégalité $\alpha = 2$		N ³
	P ₀ ¹	σ^2	P ₁ ¹	σ^2	P ₂ ¹	σ^2		P ₀ ¹	σ^2	P ₁ ¹	σ^2	P ₂ ¹	σ^2	
Ensemble	0,46	0,50	0,14	0,20	0,06	0,11	552	0,24	0,43	0,05	0,13	0,02	0,07	518
<i>Localisation</i>														
Bepako	0,47	0,50	0,17	0,23	0,08	0,14	187	0,24	0,43	0,05	0,13	0,02	0,08	130
Madiriomangana	0,53*	0,50	0,15	0,19	0,06	0,10	115	0,32*	0,47	0,08*	0,14	0,026*	0,07	129
Ampijoroa	0,45	0,50	0,12*	0,18	0,05	0,10	125	0,22	0,41	0,05	0,12	0,018*	0,05	130
Maroala	0,41	0,49	0,11*	0,17	0,04	0,08	125	0,20	0,40	0,04	0,11	0,014*	0,06	129
<i>Démographie</i>														
<i>Genre du chef de ménage</i>														
Homme	0,47	0,50	0,14	0,19	0,06	0,10	476	0,23	0,42	0,05	0,11	0,02	0,06	421
Femme	0,42	0,50	0,15	0,22	0,07	0,14	76	0,31	0,46	0,08	0,17	0,04	0,10	97
<i>Age du chef de ménage</i>														
Moins de 30 ans	0,44	0,50	0,14	0,21	0,07	0,13	54	0,22	0,42	0,04	0,10	0,01	0,03	51
De 30 à 40 ans	0,46	0,50	0,16	0,22	0,07	0,13	140	0,17	0,38	0,03	0,08	0,01	0,02	113
De 40 à 50 ans	0,49*	0,50	0,15	0,19	0,06	0,10	152	0,30*	0,46	0,06*	0,12	0,02	0,05	147
De 50 à 60 ans	0,52*	0,50	0,14	0,19	0,06	0,11	96	0,20	0,40	0,05	0,11	0,02	0,05	94
Plus de 60 ans	0,39	0,49	0,11*	0,18	0,04*	0,1	110	0,29*	0,46	0,08*	0,18	0,04*	0,11	113
<i>Instruction</i>														
<i>Chef de ménage</i>														
N'est jamais allé à l'école	0,51	0,50	0,14	0,19	0,06	0,11	144	0,28	0,45	0,07	0,15	0,03	0,08	110
Primaire (ce2)	0,45*	0,50	0,14	0,19	0,06	0,10	171	0,24*	0,43	0,06	0,14	0,02	0,08	148
Primaire (cm2)	0,48	0,50	0,15	0,21	0,07	0,12	129	0,30	0,46	0,06	0,11	0,01*	0,04	132
Secondaire	0,40*	0,49	0,13	0,20	0,06	0,11	108	0,16*	0,37	0,03*	0,11	0,01*	0,06	128
<i>Niveau d'étude maximum au sein du ménage</i>														
Primaire (ce2)	0,49	0,50	0,13	0,19	0,05	0,10	173	0,24	0,43	0,06	0,15	0,03	0,09	138
Primaire (cm2)	0,51	0,50	0,16	0,21	0,07	0,11	186	0,30*	0,46	0,07	0,13	0,02	0,06	171
Secondaire	0,40*	0,49	0,13	0,20	0,06	0,12	193	0,20*	0,40	0,04	0,10	0,01	0,05	209
<i>Statut du chef de ménage sur le marché du travail</i>														
Exclusivement exploitant agricole	0,36	0,48	0,10	0,19	0,05	0,10	129	0,25	0,44	0,07	0,16	0,03	0,09	92
Exploitant agricole et ouvrier agricole	0,59*	0,49	0,20*	0,21	0,08*	0,12	198	0,34*	0,48	0,07	0,14	0,02	0,07	169
Agriculteur exploitant et autre activité de statut "faible"	0,65*	0,48	0,19*	0,20	0,07	0,11	83	0,27	0,45	0,06	0,14	0,02	0,08	75
Agriculteur exploitant et autre activité de statut "élevé"	0,28*	0,45	0,07*	0,14	0,02*	0,06	103	0,13*	0,33	0,02*	0,08	0,01*	0,04	134
Autre	0,26*	0,44	0,08	0,18	0,04	0,12	39	0,17*	0,38	0,04*	0,09	0,01*	0,03	48

Notes : (1) * signifie que l'on peut rejeter l'hypothèse de nullité des différences de moyennes avec un risque d'erreur de 5%; seuls sont présentés les tests de différence de moyenne par rapport à la première modalité de chaque variable; (2) σ représente l'écart type associé à la mesure de la pauvreté; (3) N est l'effectif de classe.

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, Marovoay 1998 et 2002

Annexe 3.3 Profils de pauvreté selon les caractéristiques de l'exploitation agricole, observatoires de Marovoay et Antsirabe

	1998							2002						
	Incidence $\alpha = 0$		Intensité $\alpha = 1$		Inégalité $\alpha = 2$		N ³	Incidence $\alpha = 0$		Intensité $\alpha = 1$		Inégalité $\alpha = 2$		N ³
	P ₀ ¹	σ^2	P ₁ ¹	σ^2	P ₂ ¹	σ^2		P ₀ ¹	σ^2	P ₁ ¹	σ^2	P ₂ ¹	σ^2	
Antsirabe	0,60	0,49	0,24	0,26	0,13	0,18	597	0,66	0,47	0,29	0,27	0,16	0,19	599
<i>Métayage</i>														
Au moins une parcelle exploitée en métayage	0,55	0,50	0,21	0,25	0,11	0,17	44	0,59	0,50	0,28	0,27	0,15	0,18	39
Aucune parcelle en métayage	0,60	0,49	0,24	0,26	0,13	0,18	553	0,67	0,47	0,29	0,27	0,16	0,19	560
<i>Taille exploitation rizicole (ares)</i>														
Très petite [0 - 30[	0,72	0,45	0,32	0,27	0,18	0,21	249	0,72	0,45	0,34	0,28	0,19	0,20	352
Moyenne [30-70[	0,62*	0,49	0,23*	0,24	0,16	0,05	223	0,69	0,46	0,27*	0,25	0,14*	0,17	163
Grande : 70 ares et plus	0,31*	0,47	0,10*	0,19	0,05*	0,11	125	0,36*	0,48	0,12*	0,20	0,06*	0,12	84
<i>Diversification de la production</i>														
Relativement faible (<50% en valeur)	0,66	0,48	0,29	0,27	0,16	0,21	118	0,66	0,48	0,30	0,28	0,17	0,19	113
Intermédiaire (entre 50% et 80%)	0,64	0,48	0,26	0,26	0,13	0,17	338	0,65	0,48	0,27	0,26	0,14	0,18	338
Elevé (plus de 80%)	0,45*	0,50	0,17*	0,24	0,08*	0,16	141	0,68	0,47	0,32	0,28	0,18	0,20	148
Marovoay	0,46	0,50	0,14	0,20	0,06	0,11	552	0,24	0,43	0,05	0,13	0,02	0,07	518
<i>Taille exploitation rizicole (ares)</i>														
Petite [0-70 [	0,55	0,50	0,18	0,22	0,08	0,13	137	0,28	0,45	0,06	0,15	0,03	0,09	171
Moyenne [70-150[	0,50*	0,50	0,15	0,20	0,06	0,11	151	0,32	0,47	0,07	0,13	0,02	0,06	160
Grande [150-300[	0,48*	0,50	0,16	0,20	0,06	0,11	165	0,18*	0,39	0,04*	0,10	0,01*	0,04	133
Très grande (Plus de 300)	0,24*	0,43	0,06*	0,13	0,02*	0,07	99	0,06*	0,23	0,01*	0,08	0,01*	0,05	54
<i>Métayage</i>														
Au moins une parcelle exploitée en métayage	0,54	0,50	0,18	0,21	0,08	0,12	296	0,26	0,44	0,05	0,11	0,01	0,04	256
Aucune parcelle en métayage	0,37*	0,48	0,10*	0,18	0,04*	0,10	256	0,23*	0,42	0,06	0,14	0,02	0,08	262
<i>Diversification de la production</i>														
Quasi aucune diversification (<5% en valeur)	0,52	0,50	0,18	0,21	0,08	0,12	195	0,20	0,40	0,06	0,14	0,02	0,07	85
Faible (entre 5% et 33%)	0,45*	0,50	0,14*	0,20	0,06	0,11	222	0,26*	0,44	0,05	0,12	0,02	0,06	370
Relativement Elevée (plus de 50%)	0,40*	0,48	0,10*	0,17	0,04*	0,07	135	0,21	0,41	0,06	0,15	0,03	0,15	63

Notes : (1) * signifie que l'on peut rejeter l'hypothèse de nullité des différences de pauvreté avec un risque d'erreur de 5%; seuls sont présentés les tests de différence de moyenne par rapport par rapport à la première modalité de chaque variable ; (2) σ représente l'écart type associé à la mesure de la pauvreté ; (3) N est l'effectif de classe.

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, Antsirabe 1998 et 2002

Annexe 3.4 Stratification selon le statut du chef de ménage sur le marché du travail, effectif de groupe

	1998		2002	
	Antsirabe	Marovoay	Antsirabe	Marovoay
Agriculteur exploitant	199	129	178	92
Agriculteur exploitant et ouvrier agricole	163	199	208	169
Agriculteur exploitant et autre activité de statut "faible"				
Ouvrier non agricole	19	17	18	16
Employé statut faible	32	37	46	40
Indépendant marginal secteur tertiaire ¹	23	14	25	6
Indépendant marginal secteur secondaire	35	15	11	12
Exploitant forestier marginal	3	0	6	1
Agriculteur exploitant et autre activité de statut "élevé"				
Profession libérale	3	0	3	2
Employé statut élevé	5	5	6	8
Indépendant non marginal tertiaire	25	37	23	47
Indépendant non marginal secondaire	49	57	41	66
Exploitant forestier non marginal	9	4	11	11
Autre profil ²	33	39	24	48
Total	598	553	600	518

Notes : (1) Les indépendants marginaux sont ceux dont l'activité rapporte annuellement moins de 400 000 Fmg 1998. L'indisponibilité de données relative au capital investi dans l'activité n'a pas permis d'établir la taille de l'entreprise sur ce critère habituellement retenu. J'ai donc opté pour le seul critère mobilisable, le revenu généré par l'exploitation. (2) La catégorie autre profil est extrêmement hétérogène. Elle regroupe les chefs de ménage qui ne sont pas agriculteurs exploitants. La variété des activités pratiquées n'a pas et la faiblesse des effectifs n'a pas permis l'élaboration d'une classification plus fine.

Source : D'après les données des Observatoires Ruraux de Madagascar, Antsirabe et Marovoay, 1998-2002.

Annexe 3.5 Estimation de l'incidence de la pauvreté et test de différence de pauvreté : panel non cylindré et panel cylindré

	Panel non cylindré			Panel cylindré			η^2
	P_0	σ^1	Effectif	P_0	σ^1	Effectif	
Antsirabe							
1998	0,60	0,49	597	0,60	0,49	433	0,06
1999	0,67	0,47	599	0,68	0,47	433	0,00
2000	0,75	0,44	600	0,76	0,43	433	-0,19
2001	0,68	0,47	600	0,69	0,46	433	-0,28
2002	0,66	0,47	599	0,67	0,47	433	-0,17
Marovoay							
1998	0,46	0,50	552	0,48	0,50	241	-0,55
1999	0,50	0,50	519	0,55	0,50	241	0,04
2000	0,35	0,48	519	0,33	0,47	241	0,49
2001	0,20	0,40	516	0,21	0,41	241	-0,24
2002	0,24	0,43	518	0,24	0,43	241	0,10

Note : (1) σ représente l'écart type associé à la mesure de la pauvreté ; (2) η est la statistique du test de nullité des différences de pauvreté entre le panel cylindré et le panel non cylindré. Si la valeur absolue de η est supérieure à 1,96, on peut rejeter l'hypothèse nulle de différence de pauvreté ; * signifie que l'on peut rejeter l'hypothèse de nullité des différences de moyennes avec un risque d'erreur de 5%. La statistique η est adaptée à des populations indépendantes, hypothèse peut-être forte dans le cas de la comparaison des indices de pauvreté entre les panels cylindrés et non cylindrés, mais la différence de pauvreté est systématiquement et très nettement rejetée.

Source : A partir des données des observatoires ruraux de Madagascar, Marovoay et Antsirabe, 1998-2002

Annexe 3.6 Sensibilité à la ligne de pauvreté des indices de pauvreté intertemporelle et de leur décomposition¹

	<i>Seuil 1</i> 85 % de z^2	<i>Seuil 2</i> 90 % de z^2	<i>Seuil 3</i> 95 % de z^2	<i>Ligne de pauvreté</i> z^2	<i>Seuil 4</i> 105 % de z^2	<i>Seuil 5</i> 110 % de z^2	<i>Seuil 6</i> 120 % de z (1)
<i>Antsirabe</i>							
Composante de pauvreté chronique	0,037	0,055	0,079	0,110	0,150	0,201	0,263
Composante de pauvreté transitoire	0,025	0,032	0,041	0,050	0,061	0,073	0,087
Pauvreté intertemporelle	0,062	0,087	0,119	0,160	0,211	0,274	0,351
<i>Marovoay</i>							
Composante de pauvreté chronique	0,003	0,005	0,009	0,014	0,021	0,032	0,047
Composante de pauvreté transitoire	0,014	0,020	0,028	0,037	0,049	0,063	0,079
Pauvreté intertemporelle	0,017	0,025	0,036	0,051	0,070	0,095	0,126

Notes : (1) L'indice de pauvreté intertemporelle est calculé sur la base de l'indice P_2 . La décomposition suit Jalan et Ravallion [1998] ;(2) z est la ligne de pauvreté retenue pour l'observatoire. Soit, aux prix locaux, 533 000 Fmg 1998 pour Antsirabe et 582 000 Fmg 1998 pour Marovoay. Le déflateur temporel du revenu est déduit du rapport des lignes de pauvreté. Voir l'annexe sur la méthodologie d'estimation de la ligne de pauvreté.

Source : Données des Observatoires Ruraux de Madagascar, 1998-2002; calculs de l'auteur.

Annexe 3.7 Estimations par un Logit multinomial des déterminants de la pauvreté chronique et transitoire, Antsirabe 1998-2002

Variables explicatives	Modèle 1				Modèle 2			
	Pauvres chroniques ¹		Pauvres transitoires		Pauvres chroniques ¹		Pauvres transitoires	
	β	Effets marginaux ²	β	Effets marginaux ²	β	Effets marginaux ²	β	Effets marginaux ²
Constante	4,000	-0,065	5,648**	0,419	0,467	-0,379*	2,813	0,449
Caractéristiques du ménage								
<i>Composition démographique du ménage</i>								
Taille	0,525***	0,063***	0,334***	-0,026	0,248**	0,029***	0,140	-0,016
Nombre d'enfants (moins de 15 ans)	0,489**	0,112***	0,000	0,085***	0,494**	0,106	3,424	0,078***
Nombre d'adultes de plus de 60 ans	-0,383	-0,080	-0,045	0,056	-0,302	-0,072	0,061	0,063
<i>Caractéristiques du chef de ménage</i>								
Genre ³	-1,564**	-0,181*	-0,989	0,077	-0,686	-0,146	-0,017	0,114
Age	-0,205*	0,001	-0,271***	-0,018	-0,146	0,006	-0,222**	-0,017
Age au carré	0,002*	0,000	0,003**	0,001	0,002*	0,000	0,002**	0,001
Stock de capital								
<i>Capital humain : Éducation⁴</i>								
Niveau d'instruction primaire	0,087	-0,154	0,998	0,182				
Le chef a le certificat d'étude	-1,537**	-0,399***	0,266	0,320***				
<i>Capital social</i>								
Fait partie d'une Association	-1,123***	-0,107	-0,870**	0,024				
Part moyenne des transferts dans le RDB	7,65**	0,684**	6,161*	-0,115				
<i>Capital physique</i>								
Superficie rizicole inférieure à 100 ares	2,154***	0,287***	1,194*	-0,139*				
Superficie rizicole supérieure à 350 ares	-2,895***	-361***	-1,741***	0,160**				
<i>Capital financier⁵</i>								
A contracté un emprunt en 1998	0,000	-0,076	0,436	0,086				
N'a pas eu accès au marché du crédit	0,750	0,099	0,420	-0,047				
Organisation productive								
Part du revenu mixte brut dans le RDB					1,139	-0,102	2,046**	0,190
Part du salariat agricole dans le RDB					17,252***	1,722***	11,855**	-0,720***
Variables de choc								
Nombre d'années de dégâts importants	0,192	0,040	0,022	-0,029	0,164	0,033	0,019	-0,024
Variation de la taille du ménage	0,302***	0,081***	-0,066	-0,066***	0,188	0,065***	-0,141	-0,059***
Variation part sal. agricole dans le RDB					8,006**	1,093***	3,786	-0,657***
Variation part du RMB dans le RDB					1,340*	0,050	1,412*	0,036
<hr/>								
Log de vraisemblance			-315,606				-336,65	
Pseudo R2			0,24				0,19	
χ^2 (prob.)			202,227 (0,000)				160,137 (0,000)	
Pourcentage de cas bien prédits			66,74				63,74	
N	252		107		252		107	

Notes : (1) Base de la variable dépendante : "Jamais pauvre" ; (2) Dérivées partielle par rapport à la moyenne de la caractéristique ; (3) Base : genre féminin ; (4) Base : "N'est jamais allé à l'école" ; (5) Base : "N'a pas recouru à l'emprunt par choix".

* Significatif au seuil de 10%; ** significatif au seuil de 5%; *** significatif au seuil de 1%.

Source: A partir des données des Observatoires Ruraux de Madagascar, 1998-2002.

Annexe 3.8 Estimations par un logit multinomial des déterminants de la pauvreté chronique et transitoire, Marovoay 1998-2002

Variables explicatives	Modèle 1				Modèle 2			
	Pauvres chroniques ¹		Pauvres transitoires		Pauvres chroniques ¹		Pauvres transitoires	
	β	Effets marginaux ²	β	Effets marginaux ²	β	Effets marginaux ²	β	Effets marginaux ²
Constante	-4,673	-0,143	-3,234	-0,608	-5,259*	-0,231	-4,767**	-0,81***
Caractéristiques du ménage								
<i>Composition démographique du ménage</i>								
Taille	0,803***	0,024**	0,564***	0,106***	0,396***	0,017***	0,361***	0,614***
Nombre d'enfants (moins de 15 ans)	0,091	0,015	-0,282	-0,070	0,508*	0,054	-0,008	-0,366
Nombre d'adultes de plus de 60 ans	1,098	0,057*	0,095	-0,016	0,874	0,068	0,359	0,284
<i>Caractéristiques du chef de ménage</i>								
Genre ³	-0,022	0,006	-0,207	-0,048	-0,681	-0,047	-0,370	-0,044
Age	-0,019	-0,002	0,040	0,010	-0,015	-0,007	0,082	0,021
Age au carré	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-0,001	0,000
Stock de capital								
<i>Capital humain : Education⁴</i>								
Niveau d'instruction primaire	0,210	0,007	0,118	0,021				
Le chef a le certificat d'étude	0,178	-0,001	0,292	0,063				
<i>Capital social</i>								
Fait partie d'une Association	-1,711**	0,061	-0,940**	-0,163*				
Part moyenne des transferts dans le RDB	4,588**	0,172**	2,266	0,376				
<i>Capital physique</i>								
Disponibilité foncière ⁵	-0,816***	-0,036***	-0,259***	-0,330				
<i>Capital financier⁶</i>								
A contracté un emprunt en 1998	1,136*	0,027	0,982**	0,193**				
N'a pas eu accès au marché du crédit	0,154	-0,026	0,978**	0,227**				
Organisation productive								
Part du revenu mixte brut dans le RDB					0,278	0,021	0,130	0,013
Part du salariat agricole dans le RDB					6,4967***	0,340***	5,087***	0,080***
Variables de choc								
Nombre d'années de dégâts importants	0,526**	0,027**	0,057	-0,005	0,344*	0,041**	-0,067	-0,040
Variation de la taille du ménage	0,466**	0,018**	0,224**	0,037*	0,372***	0,026**	0,202***	0,024
Variation part sal. agricole dans le RDB					2,204*	0,150*	1,215	0,147
Variation part du RMB dans le RDB					-0,181	0,577*	-1,124**	-0,263**
<hr/>								
Log de vraisemblance			-183,476				-193,771	
Pseudo R2			0,23				0,19	
χ^2 (prob.)			112,012 (0,000)				91,422 (0,000)	
Pourcentage de cas bien prédits			63				65,6	
N	35		121		35		121	

Notes : (1) Base de la variable dépendante : "Jamais pauvre" ; (2) Dérivées partielles par rapport à la moyenne de la caractéristique ; (3) Base : genre féminin ; (4) Base : "N'est jamais allé à l'école" ; (5) Superficie rizicole maximum mise en culture au cours de la période en hectares ; (6) Base : "N'a pas recouru à l'emprunt par choix".

* Significatif au seuil de 10%; ** significatif au seuil de 5%; *** significatif au seuil de 1%.

Source: A partir des données des Observatoires Ruraux de Madagascar, 1998-2002.

Annexes du quatrième chapitre

Annexe 4.1 Entretien mené auprès d'Émile et de Justine

Ampijoro, mai 2005

Le ménage appartient au deuxième quartile en termes de revenu par tête, il est marqué par une situation de pauvreté transitoire.

Légende :

Q : Question

Adolphe : Premier enquêteur-interprète

Tahiry : Deuxième enquêteur-interprète

Emile : Chef de ménage

Justine : Conjointe

Trad : Traduction a posteriori lors de la transcription

Remarque :

Cet entretien, réalisé parmi les premiers, a été mené avec deux enquêteurs. Tahiry, avec qui j'avais travaillé lors de ma mission précédente est venue pour aider Adolphe à se familiariser avec la technique de l'entretien semi-dirigé, puisque jusqu'à présent, il n'avait travaillé que sur les entretiens fermés des enquêtes du ROR.

Q : Est-ce que vous êtes né ici ?

ADOLPHE : Ianao ve teraka taty sa... ?

Trad : Est ce que vous êtes né ici ou.....?

EMILE: Tany Ambato Boéni.

Trad : A Ambato Boéni.

ADOLPHE: Né à Ambato Boéni.

Q : Est-ce que vous avez des frères et sœurs, et il est dans quel rang dans la famille?

ADOLPHE : Manana rahalahy sy anabavy ve ianao ?

Trad : Avez-vous des frères et des sœurs ?

EMILE: Ie, manana.

Trad : Oui, j'en ai.

ADOLPHE: Ary ianao fahafiry?

Trad : Vous êtes à quel rang?

EMILE : Izaho farany.

Trad : Je suis le dernier.

TAHIRY: Il est le dernier.

ADOLPHE: Firy ianareo no iray tampo?

Trad: Combien êtes-vous ?

EMILE: Andraso aloha isaiko.....9 izahay.

Trad : Attendez, je vais compter.....nous sommes 9.

TAHIRY: Ils sont 9.

Q: Donc, vos frères et sœurs, où vivent-ils?

ADOLPHE : Aiza izany ireo rahalahinao sy anabavinao izany no mipetraka ?

Trad : Et où vivent vos frères et sœurs ?

EMILE: Sasany eto dia sasany any Majunga any, sasany any Fianarantsoa.

Trad : Certains sont ici, d'autres à Majunga et à Fianarantsoa.

ADOLPHE: Ilay iray tampo aminao?

Trad : Vos frères et sœurs ?

EMILE: Eka.

Trad : Oui.

ADOLPHE: Il y en a ici, il y en à Majunga et Fianarantsoa.

Q : Est-ce que vous avez des relations avec eux, est ce que vous vous voyez.... ?

ADOLPHE : Misy fifandraisana ve entre ilay iray tampo na any Fianarantsoa na eto na any @ Majunga?

Trad : Est-ce que vous avez des relations entre vous, avec ceux qui habitent à Fianarantsoa ou à Majunga ou ici même ?

EMILE: Fifandraisana @ inona?

Trad : Quelles relations ?

ADOLPHE: Fifandraisana @ fihavanana.....

TAHIRY : Mifankahita ve ianareo, mifamangy

Trad : Est-ce que vous vous voyez, est ce que vous vous rendez visite entre vous.....

EMILE: Ai, misy ka, fa ohatran'ireo any Fianarantsoa tsy dia hoe izy matetika mandeha aty na hoe izahay matetika mandeha any fa @ ilay resaka taratasy no misy hifandraisana fa ohatra hoe any Majunga izahay no matetika mandeha any, efa misy koa ry zareo mandeha ety, isan-taona ry zareo mamangy aty.

Trad : Ah ! bon, si, mais en ce qui concerne ceux qui habitent à Fianarantsoa ils ne peuvent pas venir ici souvent. On communique surtout par courrier. Par contre, on va de temps en temps à Majunga et eux viennent aussi nous rendre visite ici au moins une fois par an.

TAHIRY : Pour ceux qui habitent à Majunga, ils viennent ici tous les ans pour leur rendre visite mais pour ceux de Fianarantsoa c'est par courrier, lettre.

Q : Et est ce que vous pouvez me raconter votre histoire en fait, comment vous êtes venu d'Ambato Boéni jusqu'ici ?

ADOLPHE : Azonao tantaraina inona no nahatonga anareo avy t'Ambato boéni dia tonga eto ?

Trad : Pouvez-vous nous raconter comment vous êtes venu d'Ambato Boéni jusqu'ici ?

EMILE: Ny RARnay tany no nipetraka taloha....

Trad : Ce sont nos parents qui habitaient là-bas.....

ADOLPHE: Tany Ambato Boéni?

Trad : A Ambato Boéni?

EMILE: Ie, dia naka vady izy tany, rehefa nanambady izy tany dia nisy tsy nifanarahany mpivady tany dia nisaraka tany izy dia tao moa izany izy no nahazo an'ny mamany koa, dia ohatran'ny tsy te-honina tao intsony izany izy dia izy nitarika taty io.

Trad : Oui, c'est-à-dire que mon père a eu sa première femme là bas ensuite il s'est séparé et il s'est remarié avec ma mère. Du coup il n'a plus voulu vivre là-bas, alors ils sont venus s'installer ici.

ADOLPHE: Nandeha taty?

Trad : Ils sont venus ici?

EMILE: Nandeha taty izy, dia taty no niterahanay jiaby ireo, ohatran'ny hoe bevohoka izany ny mamako, ilay mamako niteraka ahy izany dia niala tany izy, tany izany aho no niteraka, nipetraka teto ireo fa tsy nisy nampifana azy tany fa tany aby ny fianakaviany dia tany izy nifana tany, dia teraka tany aho izany.

Trad : Ils sont venus ici et c'est ici que nous sommes tous nés. Ils sont partis dès que ma mère est tombée enceinte, mais pour l'accouchement elle est retournée là bas étant donné que toute sa famille était restée là bas. Il n'y avait personne pour l'aider ici et c'est pour ça que je suis né là-bas.

TAHIRY: Ary ahoana ilay hoe avy any Fianarantsoa dia tonga lasa tany Ambato Boéni dia....

Trad : Et comment ça s'est passé pour ceux qui, partant de Fianarantsoa, se sont retrouvés à Ambato Boéni... ?..

EMILE: Ilay Fianarantsoa indray tsy teraka tany fa fanambadiany no any sady any tanindrazan'ny mamako, any babany.

Trad : Ceux qui sont à Fianarantsoa ne sont pas nés là-bas, ils sont issus d'un autre mariage et ma mère est originaire de cette région, son père y est.

TAHIRY: Papan'ny mamanao?

Trad : Le père de votre mère ?

EMILE: Ie, ilay vehivavy izany lehibe tany dia nanambady, dia nanambady tany ka rehefa maty ny baban'ny mamako dia izy no responsable ny lovan'ny reniny.

Trad : Oui, elle a grandi et s'est mariée là bas, lorsque son père est décédé, elle est devenue la responsable des héritages de sa mère.

ADOLPHE: Teraka tao Ambato boéni izy izany?

Trad : Elle est née à Ambato Boéni alors ?

EMILE: Izy tsy teraka tao fa tany Fianarantsoa mihintsy ilay vehivavy.

Trad : Non, elle est née à Fianarantsoa.

TAHIRY: Dia avy eo izy izany nanambady dia izay vao nankaty Ambato boéni?

Trad : Elle s'est mariée là-bas donc et ce n'est qu'après qu'elle est venue à Ambato Boéni ?

EMILE: Eka, Rehefa nisaraka tany izy dia nandeha taty Ambato Boéni, nanaraka ny reniny taty satria ny babany any, dia rehefa tonga tao Ambato Boéni indray izany ny mamako dia nanambady ny babako dia ireo nifindra eto.

Trad : Oui, elle était venue à Ambato Boéni après sa séparation, elle a accompagné sa mère jusqu'ici et quand ils sont arrivés à Ambato Boéni, ma mère s'est remariée avec mon père et ils ont décidés de s'installer ici.

ADOLPHE: Tsy baba raika aminareo izany ilay any?

Trad : Donc les autres qui sont là-bas ne sont pas du même père que vous alors ?

EMILE: Tsy baba iray fa reny iray.

Trad : Pas du même père mais par contre on est de la même mère.

T: En fait donc, c'est sa mère qui vient de Fianarantsoa et elle s'est mariée là bas et après elle s'est séparée de cet homme et vient s'installer à Ambato Boéni et elle a rencontré un autre homme à Ambato Boéni et elle s'en est séparé de nouveau et a rencontré un autre et ils sont venus s'installer ici, c'est ça ?

TAHIRY : Ny fahazoako azy izao dia nanambady tany Fianarantsoa aloha ny mamanao dia avy eo izy nisaraka dia nankaty Ambato boéni dia nanambady tao izy dia nisaraka dia nankaty @ izay ?

Trad : Si je comprends bien votre mère s'est mariée à Fianarantsoa ensuite elle a rompu avec ce 1^{er} mariage et elle est venue s'installer à Ambato Boéni. Après elle s'est mariée une 2^{ème} fois là-bas et s'est séparée et ce n'est qu'après qu'elle est venue ici.

EMILE: Izany hoe tsy nisaraka t@ vadiny izy fa niaraka maty taty ireo mivady.

Trad : Juste qu'elle ne s'est pas séparée de son 2^{ème} mari, ils sont venus s'installer ici tous les 2 jusqu'à leur décès.

TAHIRY : Fa tsy nisaraka izy ?

Trad : Ils ne se sont pas séparés ?

EMILE: Tsy nisaraka izy fa izany hoe ny mamanao izany ilay vadiny tafara, satria ny babako no nisaraka tao Ambato Boéni dia tsy te hipetraka tao intsony izy dia nifindra teto.

Trad : Ils ne se sont pas séparés mais elle est devenue la 2nd épouse de mon père car c'est lui qui s'est séparé d'avec sa 1^{ère} femme à Ambato Boéni et c'est pourquoi il ne voulait plus habiter là-bas, pour venir vivre ici.

TAHIRY: Ai, ilay babanao no nanambady olona hafa tao, dia rehefa nisaraka ry zareo.....

Trad : Ah! Bon, C'est votre père qui s'est marié là bas avec une autre personne, et ce n'est qu'après leur séparation que.....

EMILE: Dia naka ny mamako izy dia nifindra teto izy fa tsy te hipetraka hiaraka honina @ ilay olona tao.

Trad : Il a pris ma mère comme 2nd épouse et ils sont venus s'installer ici pour ne pas côtoyer ses anciennes familles.

TAHIRY: En fait, c'est son père qui a eu une autre femme à Ambato Boéni mais non pas sa mère c'est pour ça que lorsque son père a pris comme femme la mère du monsieur il ne voulait plus habiter là bas avec ses anciennes familles c'est pour ça qu'ils ont décidés de venir vivre ici, jusqu'à leur mort, ce n'est pas sa mère donc, qui s'est remariée 2 fois à Ambato Boéni mais c'est son père par contre elle a rencontré le monsieur à Ambato quand elle est venue suivre sa mère à Ambato.

Q : Et pourquoi est ce qu'ils ont choisit de s'installer ici à Ampijoroa ?

ADOLPHE : Inona izany no nahaotnga ny RARnao nifidy hoe ao Ampijoroa no andeha hipetrahana, izy niala tany Ambato tany ?

Trad : Pour quelle raison est-ce que vos parents ont choisi Ampijoroa comme destination après avoir quitté Ambato ?

EMILE: Ity Ampijoroa ity manko dia taloha izy ity nalaza, nalaza hoe Marovoay misy vary, dia namonjy fambolena taty izany ireo satria aty raha par rapport @ Ambato Boéni izany dia any tsy misy tanimbary fa baibofo no any na resaka voly maintso no any :katsaka , mangahazo, voanjo, jorofo sy ny karazany...moa

ka ny nahatonga saina an'azy izany dia hoe ity toerana ity ahazoana manao voly fihinana maro be dia teto izany no toerana voatondro, teto Ampijoroa teto, fambolena t@ andron'ny Caim ireny, mbola vazaha no nipetraka tato t@ izany , mbola nofolahana ireo tany be vata be ireo.

Trad : Ampijoroa et la plaine de Marovoay avaient une bonne réputation, le riz y est abondant. Alors, ils sont venus ici pour cultiver. La région possède de vastes plaines alors qu'à Ambato Boéni il n'y a que des baiboho sur lesquels on ne peut cultiver que du maïs, du manioc, de l'arachide, de la girofle, etc. ... De plus, ils se sont rendus compte qu'ici ils pourraient planter des cultures beaucoup plus diversifiées. C'est pour ça qu'ils ont choisi de s'installer ici, à Ampijoroa. C'était du temps de la CAIM et beaucoup de vazaha vivaient encore ici. Toutes ces plaines étaient encore en friche.

ADOLPHE : Après la séparation de son père donc, la région de Marovoay était réputée par la culture du riz donc, il préfère donc, d'aller ici pour fairecultiver du riz, donc, dans la zone d'Ambato Boéni donc, il n'y a pas de.....on ne peut pas faire de la culture du riz mais des baiboho pour planter des arachides, des maïs....

TAHIRY : C'était par réputation de la rizière, des plaines de Marovoay donc, qui leur a incité de venir ici pour avoir une meilleure vie qu'Ambato Boéni, c'était encore du temps des vazaha.

Q : En Quelle année ?

ADOLPHE : Tadidinao ilay taona sa tsy tadidy ?

Trad : Vous souvenez-vous de l'année ou pas?

EMILE: Tsy tadidy.

Trad : Je ne m'en souviens pas.

ADOLPHE : Il ne se souvient pas.

EMILE: Raha ny fandinohiko azy dia mety tany @ 52 tany na 53.

Trad : A ma connaissance ça doit être aux environs de 52 ou 53 par là.

ADOLPHE: A peu près en 52 ou 53.

Q : D'accord, et ses parents connaissaient quelqu'un ici quand ils sont arrivés ou comment ils se sont intégrés..... ?

ADOLPHE : Nisy olona fantany ve taty talohan'izy tonga taty sa nanakory ny nidirany teto Ampijoroa, olona nivantanany ohatra ?

Trad : Est-ce qu'ils ont connus des gens avant de venir ? Comment ils sont arrivés à Ampijoroa, qui est-ce qui les a accueillis par exemple?

EMILE: Tsy nisy olona nivantanany teto, rehefa tonga teto izy vao nanana relation, ohatran'ny hoe olona nikarama fotsiny.

Trad : Il n'y avait personne pour les accueillir, ce n'est qu'à leur arrivée qu'ils ont noué des relations, ils sont venus ici en tant que simples salariés.

TAHIRY : Dia nandeha taty fotsiny fa ohatran'ny hoe noho ilay toerana be tanimbary sy tany lemaka fotsiny izany no nanintony azy hitady asa taty ?

Trad : Ils étaient juste attirés par la réputation des plaines et des rizières alors ?

EMILE: Izay, rehefa tonga teto izany izy dia nisy rangahy natao hoe Meur Ranaivo izay chef de ferme t@ vazaha teto, dia io no camaradiny, dia io @ izay izany no nampivelatra azy @ alalan'ny fambolena hoe anao omena tany aty ato sy ato, satria io olona io izany no karazana responsable ny journée izany, manana journée manko ireo teto dia efa misy mihitsy izany olona mpizarazara ilay tany dia izay tsy mahavita izany dia aorina zaraina @ ilay mahavita, ka ny babako izany no naman'ilay rangahy io teo ka raha vao misy zavatra mi-se passer ao @ vazaha ao dia tsy maintsy maheno ny babako aty.

Trad : C'est ça, et lorsqu'ils sont arrivés ici ils ont connu un certain Meur Ranaivo qui était le responsable de la ferme, ils sont devenus amis et cette personne était en quelques sorte l'intendant des vazaha. C'est lui qui répartissait les tâches journalières de chaque salarié, il s'occupait de la répartition de chaque parcelle. Celui qui n'arrivait pas à finir son quota était relevé de ses fonctions et on le remplaçait par un autre, et mon père était très lié avec cette personne et à chaque fois qu'il se passait quelque chose chez les vazaha, il était le 1^{er} informé.

TAHIRY : Dia ahoana no nahazoany ilay tany ?

Trad : Et comment est-ce qu'il a acquis des terres?

EMILE: Namolaka izy.

Trad : Il les a défrichées.

TAHIRY: Ahoana moa ilay namolaka?

Trad : Comment ça?

EMILE: Izany hoe tany lava volo izany mbola misy zavatra be dia be tahaka ny hoe rafia, herana...

Trad : C'est-à-dire qu'elles étaient encore en friche, il n'y avait que des raphias et des joncs dessus.....

TAHIRY: Ohatran'ny hoe tanim-panjakana izany?

Trad : Comme les terres domaniales?

EMILE: Tanim-panjakana no natoany.

Trad : Il a exploité justement des terres domaniales.

TAHIRY: Dia avy eo nanaovana fangatahana taty aoriana?

Trad : Et après il a demandé de les faire enregistrer?

EMILE: Tsy nisy fangatahana fa tonga dia zaraina fotsiny @ izao, vazaha anie no tompon'ilay tany atao hoe Nicolas no tompon'io tany jiahy io, dia izay mahavita no amena ilay tany.

Trad : Il n'y avait pas de demande à faire, elles ont été tout de suite distribuées. En fait, c'était un vazaha qui se nommait Nicolas qui était le propriétaire. La règle était que ceux qui arrivaient à exploiter les terres pouvaient en bénéficier après.

TAHIRY: Fa tahakan'ny hoe izay vokatra eo izany no anomezanan an'ilay vazaha?

Trad : Mais une partie des récoltes était donc offerte à ce vazaha?

EMILE: Izay aterina any @ ilay vazaha, ateloana izany no nanaovana azy, moa tsy azo kitikitihana mihintsy ilay vokatra raha tsy tonga ilay vazaha mizara azy, izay ilay fandehana teto.

Trad : Le tiers de la récolte lui était réservé et le partage se faisait obligatoirement en sa présence, c'est ce qui se passait.

TAHIRY: Ils ne connaissaient personne mais ils étaient venus ici simplement pour être salariat et après son père se fait ami avec un malgache qui était gérant donc de toutes les terres d'un colon ici et c'est par là qu'il a acquis ses terres en travaillant, le système c'est que le vazaha avait beaucoup de terre et il le fait en métayage et son père avait acquis une parcelle en faisant le métayage pour cette personne.

Q : Donc, il avait une terre en métayage ?

TAHIRY : Oui.

Q : Et après comment il a accédé à la propriété de cette terre qui appartenait à la FIFABE, comment il a pu être propriétaire de ces terres ?

TAHIRY : Dia ahoana ny nahazoany ilay tany rehefa avy eo ?

Trad : Et comment est-ce qu'il a acquis ces terres après ?

EMILE: Izay namolaka an'iny izany rehefa avy eo dia efa.... tonga izany ilay fialain'ilay Caim teto dia efa samy nitana ny tany nofolahany teto, dia nanome azy taratasy sahala @ hoe laisser passer....

Trad : C'est celui qui a exploité qui.... Après le départ de la CAIM chaque exploitant a gardé la parcelle qu'il a exploitée et a reçu un papier en guise de laisser passer.

TAHIRY: Ilay rangahy no nanome azy ny taratasy?

Trad : C'est le monsieur qui leur avait donné le papier ?

EMILE: Ilay vazaha, dia tonga dia napetraka izany ilay olona samy manana ny parcelle dia rehefa tapitra izany ilay fandehanany dia samy nitana ny faritra izay niasany aby ilay olona dia samy manana laisser passer avy t@ ilay vazaha, satria rehefa t@ niasa ilay tany ianao dia efa nomena laisser passer ka rehefa tonga ny fiakaran'ny vokatra dia efa iny no entinao manefa ilay vokatra sy mivarotra kely izay ambi-bavanao dia iny laisser passer iny foana izany no marika ny fanananao io tany io taloha, dia taty aoriana izy vao nisy ity borne ity.

Trad : Le vazaha, chacun a gardé la parcelle qu'il avait exploité suivant le laisser passer qu'on lui avait donné, car du temps de ce vazaha c'est grâce à ce laisser passer qu'on pouvait identifier chaque exploitant lors du partage des récoltes. C'était la preuve qu'untel travaillait sur telle parcelle. Ce n'est qu'après qu'il y a eu l'existence des bornes.

TAHIRY: Dia avy eo natao borne ve taty afara?

Trad : Et vous avez borné la parcelle plus tard?

EMILE: Ie, natao borne dia efa samy manana cadastre, bokin-tany.

Trad : Oui, on l'a bornée et cadastrée.

TAHIRY: Ary inona no nisy idiran'ny FIFABE t@ izany?

Trad : Et quel était le rôle de la FIFABE ?

EMILE: Ny FIFABE no teo rehefa lasa ireo vazaha.

Trad : C'est la FIFABE qui a succédé aux vazaha après leur départ.

TAHIRY: Dia io FIFABE io no nampisehoana ilay taratasy?

Trad : C'est auprès de la FIFABE alors qu'on justifie la possession de chaque parcelle d'après les papiers.

EMILE: Ie, satria ilay plan jiahy efa vitan'ireo sarin-tany tany, dia io sarin-tany io foana no nipetraka t@ ireo FIFABE ireo, dia efa mipetraka par parcelle jiahy izany izy io misy anaran'ny olona sy ny N°, sy ny rehetra rehetra.

Trad : Oui, car la FIFABE avait déjà tous les plans de l'ensemble des parcelles lors de la passation, avec les noms et numéros correspondants à chaque exploitant.

TAHIRY: En fait l'ancien propriétaire, le vazaha avait déjà un schéma de toutes les parcelles et après la colonisation il a passé le schéma à la FIFABE, puis du temps de son l'exploitation chaque exploitant avait un laisser passer pour pouvoir exploiter et c'est de par ce laisser passer qu'on a pu reconnaître les parcelles après pour chaque exploitant après suivant les renseignements dedans comme le nom, la superficie, le n° de chaque parcelle et c'est de par tous ces renseignements qu'ils ont pu après borné leur parcelle (coupé).

Q : Votre père a réussi à avoir ses parcelles par ce système et au final combien de parcelle était il propriétaire s'il est encore en vie est ce qu'il les exploite encore sinon à qui est ce qu'il les a transmis ?

ADOLPHE : Araka ny nolazaina teo hoe ilay papanao niasa tao izany nahazo tany, dia rehefa nahazo tany, tokony firy eo ny refiny ary @ izao fotoana izao ve mbola izy ihany no mi-exploiter azy sa efa ianareo izao no mitrandraka azy @ izao fotoana ?

Trad : Donc votre père a acquis ses parcelles en travaillant là-bas, ça représente quelle superficie à peu près et est ce qu'il exploite encore ses terres ou est-ce vous, ses enfants, qui le remplace actuellement?

EMILE: Ny tany nofolahany aloha dia mirefy eo @ 2ha eo, dia rehefa tonga moa ny nahafaty azy dia anjaran'izahay zanany indray izany no nizara ilay tany.

Trad : Il a défriché environ 2ha et après son décès nous les avons partagés entre nous.

ADOLPHE : Ka nanakory no fomba nizaranareo azy?

Trad : Et comment les avez-vous partagés ?

EMILE: Nizara araka ilay isan'ny ankizy ka!

Trad : Suivant le nombre des enfants!

ADOLPHE: Firy ianareo no nizara azy?

Trad : Et vous étiez combien à les partager?

EMILE: Izay nolazaiko hoe 9 izay.

Trad : C'est ce que je vous ai dit tout à l'heure, les 9.

T: Hatra@ ilay any Fianarantsoa rehetra any izany nahazo daholo?

Trad : Même ceux qui habitent à Fianarantsoa ont eu leur part alors?

EMILE: Tsia, manana ireny avy any @ babany any, nametrahanany ny zanany vavy any, fa ny ato izany dia an'ny reniko sy ny zanany personnel hitambaranireo 2, azonareo ny fanazavako azy? Dia ireo zanany t@ olon-kafa ireo responsable @ lovan'ny babany avy any @ mamany any, fa ity izany ny mandova azy personnel dia izahay naterany irery no ato.

Trad : Non, ils ont eu du côté de leur père mais on les a divisés entre ma mère et les enfants qui sont ici, vous comprenez ?Donc les autres sont responsables de l'héritage laissé par les grands parents maternels.

ADOLPHE: Fa firy ianareo no naterany?

Trad : Et vous êtes combien?

EMILE: 9, izahay no reny iray fa raha babanay samy manana.

Trad : 9 issus de la même mère mais de père différent.

ADOLPHE: Fa raha baba iray sy reny iray?

Trad : Et combien sont issus de la même mère et du même père ?

EMILE: 5 izahay.

Trad : Nous sommes 5.

TAHIRY: Dia nozarainareo 5 ve?

Trad : Et vous les avez divisés en 5 parties alors?

EMILE: Tsia, miaraka @ mamako ary ka satria ny mamako mbola manana, dia sivy izany izahay no mizara azy, ny papako misy 2 ivelany ary ny mamako misy 2 koa ivelany.

Trad : Non, avec ma mère et ses 2 enfants, car elle en a eu 2 à part nous, de même notre père, et ça fait 9 en tout.

TAHIRY: La superficie de la parcelle est de 2 ha à peu près et comme son père est déjà décédé alors il les a transmis à ses enfants et finalement ils ont divisés la parcelle en 9.

Q : Et à l'heure actuelle vous possédez quelle terre, quelle superficie ?

ADOLPHE : @ izao fotoana izao izany tokony ho firy eo ny velaran-tany hanananao izany ?

Trad : Et actuellement vous possédez à peu près quelle superficie?

EMILE: Ny ahy personnel?

Trad : Mes acquis personnel?

ADOLPHE: Ianao manana izany ankoatra ilay lova io?

Trad : Vous en possédez à part les héritages?

EMILE: Misy izaho ka, fa izy tsy tanimbary jebly ireny fa aty @ vary asara aty, manana 1,5ha aho.

Trad : J'en ai, mais ce ne sont pas des rizières de riz jebly mais de riz asara, j'en possède 1,5ha.

TAHIRY: T@ ilay anjara lova izao, firy no azonao t@ ilay 2 ha izay?

Trad : Combien avez-vous eu sur les 2ha d'héritage?

EMILE: Resaka ara angamba io.

Trad : Pas beaucoup, quelques ares.

TAHIRY: Firy ara teo?

Trad : Combien d'ares à peu près?

EMILE: Tsy haiko fa kelikely, sarotra aminaka ny hoe izao ara fa kely.

Trad : Je ne sais pas, c'est difficile à estimer mais ce n'est pas très grand.

TAHIRY: Dia avy eo ianao izany nividy ilay 1,5ha izay?

Trad : Et c'est après que vous avez acheté les 1,5ha alors ?

EMILE: Eka, hafa anio parcelle io.

Trad : Oui, à part de cette parcelle.

TAHIRY : Lorsqu'ils ont divisés en 9 la parcelle il n'a eu que quelques ares pour sa part mais il a acquis aussi d'autres parcelles en achat d'une superficie d'1,5ha et ce n'est pas dans le même endroit.

Q : C'est loin ?

TAHIRY : Mifanalavitra ve ireo tany ireo ?

Trad : Est-ce que les 2 se trouvent éloignées l'un de l'autre?

EMILE: Tsy dia mifanalavitra ka !

Trad : Pas vraiment !

TAHIRY : Pas très loin.

Q : Comment est ce que vous avez pu acquérir ces nouvelles parcelles, déjà au niveau financier, où est ce que vous avez pu réunir la somme nécessaire, est ce que ça été une stratégie de long terme ou pas, et ensuite comment est ce que vous avez entendu dire que cette parcelle était à vendre et à qui ?

ADOLPHE : Inona koa izany no karazana tetik'ady nentinao nahazoana ilay tany 1,5ha io, nanano tahiry vola ve sa nisy zavatra namidy ary fomba ahoana koa izany no nahenoinao hoe misy tany amidy ary ohatra ohatran'izay ?

Trad : Quelle stratégie avez-vous utilisé pour avoir les 1,5ha ? Avez-vous fait des économies ou avez-vous vendu quelque chose ? Et comment étiez-vous au courant que cette parcelle était à vendre ?

EMILE: Io indray ilay tetik'ady tamin'io dia tsy misy hafa ilay fambolena foana, izahay izany noho ilay tany kely tsy ampy ivelomana dia niezaka izany nanao...nanofanofa tany teny satria misy olona sahirana mampanofa ny taninny dia ohatr'izay avy eo nisy olona tonga teto amiko teto niteny fa misy tany amidy dia nividiako.

Trad : Il n'y avait rien d'autres que l'exploitation agricole elle même, comme la petite parcelle ne nous suffisait pas pour vivre alors on a.....on a loué par-ci, par-là étant donné qu'il existe toujours des personnes qui se trouvent dans le besoin et font louer leurs parcelles. Et c'est comme ça, après, une personne est venue chez moi me proposer la vente de ses parcelles et je les ai achetées.

TAHIRY : Izany hoe nanofa dia ilay vokatra azo teo izany no namidy dia iny no vola nanganina ?

Trad : C'est à dire que vous avez vendu la production de ces parcelles que vous avez louées et c'est à partir de cet argent que vous avez économisé pour l'acquérir ?

EMILE: Izay ilay izy , iny no nanganina.

Trad : C'est ça, on a économisé à partir de cet argent.

TAHIRY: Dia avy eo olona avy eto ihany no niteny anareo hoe ary misy tany amidy?

Trad : Et la personne qui vous a fait cette proposition est-elle du village ?

EMILE: Ie.

Trad : Oui.

TAHIRY: Ary izy io ve tonga dia 1,5ha bolongana no namidiny sa nividiana tsikelikely koa?

Trad : Et est-ce que vous avez acheté petit à petit les 1,5ha ou le tout du 1^{er} coup ?

EMILE: Izany hoe 0,5 ha no novidiako taloha dia nisy indray teo akaikiny teo dia niteny ahy ilay rangahy dia niadiako varotra teto ny nividianako azy.

Trad : J'ai n'ai eu que 0,5ha au début et la personne qui possédait les parcelles à côté m'a proposé de me vendre les siennes peu après.

TAHIRY: Mitovy ihany ve ny tompon'ireo tany ireo?

Trad : Les 2 propriétaires ne sont pas les mêmes alors ?

EMILE: Tsia, samihafa ka!

Trad : Non, ils sont différents!

TAHIRY: Tsy misy rohim-pihavanana aminareo?

Trad : Est-ce qu'il y a un lien de parenté entre vous?

EMILE: Tsia, iray tanana fotsiny, firazanany ireo hafa.

Trad : Non, on est du même village c'est tout. Ils sont de différentes ethnies que nous.

TAHIRY: En fait donc, comme leur héritage ne leur ai pas suffit donc, ils avaient loué des parcelles avant et c'est de par la vente de leurs productions qu'ils ont économisés de l'argent pour pouvoir acheter et c'était une personne du village qui l'a proposé et ce n'est pas tout de suite la parcelle d'1,5ha mais il l'a acheté petit à petit, au début donc, c'était une parcelle de demi ha qu'il a acheté et c'est après qu'une autre personne l'a proposé la parcelle à côté et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il a pu acquérir la parcelle d'1,5ha et puis le propriétaire de ces parcelles sont de personnes différentes, différentes ethnies même.

Q : Et est-ce qu'en plus de cette acquisition est ce que vous comptez acheter d'autre terre ou jusqu'à maintenant ça va ?

ADOLPHE : Ampy anao ve ilay tany novidianao sa manakory @ izao fotoana sa mbola manana eritreritra ny hividy?

Trad : Est-ce que ces parcelles que vous avez acquises vous suffisent actuellement ou avez-vous encore l'intention d'en acquérir d'autre ?

EMILE: Mbola manana, mbola manana eritreritra ny hividy ka ! tsy ampy hiveloman'ireo zanako.

Trad : Si, j'ai encore l'intention d'en acheter d'autre ! Tout ça ne suffit pas à mes enfants.

TAHIRY : Oui, puisqu'il a beaucoup d'enfant alors il pense que ce n'est pas suffisant pour les faire vivre.

Q : Et les propriétaires de ces parcelles, vous les connaissiez un peu ou c'était.....ou vous étiez ami ou.... ?

ADOLPHE : Ilay nivarotra tany taminao ve olona fantatrao sa namanao sa nanakory ny nifankahitinao ?

Trad : Celui qui a vendu ses parcelles, est-ce un ami à vous, comment vous êtes-vous connu ?

EMILE: Tsy namana foana fa samy mpiray tanana, ohatra izao isika izao miara-monina dia mifankahay.

Trad : Nous sommes juste des voisins, on se côtoie dans la même communauté et c'est tout.

TAHIRY: Juste des voisins.

Q: Est qu'en plus de l'exploitation terrienne est ce que vous faites du métayage?

ADOLPHE : Mamondro ianao na manofa ianao.... Manao hateloana?

Trad : Vous en louez encore d'autre..... ou pratiquez-vous le métayage?

ADOLPHE: Mamondro izany ilay misy vola fa ilay hateloana misasaka ilay vokatra.

Trad : De l'argent en contrepartie de la location et la moitié de la production pour le métayage.

EMILE: Manao aho, izy jiaby, na mamondro na hataloana na misasaka arakaraka ilay tany foana.

Trad : Je pratique les 2, que ce soit la location ou le métayage. Ça dépend de la parcelle, si c'est la moitié ou pas.

ADOLPHE: Location ka!

Trad : Et la location!

TAHIRY: Ny location manofa fa ny métayge manome ampahambokatra, ohatra hoe hateloana na misasaka, ataonao daholo izany io?

Trad : Le manofa c'est la location et le métayage c'est un contrat entre les 2 parties où elles se divisent la production selon leur décision par exemple le tiers ou la moitié, vous pratiquez les 2 donc ?

EMILE: Ataoko daholo izany hoe manofa aho no sady manao hateloana @ olona, ny tany iasako jiaby izany dia presque tsy anahy.

Trad : Je les pratique tous. Je loue et je fais un contrat de métayage, la plupart des parcelles que j'exploite ne m'appartiennent pas.

TAHIRY: Ary @ taninao ianao ve manao izany?

Trad : Et sur votre propre parcelle, est-ce vous avez un tel contrat?

EMILE: Tsia, izaho foana no miasa any, izy io izany mbola tsy misy vokatra hoe vary izy satria maty ilay loharano, mbola tany volena katsaka sy mangahazo.

Trad : Non, c'est moi seul qui l'exploite, il n'y a pas encore de riz car la source qui l'alimente s'est tarie. On y pratique que les cultures de maïs et de manioc.

TAHIRY: Au fait, il loue et fait du métayage non pas sur ses propres parcelles mais auprès d'autres exploitants.

Q : Donc, en tout combien de parcelle exploitez vous ?

ADOLPHE : Tany firy eo izany ny parcelle trandrahanao, misy firy eo ?

Trad : En tout vous exploitez combien de parcelles?

EMILE: Ny inona?

Trad : Sur quoi?

ADOLPHE: Ny tanimbary.

Trad : Les rizières.

EMILE: Ilay velarany?

Trad : Leur superficie?

T: Ny velaran'izy rehetra, firy eo raha tombatombana?

Trad : La superficie de l'ensemble, combien environ?

EMILE: Mety misy eo @ 3,5 ha eo.

Trad : Environ 3,5 ha.

TAHIRY: Ankoatran'ilay 1,5ha sasany anao izany?

Trad : A part les 1,5ha que vous possédez?

EMILE: Raha atambatra miaraka aminaka izany, 2 ha eo ny hofana sy misasaka.

Trad : Si l'on rajoute le compte avec mes propres parcelles ça fait 2ha en tout, celles que je loue et celles que je fais en métayage.

Q: Et qu'est ce que vous pratiquez comme culture?

ADOLPHE : Inona izany ny fambolena ataonao ankoatra ny vary ?

Trad : Qu'est ce que vous pratiquez comme culture à part le riz?

EMILE: Katsaka, vary, managahazo, fary..

Trad : Maïs, riz, manioc, canne à sucre.....

TAHIRY: Maïs, canne à sucre, manioc..

Q : Est-ce qu'il y a des problèmes particuliers sur l'agriculture ?

ADOLPHE : Manana olana manokana izany ianao @ resaka fambolena io sa manakory ?

Trad : Avez-vous un problème particulier en ce qui concerne l'agriculture ou pas?

EMILE: Ai, raha ny olana @ resaka fambolena indray aloha raha @ ilay hoe mpikarama dia tsy dia misy problème loatra fa ato @ ilay biby manimba voly no misy, t@ erintaona izao dia niala mihintsy ny tany resahatsinka izao t@ gafilo, nisy haombary be dia be, terapahasahiranana mihintsy taty Marovoay t@ iny, potika jiaby.

Trad : Non, il n'y a pas de problème en ce qui concerne la main d'œuvre. C'est surtout les insectes et les nuisibles qui détruisent les cultures. L'année dernière, après le passage du cyclone Gafilo il y a eu une invasion de pucerons qui a ravagé toutes les cultures. L'invasion a touché toute la plaine de Marovoay et cela a posé des problèmes pour tout le monde, tout a été détruit.

TAHIRY: Izay ihany ve no tena nanimba?

Trad : Qu'est-ce qu'il y a eu d'autre ?

EMILE: Izay no tena manimba, satria namerina nanao 2ème culture izany izahay nanorenana ilay simba dia avy koa ny voalavo.

Trad : C'est ce qui a détruit principalement les cultures. On a essayé une 2^{ème} récolte pour sauver la campagne mais il y a eu aussi les rats des champs.

TAHIRY: C'était surtout après les cyclones qu'il y avait plein de pucerons qui ronge le riz et qui a tout ravagé la récolte et après ils ont essayé de faire une 2^{ème} récolte et il y avait les rats des champs qui ont attaqué une deuxième fois.

Q : Donc, cette année là, comment ça s'est passé pour le ménage... (inaudible) ?

ADOLPHE : T@ taona ity ve mbola nisy ihany ilay olana....

Trad : Est-ce que ce problème s'est posé encore cette année ?

TAHIRY: T@ izay zava-nitranga izay, lasa olana be t@ tokantrano ve ilay izy?

Trad : Lors de ces événements, est-ce que ça a posé beaucoup de problèmes pour le ménage?

ADOLPHE: Tena olana mihintsy.

Trad : Oui, vraiment.

TAHIRY: Dia inona no nataonareo?

Trad : Et comment avez-vous fait?

EMILE: Ilay famerenana ny fambolena fanindroany iny mihintsy no natao laharapahemehana malaky, 2^{ème} culture.

Trad : On a tout de suite pris la décision de refaire au plus vite une 2^{ème} culture.

TAHIRY: Dia nisy izay lany ny voalavo izay dia ahoana?

Trad : Et il y avait encore ces rats des champs ? Comment avez-vous fait?

EMILE: Dia izao mamboly izao indray, izao vao miavotra indray.

Trad : On espère remonter la pente au cours de cette année de campagne.

Justine : Raha ny tokantrano aloha dia tsy nisy mihintsy e, tena perte totale mihintsy, dia izao indray izany vao miavotra indray mandeha.

Trad : En ce qui concerne notre ménage, on n'avait plus aucune ressource, c'était une perte totale. On espère s'en sortir avec la prochaine récolte.

TAHIRY : Ils ont eu une perte totale, ils n'ont eu aucune réserve donc, ils ont dû acheter toutes leurs nourritures et c'est là qu'il recommence à repartir à zéro pour cette année, puisque c'était l'année dernière qu'il y avait les deux cyclones.

Q : Et est ce qu'il y avait des répercussions par exemple dans l'alimentation ou dans le repas quotidien ou... ?

ADOLPHE : Inona izany no fiantraikan'ilay raha t@ fiainanareo ohatra t@ resaka sakafo andavan'andro, inona izany no hitanareo hoe vokatr'ilay tsy fahazoam-bokatra izay ara-tsakafo andavan'andro ?

Trad : Quelles étaient les conséquences dans la vie quotidienne par exemple au niveau de l'alimentation journalière ? Avez-vous constaté des effets sur l'alimentation de la famille étant donné ce manque de récolte ?

TAHIRY : T@ ianareo nividy izay dia lasa tsy ampy ?

Trad : Quand vous achetiez de la nourriture est-ce que ça suffisait à toute la famille?

EMILE: Tsy ampy.

Trad : Ça ne nous suffisait pas.

TAHIRY: Dia natao ahoana, nihena ve ny sakafo isan'andro sa natao ahoana?

Trad : Et comment avez-vous fait ? Avez-vous diminué la ration journalière ou comment?

EMILE: Nihena, nahena mihintsy ny sakafo nohanina, lasa mihinana... raha hoa vary maina...(coupé)

Trad : Bien sûr qu'on a diminué, on était contraints de manger... par exemple si on mangeait du riz nature.....(coupé)

TAHIRY: Donc, ils ont diminué le nombre de *kapoaka* et puis ils se sont habitués donc à manger du riz *sosoa*.

EMILE: Tena nisy fiantraikana be mihintsy.

Trad : Il y avait beaucoup de conséquences.

TAHIRY: Beaucoup de répercussion.

C: Et sinon quelles sont les autres sources de revenu du ménage à part l'exploitation agricole?

ADOLPHE : Ankoatran'ilay fambolem-bary izany dia inona koa ny fidiram-bola ny tokantranoareo ?

Trad : Et à part la culture du riz, quelles sont aussi les autres sources de revenu du ménage?

EMILE: Ankoatra ny fambolem-bary dia mivarotra.

Trad : A part la culture du riz on tient aussi un commerce.

TAHIRY: Ianareo izany maka entana any amin'olona dia mivarotra sa vokatrareo ihany no amidy ao?

Trad : Est-ce que vous vous approvisionnez auprès d'un fournisseur ou vous vendez seulement vos produits ?

EMILE: Ny vokatray foana sady manao épicerie.

Trad : C'est une épicerie et on y vend aussi nos produits.

Femme de l'enquêté: Izahay voan'ilay fahavoazana teo izany dia izao vao miavotra indray.

Trad : Vu les dommages qu'on a subits on s'efforce de s'en sortir par tous les moyens.

TAHIRY: Dia miantoka entana izany ianareo?

Trad : Vous achetez à crédit les marchandises?

EMILE: Maka entana any @ grossiste fa tsikelikely, ohatran'ny vao mamorona mihintsy anay izao satria izany izahay nivarotra omby 3 millions mba ahafahana nanofa tany anefa potika ilay raha iny dia tsy nisy noraisina.

Trad : On s'approvisionne petit à petit auprès des grossistes suivant nos possibilités. C'est comme si on repartait de zéro parce qu'au début de la campagne on a vendu un bœuf pour 3 millions de Fmg afin de pouvoir louer d'autres parcelles. Mais on a rien pu en tirer vu les événements qui nous ont frappés.

TAHIRY: Ilay vidin'ilay omby izany no nanofana ilay tany?

Trad : C'est l'argent venant de la vente de ce zébu qui vous a permis de louer ces parcelles ?

EMILE: Eka, anefa tsy nampoizina fa nisy ilay raha iny dia very daholo.

Trad : Oui, mais on ne s'attendait pas à des événements pareils et on a tout perdu.

TAHIRY: Dia sao dia lasa nampanofa tany koa ohatra, ohatra hoe ilay taninareo lasa nampanofaina satria tsy nisy fidiram-bola fa ilay very daholo.....

Trad : Avez-vous été obligés de mettre vos parcelles en location à cause de vos pertes ?.....

Femme de l'enquêté : Ilay taninay iray izao t@ vary asara lasa nomena olona satria tsy naharaka ilay fond entina miasa azy.

Trad : On a été contraint de mettre en location une de nos parcelles en riz asara étant donné que nous n'avions plus assez de fond pour pouvoir l'exploiter.

TAHIRY: A part l'épicerie ils ont fait louer aussi une partie de leur parcelle et ils ont vendus un zébu car ils ont eu la stratégie de vouloir louer plus de parcelle pour avoir plus de récolte or il y avait le passage des cyclones et ça leur a coûté 3 millions et tout le fond a été perdu à cause de ces aléas et ils recommencent donc petit à petit avec l'épicerie et la location de leur parcelle en ce moment.

Q : Et sinon est ce que justement pour redémarrer dans vos activités est ce que vous n'avez jamais pensé à emprunter ?

ADOLPHE : @ fampandehanana koa ilay asa ataonareo ve manana eritreritra ny andeha hisambobola ve ianareo sa manakory ?

Trad : Pour redémarrer vos activités est- ce que vous avez pensé à emprunter de l'argent ou comment ?

EMILE: Nisambobola koa, nisambotra vola t@ olona nanaovana ny asa t@ ity.

Trad : On l'a déjà fait, on a emprunté une somme d'argent auprès d'une personne pour pouvoir commencer tous les travaux pour cette saison.

TAHIRY : Dia nisambobola ankoatra ilay vola hofanan'ny tany izany nanaovana ilay fambolena t@ ity ?

Trad : Un emprunt à part l'argent provenant de la location de votre parcelle?

EMILE: Eka, tsy maintsy ka !

Trad : Oui, car il le faut !

TAHIRY: Dia nisambotra t@ mpanjanabola mihintsy sa?

Trad : Et auprès d'un usurier ou...?

EMILE: Mpanjanabola, mpanjanabola eto an-tanana eto.

Trad : Un usurier, un usurier du village même.

TAHIRY : Ils ont eu recours aussi à un usurier du village en plus de l'argent qu'il gagne avec la location de leur parcelle afin d'avoir un peu d'argent pour redémarrer les futurs travaux.

Q : Et tout cet argent ça servait à quoi ?

TAHIRY : Dia ireo vola ireo nanaovana inona aby ?

Trad : Et tout l'argent était destiné à faire quoi exactement ?

EMILE: Nentina niasa indray mandeha.

Trad : Pour les travaux des champs.

TAHIRY: Natontona t@ fambolena daholo?

Trad : Vous avez tout investi pour l'agriculture?

EMILE: Ie, t@ fambolena manontolo.

Trad : Oui, tout dans la culture.

TAHIRY : Donc, ils ont tout investi dans la culture....

ADOLPHE : Nividianana ohatra masomboly, zezika ?

Trad : Pour acheter des semences par exemple, des engrais?

EMILE: Ie, hividianana masomboly, anakaramana olona...

Trad: Oui, pour les semences, les salaires des ouvriers....

TAHIRY: Pour les semences et les salaires des salariés....

Q : Et alors est ce que vous avez tout remboursé ou pas encore ?

ADOLPHE : Efa voaloanareo izany ilay vola sa mbola ao anatin'ny.... ?

Trad: Avez-vous déjà tout remboursé ou?

EMILE: Rehefa miakatra ilay vary ka! Izay vao efaina, @ fiakaram-bokatra 2005 ity fa tsy misy fetrany fa efa tsy mety intsony koa raha 2006.

Trad : Ce n'est qu'après la récolte qu'on rembourse! Au moment de la moisson de cette année 2005 et il n'y a pas de délai fixe. Seulement il ne faut pas que ça traîne jusqu'en 2006.

TAHIRY: Efaina izany dia misy zanany?

Trad : Donc il y aura des intérêts aussi ?

EMILE: Eka, misy zanany.

Trad : Oui, les intérêts avec.

TAHIRY: Dia efaina vola sa vary?

Trad : Le remboursement se fera en espèce ou en nature ?

EMILE: Efaina @ vary, ohatra izao ianao maka 500 000fmg dia iny vola iny efaina arakaraka ny vidin'ilay vary @ fotoana fiakarany iny no anefana ilay vola, raha ohatra izany mividy 1500 fmg kg izany ny collecteur dia @ izay no anaovana ny kaonty.

Trad : Le remboursement sera en paddy, par exemple si on a emprunté 500 000fmg on rembourse l'équivalent suivant le prix du paddy sur le marché lors de la récolte. Si les collecteurs achètent à 1 500fmg le kg alors on fera le compte suivant ce prix.

TAHIRY : Ils n'ont pas encore tout remboursé, ce n'est qu'après la récolte et c'est en nature, notamment en paddy, s'ils ont emprunté par exemple 500 000 fmg, ça dépend du prix à la récolte qu'ils vont estimer le poids du paddy qui va être équivalent à cette somme.

Q : Il n'y a pas d'intérêt là ?

TAHIRY : Manakory izany ilay zanabola ?

Trad : Et comment on calcule les intérêts ?

EMILE: Raha ohatra izany mahazo 500 000 fmg ianao dia reglena 750 000 fmg iny, valeur an'ilay volanao izay fa ilay izy tsy omena vola fa vary.

Trad : Par exemple si on a emprunté 500 000fmg alors on rembourse 750 000fmg mais ce sera en paddy non pas en argent comptant.

TAHIRY: Par exemple s'il a emprunté 500 000 fmg, il rembourse 750 000 fmg mais en paddy suivant le prix du collecteur durant la récolte.

Q : Est-ce qu'il y a d'autres moyens pour emprunter ici, par exemple des crédits formels ?

TAHIRY : Mety misy fomba hafa angalana vola ve ety ohatra hoe @ fomba ara-dalana, izany akory tsy midika hoe tsy ara-dalana fa hoe @ olona samy olona sa mety misy hoe fomba @ ilay trano mpampidrambola ireny ve aty ?

Trad : Est-ce qu'il y a d'autres moyens pour emprunter ici ? Comme les crédits formels, des institutions qui peuvent prêter de l'argent aux gens ?

EMILE: Nisy taty resaka société, t@ fikambanana, resaka CIDR mitovy @ ilay CECAM ireny fa izany hoe rehefa taty afara izany izy nanomboka 2003 jusqu'à 2005 izao dia efa tsy nisy intsony.

Trad : Il y avait une société avec les associations, le CIDR qui avait la même activité que la CECAM actuelle mais depuis 2003 et jusqu'à 2005 il a cessé toutes activités.

TAHIRY : Fa naninona, inona no antony ?

Trad : Pourquoi, quelle était la raison?

EMILE: Nahodina an'ireo iay saosy.

Trad : Il y avait un détournement de fond.

TAHIRY: Il y avait donc des organismes de micro-crédits avant mais c'est depuis 2003 que ça s'est dissout puisque les dirigeants ont détournés le fond et ça n'a plus fonctionné depuis.

Q : D'accord, sinon est ce qu'il fait partie d'une association ?

ADOLPHE : Ianao ve misy fikambanana misy anao eto @ tanana eto ?

Trad : Es- ce que vous faites partie d'une association dans votre village?

EMILE: Misy ka!

Trad : Bien sûr!

ADOLPHE: Fikambanana inona?

Trad : Quelle association?

EMILE: Io CIDR io mbola mitsangana foana hatramin'izao mbola tsy maty.

Trad : Toujours au sein du CIDR qui existe encore jusqu'à maintenant.

TAHIRY: Fa efa tsy mandeha intsony?

Trad: Mais qui a cessé toute activité ?

EMILE: Tsy mandeha ara-dalana ohatran'ny taloha intsony, satria nisy choix 2 taloha tao t@ izay nisy ilay hoe crédit interne sy crédit externe, dia ilay trosa ivelany manko izany dia ireo mpanambola no mamatsy ilay mpamboly ka rehefa tsy voaloha ny volan'ilay patron dia efa tsy nanome vola intsony izy.

Trad : Ce n'est plus comme avant où on avait 2 sortes de crédit : ce qu'on appelle crédit interne d'un côté et le crédit externe de l'autre. Ce dernier était financé par des gens aisés pour les paysans. Mais dès qu'ils ont commencé à perdre de l'argent ils ont cessé tout financement.

TAHIRY: Ary ilay crédit interne?

Trad : Et le crédit interne?

EMILE: Ilay karazana cotisation ato.

Trad : Il provient de la cotisation de chaque membre.

TAHIRY : Dia ianao izany mbola manao izay crédit interne izay, mbola misy izy io ?

Trad : Donc, vous participez toujours à ce crédit interne, il fonctionne encore ?

EMILE: Mbola manao aho, mbola misy io, io foana izany no sisa iainan'ny mpikambana ao, fa raha ilay hoe maka vola @ banky dia tsy misy intsony.

Trad : J'y participe, il existe toujours. C'est la seule ressource qui reste pour notre association car les emprunts auprès des banques ils n'existent plus.

TAHIRY : Dia ianao mbola ao anatiny dia mbola mandeha ilay izy hatramin'izao ?

Trad : Bref, vous en faites encore partie et elle existe toujours jusqu'à maintenant?

EMILE: Eka, hatramin'izao.

Trad : Oui, jusqu'à maintenant.

TAHIRY : Dia izany hoe ianareo ao izany no mifampisambotra ?

Trad : Finalement des emprunts se font entre les membres alors ?

EMILE: Mifampisambotra, 50 000 fmg izao ny fond de roulement any izy io.

Trad : On se fait crédit entre nous et le fond de roulement s'élève à 50 000fmg actuellement.

TAHIRY : Dia ohatrinona ny cotisation isantaona ?

Trad : Mais à combien s'élève la cotisation annuelle ?

EMILE: Arakaraka ny fidiran'ny taona sy ny fanapakevitry ny komity sy ny mpikambana jiaby.

Trad : Ça varie suivant l'année, suivant la décision des comités et suivant le nombre de membres.

TAHIRY : Dia ohatrinona izao no aloanareo ?

Trad : Mais vous avez payé combien maintenant?

EMILE: 50 000 fmg izao no naloa teo.

Trad : On a payé dernièrement 50 000fmg.

TAHIRY: Isantaona?

Trad : C'est annuel ?

EMILE: Eka.

Trad : Oui.

TAHIRY: En fait, il y avait un système de crédit interne dans le CIDR et un système de crédit externe, le système de crédit externe se sont les gens qui ont financés de l'argent et après il y avait le problème de détournement donc, ils ont coupés tout financement, il n'y a plus que les crédits interne qui marchent et le crédit interne se sont les membres, les associés qui cotisent pour avoir un fond de roulement et ça s'élève à 50 000 fmg par an actuellement.

Q : Donc, vous faites partie des associés qui opère à ce système de crédit interne ?

TAHIRY : Voilà, il fait encore partie.

Q : D'accord, et vous n'avez pas pu emprunter justement quand vous avez eu un problème à cette association ?

ADOLPHE : Ianao izany @ fotoana ny hoe mandeha mitrosa vola @ ilay fikambananao @ izao raha misy raha ilainao vola....

Trad : Donc vous pouvez emprunter de l'argent actuellement auprès de votre association si besoin est.....

TAHIRY : Ianao izany naninona no tsy afaka nitrosa vola tany @ io fikambanana io t@ raha nanjoanao io ?

Trad : Pourquoi est-ce que vous n'avez pas emprunté de l'argent auprès de votre association quand vous en aviez besoin ?

EMILE: Tisa, tsy fahampianan' ilay saosy @ ilay fikamabanana mihintsy araka ny nolazaiko tany @ voalohany teo satria efa manana fizarazarany tsara ilay vola, efa atokana izany ilay vola hoe fitsinjovana ilay mpikambana raha misy mahazo ilay mpikambana ohatra tsy fahasalamana na maratra tampoka ohatra izay na fahafatesana dia mangala @ io vola io t@ izy mbola mandeha tsara izany fa @ izao efa tsy misy intsony izany.

Trad : Non, à cause de l'insuffisance de fond comme je vous l'ai expliqué tout à l'heure. Avant le budget était arrêté en fonction des besoins de chaque membre : par exemple il y avait un budget à part en cas de maladie d'un des membres, en cas de besoin personnel ou de décès ou d'accident mais aujourd'hui ce n'est plus le cas.

TAHIRY : Fa hatra@ ohatrinona izao no vola afaka omen' ilay association @ izao ?

Trad : Et quelle est la somme minimale qu'elle peut accorder à chaque membre actuellement ?

EMILE: @ iny dia araka ilay fanapahankevitra ilay komity io satria raha misy olona mangataka izany ohatra 700 000 fmg dia arahina ilay dossier dia raha avant tsara izany ilay nanefanao ilay volanao t@ erintaona dia mety misy correction izany izy io rehefa fin d'année.

Trad : Ça dépend de la décision des comités. En fait si une personne a par exemple fait un emprunt de 700 000fmg, ils suivent d'abord son dossier en vérifiant que l'année précédente son remboursement ne présentait aucun retard et si c'est le cas il pourra bénéficier d'une faveur à la fin de l'année.

Tahiry: @ izao izany izy izao efa mandeha, efa mandoa ilay 50 000fmg...

Trad : Donc elle fonctionne mieux actuellement, chaque membre paie les 50 000fmg.....

EMILE: Mandeha tsikelikely izy ao, misy ihany ny olona manefa fa tsy ara-dalana ohatra ilay fandehany teo satria teo manko io izao nanomboka 2001 hatra@ 2002 égale tsara ny crédit.

Trad : Elle fonctionne petit à petit. Il y en a qui paient leurs dus mais pas tout à fait régulièrement comme avant ou durant l'année 2001-2002 où les débits et les crédits se balançaient toujours.

Tahiry: Donc, vu l'antécédent avec le détournement, l'association ne marche plus très bien depuis donc, il n'y avait pas assez d'argent pour qu'il puisse emprunter au niveau de l'association car il y a encore des membres qui paient encore petit à petit l'argent des bailleurs avant.

Trad :

Q : Il faut rembourser l'argent détourné ?

TAHIRY : Il faut rembourser le somme qui a été détourné.

Q : D'accord, sinon vous avez des projets pour l'avenir, comme acheter des terres ou d'autres projets pour le futur ?

ADOLPHE : Inona izany no tetik'asa vinavinanao @ ho avy izany, satria ny olombelona io mantsy tsy maintsy manana tetik'asa ohatra hoe t@ taona teo nahazo omby firy dia mbola hanana eritreritra ny hividy koa dia ohatra izay, ankoatra ilay fividianana tany, misy hafa ve ?

Trad : Quels sont vos projets futurs car tout homme a ses projets personnels, par exemple l'achat d'un zébu cette année ou l'année prochaine en espérant multiplier encore le troupeau ? A part l'achat des parcelles est-ce qu'il y en a d'autres ?

EMILE: Misy ka ! fa arakaraka ny eo ampelantanana ihany, raha misy ny fisiana eo ampelantanana, omby io moa no fiompiana aty, miompy...

Trad : Bien sûr! Mais ça dépend des moyens disponibles. Si on a une possibilité on voudrait refaire de l'élevage surtout de zébu car c'est vital ici.....

TAHIRY : Dia ohatran'ny inona izany no tianao atao, hevikeverina?

Trad : Donc qu'allez -vous faire exactement?

EMILE: Arakaraka ny vola ihany io ka rehefa misy moa ny vola, ny fambolena sy fiompiana io ankoatran'io satry ny tena foana hanao activité hafa.

Trad : Ça dépend surtout des moyens financiers disponibles. La priorité reste l'agriculture et l'élevage et si on a les moyens de faire d'autres activités à côté, ce sera d'autant mieux.

TAHIRY: Hampitombo be be kokoa ilay fiompiana sy fambolena?

Trad : Mais d'abord intensifier l'agriculture et l'élevage ?

EMILE Na resaka varotra na inona izany rehefa resaka fidirambola (coupé).

Trad : Que ce soit le commerce ou autre, toute activité qui permet de se procurer une source de revenu (coupé)

Annexe 4.2 Estimation par un Logit bivarié des déterminants d'un mode de structure de revenu diversifié, Marovoay, 2001

	<i>Structure de revenu diversifiée</i>				
	Coeff.		Erreur standard	t²	P-Value
Constante	-1,154		1,947	-0,593	0,553
Variabes spécifiques au ménage					
Proportion d'enfants ³	0,011		0,086	0,129	0,897
Taux d'activité ⁴	0,796		0,705	1,12819	0,259
Variabes spécifiques au chef de ménage					
Sakalava	0,057		0,425	0,134	0,893
Merina	-0,100		0,379	-0,265	0,791
Betsileo	-0,194		0,285	-0,680	0,496
Genre du chef	-0,426		0,317	-1,345	0,178
Age du chef	-0,067		0,048	-1,381	0,167
Age au carré normalisé	0,046		0,046	0,989	0,322
Dotations en capital					
<i>Capital humain</i>					
<i>Diplôme maximum dans le ménage⁵</i>					
Aucun membre n'a de diplôme mais le chef au moins est allé à l'école	0,583	**	0,330	1,765	0,078
Certificat d'étude	0,702	*	0,358	1,964	0,049
Brevet d'étude au moins	0,784	*	0,468	1,674	0,094
<i>Capital physique</i>					
Superficie rizicole mise en culture (ares)	-0,006	***	0,001	-5,763	0,00
<i>Capital social</i>					
A reçu des transferts	-0,734	***	0,251	-2,923	0,003
A versé des transferts	0,157		0,266	0,591	0,554
Fait partie d'une association ⁶	0,499		0,257	1,943	0,052
<i>Capital financier</i>					
N'a pas pu emprunter ⁷	0,292		0,255	1,141	0,254
A pu contracter une épargne	0,082		0,406	0,201	0,841
Déterminants structurels					
Route praticable toute l'année	2,832	***	0,991	2,856	0,004
Distance à Marovoay	-0,107	***	0,039	-2,736	0,006
Problèmes d'irrigation récurrents	1,335	***	0,420	3,178	0,001
Log de vraisemblance			-339,29		
Pseudo R2 (McFadden)			0,11		
Pourcentage de cas bien prédits			62%		
Chi 2 (sig.)			140,29(0,000)		
Effectif total			510		

Notes : (1) La catégorie de référence est celle des ménages à très forte spécialisation primaire de leur revenu. L'effectif de cette classe s'élève à 172 ménages. (2) Dérivée partielle par rapport à la moyenne de la caractéristique. (3) Proportion d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage. (4) Proportion d'actifs de plus de 14 ans dans le ménage. (5) La classe de référence est constituée par les ménages dont aucun membre n'a jamais été scolarisé. (6) Cette variable exclut les associations de micro-crédit et d'usage de l'eau de façon à éviter les corrélations avec les variables d'épargne et d'emprunt. (7) Cette variable permet d'identifier les ménages qui ont voulu emprunter mais n'ont pas pu le faire (en général, refus du prêteur car le ménage ne présentait pas de garanties suffisantes).

* significatif à 10%; ** significatif à 5%; *** significatif à 10%

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001.

Annexe 4.3 Estimation par un Logit bivarié des déterminants d'un mode de structure de revenu diversifié, Marovoay, 2001

<i>Structure de revenu diversifiée</i>					
	Coeff.		Erreur standard	t ²	P-Value
Constante	0,519		1,366	0,380	0,704
Variables spécifiques au ménage					
Proportion d'enfants ³	-0,226		0,873	-0,260	0,796
Taux d'activité ⁴	0,527		0,834	0,632	0,527
Variables spécifiques au chef de ménage					
Genre du chef	-0,134		0,313	-0,444	0,657
Age du chef	0,025		0,043	0,590	0,555
Age au carré normalisé	-0,048		0,044	-1,086	0,277
Dotations en capital					
<i>Capital humain</i>					
<i>Diplôme maximum dans le ménage⁵</i>					
Aucun membre n'a de diplôme mais le chef au moins est allé à l'école	-0,543	*	0,306	-1,774	0,076
Certificat d'étude	-0,574	*	0,328	-1,747	0,080
Brevet d'étude au moins	0,100		0,386	0,260	0,795
<i>Capital physique</i>					
Superficie rizicole mise en culture (ares)	-0,016	***	0,003	-4,626	0,000
<i>Capital social</i>					
Par des transferts reçus dans le rdb	-0,780		0,526	-1,483	0,138
Fait partie d'une association ⁶	0,238		0,190	1,25	0,210
Au moins un des membres du ménage a participé à une action collective	0,118		0,195	0,605	0,545
<i>Capital financier</i>					
N'a pas pu emprunter ⁷	-0,299		0,201	-1,485	0,137
Crédit inaccessible	-0,383	**	0,191	-2,004	0,045
Déterminants structurels					
Superficie moy. des parcelles sur le site	-0,002		0,006	-0,293	0,769
Accessibilité par rapport à Antsirabe ⁸	0,490	***	0,190	2,575	0,010
Log de vraisemblance			-398,92		
Pseudo R2 (McFadden)			0,09		
Pourcentage de cas bien prédits			66%		
chi 2 (sig.)			76,81(0,000)		
Effectif total			600		

Notes : (1) La catégorie de référence est celle des ménages à très forte spécialisation primaire de leur revenu. L'effectif de cette classe s'élève à 371 ménages. (2) Probabilité "two-tailed" que le coefficient soit égal à zéro. Le t est le rapport entre le coefficient estimé et l'erreur-type. (3) Dérivée partielle par rapport à la moyenne de la caractéristique. (4) Proportion d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage. (5) Proportion d'actifs de plus de 14 ans dans le ménage. (6) La classe de référence est constituée par les ménages dont aucun membre n'a jamais été scolarisé. (7) Cette variable exclut les associations de microcrédit et d'usager de l'eau de façon à éviter les corrélations avec les variables d'épargne et d'emprunt. (8) Cette variable permet d'identifier les ménages qui ont voulu emprunter mais n'ont pas pu le faire (en général, refus du prêteur car le ménage ne présentait pas de garanties suffisantes). (9) Cette variable permet d'identifier les ménages habitant à proximité d'Antsirabe et sur une route praticable toute l'année.

Source : A partir des données du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar, 2001.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I.1:	<i>Caractéristiques productives des observatoires de Marovoay et d'Antsirabe</i> _____	71
Tableau II.1	<i>Méthodologie de calcul des indicateurs de revenu et de dépense</i> _____	95
Tableau II.2	<i>Les lignes de pauvreté alimentaires et totales, en milliers de Fmg courants, observatoires de Marovoay et d'Antsirabe, 1998-2002</i> _____	102
Tableau II.3	<i>Estimation des lignes de pauvreté pour Marovoay et Antsirabe, en franc malgaches courants, euros courants et en dollars américains courants et parité de pouvoir d'achat, 1998-2002</i> _____	103
Tableau II.4	<i>Grille d'entretien, mission printemps 2003 Organisation des modes de vie des ménages en milieu rural et représentations de la pauvreté</i> _____	108
Tableau III.1	<i>Indices FGT et test de différence de pauvreté sur les évolutions temporelles Observatoires d'Antsirabe et de Marovoay, 1998-2002</i> _____	150
Tableau III.2	<i>Évolutions du revenu réel par tête et de l'inégalité et décomposition de Kakwani Observatoires d'Antsirabe et de Marovoay, 1998 et 2002</i> _____	153
Tableau III.3	<i>Matrices de transition</i> _____	166
Tableau III.4	<i>Les formes dynamiques de la pauvreté à Marovoay et Antsirabe, 1998-2002</i> _____	175
Tableau III.5	<i>Localisation et formes de pauvreté, 1998-2002</i> _____	177
Tableau III.6	<i>Estimation des déterminants des composantes de pauvreté chronique et transitoire par un modèle Tobit bivarié, Antsirabe, 1998-2002</i> _____	194
Tableau III.7	<i>Estimation des déterminants des composantes de pauvreté chronique et transitoire par un modèle Tobit bivarié, Marovoay, 1998-2002</i> _____	195
Tableau IV.1:	<i>Grille d'entretien pour l'analyse de la diversification des activités</i> _____	218
Tableau IV.2:	<i>Caractéristiques démographiques de l'échantillon, entretiens 2005, effectifs</i> _____	221
Tableau IV.3:	<i>Caractéristiques socio-économiques de l'échantillon, entretiens 2005, effectifs</i> _____	222
Tableau IV.4:	<i>Effectif et proportion des ménages dont au moins un des membres pratique les activités considérées, 2001</i> _____	240
Tableau IV.5:	<i>Nombre moyen d'activités par actif occupé dans le ménage selon l'observatoire et le quintile de revenu</i> _____	243

Tableau IV.6:	<i>Sources de revenu des ménages (en pourcentage du revenu d'activité) selon le quintile de revenu et la localisation géographique, 2001</i>	245
Tableau IV.7:	<i>Part moyenne des différentes sources de revenu dans le revenu total selon les trois premières partitions de la CAH</i>	252
Tableau IV.8:	<i>Indices FGT (P_{ω} $\alpha = 0, 1, 2$) et tests de différence de pauvreté selon la structure de revenu, 2001</i>	256
Tableau IV.9:	<i>Structure du revenu et formes dynamiques de pauvreté, 2001</i>	257
Tableau IV.10:	<i>Pauvreté intertemporelle selon la classe de structure de revenu et la localisation géographique, 2001</i>	257
Tableau IV.11:	<i>Estimation Logit multinomiale des déterminants des structures de diversification du revenu, Antsirabe 2001</i>	267
Tableau IV.12:	<i>Estimation Logit multinomiale des déterminants des structures de diversification du revenu, Marovoay 2001</i>	268

LISTE DES FIGURES

Figure I.1	<i>Le cadre d'analyse des moyens d'existence</i>	38
Figure I.2	<i>Les approches de la pauvreté</i>	40
Figure I.3	<i>Combinaison d'études qualitatives et quantitatives au cours d'un cycle de recherche</i>	58
Figure I.4	<i>Le Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar en 2000</i>	62
Figure I.5	<i>Les observatoires de Marovoay et d'Antsirabe, parmi les quatre observatoires « historiques » du ROR</i>	68
Figure I.6	<i>Combinaison d'études qualitatives et quantitatives pour l'étude des dynamiques de pauvreté à Madagascar</i>	75
Figure II.1	<i>Potentialités, processus de conversion et capacités</i>	84
Figure II.2	<i>Entretiens sur la pauvreté : caractéristiques de l'échantillon</i>	114
Figure II.3	<i>Entretiens semi-dirigés, 2003, et enquête ROR, 2002, Antsirabe</i>	
	<i>Mise en regard des caractéristiques des populations statistiques</i>	115
Figure II.4	<i>Thèmes associés à la notion de pauvreté dans les entretiens, fréquence</i>	118
Figure III.1	<i>Courbes TIP pour Marovoay et Antsirabe, 1998, 2000 et 2002</i>	150
Figure III.2	<i>Courbes TIP pour Antsirabe, 1998-2002</i>	156
Figure III.3	<i>Courbes TIP pour Marovoay, 1998-2002</i>	156
Figure III.4	<i>Courbes TIP selon le genre</i>	160
Figure III.5	<i>Courbes TIP selon le statut du chef sur le marché du travail</i>	161
Figure III.6	<i>Statut de pauvreté en 2002 selon le nombre de périodes passées en situation de pauvreté de 1998 à 2001</i>	167
Figure III.7	<i>Catégorisation des formes intertemporelles de pauvreté : approche par périodes et approches mixtes</i>	172
Figure IV.1	<i>Activités des ménages selon le quintile d'appartenance, observatoires d'Antsirabe et de Marovoay, 2001</i>	243
Figure IV.2	<i>Part des activités dans le revenu des ménages selon le quintile de revenu, observatoires d'Antsirabe et de Marovoay, 2001</i>	243
Figure IV.3	<i>Dendrogramme : classification selon la part des revenus des différentes activités dans le revenu total d'activité du ménage, 2001</i>	252

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE	1
1. Les zones rurales oubliées de la croissance	5
2. Le concept de pauvreté en mouvement	11
3. Problématique de recherche, système d'information et organisation générale de la thèse	15
 PREMIERE PARTIE	
LES METHODES QUALITATIVE ET QUANTITATIVE POUR L'ANALYSE DE LA PAUVRETE CONTINUE OU RUPTURE ?	23
 CHAPITRE I	
LES METHODES QUALITATIVE ET QUANTITATIVE	27
 I. Divergence de méthodes, convergence d'intérêt	30
1. Les analyses qualitative et quantitative de la pauvreté : dichotomie ou continuum ?	30
1.1. Analyse des pratiques : quelques études qualitatives de la pauvreté	31
a- L'affirmation d'une rupture méthodologique vis-à-vis de l'analyse monétaire	31
b- L'identification des dimensions de la pauvreté	33
c- L'analyse des moyens d'existence	36
1.2. L'illusion de la rupture	38
a- Pratiques de recherche : Variables qualitatives, données qualitatives, analyse qualitative	38
b- Un système de différences	42
2. Deux domaines d'intelligibilité	43
2.1. Le processus de la recherche	43
a- Les données : une production scientifique, partie intégrante du processus de recherche	44
b- La rupture épistémologique en question	45
2.2. Caractérisation des approches qualitative et quantitative	47
a- Singulier, régulier	47
b- Des méthodes et des données conditionnées par l'orientation de la recherche	49

II. La combinaison des démarches qualitative et quantitative	52
1. Complémentarité opérationnelle, enjeux méthodologiques	53
1.1. Complémentarité opérationnelle	54
a- Effectuer une synthèse des résultats pour guider l'action publique	55
b- Intégrer les deux types d'approches au sein d'une même étude	56
c- La mise en séquence des approches qualitative et quantitative	57
1.2. Un système d'investigation cohérent	59
a- La notion de système d'investigation	59
b- Les Observatoires Ruraux de Madagascar : un système d'information	60
2. Les fondements d'une démarche illustrative et comparative :	
une méthodologie pour l'analyse des dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache	65
2.1. Une démarche illustrative	65
a- Analyse de la pauvreté en milieu rural	66
b- L'influence des contextes locaux et nationaux sur les dynamiques et les processus de pauvreté	67
2.2. Une analyse contextuelle et comparative	69
a- Les contextes de l'étude	70
b- La démarche comparative	72
2.3. Une combinaison réfléchie des deux modes d'investigation	74
a- Enrichissement du système d'information : les enquêtes qualitatives	74
b- Approfondissement de la démarche illustrative	75

CHAPITRE 2

REPRESENTATIONS ET MESURES DE LA PAUVRETE : L'INSTAURATION D'UN DIALOGUE CONCEPTUEL **77**

I. Concepts et mesures de la pauvreté :

Les voies de la complémentarité entre qualitatif et quantitatif	80
1. Concept de pauvreté et modalités de combinaison entre méthodes qualitative et quantitative	81
1.1. Le concept de pauvreté en débat	81
a- Les approches monétaires et non monétaires	82
b- Liberté réelle et processus de conversion	83
1.2. Représentations et indicateurs : résonances et dissonances	86
a- La combinaison séquentielle : Identification des dimensions de la pauvreté à partir d'une enquête qualitative	86
b- Construire un indicateur de pauvreté sur la base des représentations : Une modalité de combinaison questionnée	87

2.	Une mesure monétaire adaptée à la logique illustrative de l'outil d'observation statistique	91
2.1.	Un indicateur de bien-être économique respectueux de la nature des données	91
a-	Le revenu comme indicateur de bien-être économique du ménage	92
b-	Du bien-être du ménage au bien-être individuel	97
2.2.	Échantillonnage raisonné et robustesse de la ligne de pauvreté	99
a-	Les méthodes d'évaluation d'une ligne de pauvreté	99
b-	La méthode du coût des besoins de base	100

II. Les représentations de la pauvreté en pays Merina

Traits spécifiques, traits partagés	104	
1.	De la singularité des discours aux représentations partagées	105
1.1.	Un cadre pour la production des données qualitatives	105
a-	Hypothèse initiatrice de la recherche	106
b-	La grille d'entretien	107
1.2.	La portée des résultats	109
a-	Difficultés méthodologiques particulières	110
b-	Caractéristiques de l'échantillon	112
c-	La probable non saturation de l'hypothèse	116
2.	La pauvreté dans les discours : aspects matériels, aspects immatériels	117
2.1.	La pauvreté comme non satisfaction des besoins vitaux	117
a-	La pauvreté en référence à l'univers des besoins de base	117
b-	De la relativité de l'univers des besoins	121
2.2.	Les aspects sociétaux	123
a-	La pauvreté en relation : notions d'identité et de dépendance	123
b-	La spécificité culturelle des résultats questionnée	129

DEUXIEME PARTIE

DYNAMIQUES DE PAUVRETE EN MILIEU RURAL MALGACHE

L'ALLIANCE EMPIRIQUE DES METHODES QUALITATIVE ET QUANTITATIVE	139
--	------------

CHAPITRE 3

LA PAUVRETE ET LE TEMPS	143
--------------------------------	------------

I. La pauvreté sur les observatoires d'Antsirabe et de Marovoay

Des évolutions contrastées	146	
1.	De l'identification à la mesure Assurer des comparaisons de pauvreté robustes	147
2.	Analyse comparée des évolutions temporelles de la pauvreté	148
2.1.	Des différences de pauvreté saisissantes entre les deux zones rurales	149

2.2.	Une déconnexion relative vis-à-vis des évolutions conjoncturelles nationales _____	152
a-	Evolutions de pauvreté en période croissance au niveau national _____	152
b-	L'impact modéré de la crise politico-économique de 2002 _____	155
2.3.	L'impact des chocs conjoncturels locaux _____	157
3.	Stabilité temporelle et spatiale des profils de pauvreté _____	159
II.	Analyse intertemporelle des dynamiques de pauvreté _____	163
1.	Analyse descriptive des transitions de pauvreté _____	164
1.1.	Les panels des observatoires de Marovoay et Antsirabe et la question de l'usure du panel _____	164
1.2.	Recomposition du groupe des ménages pauvres _____	165
2.	Pauvreté chronique et pauvreté transitoire _____	168
2.1.	La mesure des aspects intertemporels de la pauvreté _____	169
a-	Approche par périodes _____	169
b-	Approche en composantes _____	170
c-	Approche mixte _____	171
2.2.	Localisation géographique et formes intertemporelles de la pauvreté _____	173
a-	Prédominance de la pauvreté chronique dans le Vakinankaratra (Antsirabe) et de la pauvreté transitoire dans les grands périmètres irrigués (Marovoay) _____	173
b-	Des spécificités « micro-locales » _____	175
c-	L'isolement géographique, un facteur explicatif majeur de la pauvreté chronique _____	178
III.	Pauvreté chronique et transitoire : des déterminants spécifiques ? _____	181
1.	La modélisation des déterminants des formes de pauvreté _____	181
1.1.	Forme générale des modèles économétriques _____	182
1.2.	Révéler l'information nécessaire à l'identification des déterminants de la pauvreté durable et de la pauvreté transitoire _____	185
a-	Pauvreté chronique et faiblesse des dotations en capital _____	185
b-	Caractéristiques démographiques et statut sur le marché du travail _____	190
c-	Pauvreté transitoire, chocs conjoncturels et inefficacité des réponses ex-post _____	191
2.	Évidences empiriques _____	193
2.1.	Qualité des modèles et choix de la spécification la plus adaptée _____	193
2.2.	Les déterminants des composantes de pauvreté pour les observatoires de Marovoay et Antsirabe _____	197
a-	L'effet de la localisation géographique _____	197
b-	Composantes de pauvreté chronique et de pauvreté transitoire : des déterminants spécifiques _____	199

CHAPITRE 4**LE PROCESSUS DE PAUVRETE _____ 205****I. Le processus de pauvreté en théorie et en pratique _____ 208**

1. Le processus de pauvreté, entre risque et capacités _____ 209
 - 1.1. Risque et barrières à l'entrée _____ 209
 - a- La diversification des activités : une stratégie de gestion des risques _____ 209
 - b- Le choix d'une forme de diversification : le rôle des barrières à l'entrée _____ 211
 - 1.2. L'apport de l'analyse en termes de capacités : le processus de conversion _____ 213
 - a- Les stratégies des ménages au cœur du processus de conversion _____ 213
 - b- Les difficultés d'opérationnalisation _____ 215
2. L'approfondissement de la logique illustrative
pour une étude qualitative du processus de pauvreté _____ 217
 - 2.1. Méthode d'appariement du qualitatif au quantitatif _____ 217
 - a- Complémentarité informationnelle _____ 217
 - b- Les jeux d'échelle _____ 220
 - 2.2. La diversification des activités
Stratégie d'accumulation et stratégie de gestion des risques _____ 223
 - a- Gestion des chocs ex-post : l'apport de l'analyse qualitative _____ 223
 - b- Histoires de vie et dynamiques de pauvreté de long terme _____ 228

II. L'analyse quantitative, un mode de généralisation des résultats qualitatifs _____ 238

1. Du singulier au régulier : diversification des activités et bien-être économique _____ 239
 - 1.1. La pluriactivité en milieu rural _____ 239
 - a- La place des activités extra-agricoles
sur les observatoires de Marovoay et Antsirabe _____ 239
 - b- Diversification des activités et pauvreté _____ 241
 - 1.2. Construction d'une typologie de la diversification des activités _____ 248
 - a- La classification ascendante hiérarchique _____ 249
 - b- Choix de la partition pertinente
et présentation de la classification des ménages selon leur structure de revenu _____ 251
 - c- Diversification des sources de revenu et pauvreté _____ 254
2. Les déterminants des stratégies de diversification des activités _____ 258
 - 2.1. Choix du modèle et sélection des variables _____ 259
 - a- Le choix de la forme générale du modèle économétrique _____ 259
 - b- Les déterminants de la pluriactivité rurale, synthèse d'études empiriques _____ 260
 - c- Construction des variables explicatives _____ 263
 - 2.2. Le choix d'une stratégie de diversification des activités :
Analyse des déterminants _____ 265

a-	Le rôle central des opportunités environnementales _____	266
b-	Caractéristiques des ménages et dotations en capital	
	Un impact différencié selon la modalité _____	269
CONCLUSION GENERALE _____		275
1.	L’alternance des analyses qualitative et quantitative au service de l’étude des dynamiques de pauvreté _____	278
2.	La nécessité d’explorer de nouvelles dimensions des privations par une démarche en interdisciplinarité _____	282
3-	La politique de lutte contre la pauvreté, un objectif intégré entre développement socialement durable et vision sociale élargie _____	285
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES _____		287
ANNEXES _____		303
LISTE DES TABLEAUX _____		351
LISTE DES FIGURES _____		353
TABLE DES MATIERES _____		355